Commune de RÉMILLY (57)

Rémilly
La qualité de ville à la campagne

RÉVISION DU

PLAN LOCAL D'URBANISME

Rapport de Présentation

Dossier Diffusion	
Document conforme à la délibération du Conseil Municipal du 21/09/2026 approuvant le projet de révision du PLU.	***Le Maire :*** MAIRIE DE RÉMILLY 57580 Yves ZERGER MAIRE de RÉMILLY

ESTERR
URBANISME · PAYSAGE

SIGLES ET ABREVIATIONS

ABF

Architecte des Bâtiments de France

ADEME

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie

ARS

Agence Régionale de Santé

AZI

Atlas des Zones Inondables

BBC

Bâtiment Basse Consommation

BEPos

Bâtiment à Energie Positive

CAUE

Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement

CU

Certificat d'Urbanisme

DDT

Direction Départementale des Territoires

DPU

Droit de Préemption Urbain

DTA

Directive Territoriale d'Aménagement

DUP

Déclaration d'Utilité Publique

EBC

Espace Boisé Classé

ENS

Espace Naturel Sensible

EPCI

Établissement Public de Coopération Intercommunale

ERP

Élément Remarquable du Paysage

ICPE

Installation Classée pour la Protection de l'Environnement

MH

Monument Historique

OAP

Orientation d'Aménagement et de Programmation

OIN

Opération d'Intérêt National

PAC

Porter A Connaissance

PADD

Projet d'Aménagement et de Développement Durables

PAU

Parties Actuellement Urbanisées

PDU

Plan de Déplacements Urbains

PLH

Programme Local de l'Habitat

PLU / PLUi

Plan Local d'Urbanisme / Plan Local d'Urbanisme intercommunal

PNR

Parc Naturel Régional

POA

Programme d'Orientations et d'Actions

PPR

Plan de Prévention des Risques

PSMV

Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur

PUP

Programme Urbain Partenarial

PVR

Participation pour Voie et Réseau

RLP

Règlement Local de Publicité

RNU

Règlement National d'Urbanisme

RSD

Règlement Sanitaire Départemental

SDAGE

Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

SCoT

Schéma de Cohérence Territoriale

SEM

Société d'Économie Mixte

SRADDET

Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires

TEPos

Territoire à Energie Positive

TLE

Taxe Locale d'Équipement

ZAC

Zone d'Aménagement Concerté

ZAD

Zone d'Aménagement Différé

ZICO

Zone d'Intérêt Communautaire pour les Oiseaux

ZIOF

Zone d'Implantation Obligatoire des Façades

ZNIEFF

Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

GLOSSAIRE

Bassin de vie

Désigne un territoire sur lequel se forme, s'organise et se déroule l'essentiel de la vie de ses habitants.

Chemin de défruitement

Voie parallèle à l'axe structurant qui permet de desservir les jardins et vergers situés à l'arrière des parcelles.

Commune centre

Ville jouant, par ses services, ses équipements et ses fonctions de commandement, un rôle centralisateur et moteur pour l'ensemble de son territoire et les communes de son bassin de vie.

Commune satellite

Commune proche et dépendante d'un pôle plus important d'emplois et de services.

Cuesta

Nom espagnol de « côte ». Forme dissymétrique constituée d'un côté par un talus à profil concave, en pente raide et de l'autre, par un plateau doucement incliné en sens inversé. Fréquent aux bordures de bassins sédimentaires peu déformés.

Décohabitation

Cessation de cohabitation entre parents et enfants.

Dent(s) creuse(s)

Caractérise un ou plusieurs terrains compris au sein de l'enveloppe urbaine, et dont l'occupation actuelle (non-bâtie) constitue un potentiel constructible crédible à court ou moyen terme.

Ecosystème naturel

Ensemble formé par une association ou communauté d'êtres vivants (biocénose) et son environnement géologique, pédologique et atmosphérique (biotope).

Ecosystème urbain

Notion d'écosystème qui peut être utilisé pour la ville : écosystème créé pour les personnes mais contrairement à la définition celui-ci n'est pas autosuffisant. La ville a besoin de sources extérieures, de matières et d'énergie.

Entomofaune

Partie de la faune constituée par les insectes qui comprend les aptérygotes, qui se caractérisent par l'absence d'ailes, et les ptérygotes.

Enveloppe urbaine / Trame urbaine

Caractérise l'ensemble du tissu urbain continu sur le ban communal. L'enveloppe urbaine est généralement définie comme l'ensemble des secteurs, rues et quartiers desservis par les réseaux d'eau et d'assainissement.

Étalement urbain

Phénomène de développement des surfaces urbanisées en périphérie des villes. Synonyme de périurbanisation.

Ilot

Unité de découpage urbain délimité par des espaces publics (voirie, place, parc, …).

Isochrone

Courbe géométrique délimitant les points accessibles par un véhicule en un temps donné.

Ligne de crête

Tracé reliant les points les plus hauts du relief et qui permet le partage des eaux.

Mitage urbain

Phénomène insidieux marqué par l'implantation d'édifices dispersés dans un paysage naturel. Conséquence de l'étalement urbain.

Périurbanisation

Urbanisation autour de la ville. Synonyme d'étalement urbain.

Point de vue

Endroit d'où l'on jouit d'une vue étendue sur un paysage.

Remembrement agricole

Opération d'aménagement foncier rural qui consiste à regrouper des terres agricoles appartenant à un ou plusieurs propriétaires divisées en de nombreuses parcelles dispersées, afin d'augmenter la superficie des propriétés agricoles, améliorer leurs configurations et réduire les distances par rapport à l'exploitation.

Réseau viaire

Ensemble du maillage de voirie public, ouvert à la circulation automobile ou limité au cheminement doux.

Ripisylve

Formation végétale et arborée en bordure de cours d'eau, qui joue un rôle de transition entre le milieu terrestre et le milieu aquatique.

Sociotope

Espace déterminé qui présente des caractéristiques homogènes au regard de ses valeurs d'usage et ses significations sociales

Périurbanisation

Urbanisation autour de la ville. Synonyme d'étalement urbain.

Point de vue

Endroit d'où l'on jouit d'une vue étendue sur un paysage.

Remembrement agricole

Opération d'aménagement foncier rural qui consiste à regrouper des terres agricoles appartenant à un ou plusieurs propriétaires divisées en de nombreuses parcelles dispersées, afin d'augmenter la superficie des propriétés agricoles, améliorer leurs configurations et réduire les distances par rapport à l'exploitation.

Réseau viaire

Ensemble du maillage de voirie public, ouvert à la circulation automobile ou limité au cheminement doux.

Ripisylve

Formation végétale et arborée en bordure de cours d'eau, qui joue un rôle de transition entre le milieu terrestre et le milieu aquatique.

Sociotope

Espace déterminé qui présente des caractéristiques homogènes au regard de ses valeurs d'usage et ses significations sociales

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS 2

GLOSSAIRE 4

SOMMAIRE 6

INTRODUCTION 8

PARTIE 1 | DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE 9

1. Présentation générale 10

1.1. Fiche d'identité communale 10

1.2. Contexte géographique : de la situation au site 11

2. Structure socio-économique de la commune 13

2.1. Un ralentissement de la croissance démographique 13

2.2. Activités : un tissu en pleine mutation 20

2.3. Un parc de logement dense, récent, en voie de monofonctionnalisation 40

2.4. Un niveau d'équipement très satisfaisant 51

3. Dynamiques et perspectives paysagères 59

4. Milieu physique et occupation du sol 66

4.1. Topographie 66

4.2. Contexte géologique 67

4.3. Occupation du sol 71

4.4. Diagnostic forestier 75

4.5. Hydrographie 79

5. Milieux naturels et biodiversité 87

5.1. Zonages de protections réglementaires 87

5.2. Maîtrise foncière et maîtrise d'usage fortes affectées à la biodiversité 94

6. Ressource en eau 115

6.1. Eau potable 115

6.2. Assainissement 117

7. Climat, air et énergie 120

7.1. Climat 120

7.2. Qualité de l'air et émissions de gaz à effet de serre 123

7.3. Bilan des consommations et production d'énergie 127

7.4. Potentiel de développement des énergies renouvelables 129

8. Nuisances et risques 132

8.1. Gestion des déchets 132

8.2. Nuisances 133

8.3. Risques anthropiques 138

8.4. Risques naturels 142

8.5. Synthèse des enjeux environnementaux 152
9. Un support agricole à la marge du territoire 154
10. Les espaces bâtis : morphologie et typicités des paysages urbains 159
11. Analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestier 179
11.1. L'artificialisation des sols : une mécanique enclenchée à REMILLY depuis la première partie du XXe siècle 180
11.2. La consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) sur les pas de temps 2011-2020 et 2015-2024 181
Partie 2 : JUSTIFICATIONS DES DISPOSITIONS DU PLU 186
1. Matrice territoriale du projet 187
1.1. Le socle urbain : une identité rurbaine affirmée 187
1.2 La géographie et le paysage, un impact modéré sur les perspectives de développement communal 188
2. L'ambition communale du projet de développement 190
2.1 Le projet de départ : la révision du PLU 190
2.2. Une volonté de construire un projet ambitieux et vertueux : les grandes lignes du PADD 191
2.3 Un projet adapté à l'armature territoriale 193
2.4 La force du projet : le renouvellement urbain 203
3. La déclinaison technique du projet 209
3.1. La distinction des différentes zones du règlement graphique et littéral 209
3.2. Le classement des zones urbaines 210
3.3. L'analyse des résultats de l'application du PLU applicable antérieurement 216
3.4. La place des espaces naturels, agricoles et forestiers : la plus-value du projet 220
3.5. La protection du petit patrimoine bâti et du paysage (Éléments Remarquables du Paysage) 233
4. Les incidences du projet 279
4.1 Risques et servitudes : une prise en compte essentielle 279
4.2. Une préservation des sites naturels et de la biodiversité 280
4.3. Climat, air, énergie : faire face au changement climatique 281
4.4. La hiérarchie des normes : une intégration volontariste des objectifs supra communaux 282
5. Synthèse des surfaces par zone 319

INTRODUCTION

Le PLU définit de façon précise le droit des sols applicable à chaque terrain.

Objectifs :

1- la planification : il permet d'organiser et de maîtriser l'utilisation de l'espace, prévoit les interventions futures en définissant clairement les règles d'utilisation et d'occupation du sol. Cette planification offre la possibilité d'équilibrer l'organisation du cadre de vie et de prévoir les équipements adéquats aux besoins de la commune.

2- la protection : il est l'occasion d'étudier les problèmes liés à l'environnement naturel et urbain, il garantit la pérennité des exploitations agricoles, la sauvegarde des sites et la préservation d'éléments naturels et urbains remarquables.

3- la gestion : il permet aux maires de gérer les occupations du sol (constructions, dépôts, stationnement...) sur la commune et devient indispensable aux communes qui souhaitent maîtriser leur développement en présentant l'avantage d'une garantie juridique.

Contenu :

• le rapport de présentation : il s'agit d'un état des lieux, d'un diagnostic au titre notamment de la population, de la structure de l'habitat, de l'état de l'environnement...

• le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) : il exprime le projet communal et les priorités d'action en définissant les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble de la commune.

Il peut, en outre, comporter des orientations d'aménagement relatives à des quartiers ou à des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager.

Ces orientations peuvent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durable, prévoir les actions et opérations d'aménagement à mettre en œuvre, notamment pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune. Elles peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics

• le plan de zonage : il permet de localiser les différentes zones du PLU :

- zones U : « urbaines », elles sont urbanisables immédiatement,

- zones AU : « à urbaniser », elles sont constructibles dès l'approbation du PLU si elles sont viabilisées et si le PLU organise l'aménagement de la zone, ou à plus long terme, avec nécessité de modifier ou de réviser le document,

- zones A : « agricoles », elles protègent le potentiel agronomique des sols,

- zones N : « naturelles et forestières », elles protègent et valorisent les ressources naturelles.

Peuvent être également délimités les secteurs à protections particulières (espaces boisés classés...) ainsi que les emplacements réservés pour les équipements futurs, le tracé et les caractéristiques des voies.

• le règlement : à chaque zone du PLU correspond un règlement qui peut contenir jusqu'à 14 articles répondant à 3 questions : Qu'est-ce qui est autorisé ? Quelles sont les conditions à respecter ? Et quelle surface de plancher est-il possible de construire ?

• les annexes : servitudes d'utilité publique, liste des opérations déclarées d'utilité publique, notice technique accompagnée du plan des réseaux (eau, assainissement, élimination des déchets),...

PARTIE 1 | DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE

1. PRESENTATION GENERALE

1.1. Fiche d'identité communale

Région : Grand Est (Lorraine)

Département : Moselle (57)

EPCI : Communauté de communes du Sud Messin, (34 communes, 249,90 km², 16 535 habitants).

Arrondissement : Metz

Canton : Faulquemont

Superficie : 18,94 km

Densité de population : 107 hab/km²

Urbanisme réglementaire : Le Plan Local d'Urbanisme actuel a été approuvé le 26 août 2006 et a connu des modifications en 2009, 2011, 2013 et 2015.

SRADDET Grand-Est :

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires est une stratégie à horizon 2050 pour l'aménagement et le développement durable du Grand Est. Cette stratégie issue de la loi NOTRé (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) du 07 août 2015 est portée et élaborée par la Région Grand Est mais a été co-construite avec tous ses partenaires (collectivités territoriales, Etat, acteurs de l'énergie, des transports, de l'environnement, associations…). Après cette vaste concertation, le SRADDET a été adopté par le Conseil Régional le 22 novembre 2019, il est en cours de modification.

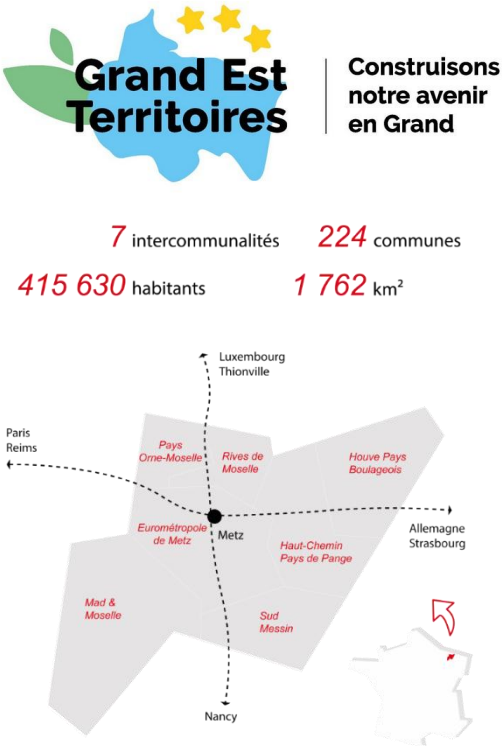


Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) :

La CC du Sud Messin appartient au Schéma de Cohérence Territoriale de l'Agglomération Messine (SCoTAM) approuvé le 1er juin 2021 et modifié le 07 décembre 2023.

1.2. Contexte géographique : de la situation au site

REMILLY est une commune rurale située dans le département de la Moselle appartenant à l'aire d'attraction de Metz.

La commune a absorbé en 1813 et 1965 les communes d'Aubécourt et de Dain-en-Saulnois situées à proximité.

Le ban communal couvre une superficie de 18,94 km², pour 2 029 habitants (source : INSEE 2021). La densité moyenne de la population s'élève ainsi à 107 habitants par km².

Géographiquement, concernant les pôles urbains de première catégorie, REMILLY est distante de 25 km de Metz, 30 km de Pont-à-Mousson et 35 km de Saint-Avold.

En ce qui concerne les pôles secondaires, la commune se situe à 4,5 km au sud de Lemud, à 12 km de Solgne et à 19 km de Faulquemont.

La commune de REMILLY est située en fond de vallée de la Nied Française au cœur du Plateau lorrain. Le réseau hydrographique appartient au bassin-versant du Rhin.

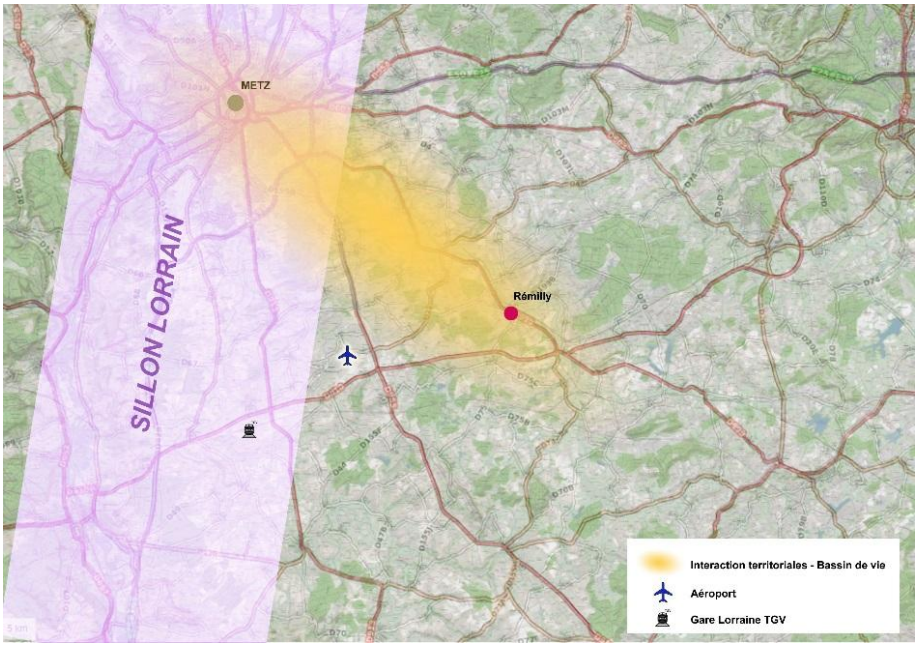
Territoire agricole, la topographie y est peu marquée et le climat semi-continental. Les pentes de commandement s'élèvent sur une centaine de mêtres.

Le bourg est desservi par la RD999 entre Maizières-les-Vic et Metz. Les grandes agglomérations sont accessibles via la RD999 pour Metz ou via la RD 910 pour Pont-à-Mousson et Saint-Avold.

Le territoire bénéficie d'un caractère rural lorrain prononcé entre vallon urbanisé/coteaux agricoles et plateau boisé. En effet, les espaces naturels de la commune sont dominés par les espaces agricoles des coteaux. Les principaux secteurs boisés sont essentiellement localisés à l'ouest sur les hauteurs de la ligne de partage des eaux avec la vallée de la Seille.

Le paysage urbain du fond de vallée est structuré parallèlement par l'axe routier de la RD999 et la succession voie ferrée/vallée de la Nied Française.

Au sein de son grand-territoire, REMILLY est considérée comme un bourg-centre en marge du ; sillon lorrain, sous l'aire d'influence de l'agglomération messine.

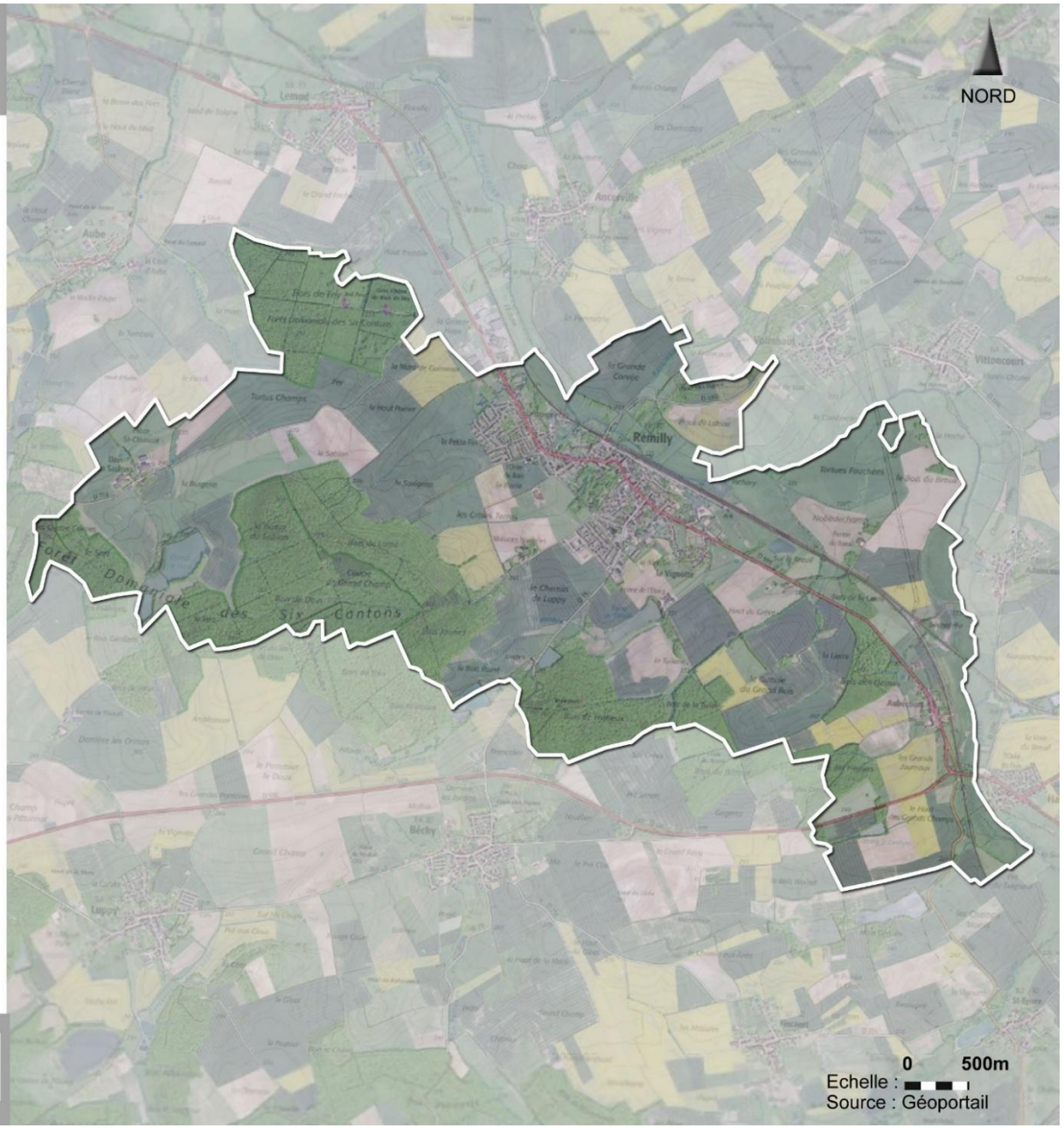


REMILLY - REVISION DU PLU
TERRITOIRE COMMUNAL

Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

LEGENDE

Limite communale



ESpace & TERRitoires
biotope
Métis Ingénierie
mp2i conseil

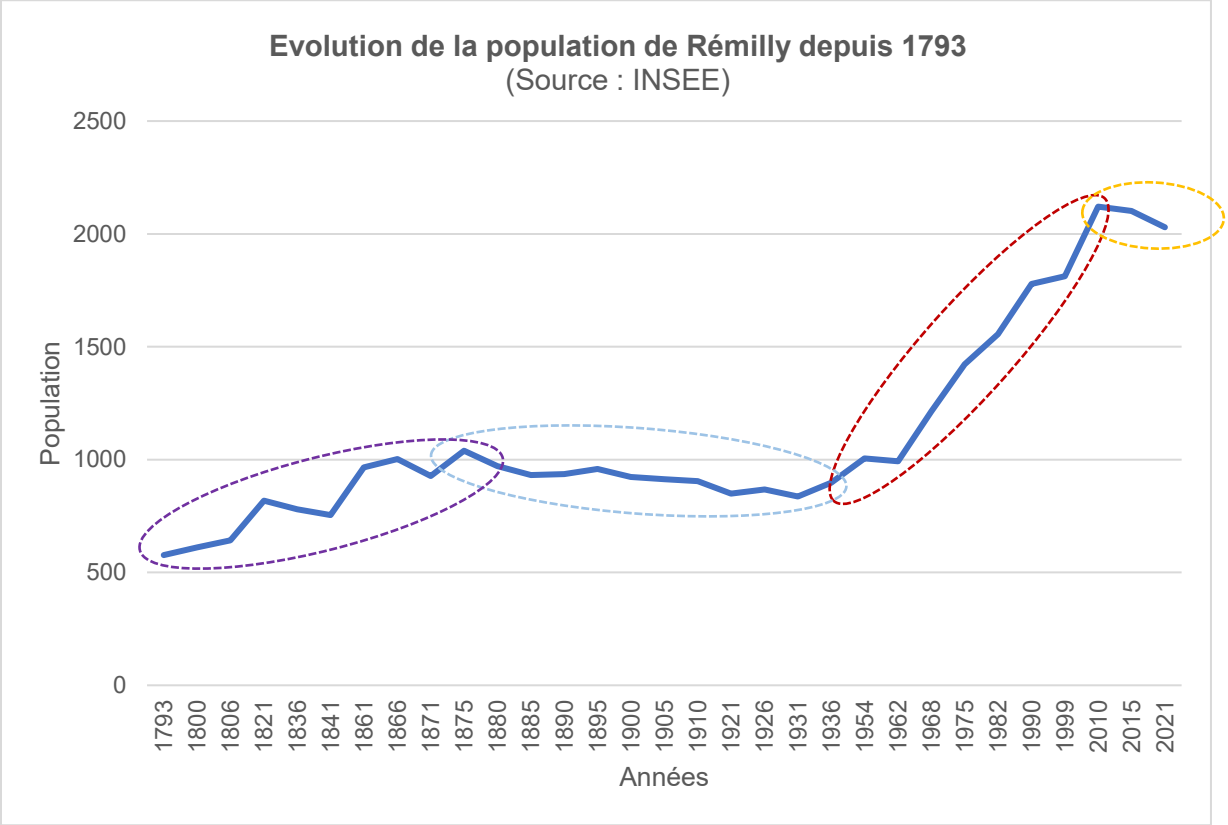
2. STRUCTURE SOCIO-ECONOMIQUE DE LA COMMUNE

2.1. Un ralentissement de la croissance démographique

a) Un population communale qui tend à décroître

En 2021, la commune compte 2 029 habitants.

La commune a connu une tendance démographique générale croissante depuis la fin du XVIIIe siècle avec quelques ralentissements sur certaines périodes. On peut identifier plusieurs séquences caractéristiques de la dynamique communale.



- **Les trois premiers quarts du XIXème siècle : des fluctuations démographiques régulières**

Le premier recensement à REMILLY a lieu en 1793 : la population est alors de 577 habitants sur la commune.

Au cours du XIXe siècle, la démographie communale connaît des fluctuations conséquentes, oscillant régulièrement entre croissance et décroissance. Un premier pic de population est néanmoins atteint en 1875, concomittamment aux migrations de populations allemandes sur le territoire mosellan (annexion entérinée depuis 4 ans).

- **Fin XIXème siècle – Première moitié du XXème siècle : une lente décroissance**

Entre 1876 et le début des années 1960, la population des milieux ruraux français se reporte lentement mais surement en direction des espaces urbains. Ce phénomène baptisait « exode rural » conduit à une diminution de la population rurale, plus ou moins forte selon les secteurs.

A REMILLY, durant cette période, la population communale tend à stagner. Celle-ci oscillant constamment entre 800 et un millier d'habitants. Lors de cette période, la démographie connaît également quelques fluctuations liées aux conflits. Tout comme dans le reste de la France, les répercussions de la guerre de 1914-1918 sont significatives (-55 habitants entre 1910 et 1921).

- **1954- 2010 : un essor démographique soutenu**

À l'instar de la majorité des bourgs de France, REMILLY va connaître un essor démographique après la Seconde Guerre mondiale.

La reconstruction et l'augmentation de la natalité ainsi que le développement de l'industrie sur le territoire va provoquer une croissance démographique soutenue.

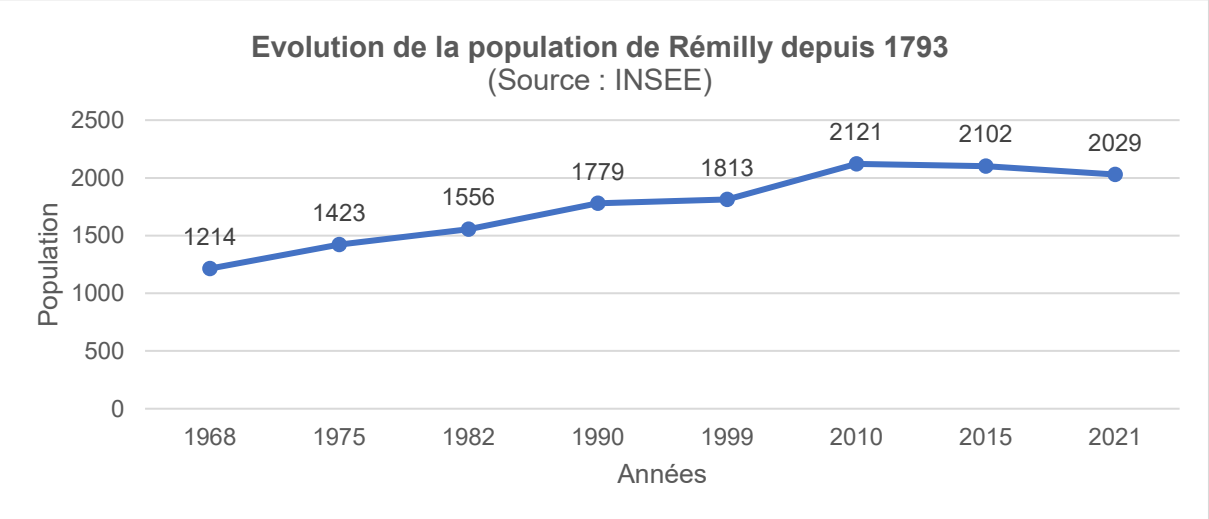
Ainsi, la population de REMILLY va passer de 993 à 2 121 habitants sur la période, ce qui équivaut à un doublement de l'effectif démographique communal.

La réalisation d'opérations d'aménagement sur la commune permet alors de loger les populations nouvelles. Entre 1945 et 1975, sont construits les quartiers du Joli fou, le Quartier du Stade et le Quartier du Parc. Entre 1975 et 2010, le lotissement du Lot des Linières est sortie de terre.

- **Depuis 2010 : une stabilisation suivit d'une déprise démographique**

Depuis 2010, le territoire connait une baisse démographique liée à une baisse de l'activité générale conjoncturelle et à un manque d'attractivité du territoire.

Les variations annuelles de la population sont négatives avec -0,6 % entre 2015 et 2021. Ce phénomène est à la fois une résultante de soldes naturel et migratoire tous deux déficitaires (-0,1% et -0,5% respectivement).



- **Comparatif à l'échelle de l'aire urbaine :**

Source INSEE	Population 1982	Population 1990	Population 1999	Population 2010	Population 2015	Population 2021	Densité hab/km²	Taux d'évolution entre 1982 et 2021
Arrondissement de Metz	312 365	322 139	335 639	341 957	342 434	351 594	322,6	**12,56 %**
CC du Sud Messin	11 191	12 395	13 286	15 266	15 954	16 826	67,3	**50,35%**
REMILLY	**1 666**	**1 779**	**1 813**	**2 121**	**2 102**	**2 029**	**107,1**	**21,79%**

Population – Evolution et comparaison (Source INSEE)

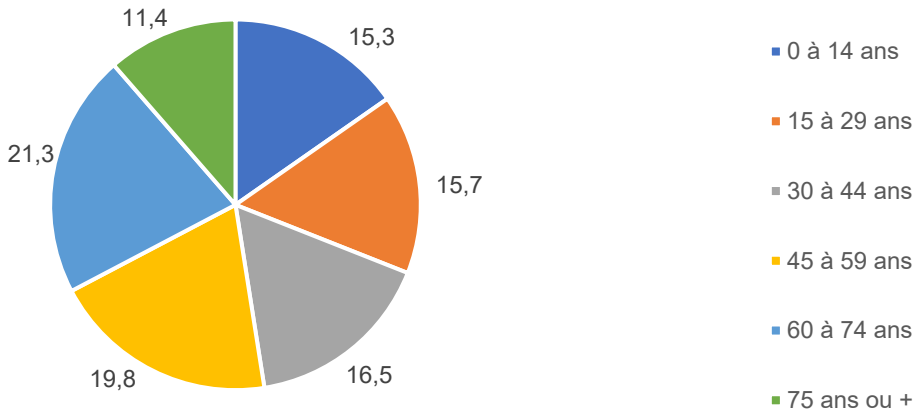
Si l'on compare l'évolution démographique de REMILLY avec son EPCI et l'Arrondissement de Metz, on constate que la commune a suivi une tendance d'évolution intermédiaire.

En effet, la trajectoire démographique de REMILLY (+21,79% sur le pas de temps 1982-2021) s'intercale entre celle de l'Arrondissement de Metz (+12,56% sur la même période) et celle de son intercommunalité (+50,35%).

Cependant, cette évolution sur le temps long doit être relativisée, la commune de REMILLY connaissant désormais une décroissance démographique notable.

b) Une population vieillissante

Répartition de la population de Rémilly en 2021 (%) (Source : INSEE)

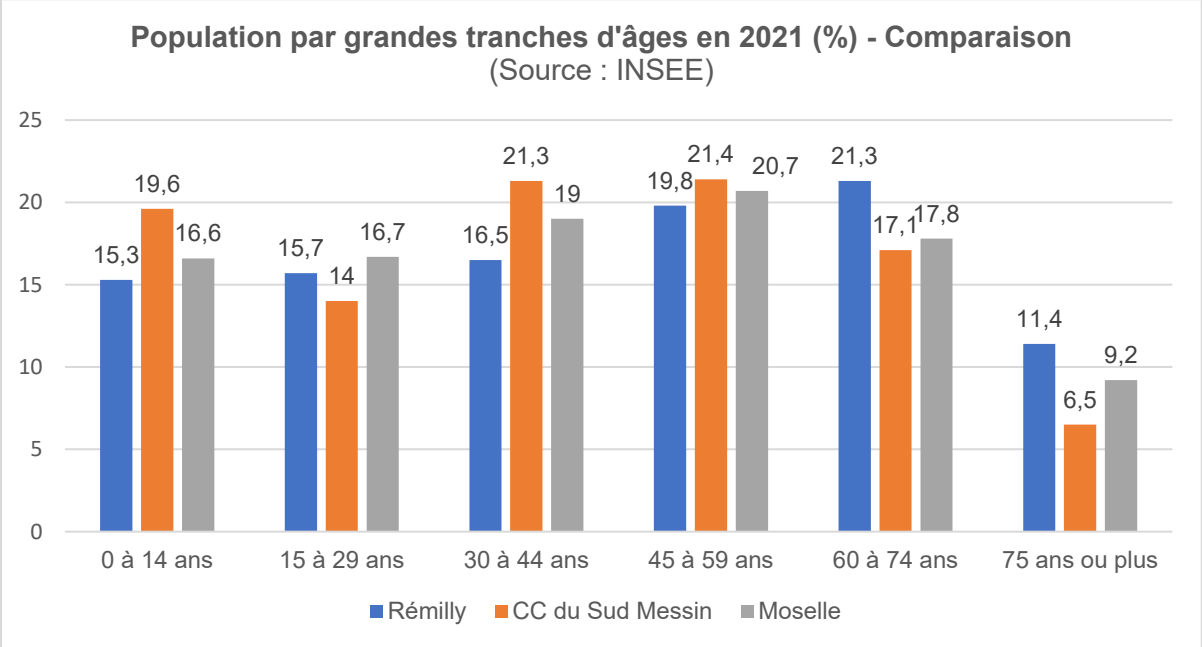


36,3% de la population de REMILLY correspond aux tranches d'âges 30 à 44 ans et 45 à 59 ans. Cette part des populations en âge de travailler est légèrement inférieure à la Communauté de Communes (42,7%) et au département de la Moselle (39,7%).

Ces chiffres traduisent malgré tout une certaine attractivité de la commune liée à l'accessibilité des pôles d'emplois. Cet indicateur laisse supposer un vieillissement de la population à moyen

terme, avec un basculement dans les 10 à 15 prochaines années de l'essentiel de cette classe d'âge dans la classe des 60-74 ans.

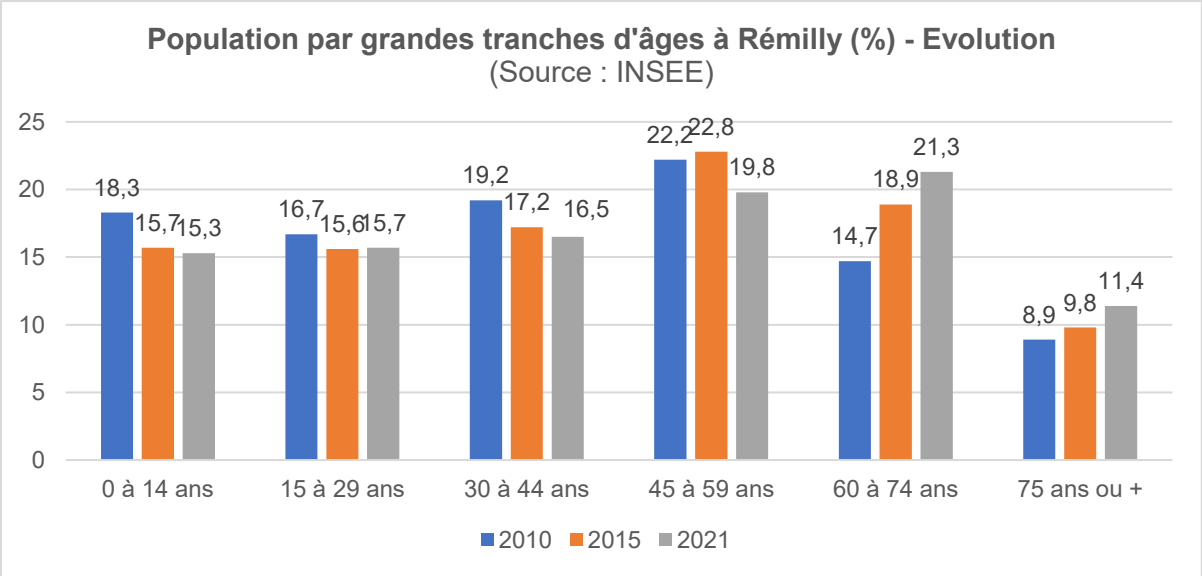
Celui-ci s'amorce déjà puisque la part correspondant de la population a vu son poids progressé de 6,6 points entre 2010 et 2021.



En effet, le territoire de REMILLY se caractérise également par une surreprésentation des 60-74 ans et des 75 ans et plus.

Assez logiquement, les tranches des 0 – 14 ans et 30-44 ans sont en sous-représentation par rapport aux échelles supracommunales.

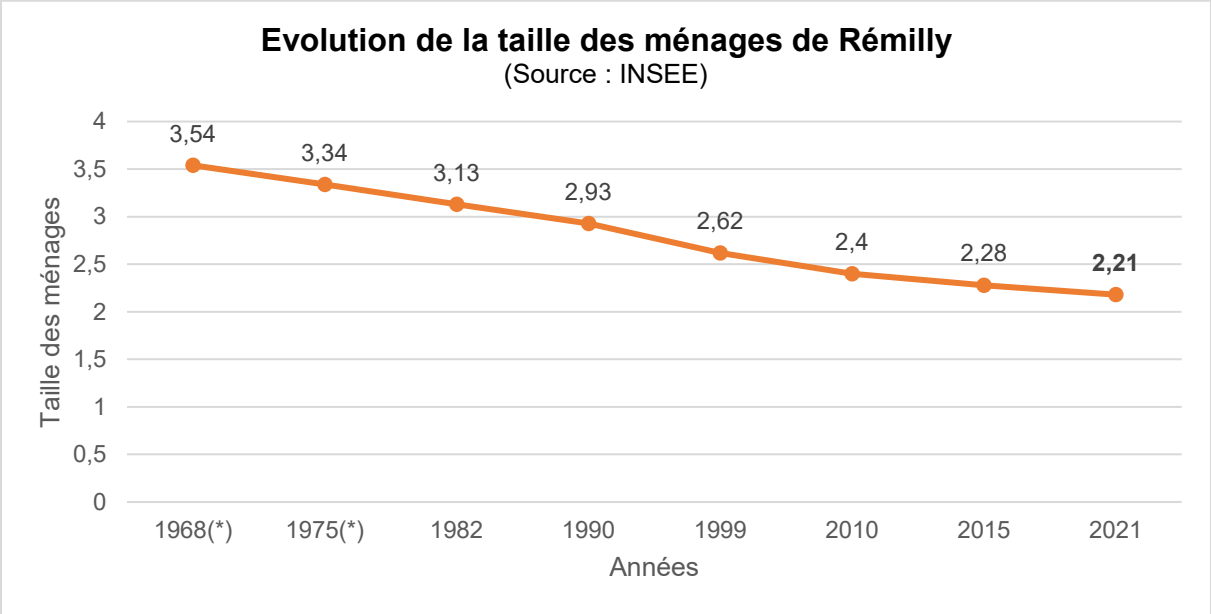
La part des 15-29 ans à REMILLY est cependant supérieure à l'EPCI mais inférieure aux données mosellanes en lien avec la proximité avec le pôle d'enseignement messin (accessibilité aisée via la RD 999).



c) Un desserrement des ménages continu mais maîtrisé

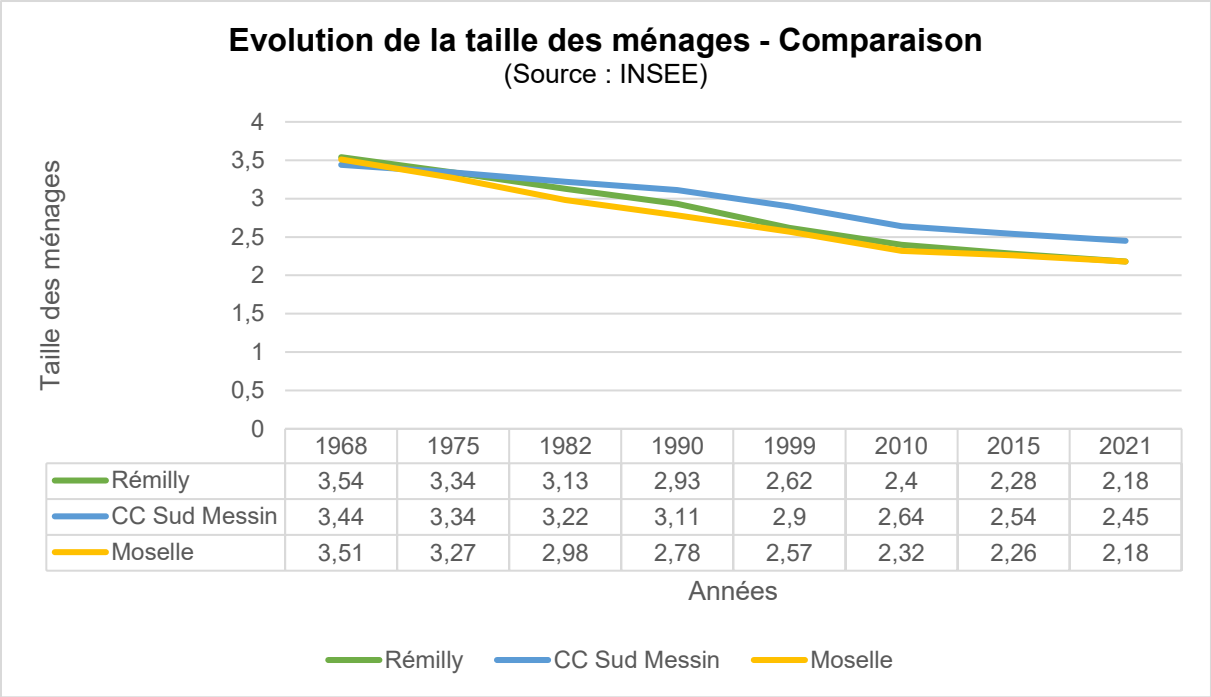
En 2021, la commune de REMILLY compte 909 ménages. Ce nombre de ménages mis au regard de la population des ménages (1 984 en 2021), aboutit à un nombre moyen de personnes par ménage de l'ordre de 2,18. Cette taille des ménages est en constante diminution. Les ménages de la commune de REMILLY comptaient en moyenne 2,40 personnes en 2010 et 2,93 en 1990.

Ce phénomène, appelé desserrement des ménages, n'est cependant pas spécifique à REMILLY et suit la tendance départementale et nationale observée depuis plusieurs décennies. Ce phénomène s'explique par l'augmentation des phénomènes de décohabitation liés à des séparations plus nombreuses, par la baisse du nombre d'enfants par famille et par un départ plus précoce des enfants du foyer familial.



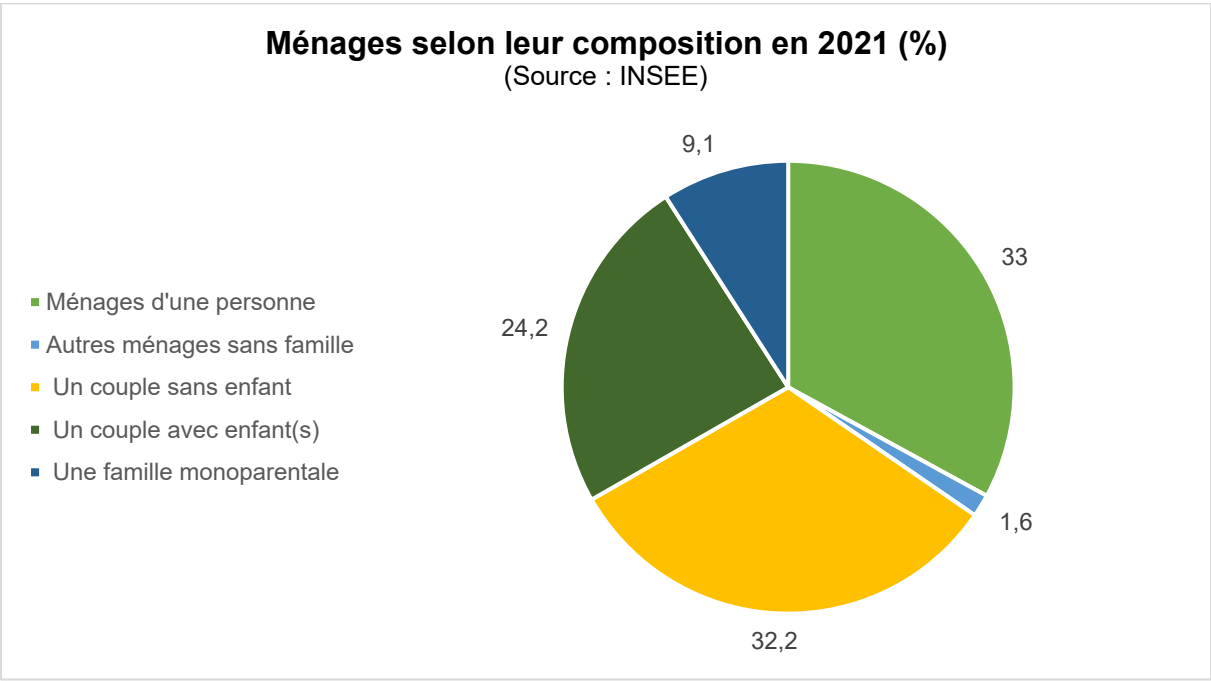
Cependant, si la baisse de la taille des ménages est continue à REMILLY, les foyers de la commune comptent plus de personnes que la moyenne départementale (2,18) traduisant l'attrait du territoire pour les familles.

Cependant ce phénomène ne se vérifie pas à l'échelle de la Communauté de Communes de du Sud Messin qui compte en moyenne 2,45 personnes par ménage en 2021 traduisant un attrait encore plus développé pour les familles.

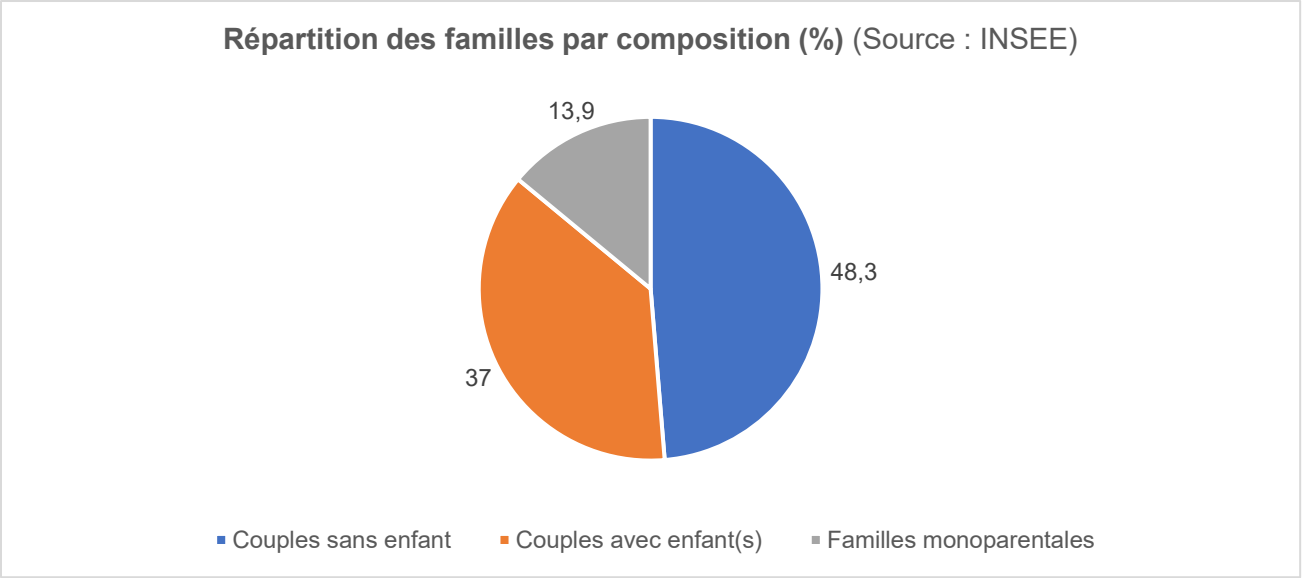


Par ailleurs, à REMILLY, 24,2% des ménages sont des couples avec enfants et 32,2% sont des couples sans enfant(s).

Les ménages d'une seule personne sont en situation de surreprésentation avec une part de 33% des ménages (contre 23,9% à l'échelle intercommunale).



De fait, sur le territoire de REMILLY, les couples sans enfant sont majoritaires, en représentant 48,3 % des familles. Les couples avec un enfant ou plusieurs enfants en recoupent 37 %, et les familles monoparentales, 13,9 %.



d) Population : enjeux et perspectives

Enjeux et perspectives
Population
• Une croissance démographique continue entre les années 1950 et 2010. • Une démographique déclinante depuis 2010 en lien avec une déprise globale. • Des soldes migratoire et naturel déficitaires.
• Une accélération progressive du viellissement de la population. • Un territoire qui reste attractif pour les travailleurs. • Un desserrement des ménages plus marquée que dans la CC. • Une majorité de ménages composés d'une seule personne ou de couples sans enfants.
➢ Répondre aux besoins des familles et des actifs. ➢ Prendre en compte et adapter le territoire au vieillissement de la population. ➢ Anticiper la poursuite du vieillissement de la population. ➢ Tenir compte des besoins spécifiques des tranches d'âges les plus jeunes et considérer l'enjeu du retour dans la commune après les études. ➢ Adapter la typologie des logements à l'évolution de la structure des ménages. ➢ Considérer les phénomènes de décohabitation et de baisse de la taille des ménages dans le projet. ➢ Considérer les projets en cours et futurs, notamment la construction de logements.

2.2. Activités : un tissu en pleine mutation

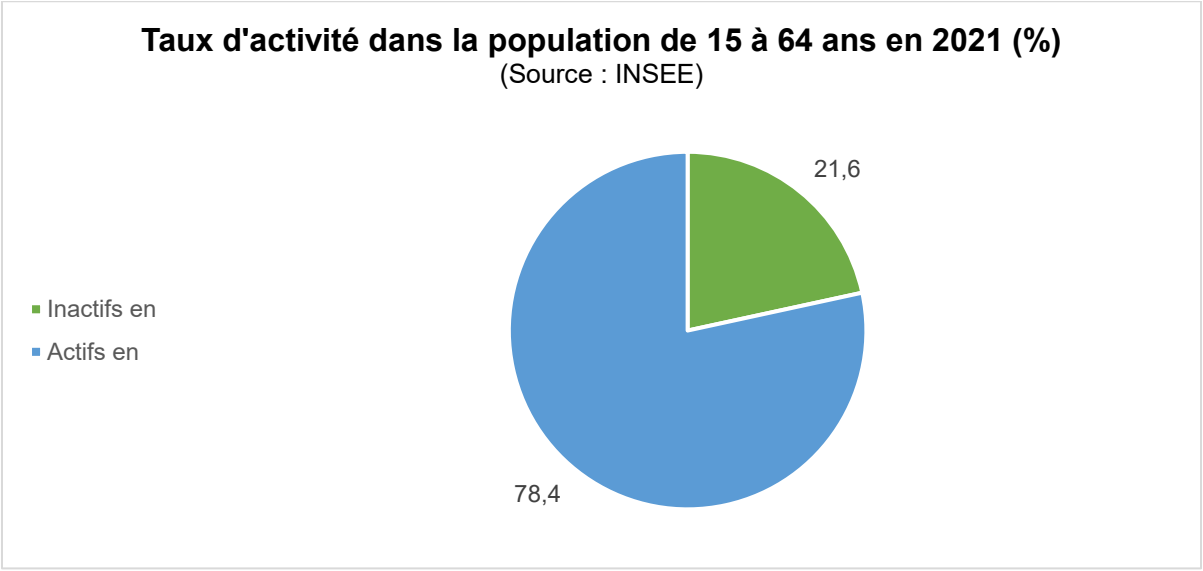
a) Une population en âge de travailler qui diminue mais une part de la population active qui augmente

À REMILLY, la population en âge de travailler (classe d'âge des 15-64 ans) représente 1 270 personnes soit 59,1 % de la population.

Source INSEE 2024	2010	2015	2021
Population communale	2 121	2 102	2 029
Population de 15 à 64 ans	1 376	1 332	1 199
Population active	1 034	1 012	941
Part de la population active (%)	75,2	76	78,4

En 2010, 1 332 habitants avaient entre 15 et 64 ans, alors qu'ils ne sont aujourd'hui plus que 1 199. Ce chiffre baisse progressivement en lien avec le vieillissement de la population.

A contrario, la part de la population active est en constante augmentation depuis 2010 avec un gain de 3,2 points entre cette date et 2021.



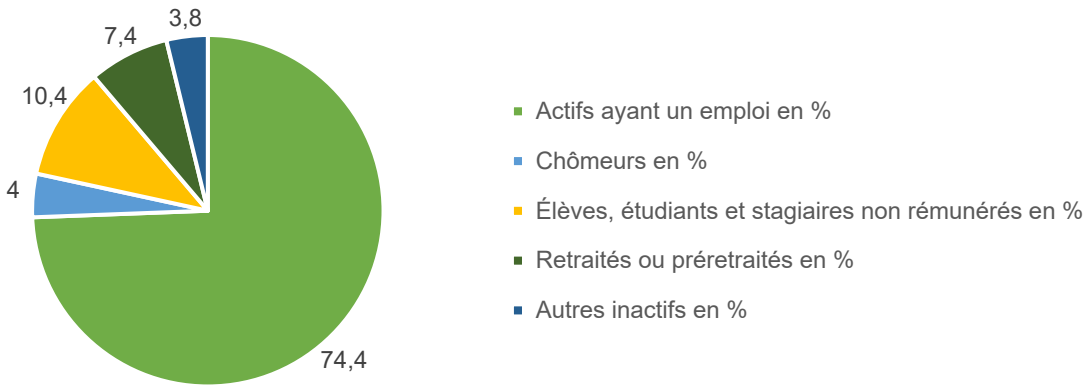
Concernant les échelles supra-communales, les actifs sont moins représentés qu'à l'échelle de l'EPCI, où ils constituent 79,9% des 15-64 ans, mais davantage qu'à l'échelle du département où ils représentent 73,8% de la population en âge de travailler en 2021.

b) Une forte représentation d'actifs occupés

Comme susmentionné, en 2021, le taux d'activité des personnes de 15 à 64 ans est de 78,4% à REMILLY.

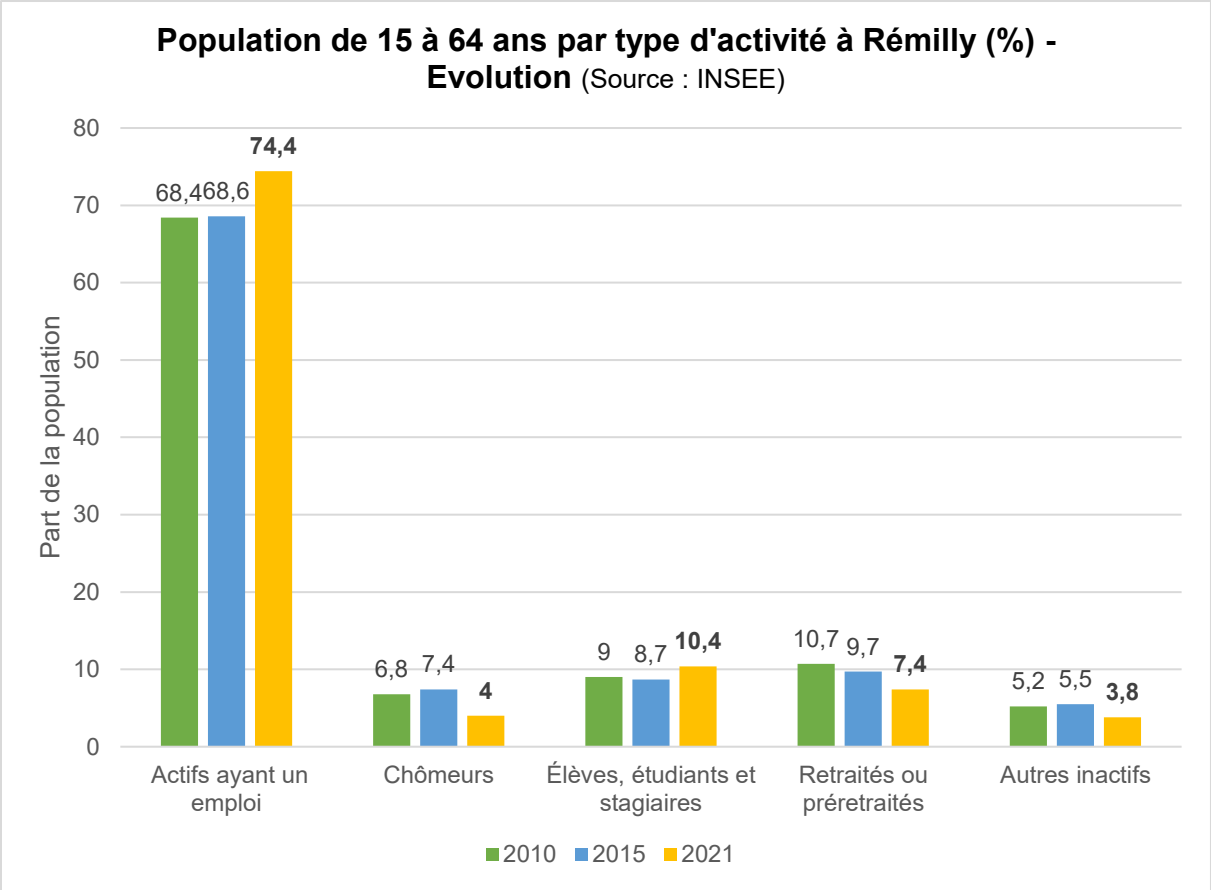
La population active représente 961 personnes parmi lesquelles 893 ont un emploi, ce qui représente 74,4% de la population.

Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2021 (%) (Source : INSEE)

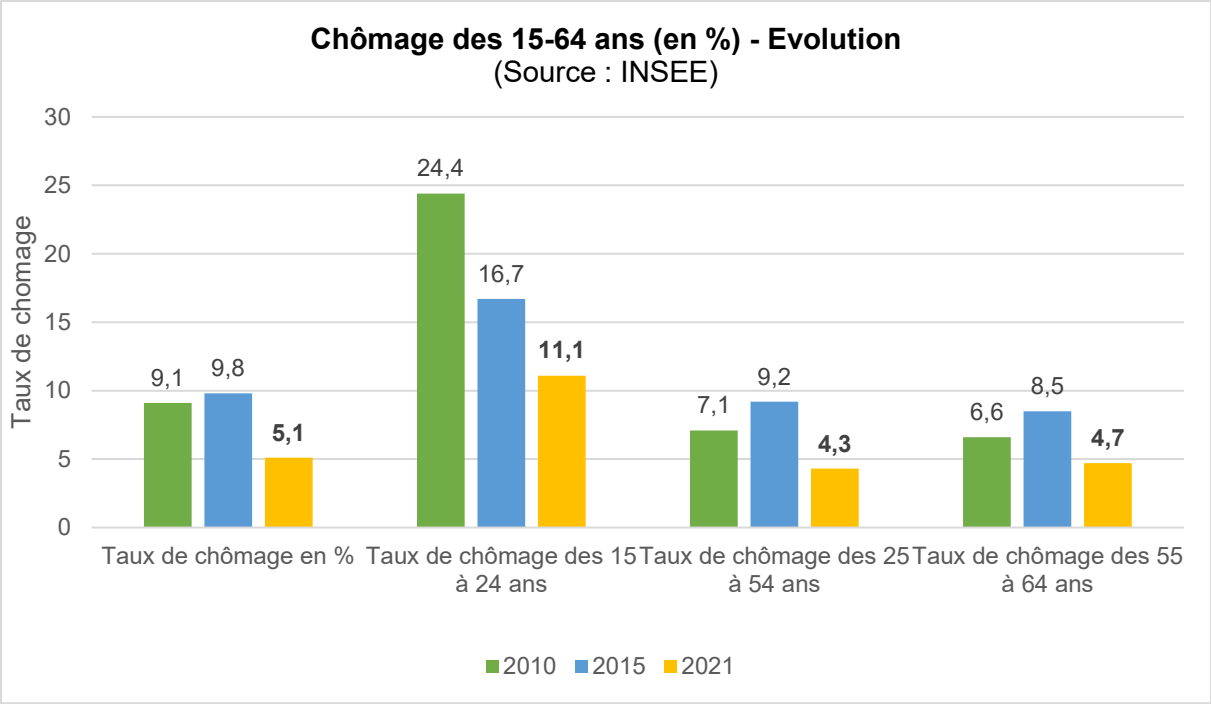


La part des actifs ayant un emploi a connu une croissance notable entre 2010 et 2021 en gagnant 6 points de pourcentage. Les personnes au chômage représentent, elles, 4% de la population. Cette valeur est en nette régression par rapport aux années précédentes (7,4% en 2015).

Les inactifs représentent sur REMILLY, 21,6% des 15-64 ans. Parmi ceux-ci, les élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés sont majoritaires, représentant à eux seuls 10,4% de cette classe d'âge. Leur poids est d'ailleurs en augmentation comparativement à ce qui pouvait être observé les années précédentes (8,7% de la population en âge de travailler en 2015). Les retraités et préretraités pèsent quant à eux pour 7,4% du total en 2021, soit un recul de 3,3 points par rapport à 2010 (phénomène lié au recul de l'âge de départ à la retraite sur la période). Les autres types d'inactifs constituent une part résiduelle de la population de 15 à 64 ans en n'en recoupant qu'environ 3,8%.

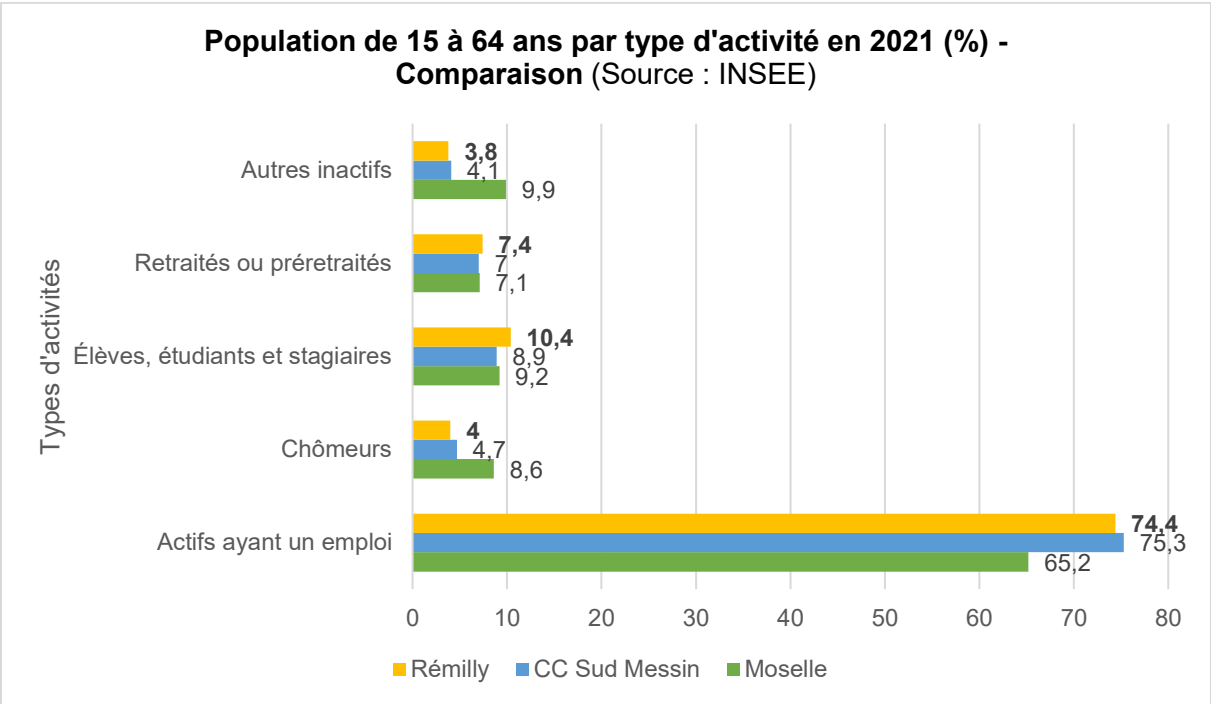


Quand on analyse le taux de chômage à l'échelle des différentes classes d'âges composant la population des 15-64 ans, on constate assez rapidement que sa contraction concerne l'ensemble du spectre. Toutefois, si celle est continue depuis 2010 dans le cas des 15-24 ans (-7,7 points entre 2010 et 2015, puis -5,6 points sur le pas de temps suivant), il n'en est pas de même concernant les autres classes d'âges. En effet, celles-ci n'ont connu une diminution de ce taux que dans un second temps, la période 2010-2015 ayant au contraire été synonyme d'inflation.



A l'instar des données nationales, la représentation des chômeurs dans la population a donc diminué entre 2015 et 2020, après avoir connu une augmentation sur les 6 années précédentes.

REMILLY se distingue néanmoins des strates territoriales supérieures en affichant une part des chômeurs bien moins importante que le département de la Moselle (8,6%) et légèrement moins marquée qu'à l'échelle de la Communauté de Communes du Sud Messin (4,7%).



c) Une population qualifiée et dîplomée

La population active de REMILLY est composée à hauteur de 49,3% de personnes appartenant aux catégories socioprofessionnelles supérieures (artisans, commerçants, chefs d'entreprise, cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires).

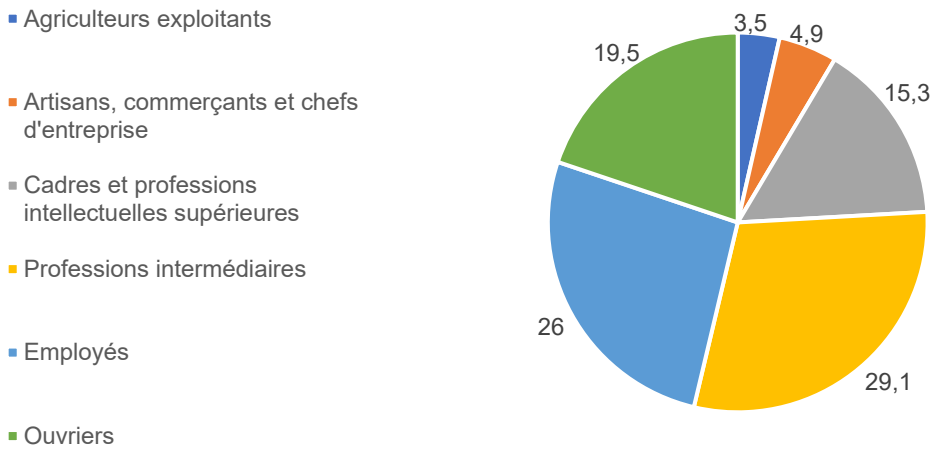
Cette proportion est inférieure aux données de la Communauté de Communes du Sud Messin (54,2%), mais toutefois supérieure à celles du département de la Moselle (43,9%).

Ainsi assez logiquement, les CSP « ouvriers » et « employés » sont plus représentées à sur REMILLY (45,5%) que sur l'EPCI (43,9%), mais moins représentées qu'à l'échelle mosellane (47,9%).

Pour finir, à l'instar des échelons supérieures, les agriculteurs ne correspondant qu'à une part résiduelle de la population active rémilloise (3,5%). Toutefois, ces derniers y occupent une place bien plus prépondérante qu'aux échelons intercommunal (1,8%) et départemental (0,5%). Cette situation s'explique par la présence du siège social de LORCA (coopérative agricole) sur le ban communal de Lemud, directement au contact de REMILLY.

La population active rémilloise occupe donc une position socio-économique intermédiaire : plus qualifiée qu'à l'échelle de la Moselle, mais sous-qualifiée comparativement à son équivalent sud messine. Cette situation reste néanmoins très favorable, notamment lorsqu'on la compare à son analogue régional.

Répartition de la population active par catégorie socio-professionelle (%) (Source : INSEE)



Le niveau de formation de la population non scolarisée de REMILLY traduit également cette trajectoire intermédiaire puisque les profils observés s'insèrent entre leurs équivalents sud-messin plus qualifié et mosellan disposant d'un niveau de qualification inférieur.

Sur REMILLY, on dénombre ainsi 15,3% d'individus ne possèdant aucun diplôme °contre 13,2% au niveau intercommunal et 21,6% à l'échelle du département), 4,4% de titulaires d'un

BEPC, brevet des collèges ou DNB (contre 3,6% et 4,4% respectivement), 18,7% d'individus disposant d'un Baccalauréat, brevet professionnel ou équivalent (contre 19,3% et 17,4% respectivement) et 31,2% de diplômés du supérieur (contre 34,1% et 27,7% respectivement).

REMILLY se distingue cependant par une surepresentation du poids des titulaires d'un CAP, BEP ou équivalent (30,4% de la population de plus de 15 ans non scolarisée contre 29,7% à l'échelle de l'EPCI et 28,9% au niveau départemental). Cette singularité trouve partiellement son explication dans la présence d'un petit tissu d'activités secondaires (9 établissements industrielles et 13 spécialisés dans le domaine de la construction) sur le bourg.

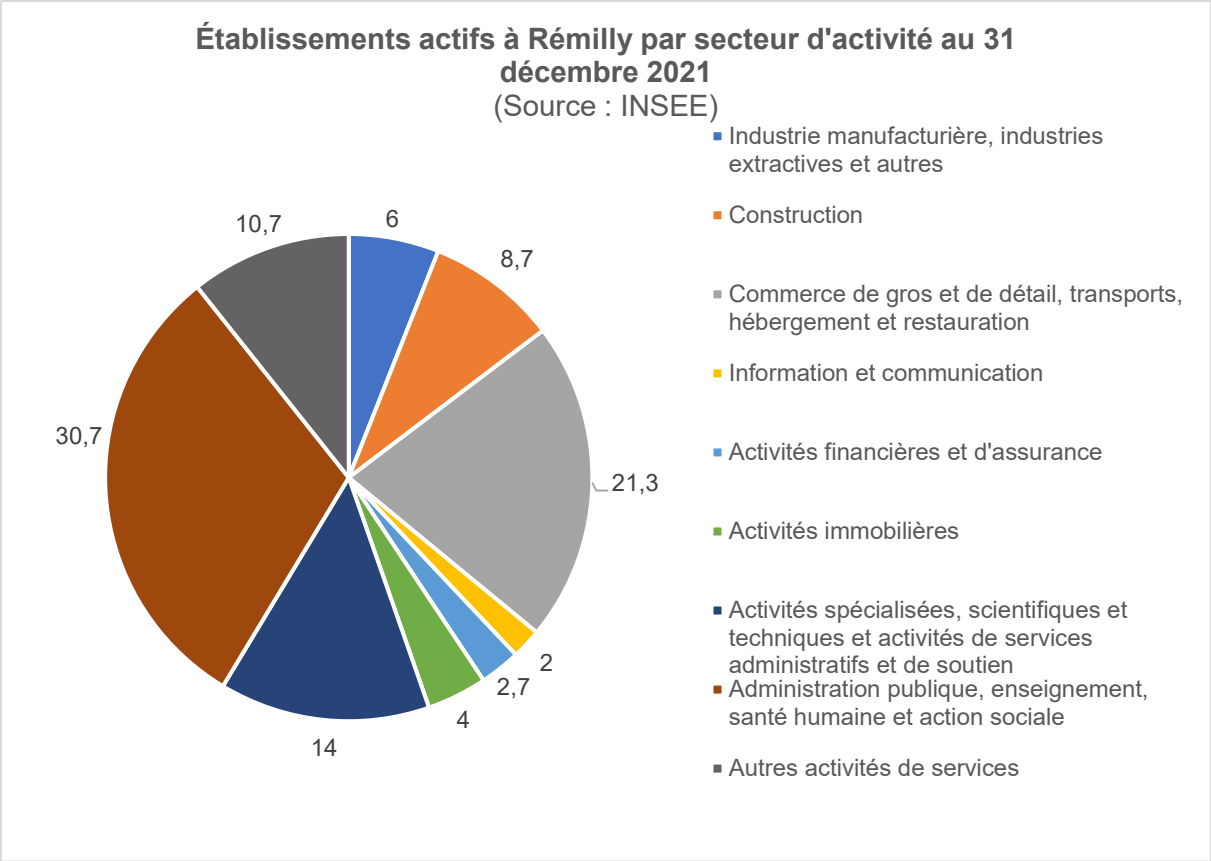
d) Un tissu d'activités qui témoigne d'une stature de bourg-centre

Au 31 décembre 2021, REMILLY compte 150 établissements actifs.

Les secteurs d'activités dominants sont l'« Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale» (46 établissements, soit 30,7% du total) et le « Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration » (21,3% du total, soit 32 établissements).

La prédominance de ces deux secteurs d'activités est très classique, ceux-ci étant aussi les plus représentés au niveau des échelons intercommunal et départemental. Cependant, au contraire du Sud-Messin et de la Moselle, REMILLY se démarque par une primauté numérique du secteur administratif sur le commerce.

Cette situation est typique des localités occupant des fonctions de centralités territoriales avec la présence de nombreux services publics et constitue un témoignage statistique de la stature de bourg-centre de la commune.



Ces activités économiques permettent à REMILLY d'afficher un indicateur de concentration d'emploi[1] de 79,5.

Ce taux est bien plus élevé qu'à l'échelle intercommunale (46,5) et traduit une forte attractivité économique communale à l'échelle de son bassin de vie. Par ailleurs, ce taux est relativement similaire au taux à l'échelle départementale (80,7).

La commune se distingue donc comme pôle d'emplois à l'échelle de son bassin de vie.

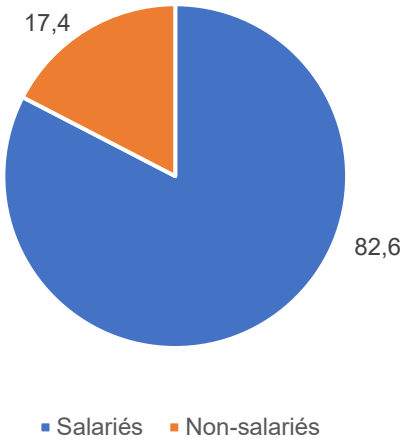
Source : INSEE 2021	2010	2015	2021	2021 EPCI	2021 Département
Nombre d'emplois dans la zone	724	662	721	3 761	353 897
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	949	920	907	8 096	438 637
Indicateur de concentration d'emploi	76,3	71,9	79,5	46,5	80,7
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	60,0	57,6	55,6	63,6	56,6

Emploi – Evolution et Comparaison (Source INSEE)

[1] *L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone. (INSEE)*

Le taux d'activité des 15 ans est pour sa part plus faible qu'à l'échelle de l'EPCI et du département (55,6% contre 63,6% et 56,6% respectivement), qui découle de la présence d'un population d'âge moyen plus élevé.

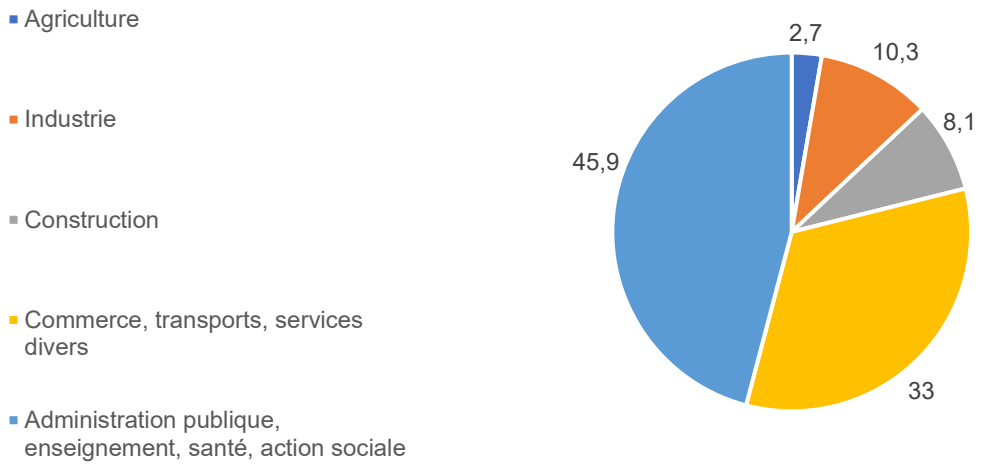
Emplois selon le statut professionnel en 2021 (%) (Source : INSEE)



Les emplois proposés sur la commune de REMILLY sont majoritairement salariés (82,6%) et logiquement plutôt dirigés vers les secteurs d'activité « Administration publique , enseignement, santé, action sociale » (45,9%) et « Commerce, transports et services divers » (33%).

Au contrario, seul 2,2% des emplois sont liés aux activités agricoles malgré la présence de la Coopérative Agricole LORCA en sortie nord-ouest du bourg (commune de Lemud). Cette valeur est néanmoins plus élevée qu'au niveau d'autres bourgs mosellans de stature comparables (Morhange et Château-Salins ne proposant respectivement que 0,7% et 2% d'emplois agricoles).

Emplois selon le secteur d'activité en 2021 (%)
(Source : INSEE)

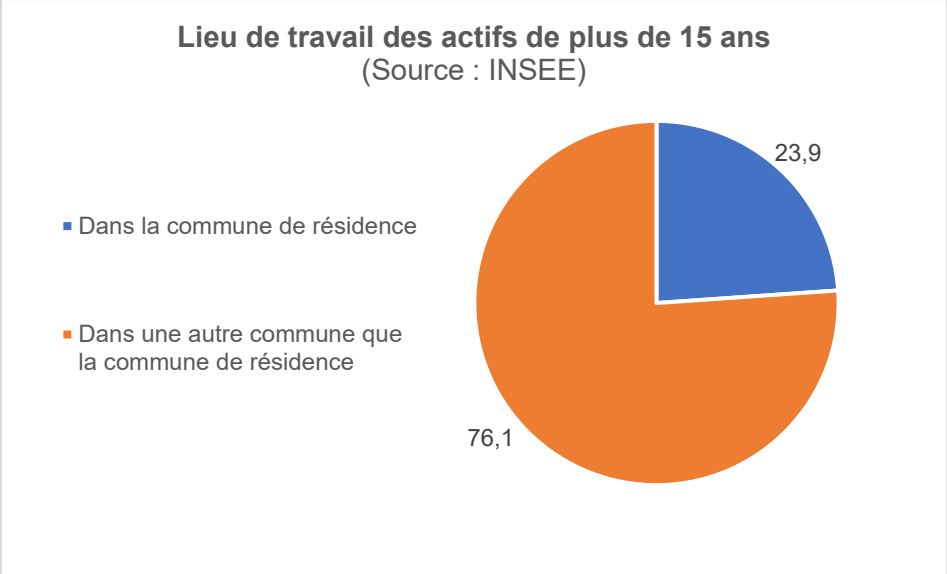


Concernant les catégories socioprofessionnelles des emplois proposés sur REMILLY, on observe une surreprésentation des emplois relevant des CSP « employés » (30,3%, soit 222 emplois) et « profession intermédiaires » (30,4%, soit 223 emplois), qui s'explique à nouveau par la prédominance des emplois liés au secteur d'activité « Administration publique , enseignement, santé, action sociale» et le développement conjoncturel de la tertiarisation dans le monde du travail.

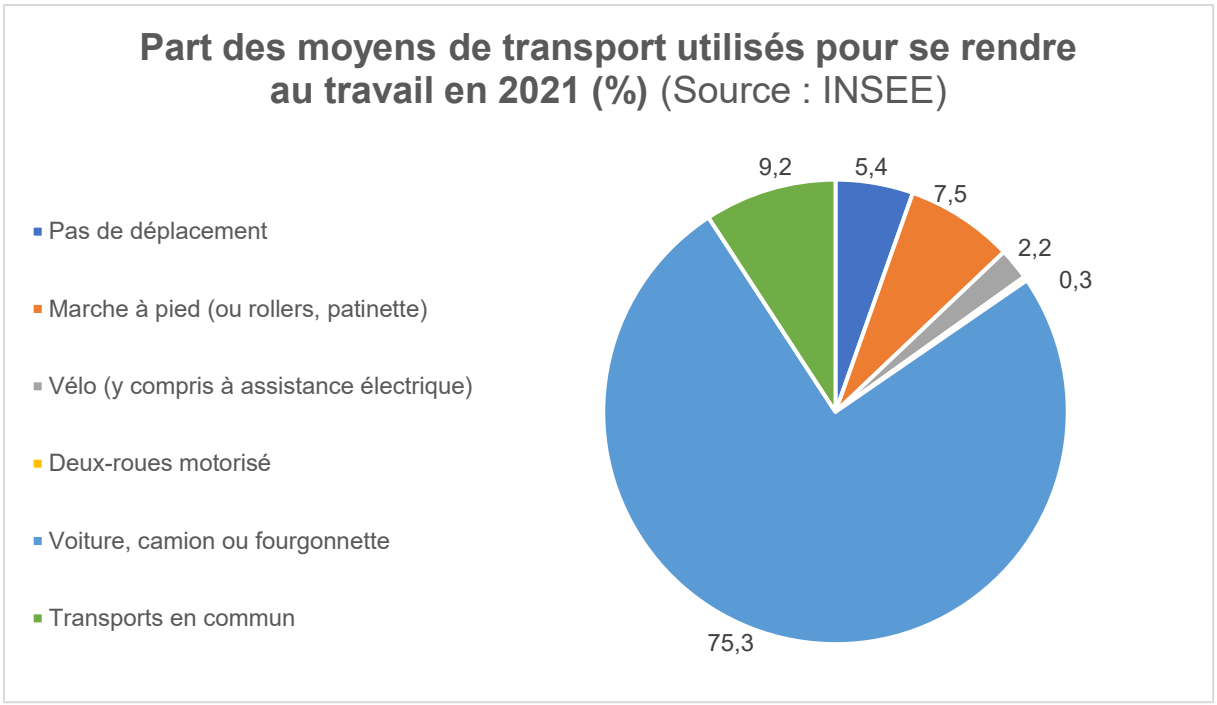
A l'inverse et toujours selon les tendances déjà observées, les CSP les moins représentées sont les « agriculteurs exploitants » (3,4%, soit 25 emplois) et « artisans, commerçants, chefs d'entreprise » (6,9%, soit 51 emplois).

e) Des migrations pendulaires importantes et motorisées

Comme susmentionné, l'indicateur de concentration d'emploi de REMILLY était égal à 79,5 en 2021. Plus élevé qu'à l'échelle de la CC du Sud Messin, il confère à la commune un rôle de petite polarité économique intercommunale.

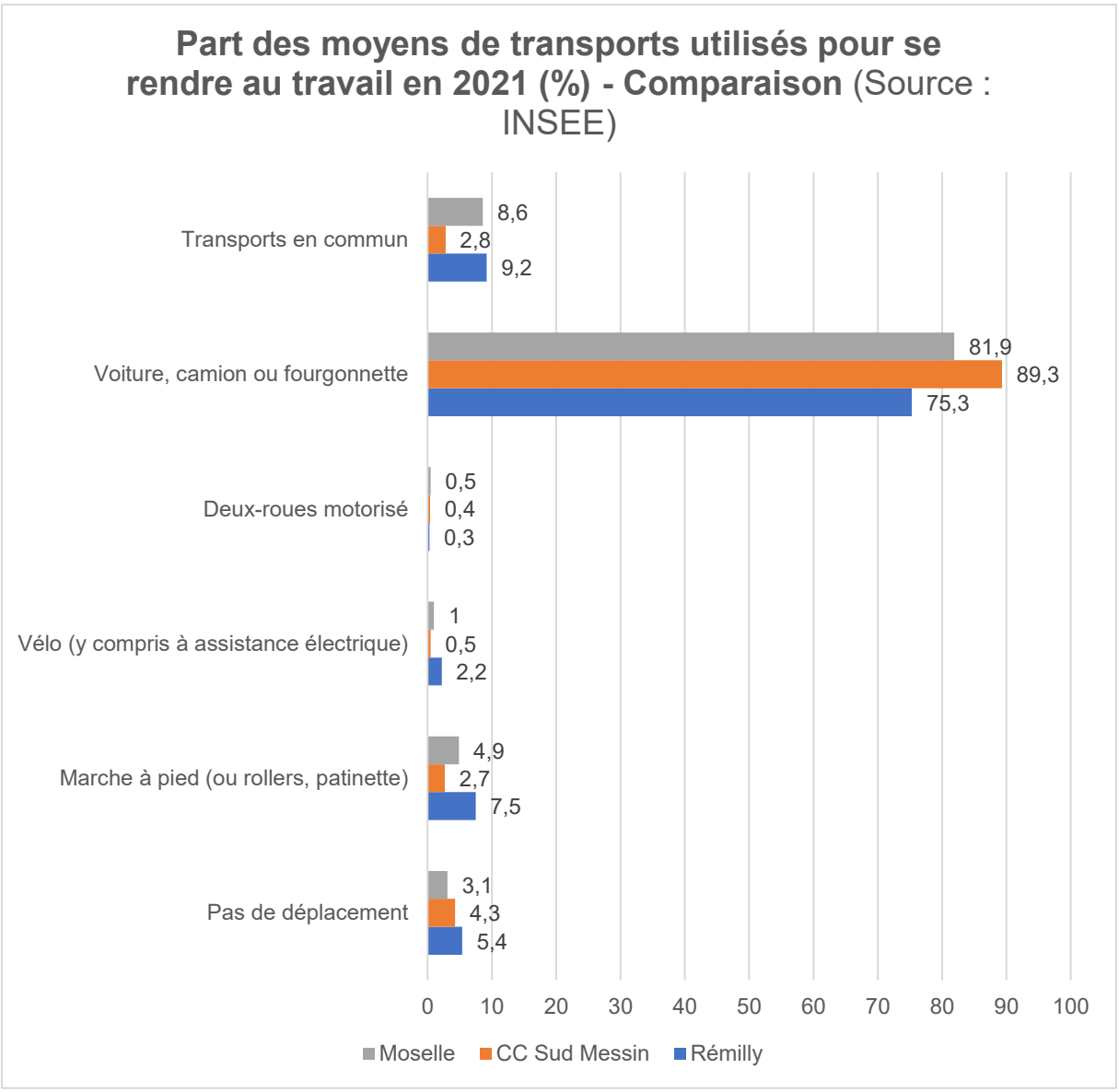


Cependant, l'Eurométropole de Metz exerce une attraction socio-économique non-négligeable qui se traduit à l'échelle des déplacements domicile-travail. En effet, 76,1 % des actifs occupés de 15 ans et plus résidant dans la commune travaillent dans une autre commune que REMILLY. Ils sont 87,6% dans la Communauté de Communes du Sud Messin et 77,9% à l'échelle du département de la Moselle. Le positionnement de la commune dans l'armature territoriale ouest-mosellane semble ainsi quelque peu retenir une partie des actifs-habitants sur la commune.

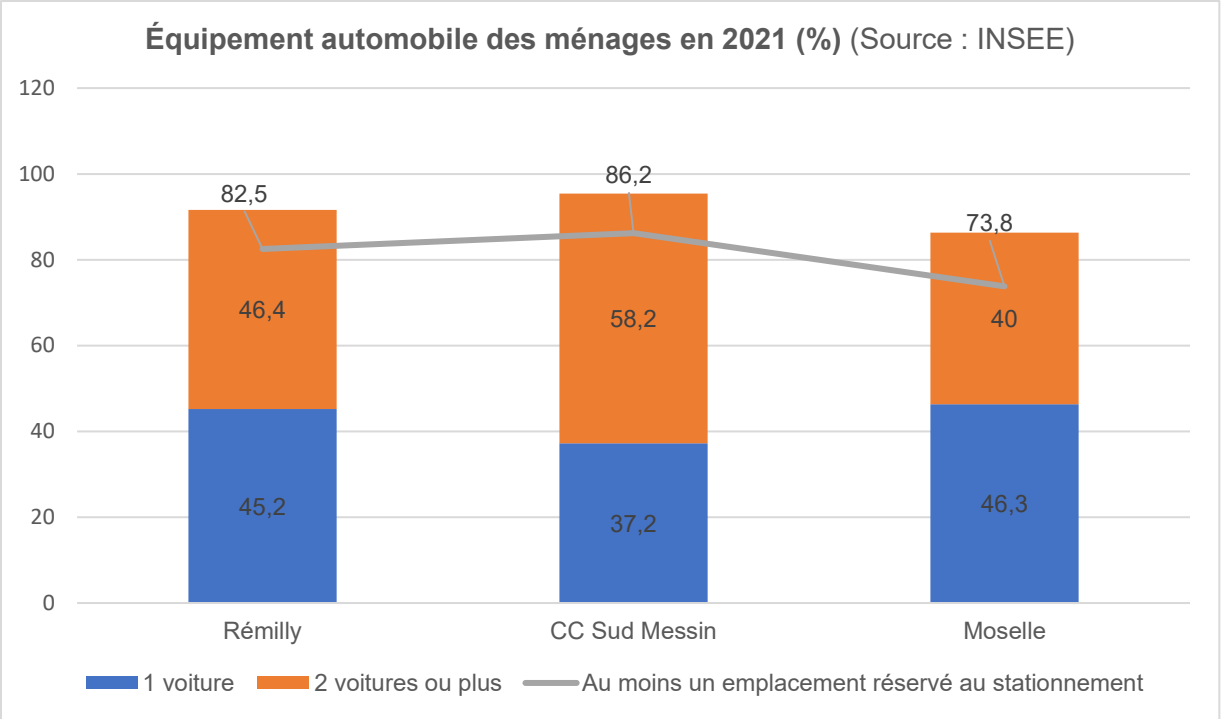


Ces trajets quotidiens vers le lieu de travail depuis REMILLY s'effectuent principalement en voiture, l'usage de l'automobile représente 75,3% des trajets domicile-travail.

On note cependant une bonne part des déplacements vers et depuis le lieu de travail à partir de l'usage des transports en commun qui représentent 9,2%, soit une valeur nettement supérieur au niveau intercommunal (2,8%) et légèrement supérieur à l'échelon mosellan (8,6%). Cette situation singulière s'explique par la présence d'une gare SNCF TER au nord-est du bourg qui connecte le territoire à Metz et aux autres petites agglomérations mosellanes et meurthe-et-mosellanes.



Le recours aux mobilités douces est aussi bien plus développé sur la commune qu'aux échelons supracommunaux, la marche et le vélo étant respectivement mobilisés à hauteur de 7,5% et 2,2% (CC Sud Messin : 0,5% de déplacements en vélo et 2,7% en marchant ; Moselle : 1% de déplacements en vélo et 4,9% à pied). Cette pratique plus courante des formes de mobilités décarbonées semble être partiellement corrolée à la présence d'infrastructures piétonnes et cyclables qualitatives (chaussidoux, trottoirs très larges et connexion piétonne à la zone d'activités).



L'analyse comparative de l'équipement automobile des ménages rémillois, sud-messins et mosellans, nous permet à nouveau d'observer une trajectoire communale intermédiaire, typique d'un bourg-centre rural.

En effet, à REMILLY, 91,6% des ménages possèdent au moins une voiture. Cela représente 5,3 points de plus qu'à l'échelle du département (86,3%) mais 3,8 points de moins qu'à l'échelle de l'EPCI (95,4%, qui découle de la présence de nombreuses communes rurales très dépendants de l'automobile).

Par ailleurs, 46,4% des ménages de REMILLY possèdent 2 voitures ou plus contre 40% des ménages mosellans et 58,2% des ménages de la Communauté de Communes.

f) Des accès aux bassins d'emplois facilités par la proximité du Sillon Lorrain

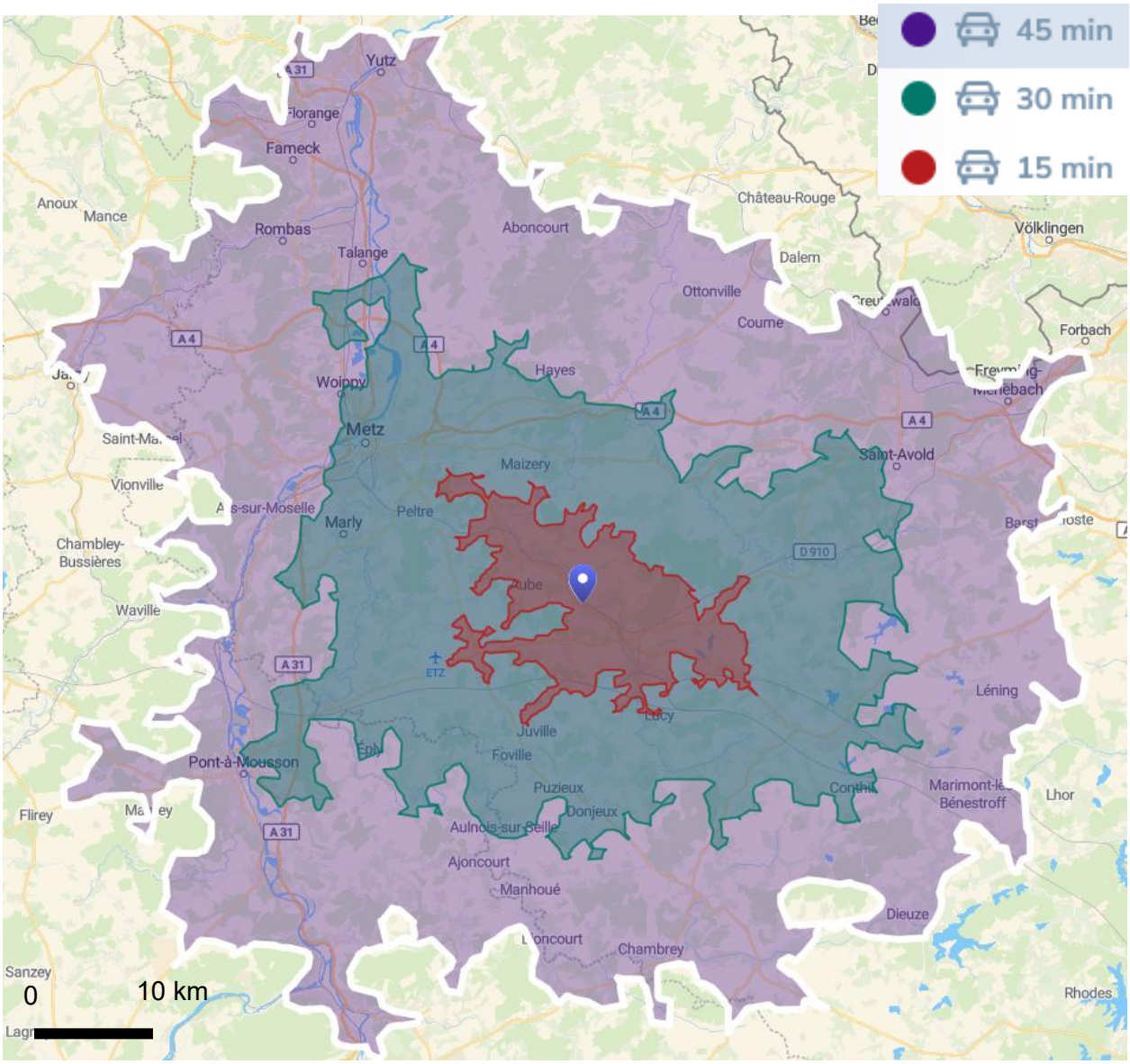
Les 3 isochrones ci-dessous présentent la proximité géographique de la commune au sein de son grand territoire, en fonction des temps de déplacement.

Un isochrone est une courbe géométrique délimitant les points accessibles par un véhicule (ici, l'automobile) en un temps donné.

Ces cartes permettent de visualiser et d'étayer la position montagnarde de REMILLY au cœur du département de la Moselle

Ces cartes révèlent ainsi :

- Un accès à moins de 15 minutes aux communes du bassin de vie de REMILLY ;
- L'accès aisé au bassin d'emplois de Metz, Pont-à-Mousson et Saint-Avold à 30 minutes ;
- L'accès élargi aux sites d'activités et d'emplois du Sillon Lorrain et de la Vallée de la Moselle.



Isochrones de distance depuis REMILLY à 15, 30 et 45 minutes, source : Smappen

g) La zone d'activités économiques (ZAE) des 5 Épis

RÉMILLY héberge l'une des neufs ZAE de la Communauté de Communes du Sud Messin : la ZAE des 5 Épis. Implantée sur 16,5 ha partagés avec la commune de Lemud, elle accueille 11 établissements commerciaux, artisanaux et agricoles. Elle est aujourd'hui quasi entièrement occupée (taux d'occupation : 89%, une unique parcelle de 4 588 m² restant aménageable).



*Vue aérienne de la ZAE des 5 Épis (Source : Géoportail)**





Photographies terrestres de la ZAE des 5 Épis (Source : Le Républicain Lorrain)



Établissements recensés sur la ZAE des Épis (Source : Site internet de la CCSM)

Les zones d'activités économiques du Sud Messin :

1 ZAE Le Fort (Verny)
- Surface brute : 1.7 ha
- Surface du bâti : 3 676 m2
- Nombre d'établissements : 16
- Nombre d'emplois : 62 à 114
- Surface libre : 380m2
- Taux de vacance : 0%

2 ZAE Le Quetit (Cheminot)
- Surface brute : 37 ha
- Surface du bâti : 14 680 m2
- Nombre d'établissements : 7
- Nombre d'emplois : 49 à 113
- Surface libre : 10.48 ha
- Taux de vacance : 0%

3 ZAE Gare Lorraine TGV (Louvigny)
- Surface brute : 23 ha
- Surface du bâti : 0 m2
- Nombre d'établissements : 0
- Nombre d'emplois : 0
- Surface libre : 22.4 ha
- Taux de vacance : 0%



4 ZAE Au Poirier Le Boux (Louvigny)
- Surface brute : 7.97 ha
- Surface du bâti : 8 828 m2
- Nombre d'établissements : 4
- Nombre d'emplois : 40 à 98
- Surface libre : 5.13 ha
- Taux de vacance : 0%

5 ZAE Carrefour D910/D913 (Louvigny / Pagny-Lès-Goin)
- Surface brute : 18.8 ha
- Surface du bâti : 12 280 m2
- Nombre d'établissements : 6
- Nombre d'emplois : 32 à 79
- Surface libre : 2.8 ha
- Taux de vacance : 0%

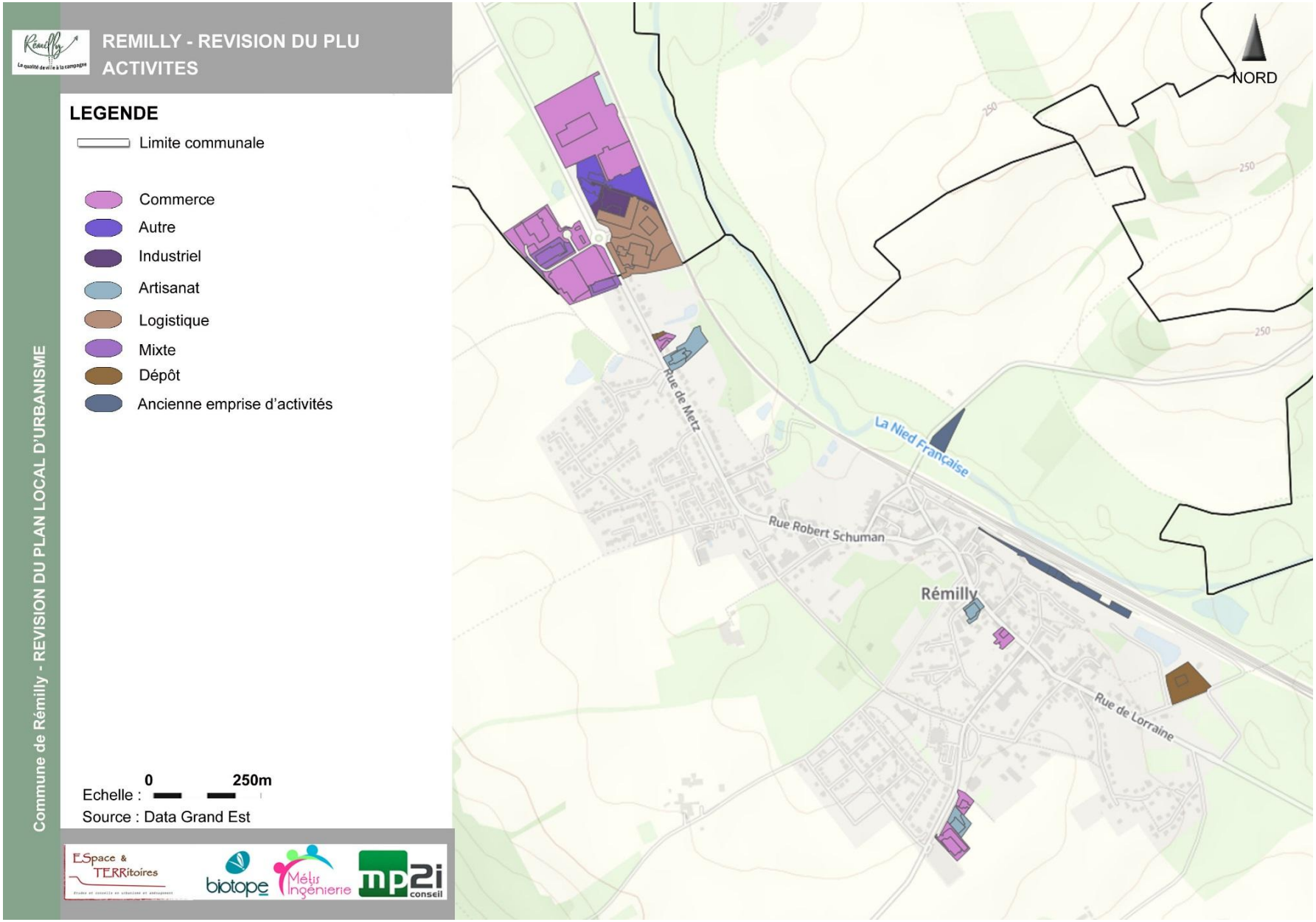
6 ZAE Lorraine Aéroport (Goin / Pagny-Lès-Goin / Vigny)
- Surface brute : 63.4 ha
- Surface du bâti : 44 137 m2
- Nombre d'établissements : 8
- Nombre d'emplois : 328 à 660
- Surface libre : 21 ha
- Taux de vacance : 0%

7 ZAE Cheval Blanc (Solgne)
- Surface brute : 15.3 ha
- Surface du bâti : 16 956 m2
- Nombre d'établissements : 16
- Nombre d'emplois : 116 à 225
- Surface libre : 8 061 m2
- Taux de vacance : 4.16%

8 ZAE Route de Béchy (Rémilly)
- Surface brute : 3.2 ha
- Surface du bâti : 2 588 m2
- Nombre d'établissements : 4
- Nombre d'emplois : 22 à 37
- Surface libre : 2.1 ha
- Taux de vacance : 0%

9 ZAE 5 Epis (Lemud / Rémilly)
- Surface brute : 16.5 ha
- Surface du bâti : 38 770 m2
- Nombre d'établissements : 11
- Nombre d'emplois : 248 à 509
- Surface libre : 4 588 m2
- Taux de vacance : 0%

Vue d'ensemble des ZAE intercommunales et taux d'occupation respectifs (Source : Site internet de la CCSM)


REMILLY - REVISION DU PLU
ACTIVITES
LEGENDE
Limite communale
Commerce
Autre
Industriel
Artisanat
Logistique
Mixte
Dépôt
Ancienne emprise d'activités
Echelle : 0 250m
Source : Data Grand Est
Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME
NORD
Rue de Metz
La Nied Française
Rue Robert Schuman
Rémilly
Rue de Lorraine
250
250
250

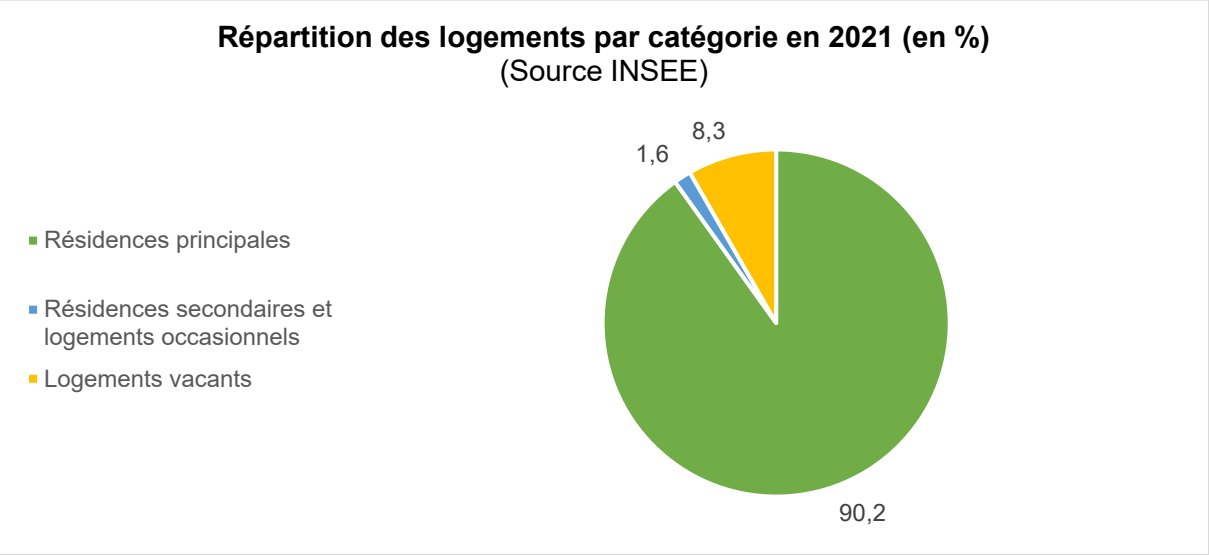
d) Activités : enjeux et perspectives

Enjeux et perspectives
Activités
• Une population diplômée mais dont la part en âge de travailler est en baisse. • Une part des actifs ayant un emploi plus importante qu'à l'échelle du département, mais moins importante qu'à l'échelle de l'EPCI. • Un taux de chômage plus fort que dans les strates supra-territoriale. • Une augmentation du chomage chez les classes les plus âgées.
• Un territoire qui propose de nombreux emplois avec un indice de concentration d'emploi de 79,5. • Un tissu d'activité dominé par le secteur : « Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale» et « Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration ». • Une majorité d'emplois salariés constituée essentiellement d'employés et de professions intermédiaires à l'image du tissu d'activités.
• Des migrations pendulaires importantes. • Une plus forte motorisation qu'aux échelles supracommunales. • Une bonne utilisation des transports en commun (en lien avec la présence d'une gare) et des mobilités douces (marche et vélo). • Une forte influence de la gare dans les modes de déplacement pour les trajets domicile-travail. • Une accès aux bassins d'emplois via le Sillon Lorrain.
• Un tissu économique endogène varié. • Une activité agricole significative (compte tenu de la stature de la commune) sans conflits d'usage représentant 2,2% des emplois.
➢ Prendre en compte les migrations pendulaires en tenant compte des flux domicile-travail et répondre aux besoins des travailleurs extérieurs en termes de services et de cadre de vie. ➢ Tenir compte de ces mobilités dans le projet. ➢ Considérer les besoins des actifs et leur mode de vie dans l'aménagement du territoire de la commune. ➢ Conforter l'activité économique endogène et répondre aux besoins des activités. ➢ Considérer la multifonctionnalité du tissu urbain dans le projet. ➢ Attirer une population dynamique.

- Pérenniser l'activité agricole et répondre aux besoins des exploitations existantes ou nouvelles

2.3. Un parc de logement dense, récent, en voie de monofonctionnalisation

a) Une évolution de la structure du parc

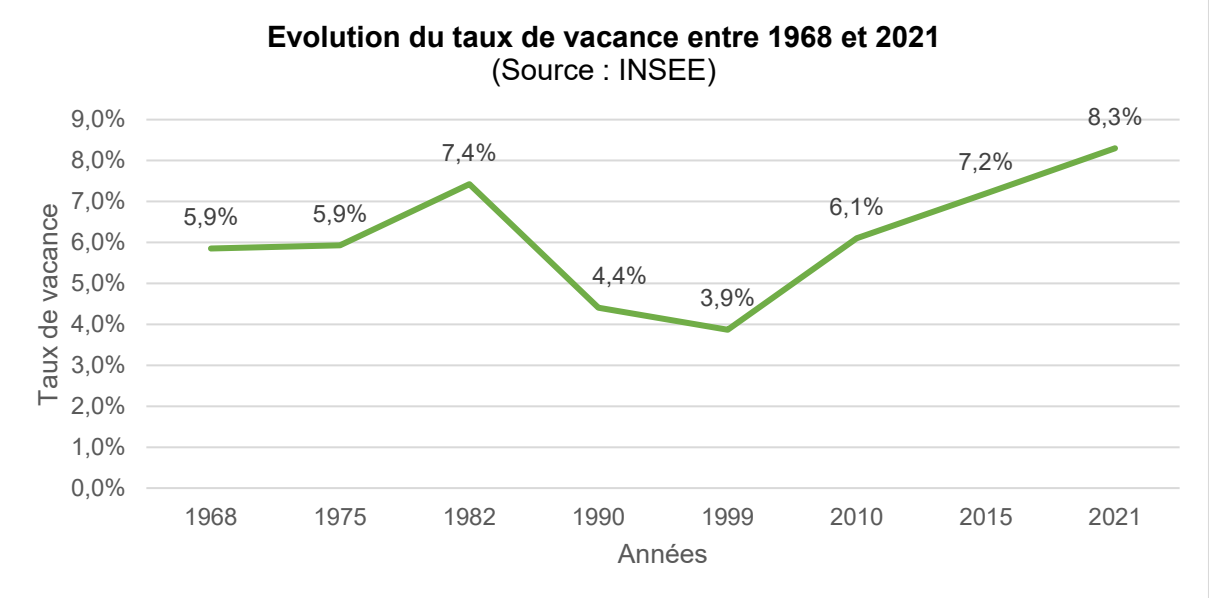


Le parc de logements de la commune de REMILLY compte 1 009 logements en 2021.

Ces logements sont pour la plupart (90,2%) des résidences principales. Les résidences secondaires et les logements occasionnels sont résiduels et représentent 1,6% du parc. Cette répartition est courante dans les bourgs ruraux qui ne s'insèrent pas dans une secteur proposant des aménités touristiques particulières (ce qui effectivement le cas du Centre-Ouest mosellan).

Enfin, on compte 83 logements vacants, soit 8,3% du parc. Ce taux est supérieur au taux nécessaire à la fluidité du parc (entre 5 et 7%).

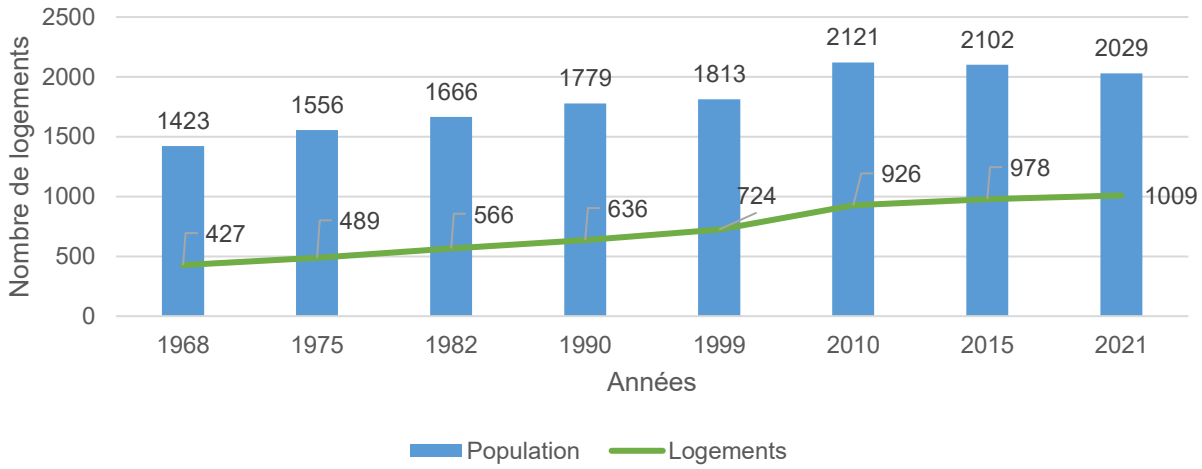
Ce taux est en hausse continuellement depuis 1999 et traduit donc une problématique de vacance durable sur le territoire en lien avec une baisse de la démographie et du départ des habitants du territoire.



Ces 25 dernières années, on observe une croissance régulière du parc de logements de REMILLY, 196 logements ayant été construits entre 1999 et 2021, soit 19,7% du parc.

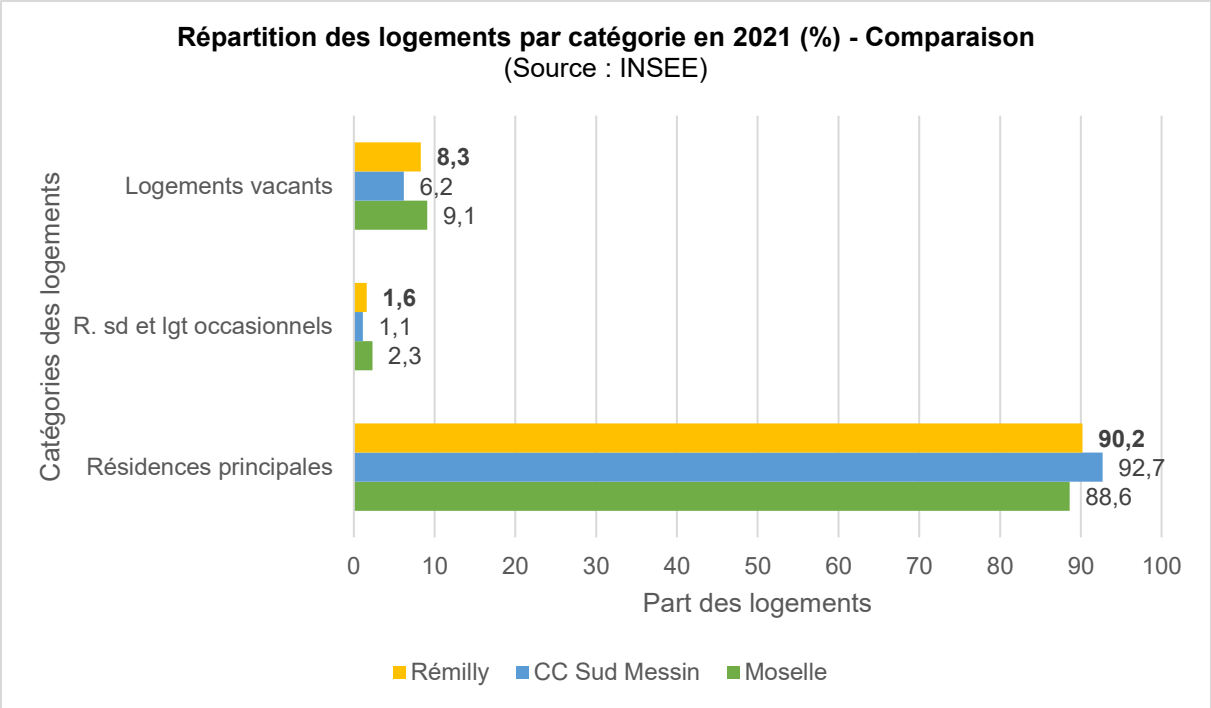
Cependant, face à l'évolution de la population ces dernières années, le graphique proposé ci-dessous permet de constater que le nombre de logements contruits est supérieur aux populations accueillies sur le territoire, traduisant une certaine dissonance entre offre et demande. D'autant que cette production a prinicipalement été dirigée vers les résidences principales.

Evolution du nombre de logements au regard de la croissance démographique
(Source : INSEE)



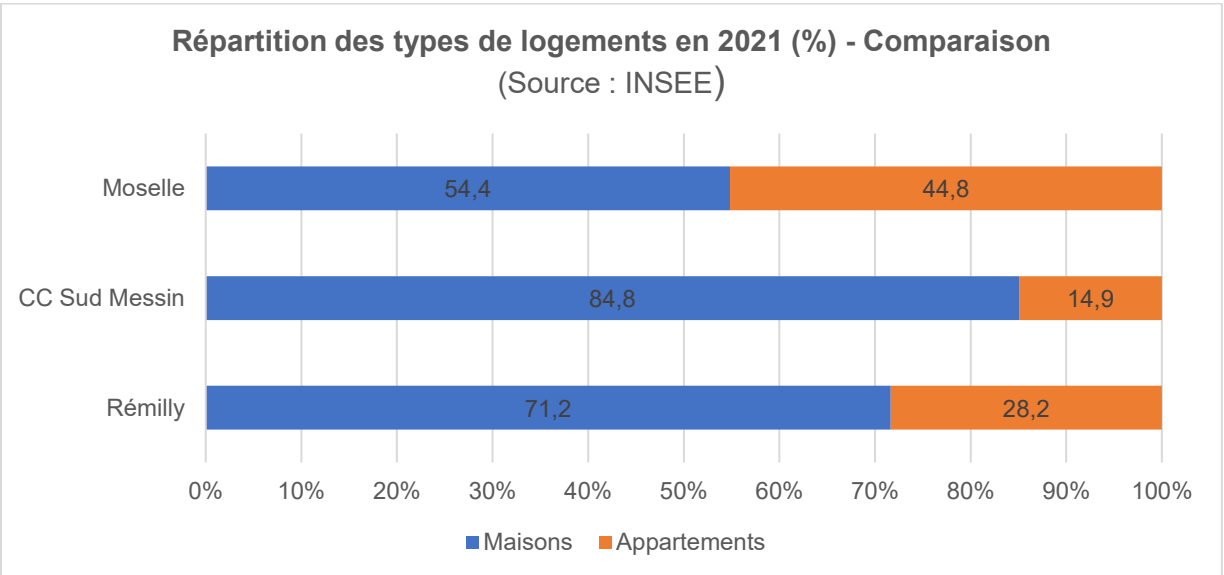
Aux échelles supracommunales, on observe une vacance plus faible des logements ainsi qu'une plus forte part de résidences secondaires et de logements occasionnels (à l'échelle du département), en lien avec la présence de travailleurs expatriés sur le département.

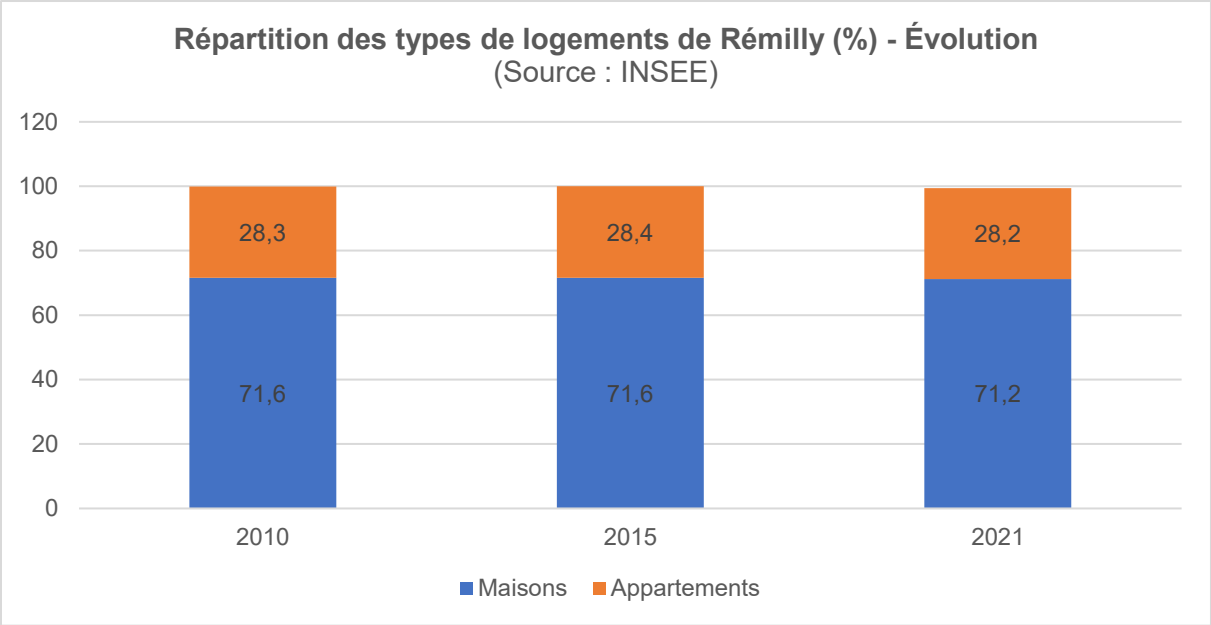
La Communauté de Communes, pour sa part, possède un pourcentage de résidences principales plus élevé lié à son implantation rural et à son éloignement des pôles d'emplois frontaliers.



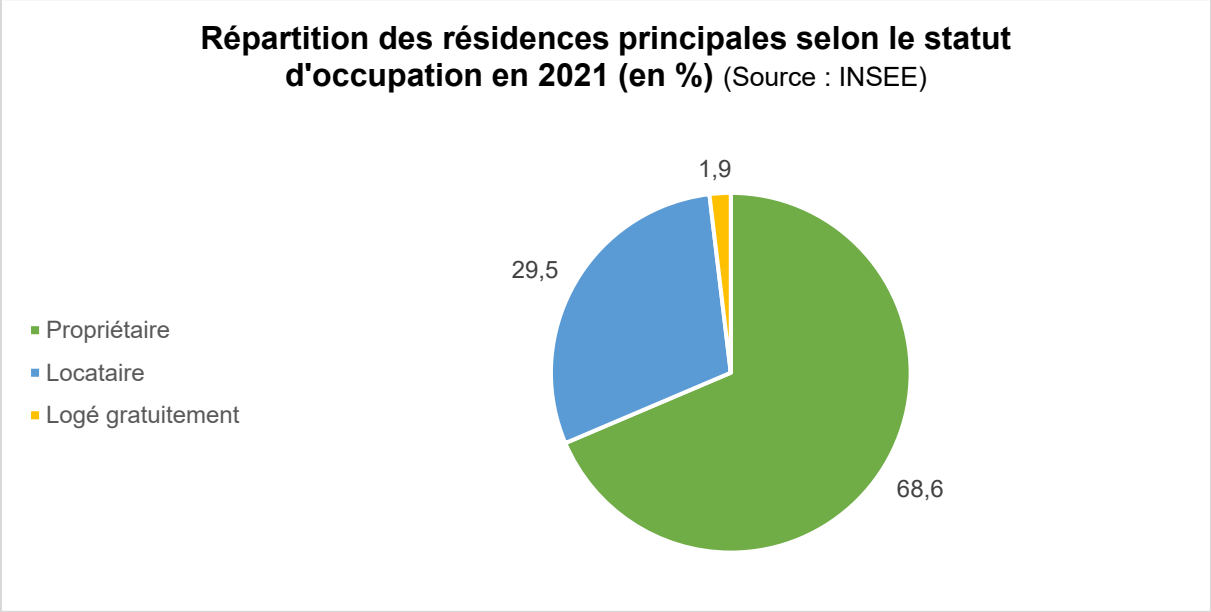
b) *Un parc de grands logements*

Le parc de logements de la commune de REMILLY est constitué majoritairement de maisons. Elles représentent 71,2% des logements contre 84,8% des logements du parc de la Communauté de Communes du Sud Messin et 54,4% du parc de logements mosellan. Cette trajectoire, à la croisée entre les répartitions constatées sur l'intercommunalité et le département, est à nouveau un témoignage de la stature territoriale de la commune, bourg-centre rural sur lequel l'habitat individuel est majoritaire, mais moins prédominant que sur les localités périphériques villageoises.





Bien que l'habitat individuel soit toujours nettement dominante sur la commune, les tendances d'évolution récentes laissent apparaître un très léger infléchissement au profit de l'habitat collectif (-0,2 point en 6 ans). Cette faible évolutions statistique ne peut pas véritablement être considéré comme un mouvement de diversification du parc.



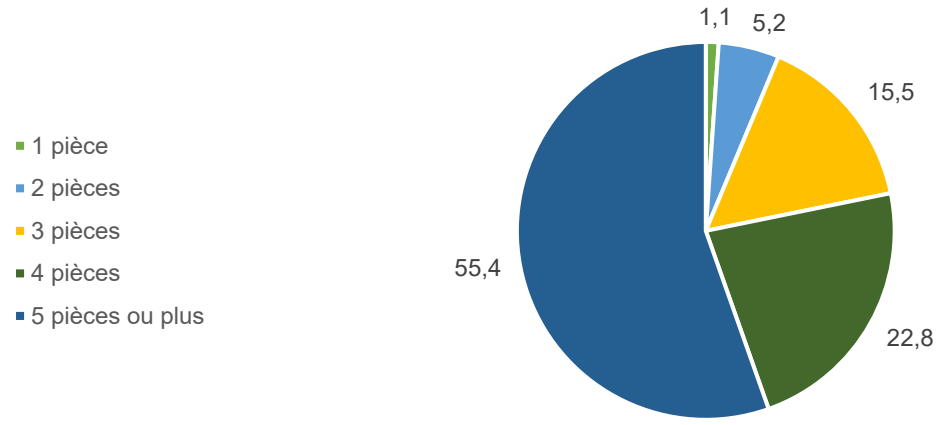
Concernant le statut d'occupation des résidences principales, 69% le sont par des propriétaires et 28,8% par des locataires. Encore une fois, cette trajectoire s'intercalle entre ses équivalents intercommunaux (sur lesquels les propriétaires sont très nettement majoritaires en lien avec le poids des localités rurales) et départementaux (échelle qui englobe les grandes agglomérations de Moselle où les propriétaires sont naturellement moins nombreux) et est le reflet de la stature communale.

	Moselle	CC du Sud Messin	REMILLY
Propriétaire	59,9%	79,8%	68,6%
Locataire	37,6%	18,3%	29,5%
dont d'un logement HLM loué vide	*12,9%*	*3,1%*	*2,1%*
Logé gratuitement	2,5%	1,9%	1,9%

Statut d'occupation des résidences principales en 2021 - Comparaison (Source INSEE)

Les résidences principales de REMILLY comptent en moyenne 4,7 pièces en 2021 (5,2 pièces pour les maisons et 3,3 pièces pour les appartements), une donnée à nouveau plus élevée qu'à l'échelle du département avec 4,3 pièces en moyenne mais moins élevée quà l'échelle de l'EPCI avec 5,1 pièces en moyenne.

Répartition des résidences principales selon le nombre de pièces en 2021 (en %)
(Source : INSEE)



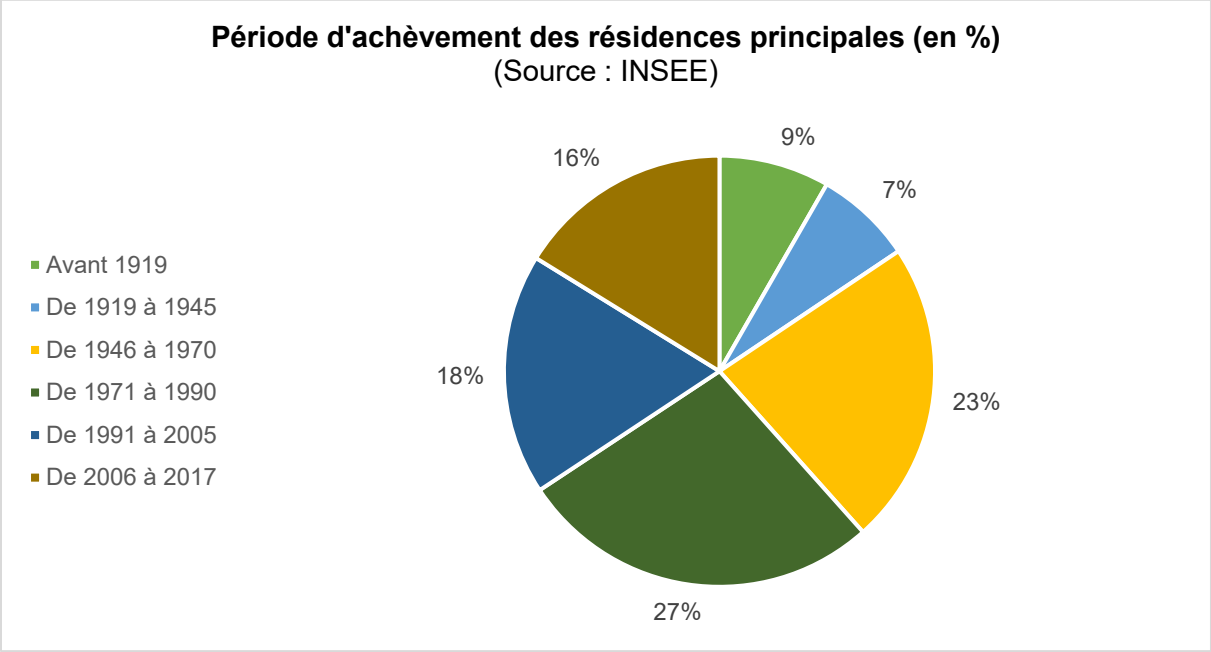
A REMILLY, 55,4% des logements comptent 5 pièces et plus, contre 67,3% pour les données de l'EPCI et 45,7% pour le département.

Cette surreprésentation des grands logements induit inévitablement une moindre proportion des petits logements. Ainsi, les logements de 2 pièces ou moins ne représentent que 6,3% des logements à REMILLY contre 3,2% pour la Communauté de Communes et 12,6% pour le département.

Par conséquent, dans un contexte de desserrement des ménages et de vieillissement de la population, le parc de logements ne semble plus en adéquation avec la structure des ménages.

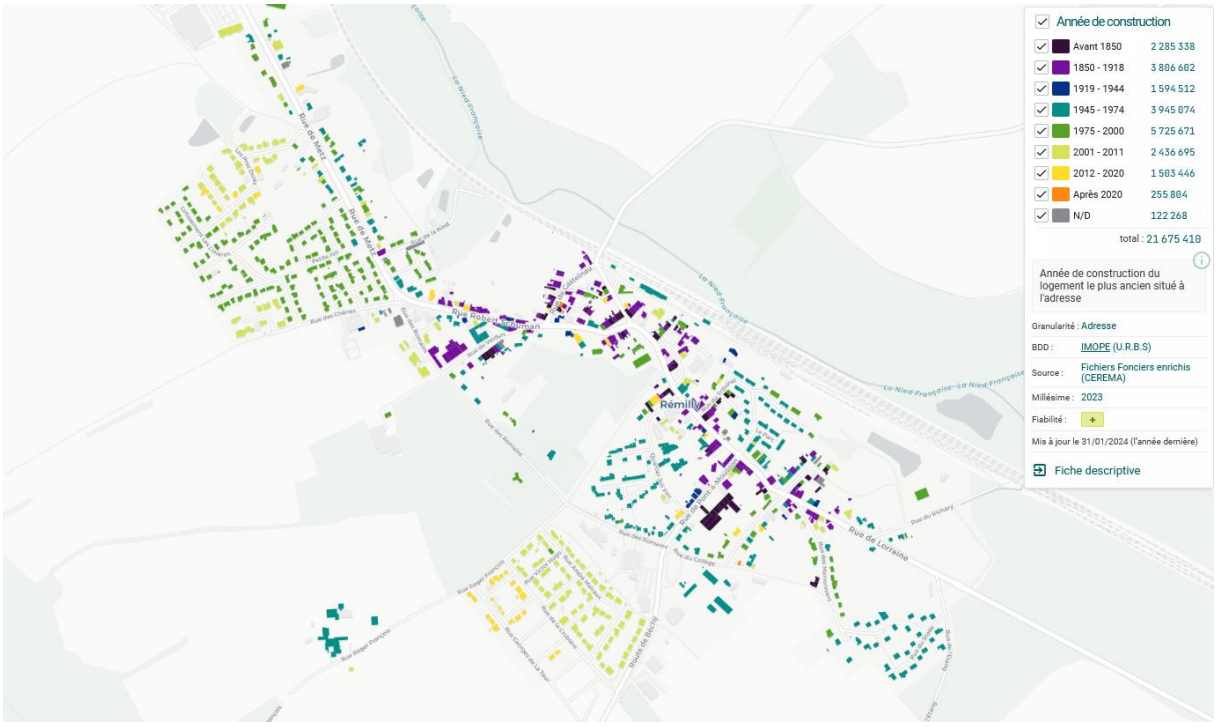
La sous-représentation des petits logements, adaptés aux jeunes actifs et aux aînés, représente donc un enjeu sur le territoire de REMILLY.

c) *Un parc moderne et aux ménages anciens*



REMILLY possède un parc de logements d'âge moyen relativement récent puisque constitué majoritairement constitué (61,7%) de constructions postérieures à 1970.

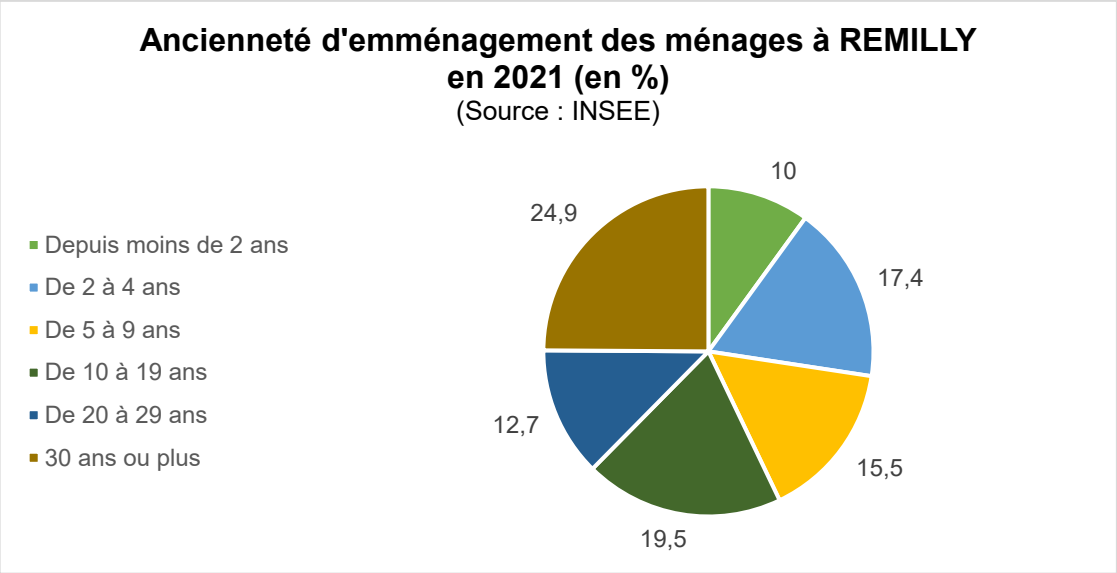
A contrario, les constructions anciennes du vieux village (antérieures à 1946) sont logiquement sous-représentées (15,6%). Cette situation découle directement du positionnement géographique de la commune (proximité de l'Eurométropole) ayant induit un important développement pavillonnaire.



Années de construction des logements rémillois (Source : Observatoire National des Bâtiments)

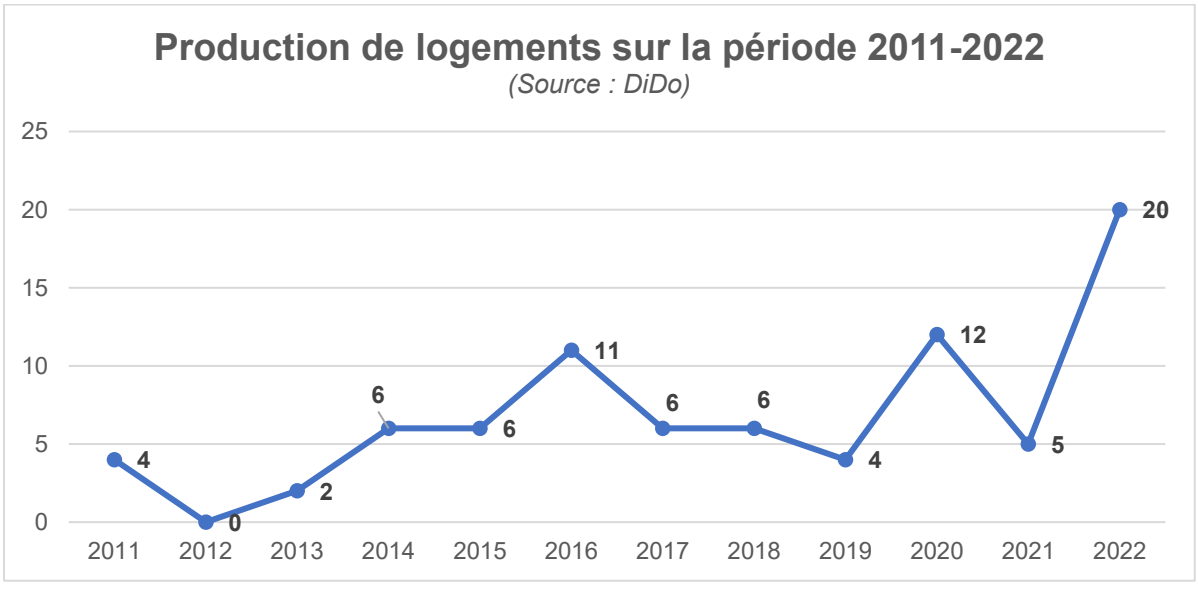
Le caractère récent du parc de REMILLY induit nécessairement un taux de confort de première nécessité très satisfaisant avec 97,9% des résidences principales qui possèdent une salle de bains.

Concernant l'ancienneté des ménages, 57,1% des ménages ont emménagé depuis plus de 10 ans, 37,6% depuis plus de 20 ans et 24,9% depuis plus de 30 ans. Ces emménagements anciens traduisent un faible turn-over des populations sur le territoire.



d) Un rythme de construction en forte hausse sur les 3 dernières, qui reste très tributaire du modèle pavillonnaire

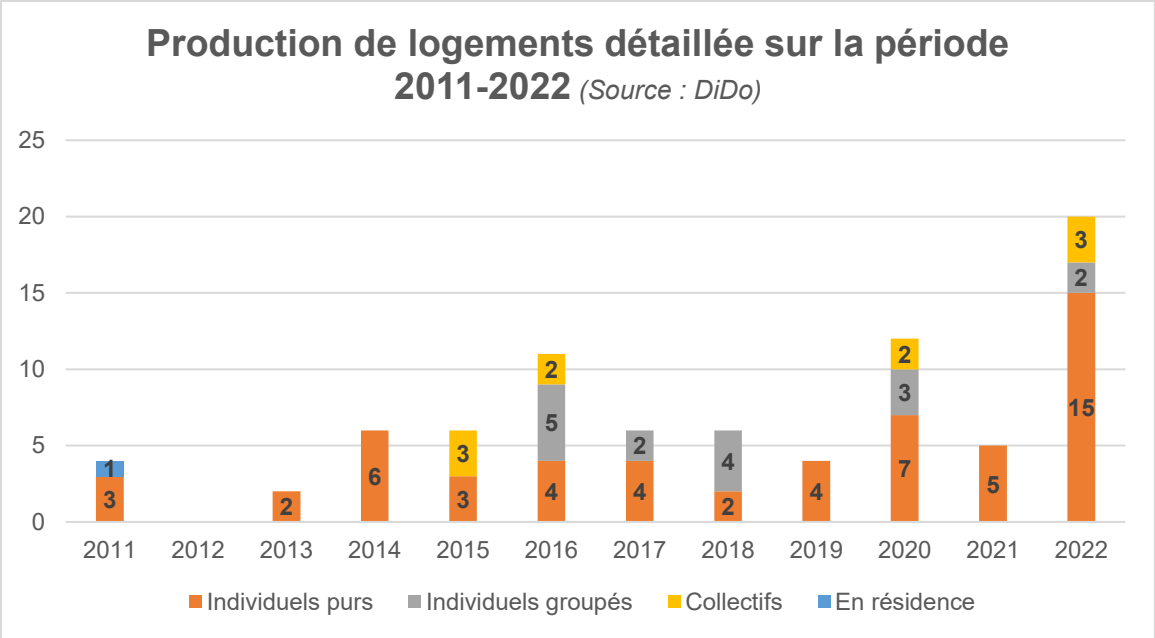
L'analyse du rythme de construction à REMILLY est permise grâce à l'utilisation du Catalogue DiDo qui consigne l'ensemble des réalisations de logements commencées sur le pas de temps 2011-2022. Le décorticage des données rémilloises du catalogue fait précisément état de 82 nouvelles réalisations sur cette période.



Sur le pas de temps étudié, le rythme de production est relativement fluctuant (le faible échantillon statistique accentue toutefois les variations) et correspond à une alternance entre opérations de comblement de dents creuses (principalement en secteur de centre-bourg) et de complétion de lotissements pavillonnaires (Les Prés Dorés jusqu'en 2015 et premières réalisations du Lotissement des Terrasses de la Nied, ces dernières correspondant au premier pic de production de 2016).

On constate cependant une nette accélération de la production au tournant des années 2020, les trois dernières années étudiées ayant vu sortir de terre 37 nouvelles constructions soit près de la moitié (45%) du total.

Cette soudaine augmentation du rythme de production de logements neufs corrobore directement la finalisation de l'ouverture à l'urbanisation du Lotissement Les Terrasses de la Nied, située en sortie sud-ouest du bourg principal.



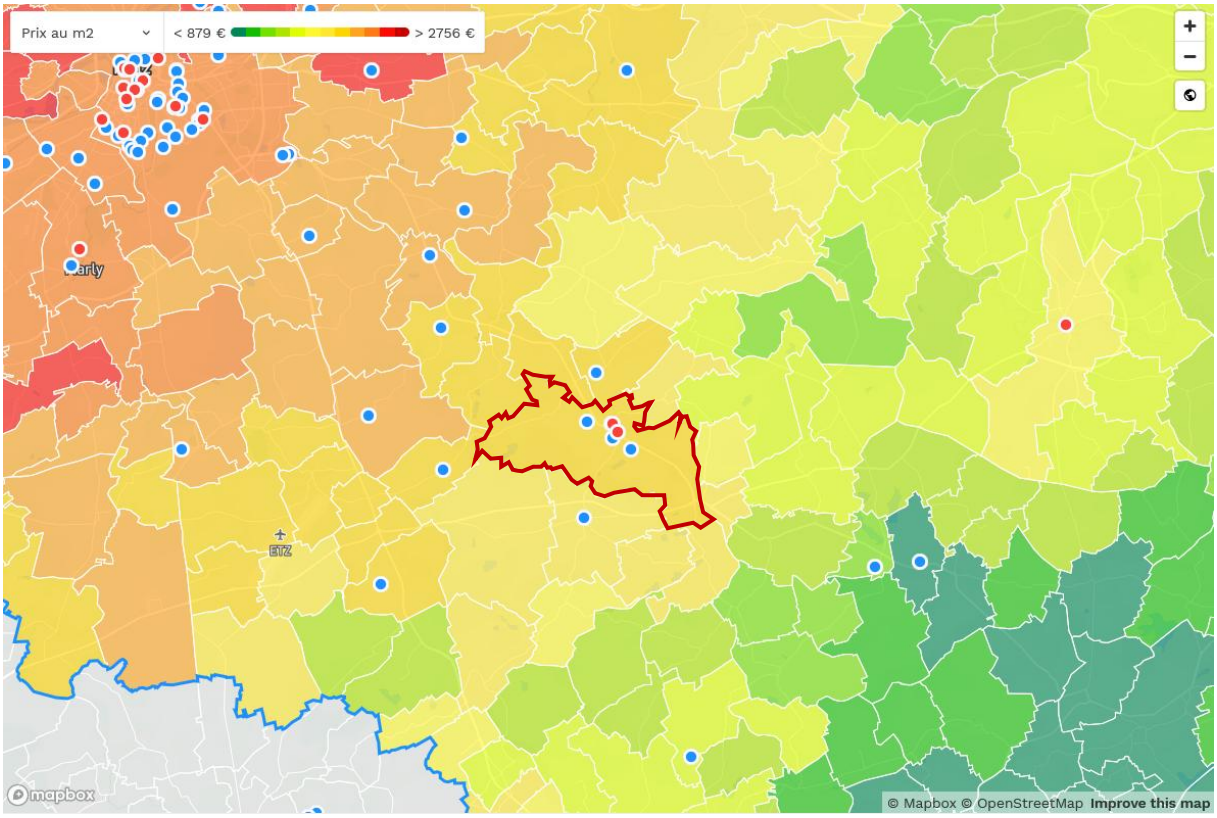
Au global sur la période 2011-2022, cette production correspond à 67% de logements individuels purs (55 pavillons concentrés sur les trois secteurs susmentionnés), 19,5% d'individuels groupés (15 pavillons jointifs localisés sur les secteurs de lotissement et Impasse des Romains) et 12,2% en collectifs (10 logements correspondant à la réhabilitation d'un bâtiment des services techniques en immeuble d'habitation dans sa partie haute).

Les dernières opérations réalisées sur REMILLY témoignent d'une réflexion sur les modes d'habiter encore très tournée en direction du pavillon traditionnel. Les projets portés par le PLU révisé se devront donc de repenser l'articulation de la production de logements au profit du développement de typologies plus adaptées au vieillissement de la population et au desserrement des ménages locaux.

e) Un marché immobilier local dont la trajectoire s'insère entre celles du périurbain messin et des communes plus rurales du Saulnois

Les cartographies et les fiches synthétiques mises à disposition par le site internet Meilleurs Agents permettent de brosser un état des lieux complémentaire du marché de l'immobilier.

Ainsi selon cette source, le prix moyen pour acquérir une maison sur REMILLY se situe aux alentours de 1 614 euros du m² (soit environ 240 000 euros pour un pavillon de superficie égale à 150 m²). Le prix d'achat moyen des appartements est légèrement plus important puisque étant de 1 669 euros du m² (soit environ un peu de 83 000 euros pour un appartement de superficie égale à 50 m²).

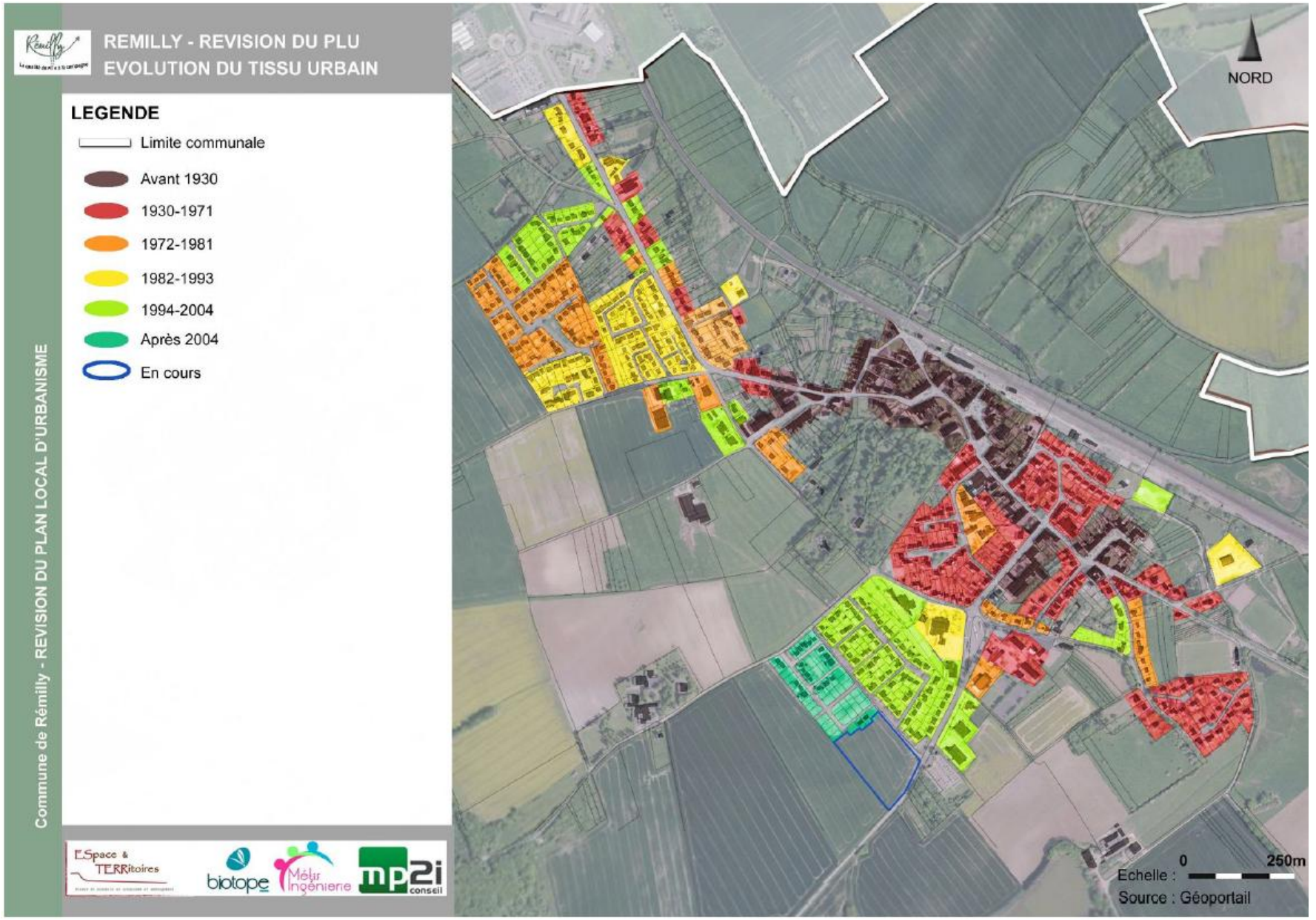


Etat du marché immobilier local (Source : meilleursagents.com)

Ces deux fourchettes de prix donnent au marché immobilier rémillois une physionomie comparable à ce qui peut être observé sur ses voisines nord, c'est-à-dire une situation à mi-chemin entre le marché immobilier très dynamique des communes périurbaines (Courcelles-sur-Nied, Laquenexy, Jury, Peltre…) du Sud-Est Messin et celle constatée sur les villages méridionaux de la Communauté de Communes, du sud-ouest du District Urbain de Faulquemont et du nord du Saulnois (dont le parc de logements plus ancien et plus dégradé constitue une offre moins attractive pour les accédants). REMILLY reste néanmoins un marché de choix pour les primo-accédants de l'Aire d'attraction de Metz, comme en témoigne la hausse quasi-continuelle du prix moyen de ventes des appartements (+22,7% sur la période 2020-2025) et dans une moindre mesure des maisons (+5% sur le même pas de temps).

f) Logements : constats et perspectives

Enjeux et perspectives
Logements
• Une majorité de résidences principales. • Une part des résidences secondaires et logements occasionnels résiduelle. • Un taux de vacance supérieur au taux de fluidité requis (8,3%), plus élevé qu'aux échelles supracommunales.
• Une majorité de propriétaires de grands logements. • Une part de locataires non négligeable. • Une surreprésentation des logements construits entre 1946 et 1990. • Une vacance qui augmente au rythme des opérations d'aménagements et du solde migratoire déficitaire.
• Des ménages installés depuis longtemps traduisant un faible "turn-over". • Une vacance structurelle et conjoncturelle en lien avec le manque de diversité de typologies de logements dans le parc. • Des opérations d'aménagement de lotissements récentes. • Une faible pression foncière se répercutant sur le prix du foncier et de l'immobilier.
➢ Adapter le parc de logements à la structure des ménages en diversifiant les typologies de manière à garantir le cycle résidentiel des habitants. ➢ Adapter l'offre de logements aux évolutions démographiques et des modes de vie. ➢ Vérifier le taux de vacance pour déterminer un objectif de réhabilitation correspondant au parc de logements.


REMILLY - REVISION DU PLU
EVOLUTION DU TISSU URBAIN
LEGENDE
Limite communale
Avant 1930
1930-1971
1972-1981
1982-1993
1994-2004
Après 2004
En cours
Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME
NORD
0
250m
Echelle :
Source : Géoportail

2.4. Un niveau d'équipement très satisfaisant

a) Équipements et cadre de vie : une offre diversifiée, reflet d'une stature territoriale de bourg-centre

Le niveau d'équipements de la commune est adapté à la stature territoriale de bourg-centre de la commune :

Services

- Une mairie
- Une église
- Une gendarmerie
- Une gare
- Une bibliothèque
- Une décheterie
- Une caserne de pompiers
- Un bureau de poste
- Une maison France Services

Vie scolaire et périscolaire

- Une école maternelle et élémentaire : Ecole Eugène GANDAR – 234 élèves
- Un collège public : Collège Lucien Pougué – 514 élèves
- Le service périscolaire est assuré au « Péris'cube »
- Une halte garderie « les Coquelicots »
- Une maison d'enfants
- Les lycéens sont scolarisés à Peltre (privé) ou Metz. Des établissements publics, privés et professionnels les accueillent.

Loisirs et sports

- Un terrain de tennis
- Cinq terrain de sports dont un boulodrome
- Un espace sport et loisirs « Charles de Gaulle »
- Une aire de jeux
- Un étang de pêche
- Un terrain de cross VTT
- Un salle polyvalente

Médical et social :

- Une pharmacie
- Trois kinésithérapeutes
- Un foyer pour enfants
- Dix cabinets infirmiers
- Un EHPAD
- Trois dentistes
- Cinq médecins
- Une clinique vétérinaire
- Un laboratoire d'analyse médicale

- Un orthophoniste

Commerces et services de proximité :

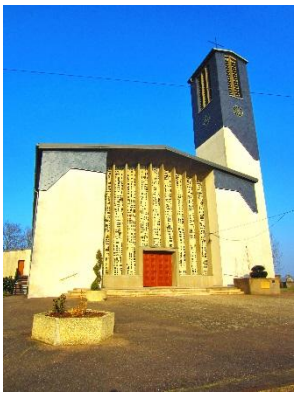
- Trois restaurants
- Un snack
- Trois pizzerias
- Un distributeur automatique de pizza
- Deux bureaux de tabac
- Deux stations-services
- Deux supermarchés
- Une boulangerie
- Une boucherie charcuterie
- Un caviste
- Une chambre d'hôtes
- Une agence de location de véhicules de loisirs
- Un magasin de matériaux de construction
- Un architecte
- Un inspecteur en bâtiment
- Une agence immobilière
- Un magasin de bois de chauffage
- Une boutique de lingerie
- Un paysagiste
- Une jardinerie
- Un fleuriste
- Une coopérative agricole
- Une entreprise de travaux généraux
- Neuf instituts de beauté
- Deux banques
- Un notaire
- Un garage automobile
- Un magasins d'articles automobiles
- Un service de taxi

Associations :

- Un jardin pour 2 mains
- Biblioremilly
- Acare
- Théâtre d'Henri're
- Groupe vocal de Rémilly
- Antares
- JA Remilly
- Hameçon sportif
- Les compagnons du guidon
- Rémilly tennis de table



Ecole du 11 novembre



Église Saint-Martin



Mairie, ancien tribunal allemand

La majorité de ces équipements se concentrent dans la centralité fonctionnelle émergente de la commune, au détriment du centre-urbain originel.

Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

REMILLY - REVISION DU PLU
EQUIPEMENTS

LEGENDE

Limite communale

Sports et loisirs :

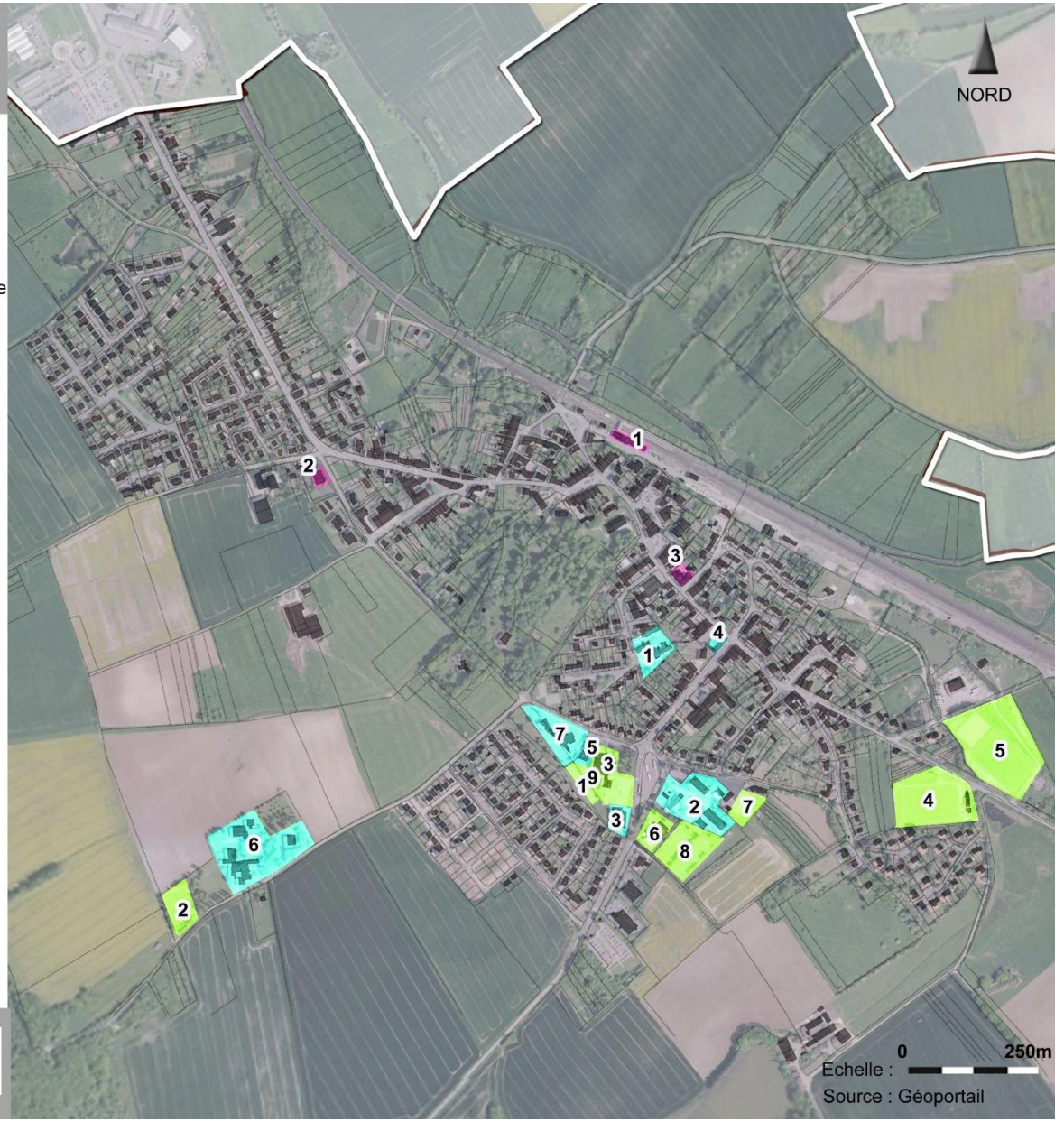
1-Tennis
2- Terrain de sports
3- Espace Sports et Loisirs Charles de Gaulle
4- Terrain de sports
5- Terrain de sports
6- Salle
7- Terrain de sports (boulodrome)
8- Terrain de sports
9- Aire de jeux

Education / Culture / Social :

1- Ecole Eugène Gandar (Maternelle et Elémentaire)
2- Collège Lucien Pougué
3- Périscolaire "Péris'cube"
4- Bibliothèque
5- Halte garderie Les Coquelots
6- Maison d'enfants à caractère social
7- EHPAD Les Pins

Services :

1- Gare
2- Gendarmerie
3- Mairie



b) Transports en commun : une desserte via le bus ou le train

- **Bus**

REMILLY bénéficie d'une desserte directe de son tissu urbain, par le réseau Fluo Grand-Est 57, dont les dessertes sont à la fois scolaires et urbaines.

Par ailleurs, la Communauté de communes du Sud Messin a mis en place une solution de déplacement sous conditions de ressources appelée « Mobilité solidaire » afin de permettre le déplacement des populations à bas revenus possédant des problématiques de transport.

MOBILITE SOLIDAIRE
COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU SUD MESSIN

- **Train :**

La gare de REMILLY fait partie de la ligne de Réding à Metz-Ville mise en service en 1851 par la Compagnie du chemin de fer de Paris à Strasbourg. Cette gare était la plus grande gare de marchandise du blé au début du XXe siècle avec Eugène, elle transportait le blé vers l'Allemagne ou la France, depuis Remelach.

SNCF TER GRAND EST



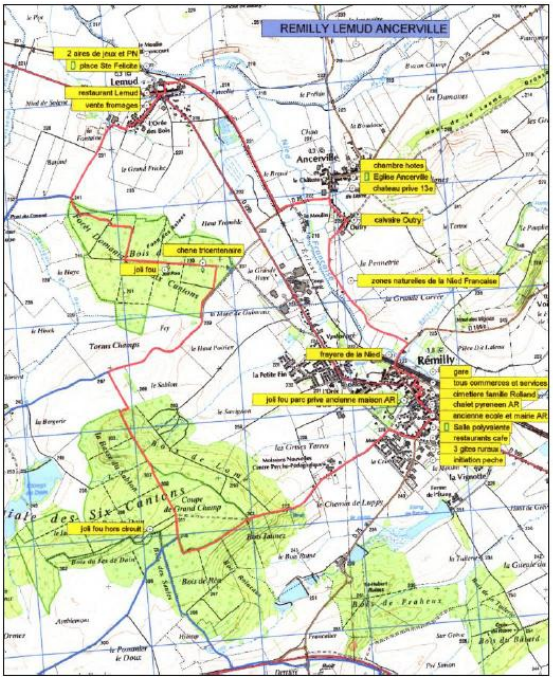
La gare est exploitée par la Société nationale des chemins de fer français (SNCF), desservie par des trains régionaux du réseau TER Grand Est sur les lignes Metz-Ville-Forbach ou Sarrebruck et Metz-Ville-Sarrebourg.

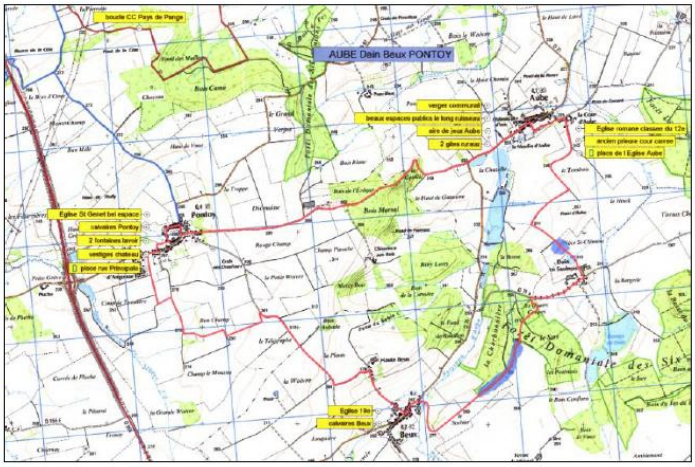
Gare SNCF, elle dispose d'un bâtiment voyageurs, avec guichet ouvert les jours. Elle est équipée d'automates pour l'achat de titres de transport TER. Un distributeur de la presse régionale est installée en gare. Un parc pour les vélos et un parking pour les véhicules y sont aménagés. Un arrêt est desservi par des cars.

La gare permet une desserte ferroviaire vers les grands pôles d'emplois et de loisirs régionaux.

- **Sentiers de randonnée :**

Dans le souci de répondre aux attentes d'une grande partie de la population, deux chemins de randonnée sont répertoriés. Le ban communal de Rémilly est concerné par deux tracés connectés entre eux. Le premier passe par le réservoir d'eau au-dessus de Moissons Nouvelles, traverse la forêt domaniale de Rémilly des Six cantons, rejoint le bois dit « de Fey » via Lemud. De Lemud, le tracé longe la voie ferrée pour tangenter Ancerville et ramène à Rémilly en longeant la Nied. Le deuxième tracé de Beux à Aube passe par Dain-en-Saulnois.





d) Défense des populations : lutte contre l'incendie

RÉMILLY abrite un centre de secours localisé au 9 Rue de la Monnaie. Cette structure regroupe 52 sapeurs-pompiers professionnels et volontaires du Sud Messin.



Centre de secours de RÉMILLY (Source : Sonhsouk Leckloksavang)

e) Déploiement des nouvelles technologies de l'information et de la communication

Source : Ariase.com

✓ Réseau ADSL

Un central téléphonique est installé dans la commune de Rémilly (57572REM). Ce nœud de raccordement (NRA) permet à Orange Free, SFR et Bouygues Telecom de fournir des connexions haut débit ADSL aux foyers qui ne sont pas encore éligibles à la fibre. Vous pouvez localiser les centraux ADSL près de chez vous grâce à notre carte des NRA.

Entre 2023 et 2030, le réseau « cuivre » de Rémilly sera progressivement fermé. Dans un premier temps, la fermeture « commerciale » bloquera les nouveaux abonnements aux offres ADSL, puis dans un second temps, la fermeture « technique » définitive du réseau ADSL interviendra une fois que le déploiement de la fibre optique sera achevé.

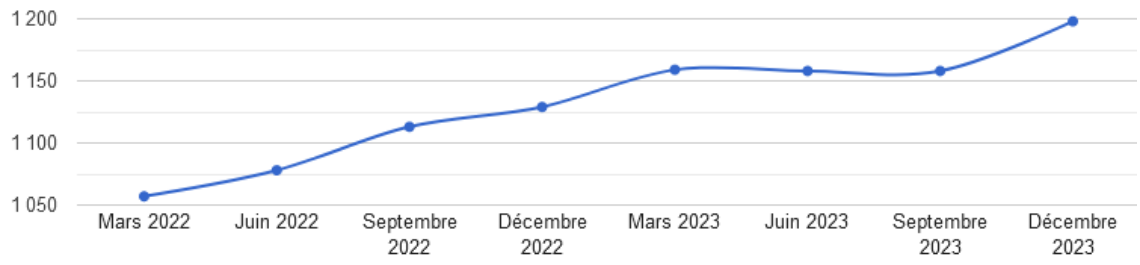
✓ Fibre

La fibre optique a commencé à être installée en 2020. La ville est située en zone peu dense où le déploiement de la fibre optique est assuré par un réseau d'initiative publique (RIP). Un opérateur s'occupe alors de créer un réseau très haut-débit unique et neutre pour le compte d'une collectivité locale, et sur lequel les opérateurs commerciaux proposent leurs offres de fibre aux particuliers et aux entreprises.

La fibre optique à Rémilly concerne 1 198 locaux raccordables soit 69 de plus qu'au trimestre précédent. 3 points de mutualisation (PM) sont installés dans la ville pour desservir les foyers éligibles aux offres internet très haut-débit.

Les offres fibre des opérateurs Orange, Sosh, SFR, RED by SFR, Free et Bouygues Telecom sont commercialisées dans la ville de Rémilly.

Evolution des locaux fibrés à Rémilly



A Rémilly, 95.61% des habitants étaient éligibles au Très Haut débit (THD, >30Mbits/s) au 2ème trimestre 2023. Depuis 2015, c'est 95.6% de Rémillois supplémentaires qui ont pu bénéficier d'un accès internet THD.

f) Equipements : constats et perspectives

Enjeux et perspectives
Equipements
• Un niveau d'équipements et de services très suffisant en cohérence avec la stature de la commune. • Des équipements de sport et loisirs variés. • De nombreuses associations impactant sur la vie du village. • Une offre scolaire diversifiée adaptée aux besoins des familles.
• Une offre de transports en commun diversifiée. • Un village relié via le réseau de bus Fluo Grand-Est. • Une accessibilité en transports en communs limitée mais une forte influence de la gare. • Des programmes de mobilités sociales novateurs. • Des sentiers de randonnée bien identifiés. • Un centre de secours disposant d'un effectif de 52 sapeurs-pompiers. • Un déploiement efficace des nouvelles technologies avec un réseau fibre bien desservi.
➢ Valoriser et prendre en compte l'activité agricole. ➢ Pérenniser la présence d'associations sur le territoire. ➢ Soutenir les initiatives novatrices.

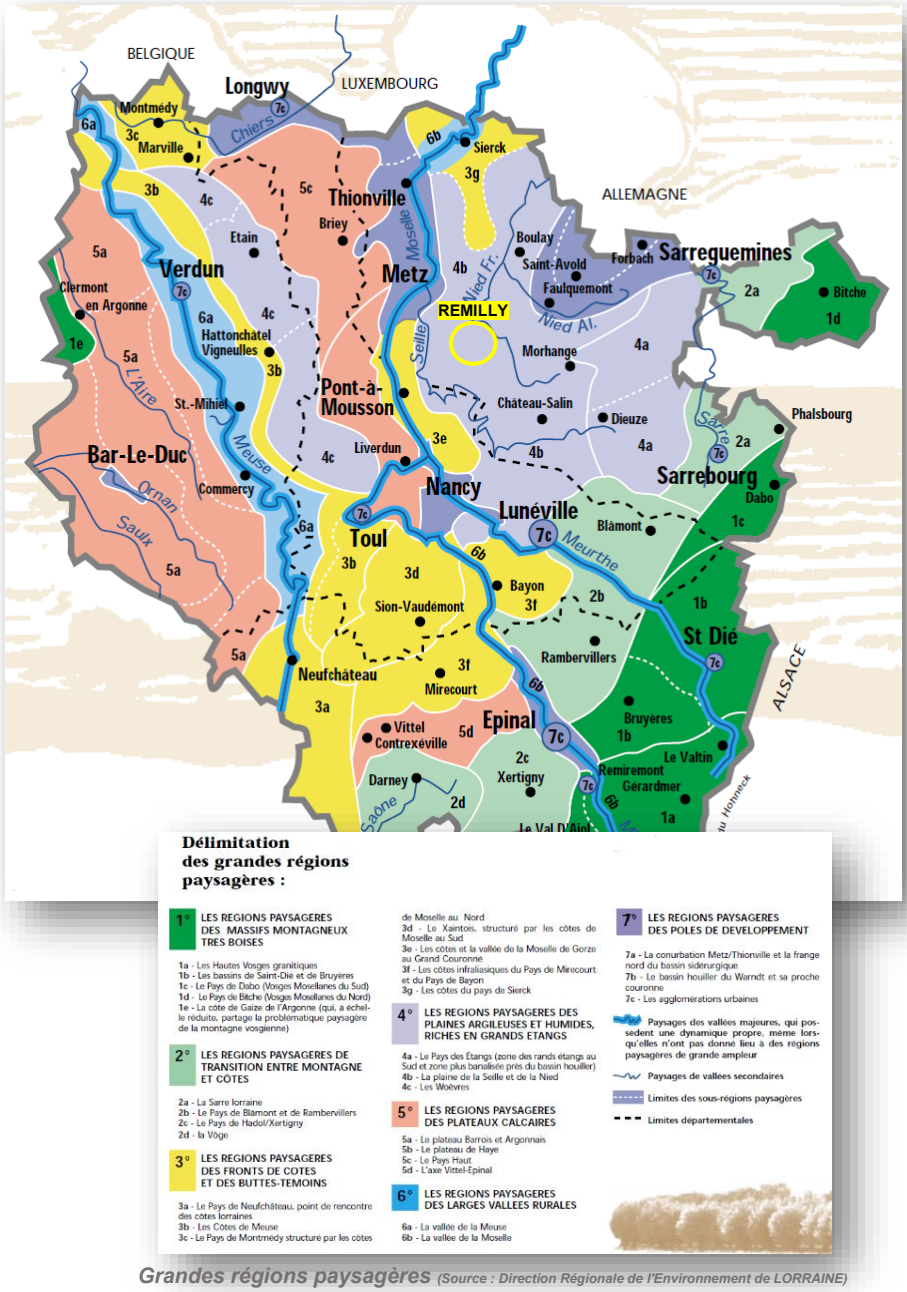
3. DYNAMIQUES ET PERSPECTIVES PAYSAGERES

a) Une situation géographique au cœur du plateau lorrain

Le Plateau lorrain est la partie orientale du Bassin parisien. Il est limité à l'est par les Vosges et à l'ouest par le Massif ardennais et les reliefs karstiques de Champagne et au sud par le Plateau de Langres. Il est entrecoupé de lignes de côtes dénommées cuestas de Lorraine (côtes de Moselle, côtes de Meuse, Argonne).

Au sein du Plateau Lorrain versant Rhin, REMILLY s'inscrit dans les régions paysagères des « Plaines argileuses et humides, riches en grands étangs » (4) dans la sous-entité du « La plaine de la Seille et de la Nied » (4b).

Cette région paysagère est marquée par une topographie modérée, des paysages marqués par de vastes plaines agricoles, traversées par de grandes vallées peu encaissées et des boisements sur les hauteurs des reliefs.



Grandes régions paysagères (Source : Direction Régionale de l'Environnement de LORRAINE)

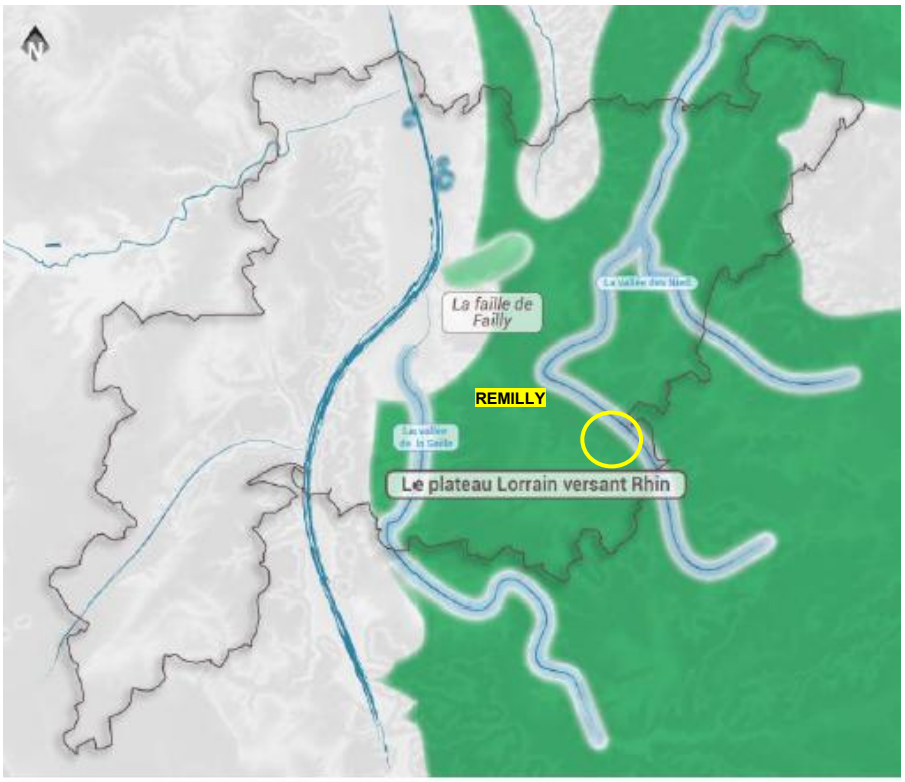
b) Une implantation en fond de vallée de la Nied Française

Selon la Direction Régionale de l'Environnement de LORRAINE, le territoire communal de REMILLY est situé dans la « Plaine de la Seille et de la Nied »

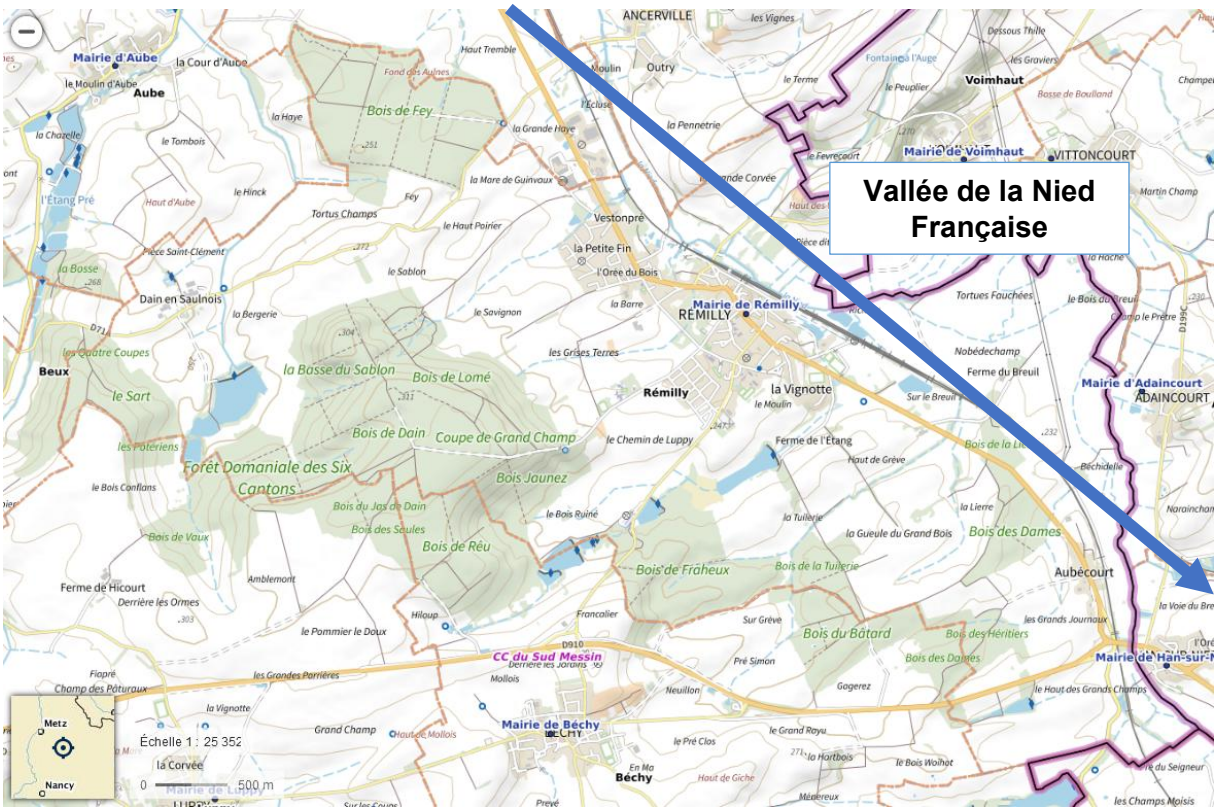
En effet, le centre urbain de REMILLY s'est originellement implanté sur un axe linéaire, en fond de vallée de la Nied Française, à proximité de la ressource en eau mais à l'écart des crues potentielles.

La rivière de la Nied française rejoint la Nied allemande, à Condé-Northen, et ensemble elles forment la Nied réunie, affluent en rive gauche de la Sarre et donc sous-affluent de la Moselle et du Rhin.

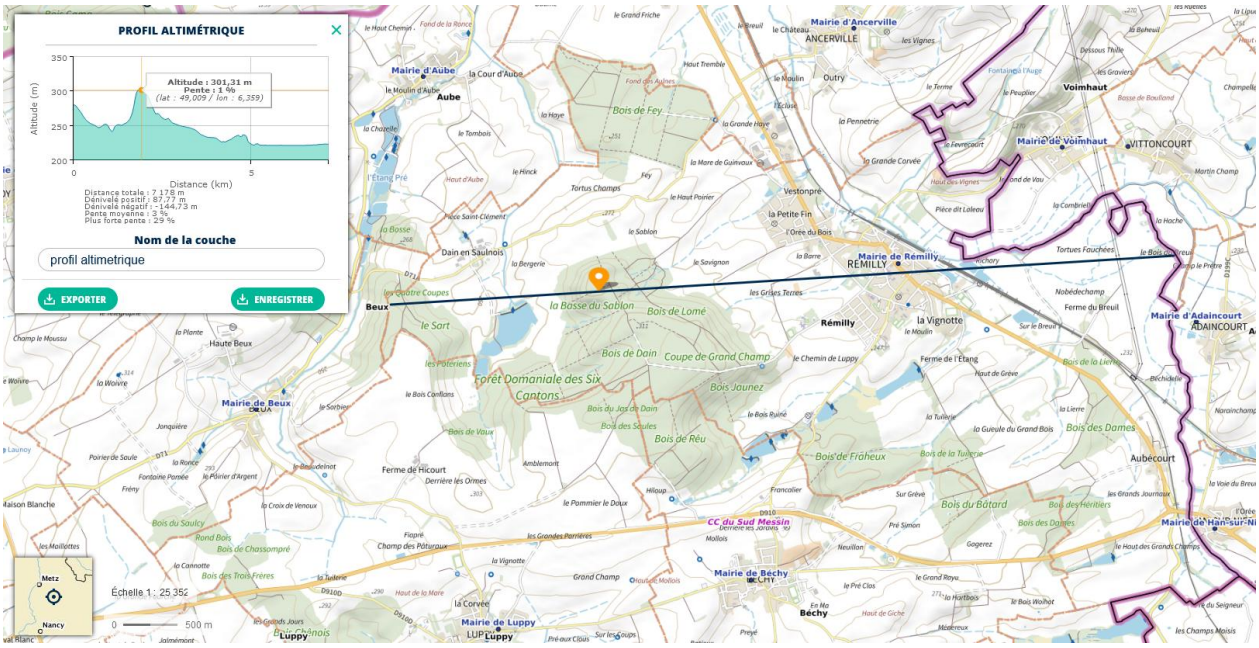
En termes d'altimétrie, l'essentiel du ban communal de REMILLY est compris à une altitude de 200 m. Le point culminant du ban communal s'élève à 312 m, mesuré sur les plateaux boisés de la « Forêt Domaniale des Six Cantons » à l'ouest du ban communal et le point le plus bas, mesuré au niveau du cours de la Nied. Cette différence d'altimétrie, sur environ 2,5 km, est caractéristique de l'implantation en fond de vallée.



Les vallées de la Seille et de la Nied



Relief de REMILLY (Source : Géoportail)



Profil altimétrique de REMILLY (Source : Géoportail)

c) Un paysage entre plaines agricoles et reliefs boisés

Source : CAUE

A l'échelle locale, on relève ainsi les entités paysagères suivantes sur le territoire de REMILLY :

- **Le vallon urbanisé : en dilatation**

Comme nous avons pu le voir précédemment, la commune de REMILLY s'est historiquement développée en fond de vallée de la Nied française dont le vallon topographiquement peu encaissé est seulement identifiable par la ripisylve autour du cours d'eau.

Ces dernières années, le développement de l'urbanisation a connu une tendance de dilatation sur les coteaux liée au développement d'opérations d'aménagements pavillonaires.

A l'origine, le développement urbain de REMILLY s'est effectué linéairement autour de la RD999. Ce secteur abrite l'essentiel des zones urbanisées de la commune sur près de 2 km de long, développé concentriquement autour de deux noyaux urbains séparés par la présence du parc de la Maison Auguste Rolland.

- **Les hameaux isolés**

La commune de REMILLY possède également deux hameaux sur son ban communal :

- Le hameau de Dain-en-Saulnois, ancienne commune rattachée à REMILLY depuis 1965 essentiellement tourné vers l'activité agricole.
- Le hameau d'Aubécourt, ancienne commune rattachée à REMILLY depuis 1813, également traversée par la RD999 à proximité de Han-sur-Nied.

- **Les ruptures anthropiques**

Le paysage de REMILLY est marqué par une succession de ruptures anthropiques propres aux fonds de vallée urbanisées. Ces dernières sont liées au passage d'infrastructures de transport ferroviaire (axe Metz-Sarrebruck) longeant la vallée de la Nied Française.

- **Les espaces agricoles ouverts**

Les espaces agricoles ouverts sont une composante majeure des paysages de la vallée de la Nied en lien avec les conditions de cultures particulièrement favorables. Ils offrent des larges perspectives visuelles sur le grand-paysage.

A REMILLY, les cultures principales sont le blé tendre, le maïs à ensilage et les prairies permanentes.

- **Les reliefs boisés**

Le sud-ouest du ban communal est marqué par la présence de boisements sur les reliefs délimitant la ligne de partage des eaux entre les vallées de la Seille et de la Nied. Les peuplements principaux de ces boisements sont des forêts fermées de feuillus purs ainsi que des forêts fermées de chênes.

Cependant, au fil du temps et avec la pression liée à l'agriculture, les espaces boisés sont ménacés par le défrichement. Ce phénomène menace les corridors et réservoirs de biodiversité au sein des grandes parcelles agricoles et nécessite une préservation afin de protéger les éléments de biodiversité. Sur la Commune de REMILLY, c'est le cas du Bois de Fey et du Bois des Dames.



Perspective paysagère depuis le pont de la D199B, Google Street View



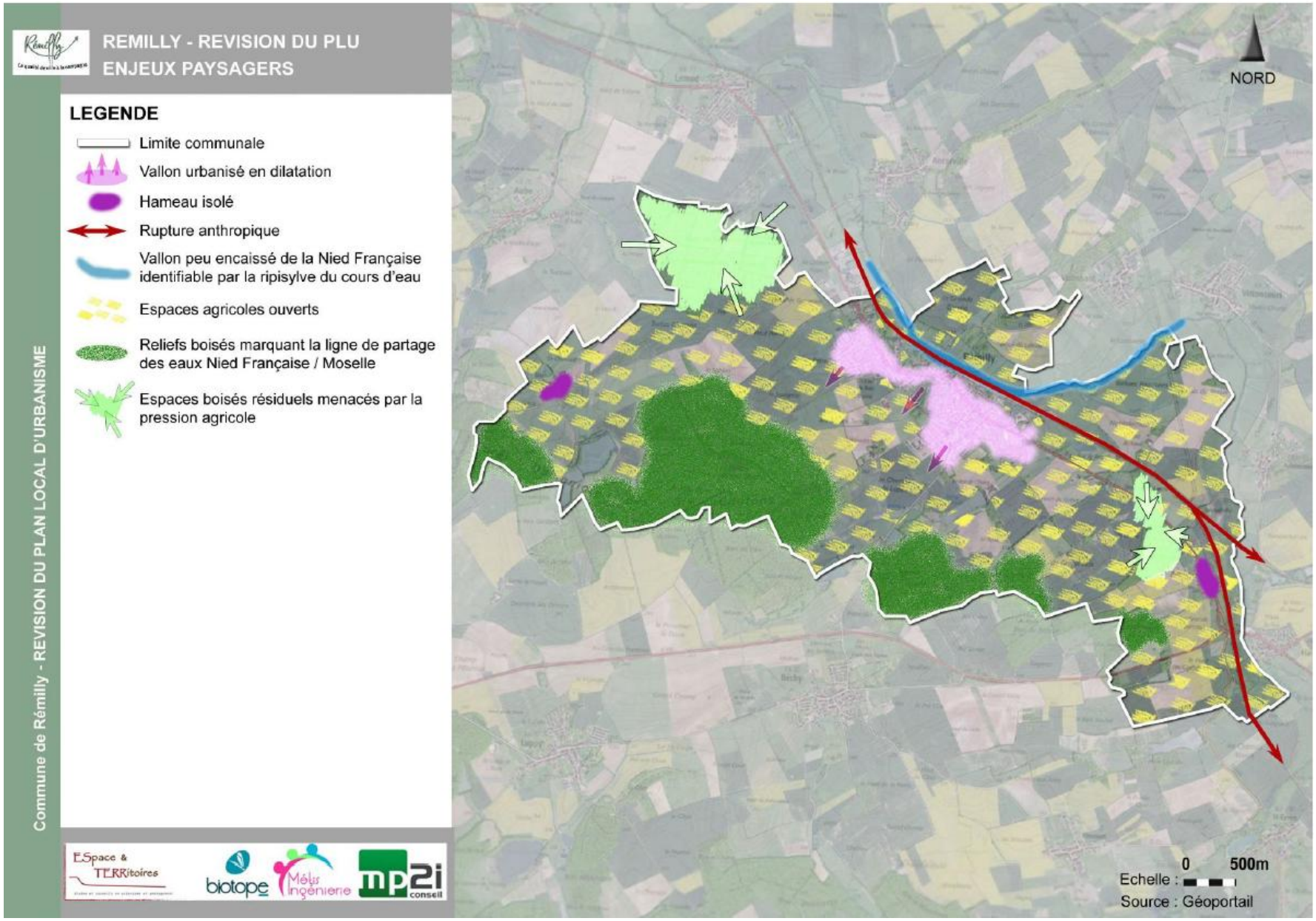
Perspective paysagère depuis la Rue Roger François, Google Street View



Perspective paysagère sur les infrastructures de transport depuis la Rue de Castelnau, Google Street View



Perspective paysagère urbaine depuis la D75, Google Street View


REMILLY - REVISION DU PLU
ENJEUX PAYSAGERS
LEGENDE
Limite communale
Vallon urbanisé en dilatation
Hameau isolé
Rupture anthropique
Vallon peu encaissé de la Nied Française identifiable par la ripisylve du cours d'eau
Espaces agricoles ouverts
Reliefs boisés marquant la ligne de partage des eaux Nied Française / Moselle
Espaces boisés résiduels menacés par la pression agricole
Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME
NORD
0 500m
Echelle :
Source : Géoportail
ESpace & TERRitoires
biotope
Mélis Ingénierie
mp2i conseil

d) Paysages et dynamiques paysagères : constats et perspectives

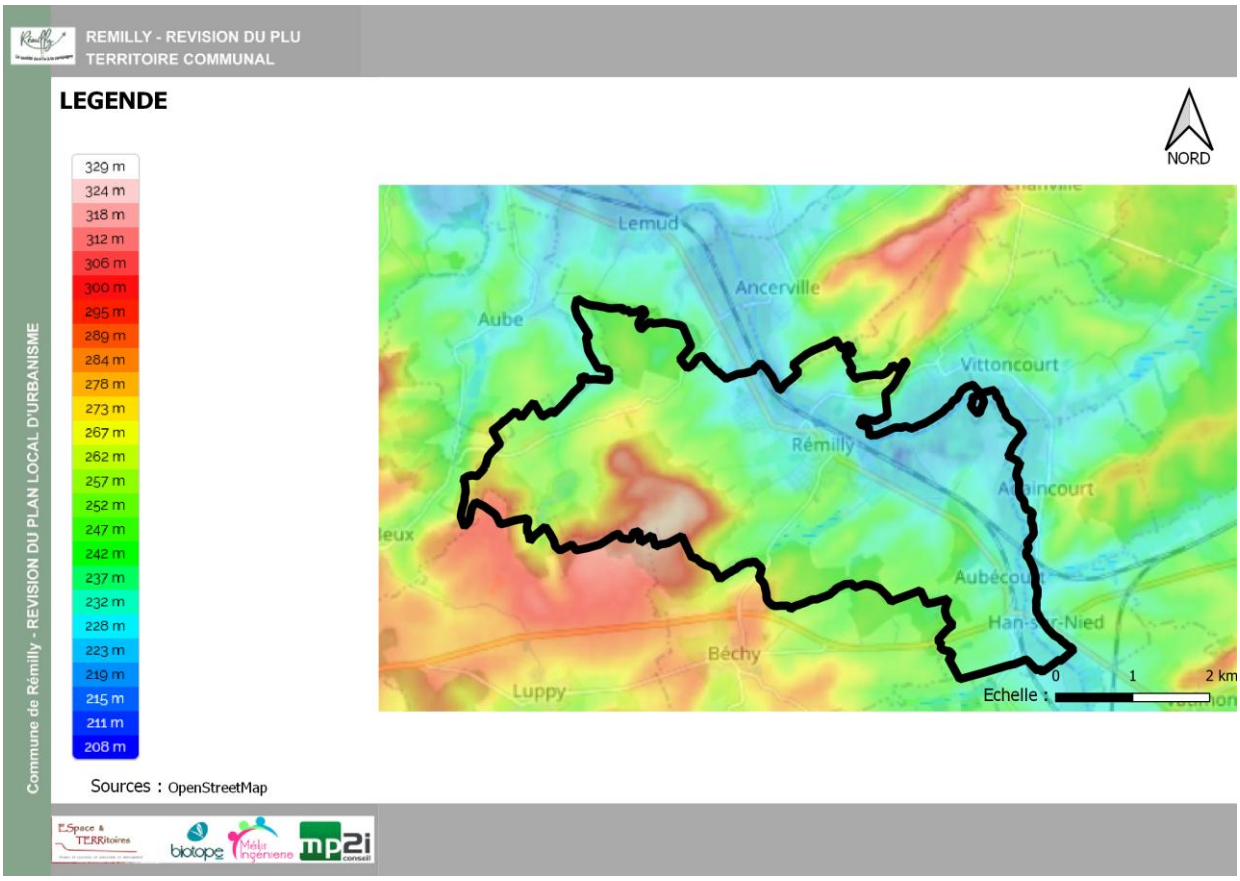
Enjeux et perspectives
Paysage
Au cœur du Plateau Lorrain versant Rhin, REMILLY est située au sein de l'entité des « plaines argileuses et humides, riches en grands étangs » dans la sous-entité de « la plaine de la Seille et de la Nied ». • Une implantation historique linéaire en fond de vallon de la Nied française. • Des vallées à la topographie peu marquée. • Une structure urbaine en dilatation sur les coteaux impactée par les différentes opérations d'aménagement. • Un développement historique directement tributaire de la présence de l'eau et d'infrastructures routières et ferroviaires marquant le paysage local.
REMILLY s'inscrit dans un cadre paysager agricole : • Un paysage presque intégralement dévolu à l'agriculture. • Des persectives visuelles ouvertes sur le grand paysage agricole. • Un paysage peu incisé par les vallées, seulement reconnaissables grace à leur ripisylve. • Des espaces boisés concentrés sur les points les plus hauts. • Une urbanisation développée due aux faibles contraintes physiques.
Le ban communal en lui-même a connu une dynamique paysagère soutenue depuis le milieu du XXe siècle, profondément transformé par les extensions urbaines autour du centre villageois. ➢ La dilatation urbaine sur les coteaux a transformé le paysage.
➢ Préserver les milieux naturels et les continuités écologiques du territoire. ➢ Protéger les espaces boisés résiduels cernés par les parcelles agricoles. ➢ Favoriser un développement urbain en cohérence avec la protection de la biodiversité et les éléments de Trame Verte et Bleue du SRCE Lorraine. ➢ Préserver les zones humides et leurs fonctionnalités, notamment en conservant les prairies permanentes. ➢ Protéger les abords du cours de la Nied française.

4. MILIEU PHYSIQUE ET OCCUPATION DU SOL

4.1. Topographie

Source : https://fr-fr.topographic-map.com

La topographie de la commune de REMILLY est légèrement vallonée avec des pentes plus marquées au sud-ouest de la commune. L'altitude moyenne est de 251 m avec une altitude maximale de 328 m au sud-ouest du territoire, dans le bois de Dain. Le bourg s'est développé au nord du territoire, sur la rive gauche de la rivière de la Nied Française.



4.2. Contexte géologique

a) Unités géologiques

Sources : Notice n°165 Saint-Avold et notice n°164 Metz du BRGM

Le sous-sol, au Sud-Ouest au Nord-Est du territoire, appartient essentiellement au système du Trias (supérieur). Il s'agit des formations suivantes :

- Rhétien : rhétien supérieur (Argiles de Levallois). Il s'agit d'une couche de marnes argileuses compactes brun rouge sombre à reflets et taches verdâtres lorsqu'elles sont inaltérées, rouge violacé à rouge brique aux affleurements. Ces argiles imperméables ne renferment aucun fossile.
- Rhétien : rhétien inférieur (Grès à passé conglomératiques et argiles schisteuses noires). Sous un matelas de schistes noirs, plus ou moins compacts mais très friables et altérables en paillettes après exposition à l'air, se présente un massif, en bancs souvent épais, de grès quartzeux blanchâtre, jaunâtre ou grisâtre, à groin fin, parfois faiblement micacé, à ciment légèrement calcaire ou siliceux, pyriteux avec débris ligniteux, lardé de zones ou joints argileux verts et noirs. De vastes surfaces boisées sont établies sur ce niveau siliceux fissuré et sur ses éboulis.
- Keuper supérieur : marnes irisées supérieures. Cette formation se caractérise par une succession assez uniforme, mais dont les affleurements souvent ravinés sont toujours nets, de marnolites verdâtres, grises, violacées, mauves ou rougeâtres, et minces passages de dolomie marneuse gris verdâtre ou jaunâtre.
- Keuper moyen : dolomie-moellon. Il s'agit de gros bancs massifs, durs, plus ou moins profondément fissurés, localement altérables en dalles ou feuillets minces, de dolomie calcaire gris blanchâtre ou jaunâtre, parfois marbrée de rouge violacé, caverneuse et celluleuse.
- Keuper moyen : marnes rouges gypseuses (Argiles ou Marnes de Chanville). D'une profondeur moyenne de 20 mètres, ces marnes rouges vifs comportent souvent des amas lenticulaires de gypse.
- Keuper moyen : Marnes à gypse et sel gemme (Marnes irisées inférieures). La formation essentiellement composée de marnolites aux teintes variées, grises, vertes, rouges ou violettes, conserve des caractères assez uniformes à travers foute sa masse sauf vers le sommet où apparaissent à diverses hauteurs des intercalations plus ou moins importantes de couches dolomitiques, parfois gréseuses

Tout au Sud-Ouest, une unité géologique du Jurassique (inférieur) domine le sous-sol : calcaires et marnes.

- Sinémurien - hettangien : alternances de calcaires et de marnes gris-bleues à gryphées. Ces assises constituent le couronnement dur et résistant de butte témoins. Ce sont des alternances de bancs calcaires marneux dur, épais de 20 à 40 cm, et de marnes souvent schisteuses, pouvant atteindre 80 cm d'épaisseur.

Enfin, sur la majorité de la commune, au-dessus des formations du Trias, sur l'axe Nord-Ouest/Sud-Est le long de la rivière, sont identifiées des formations du Quaternaire : limons et alluvions.

- Limons, ces formations dominent de vastes surfaces, notamment les zones agricoles et secteurs boisés ou de végétation dense. Leur nature est étroitement liée à celles des formations supports.
- Alluvions récentes, comblement de fond de vallées, tourbes, graviers, cailloutis. Ces dépôts donnent lieu à des aires planes, subhorizontales ou faiblement inclinées vers

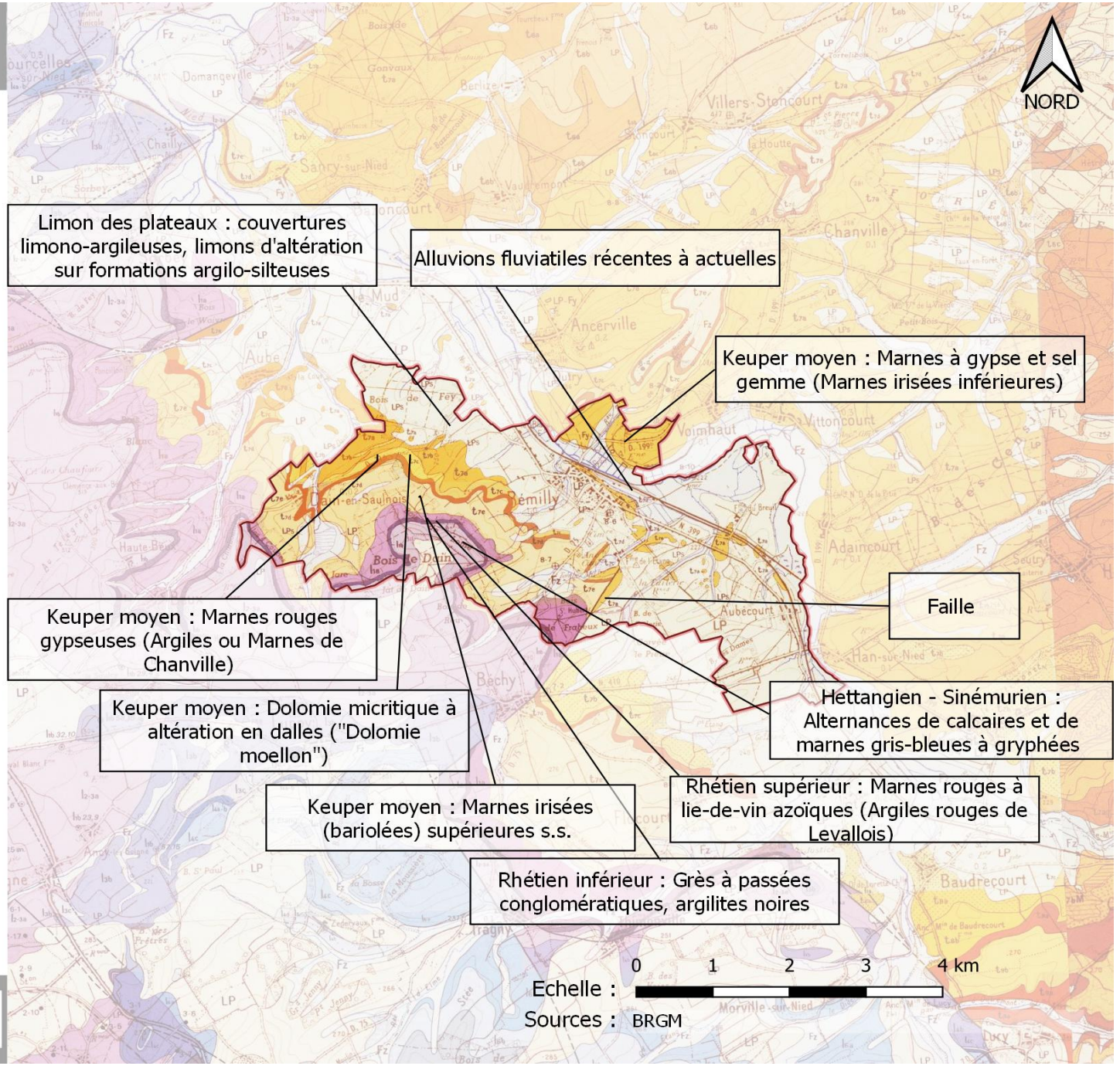
l'aval, de part et d'autre des cours d'eau. Ils se concentrent principalement à l'Est de la commune, le long de la Nied, et notamment aux abords des cours d'eau et sont essentiellement composé de matériaux de nature calcaire.

Les formations d'argiles, peuvent engendrer un aléa retrait gonflement. Ce dernier est d'intensité faible à moyen sur la commune de Rémilly (voir partie « Nuisances et risques »).

Aussi, la commune est concernée une faille en son centre. Elle peut présenter un enjeu en termes de stabilité des sols mais ne concerne pas le tissu urbain de la commune.

LEGENDE

Commune de Rémilly



b) *Ressource du sous-sol*

Source : SDC Moselle

Le département de la Moselle est concerné par un Schéma Départemental des Carrières (SDC) qui définit les conditions générales d'implantation des carrières. Le SDC de la Moselle a été publié en décembre 2002. Les orientations de ce schéma interviennent à plusieurs niveaux :

- Réduire la consommation des alluvionnaires ;
- Développer l'exploitation industrielle des autres ressources disponibles ;
- Améliorer l'accès aux gisements de minéraux, et en particulier aux alluvions ;
- Installer un observatoire de l'évolution des matériaux afin de pourvoir réajuster les orientations dans le domaine de l'offre et la domaine ;
- Réduire les impacts des exploitations sur leur milieu environnant et améliorer la requalification des sites au terme des activités correspondantes.

La loi ALUR du 24 mars 2014 a modifié l'article L. 515-3 du Code de l'Environnement et a ainsi réformé les SDC. Elle impose l'élaboration de schémas régionaux des carrières devant être mis en application au plus tard le 1er janvier 2020. Celui du Grand Est est en cours d'élaboration, avec un comité de pilotage et des comités techniques organisés depuis 2016.

Les sols dominants sur la commune sont des sols argileux. Les sols sont plus épais et fertiles à l'Est du territoire, avec le lessivage apporté par le passage de l'eau et des crues de la Nied Française. Les sols sont plus calcaires à l'Ouest de la commune. Le grès et le calcaire présents sur le territoire sont recensés comme ressource par le Schéma Départemental des Carrières. Peu de surfaces de ces ressources affleurent sur le territoire néanmoins. La commune ne possède aucune carrière ou ancienne carrière.

De plus la partie Nord et Est de la commune est recensée comme étant de sensibilité juridique 1 (interdiction d'exploitation) sur la zone Natura 2000 et 2 (délimitation ou protection forte) sur la ZNIEFF de type 1 et sur la zone humide au centre de la commune.

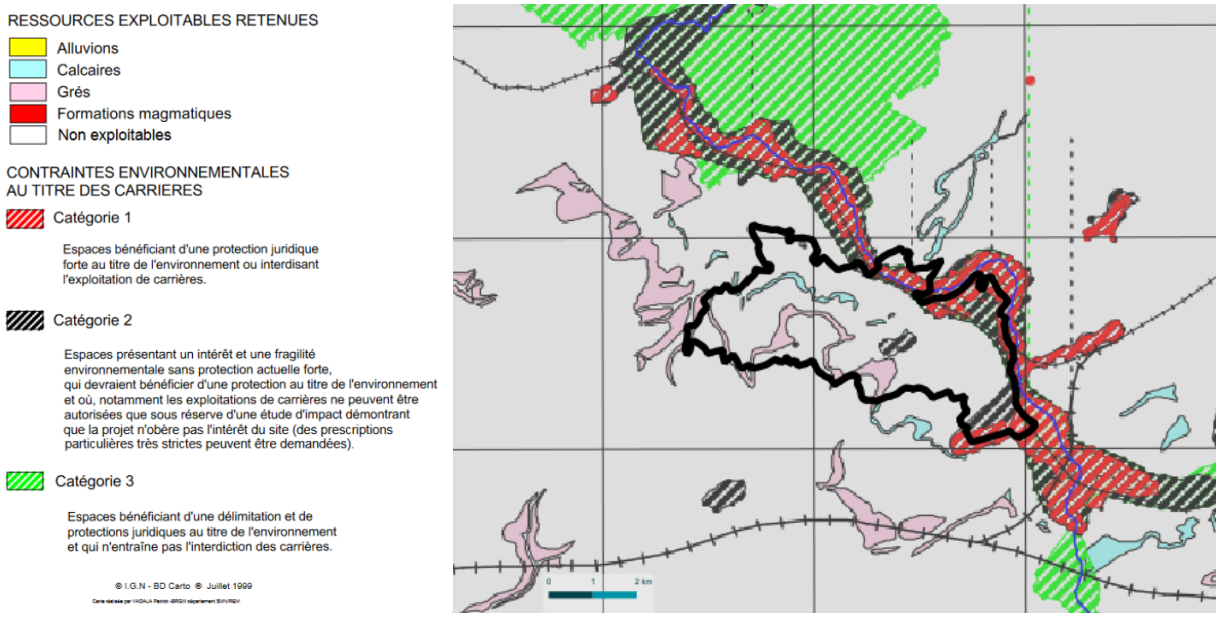


Schéma Départemental des Carrières de la Moselle, zoom sur la commune de Rémilly (Source : SDC Moselle)

4.3. Occupation du sol

c) Inventaire de l'occupation du sol

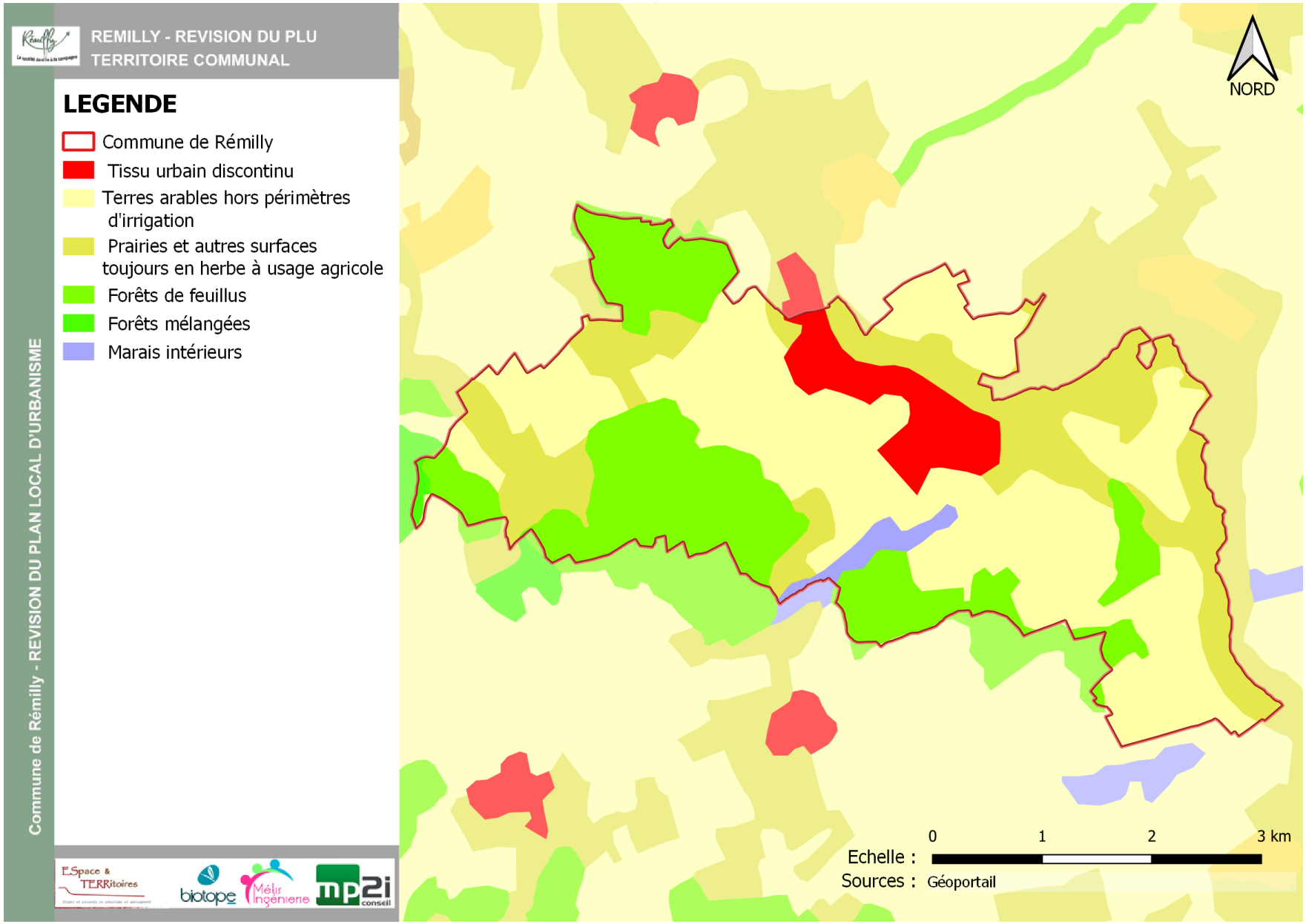
Source : Corine Land Cover, Géoportail, IGN

Le territoire de Rémilly est principalement composé d'une plaine agricole ouverte avec des terres arables et des prairies.

En prenant les données Corine Land Cover (2018), les terres arables représentent 44 % du territoire et les prairies 23 %. Le tissu urbain, concentré au Nord du territoire, ne constitue que 6 % du territoire. L'occupation du sol est répartie comme ceci :

- Forêts : 488 ha, soit 26 %
- Prairies : 430 ha, soit 23 %.
- Terres arables : 830 ha, soit 44 %.
- Zones urbanisées : 115 ha, soit 6 %.
- Zones humides (marais intérieurs) : 28 ha, soit 1 %

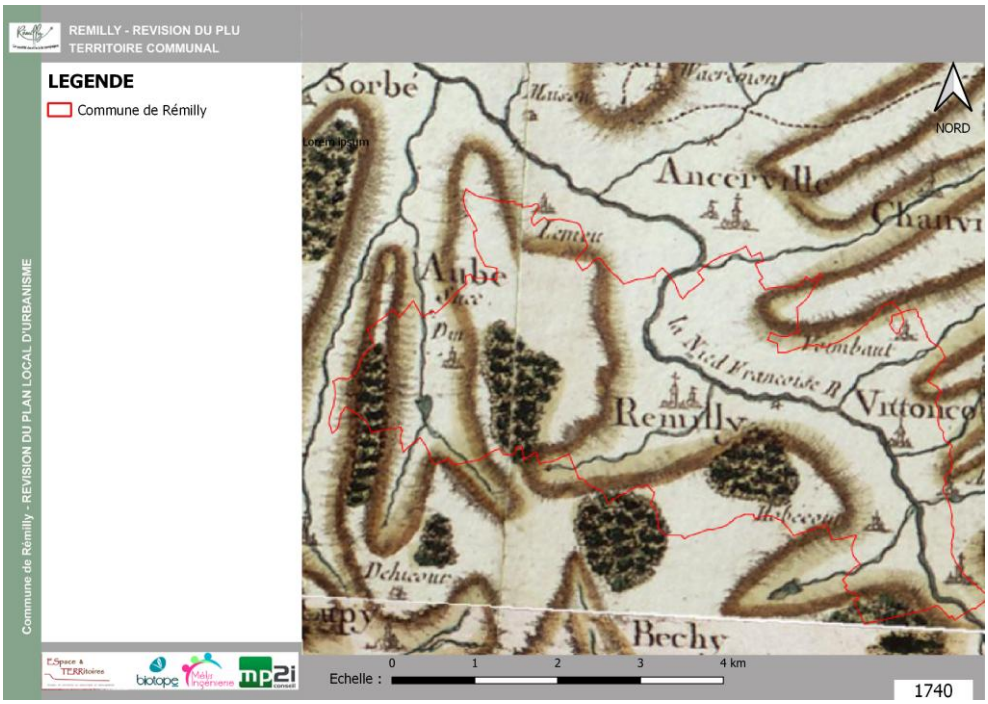
Par ailleurs, selon les données Corine Land Cover, entre 1990 et 2018, le tissu urbain s'est légèrement développé au détriment des espaces agricoles (perte de 10 ha) et des prairies (perte de 2 ha).


REMILLY - REVISION DU PLU
TERRITOIRE COMMUNAL
LEGENDE
Commune de Rémilly
Tissu urbain discontinu
Terres arables hors périmètres d'irrigation
Prairies et autres surfaces toujours en herbe à usage agricole
Forêts de feuillus
Forêts mélangées
Marais intérieurs
Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME
NORD
0
1
2
3 km
Echelle :
Sources : Géoportail

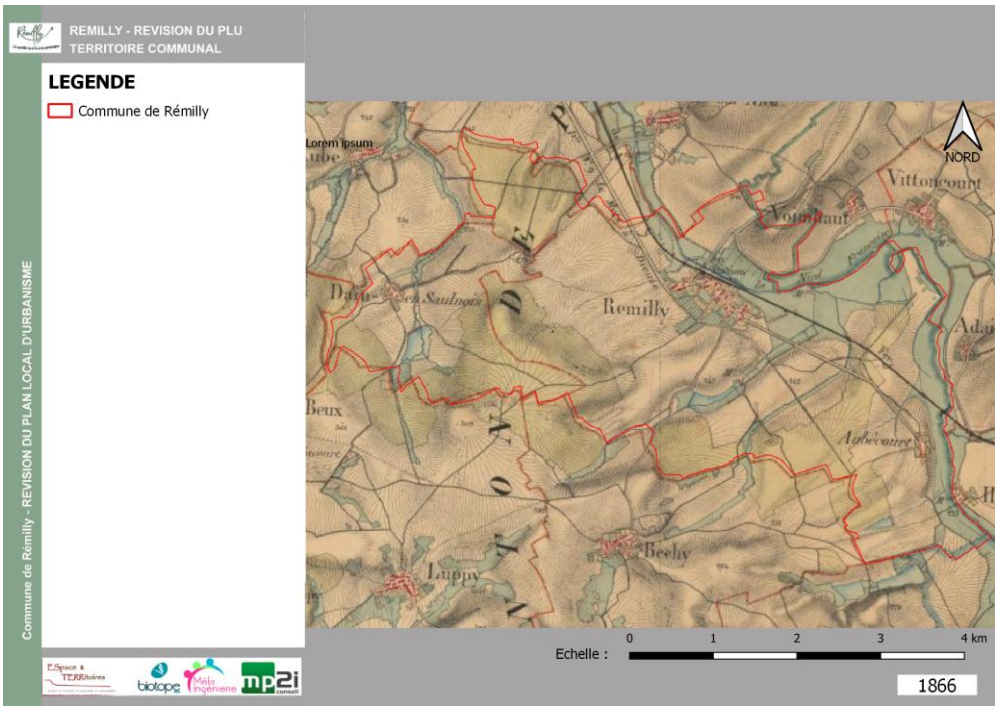
Evolution de la consommation de l'espace

L'organisation du territoire de Rémilly a toujours été composée d'une plaine agricole avec des massifs forestiers séparés (Bois de Fraheux, Bois de Fey, Bois de Dain). Le noyau urbain s'est très peu développé entre 1740 et 1866 comme le montrent les cartes suivantes. Au Sud, l'étendue du massif forestier semble avoir légèrement diminué.

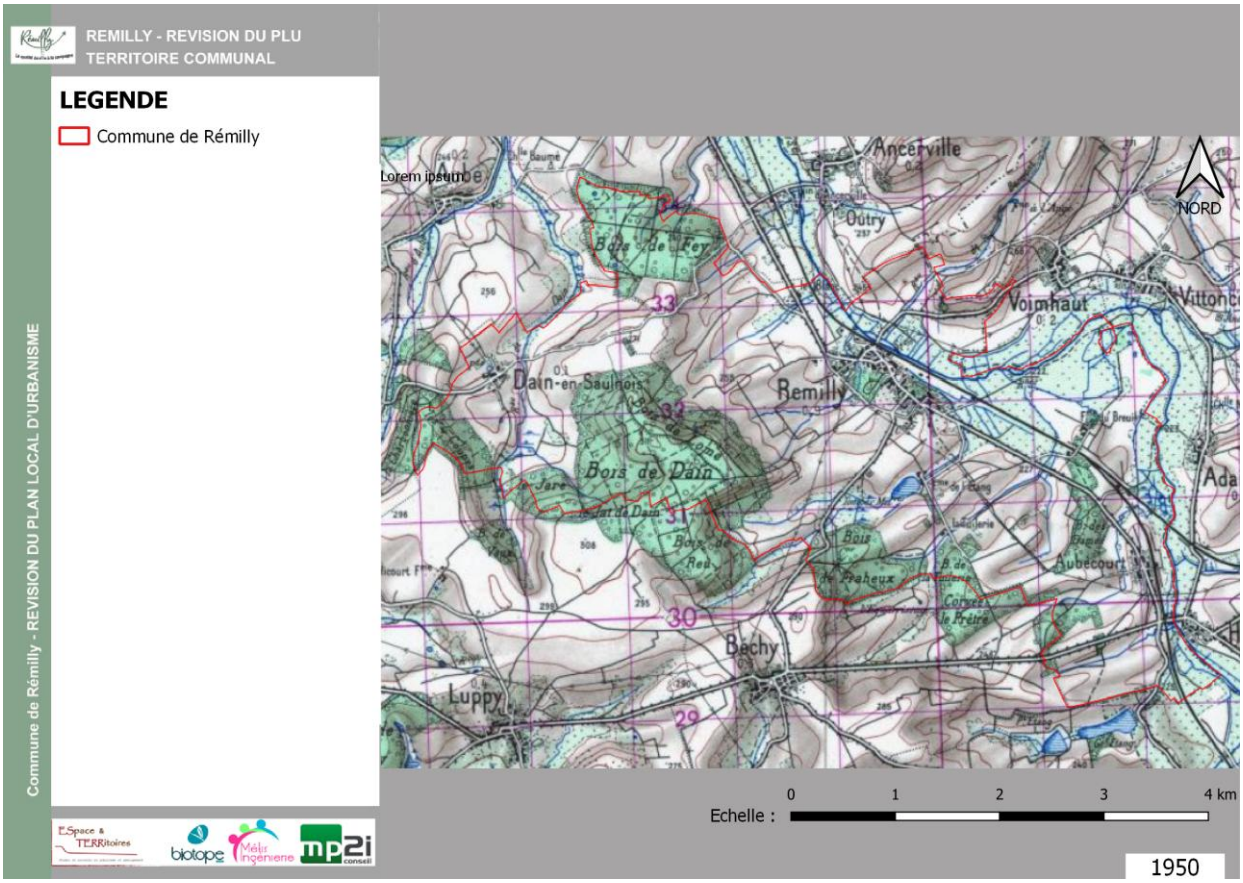
Carte de Cassini (Biotope)



Carte de l'Etat Major – 1866 (Biotope)



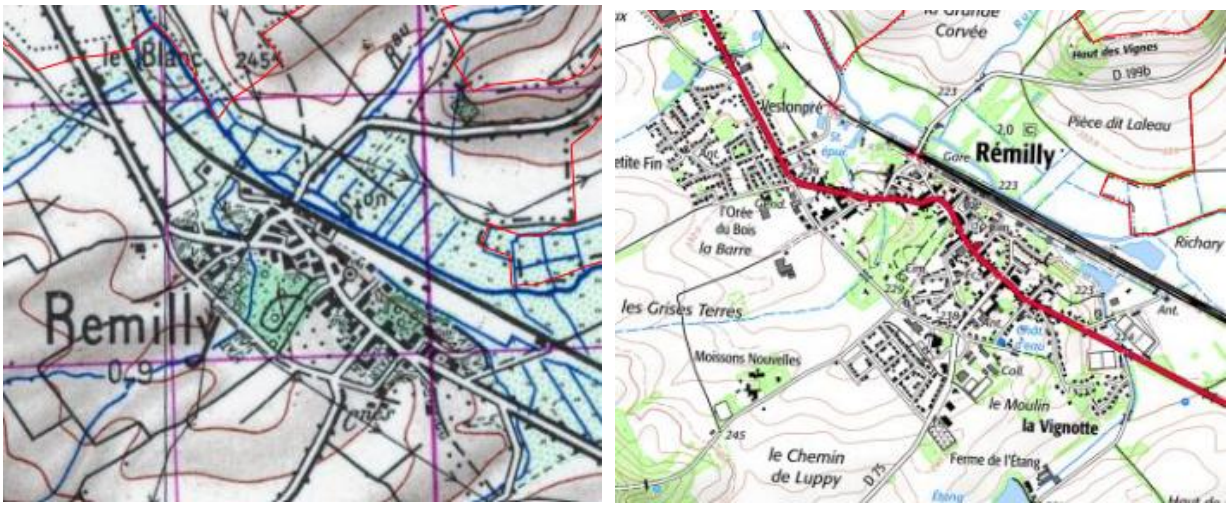
Entre 1866 et 1950, le territoire n'a pas connu une expansion significative.



Evolution de l'enveloppe urbaine d'après le Scan50 historique de 1950 (Biotope)

De 1950 à aujourd'hui, le tissu urbain s'est légèrement densifié avec la construction d'un lotissement le long de la route au Nord du bourg historique, ainsi qu'un second au Sud du

centre-ville. Dans la continuité de ce second lotissement, de nouvelles maisons individuelles sont en cours de construction.



Evolution de l'enveloppe urbaine d'après la carte IGN (à droite) et le Scan 50 historique de 1950 (à gauche)

4.4. Diagnostic forestier

La commune de Rémilly est couverte par 488 ha de forêt dont 139 ha soit 28,5% de forêt communale, 256 ha soit 52,5% de forêt domaniale et 19% de forêt privée.

La forêt domaniale appartient à l'ensemble forestier de la forêt domaniale des six cantons.

La forêt communale de Rémilly occupe 138,67 ha et est composée principalement de chênes (55%), de charmes (18%), de frênes (12%) ainsi eu de feuillus précieux (8%), d'hêtres (4%), d'épicéas (2%) ainsi que de feuillus divers (1%).

Cette forêt communale est issue d'un traitement de conversion en futaie régulière (vieillissement du peuplement initial et rajeunissement naturel partiellement engagé). Le plan d'aménagement forestier 2010-2024 de Rémilly préconise de poursuivre le rajeunissement par le renouvellement par zone des plus vieux peuplements pour rééquilibrer les classes d'âges des peuplements.

La forêt communale est constituée de 6 massifs répartis de l'Est au Sud de la commune qui accueillent de grands mammifères tels que des chevreuils et des sangliers. Des renards et mustélidés sont également présents.

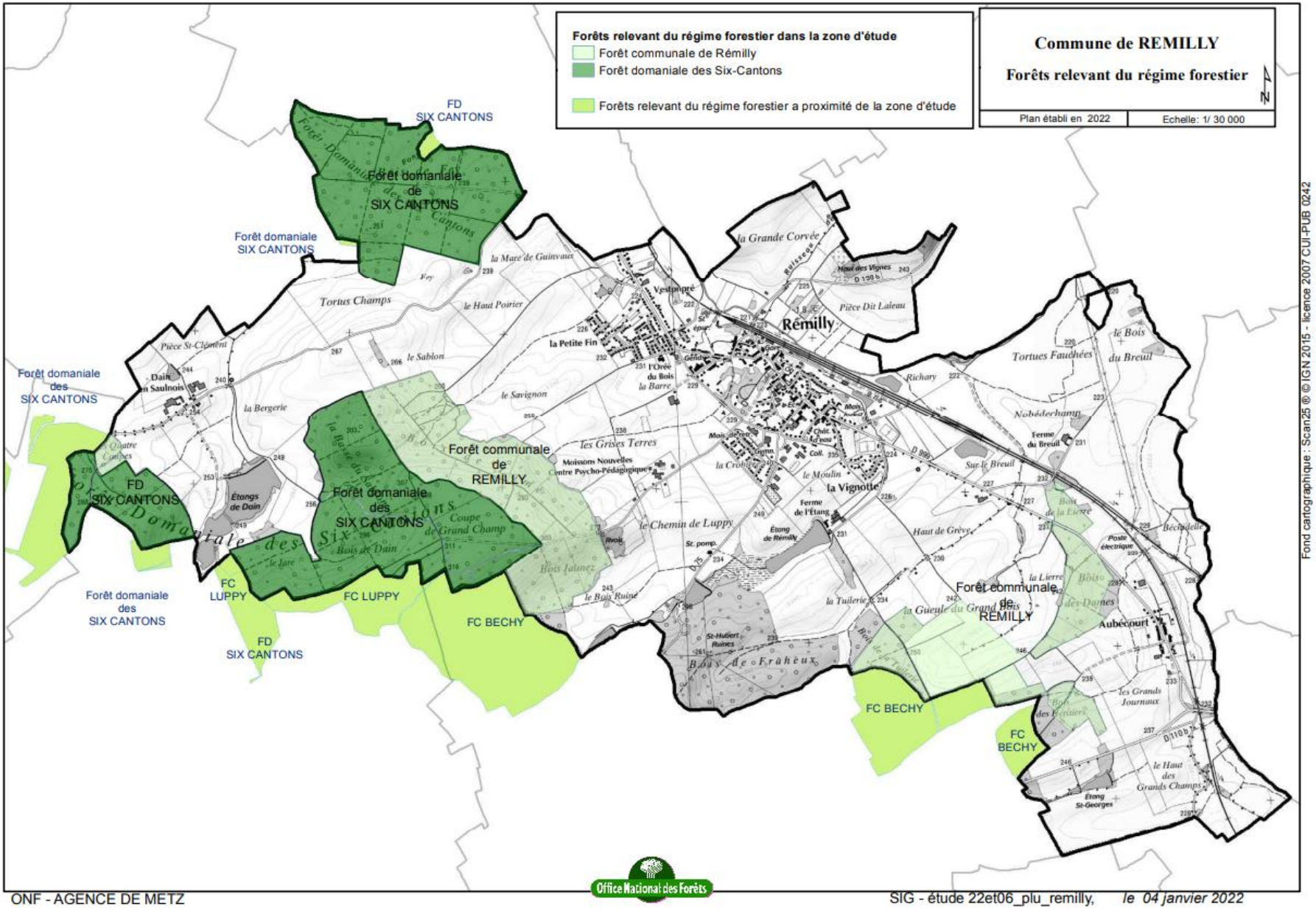
Le plan d'aménagement préconise par ailleurs de conserver 2 arbres creux par hectare et un gros arbre mort ou sénescent par hectare afin de constituer des habitats favorables aux pics, oiseaux, chauve-souris et de manière plus générale favorable à la petite faune et la flore.

Parmi les forêts présentent sur le territoire communal, les parties de forêt domaniale des Six Cantons, la forêt communale de Rémilly pour les bois Jaunez, Tuileries, des Dames, de la Lierre, de Lomé, des Héritiers relèvent du régime forestier.

Lisière du bois de Fraheux, champs de colza et pâturage au Sud de la commune de Rémilly (Biotope)



Carte des forêts relevant du régime forestier sur la commune de Rémilly issue du porté à connaissance de l'Etat (source : ONF, préfecture de la Moselle)



Carte des parcelles forestières communales (source : Pan d'aménagement forestier de la commune de Rémilly, ONF)



4.5. Hydrographie

a) Document Cadre, le SDAGE du bassin Rhin-Meuse.

Source : SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027

La Loi sur l'Eau de 1992 a créé deux nouveaux outils de planification : le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et les SAGE (Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux). De plus, par l'adoption le 23 octobre 2000 de la directive cadre sur l'eau (DCE), l'Union Européenne s'est engagée à donner une cohérence dans l'ensemble de la politique dans une perspective de développement durable.

Le SDAGE fixe pour chaque bassin hydrographique métropolitain les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect des principes de la loi sur l'eau.

La commune de Rémilly est concernée par le SDAGE 2022-2027 du bassin Rhin-Meuse, adopté le 22 mars 2022. Les documents d'urbanisme - les Schémas de cohérence territoriale (SCOT) et à défaut les Plans locaux d'urbanisme (PLU) - doivent être compatibles avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE (voir articles L.111-1-1, L.122-1-13 et L.123-1-10 du Code de l'urbanisme).

Les objectifs environnementaux fixés par le SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027, pour le district du Rhin sont les suivants :

- Un bon état écologique pour au moins 50 % des masses d'eau de surface (tout ou partie d'un cours d'eau).
- Un bon état chimique des eaux de surface porté à 28 % (déclassement des masses d'eau par l'introduction de nouvelles substances par la directive Européenne 2013/39) et 67 % pour les eaux souterraines.
- Un bon état quantitatif des eaux souterraines : seule la nappe des Grès du Trias inférieur (secteur de Vittel) est concernée. L'objectif d'un retour à l'équilibre est reporté à 2027.
- La réduction/suppression des substances dangereuses : avec des exigences de résultats très fortes pour les plus gros contributeurs.

La commune de Rémilly n'est pas concernée par un SAGE.

b) Eaux superficielles

Sources : SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027 ; INERIS – Etat des lieux du SDAGE 2019, Syndicat des Eaux Vives des 3Nied.

Le territoire de Rémilly appartient au bassin versant Moselle-Sarre et est situé dans le sous-bassin de la Nied Française (superficie de 504 km²).

La commune de Rémilly est concernée par plusieurs cours d'eau : la Nied Française qui traverse la commune sur sa partie Nord, d'Est en Ouest. Rivière longue de 59 km, elle rejoint la Nied Allemande à Condé-Northen pour former la Nied Réunie.

La commune est également traversée par le ruisseau de l'étang du Moulin, long de 4,25 km, prenant sa source dans la commune voisine de Béchy et se jetant dans la Nied Française à Rémilly.

Le ruisseau de Dain, qui traverse l'Ouest de la commune, long de 5 km et prenant sa source dans la commune voisine de Luppy, est aussi un affluent de la Nied Française via le ruisseau de l'Aube. Au Sud de la commune passe le ruisseau des étangs de Flocourt, lui aussi un affluent de la Nied Française. Enfin, au Nord-Ouest de la commune, passe le ruisseau de Bermont, affluent de la Nied Fançaise prenant sa source dans la commune de Voimhaut.

La commune de Rémilly présente également de nombreux ruisseaux temporaires dont les noms ne sont pas répertoriés. Ils maillent la commune selon un axe Sud-Nord et se situent autour de la Nied Française dans laquelle ils se jettent (cf carte 8).

La commune de Rémilly est également concernée par des plans d'eau dont le groupement le plus important sont les étangs de Dain (3 étangs côte à côte, 9 ha). Ces étangs sont traversés par le ruisseau de Dain. Au centre de la commune, au milieu d'une zone humide, se trouve l'Etang de Rémilly (4,8 ha), traversé par le ruisseau de l'étang du Moulin. Au Sud de la commune se situe l'étang Saint George (1,2 ha).

D'autres étangs privés se trouvent sur la commune, notamment proches de la Nied Française sans avoir a priori de noms particuliers.



Etang privé en face de la déchèterie de Rémilly (Biotope)

Selon le SDAGE Rhin-Meuse, seule la Nied Française est considérée comme une masse d'eau superficielle : elle est découpée en deux entités : FRCR416 « Nied Française 1 » et FRCR417 « Nied Française 2 ». La partie de la Nied Française passant par la commune de Rémilly appartient à l'entité FRCR416 « Nied Française 1 ».

Aucune station de prélèvement de la qualité des eaux est présente sur la commune de Rémilly. La plus proche est à Baudrecourt pour mesurer la qualité de l'eau de la « Nied Française 1 ».

Qualité des masses d'eau FRCR416 « Nied Française 1 » et FRCR417 « Nied Française 2 »

La détérioration, qualitative ou quantitative, de l'eau est analysée par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse qui dresse un bilan de l'état des masses d'eau superficielles principales selon deux critères : l'écologie et la chimie. Le but étant d'identifier les masses d'eaux dégradées et l'origine de ces dégradations afin d'orienter les mesures de restauration aboutissant à un « bon état ». Suivant la nature de la dégradation, les échéances définies pour atteindre ce « bon état » varient entre 2015 et 2033. En prenant en compte ces objectifs écologiques et chimiques on obtient l'objectif de « bon état global » des eaux.

Selon le SDAGE Rhin-Meuse 2016-2021, l'état des lieux de 2019 et le SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027 l'évolution de la qualité de cette masse d'eau superficielle est la suivante :

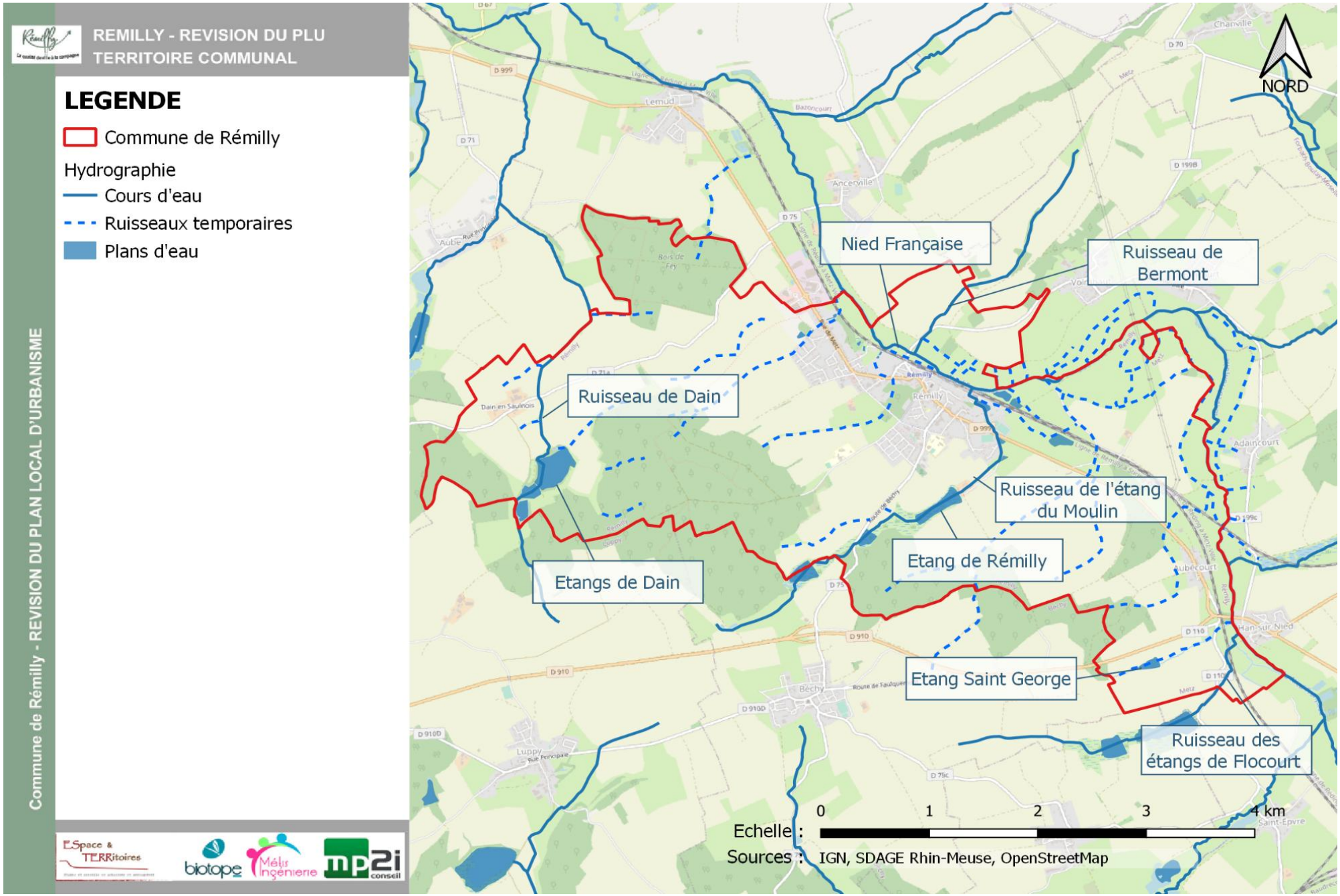
	Objectif SDAGE Rhin-Meuse 2016-2021		***Etat des lieux du SDAGE 2019***		***Objectif SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027***		
Masse d'eau	*Etat écologique, délais*	*Etat chimique, délais*	*Etat écologique*	*Etat physico-chimique*	*Etat écologique, délais*	*Etat chimique sans ubiquistes, délais*	*Etat chimique avec ubiquistes, délais*
FRCR416 « Nied Française 1 »	Bon état, 2027	Bon état, 2027	Etat moyen	Mauvais état (bon état sans ubiquistes)	Objectif moins strict, 2027	Bon état, 2021	Bon état, 2033
FRCR417 « Nied Française 2 »	Bon état, 2027	Bon état, 2027	Etat moyen	Bon état	Objectif moins strict, 2027	Bon état, 2033	Bon état, 2033

La Nied Française est concernée pour ses deux parties par un objectif d'état écologique moins strict fixé par le SDAGE, lorsque la masse d'eau ne présente pas un bon état à l'état des lieux de 2019. Ainsi le délai pour que les coûts prévisionnels des mesures soient acceptables est fixé au-delà de 2027. Il en est de même pour la mise en œuvre des mesures liées aux contraintes techniques.

L'ensemble de la masse d'eau « Nied Française » avait pour objectif un bon état pour 2027. Les raisons de la requalification des délais pour l'atteinte d'un bon état écologique de cette masse d'eau sont des coûts disproportionnés, les conditions naturelles de la rivière et la faisabilité technique.
Cette masse d'eau se trouvant dans une zone de céréaliculture et polyculture élevage, elle est sujette à des pressions d'origines agricoles dues aux produits phytopharmaceutiques, aux nitrates et autres rejets liés à l'élevage. L'origine du report du bon état pour la masse d'eau FRCR416 « Nied Française 1 » étant notamment motivée par la présence d'Isoproturon (herbicide) et de Benzo(a)pyrène (polluant de l'air issu de combustion incomplète).

Pour finir, l'ensemble de la commune est concerné par des zones vulnérables aux nitrates définies par l'arrêté du 31 août 2021 désignant les zones vulnérables du bassin Rhin-Meuse. Ces zones sont issues de la « directive nitrate » de l'Union Européenne, dont l'objectif est de protéger les eaux souterraines et les eaux de surface contre les pollutions provoquées par les nitrates d'origine agricole et de prévenir toute nouvelle pollution de ce type. A ces zones

s’applique un programme d’action national (PAN) consolidé le 14 octobre 2016, et complété par le plan d’action régional (PAR) Grand Est, signé le 9 août 2018. Le plan d’action comprend des mesures visant la protection des eaux : encadrement des périodes d’épandage, couverture végétale, gestion adaptée des terres, etc.



Réseau hydrographique (Biotope)

c) *Eaux souterraines*

Sources : BRGM, SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027, SCOTAM

La commune de Rémilly est concernée par deux masses d'eau souterraines, **l'une au-dessus de l'autre** : la masse d'eau souterraine « Domaine du Lias et du Keuper de plateau lorrain versant Rhin » (FRCG108) et la masse d'eau « Grès du Trias inférieur au Nord de la faille de Vittel » (anciennement appelée « Grès vosgien captif non minéralisé » ; FRCG105). Ces masses d'eau ne font pas l'objet d'un SAGE.

Masse d'eau souterraine « Domaine du Lias et du Keuper de plateau lorrain versant Rhin »
Cette masse d'eau est de type « imperméable localement aquifère ». Elle s'étend sur 6 466 km². Le plateau lorrain versant Rhin est composé d'une vaste zone peu aquifère, comportant des aquifères locaux de grès du rhétien, grès à roseaux et dolomies du Keuper et des buttes témoins de calcaires du Dogger. La limite Ouest de cette masse d'eau correspond à celle du bassin versant hydrographique du Rhin.

Cette masse d'eau présente une ressource limitée malgré sa surface importante (environ 7 000 km²). L'aquifère est compris entre deux formations marneuses qui limite la recharge de l'aquifère et le débit disponible. Ainsi cette masse d'eau est très peu exploitée et les prélèvements sont en baisse.

L'état qualitatif de cette nappe est jugé « pas bon » dû à la présence de nitrates et particules issues de produits phytopharmaceutiques. L'Agence de l'Eau a reporté l'objectif de bon état à 2039 à cause de la présence de métabolites de molécules phytosanitaires interdites et autorisés et, au vu de la rémanence de ces molécules et de l'ampleur des mesures à mettre en place pour atteindre le bon état qualitatif de cette masse d'eau. Néanmoins, l'Agence de l'Eau maintient l'objectif de bon état chimique pour 2027.

Masse d'eau « Grès du Trias inférieur au nord de la faille de Vittel »
Cette masse d'eau est de type « Dominante sédimentaire ». Elle s'étend sur 11 145 km² dont 1 901 km² libre. Elle représente le réservoir d'eau potable stratégique de la Lorraine. La masse d'eau correspond à la partie libre et sous couverture des grès du Trias inférieur au Nord de la faille de Vittel, hors bassin houiller (correspond à la masse d'eau souterraine FRCG118). Elle est limitée à l'Ouest par la limite de salinité à 1g/l de résidu sec.

L'état qualitatif et quantitatif de cette masse d'eau est jugé « bon ». Il n'y a pas de risque quantitatif sur cette masse d'eau.

Masse d'eau	***Etat des lieux du SDAGE 2019***		***Objectif du SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027***	
	Etat quantitatif	*Etat chimique*	*Etat quantitatif, délais*	*Etat chimique, délais*
FRCG105 « Grès du Trias inférieur au nord de la faille de Vittel »	Bon état	Bon état	Bon état, 2015	Bon état, 2015
FRCG108 « Domaine du Lias et du Keuper du plateau lorrain versant Rhin »	Bon état	Mauvais état	Bon état, 2015	Bon état, 2039

Synthèse

Atouts et opportunités
<u>Topographie :</u> • Développement du bourg sur la plaine et sur les rives de la Nied Française. <u>Contexte géologique :</u> • Des sols épais alluvionnaires et fertiles. • Des documents cadres (SRC en cours d'élaboration et SDC) • Des gisements de matériaux identifiés sur le territoire : grès et calcaires • Sensibilité juridique 1 et 2 dans les secteurs Nord-Est et Est de la commune <u>Occupation des sols :</u> • Des milieux naturels bien représentés (26 % de milieux boisés et 23 % de milieux prairiaux) • Des prairies permanentes dans la SAU agricole liées la présence d'élevage extensif et de zones humides. • Une urbanisation maîtrisée qui a permis de limiter les zones d'habitats diffus <u>Hydrographie :</u> • La Nied Française, ses affluents et les nombreux étangs présents sur la commune enrichissent le paysage. <u>Masses d'eau souterraines</u> : • La masse d'eau souterraine « Grès du Trias inférieur au Nord de la faille de Vittel » présente un bon état quantitatif et qualitatif depuis 2015.
Faiblesses et menaces
<u>Topographie :</u> • Une topographie légèrement vallonée et un territoire présentant un dénivelé important de 100 m. <u>Contexte géologique :</u> • Une bande de sol d'argile semi-gonflante au Sud de la commune pouvant présenter des risques. <u>Occupation des sols :</u> • Une extension du tissu urbain au détriment des espaces agricoles entre 1990 et 2018. <u>Hydrographie :</u> • Cours d'eau délimitant le bourg à l'Est et au Sud et quelques ruisseaux temporaires le traversant selon un axe Ouest-Est • Des possibilités d'inondations sur la majeure partie de la commune dû au maillage des cours d'eau. • Un état écologique moyen et un état chimique mauvais de la rivière de la Nied Française. • Des eaux superficielles soumises à des pressions agricoles et industrielles.
Indicateurs possibles
• Evolution des espaces urbanisés, agricoles et naturels • Evolution de la qualité des cours d'eau

Enjeux
• Limiter la consommation d'espaces en privilégiant l'identification des dents creuses • Préserver et maintenir les espaces boisés et agricoles • Préserver et maintenir les élevages extensifs sur le territoire car ils participent à la préservation des prairies permanentes et temporaires • Préserver et maintenir les cours d'eau et la ripisylve associée • Améliorer l'état chimique et écologique de la Nied Française et donc participer à la réalisation des objectifs du SDAGE
Sources
BRGM, SDAGE Rhin-Meuse, Corine Land Cover 2018, RPG 2018, IGN, Schéma Départemental des Carrières de Moselle, SCOTAM.

5. MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE

5.1. Zonages de protections réglementaires

a) Site Natura 2000

Source : INPN

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. Il correspond à deux types de sites :

- Les zones de protections spéciales (ZPS), visant la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la Directive « Oiseaux » ; pour déterminer ces sites, un inventaire avait été réalisé, dénommé ZICO, Zones d'Importance pour la Conservation des Oiseaux.
- Les zones spéciales de conservation (ZSC), visant la conservation des habitats, des espèces animales et végétales figurant aux annexes I et II de la Directive « Habitats ». Certains sites sont désignés sites d'importance communautaire (SIC) avant d'être désignés ZSC.

Ces sites bénéficient d'une protection renforcée : tout projet susceptible de leur porter atteinte doit faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000. De plus, ces sites disposent ou disposeront à terme d'un Document d'Objectifs (DOCOB) qui précise les activités et/ou occupations du sol interdites, réglementées ou favorisées. Cependant, ces sites Natura 2000 ne sont pas des « sanctuaires de nature » d'où l'homme serait exclu. Parfois, certaines activités doivent même être favorisées parce qu'elles sont nécessaires à la conservation des habitats ou des espèces concernées.

Un site Natura 2000 se trouve en partie sur la commune de Rémilly. Il s'agit de la ZSC FR4100231 – « Secteurs halophiles et prairies humides de la vallée de la Nied ». 9,5% de cette ZSC est située sur le territoire communal.

Cette ZSC est composée majoritairement de prairies de fauche et de cultures céréalières extensives (incluant les cultures en rotation avec une jachère régulière) mais possède des habitats remarquables tels que des prés salés intérieurs, des friches humides (mégaphorbiaie) et la présence d'une rivière (la Nied Française).

On retrouve deux espèces sur liste rouge nationale au sein de cette ZSP : le Crapaud commun (*Bufo bufo*) ainsi que la Laîche à épis d'orge (*Carex hordeistichos*).

Les habitats les plus remarquables mis en évidence sont : les prairies humides incluant des secteurs de prés salés et une tourbière alcaline. Ces prés salés sont notamment favorables au Céraiste douteux (*Dichodon viscidum)* et au Troscart maritime (*Triglochin maritima)*.



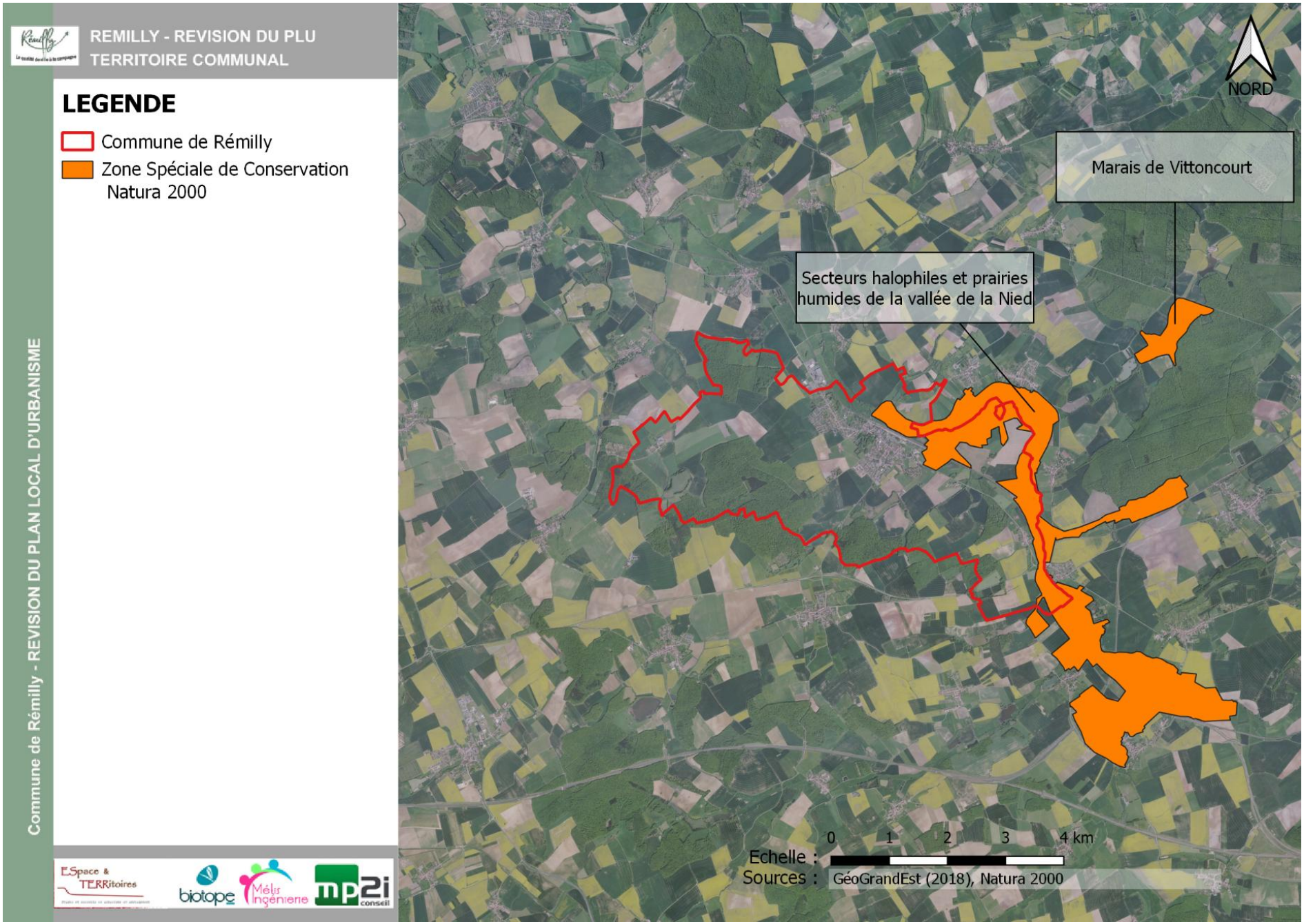
Crapaud commun (INPN, J.C. de Massary)



Laîche à épis d'orge
Pie-grièche écorcheur (INPN, Y.Martin)



Troscart Maritime (INPN, O.Roquinarc'h)



Zonage Natura 2000 – Zone Spéciale de Conservation (source : INPN)

b) *Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB)*

L'Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB) est pris par le préfet en application de l'article R. 411-15 du code de l'environnement. L'objectif est de tendre « à favoriser la conservation de biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie de ces espèces ». Il interdit ou réglemente les activités pour protéger le milieu abritant le biotope. Il fait l'objet d'une publicité légale et est consultable en préfecture et en mairie. Les mesures de protection imposées sont définies dans chacun des décrets préfectoraux les instituant.

Aucun arrêté n'est recensé sur le territoire de Rémilly.

c) *Sites inscrits et sites classés*

Les sites inscrits et les sites classés sont des protections fortes qui permettent également de protéger les formations naturelles remarquables (cf. Partie « Paysages et patrimoine »)

Rémilly ne compte aucun site naturel classé ou inscrit. Le site le plus proche est un site inscrit, situé à environ 10,5 km au Nord de Rémilly. Il s'agit du parc du château d'Urville.

d) *Zones humides*

Selon le code de l'environnement, une zone humide est un « terrain, exploité ou non, habituellement inondé ou gorgé d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année » (Art. L. 211-1 du Code de l'environnement). Ainsi, deux critères définissent une zone humide : la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle (critère pédologique) et l'existence de plantes hygrophiles (critère botanique).

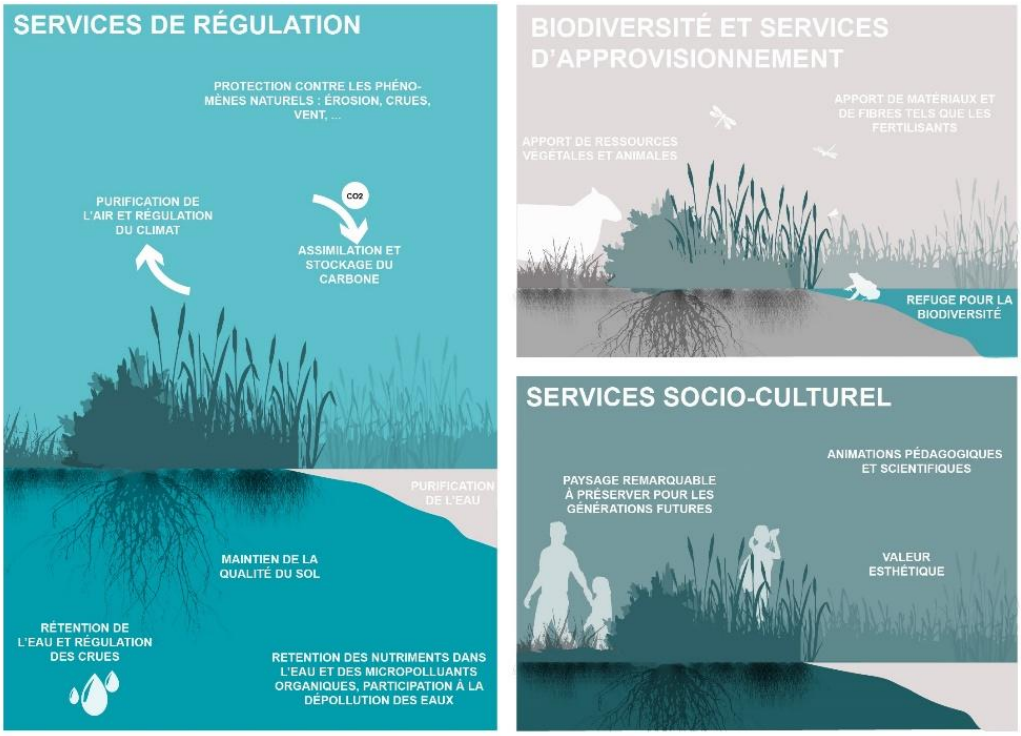
Depuis le XX^{ème} siècle, la surface nationale des zones humides a diminué de 67 %, du fait de l'intensification des pratiques agricoles, des aménagements hydrauliques inadaptés et de la pression d'urbanisation.

Les zones humides sont des motifs naturels essentiels à préserver pour le maintien de l'équilibre du vivant. En lien avec leurs caractéristiques intrinsèques, les zones humides sont parmi les milieux les plus productifs du monde et fournissent de multiples services écosystémiques parmi lesquels :

- L'écrêtement des crues et le soutien d''étiage : les zones humides atténuent et décalent les pics de crue en ralentissant et en stockant les eaux. Elles déstockent ensuite progressivement les eaux, permettant ainsi la recharge des nappes et le soutien d'étiage.
- L'épuration naturelle : les zones humides jouent le rôle de filtres qui retiennent et transforment les polluants organiques (dénitrification) ainsi que les métaux lourds dans certains cas, et stabilisent les sédiments. Elles contribuent ainsi à l'atteinte du bon état écologique des eaux.
- Un support pour la biodiversité : étant donné l'interface milieu terrestre / milieu aquatique qu'elles forment, les zones humides constituent des habitats de choix pour de nombreuses espèces animales et végétales.

- Des valeurs touristiques, culturelles, patrimoniales et éducatives : les zones humides sont le support de nombreux loisirs (chasse, pêche, randonnée…) et offrent une valeur paysagère contribuant à l'attractivité du territoire. La richesse en biodiversité des zones humides en fait des lieux privilégiés pour l'éducation et la sensibilisation à l'environnement du public.

Les zones humides sont aujourd'hui reconnues comme des milieux particulièrement importants à maintenir et à restaurer. Elles sont ainsi protégées par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA, 2006), et font l'objet d'inventaires de plus en plus précis.



Les principales fonctions écosystémiques des zones humides (source : Biotope)

A l'échelle de la Moselle, plusieurs inventaires de zones humides ont été menés :

- **Les zones humides remarquables sur le Bassin Rhin-Meuse**. Il s'agit des zones humides remarquable identifiées par le SDAGE. Elles correspondent aux zones humides intégrées dans les réserves naturelles, les ENS ou aux Zones humides remarquables (ZHR) désignés par les Départements. Dans le cas où les départements ne sont pas dotés de sites ENS ou de ZHR désignés, elles s'intègrent dans les ZNIEFF, sites Natura 2000 ou dans les sites concernés par un arrêté de protection de biotope. Ainsi, cette typologie de zones humides abrite une biodiversité exceptionnelle et présente un état écologique préservé à minima. Elles font l'objet de dispositions particulières dans le SDAGE Rhin-Meuse.
- **Les zones à dominante humide (ZDH) sur le territoire de la Lorraine**. Il s'agit d'une cartographie d'alerte qui permet de définir des secteurs à forte probabilité de présence de zones humides, où le caractère humide au titre de la loi sur l'eau ne peut pas être certifié à 100 %. Une vigilance particulière doit ainsi être portée sur ces zones.

A la lumière de ces différents inventaires, la commune de Rémilly est concernée par la présence de zones humides remarquables : les prairies humides bordant la rivière de la Nied Française sous l'appellation « Vallée de la Nied Française de Vatimont à Landonvillers » ainsi qu'une zone humide de prés salés à l'Est de la commune sous la dénomination « Marais salé de Rémilly ».

De plus, de nombreuses zones potentiellement humides à probabilité forte ont été mises en évidences : aux abords du réseau hydrographique du territoire communal (Nied Française, Ruisseau de Dain, Ruisseau de l'étang du Moulin, Ruisseau de Bermont, Ruisseau des étangs de Flocourt), notamment sur les zones de fond de vallées, au niveau du bourg et du Nord-Est de la commune.
Ces zones humides peuvent être considérées comme des zones humides intermédiaires. Le SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027, identifie les zones humides comme des zones naturelles d'intérêt majeur dans le cycle de l'eau. Ainsi le SDAGE préconise de prendre en compte l'ensemble des zones humides présentes et de les préserver dans les projets. Les PLU constituent un moyen d'inventorier les zones humides ordinaires, une priorité selon le SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027.

REMILLY - REVISION DU PLU
TERRITOIRE COMMUNAL

Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

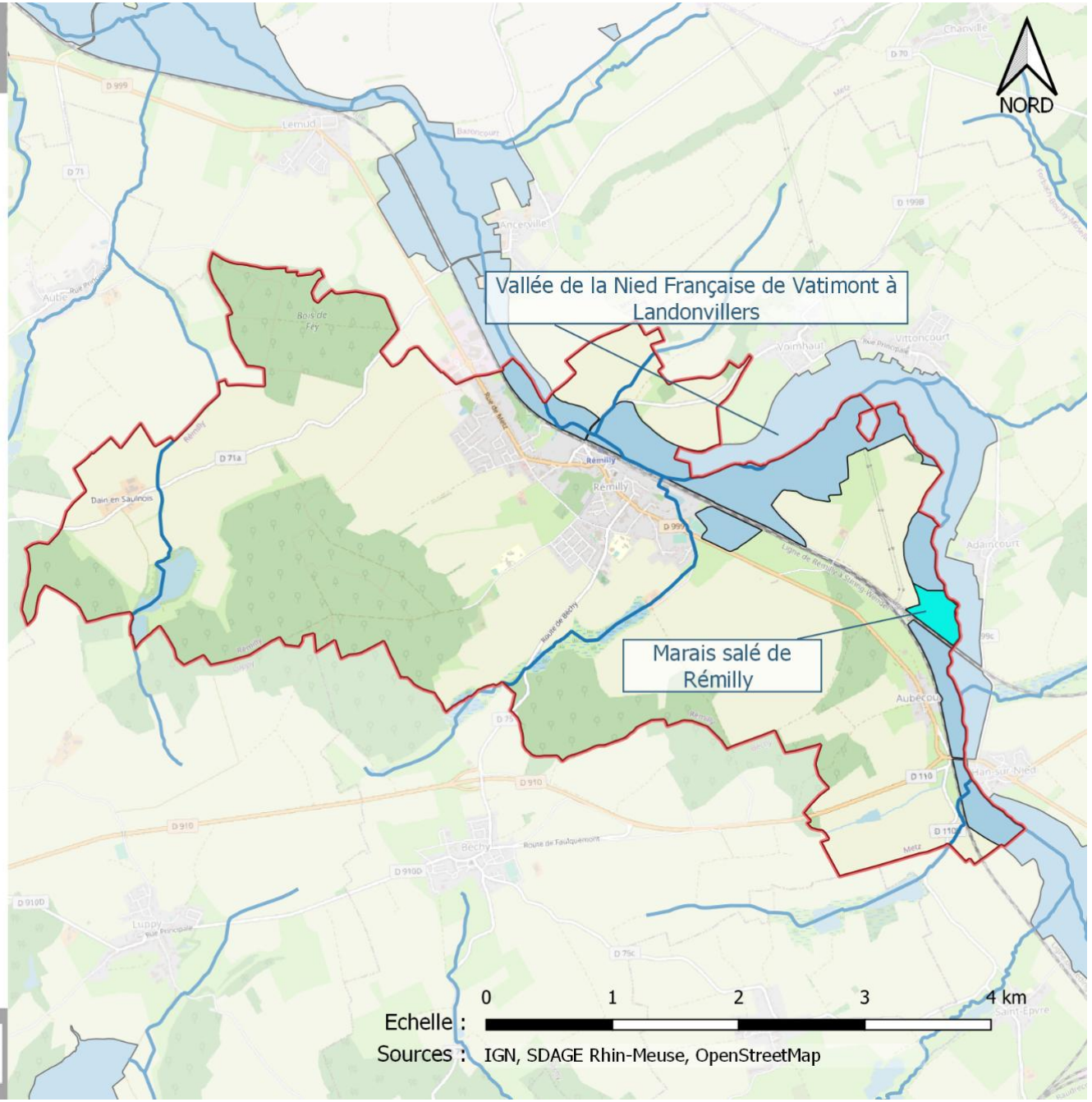
LEGENDE

Commune de Rémilly

Hydrographie

Cours d'eau

Zones humides remarquables



ESpace & TERRitoires | biotope | Métis Ingénierie | mp2i conseil

REMILLY - REVISION DU PLU
TERRITOIRE COMMUNAL

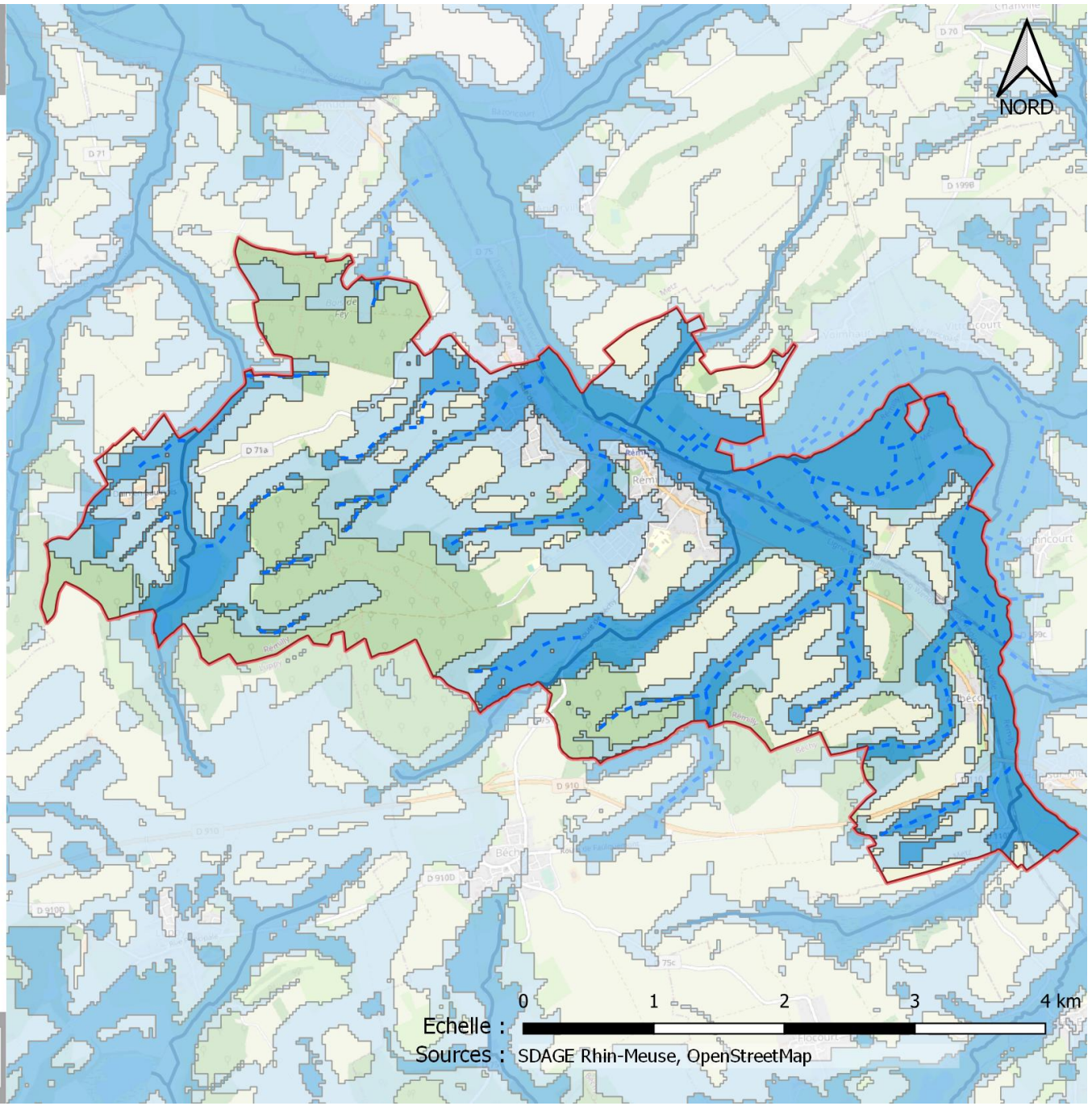
Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

LEGENDE

- Commune de Rémilly
- Cours d'eau permanents
- Cours d'eau intermittents

Les zones à dominante humide (ZDH)

- Probabilité moyenne
- Probabilité forte



ESpace & TERRitoires
biotope
Mélis Ingenierie
mp2i conseil

5.2. Maîtrise foncière et maîtrise d'usage fortes affectées à la biodiversité

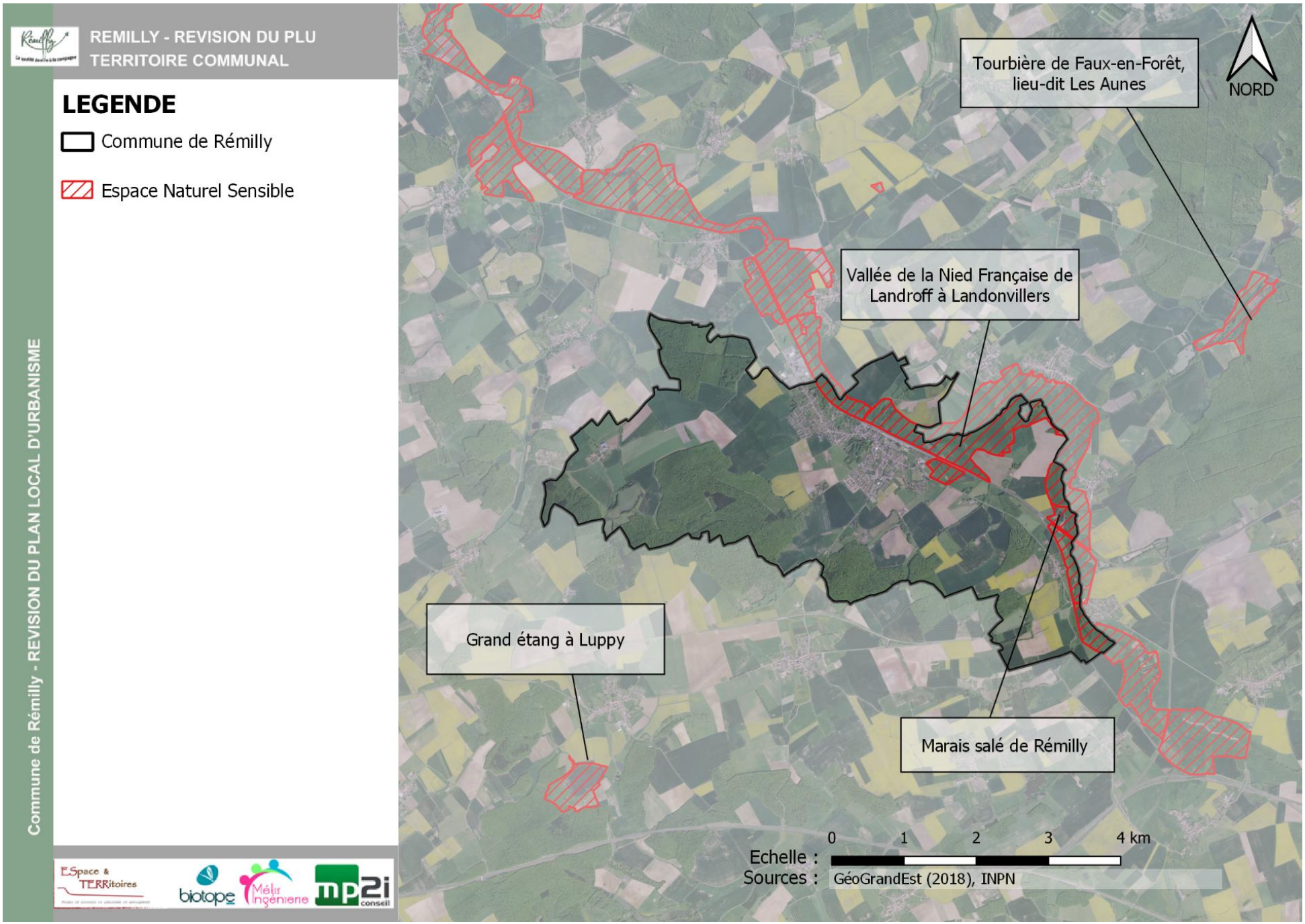
e) Espaces Naturels Sensibles

Source : INPN

Les Espaces Naturels Sensibles sont acquis à l'initiative des conseils départementaux. Ils ont pour objectif de protéger un patrimoine naturel, qui se révèle menacé ou vulnérable (urbanisation, développement d'activités ou des intérêts privés). Les ENS ont aussi une mission d'accueil du public et de sensibilisation. C'est un outil de protection des espaces naturels par leur acquisition foncière ou par signature de conventions avec les propriétaires privés ou publics mis en place dans le droit français et régis par le code de l'urbanisme (art. L. 142-1).

La commune de Rémilly présente deux espaces naturels sensibles sur sa commune :

- La Vallée de la Nied Française de Vatimont à Landonvillers (1 296,50 ha).
- Le Marais salé de Rémilly (11 ha).



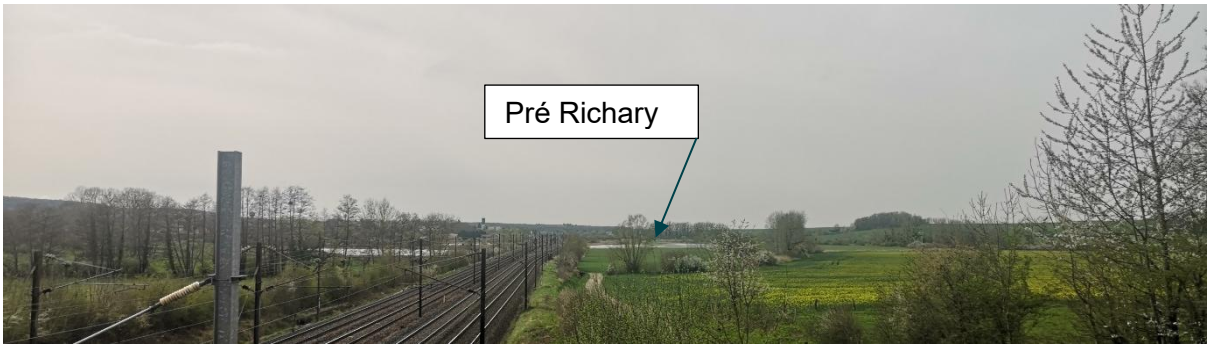
Zone de protection et d'inventaire de biodiversité ENS sur la commune de Rémilly et alentours

f) Sites gérés par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Lorraine

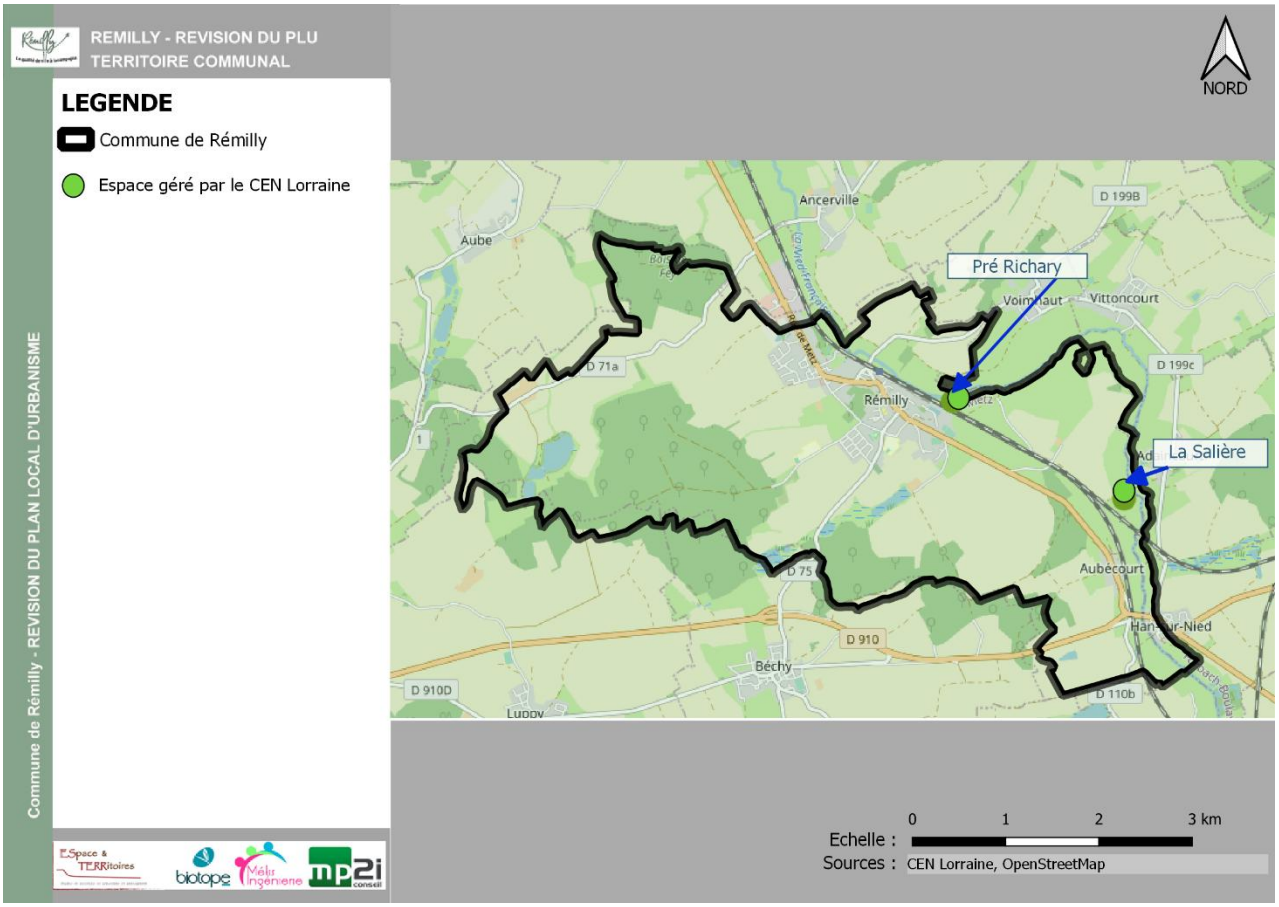
Source : CEN Lorraine

Le Conservatoire d'Espaces Naturels mène sur des sites identifiés, des missions, de connaissance scientifique du patrimoine naturel, de protection (par le biais d'acquisitions, de locations ou de conventions) et gestion, de valorisation et sensibilisation de ce patrimoine.

Sur le territoire communal, le CEN Lorraine gère 2 sites : le site de la Salière (5 ha de prés salés continentaux au niveau du marais salé de Rémilly) et le site du Pré Richary (3,36 ha de prés salés continentaux)



Vue sur les espaces prairiaux de la ZSC ainsi que sur le site du Pré Richary à gauche de la voie ferré (Biotope)



Carte de la localisation des espaces gérés par le CEN Lorraine sur la commune de Batilly (Biotope)

g) *Zonages d'inventaire : Zones Naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)*

Source : INPN

L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), lancé en 1982 par le ministère chargé de l'environnement, a pour objectif de mieux connaître le patrimoine naturel, grâce à un inventaire cartographié des richesses écologique, faunistique et floristique. L'inventaire ZNIEFF constitue une base scientifique majeure de la politique de protection de la nature et est consulté lors de projets d'aménagement du territoire, ainsi que dans certains projets de création d'espaces protégés. Une modernisation nationale des ZNIEFF a débuté en 1995, sur la base d'une méthode proposée par le Muséum National d'Histoire Naturelle et l'Institut Français de l'Environnement, afin de réactualiser les inventaires et d'homogénéiser les méthodes et critères utilisés pour l'identification des ZNIEFF. La cartographie des ZNIEFF actualisée (2ème génération) est présentée dans ce document (d'après les éléments cartographiques de travail du MNHN).

On distingue deux types de ZNIEFF :

- Les ZNIEFF de type I (secteurs de grand intérêt confirmé biologique ou écologique)
- Les ZNIEFF de type II (grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes)

Du point de vue juridique, le zonage ZNIEFF reste un inventaire de connaissance du patrimoine naturel. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe : une zone inventoriée ne bénéficie d'aucune protection réglementaire. En revanche, il convient de veiller dans ces zones à la présence hautement probable d'espèces et d'habitats protégés pour lesquels il existe une règlementation stricte. En pratique, la désignation d'un secteur en ZNIEFF limite les possibilités de développement urbain, les contraintes en ZNIEFF de type I étant fortes (plus modérées en ZNIEFF de type II). Enfin, dans le cadre de l'élaboration de documents d'urbanisme, la jurisprudence rappelle que l'existence d'une ZNIEFF n'est pas de nature à interdire tout aménagement. Cependant, la présence d'une ZNIEFF est un élément révélateur d'un intérêt biologique et, par conséquent, peut constituer un indice pour le juge lorsqu'il doit apprécier la légalité d'un acte administratif au regard des dispositions législatives et règlementaires relatives aux espèces et aux espaces.

Le territoire communal est concerné par une ZNIEFF de type I (carte ci-dessous). Il s'agit de la ZNIEFF Vallée de la Nied Française de Landroff à Landonvillers (Identifiant national 41006926) d'une superficie de 1786,37 hectares dont 178 hectares se trouvent sur le territoire communal. Cela représente 9,4 % de la surface de la commune et 10 % de la ZNIEFF. Elle couvre les prairies humides, permanentes et temporaires le long de la rivière de la Nied Française au nord et à l'est de la commune.

Cette ZNIEFF compte 86 espèces déterminantes, ainsi que 22 habitats déterminants.



Zone de protection et d'inventaire de la biodiversité ZNIEFF présente sur le territoire et aux alentours de Rémilly (Biotope)

h) Caractéristique faunistique et floristiques des milieux présents sur le territoire

Source : INPN, Faune Lorraine et CEN Lorraine

■ Habitats et Flore

D'après la bibliographie, aucun habitat naturel d'intérêt communautaire n'est présent sur la commune de Rémilly.

Aussi, selon la base de données de l'INPN, 136 espèces de plantes et 1 espèce de champignon sont recensés sur la commune.

■ Faune

D'après l'INPN, 171 espèces faunistiques sont signalées sur la commune. Parmi elles, on dénombre 97 espèces d'oiseaux, 47 espèces d'insectes, 12 espèces de poissons, 14 espèces de mammifères, 6 espèces d'amphibiens, 2 espèces de crustacés ; 2 espèces reptiles et une espèce de chilopode.

Sur la commune de Rémilly, on dénombre 79 espèces protégées, dont 8 espèces de flores, 3 espèces de mammifères, 65 espèces d'oiseaux, 1 espèce d'insecte, 1 espèce de lézard et 1 espèce d'amphibien.

On dénombre également 19 espèces menacées présentes sur le territoire de Rémilly dont 13 espèces d'oiseaux et 6 espèces de plantes.

Espèces menacées			
Nom scientifique	**Nom commun**	**Liste rouge nationale (LRN)**	**Liste rouge régionale (LRR)**
Flore			
Ruppia maritima L., 1753	Ruppie maritime	LC	CR
Blysmus compressus (L.) Panz. ex Link, 1827	Blysme comprimé	LC	EN
Muscari neglectum Guss. ex Ten., 1842	Muscari négligé	LC	VU
Triglochin palustre L.,1753	Troscart des marais	LC	EN
Triglochin maritimium L., 1753	Troscart maritime	LC	VU

Cerastium dubium (Bastard) Guépin, 1838	Céraiste douteux, Céraiste aberrant, Stellaire visqueuse	NT	VU
Oiseaux			
Gallinago gallinago	Bécassine des marais	CR	Pas de LLR
Emberiza schoeniclus	Bruant des roseaux	EN	Pas de LLR
Passer montanus	Moineau friquet	EN	Pas de LLR
Acrochephalus arundinaceus	Rousserolle turdoïde	VU	Pas de LLR
Anas crecca	Sarcelle d'hiver	VU	Pas de LLR
Anthus pratensis	Pipit farlouse	VU	Pas de LLR
Aytha ferina	Fuligule milouin	VU	Pas de LLR
Carduelis cannabina	Linotte mélodieuse	VU	Pas de LLR
Carduelis carduelis	Chardonnet élégant	VU	Pas de LLR
Carduelis chloris	Verdier d'Europe	VU	Pas de LLR
Emberiza citrinella	Bruant jaune	VU	Pas de LLR
Milvus milvus	Milan royal	VU	Pas de LLR
Numenius arquata	Courlis cendré	VU	Pas de LLR

Légende :

Vu : Vulnérable ; EN : en danger d'extinction, CR : en danger critique d'extinction ; NT : quasi-menacée

Les milieux humides tels que les prairies humides, marais salé et autres zones humides de la communes de Rémilly sont des habitats propices à des espèces patrimoniales protégées tel que la Bécassine des marais (*Gallinago gallinago*), le Bruant des roseaux (*Emberiza schoeniclus),* le Troscart des marais (*Triglochin palustre).*

Les milieux semi-ouverts et ouverts tels que les champs, les lisières de forêt ou encore les haies de la commune de Rémilly sont des habitats propices à la nidification et à l'alimentation de nombreuses espèces patrimoniales protégées tel que le Verdier d'Europe (*Carduelis chloris)* et le Bruant jaune (*Emberiza citrinella).*

Le milieu forestier, relativement présent sur la commune de Rémilly représente des espaces de reproduction, de refuge et d'alimentation pour des espèces telles que le Hibou moyen-duc (*Asio otus)*, l'Ecureuil Roux (*Sciurus vulgaris*).

i) Trame Verte et Bleue

Sources : SRADDET Grand Est, SCOTAM, RPG 2018, IGN

■ La biodiversité et les services écosystémiques

La biodiversité recouvre l'ensemble des formes de vie (animaux, plantes, bactéries, champignons, …) et des milieux naturels. Elle comprend également l'ensemble des relations qui existent entre eux. La notion de biodiversité se caractérise par trois niveaux hiérarchiques : la diversité génétique (des individus d'une même espèce), des espèces et des milieux de vie.

Cette biodiversité joue un rôle vital pour l'Homme en lui rendant de nombreux services qui contribuent à son bien-être. En effet, la nature met à la disposition de l'Homme diverses ressources : de la nourriture telle que les fruits ou le gibier, des matières premières comme le bois nécessaire à la construction, de l'eau douce ou encore des substances à l'origine de nombreux produits industriels (huiles essentielles, graisses végétales, etc.). Les écosystèmes fournissent à l'Homme des biens et services nécessaires à son bien-être et son développement, de manière directe ou indirecte, dits services écosystémiques. Ils se répartissent en quatre catégories :

- **Les services de supports** : Ils correspondent aux différents fonctionnements de base, présents dans tous les écosystèmes, nécessaires au maintien de l'ensemble. Le cycle de l'eau, la formation des sols ou la photosynthèse font partie de ces services. Bien que ces services soient difficilement perceptibles, il est utile de noter que des perturbations sur ces derniers peuvent engendrer des répercussions sur les autres catégories de services écosystémiques et, par conséquent, sur l'humain.
- **Les services de régulation :** Les milieux naturels, par leurs caractéristiques, peuvent influencer sur des facteurs que l'Homme ne maîtrise pas ou peu. Ainsi, les forêts, par exemple, contribuent à la régulation du climat global en stockant des gaz comme le dioxyde de carbone tandis que la végétation peut piéger certaines particules polluantes améliorant sensiblement la qualité de l'air. Les zones humides constituent un deuxième exemple de ces services de régulation. En effet, ce sont des milieux filtrants et épurateurs, élément essentiel à une bonne qualité de l'eau. Ces deux types de milieux se trouvent sur le territoire de la commune.
- **Les services d'approvisionnement :** Cette troisième catégorie correspond aux divers produits procurés par les écosystèmes.
- **Les services culturels :** Les écosystèmes apportent des services non matériels. Représentés par les loisirs (tourisme, sport en extérieur) ou encore par l'inspiration artistique, les services culturels développent et entretiennent les relations sociales et les valeurs esthétiques.

Au regard de ces services rendus, l'érosion de la biodiversité, causée non seulement par la dégradation des habitats naturels mais aussi par le changement climatique, les pollutions, l'exploitation des espèces et l'introduction d'espèces invasives devient un enjeu majeur à intégrer dans l'aménagement du territoire.

■ Les continuités écologiques, nécessaires pour la préservation de la biodiversité

Les espèces animales et végétales ont besoin de se déplacer pour assurer leur survie, même les espèces les moins mobiles. Leurs déplacements s'effectuent au travers des continuités écologiques qui permettent ainsi :

- Aux individus de se rencontrer pour « échanger » leurs gênes. Il s'agit d'éviter la consanguinité en favorisant le brassage génétique des populations ;

- Aux individus de se déplacer pour assurer l'ensemble de leurs besoins vitaux (se nourrir, accéder à des zones de repos, de nidification, etc.) ;
- Aux populations animales et végétales de reconquérir un site à partir d'un autre en se dispersant via les corridors écologiques.

Face aux changements de toutes natures, il est prioritaire de laisser à la biodiversité la capacité de s'adapter grâce au brassage génétique (favoriser le déplacement et la dispersion des espèces) via les continuités écologiques.

Pour être fonctionnelles, les continuités écologiques doivent être composées de :

- Réservoirs de biodiversité. Ce sont des zones dans lesquelles les individus peuvent réaliser tout ou partie de leur cycle de vie (alimentation, reproduction, migration et repos).
- Corridors écologiques. Ils représentent les « couloirs » de déplacement, utilisés par la faune et la flore, reliant les réservoirs de biodiversité. Ces liaisons fonctionnelles entre écosystèmes ou habitats d'une espèce permettent sa dispersion et sa migration. Généralement, ce sont des structures linéaires (haies, bords de chemin, ripisylve, …), en « pas japonais » (ponctuation d'espaces relais comme les mares ou les bosquets), ou en matrices paysagères (type de milieu paysager). Ces corridors ne sont pas nécessairement matérialisés mais peuvent être créés par des conditions physiques : couloirs d'obscurité, zone à hygrométrie suffisante, etc.

La fragmentation des habitats naturels

Aujourd'hui, la fragmentation des milieux est considérée comme l'une des causes majeures de l'érosion de la biodiversité. Si la fragmentation n'est pas un phénomène nouveau, son ampleur, son accélération et la pression des facteurs socio-économiques associés sont aujourd'hui préoccupantes. Elle se traduit par une diminution des surfaces des habitats et par l'augmentation des distances entre ces derniers. La conséquence directe est l'isolement des populations animales et végétales dans des fragments d'habitats naturels de plus en plus restreints qui ne suffisent plus à satisfaire leurs différents besoins.

Plusieurs raisons sont à l'origine de ce phénomène :

- **Les réseaux de transport** : Les infrastructures linéaires (voies ferrées, routes, autoroutes, …) forment des barrières souvent infranchissables pour de nombreuses espèces animales à déplacement terrestre.
- **Les espaces artificialisés** : Si certaines entités peuvent être évitées et contournées, ce n'est pas le cas des surfaces trop importantes (zones industrielles et commerciales, résidentielles). L'impossibilité de franchissement de ces obstacles est augmentée avec une urbanisation qui se développe le long des infrastructures.
- **La gestion des espaces et l'activité humaine** : De nombreux espaces représentent une barrière pour la faune en raison de la gestion employée. Par exemple, l'agriculture intensive peut diminuer la fonctionnalité des continuités écologiques (absence de zones refuges, utilisation de produits phytosanitaires). D'autres activités peuvent perturber des milieux générant une perte d'habitats naturels pour de nombreuses espèces.
- **La pollution lumineuse :** Résultat des activités humaines, la pollution lumineuse peut avoir des impacts forts sur les migrations nocturnes de certains oiseaux, insectes et chauves–souris. Ainsi des phénomènes d'attraction ou de répulsion peuvent être observés.
- **Les aménagements ponctuels tels que les aménagements hydrauliques sur les cours d'eau :** Ainsi les barrages, seuils ou encore les installations hydroélectriques compartimentent les cours d'eau et constituent souvent des barrières infranchissables pour les poissons migrateurs.

- **Les obstacles aériens** : Les lignes à haute tension mais aussi les éoliennes peuvent représenter des obstacles pour l'avifaune migratrice et les chauves-souris. Au-delà du risque de mortalité par collision, ces ouvrages peuvent modifier les trajectoires des flux migratoires et des espèces.

Toutes les espèces ne sont pas affectées de la même façon par la fragmentation des espaces naturels. Les espèces animales qui ont besoin de vastes espaces naturels pour survivre, celles qui ont de faibles densités de population ou encore de faibles capacités de dispersion sont les plus sensibles à la fragmentation de leurs habitats.

Toute occupation du sol peut concourir à fragmenter l'habitat d'une espèce dès lors qu'elle ne correspond pas à son milieu de vie. Ainsi, les corridors des uns peuvent constituer les barrières des autres. Par exemple, un cours d'eau correspond à un corridor écologique pour un poisson, mais peut représenter une barrière pour les espèces terrestres. De façon générale, c'est donc la mosaïque des différents types d'espaces naturels du paysage qui doit être recherchée pour permettre de maintenir les continuités écologiques exploitables par les diverses communautés animales et végétales du territoire.

La réponse la mieux adaptée à ce phénomène est de favoriser les continuités écologiques et paysagères pour maintenir ou créer des liens entre les zones naturelles protégées et la nature « ordinaire ». Celle-ci contribue souvent à rendre plus fonctionnels les écosystèmes fragilisés en fournissant une « trame » écologique.

La fragmentation des habitats naturels est un phénomène entraînant des conséquences dommageables sur la biodiversité et les milieux naturels. Il est donc essentiel d'en être conscient.

Cette problématique est présente sur la commune notamment en raison de la présence d'infrastructures ferroviaires : une voie ferrée desservant la gare de Rémilly. Cette voie ferrée coupe notamment le corridor écologique lié à la rivière Nied Française. Autrement, les milieux naturels et agricoles représentant une certaine continuité sur le territoire avec les espaces forestiers au Sud de la commune, les espaces ouverts agricoles de cultures traversant le ban communal d'Est en Ouest et les prairies permanentes le long de la Nied Française.

De plus la pollution lumineuse est jugée faible par le site AVEX, comme décrit dans la partie V de ce rapport (chapitre « Nuisances lumineuses »).

■ Contexte régional

Source : SRCE Lorraine

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) présente les grandes orientations stratégiques du territoire régional en matière de continuités écologiques, également appelées trame verte et bleue. Il s'agit d'un document qui doit servir d'orientation pour la définition des trames vertes et bleues locales. Il doit être pris en compte par les SCOT et les projets publics.

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Lorraine a été adopté le 20 novembre 2015 par arrêté préfectoral.

Au niveau régional, la commune est concernée par :

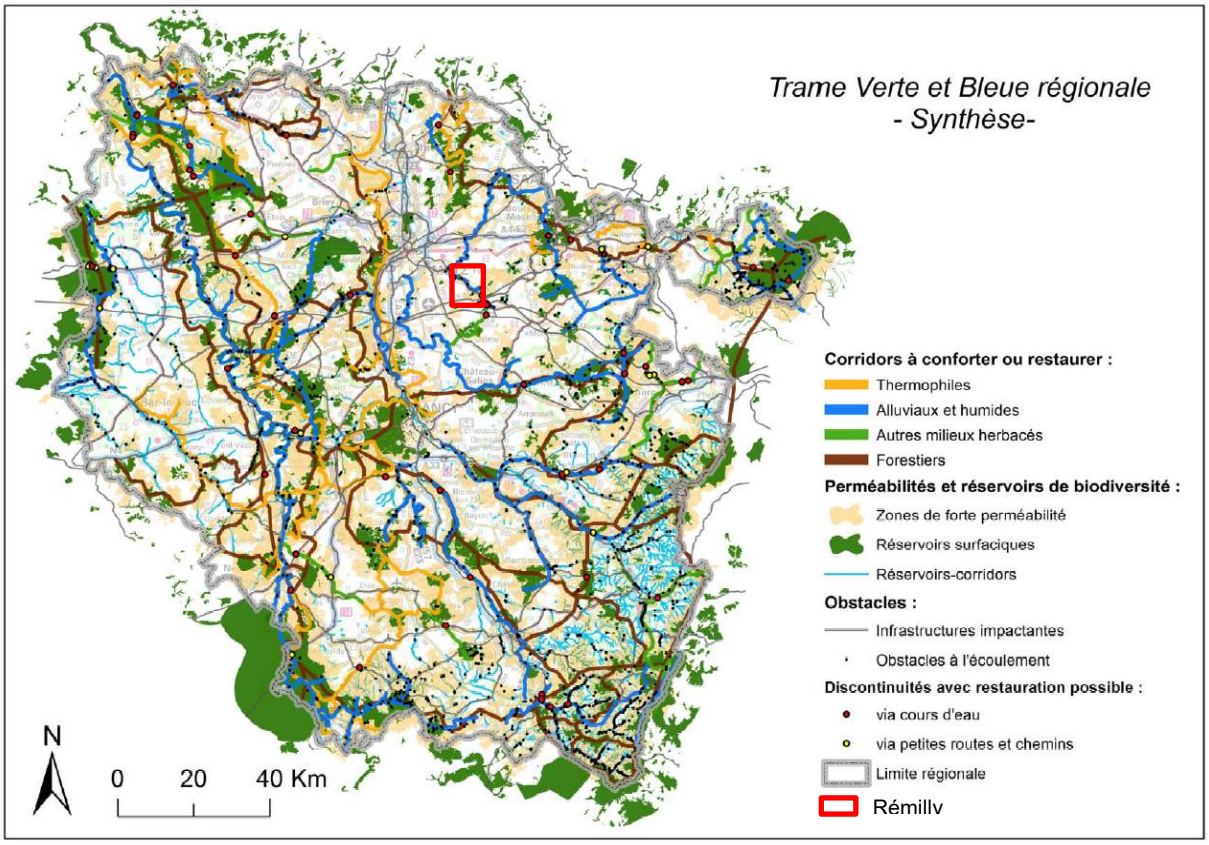
- Le corridor écologique alluvial lié à la rivière de la Nied Française (Zone Natura 2000, ZNIEFF), qui constitue un réservoir de biodiversité surfacique et linéaire pour une surface totale de 1296 ha.

- Le réservoir de biodiversité lié à la rivière de la Nied Française et les prairies alluviales autour pour une surface totale de 1760 ha, dont 178 ha sur la commune de Rémilly.
- Le réservoir de biodiversité lié à l'étang de Rémilly et la zone humide associée pour une surface totale de 25 ha.

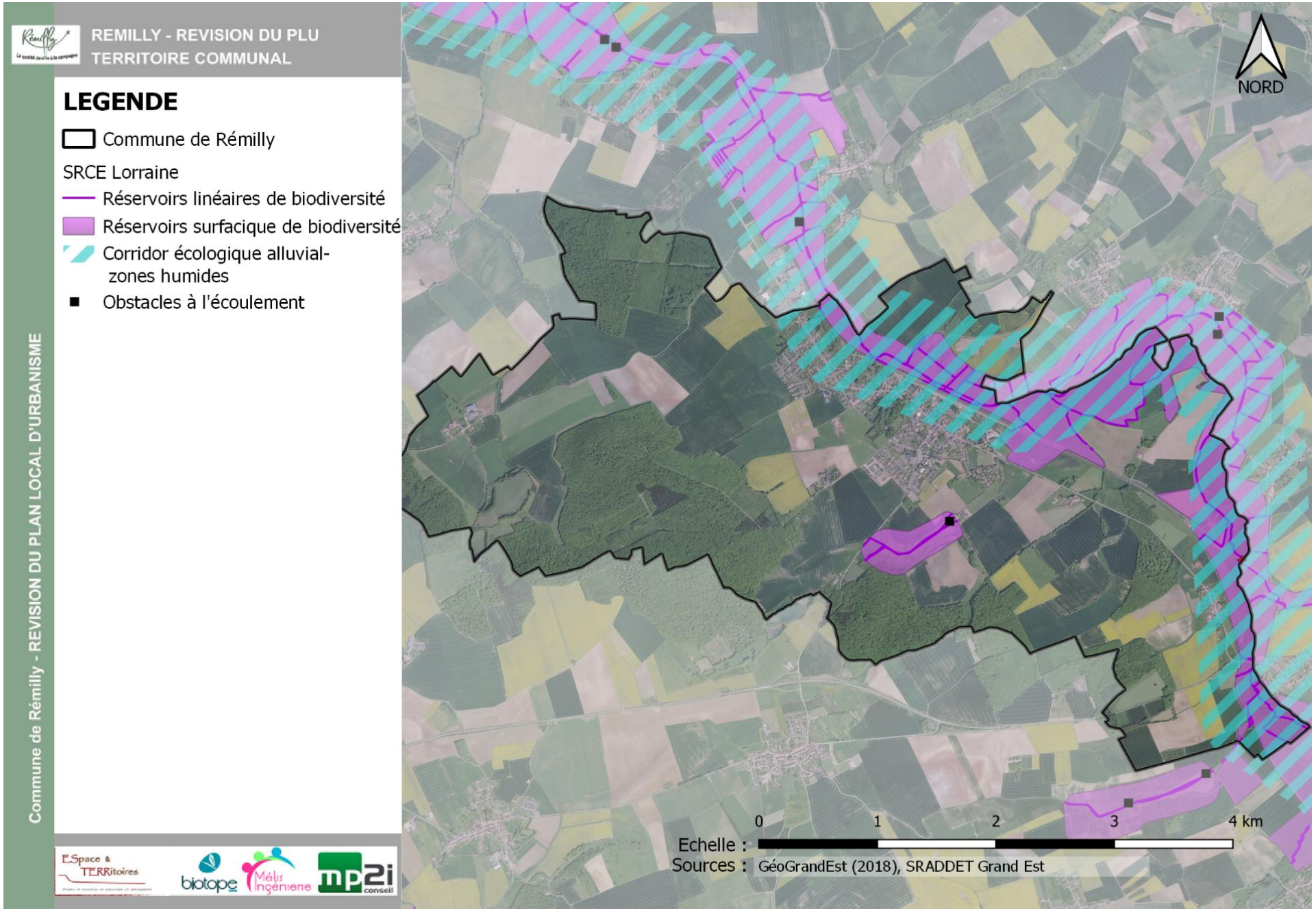
De plus, les prairies aux alentours de la rivière et bordant le corridor écologique sont concernées par une zone de perméabilité forte des milieux herbacés définie par le SRCE. Il s'agit d'un « ensemble de milieux favorables ou perméables au déplacement d'un groupe écologique donné d'espèces partageant les mêmes besoins. Les plus fonctionnels répondant aux besoins de plusieurs groupes écologiques d'espèces sont dénommés zones de forte perméabilité. » (SRCE Lorraine).

Des obstacles à l'écoulement sont identifiées au niveau de l'étang de Rémilly et au niveau de la Nied Française (seuils en rivières sur des parties de la Nied Française proche de la commune).

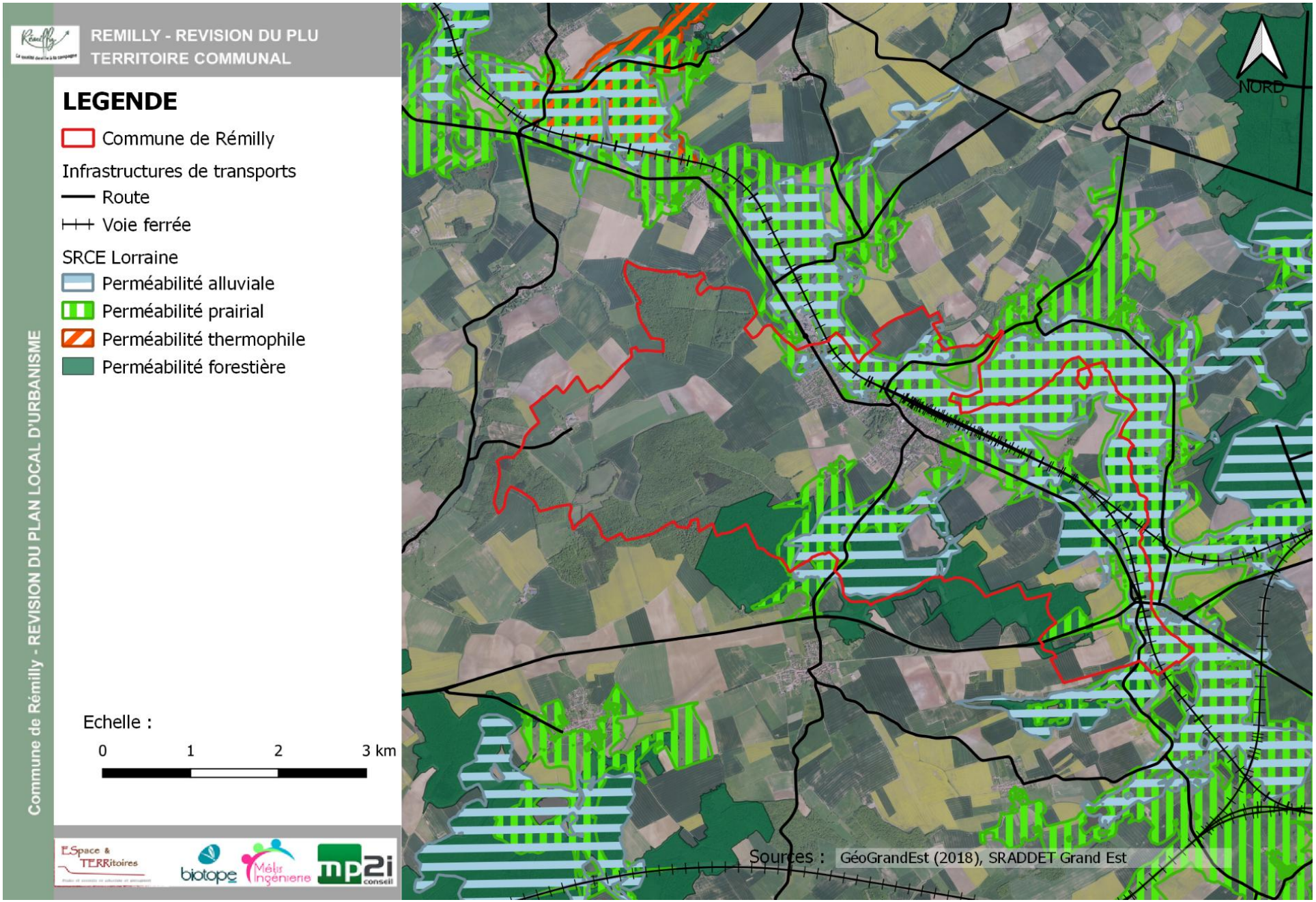
La carte ci-dessous est un extrait du SRCE Lorraine. Ainsi les modélisations et tracés réalisés à l'échelle régionale, dans le cadre du SRCE, ne sont pas assez précis pour en tirer des conclusions exactes à une échelle communale. Toutefois, ils sont utiles à titre indicatif pour déterminer dans un premier temps les grands ensembles naturels d'intérêt.



Trame verte et bleue du SRCE (Biotope)



Extrait de la TVB du SRCE, corridors écologiques et réservoirs de biodiversité (Biotope)



Extrait de la TVB du SRCE, zones de perméabilité et éléments fragmentant (Biotope)

Le SRADDET reprend la Trame Verte et Bleue du SRCE et met en place des objectifs afin de « Valoriser nos richesses naturelles et les intégrer dans notre développement » :

- **Protéger et valoriser le patrimoine naturel, la fonctionnalité des milieux et les paysages**
- **Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue**
- **Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité**
- **Valoriser la ressource en bois avec une gestion multifonctionnelle des forêts**
- **Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau**
- **Économiser le foncier naturel, agricole et forestier**

Ces objectifs se traduisent par des actions visant à : décliner localement la trame verte et bleue et la restaurer, préserver les zones humides, réduire les pollutions sur les aires d'alimentation des captages et réduire les prélèvements d'eau. La volonté de développer la nature en ville (un des objectifs d'urbanisme) permet de renforcer la trame verte et bleue au sein du tissu urbain.

Le SRADDET, intègre les enjeux identifiés au SRCE Lorraine. Le PLU se doit d'être compatible avec ce document.

j) Contexte local

Source : SCoTAM

Au niveau local, la commune de Rémilly appartient à la Communauté de Communes Sud Messin, qui appartient elle-même à l'Agglomération Messine. Dès lors, elle est soumise au Schéma de Cohérence Territorial de l'Agglomération Messine (SCoTAM).

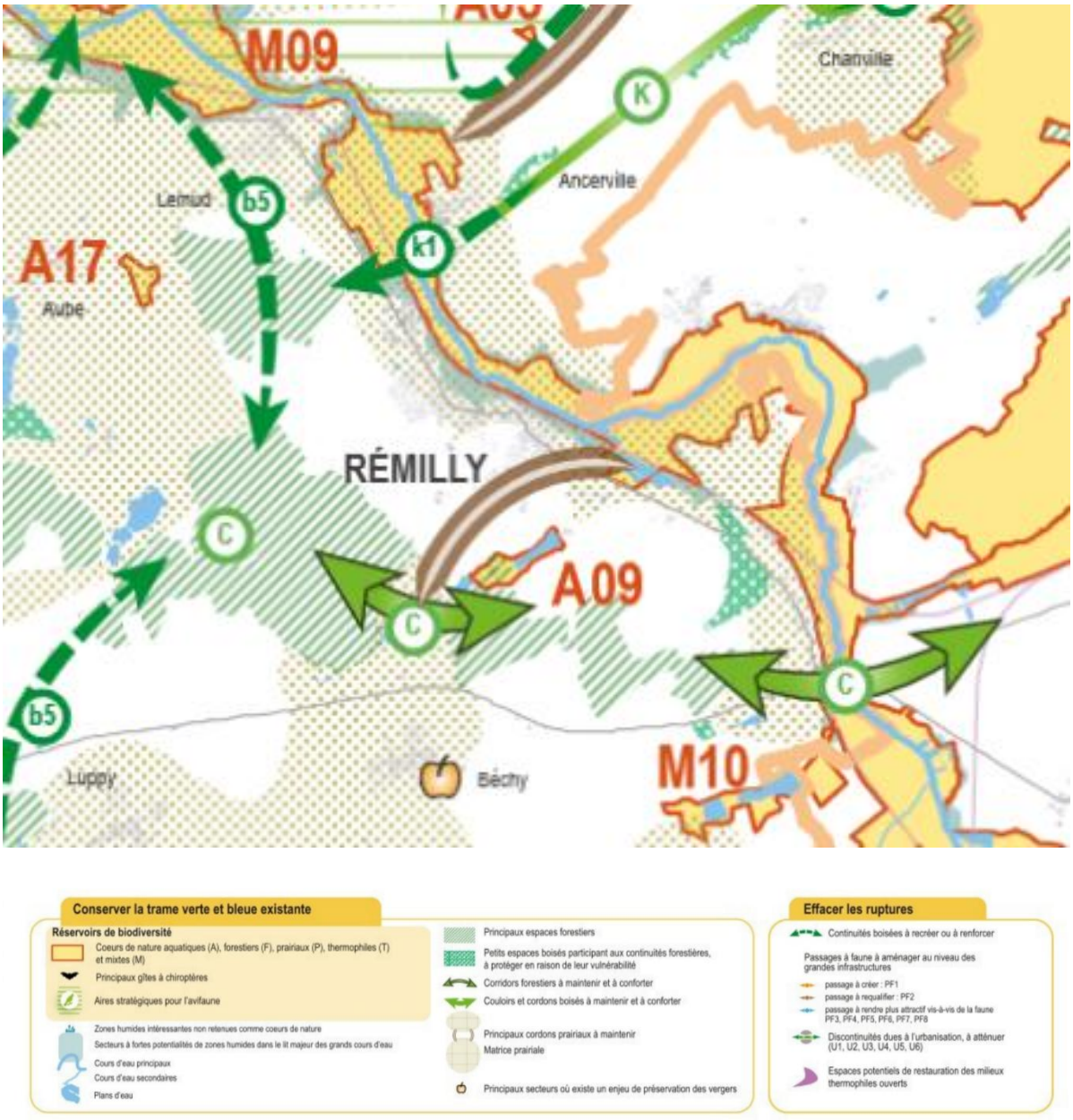
La commune de Rémilly appartient à l'unité paysagère du plateau lorrain versant Rhin. Un territoire agricole de vallées ouvertes avec de faibles pentes, présentant quelques boisements et rivières.

Le SCoTAM précise les corridors et réservoirs de biodiversité identifiés dans le SRADDET.

- Le corridor écologique de la Nied et de sa ripisylve est identifié comme un cœur de nature mixte M09, notamment pour le lit majeur aquatique de la Nied, sa ripisylve et les milieux prairiaux associés ;
- Il est identifié un corridor cordon boisé à maintenir et à conforter entre la forêt domaniale des Six Cantons et le bois de Fraheux. Ces bois ainsi que le bois de Fey sont identifiés comme principaux espaces forestiers sur le territoire du SCoTAM ;
- Le SCoTAM identifie une continuité boisée à recréer ou à renforcer entre les ripisylves de bord de Nied et la forêt domaniale des Six Cantons en passant par le bois de Fey ;
- Le bois des Dames est identifié comme un petit espace boisé participant aux continuités forestières. Cet espace doit être protégé en raison de sa vulnérabilité ;
- Les prairies permanentes proches de la Nied sont identifiées comme faisant partie de la matrice prairiale. Il existe un des principaux corridors de prairies à maintenir entre cette matrice prairiale et les prairies au sud de la commune, la matrice prairiale des communes de Béchy et Luppy.
- L'étang de Rémilly est identifié comme un cœur de nature aquatique A09 en raison de la présence de Rousserole turdoïde et du Busard des roseaux.

Des obstacles à l'écoulement sont identifiés au niveau de l'étang de Rémilly et au niveau de la Nied Française (seuils en rivières sur des parties de la Nied Française proche de la commune).

Des ruptures de continuités terrestres sont aussi identifiées proches de Rémilly, la départementale et les voies de chemin de fer.



Trame verte et bleue du SCoTAM avec un zoom sur la commune de Rémilly (DOO SCoTAM)

Le SCoTAM intègre les enjeux de la trame verte et bleue et de nature en ville comme suit :

- « Assurer la préservation des grands réservoirs de biodiversité » quelqu'ils soient afin de préserver la richesse écologique du territoire ;
- Préserver ou restaurer la fonctionnalité des corridors écologiques pour faciliter et permettre le déplacement des espèces ;
- Restaurer les continuités écologiques lors des ruptures de maillages à cause d'éléments fragmentants (infrastructures ferroviaires et routières, urbanisation, ouvrages hydrauliques…) ;
- Préserver la trame noire ;
- « Assurer un développement qualitatif de nature en ville » ;
- Développer les services écosystémiques.

Plus particulièrement, dans le cadre des zones humides et notamment des cœurs de nature aquatiques (Etang de Rémilly - A09, Lit majeur de la Nied Française - M09), les documents d'urbanismes locaux :

- « Recensent, au travers de l'état initial de l'environnement, les zones humides remarquables et les zones humides ordinaires présentes sur le territoire, et, le cas échéant, les secteurs où des zones humides sont susceptibles de réapparaître avec les remontées de nappe ;
- Analysent l'état et les fonctionnalités des zones humides sur lesquelles les projets d'aménagement, de construction ou d'ouverture à l'urbanisation sont susceptibles d'avoir un impact et traduisent les mesures permettant d'éviter, de réduire ou de compenser ces impacts ;
- Assurent une protection appropriée des cœurs de nature aquatiques et des autres zones humides remarquables du territoire : protection adaptée pour les sites A01 et A02, protection stricte pour les autres ;
- Définissent le niveau et les conditions de préservation des autres zones humides en tenant compte, notamment, de la qualité de leurs fonctionnalités biologiques, écologiques et hydrauliques ;
- Déterminent les mesures qui peuvent être prises, dans des conditions socialement et économiquement acceptables, afin de préserver les couloirs de déplacements connus des amphibiens entre les sites de reproduction et les lieux d'hivernage ;
- Envisagent, le cas échéant, les mesures de prévention utiles vis-à-vis de l'avifaune migratrice. »

Plus particulièrement, dans le cadre des zones prairiales et notamment des cœurs de nature prairiaux (Lit majeur de la Nied Française - M09), les documents d'urbanisme locaux :

- « Recensent, dans le cadre de leur élaboration ou de leur révision, les habitats naturels patrimoniaux prairiaux présents sur leur territoire ;
- Précisent les espaces contribuant aux continuités prairiales et prennent en compte les enjeux de préservation des prairies lors de la définition du parti d'aménagement et du choix des zones d'extension de l'urbanisation ;
- Assurent une protection réglementaire des cœurs de nature prairiaux. »

Le PLU se doit d'être compatible avec ce document et ces orientations.



Délimitation du cœur de nature aquatique A09 - Etang de Rémilly (source : DOO SCoTAM)



Délimitation secteur nord de Rémilly du cœur de nature mixte M09 - Lit majeur de la Nied Française (source : DOO SCoTAM)



Délimitation de Rémilly du cœur de nature mixte M09 - Lit majeur de la Nied Française (source : DOO SCoTAM)

k) Contexte communal *Sources : IGN, Géoportail*

La trame verte et bleue locale de la commune de Rémilly se compose de trois sous-trames :

- La sous-trame des milieux boisés ;
- La sous-trame des milieux ouverts ;
- La sous-trame des milieux humides et aquatiques.

Elle est constituée des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques supra-communaux, définis dans la TVB du SRCE Lorraine. A ces derniers s'ajoutent les espaces concernés par des zonages d'inventaires et réglementaires (ZNIEFF, zones humides). Aussi, ont été pris en compte les prairies permanentes déclarées au RPG.

Des espaces relais, qui sont des espaces naturels et semi-naturels assez isolés et de superficie plus réduite, complètent ce maillage écologique.

Les continuités écologiques ont également été étudiées en tenant compte des principaux éléments de fragmentation.

- **La sous-trame des milieux boisés**

Les milieux boisés tiennent une place importante dans l'occupation du sol communale, en particulier au Sud et à l'Ouest du territoire. Ces massifs sont assez conséquents pour être considérés comme des réservoirs de biodiversité locaux, représentant un enjeu important pour la biodiversité. D'autres boisements épars sont répartis autour et au sein de l'enveloppe urbaine, ainsi que dans la vallée agricole. Ces derniers sont définis comme des éléments relais permettant d'assurer des continuités entre les réservoirs de biodiversité alentours. Ces continuités sont matérialisées par des corridors écologiques. Cette sous-trame semble perméable et les routes départementales entre les différents bois ne semblent pas empêcher les déplacements de la grande faune (cervidés, sangliers).

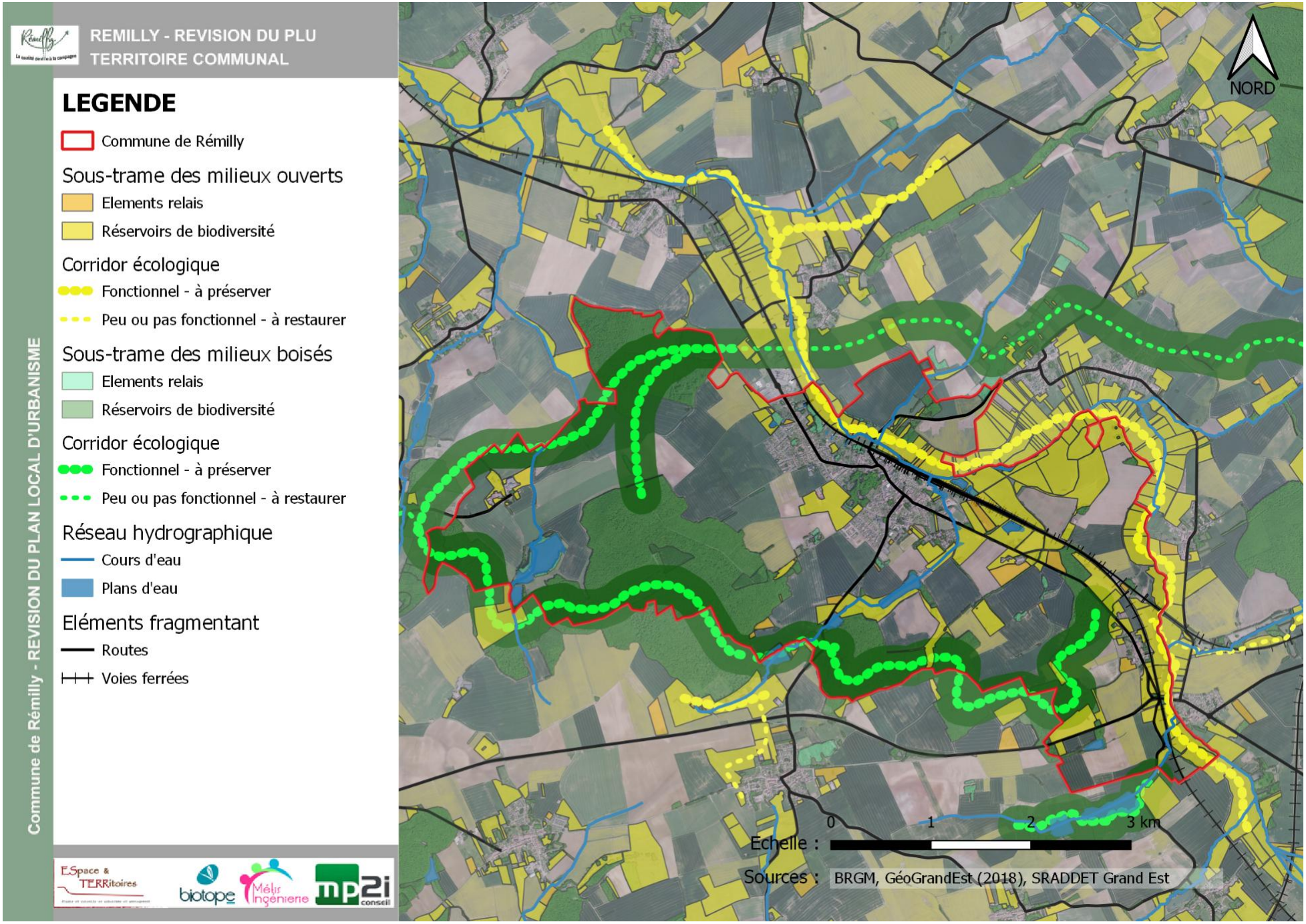
- **La sous-trame des milieux ouverts**

Cette sous-trame s'étend au Nord et à l'Est du territoire et repose sur les milieux prairiaux. Une majorité de prairies déclarées à la PAC étant des prairies permanentes, ces dernières forment un réservoir de biodiversité important, quasi continu. Quelques prairies temporaires renforcent la sous-trame. La continuité de cette trame est toutefois entravée par le passage de la double voie ferrée. Aussi, on peut noter deux corridors distincts, de part et d'autre de la voie de chemin de fer. La commune est comprise dans une zone de forte perméabilité inféodée aux prairies humides qui s'étendent le long de la Nied Française et sur les communes voisines de Vittoncourt, Ancerville, Voimhaut, Adaincourt, Han-sur-Nied.

- **La sous-trame des milieux humides et aquatiques**

Cette sous-trame se constitue d'une part du réseau hydrographique de la commune, assez bien développé au centre et au Nord, et d'autre part des zones à dominante humide à forte potentialité qui s'articulent principalement autour du réseau hydrographique. Elle est également complétée par les diverses surfaces en eau de la commune dont les plus importantes sont : l'étang de Dain, l'étang de Rémilly, l'étang Saint-George. Un obstacle a été observé au niveau de l'étang de Rémilly. Des seuils de rivière sont également observés au niveau de la Nied Française, mais sur les communes aux alentours.

Ainsi, le territoire communal présente plusieurs axes de continuités écologiques : la sous-trame des milieux boisés à l'Ouest et au Sud, la sous-trame des milieux ouverts au Nord et à l'Ouest et la sous-trame des milieux aquatiques et humides au Nord, à l'Est et au centre du territoire.



Trame Verte et Bleue locale (Biotope)

- **Synthèse**

Atouts et opportunités
• Présence d'un site Natura 2000 « Secteurs halophiles et prairies humides de la vallée de la Nied ». 10 % du périmètre se situe sur la commune • Espèces remarquables présentes sur la commune, par exemple : Troscart des marais, Bécassine des marais • Présence d'ENS et d'une zone d'inventaire ZNIEFF de type I. • Des zones à dominante humide présentes à proximité des cours d'eau et plans d'eau de la commune. • Des boisements au Sud et à l'Ouest du territoire. • Une diversité d'habitats boisés, ouverts, aquatiques et humides favorable à l'épanouissement d'une diversité d'espèces floristiques et faunistiques • La rivière de la Nied Française, les prairies humides proche et l'étang de Rémilly identifiés comme réservoirs de biodiversité sur la commune par le SRCE Lorraine. • Des continuités écologiques présentes sur l'ensemble du territoire et des réservoirs de biodiversité importants identifiés régionalement et localement (boisements, prairies permanentes).
Faiblesses et menaces
• La voie de chemin de fer constituant un obstacle important pour les espaces et participant à la fragmentation du territoire. • Des infrastructures routières et des seuils de rivière pouvant participer à la fragmentation du territoire. • Des boisements et des zones humides qui sont nombreuses et pas forcément protégées réglementairement (étangs, boisements au Sud) • Une sensibilité des habitats naturels et des espèces aux aménagements et aux pratiques humaines d'une manière générale : agriculture, urbanisation, pollution, etc.
Indicateurs possibles
• Evolution des surfaces de zones humides et d'habitat d'intérêt • Suivi des espèces présentes sur le territoire
Enjeux
• Mettre en cohérence l'aménagement de la commune avec la zone de protection règlementaire. • Préserver de l'urbanisation les zones humides et les zones à dominante humide identifiées, notamment celles qui ne sont pas protégées réglementairement • Favoriser un développement urbain en cohérence avec la protection de la biodiversité • Préserver, restaurer et renforcer les continuités écologiques du territoire
Sources
SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027, DREAL Grand-Est, SRCE Lorraine, INPN, SCoTAM

6. RESSOURCE EN EAU

6.1. Eau potable

Source : Syndicat de l'Eau de Basse-Vigneulles et Faulquemont.

a) Organisation de la gestion de l'eau potable

En ce qui concerne l'alimentation en eau potable, la commune de Rémilly dépend du Syndicat des eaux de Basse- Vigneulles et Faulquemont. Ce syndicat dessert 83 communes via 8 forages pour une production en 2021 de 3 220 309 m^3.

En 2022, le Syndicat recensait 20 242 abonnés.

b) Origine et protection de la ressource

L'eau est extraite de la nappe profonde dite « du grès vosgien ». L'eau est pompée à une profondeur comprise entre 200 et 300 mètres.

La desserte en eau potable de la commune de Rémilly est assurée par 5 captages : BV1, BV2, BV3, BV4 et BV5 situé au niveau des forages de Basses-Vigneulles. L'eau passe par la station de décarbonatation de Basse-Vigneulles avant d'être acheminé à Rémilly.

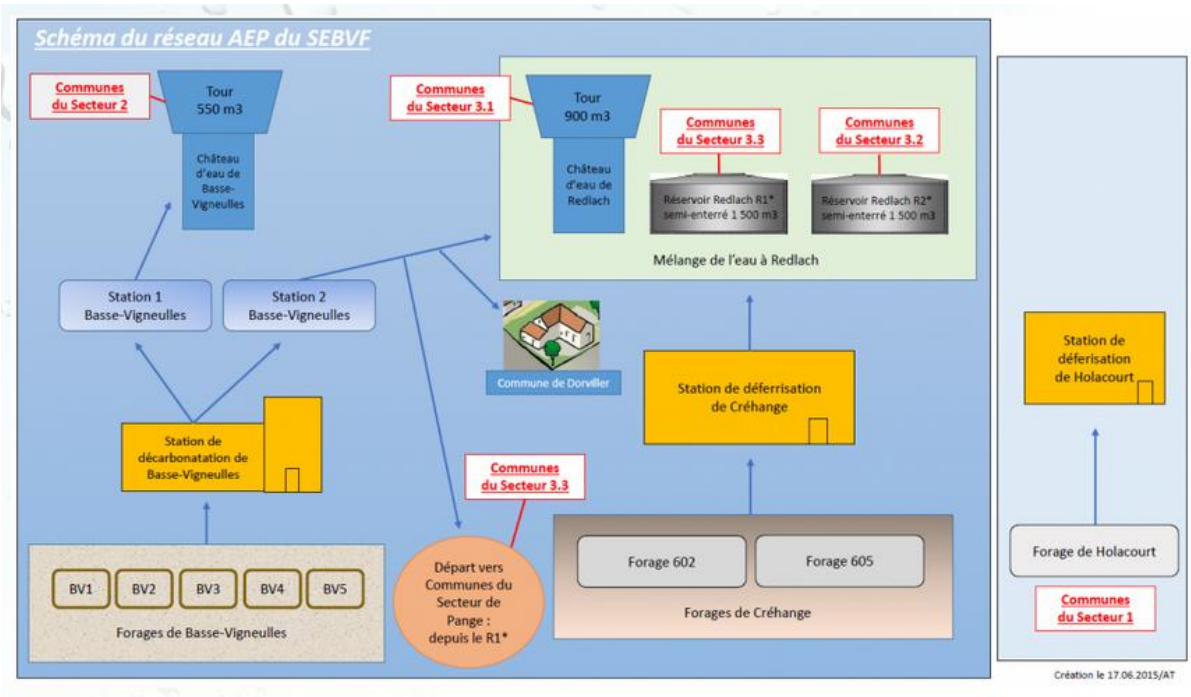


Schéma du réseau d'alimentation en eau potable du Syndicat en Eau de Basse-Vigneulles et Faulquemont, (source : SEBVF)

Rémilly fait partie du secteur 3.3 au départ de l'embranchement R1.

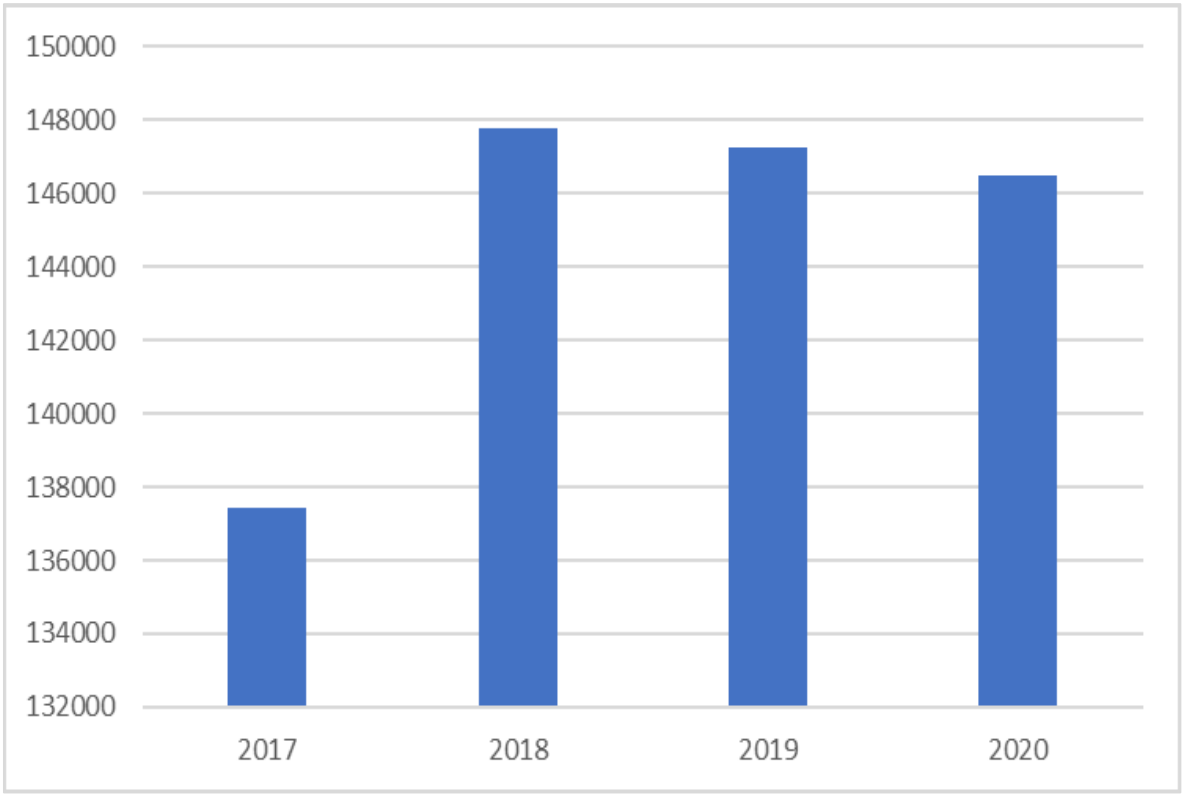
Selon le rapport annuel de 2020, le syndicat a permis d'alimenter le secteur de Rémilly avec **146 502 m^3 vendus**.

ANNÉE 2020

VENTE d'EAU aux PARTICULIERS par COMMUNE
(en m3)

Secteur de RÉMILLY

SECTEURS	N° INSEE	COMMUNES	Nbre		Volumes comptabilisés en 2020				2019	2018	2017
			Abonnés	Hbts (INSEE 01/01/2020)	2020/1	2020/2	2020/3	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL
REMILLY	020	ANCERVILLE	136	304	3 717	4 072	4 487	12 276	11 997	11 968	11 611
	057	BECHY	267	635	7 678	8 002	8 873	24 553	24 192	24 365	22 633
	572	REMILLY	985	2 119	35 182	36 845	37 646	109 673	111 066	111 425	103 193
		TOTAL REMILLY	1 388	3 058	46 577	48 919	51 006	146 502	147 255	147 758	137 437



Evolution de la vente d'eau potable aux particuliers en m3 sur le secteur de Rémilly sur la période 2017-2020 (source : SEBVF)

La vente d'eau potable aux particuliers connaît une augmentation importante de près de 8 000m^3 soit (7,7% d'augmentation) entre 2017 et 2018.

Pour rappel, la commune comprend des zones de vulnérabilité des nitrates découlant de la directive européenne dite « Nitrates » qui a pour objectif de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole (cf. partie I, chapitre 4 « Hydrographie »).

Concernant la qualité de l'eau, en 2020, la conclusion sanitaire du rapport annuel relève une eau de consommation conforme aux exigences de qualité en vigueur en termes de microbiologie et de chimie (y compris concernant les nitrates).

c) *Objectifs du SDAGE*

Le SDAGE Rhin-Meuse fixe des grandes orientations et dispositions pour garantir la qualité et la quantité d'eau :

- Orientation T1 - O1- Assurer à la population, de façon continue, la distribution d'une eau potable de qualité.
- Orientation T2 - O6 Réduire la pollution de la ressource en eau afin d'assurer à la population la distribution d'une eau de qualité.
- Orientation T4 - O1 Prévenir les situations de surexploitation et de déséquilibre quantitatif de la ressource en eau.
- Orientation T5B - O1- Limiter l'impact des urbanisations nouvelles et des projets nouveaux pour préserver les ressources en eau et les milieux et limiter les rejets.
- Orientation T5C - O2 L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si l'alimentation en eau potable de ce secteur ne peut pas être effectuée dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de distribution et de traitement.

Le PLU devra être compatible avec ces orientations.

6.2. Assainissement

Le zonage des réseaux d'assainissement sur Rémilly se trouve en annexe 2.

a) *Eaux usées*

Source : Eaufrance

La gestion des eaux usées en assainissement non collectif est assurée par la communauté de commune Sud Messin.

La gestion des eaux usées en assainissement collectif est une compétence du syndicat intercommunal d'assainissement de Rémilly et environs. Ce syndicat comprend les communes de Rémilly, d'Ancerville et de Lemud. Le nombre total d'habitants desservie en 2018 était de 2 913 habitants.

Les effluents de la commune de Rémilly sont traités par une station de traitement des eaux usés : la station de Rémilly, mise en service le 31/12/1993. Elle possède une capacité nominale de 3500 EH pour une charge moyenne de 2186 EH en 2020. Le traitement s'effectue par des boues activées avec aération prolongée. Les 35 TMS de boues produites ont été épandues et le rejet des eaux s'effectue dans le ruisseau des chances.

Une autre station de traitement des eaux usées se situe sur la commune de Rémilly : la station de Rémilly – Aubecourt, mise en service le 15/02/2015. Elle est d'une capacité nominale de 120 EH pour une charge moyenne de 89 EH en 2020. Le traitement s'effectue par des filtres à sables. En 2020, 4,7 TMS de boues ont été produites et le rejet des eaux s'effectue dans la rivière de la Nied Française.

Aussi, ces stations sont en conformité concernant l'équipement et la performance (conformité en 2020 pour la station de Rémilly).



Station de traitement des eaux usées de Rémilly (Biotope)

b) Eaux pluviales

Sur l'ensemble des lotissements construits après les années 1970, les réseaux de collecte des eaux usées sont tous séparataires. Sur la partie historique, quartiers Joli-Fou et lotissement du Parc les réseaux sont unitaires.

De plus, deux bassins de rétention ont été aménagés sur la commune : un à la Crobière et un au Prés Dorés, à la fin de la zone d'activité qui se trouve en aval d'un bassin versant de 40 ha sur lequel l'eau pluviale ruisselle fortement.

Pour finir, des déversoirs d'orage sont répartis sur la commune pour éviter l'inondation de la station d'épuration en cas de fortes précipitations.

c) Objectifs du SDAGE

Source : SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027

Les orientations et disposition du SDAGE concernant l'assainissement sont les suivantes :

- Orientation T2 - O3 Veiller à une bonne gestion des systèmes d'assainissement, publics et privés, et des boues d'épuration

- Orientation T5A – O5- Maîtriser le ruissellement pluvial sur les bassins versants en favorisant, selon une gestion intégrée des eaux pluviales, la préservation des zones humides, des prairies et le développement d'infrastructures agro-écologiques.
- Orientation T5C - O1 L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si la collecte et le traitement des eaux usées (assainissement collectif ou non collectif) qui en seraient issus ne peuvent pas être assurés dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements.

Les informations qu'apporte le document d'urbanisme sur l'assainissement doivent attester de la préservation de la qualité de l'eau (article L. 101-2 du CU).

Synthèse

Atouts et opportunités
• Une eau à destination de la consommation humaine conforme aux exigences de qualité en vigueur • Deux STEP au dimensionnement correct et en conformité
Faiblesses et menaces
• Rendement du réseau d'eau potable de 66,9% jugé comme mauvais • Indice linéaire de perte jugé comme mauvais
Indicateurs possibles
• Evolution de la qualité des eaux prélevés et distribués • Evolution de l'indice linéaire de perte
Enjeux
• Préservation de la ressource • Eviter le gaspillage de l'eau, notamment en période estivale • Mettre en cohérence l'augmentation démographique et la ressource en eau sur le secteur • Préserver la qualité des cours d'eau en cohérence avec les objectifs du SDAGE Rhin-Meuse • Gestion des eaux pluviales et des rejets issus de l'assainissement
Sources
SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027, SEBVF, Eaufrance

7. CLIMAT, AIR ET ENERGIE

7.1. Climat

Source : climate-data.org, Meteoblue

Les conditions climatiques rencontrées à Rémilly sont celles du climat lorrain, soit un climat de type océanique à influences continentales assez marquées.
En effet, on distingue deux saisons contrastées :

- Une saison froide et peu ensoleillée, de novembre à avril, avec un minimum de température en janvier,
- Une saison chaude et ensoleillée, de mai à octobre, avec un maximum de température en juillet.

Les données présentées ci-dessous sont issus de la station météo de Metz-Nancy-Lorraine située à 11,5 km à l'est de Rémilly, sur une période courant de 1999 à 2019.

a) Température

La température moyenne annuelle est de 10,5°C ; et l'amplitude thermique, de 17,4°C, est élevée : elle souligne le caractère continental du climat lorrain. Les hivers sont rigoureux, les étés sont chauds et orageux.

Les températures moyennes mensuelles sont reportées dans le tableau suivant :

Suivi annuel des températures moyennes mensuelles sur la période 1999-2019 à la station de Metz-Nancy-Lorraine (climate-data.org)

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	D
Température (°C)	2.2	2.7	5.9	9.8	13.8	17.5	19.6	19.1	15.3	11.2	6.3	3.1

b) Précipitations

Les précipitations moyennes mensuelles sur le secteur de Rémilly sont abondantes. Elles sont assez constantes durant l'année, avec une légère augmentation en fin d'automne/hiver (novembre à janvier), comme le montrent les données reportées dans le tableau suivant (données sur les 30 dernières années).

Suivi annuel des précipitations moyennes mensuelles sur la période 1999-2019 à la station de Metz-Nancy-Lorraine (climate-data.org)

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	D
Précipitations (mm)	80	68	71	64	78	75	72	74	76	79	85	99

Les précipitations annuelles moyennes dépassent légèrement les 900 mm.

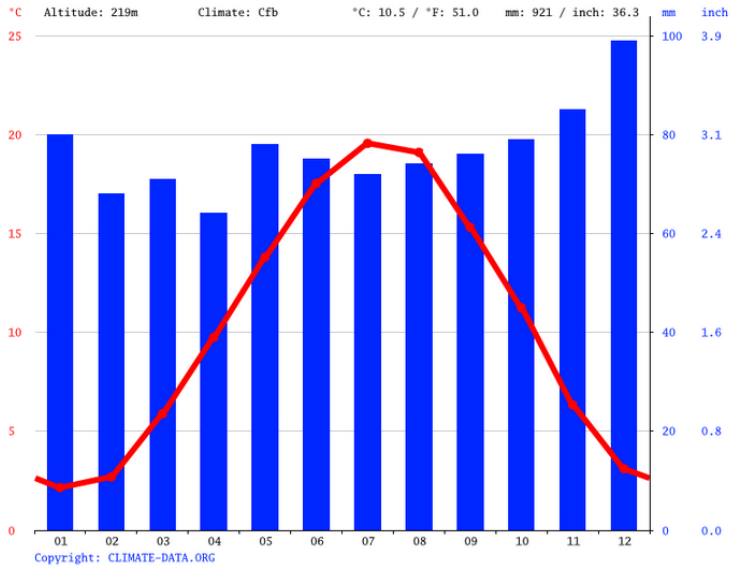


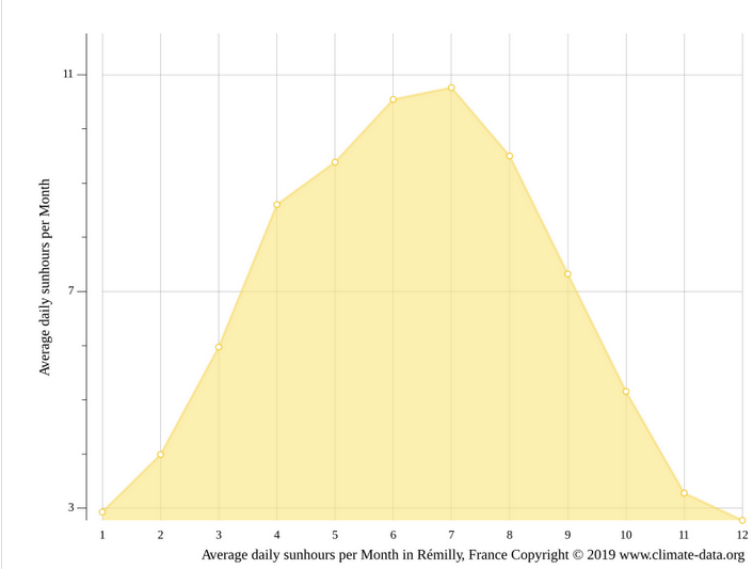
Diagramme ombrothermique mensuel moyen de Rémilly sur la période 1999-2019 à la station de Metz-Nancy-Lorraine (Climate-Data)

Le diagramme ombrothermique révèle une période plus sèche en fin d'hiver début de printemps, entre les mois de février et mars avec des températures basses et des précipitations plus faibles sur cette période.

c) Ensoleillement

En moyenne, l'ensoleillement annuel de Rémilly s'élève à 2445 heures et l'ensoleillement mensuel est de 80 h.

Le mois de juillet est le plus ensoleillé avec, en moyenne, 10,76 heures par jour pour un total de 333,61 heures sur le mois. A l'inverse, le mois de janvier ne compte que 2,78 heures d'ensoleillement par jour et un total de 86,07 heures d'ensoleillement sur le mois.



Heures d'ensoleillement à Rémilly mensuelles moyennes sur la période 1999-2019 à la station de Metz-Nancy-Lorrraine (Climate-Data)

d) Evolution du climat

Source : Météo France

- **Evolution passée**

Selon la base de données Météo France, à l'échelle de la Lorraine, le réchauffement climatique s'est traduit par une augmentation des températures de l'ordre de 0,3°C par décennie sur la période 1959-2009. Ces hausses de températures ont une saisonnalité avec un réchauffement plus important en été à hauteur de 0,3°C à 0,4°C par décennies pour les températures minimales et d'environ 0,5°C pour les maximale. En automne, la tendance est également en hausse mais avec des valeurs moins élevées, de l'ordre de 0,2°C par décennie. A noter que le phénomène de réchauffement s'accentue depuis les années 1980. Au réchauffement, s'ajoute un assèchement des sols qui tend à s'intensifier. En parallèle, il a été observé une augmentation des précipitations sur cette même période.

- **Evolution prévue pour le futur**

Les estimations montrent que le changement climatique entraînera des conséquences majeures sur les sociétés par le bouleversement des écosystèmes, la modification de la répartition des populations, la disponibilité des ressources, les filières économiques et nos modes de vies.

Tous les scénarios, qui découlent des projections climatiques, montrent une poursuite du réchauffement annuel en Lorraine jusqu'en 2050. Si aucune politique climatique n'est mise en place, le scénario RCP8,5 montre un réchauffement qui atteindra les + 4°C à l'horizon 2071-2100 par rapport à la période 1976-2005. En Lorraine, cela engendrera une augmentation du nombre de journées chaudes, une diminution du nombre de jours de gel et une augmentation de l'assèchement des sols de plus en plus marqué.

Selon le SRADDET (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) de la région Grand Est, approuvé le 24 janvier 2020, les effets du changement climatique sont déjà perceptibles à l'échelle régionale. Sur le plan climatique, on note par exemple la diminution du nombre de jours de gel à Nancy de l'ordre de 5 jours par décennie et la hausse des cumuls annuels de précipitations, en particulier à l'automne. On observe également un avancement des stades de développement des vignes, le dépérissement de certaines espèces d'arbres, la transformation du cycle végétatifs des cultures ou encore la modification des habitudes des oiseaux migrateurs.

7.2. Qualité de l'air et émissions de gaz à effet de serre

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe), modifie la planification régionale portant sur le climat, l'air et l'énergie. Ainsi, les régions doivent désormais intégrer les enjeux associés au climat, à l'air et l'énergie dans un schéma plus large traitant des différentes politiques de développement durable - le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).

Le SRADDET de la région Grand Est a été approuvé le 24 janvier 2020. Ce dernier fixe des objectifs quant à la qualité de l'air, les émissions de gaz à effet de serre et l'énergie :

- Objectif 1 – Devenir une région à énergie positive et bas carbone à l'horizon 2050
- Objectif 2 – Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti
- Objectif 3 – Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises et accompagner l'économie verte
- Objectif 4 – Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique
- Objectif 5 – Optimiser et adapter les réseaux de transport d'énergie
- Objectif 15 – Améliorer la qualité de l'air, enjeu de santé publique

La loi Grenelle II et la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique a fait obligation aux EPCI à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants de réaliser un Plan climat-air-énergie territorial. Celui-ci est un projet axé sur la réduction des émissions de GES, la réduction de la dépendance énergétique et la limitation de la vulnérabilité climatique en permettant d'adapter les territoires sur le court, moyen et long terme. La Communauté de Communes du Sud Messin, dans laquelle s'inscrit la commune de Rémilly, recense moins de 20 000 habitants et ne s'est pas dotée d'un PCAET.

a) Bilan sur la qualité de l'air

- **Les polluants réglementés**

Les oxydes d'azotes (NOx) sont des polluants indicateurs des activités de combustion, notamment du trafic routier et du chauffage résidentiel. Le monoxyde d'azote (NO) rejeté par les pots d'échappements s'oxyde dans l'air très rapidement en dioxyde d'azote (NO2).

Les particules fines en suspension dans l'air correspondent à un ensemble de composés plus ou moins nocifs qui viennent fragiliser les défenses immunitaires et peuvent être le véhicule de composés hautement toxiques. Les particules sont différenciées selon leur granulométrie. Les PM10 correspondent à des particules d'un diamètre inférieur à 10 µm (micromètre) et les PM2,5 à des particules de moins de 2,5 µm. On différencie les particules suivant leur taille car celle-ci a un effet sur leur pénétration pulmonaire. L'exposition chronique aux particules fines contribue à augmenter le risque de contracter des maladies cardiovasculaires et respiratoires (ORS 2007). Les sources d'émissions de particules fines sont nombreuses : transport routier, combustion industrielle, chauffage urbain, incinération des déchets...

Le dioxyde de soufre se forme par la combustion de composés fossiles soufrés : charbon, fioul domestique, gazole…

Gaz surveillé pour son impact sur la santé et l'environnement ainsi que pour sa réactivité chimique (précurseur de particules secondaires), **le NH3** est lié essentiellement aux activités

agricoles (volatilisation lors des épandages et du stockage des effluents d'élevage et épandage d'engrais minéraux).

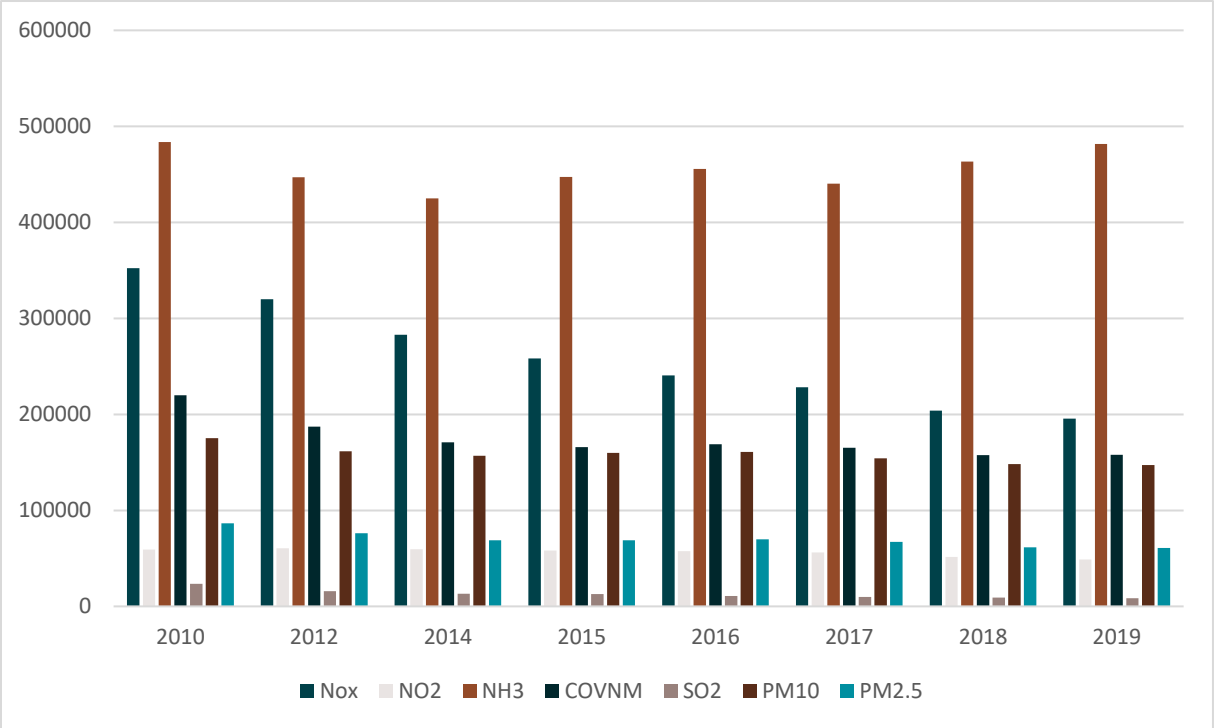
Les composés organiques volatiles non méthaniques (COVNM) sont des polluants de compositions chimiques variées avec des sources d'émissions multiples. Les sources anthropiques (liées aux activités humaines) sont marquées par la combustion (chaudière, transports, …) et l'usage de solvants (procédés industriels ou usages domestiques).

Selon l'Observatoire Climat-Air-Energie du Grand Est, la région du Grand Est possède une qualité de l'air globalement bonne. Cependant, le diagnostic du SRADDET indique que les émissions de polluants atmosphériques sont relativement élevées à l'échelle régionale bien que leur baisse soit en cohérence avec les objectifs nationaux. De plus, la qualité de l'air tend à s'améliorer. Toutefois, des dépassements des valeurs limites pour les particules fines et le dioxyde d'azote sont encore souvent constatés dans plusieurs agglomérations du Grand Est telles que Reims ou Strasbourg.

A échelle plus locale, la CC Sud Messin présente les résultats suivants en termes d'émissions de polluants atmosphériques en 2019 :

Emissions de polluants atmosphériques en kg à l'échelle de la CC Sud Messin en 2019 par secteurs d'activités (Observatoire Climat-Air-Energie du Grand Est)

	SO2	NOx	NO2	NH3	COVNM	PM10	PM2.5
Agriculture, sylviculture et aquaculture hors UTCATF	40,6	32 181,3	3 861,8	47 0614,4	6 253,8	101 008,4	22 741,8
Déchets	0	0	0	1 596,9	0	0	0
Extraction, transformation et distribution d'énergie	0	0	0	0	1 911,8	0	0
Industrie manufacturière et construction	152,9	5 943,2	297,2	99,2	20 254,2	2 779,7	925,3
Modes de transports autres que routier	1 159,7	22 714,6	2 615,4	1,0	2 373,7	5 564,2	2 291,9
Résidentiel	5 078,0	18 627,8	2 235,3	7 809,5	97 583,6	29 445,3	28 860,3
Tertiaire, commercial et institutionnel	1 964,0	5 217,4	626,0	77,0	932,9	360,7	304,9
Transport routier	263,1	110 805,0	39 073,2	1 520,0	28 723,1	7 982,2	5 636,9



Evolution des émissions de polluants atmosphériques de la CC Sud Messin entre 2010 et 2019 (Observatoire Climat-Air-Energie du Grand Est)

Ainsi, sur le période 2010-2019, la majorité des polluants atmosphériques sont en baisse à l'exception du NH3 qui après une baisse, est au même niveau en 2019 qu'en 2010. Il s'agit du polluant atmosphérique le mieux représenté avec les oxydes d'azote et les composés organiques volatiles non méthaniques. Le caractère très rural du territoire explique les émissions importantes de NH3, étroitement liées aux activités agricoles.

Par ailleurs, la commune de Rémilly est classée en catégorie 1 du potentiel radon. Les communes à potentiel radon de catégorie 1 sont celles localisées sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles. La qualité de l'air n'est donc pas remise en question par ce risque (cf. partie V, chapitre « Risque Radon »).

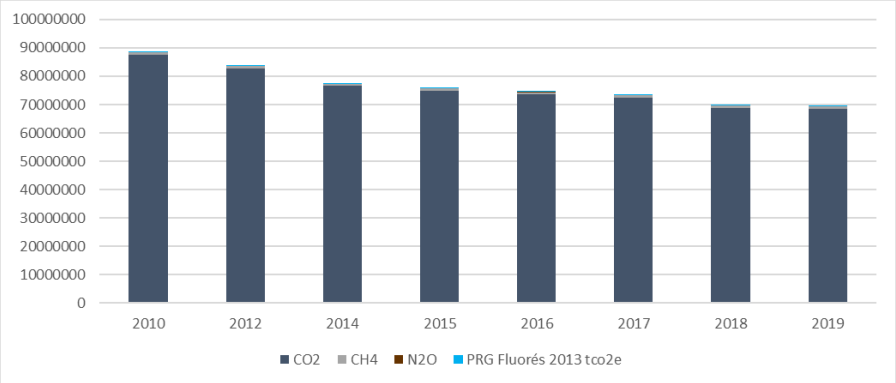
b) Emissions de gaz à effet de serre

L'émission de gaz à effet de serre est une des causes du changement climatique. La France s'est donnée comme objectif de diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Il existe différents gaz à effet de serre. Le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du climat (GIEC) en a recensé plus d'une quarantaine. Le plus commun est la vapeur d'eau et le plus connu est le dioxyde de carbone (CO2). Tous deux sont naturellement présents dans l'atmosphère. Il y a aussi le méthane (CH4), le protoxyde d'azote (N2O), l'ozone (O3), et des gaz créés par l'Homme, tels que les hydrofluorocarbures (HFC), les perfluocarbures (PFC) et l'hexafluorure de soufre (SF6), par exemple.

La site Atmo Grand-Est recueille les données concernant les émissions de gaz à effet de serre (GES) par EPCI . Le tableau ci-dessous présente le bilan des émissions de GES pour la CC Sud Messin en 2019.

Bilan des émissions de la CC Sud Messin en 2019 par secteurs d'activités (L'Observatoire Climat-Air-Energie du Grand Est)

	CO2 en kg	CH4 en kg	N2O en kg	PRG Fluorés 2013 tco2e
Agriculture, sylviculture et aquaculture hors UTCATF	5 979 261,6	677 313,3	91 980,0	0
Déchets	0	103 630,6	311,3	0
Extraction, transformation et distribution d'énergie	51,4	4 847,4	0	45,3
Industrie manufacturière et construction	3 317 888,6	106,0	357,0	783,2
Modes de transports autres que routier	2 063 283,7	148,7	90,3	100,7
Résidentiel	15 388 620,1	21 444,8	554,1	266,5
Tertiaire, commercial et institutionnel	3 836 332,3	481,0	34,2	1 109,6
Transport routier	37 953 201,2	773,2	1 352,7	963,1



Evolution des émissions de GES en kg de la CC Sud Messin entre 2010 et 2019 (L'Observatoire Climat-Air-Energie du Grand Est)

Ainsi, le dioxyde de carbone est le gaz à effet de serre le plus émis sur le territoire intercommunal. Il est essentiellement lié au transport routier. A noter que les émissions sont en baisse sur la période 2010-2019 avec toutefois une stabilisation de 2014 à 2019.

c) Puits de carbone

Selon l'Agence de la Transition Ecologique (ADEME), un puit de carbone est défini comme « tout système qui absorbe plus de carbone qu'il n'en émet ». En ce sens, la notion de « séquestration » du carbone est primordiale car elle sous-entend que, au-delà de la captation du carbone, celui-ci reste séquestré en dehors de l'atmosphère. Ainsi, en raison de la longue durée de vie des arbres, les forêts représentent des puits de carbone intéressants.

Par conséquent, et bien que le dioxyde de carbone soit le GES le plus émis, la commune de Rémilly, constituée à 26% de boisements, présente un potentiel non négligeable en termes de

captation du carbone. De plus, la commune est recouverte à 23 % de prairies (dont les prairies permanentes) qui représentent des puits de carbone potentiels intéressants.

7.3. Bilan des consommations et production d'énergie

Source : Atmo Grand-Est

A l'échelle de la région Grand Est, la production d'énergie est répartie entre filière électronucléaire (67 %) et les énergies renouvelables et de récupération. Sur la période 2005-2014, la production issue des énergies renouvelables est en hausse. Le bois énergie représente la première source d'énergie renouvelable de la région. Selon le SRADDET, la région se positionne en leader en éolien, représentant 25 % du parc éolien français et sur la filière biogaz en termes d'installations et de puissances installées.

La communauté de communes Sud Messin a, en 2019, consommé **450 431,11 MWh PCI** (Pouvoir Calorifique Inférieur, caractéristique de l'énergie libérée lors de la combustion d'une substance) dont 34,1 % pour le secteur des transports routiers, 6,2 % pour les autres transports, 5,3 % pour l'agriculture, 6,4 % pour le secteur industriel, 38,9 % pour le secteur résidentiel et 9,1 % pour le secteur tertiaire. La consommation énergétique globale de 2019 représente une consommation de 27,8 MWh par habitant.

Aussi, en termes de mix énergétique, 51 % de l'énergie consommée est issue des produits pétroliers, 24 % vient de l'électricité et 23 % est lié au gaz naturel. Concernant les énergies renouvelables 7 % est lié au bois énergie et 6 % proviennent d'autres types d'ENR. Ainsi, la place des énergies renouvelables est encore marginale dans la consommation énergétique du territoire intercommunal.

Consommation énergétique de la CC Sud Messin en 2019 (Observatoire Climat-Air-Energie du Grand Est)

Secteur	Catégorie	Consommation énergétique finale corrigée* en MWh PCI	Consommation énergétique totale par secteur en MWh PCI
Agriculture, sylviculture et aquaculture hors UTCATF	Autres énergies renouvelables (EnR)	1 733,4	**24 022,3**
	Produits pétroliers	22 288,9	
Industrie manufacturière et construction	Autres énergies renouvelables (EnR)	246,5	**28 766,4**
	Electricité	13 603,5	
	Gaz Naturel	11 122,5	
	Produits pétroliers	3 793,9	
Modes de transports autres que routier	Autres énergies renouvelables (EnR)	134,5	**27 843,2**
	Electricité	11 830,1	
	Produits pétroliers	15 878,6	
Résidentiel	Autres énergies renouvelables (EnR)	13 765,9	**175 052,6**
	Bois-énergie (EnR)	32 912,7	

	Electricité	56 948,2	
	Gaz Naturel	42 391,4	
	Produits pétroliers	29 034,4	
Tertiaire, commercial et institutionnel	Autres énergies renouvelables (EnR)	100,9	**41 174,4**
	Bois-énergie (EnR)	614,8	
	Electricité	24 638,8	
	Gaz Naturel	1 402,6	
	Produits pétroliers	14 417,3	
Transport routier	Autres énergies renouvelables (EnR)	11 078,1	**153 572,2**
	Electricité	148,0	
	Gaz Naturel	17,2	
	Produits pétroliers	142 328,9	

7.4. Potentiel de développement des énergies renouvelables

Actuellement, une installation de deux pompes à chaleur a été posée au niveau de la résidence Gaïa, pour un total de 24 logements. Elle assure l'approvisionnement de 156 kWh d'énergie pour cette résidence.

Cependant, le territoire de Rémilly a un potentiel de développement des énergies renouvelables sur son territoire détaillé ci-après.

a) Energie éolienne

La région Grand Est est la première région de France en termes de puissance éolienne installée sur son territoire.

Le vent moyen sur la commune de Rémilly est compris entre 5,15 et 5,25 m/s à 40 mètres de hauteur. Or une éolienne devient rentable pour un vent supérieur à 5,5 m/s à 40 mètres du sol. Cependant, la commune figure parmi la liste des communes disposant de zones favorables de taille suffisante pour le développement de l'énergie éolienne.

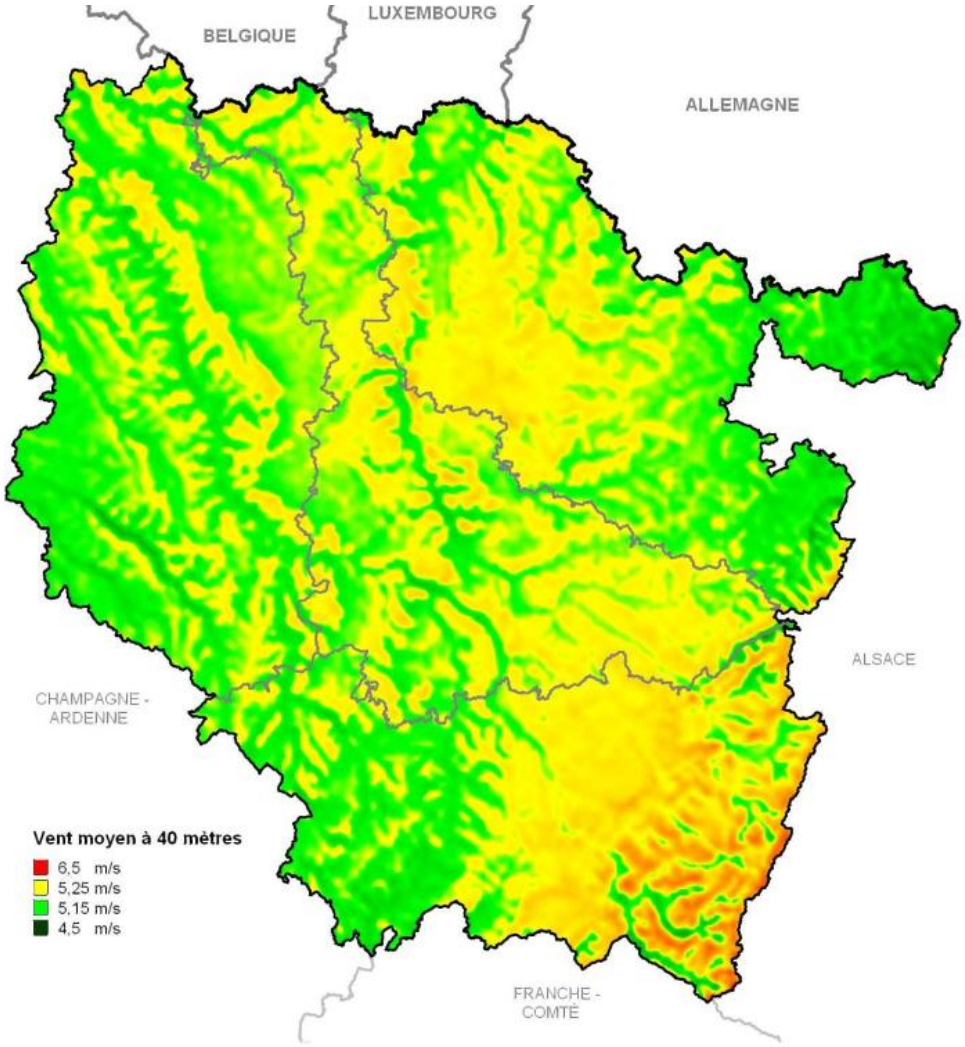


FIGURE 1 : CARTE DES VENTS MOYENS À 40 M EN LORRAINE (MÉTÉO FRANCE)

Vent moyen à 40m en Lorraine (Schéma Régional Eolien de Lorraine)

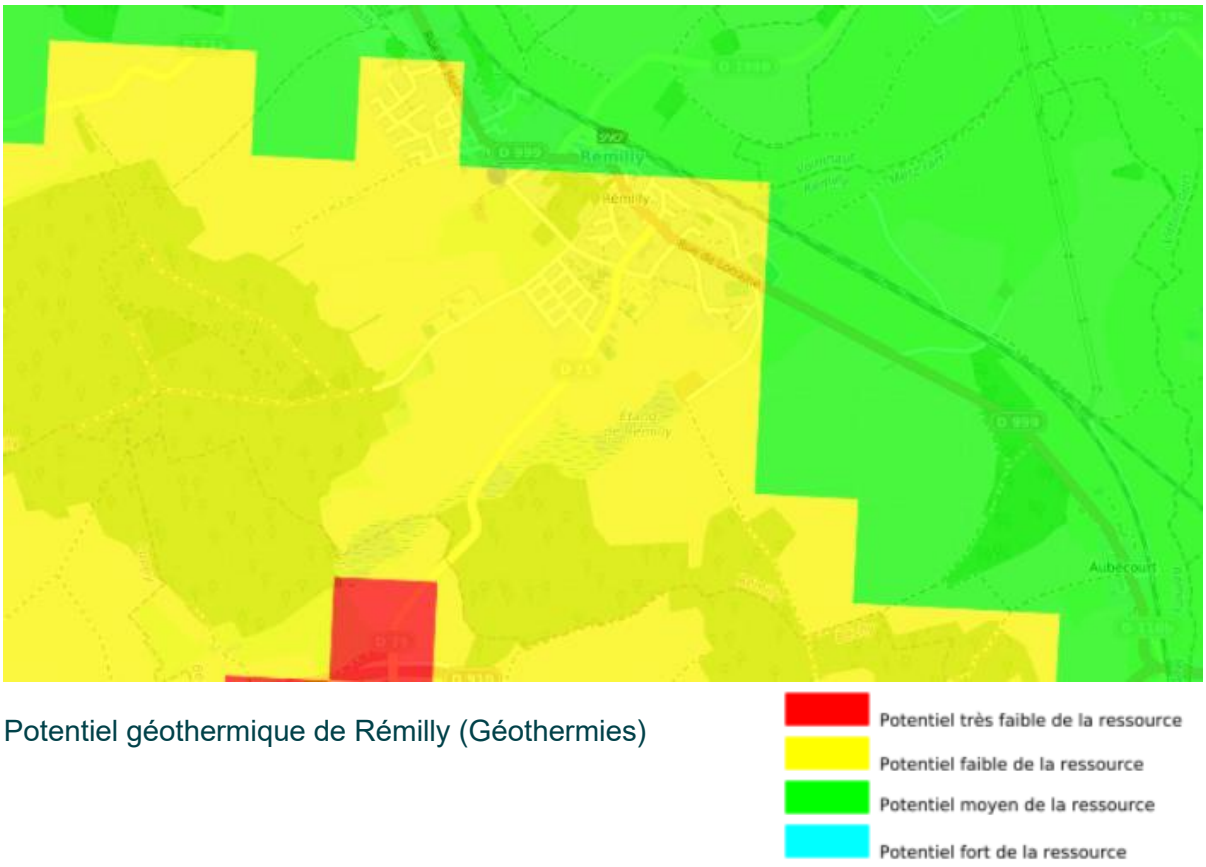
b) Géothermie

Source : Géothermie

La géothermie est un processus issu de l'infiltration des eaux gravitaires dans le sol. Au contact du substratum géologique l'eau va se réchauffer et peut, dans certains cas, atteindre des températures élevées (plus de 200°C). Les utilisations directes de la géothermie profonde sont nombreuses et énergétiquement très efficaces.

Le BRGM, l'ADEME, la région Ile de France et EDF ont développé un système d'information géographique d'aide à la décision, qui indique si, en un endroit donné, l'installation de pompes à chaleur sur nappe aquifère est envisageable.

Le SIG ne montre que la productivité des nappes superficielles, sans prendre en compte les nappes profondes. Sur le territoire de Rémilly, le potentiel relevé est faible sur la partie Ouest de la commune et moyen sur la partie Est. Il est à noter que la localisation de ce potentiel moyen se situe au niveau des zones naturelles protégées de la communes (Natura 2000 et ZNIEFF de type 1).



Potentiel géothermique de Rémilly (Géothermies)

A noter, selon le site Géothermies, que les 24 logements de la résidence Gaïa à Rémilly sont chauffés via deux pompes à chaleur géothermiques sur 20 sondes verticales.

c) *Bois énergie*

Le bois, sous forme de bûches, est l'un des moyens de chauffage les moins chers, sous réserve d'utilisation d'appareils bien dimensionnés et performants, qui assurent une bonne combustion, voire une possibilité d'accumulation de la chaleur. La filière Bois-énergie se développe dans le contexte de transition énergétique actuel et se veut en adéquation avec les filières utilisatrices du bois déjà en place ainsi qu'avec une gestion durable de la forêt.

Selon les données de l'Observatoire Climat-Air-Energie du Grand Est, 7 % de l'énergie consommée à l'échelle de la Communauté de communes Sud Messin est issue du bois-énergie qui se positionne ainsi comme la première énergie renouvelable consommée sur le territoire intercommunal.

- **Synthèse**

Atouts et opportunités
• Des émissions de polluants atmosphériques majoritairement en baisse sur la période 2010-2019 • Une baisse des émissions de gaz à effets de serre entre 2010 et 2019 • Une qualité de l'air plutôt bonne • Une consommation d'énergies renouvelables en légère augmentation et dominée par le bois énergie • Forêt/boisement et prairies permanentes, des réservoirs naturels important pour la séquestration du carbone
Faiblesses et menaces
• Des changements climatiques qui vont s'accentuer et impacter le territoire (élévation des températures, épisodes de crues, diminution du nombre de jours de gel, assèchement plus important). • Des émissions importantes de NH3 en lien avec l'activité agricole • Des émissions de gaz à effet de serre majoritairement lié au transport routier et au résidentiel • Une consommation énergétique majoritairement dépendante des produits pétroliers et des énergies renouvelables encore marginales sur le territoire intercommunal de la CC Sud Messin
Indicateurs possibles
• Evolution de la qualité de l'air • Evolution de la production d'énergie et de la part d'énergie renouvelable • Evolution des consommations et des émissions de GES
Enjeux
• Augmenter la part d'énergie renouvelable dans la production du territoire • Encourager les rénovations thermiques et les constructions/formes urbaines économes en énergie • Préservation des espaces boisés, puits à carbone, notamment les boisements au Sud et à l'Ouest du territoire • Favoriser les moyens de déplacement doux afin de limiter voire diminuer la pollution atmosphérique émise par les moyens de transports à combustion
Sources
ATMO Grand Est, SRE Lorraine, Météo France, Climate-data.org

8. NUISANCES ET RISQUES

8.1. Gestion des déchets

Source : CC Sud Messin

La collecte et le traitement des déchets ménagers est une compétence de la communauté de communes du Sud Messin.

A ce jour, la collecte des déchets ménagers est assurée par la communauté de communes du Sud Messin pour l'ensemble de ses 34 communes. Depuis 2018, le service déchets ménagers est financé par une redevance incitative à la levée.

Les ordures ménagères sont collectées hebdomadairement et le recyclable quinzomadairement. L'apport est volontaire dans des bacs pour le verre et textiles. En 2018, les habitants de la communauté de communes ont produit en moyenne 486 kg de déchets (hors gravats) répartis comme ceci :

- 176 kg/an d'ordures ménagères soit 36% des déchets produits ;
- 43 kg/an de verre soit 9% des déchets produits ;
- 66 kg/an d'emballages ménagers recyclables soit 14% des déchets produits ;
- 201 kg/an d'ordures en déchèterie soit 41% des déchets produits.

Par rapport au département de la Moselle, les habitants de la CC Sud Messin produisent moins d'ordures ménagères (-49 kg/an), mais produisent plus d'emballages ménagers recyclables (9 km/an), de verre (+13kg/an) et d'ordures en déchèterie (+34 kg/an).

Une déchetterie est présente à Rémilly. Elle est ouverte à tous les habitants de la CC Sud Messin et à 5 communes de la communauté de commune voisine. En 2018, la déchèterie a accueilli 2327 tonnes de déchets, principalement du tout-venant (24%), des gravats (22%) et des végétaux et bois (33%).

Les déchets verts sont notamment transformés en compost au niveau du site de Louvigny (15 km de Rémilly).

Au niveau de la sensibilisation à la réduction des déchets effectuée par la CC Sud Messin, notons :

- La mise en place de la tarification incitative ainsi qu'un guide explicatif
- Des interventions d'un agent du service déchets ménagers sur le compostage ainsi que la vente de composteurs à prix réduit
- Une journée de ramassage des déchets



Entrée de la déchetterie de Rémilly (Biotope)

8.2. Nuisances

a) Nuisances sonores

Le bruit constitue depuis plusieurs années une préoccupation majeure pour les Français. Selon une enquête statistique réalisée en mai 2010 par la TNS-SOFRES, le bruit dû aux transports apparaît comme la principale source de nuisance (54 %). La loi de 1992 relative à la maîtrise des nuisances aux abords des infrastructures de transport terrestre impose la réalisation d'un classement des voies sonores, ainsi que la délimitation d'un secteur de nuisance de part et d'autre de l'infrastructure. A l'intérieur de ce secteur, des règles de construction sont imposées aux futurs pétitionnaires des permis de construire afin de garantir un isolement acoustique des bâtiments. Les périmètres de recul le long de la voie doivent être intégrés dans les documents d'urbanisme locaux (annexe des PLU et POS en vigueur).

Cette règlementation a été complétée par la directive de 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, qui impose aux grandes agglomérations et pour les principales infrastructures de transports, la réalisation de cartes de bruit stratégiques. Ces dernières conduisent à l'adoption de plans de prévention du bruit dans l'environnement - PPBE.

Le plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE 3ème échéance) du réseau routier et autoroutier relevant de la compétence de l'État dans le département de la Moselle a été approuvé par arrêté préfectoral du 10 janvier 2020. Au PPBE sont associées les Cartes de Bruit Stratégiques (CBS) qui permettent de cartographier les zones exposées au bruit routier.

Les PPBE et cartes de bruits utilisent deux indices européens : L_{den} (niveau du bruit annuel perçu sur une journée de 24h) et L_n (indice du niveau sonore moyen annuel entre 22h et 6h). L'unité utilisée est le décibel pondéré A dB(A).

La commune de Rémilly n'est pas concernée par les cartes de bruit du réseau routier départemental.

La commune de Rémilly est en revanche concernée par la carte de bruit du réseau ferroviaire.

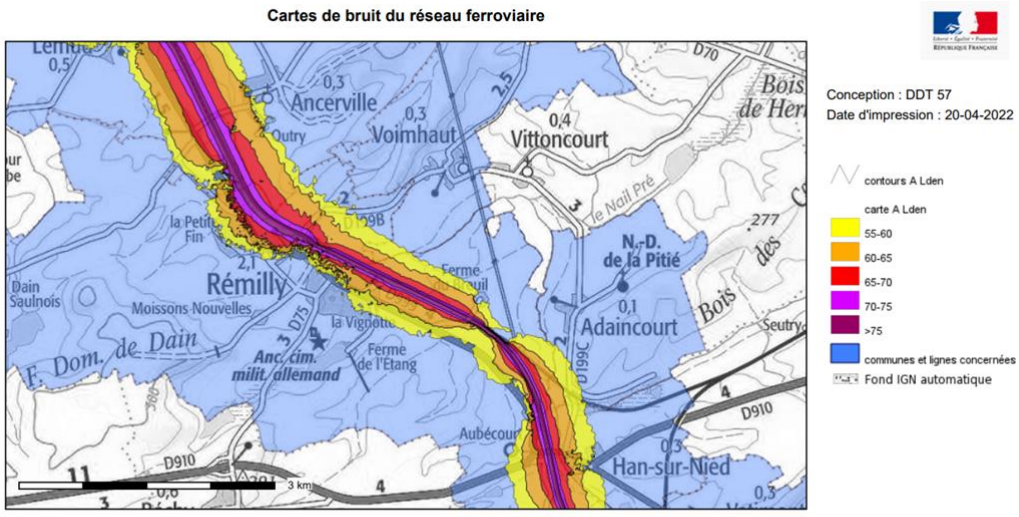
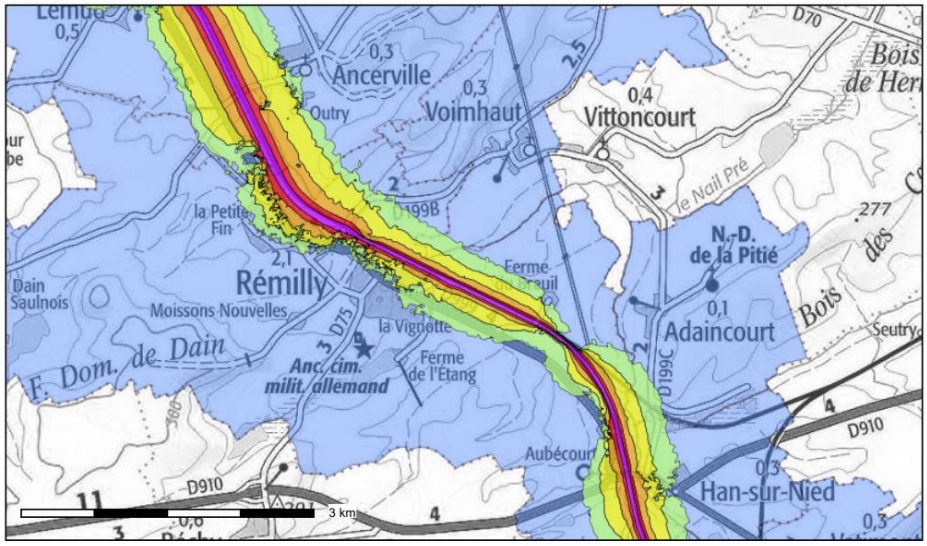


Figure 1 : Carte du bruit du réseau ferroviaire le jour (Département de la Moselle)

Cartes de bruit du réseau ferroviaire



Description :
Cartes de bruit du réseau ferroviaire

Carte A - Indicateur Lden (Jour, Soir, Nuit) de 55 dB(A) à supérieur à 75 dB(A)
Carte A - Indicateur Ln (Nuit) de 50 dB(A) à supérieur à 70 dB(A)

Carte du bruit du réseau ferroviaire la nuit (Département de la Moselle)



Voie ferrée et TER à proximité de la STEP de Rémilly, au Nord de Rémilly (Biotope)

Ces voies bruyantes ferroviaires entrainent ainsi une largeur de recul ou entrainent des isolations acoustiques supplémentaires dans cette largeur.
Ces largeurs de recul sont récapitulées dans le tableau suivant :

Classement des voies ferroviaires bruyantes su rla commune de Rémilly (Source : porté à connaissance de l'Etat)

Voie	Nom de la ligne de à	Catégorie de classement sonore	Largeur (m)
140000	Baudrecourt à Rémilly	3	100
140000	Rémilly à Metz	2	250
172000	Rémilly à Herny	3	100

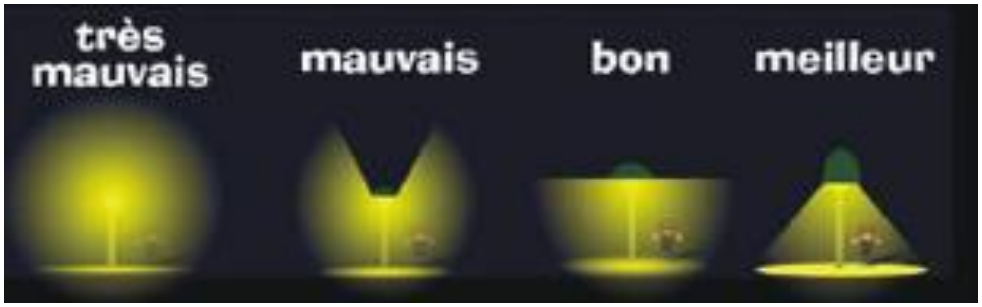
b) Nuisances olfactives

Peu présentes sur le territoire, les nuisances olfactives peuvent localement être dues aux activités agricoles. La commune de Rémilly ne présente pas non plus de décharge sauvage à ciel ouvert.

c) Nuisances lumineuses

Une optimisation de l'éclairage public peut à la fois permettre une diminution des accidents de circulation de la route dus à l'éblouissement ou à la fatigue oculaire, de faire des économies d'énergies et financiers ainsi que préserver le milieu nocturne (trame étoilée, déplacement des espèces nocturnes) sans diminuer la qualité de l'éclairage. Il a également été démontré qu'il pouvait y avoir un impact sur la santé humaine par un dérèglement du rythme biologique. Il est donc important de repenser les modes d'éclairages pour à la fois améliorer le cadre de vie et maintenir une qualité du service. Il existe plusieurs méthodes pour y parvenir :

- La première consiste à optimiser l'orientation de l'éclairage. L'utilisation d'un abat-jour adapté permet de diminuer la part de lumière se dirigeant directement vers le ciel. Pour optimiser l'efficacité, il est important que l'ampoule utilisée ne le dépasse pas. Comme les faisceaux lumineux sont tous émis vers le sol, il est possible de diminuer l'intensité et d'obtenir la même qualité d'éclairage.
- Une seconde méthode consiste à utiliser des diodes électroluminescentes ayant un rendement « consommation énergétique/quantité de lumière émise » meilleur que les lampes à incandescence. Les performances énergétiques sont donc plus avantageuses.
- Une troisième pratique est l'installation de détecteurs de mouvements. L'intensité lumineuse dégagée est faible lorsque le détecteur n'est pas actionné, puis s'active dès le passage d'un individu. Il permet d'éclairer dans des périodes dites « utiles ».



Systèmes d'éclairage public

Cependant, ce système pose de nombreuses questions quant aux réglages à effectuer. A quelle distance le détecteur va repérer l'individu ? Au bout de combien de temps s'arrête-t-il ? Peut-il faire la différence entre le passage d'un animal nocturne et celui d'un usager ? Il est donc très difficile à mettre en place si on souhaite un rendement total mais il peut s'avérer très efficace en termes d'économies énergétiques.

- La quatrième méthode est plus radicale. Elle consiste à choisir une plage horaire où la fréquentation est la moins importante et par conséquent où la demande du service est la plus faible afin d'éteindre totalement l'éclairage (application restreinte à un secteur ou à des axes particuliers).

Selon la base de données de l'association AVEX, la commune est concernée par une pollution faible au Nord du territoire, liée au noyau urbain. Celle-ci s'estompe à mesure que l'on s'éloigne du cœur urbain. Elle reste relativement peu élevée en comparaison aux communes voisines de Metz et Faulquemont. La cartographie AVEX s'appuie sur des éléments d'occupation des sols, notamment l'artificialisation, et sur des modélisations.

d) Rayonnements électromagnétiques

Sources : RTE, ANF

Selon l'INRS, les champs électromagnétiques peuvent, au-delà de certains seuils, avoir des effets sur la santé de l'homme. Imperceptibles, les champs électromagnétiques sont présents partout dans l'environnement. Toute installation électrique crée dans son voisinage un champ électromagnétique, composé d'un champ électrique et d'un champ magnétique.

Bien que les risques éventuels sur la santé soit encore sujet à débat, l'exposition prolongée et récurrente de la population aux ondes électromagnétiques constitue actuellement une préoccupation majeure des politiques d'aménagement du territoire. Les inquiétudes concernent entre autres les lignes à haute tension, soupçonnées de contribuer au phénomène d'électrohypersensibilité.

Le décret n°2002-775 du 3 mai 2002, relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques, fixe des valeurs limites d'exposition au public.

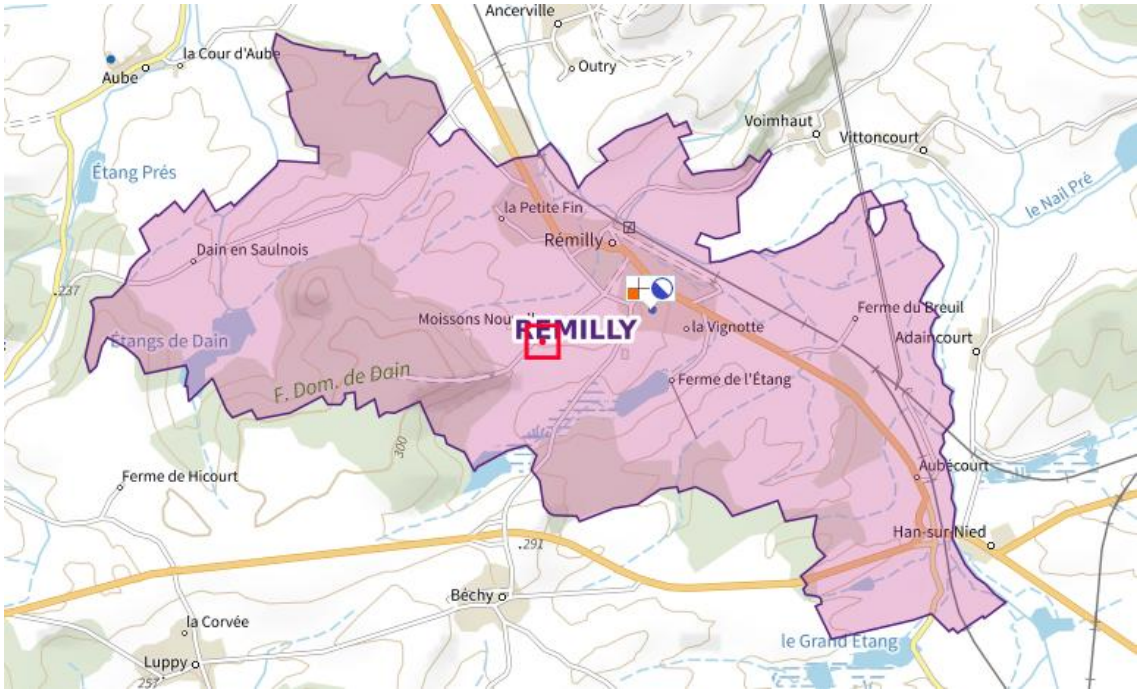
Aussi, le rapport de l'ANSES en date du 5 avril 2019 propose des recommandations en termes d'urbanisme : « Considérant l'augmentation potentielle de l'incidence de leucémies infantiles à proximité des lignes à haute tension, et malgré l'absence de preuve d'un lien de causalité direct entre l'exposition aux champs électromagnétiques basses fréquences et la survenue de leucémie infantile, le CES souligne la pertinence de l'instruction du 15 avril 2013 relative à l'urbanisme à proximité des lignes de transport d'électricité. Celle-ci recommande « d'éviter, dans la mesure du possible, de décider ou d'autoriser l'implantation de nouveaux établissements sensibles (hôpitaux, maternités, établissements accueillant des enfants tels que crèches, maternelles, écoles primaires etc.) dans les zones qui, situées à proximité d'ouvrages THT, HT, lignes aériennes, câbles souterrains et postes de transformation ou jeux de barres, sont exposées à un champ magnétique de plus de 1 µT ».

GAMME DES FRÉQUENCES	INDUCTION magnétique (mT)	DENSITÉ de courant S (mA/m²) (valeur efficace)	MOYENNE DAS pour l'ensemble du corps (W/kg)	DAS localisé (tête et tronc) (W/kg)	DAS localisé (membres) (W/kg)	DENSITÉ de puissance S (W/m²)
0 Hz	40	-	-	-	-	-
	-	8	-	-	-	-
1.4 Hz	-	8/f	-	-	-	-
4-1 000 Hz	-	2	-	-	-	-
1 000 Hz-100 kHz	-	f/1500	-	-	-	-
100 kHz-10 MHz	-	f/500	0,08	2	4	-
10 MHz-10 GHz	-	-	0,08	2	4	-
10-300 Ghz	-	-	-	-	-	10

Valeurs limites d'exposition du public (Décret n°2002-775)

Une ligne électrique de 63 kV traverse la partie Est du territoire depuis un poste électrique au niveau de la voie de chemin de fer, vers le Nord et la commune d'Ancerville.

Il existe un site radioélectrique à environ 1km au niveau de château d'eau proche du centre-bourg de la commune.



Localisation des sites radioélectriques sur la commune de Rémilly (source : Agence Nationale des Fréquences)

8.3. Risques anthropiques

a) Risque de pollution des sols et anciens sites industriels

On considère qu'un site pollué est « un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement ». L'origine de ces pollutions peut être attribuée à des épandages fortuits ou accidentels, à des retombées au sol de polluants atmosphériques ou à d'anciennes pratiques d'élimination des déchets. Sous l'effet de différents processus physico-chimiques (infiltration/percolation, dissolution, volatilisation) contribuant à leur dissémination, les substances présentes dans le sol ont pu devenir mobiles et atteindre l'homme, les écosystèmes, les ressources en eau. Ainsi, un site pollué est souvent synonyme de risque pour les eaux souterraines.

Il existe deux bases de données nationales qui permettent de recenser les sites potentiellement pollués et les sites où la pollution est avérée :

- Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (anciennement BASOL) sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif ;
- CASIAS carte des anciens sites industriels et activités de service (inventaire historique) ;
- A ces deux bases de données s'ajoute la Base de données Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) sur les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement. Ils sont mis à disposition du public après consultation des mairies et information des propriétaires.

Le territoire de Rémilly n'est pas concerné par une information de l'administration concernant des pollutions suspectées ou avérées mais il compte 5 sites CASIAS (carte et tableau ci-dessous.)

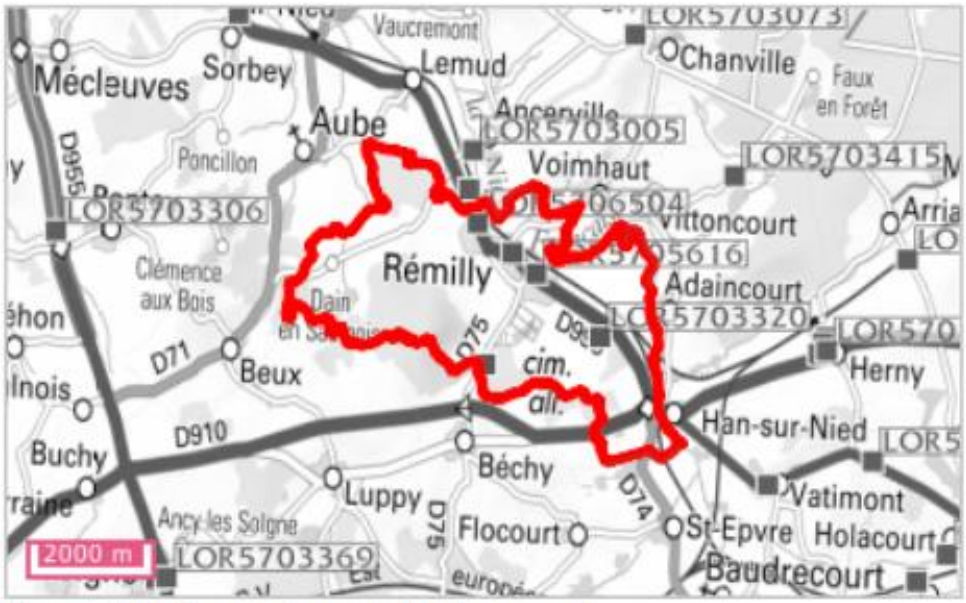
Il s'agit d'anciennes décharges à ciel ouvert, un garage et une quincaillerie.

Par ailleurs, aucun SIS n'a été identifié sur le territoire.

Liste des sites CASIAS recensés sur la commune (source : Géorisques)

Identifiant	Raison sociale	Nom usuel	Adresse	Etat occupation
LOR5703320	Commune de Rémilly	Décharge brute	D999, Rémilly	En arrêt
LOR5703210	Commune de Béchy	Décharge brute	Route de Béchy	En arrêt
LOR5701262	HEIB	Garage	-	Indéterminé
LOR5705614	FURGAL	Serrurerie	-	Indéterminé
LOR5705615	SERVICE VICINAL DE LA MOSELLE	Réservoir à goudron	-	Indéterminé
LOR5705617	POINSIGNON Emile plâtrier	Carrière de gypse	-	Indéterminé
LOR5706503	GARAGE MARCHAL (de M.MARCHAL Gérard) ex	Atelier-Carrosserie-Peinture	-	Indéterminé

	CARROSSERIE OLLEGGINI			
LOR5705616	VICTOR Laurent	Four à plâtre	Rue du Moncé	Indéterminé
LOR5706505	LOUIS Georges	Quincaillerie et vente de combustibles	1 rue Robert Schuman	Indéterminé
LOR5706504	GARAGE FERRY (FERRY Roger)	Garage-Atelier-Peinture	51 rue de Metz	En activité



Source: Ministère en charge de l'environnement

Localisation des sites CASIAS sur le territoire de Rémilly (source : Géorisques)

b) Risque technologique et industriel

Un risque industriel majeur est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et/ou l'environnement.

Les générateurs de risques sont regroupés en deux familles :

- Les industries chimiques produisent des produits chimiques de base, des produits destinés à l'agroalimentaire (notamment les engrais), les produits pharmaceutiques et de consommation courante (eau de javel, etc.)
- Les industries pétrochimiques produisent l'ensemble des produits dérivés du pétrole (essences, goudrons, gaz de pétrole liquéfié)

Les installations et usines susceptibles de générer des risques ou des dangers sont soumises à une législation et une réglementation particulière, relatives à ce que l'on appelle "les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement" (ICPE).

La commune ne comporte pas d'ICPE hors exploitations agricoles (consultation de la base de données en avril 2022). Le site ICPE le plus proche est situé à Lemud, à 0,1 km au Nord de

la commune. C'est un site classé SEVESO bas, de stockage agricole ainsi qu'une plateforme logistique du groupe Lorca (cf figure 27).

A noter qu'une unité de micro-méthanisation liée au GAEC du Saulnois est localisée sur le hameau de Dain-en-Saulnois et est en service depuis 2022. Puisque accessoire à une exploitation agricole classée ICPE, elle fait l'objet d'un classement analogue.



Source: Ministère en charge de l'environnement

Localisation des ICPE sur le territoire communal de Rémilly (Géorisques)



Photo des silos de l'entreprise LORCA, situés en bordure Nord de la commune de Rémilly (Biotope)

c) *Risque de rejets de polluants*

Ces installations industrielles déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols. Aucune installation industrielle ne déclare de rejets de polluants sur la commune de Rémilly.

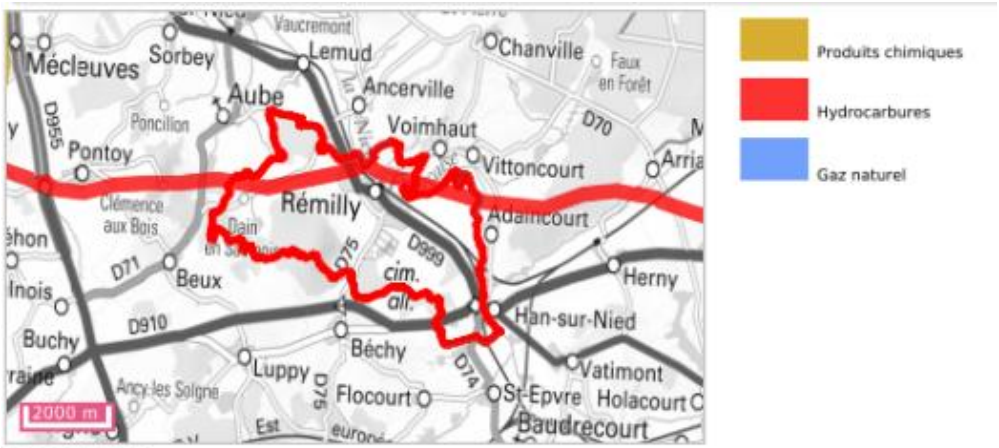
d) *Risque de transport de matières dangereuses*

Le risque de transport de matières dangereuses (TMD) est consécutif à un accident se produisant lors du transport, par voie routière, ferroviaire, aérienne, d'eau ou par canalisation, de matières dangereuses. Il peut entraîner des conséquences graves pour la population, les biens et/ou l'environnement. Les produits dangereux sont nombreux : ils peuvent être inflammables, toxiques, explosifs, corrosifs ou radioactifs.

Selon le Dossier Départemental des Risques Majeurs (D.D.R.M) de la Moselle approuvé par arrêté préfectoral du 17 décembre 2018, le département présente un risque d'accident de TMD sur l'ensemble de son territoire en raison de la situation transfrontalière et de l'importance du trafic routier lié à d'importantes industries.

La commune est concernée par le passage de la route départementale RD999 et une voie de chemin de fer.

Par ailleurs, une canalisation d'hydrocarbures traverse la commune selon un axe Nord-Est/Nord-Ouest. Il s'agit d'un oléoduc OTAN exploité par TRAPIL-ODC. Des servitudes d'utilité publique (SUP) ont été instituées autour de cette canalisation par arrêté préfectoral du 20 décembre 2017 (annexé au PLU).



Source: BRGM

Localisation de la canalisation d'hydrocarbures traversant le territoire communal de Rémilly (Géorisques)

8.4. Risques naturels

Le dossier départemental des risques majeurs (DDRM) de la Moselle, mis à jour en décembre 2018, identifie les risques majeurs sur le territoire départemental. Selon ce dernier, la commune est concernée par le risque suivant : inondations.

Par ailleurs, le DDRM précise que dans le département de la Moselle, l'ensemble des communes sont concernées par des risques de feux de forêt et un risque retrait-gonflement des argiles à des degrés divers.

Rémilly a fait l'objet de 9 arrêtés de catastrophes naturelles :

Liste des arrêtés de catastrophes naturelles émis sur la commune (source Géorisques)

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le Journal Officiel du
57PREF19990558	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Inondations et coulées de boue : 5

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le Journal Officiel du
57PREF19970076	25/02/1997	28/02/1997	24/03/1997	12/04/1997
57PREF19950173	22/07/1995	22/07/1995	28/09/1995	15/10/1995
57PREF19830951	25/05/1983	30/05/1983	21/06/1983	24/06/1983
57PREF19830541	09/04/1983	11/04/1983	16/05/1983	18/05/1983
57PREF20171289	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983

Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le Journal Officiel du
57PREF20190103	01/10/2018	31/12/2018	21/05/2019	22/06/2019

Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le Journal Officiel du
57PREF20200158	01/07/2019	30/09/2019	17/06/2020	10/07/2020
57PREF20051316	01/07/2003	30/09/2003	22/11/2005	13/12/2005

a) Risque d'inondation

Sources : Géorisques, BRGM

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors d'eau. Le risque d'inondation est la conséquence de deux composantes : l'eau qui peut sortir de son lit habituel d'écoulement et l'homme qui s'installe dans l'espace alluvial pour y implanter toutes sortes de constructions, d'équipements et d'activités. Les typologies retenues en France depuis 1992 sont :

- La remontée lente des eaux en région de plaine (inondations de plaines ou inondations par remontée de nappe) ;
- La formation de crues torrentielles consécutives à des averses violentes (les crues des rivières) ;

- Le ruissellement pluvial urbain (les crues rapides des bassins périurbains).

La base de données Géorisques recense 7 inondations et/ou coulée de boue à ce jour sur le territoire communal.

Liste des 7 derniers épisodes d'inondation sur le territoire (Géorisques)

Code NOR	Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
IOME2415152A	Inondations et/ou Coulées de Boue	16/05/2024	14/06/2024
INTE9900627A	Inondations et/ou Coulées de Boue	25/12/1999	30/12/1999
INTE9700100A	Inondations et/ou Coulées de Boue	25/02/1997	12/04/1997
INTE9500497A	Inondations et/ou Coulées de Boue	22/07/1995	15/10/1995
NOR19830621	Inondations et/ou Coulées de Boue	23/05/1983	24/06/1983
NOR19830516	Inondations et/ou Coulées de Boue	01/04/1983	18/05/1983
NOR19830111	Inondations et/ou Coulées de Boue	08/12/1982	13/01/1983

La commune de Rémilly n'est pas soumise à un Plan de Prévention des Risques Naturels Inondation (PPRI) et ne fait pas l'objet d'un Programme d'Action de Prévention des Inondations car elle ne présente pas un risque très important d'inondation. Il existe néanmoins un Atlas des Zones Inondables sur cette commune. Rémilly ne fait pas non plus parti d'une stratégie locale couverte par un Territoire à Risque d'Inondation (TRI), dont le plus proche est celui de Metz-Thionville-Pont à Mousson.

Par principe, toute zone naturellement soumise à un risque d'inondation doit être préservée de toute occupation du sol pouvant gêner l'expansion des crues. Si des zones sont déjà construites, le PLU devra permettre de fixer des dispositions adaptées au contexte local pour réduire la vulnérabilité de ces secteurs au risque inondation.

Le PLU de Rémilly devra être compatible avec le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) Moselle. Ce plan découle d'une stratégie nationale approuvée le 7 octobre 2014, visant à augmenter la sécurité de la population, réduire le coût des dommages et raccourcir le délai de retour à la normal des territoires sinistrés.

Le 17 mai 2024, la Moselle a connu un phénomène de pluie exceptionnel. L'équivalent de plus d'un mois de pluie est en effet tombé en une seule journée. Cet épisode pluvieux a plus particulièrement touché la partie Est du département et les secteurs de Boulay, Bouzonville, Saint-Avold, Freyming-Merlebach et Sarreguemines (Rémilly n'a pas été directement impactée). A certains endroits, le cumul de précipitations s'est situé à un niveau qui n'avait pas été atteint depuis 1885. Cette situation a entraîné une rapide montée du niveau des eaux, notamment de la Sarre, des Nieds et de la Seille, et donné lieu à des inondations. Les

dommages occasionnés ont amené les habitants des zones concernées à multiplier les appels au service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

D'autres types d'inondation existe en plus des inondations par débordement : inondation par ruissellement et inondation par remontée de nappes.

REMILLY - REVISION DU PLU
TERRITOIRE COMMUNAL

LEGENDE

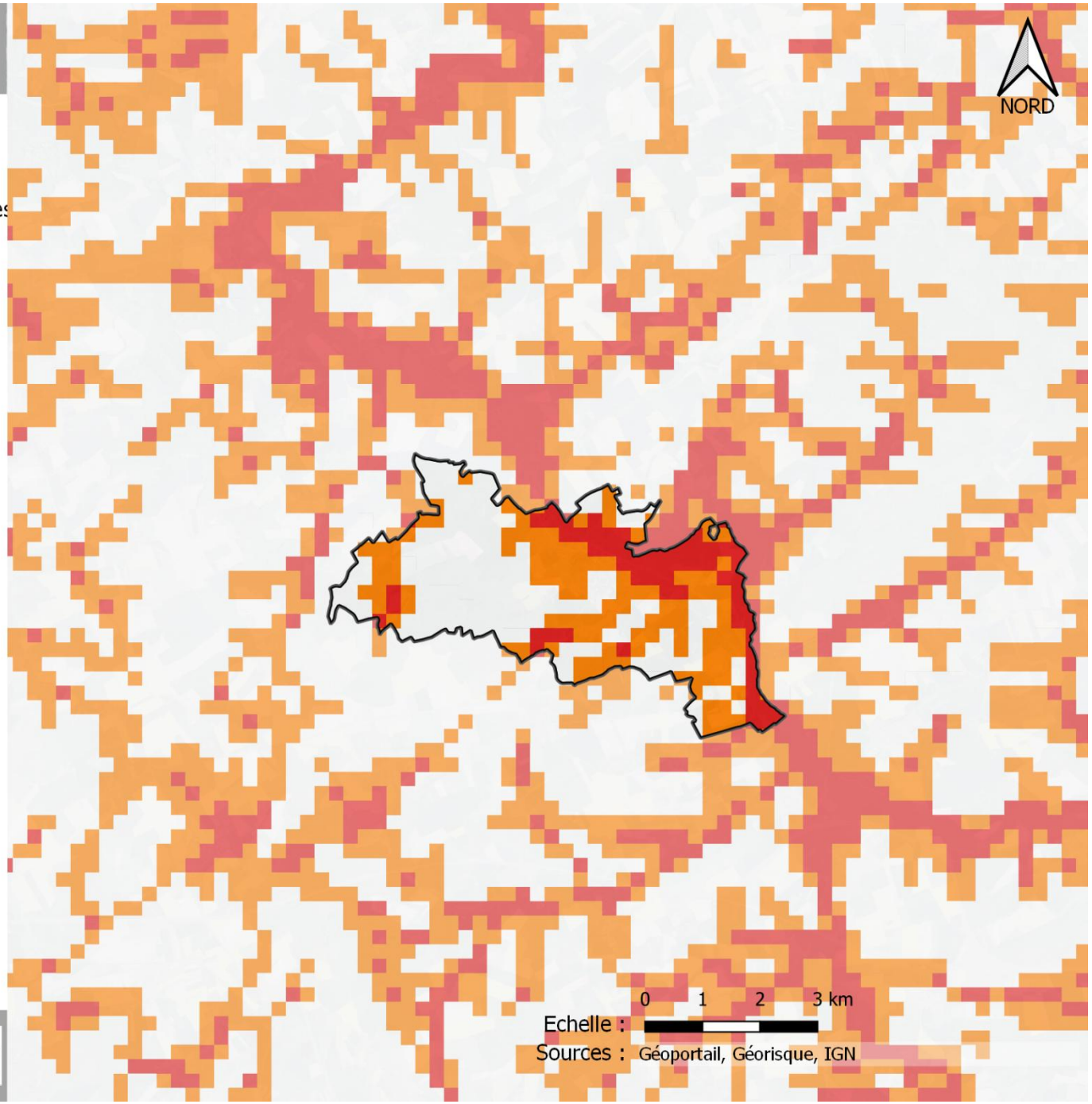
Commune de Rémilly

Zones sensibles aux remontées de nappes

Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe

Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave

Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME



ESpace & TERRitoires
biotope
Mélis Ingénierie
mp2i conseil

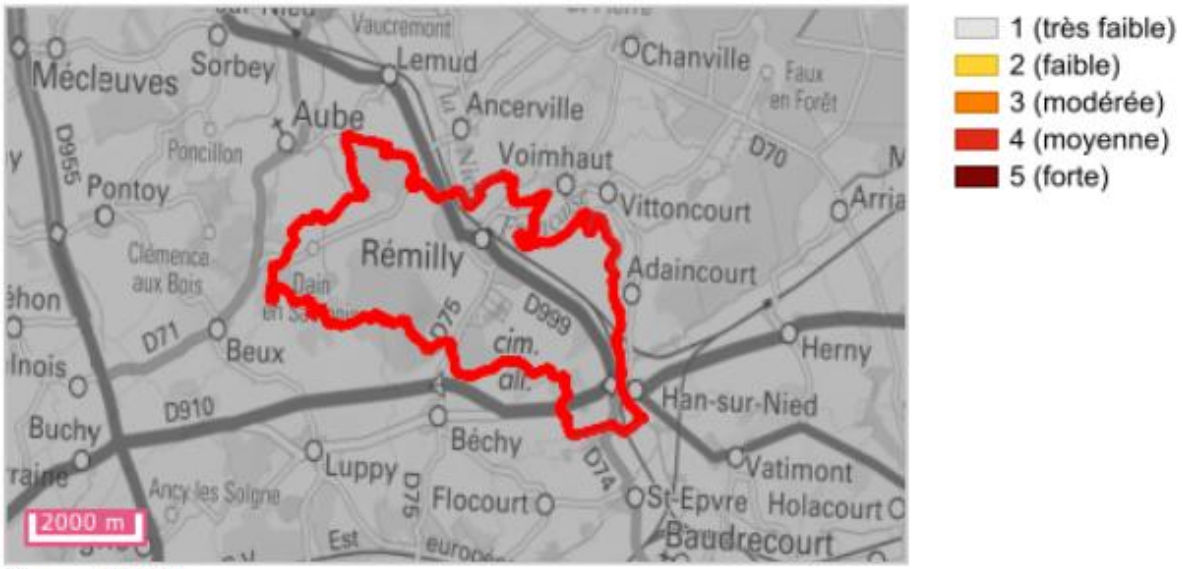
Risque inondation par remontée de nappes (Biotope)

b) *Risque sismique*

La France dispose d'un zonage sismique, entré en vigueur en juin 2011, divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes :

- une zone de sismicité 1 où il n'y a pas de prescription parasismique particulière pour les bâtiments à risque normal (l'aléa sismique associé à cette zone est qualifié de très faible),
- quatre zones de sismicité 2 à 5, où les règles de construction parasismique sont applicables aux nouveaux bâtiments, et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières.

La commune présente une exposition très faible au risque sismique (zone 1) qui n'induit aucune prescription parasismique particulière. Elle n'est pas soumise à un Plan de Prévention des Risques Naturels Séismes.



Source: BRGM

Risque sismique présent sur le territoire de Rémilly (BRGM)

c) *Risque de mouvement de terrain*

Selon Géorisques, aucun mouvement de terrain n'a été recensé dans la commune de Rémilly. Celle-ci ne fait pas l'objet d'un PPRN Mouvements de terrain.

Selon le DDRM de la Moselle le risque de mouvements de terrains se manifeste de différentes manières sur le territoire départemental :

- Les affaissements et effondrements de cavités souterraines
- Les éboulements, chutes de pierre et blocs
- Les glissements de terrain
- Les coulées boueuses et torrentielles
- Les tassements et affaissements de sols compressibles hors aléa minier
- Le retrait-gonflement des argiles (cf. 4.4 risque de retrait gonflement des sols argileux)

Toujours selon le DDRM, la commune de Rémilly n'est pas concernée par un PPRN chutes de bloc. Par ailleurs, aucun autre PPR lié aux mouvements de terrain ne s'applique sur le territoire.

Toutefois, en 2005, 2019 et 2020, la commune a fait l'objet d'arrêtés de catastrophe naturelle liés à un mouvement de terrain dû à la sécheresse et des mouvements de terrain dû sécheresse puis à la réhydratation.

d) Risque de retrait-gonflement des sols argileux

Sources : Géorisques, BRGM

La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau. Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ». Un déficit en eau provoquera un asséchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

Un « aléa fort » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent avoir des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).

La commune présente une exposition au risque de retrait-gonflement des sols argileux principalement moyenne et de manière très localisée forte (sur la bande l'Argile de Levallois affleurante). Le tissu urbain est majoritairement soumis à un aléa moyen. Il est recommandé, dans ces secteurs ainsi identifiés, d'effectuer une étude géotechnique du sol à la parcelle.



Source: BRGM

Risque de retrait-gonflement des sols argileux présent sur le territoire de Rémilly (Sources : Géorisques, BRGM)

e) Risque Radon

Source : IRSN

La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories :

Catégorie 1

Les communes à potentiel radon de catégorie 1 sont celles localisées sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles. Ces formations correspondent notamment aux formations calcaires, sableuses et argileuses constitutives des grands bassins sédimentaires (bassin parisien, bassin aquitain) et à des formations volcaniques basaltiques (massif central, Polynésie française, Antilles...).

Sur ces formations, une grande majorité de bâtiments présente des concentrations en radon faibles. Les résultats de la campagne nationale de mesure en France métropolitaine montrent ainsi que seulement 20% des bâtiments dépassent 100 $Bq.m^{-3}$ et moins de 2% dépassent 400 $Bq.m^{-3}$.

Catégorie 2

Les communes à potentiel radon de catégorie 2 sont celles localisées sur des formations géologiques présentant des teneurs en uranium faibles mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments.

Les communes concernées sont notamment celles recoupées par des failles importantes ou dont le sous-sol abrite des ouvrages miniers souterrains... Ces conditions géologiques particulières peuvent localement faciliter le transport du radon depuis la roche jusqu'à la surface du sol et ainsi augmenter la probabilité de concentrations élevées dans les bâtiments.

Catégorie 3

Les communes à potentiel radon de catégorie 3 sont celles qui, sur au moins une partie de leur superficie, présentent des formations géologiques dont les teneurs en uranium sont estimées plus élevées comparativement aux autres formations. Les formations concernées sont notamment celles constitutives de massifs granitiques (massif armoricain, massif central, Guyane française...), certaines formations volcaniques (massif central, Polynésie française, Mayotte...) mais également certains grés et schistes noirs.

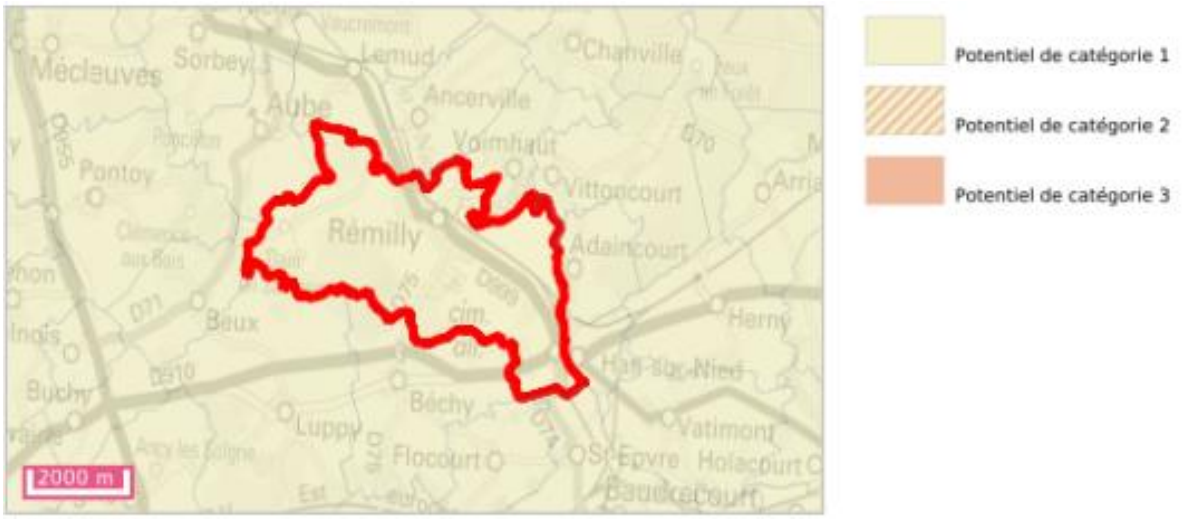
Sur ces formations plus riches en uranium, la proportion des bâtiments présentant des concentrations en radon élevées est plus importante que dans le reste du territoire. Les résultats de la campagne nationale de mesure en France métropolitaine montrent ainsi que plus de 40% des bâtiments situés sur ces terrains dépassent 100 $Bq.m^{-3}$ et plus de 6% dépassent 400 $Bq.m^{-3}$.

Remarque : dans le cas des communes de superficie importante - comme c'est le cas en particulier pour certains Outre-Mer - les formations concernées n'occupent parfois qu'une proportion limitée du territoire communal. Dans ce cas, la cartographie par commune ne représente pas la surface réelle d'un territoire affectée par un potentiel radon mais, en quelque sorte, la probabilité qu'il y ait sur le territoire d'une commune une source d'exposition au radon élevée, même très localisée. Afin de visualiser différentes zones au sein du territoire communal et de mieux apprécier le potentiel radon réel sur ce territoire, il convient de se référer à la cartographie représentée selon les contours des formations géologiques.

Légende de la carte du potentiel du radon des formations géologiques de l'IRSN

Plus le potentiel dans les formations géologiques est élevé dans une zone, plus la probabilité de présence du radon à des niveaux élevés dans les bâtiments de ce secteur est forte. Le radon est un gaz radioactif qui se libère naturellement des roches. L'exposition à ce gaz est un facteur de cancer du poumon.

La commune de Rémilly est concernée par la catégorie 1, ainsi les bâtiments ont une faible probabilité de contenir du radon.



Potentiel du radon des formations géologiques à Rémilly (Source : IRSN)

f) Feux de forêt

Source : DDRM Moselle

Selon le DDRM de la Moselle, l'ensemble des communes forestières du territoire est sensible aux feux de forêts. Avec une occupation du sol constituée de boisements à 23 %, le territoire de Rémilly est potentiellement concerné par ce risque, au Sud et à l'Ouest.

g) Autres éléments de contexte sanitaire communiqués par l'ARS Grand Est

Urbanisme favorable à la santé :

Promouvoir un urbanisme favorable à la santé intégrant les enjeux environnementaux et sanitaires majeurs constitue un élément essentiel à prendre en compte dans les aménagements urbanistiques. À ce titre, plusieurs thématiques doivent faire l'objet d'une attention particulière :

1. *Espèces Envahissantes pour la Santé Humaine (EESH) :*

Dans le cadre de la végétalisation des espaces verts ou forestiers à proximité des zones urbanisées, il est recommandé d'éviter la plantation d'essences fortement allergisantes, telles que. En particulier, les espèces suivantes doivent, dans la mesure du possible, être écartées : bouleaux (Betula), charmes (Carpinus), aulnes (Alnus), noisetiers (Corylus), cyprès (Cupressus sempervirens et arizonica), frênes (Fraxinus), oliviers (Olea), platanes (Platanus), chênes (Quercus), troènes (Ligustrum) et genévriers (Juniperus oxycedrus).

Par ailleurs, afin de limiter les risques liés à la chenille processionnaire du chêne et du pin, classées comme espèces menaçant la santé humaine (décret n°2022-686), et faisant l'objet d'un arrêté préfectoral de lutte obligatoire en Moselle (15/12/2023), il est recommandé de limiter l'implantation de chênes et de pins dans les nouveaux aménagements.

2. *Lutte Anti-Vectorielle (LAV) :*

Le moustique tigre (Aedes albopictus), vecteur de maladies telles que la dengue, le chikungunya et le Zika, est désormais implanté en Moselle et plus largement dans le Grand Est.

Les projets d'aménagement urbain doivent intégrer ce risque en limitant les zones de stagnation d'eau (terrasses sur plots, récupérateurs à ciel ouvert, rigoles ou avaloirs mal conçus…) et en privilégiant des solutions comme les pentes adaptées, noues paysagères, terrasses carrelées ou l'empoissonnement des plans d'eau.

Ces mesures contribuent à réduire les nuisances liées aux piqûres et les risques sanitaires. L'accès à la cartographie des foyers de moustique tigre et au site de signalement est disponible sur le lien suivant : www.signalement-moustique.fr/.

3. *Sites et sols pollués (SPP) :*

En cas de projet sur des friches ou sites pollués, une vigilance particulière s'impose en raison des risques pour la santé des futurs occupants (gaz des sols, poussières contaminées, métaux lourds…).

Des études environnementales appropriées (diagnostic des sols, plan de gestion, évaluation des risques sanitaires, etc.) sont indispensables pour vérifier la compatibilité des usages projetés avec l'état des milieux et prévenir tout risque sanitaire pour la population.

- Concernant la construction d'établissements accueillant des populations sensibles.

Pour mémoire, il est rappelé qu'en application de la circulaire interministérielle DGS/EA1/DPPR/DGUHC no 2007-317 du 8 février 2007 relative à l'implantation sur des sols pollués d'établissements accueillant des populations sensibles, la construction d'établissements accueillant des populations sensibles (écoles maternelles et élémentaires, etc.) est déconseillée sur des sites pollués.

- Concernant les secteurs d'information sur les sols (SIS).

Les SIS identifient les terrains nécessitant une étude préalable en cas de changement d'usage. Pour tout projet situé en SIS, une attestation de prise en compte de l'état des sols (ATTES-ALUR) délivrée par un bureau d'études certifié par le laboratoire national de métrologie et d'essai (LNE) est obligatoire conformément à la loi ALUR de 2014. Cette attestation vise à vérifier la compatibilité entre l'usage prévu et l'état de pollution résiduelle du site.

- **Synthèse**

Atouts et opportunités
• Des nuisances lumineuses modérées au sein de l'enveloppe urbaine et faibles sur le reste du territoire communal • Aucune ligne électrique haute tension n'a été recensée sur la commune • Absence de sites SEVESO au sein du territoire • Le territoire est concerné par un aléa sismique de niveau très faible (zone 1) qui n'induit aucune prescription parasismique particulière
Faiblesses et menaces
• Des nuisances sonores à proximité de la ligne de chemin de fer. • Des nuisances olfactives ponctuelles liées aux activités agricoles • Des sites potentiellement pollués localisés à l'Ouest de la commune (ancienne décharges) • Un site classé SEVESO bas au Nord de Rémilly sur la commune de Lemud • Un risque de transport de matières dangereuse en raison d'une canalisation d'hydrocarbures ainsi que du passage de la RD999 • Quelques secteurs concernés par un risque de remontées de nappe aux abords des cours d'eau pouvant menacer les parties basses du village • Une exposition moyenne à l'aléa retrait-gonflement des argiles sur la majorité du territoire
Indicateurs possibles
• Suivi du trafic sur les axes routiers • Nombre d'ICPE, sites CASIAS et Informations de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée • Nombre d'arrêtés préfectoraux de catastrophe naturelle émis
Enjeux
• Pérenniser la mise en place d'un éclairage public limitant les nuisances lumineuses • Prise en compte et intégration des divers périmètres de sécurité dans le PLU (recul de l'urbanisation par rapport aux principales infrastructures routières) • Prendre en compte le risque inondation par remontée de nappe et inondation de cave, principalement localisé au centre et Nord de la commune • Préservation des zones humides qui participent à la régulation des crues • Préservation des zones d'expansion de crues • Prévoir des prescriptions limitant les risques de détérioration du bâti dans les zones soumises aux aléas retrait-gonflement des argiles
Sources
Géorisques, BRGM, DREAL Grand-Est, Avex

8.5. Synthèse des enjeux environnementaux

Thèmes	Sous-thèmes	Enjeux
Le milieu physique et occupation du sol	Occupation du sol	Limiter la consommation d'espaces en privilégiant l'identification des dents creuses
		Préserver et maintenir les espaces boisés et agricoles, notamment les prairies permanentes
		Préserver et maintenir les élevages extensifs sur le territoire car ils participent à la préservation et maintenir des prairies permanentes et temporaires
	Hydrographie	Améliorer l'état chimique et écologique de la Nied Française pour atteindre la réalisation des objectifs du SDAGE.
		Préserver et maintenir les cours d'eau et la ripisylve associée
Milieux naturels et biodiversité	Patrimoine naturel	Mettre en cohérence l'aménagement du la commune avec la zone de protection règlementaire (Zone Natura 2000)
		Favoriser un développement urbain en cohérence avec la protection de la biodiversité
	Zones humides	Préserver de l'urbanisation les zones humides et les zones à dominante humide identifiées, notamment celles qui ne sont pas protégées réglementairement.
	Trame verte et bleue	Préserver, restaurer et renforcer les continuités écologiques du territoire
Ressource en eau	Eau potable	Préserver la qualité des cours d'eau en cohérence avec les objectifs du SDAGE Rhin-Meuse
		Mettre en cohérence l'augmentation démographique et la ressource en eau sur le secteur, éviter le gaspillage de la ressource
		Préserver la ressource en eau
	Eau et assainissement	Gérer les eaux pluviales et les rejets issus de l'assainissement
Climat, air et énergie	Sobriété énergétique	Encourager les rénovations thermiques et les constructions/formes urbaines économes en énergie
		Favoriser les moyens de déplacements doux afin de limiter voire diminuer la pollution atmosphérique émise par les moyens de transports à combustion
	Développement des EnR	Augmenter la part d'énergie renouvelable dans la production du territoire
	Séquestration de carbone	Préserver les espaces boisés, puits à carbone, notamment les boisements au Sud et à l'Ouest du territoire
Nuisances et risques	Nuisances lumineuses	Pérenniser la mise en place d'un éclairage public limitant les nuisances lumineuses
	Risques	Prendre en compte le risque inondation par remontée de nappe et inondation de cave, principalement localisé au centre et au Nord de la commune
		Préserver les zones humides qui participent à la régulation des crues
		Prévoir des prescriptions limitant les risques de détérioration du bâti dans les zones soumises aux aléas retrait-gonflement des argiles
		Prendre en compte et intégrer les divers périmètres de sécurité dans le PLU (recul par rapport aux infrastructures de transports)
		Préserver les zones d'expansion de crues

REMILLY - REVISION DU PLU
TERRITOIRE COMMUNAL

Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

LEGENDE

Augmenter la part d'énergies renouvelables dans la production du territoire ;
Pérénniser la mise en place d'un éclairage public limitant les nuisances lumineuses ;
Prévoir des prescriptions limitant les risques de détérioration du bâti dans les zones soumises aux aléas retrait-gonflement des argiles.

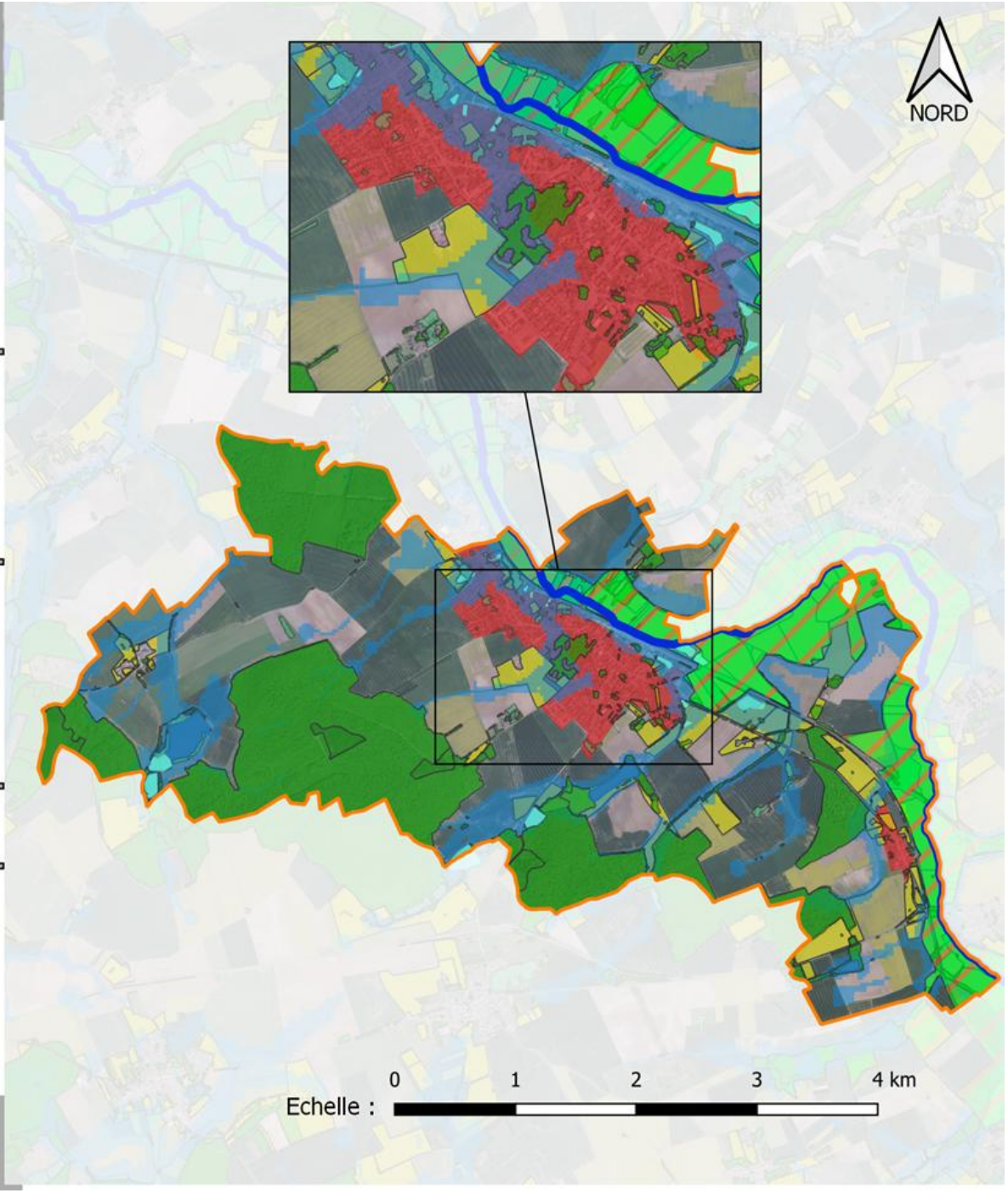
Préserver et maintenir les réservoirs de biodiversités locaux et préserver et renforcer les continuités écologiques du territoire

- Espaces prairiaux
- Espaces boisés
- Espace aquatique

- Améliorer l'état chimique et écologique de la Nied Française pour atteindre la réalisation des objectifs du SDAGE
- Préserver de l'urbanisation les zones humides et les zones à dominantes humide identifiées, notamment celles qui ne sont pas protégées règlementairement
- Préserver les zones humides qui participent à la régulation des crues

- Mettre en cohérence l'aménagement de la commune avec la zone de protection règlementaire

- Prendre en compte le risque inondation par remontée de nappe et inondation de cave ;
  Limiter la consommation d'espaces en privilégiant l'identification des dents creuses ;
  Encourager les rénovations thermiques et les constructions urbaines économes en énergie



9. UN SUPPORT AGRICOLE A LA MARGE DU TERRITOIRE

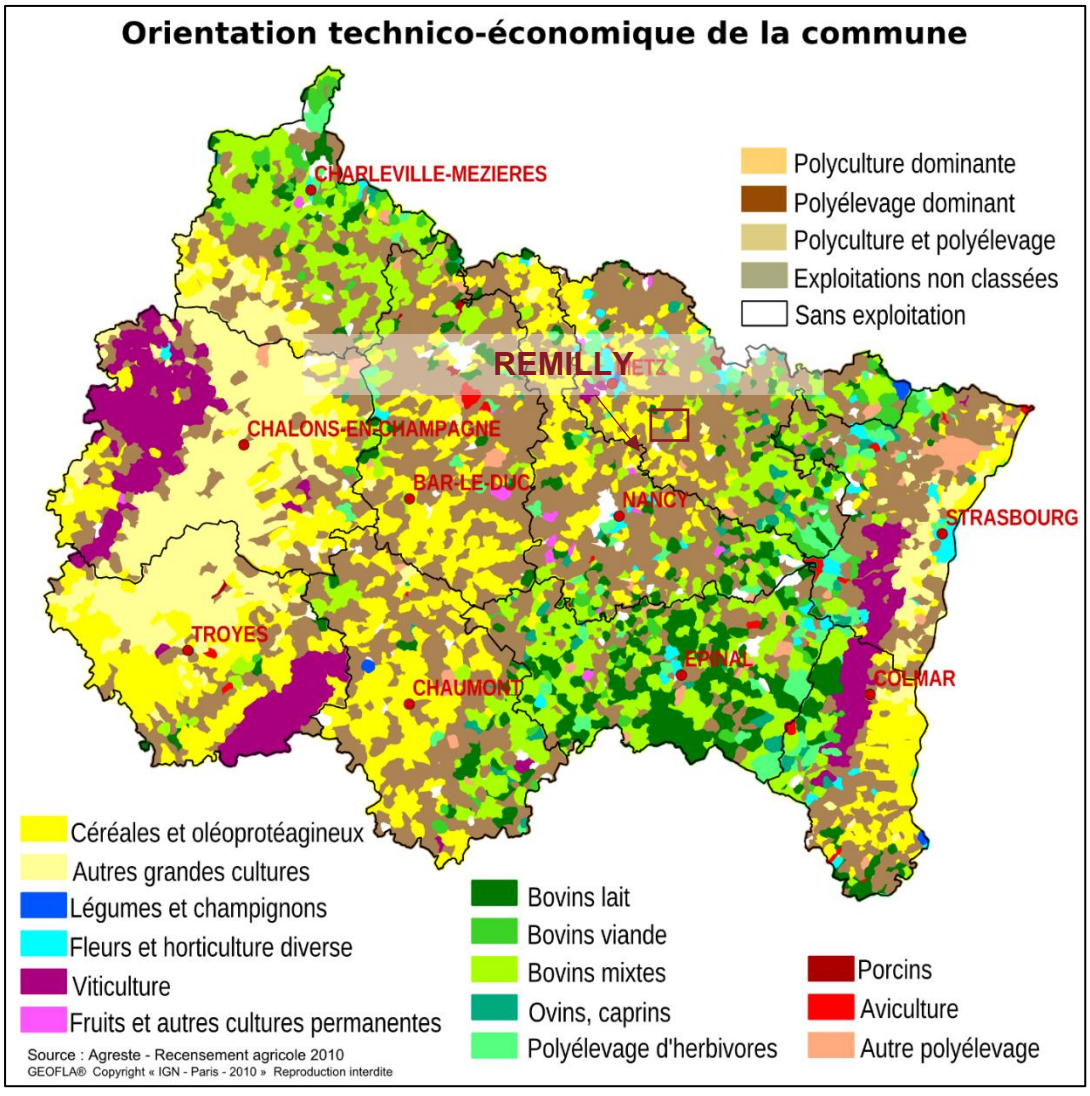
Avec un paysage presque intégralement dévolu à l'agriculture, l'activité agricole de REMILLY est une composante majeure sur le ban communal de REMILLY.

Selon l'Observatoire des territoires, l'espace agricole occupe environ 66,6% du ban communal avec 1261,4 hectares de surfaces agricoles.

Selon les statistiques Agreste, en 2020, la Surface Agricole Utilisée représente **1 119** ha, soit 59,08% du territoire. La SAU (Superficie Agricole Utilisée) est une notion normalisée dans la statistique agricole européenne. Elle comprend les terres arables (y compris les pâturages temporaires, les jachères, les cultures sous abri, les jardins familiaux,...), les surfaces toujours en herbe et les cultures permanentes (vignes, vergers,...).

Les espaces agricoles représentent d'une part, les terres labourées : cultures céréalières, maïs, colza... et d'autre part les surfaces toujours en herbe : prairie, principalement située sur les coteaux au nord de la commune.

Comme de nombreuses communes dans ses alentours, REMILLY se tourne vers différentes productions agricoles. C'est pourquoi la commune est classée en « poyculture et/ou polyélevage» au sein de la nomenclature agricole.



Surface agricole communale déclarée (2020 ha)	**1261,4**
SAU (2020, en ha)	**1 119 (59,08% du territoire)**
Nombre d'exploitations en 2020 (selon agreste)	**7**
SAU moyenne par exploitation (2020, en ha)	**159,8**
Part des prairies permanentes dans la SAU (2020)	**0%**
Part des prairies dans la SAU (2020)	**27,8%**
Part des prairies permanentes dans la SAU (2020)	**19%**
Part des céréales et oléo-protéagineux dans la SAU (2020)	**61,5%**
Part des vignes dans la SAU (2020)	**0%**
Nombre d'UGB (unité gros bétail) en (2020)	**568**

Principales données agricoles à REMILLY, Source : Agreste

Au niveau de l'économie agricole, 9 exploitations agricoles possèdent leur siège d'exploitation sur la commune.

Les exploitations, selon la nature de leur activité, engendrent des contraintes agricoles et peuvent être soumises au **Règlement Sanitaire Départemental (R.S.D.)** et générer un périmètre de recul d'inconstructibilité de 50 m ou soit être soumises au régime des **Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (I.C.P.E.)** et générer un recul d'inconstructibilité de 100 m.

À REMILLY,

- 4 exploitations ne génèrent pas de périmètre de reculs :
  - EARL GRANDJEAN
  - EARL VIAUX
  - FERME HOELLINGER
  - FERME DU BREUIL

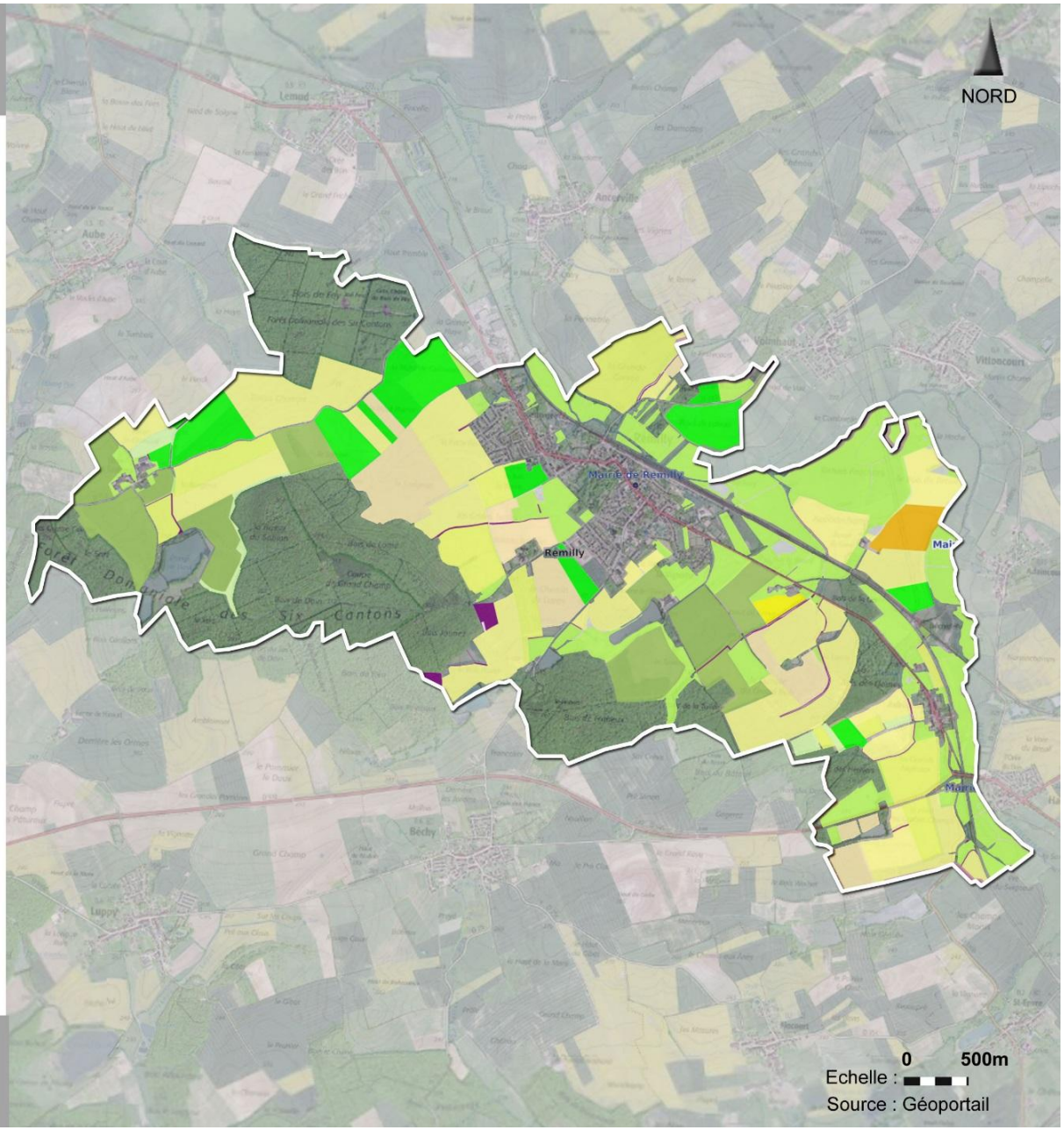
- 5 exploitations génèrent un périmètre compte tenu de leur statut :
  - EARL LA POINTE (RSD)
  - Ferme LAURILLARD (ICPE)
  - GAEC DU SAULNOIS (ICPE)
  - EARL DES CERVIDES (RSD)
  - FERME BIZE (RSD)

Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

REMILLY - REVISION DU PLU
RPG 2020

LEGENDE

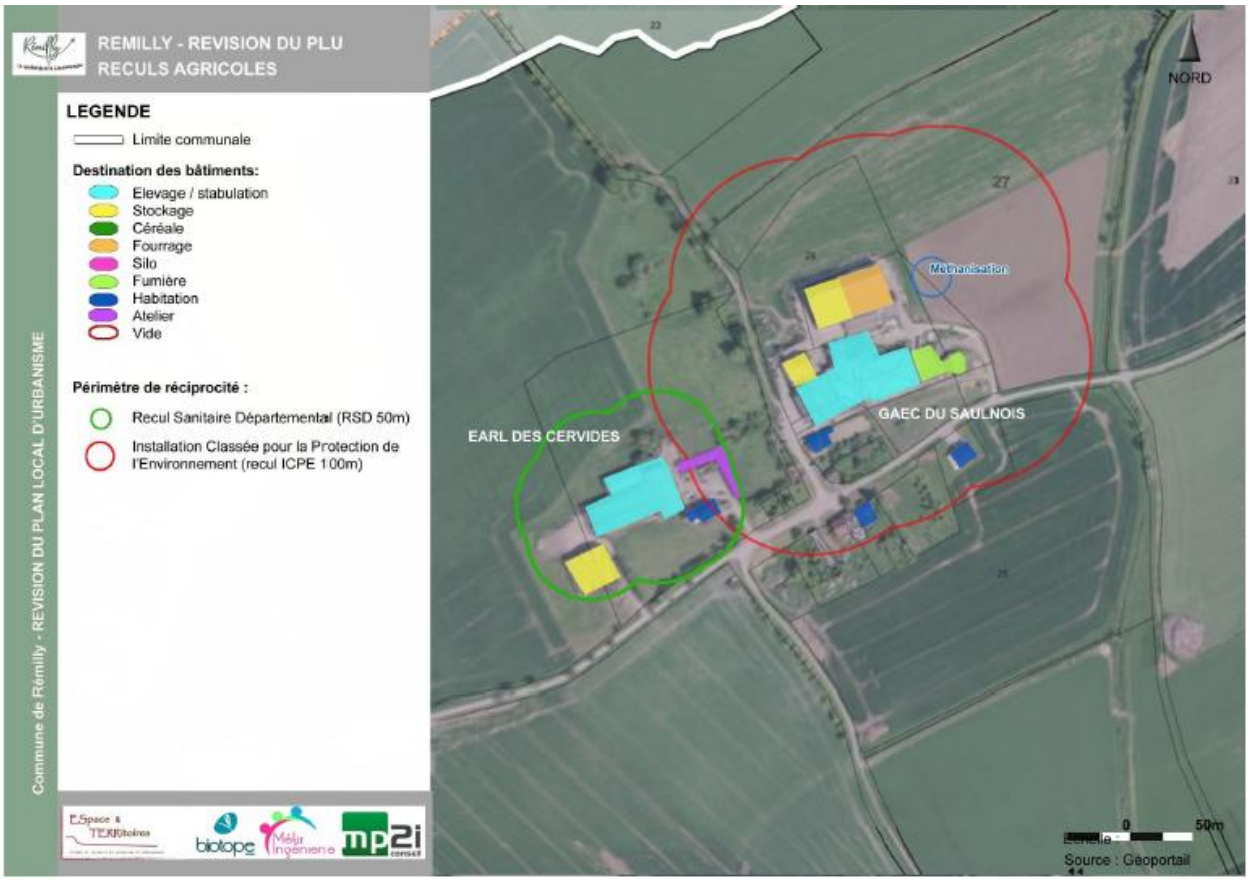
- Limite communale
- Blé tendre
- Maïs, grain et ensilage
- Orge
- Colza
- Tournesol
- Protéagineux
- Fourrage
- Prairies permanentes
- Prairies temporaires
- Divers




REMILLY - REVISION DU PLU
RECULS AGRICOLES
LEGENDE
Limite communale
Destination des bâtiments:
Elevage / stabulation
Stockage
Céréale
Fourrage
Silo
Fumière
Habitation
Atelier
Vide
Périmètre de réciprocité :
Recul Sanitaire Départemental (RSD 50m)
Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (recul ICPE 100m)
Commune de Remilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME
NORD
EARL GRANDJEAN
Extension
EARL LA POINTE
Extension
EARL VIAUX
Ferme LAURILLARD
0
100m
Echelle :
Source : Géoportail


REMILLY - REVISION DU PLU
RECULS AGRICOLES
LEGENDE
Limite communale
Destination des bâtiments:
Elevage / stabulation
Stockage
Céréale
Fourrage
Silo
Fumière
Habitation
Atelier
Vide
Périmètre de réciprocité :
Recul Sanitaire Départemental (RSD 50m)
Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (recul ICPE 100m)
Commune de Remilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME
NORD
FERME DU BREUIL
FERME BIZE
0
125m
Echelle :
Source : Géoportail


REMILLY - REVISION DU PLU
RECULS AGRICOLES
LEGENDE
Limite communale
Destination des bâtiments:
Elevage / stabulation
Stockage
Céréale
Fourrage
Silo
Fumière
Habitation
Atelier
Vide
Périmètre de réciprocité :
Recul Sanitaire Départemental (RSD 50m)
Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (recul ICPE 100m)
Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME
Rémilly
NORD
Ferme HOELLINGER
11
Echelle : 0 260m
Source : Géoportail


REMILLY - REVISION DU PLU
RECULS AGRICOLES
LEGENDE
Limite communale
Destination des bâtiments:
Elevage / stabulation
Stockage
Céréale
Fourrage
Silo
Fumière
Habitation
Atelier
Vide
Périmètre de réciprocité :
Recul Sanitaire Départemental (RSD 50m)
Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (recul ICPE 100m)
Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME
NORD
Méthanisation
GAEC DU SAULNOIS
EARL DES CERVIDES
0 50m
Source : Géoportail

10. LES ESPACES BATIS : MORPHOLOGIE ET TYPICITES DES PAYSAGES URBAINS

■ REMILLY dans son histoire :

- Toponymie :

Anciennes mentions : Romeliacum (842), Rumeliacum (878), Rumiliacum (886), Reumayum (964), Remillei (1239), Remilley (1325), Rymlocher (1331), Rymloch et Rumelley (XVe siècle), Remeilley (1444), Remelach (1445), Remileyum et Remeleyum (1544), Romilly (XVIIe siècle), Rumilli (1614), Ramilly (1631), Remilly (1793), Remelach (1915-1918 et 1940-1944). En lorrain : Rem'hy.

D'après les mentions du IXe siècle, il s'agit d'un nom de personne romane, Romilius, et du suffixe -acum.

- Les armoiries :



Parti de gueules au dextrochère de carnation, vétu d'azur mouvant d'un nuage d'argent, tenant une épée haute d'argent garnie d'or, accotée de deux cailloux d'or, et d'azur à la demie-aigle d'or mouvant du parti.

A dextre, armes du chapitre cathédrale de Metz, qui rappellent que Rémilly était le chef-lieu d'une châtellenie de l'Evêché dès le Xe siècle ; à senestre, armes de l'abbaye des bénédictins de Saint Arnould de Metz, à qui avait droit de patronage pour la paroisse.

De cette situation, le cadastre de la commune de Rémilly conserve des témoignages : les lieux-dits "Champ l'évêque" avant Voimhaut, "Pièce Saint Arnould" sur la route de Dain, "Breuil Saint Arnould" après le pont de la Nied.

- Généralités historiques de la préhistoire à nos jours :

Source : Extrait du site internet de la commune

"De Rémilly et Herny il n'y a rien à dire et où il n'y a rien à voir". Ceci était imprimé dans un guide touristique paru en … 1860. Cette affirmation est contredite par les nombreuses et importantes découvertes archéologiques faites, tant à Rémilly que dans les environs immédiats. Sans pouvoir situer exactement l'arrivée des premiers hommes sur les hauteurs qui bordent la Nied, certains indices (pointes de silex taillé, grattoirs circulaires, hachettes et autres objets) laissent supposer que ces lieux furent occupés avant la fin des temps préhistoriques.

Les générations se succèdent, vivant des produits de la pêche et du gibier qui abonde dans la plaine et la grande forêt de Rémilly. C'est ensuite l'époque d'autres races qui connaissent le travail du bronze, qui mettent la terre en valeur. Et c'est l'arrivée des Celtes qui remarquent les affleurements du minerai de fer (lieux-dits : Fouilly et Sous-Fouilly).

A la même époque, on produit du sel en quantité réduite par évaporation de l'eau des mares salées du territoire (lieux-dits : Les Salleries et sur la Saumure ou encore "La Salière"). Une bourgade gauloise se développe, révélée par de multiples vestiges (scies en fer, torque de bronze, monnaies). L'arrivée des légions de César et l'implantation de la civilisation romaine transforment une fois de plus le village où sur les rives de la "Nita" (Nied) s'élèvent de riches villas reliées entre elles par un gué. C'est le temps de "Romanorum Villa" (villa des Romains) qui subit en 451 le choc des premières invasions barbares, comme celles des Huns, qui saccagent le pays tout entier.

En passant par Clovis et Charlemagne, "Romanorum Villa" devint par la volonté de Lothaire Ier, empereur d'Occident, fief de l'abbaye de Saint-Arnould de Metz, (charte concédée en 840 à Mayence) approuvée en 842 par la charte de Worms où Charles le Chauve donne à cette même abbaye le village de Rémilly avec la chapelle élevée en l'honneur de saint Martin.

C'est à partir de cette date que débute une longue lutte pour la possession du fief, lutte entre le pouvoir de l'abbaye et les évêques de Metz qui s'accaparent du village "qui a tant d'attrait" pour y établir leur résidence d'été. Certains prélats y font même frapper leurs monnaies qui ont pour légende : Rumeliaci, Rumelingus, Rumeingis, Ruilicis, etc. Ce n'est qu'en 1115 que le différend est réglé et que l'abbaye entre définitivement en jouissance de sa propriété avec cependant la restriction que la forêt de Rémilly, le cours d'eau la Nied et la villa de plaisance restent aux évêques de Metz qui se font représenter par un administrateur appelé le "Voué de Rémilly".

Nous passons sur les malheurs de ce pays aux heures guerrières des princes de Lorraine, de Bar, de Trèves et du Luxembourg contre la ville de Metz, où la région est dévastée et où seul le moulin d'Ancerville échappe à la ruine. De nouveaux conflits surgissent au XVIIe siècle ainsi qu'au début XVIIIe entre princes et habitants de Rémilly qui, en 1769, est abandonné par l'Autriche à la France avec Béchy, Vittoncourt, Courcelles, Bionville et Servigny-les Raville.

Il faudrait également souligner le fait qu'à partir de 1795 et jusqu'à la création du canton de Pange en 1802, Rémilly est chef-lieu de canton de quatorze communes qui dépend de l'arrondissement de Metz à partir de 1800. Aubécourt est supprimée comme commune en 1813 et rattachée à Rémilly.

L'histoire des temps modernes est celle de toute la Lorraine. En 1870 la localité est ravagée par une épidémie de fièvre typhoïde, variole typhus qui se solde par 58 décès C'est l'occupation du territoire et Rémilly se trouve inclus dans un "Reichland". Et ensuite la première guerre mondiale qui voit "Remelach" plier aux exigences allemandes jusqu'en 1918. Le retour à la France ne fut pas définitif puisque le 16 juin 1940 les troupes hitlériennes entrent à nouveau à Rémilly où elles resteront jusqu'au 11 novembre 1944 date de la libération de Rémilly.



Patrimoine

La commune ne compte pas de monuments classés ou inscrits aux monuments historiques. Cependant, elle possède tout de même quelques éléments de patrimoine :

Château Rolland Peupion





Ce château situé sur le haut du village fut construit par la famille ROLLAND vers 1830 contre des dépendances agricoles déjà existantes. (Il ne figure pas sur le plan cadastral du village de Rémilly en 1819)

Il est demeuré propriété de la famille ROLLAND jusqu'à la fin du XIXe siècle où il passa par héritage à la famille PEUPION, héritage ayant son origine dans le mariage de Paul ROLLAND avec Anne-Marie PEUPION le 20 mai 1856.

C'est dans ce château qui n'était pas la demeure d'Auguste ROLLAND, que furent assassinés le 16 octobre 1860 l'ancien Conseil Général du canton, Alexis ROLLAND, et son épouse Marie-Catherine GANDAR (c'étaient les parents de Paul ROLLAND).

Un crime affreux. "La vie dans le canton de Pange"

Un évènement qui frappa l'imagination populaire fut l'odieux assassinat d'Alexis Rolland, ancien Conseiller Général du canton, et de son épouse née Marie-Catherine GANDAR, dans la nuit du 15 au 16 octobre 1860.

La déposition d'un cantonnier qui, entre Tragny et Moncheux, avait remarqué le passage d'un homme à la main blessée et la découverte d'un mouchoir à initiales dans une cabane forestière permirent d'arrêter assez rapidement le coupable.

Nicolas Didier, transfuge bavarois, avait été autrefois au service des Rolland comme cocher, puis était parti à Paris impliqué dans une affaire de vol, il fut reconduit à la frontière.

Mais revenant sur ses pas, il se dirigea vers Rémilly, s'introduisit dans la maison de ses anciens maîtres et les tua à coups de hachette dans l'espoir de les voler.

Après son forfait, il se rendit à Pont à Mousson, y pris le train et se réfugia à Loroy dans le Cher où il fut capturé. Jugé à Metz le 05 décembre 1860, il reconnut avoir agi seul et fut condamné à mort.

Par un froid très vif, au matin du 07 janvier 1861, il fut exécuté sur la place du rempart du fort Moselle.

Le château fut habité par madame Veuve Louis, Auguste PEUPION née Louise, Emilie PORTE jusqu'à son décès le 20 juin 1933.

A partir de cette date, personne ne résidait plus au château qui demeurait dépendant sous la surveillance du jardinier, Monsieur Auguste Nicolas.

Une bonne partie des terres de la propriété ainsi que les dépendances et écuries du château furent vendues le 10 mars 1936.

Après ce démantèlement, le bâtiment du château demeurait seul avec son colombier, ses serres, la maison du jardinier (rue des juifs) et environ 3 hectares de jardin, bosquets, taillis et broussailles.

Lors de l'invasion de la RUHR en 1936, le château fut occupé durant plusieurs mois par l'armée française.

Il fut à nouveau le siège de l'Etat-Major de l'armée en septembre 1938 et à partir de là déclaration de la guerre en 1939. Dès juin 1940 l'armée allemande en prit possession et enfin les troupes américaines s'y installèrent provisoirement en novembre 1944, bien que sa toiture ait été en parti endommagée par les obus.

Après la guerre les héritiers de Madame Auguste Peupion vendirent le château à la fédération des déportés Politiques pour y créer une maison de repos.

La fête de Rémilly se déroula durant quelques années dans le parc ainsi que la garderie des enfants pendant les grandes vacances.

Malgré le plein succès d'une importante kermesse organisée le 20 juillet 1952 pour la restauration du château, rien ne fut réalisé.

C'est alors que plusieurs entreprises de passage, titulaires d'importants chantiers dans la région, l'ont utilisé pour y héberger leurs ouvriers étrangers et installer leurs dépôts et ateliers.

A la suite de ces diverses occupations, les radiateurs de chauffage central, les marbres des cheminées et les tablettes de fenêtres, les portes, les parquets en chêne et les fenêtres même avaient disparu.

Il ne restait plus que les murs nus et la toiture. Il faut dire que celle-ci reposait sur une magistrale charpente qui prenait appui uniquement sur les quatre murs périphériques du bâtiment.

En état de délabrement complet dès l'année 1960, il fut acheté par le Groupement d'Encouragement à la Construction de la Moselle à Montigny les Metz (président : Joseph SCHAFF).

En 1962 une fabrique d'emballages et de contre plaqués s'y réfugia provisoirement durant quelques temps mais l'état des locaux rendait le bâtiment inutilisable.

Menaçant ruine il fut rasé en 1963 et permit ainsi la réalisation des travaux du lotissement "Au Parc" dès 1964.

- **Le centre-urbain originel : un village-tas au carrefour stratégique de la Nied française**

Le village originel de REMILLY s'est développé au carrefour du pont sur la Nied française et linéairement le long de l'axe de l'actuelle RD999 parrallèle à l'axe du cours d'eau.

Au XIXe siècle des éléments de proto-industrie (moulins) fonctionnaient grâce à Nied et la ligne de chemin de fer était déjà existante.

Ce premier développement s'est effectué à l'emplacement des actuelles Rue de Verdun et Rue d'Auguste Rolland. Ces secteurs sont marqués par la présence de constructions anciennes (murs d'enceintes, tours…). Ce centre-originel s'est développé, irrigué par des rues et chemins.

La centralité fonctionnelle s'est développée en accueillant les principaux services (église, mairie…). A l'ouest, le secteur est davantage résidentiel. A proxmimité se trouve le parc de la maison d'Auguste Rolland : véritable poumon de respiration dans la trame urbaine.



Rue d'Auguste Rolland, GoogleStreetView

- **Le développement des extensions anciennes en 1945**

A REMILLY, le développement des extensions urbaines denses s'est opéré en plusieurs temps.

Une première extension linéaire s'est développée au milieu du XIXe siècle au sud-est du ban communal, autour de la rue Auguste Rolland. Par la suite, à partir de 1945, les extensions ont irriguées les chemins autour de cet axe structurant. Sur la même période les extensions urbaines ont colonisé le linéaire de la Rue Robert Schuman au nord.



Rue Robert Schuman, GoogleStreetView

- **Une structure urbaine stratifiée : une commune périurbaine touchée par le mitage pavillonnaire**

Le bourg de REMILLY, comme a déjà permis de le démontrer l'analyse paysagère du grand territoire, s'est implanté en fond de vallon de la Nied française. Aujourd'hui le vallon urbanisé subit un phénomène de dilatation sur les coteaux lié au développement des extensions récentes sous la forme d'écosystèmes urbains à l'identité propre.

Ce bourg tel qu'il est possible de l'observer aujourd'hui, traduit dans sa morphogenèse principalement deux générations de développement pavillonnaire :

- **Les lotissements pavillonaires anciens (1975-2000)**

Les premiers lotissements pavillonaires se sont développés à partir des années 1970. Le lotissement des Linières en est un bon exemple. L'architecture y est hétéroclite, sans cohérence architecturale particulière, comme nous pouvons l'observer sur la photographie ci-dessous. Les densités sont très faibles, et les maisons implantées au milieu de parcelles de grande taille.



Lotissement les Linières, GoogleStreetView

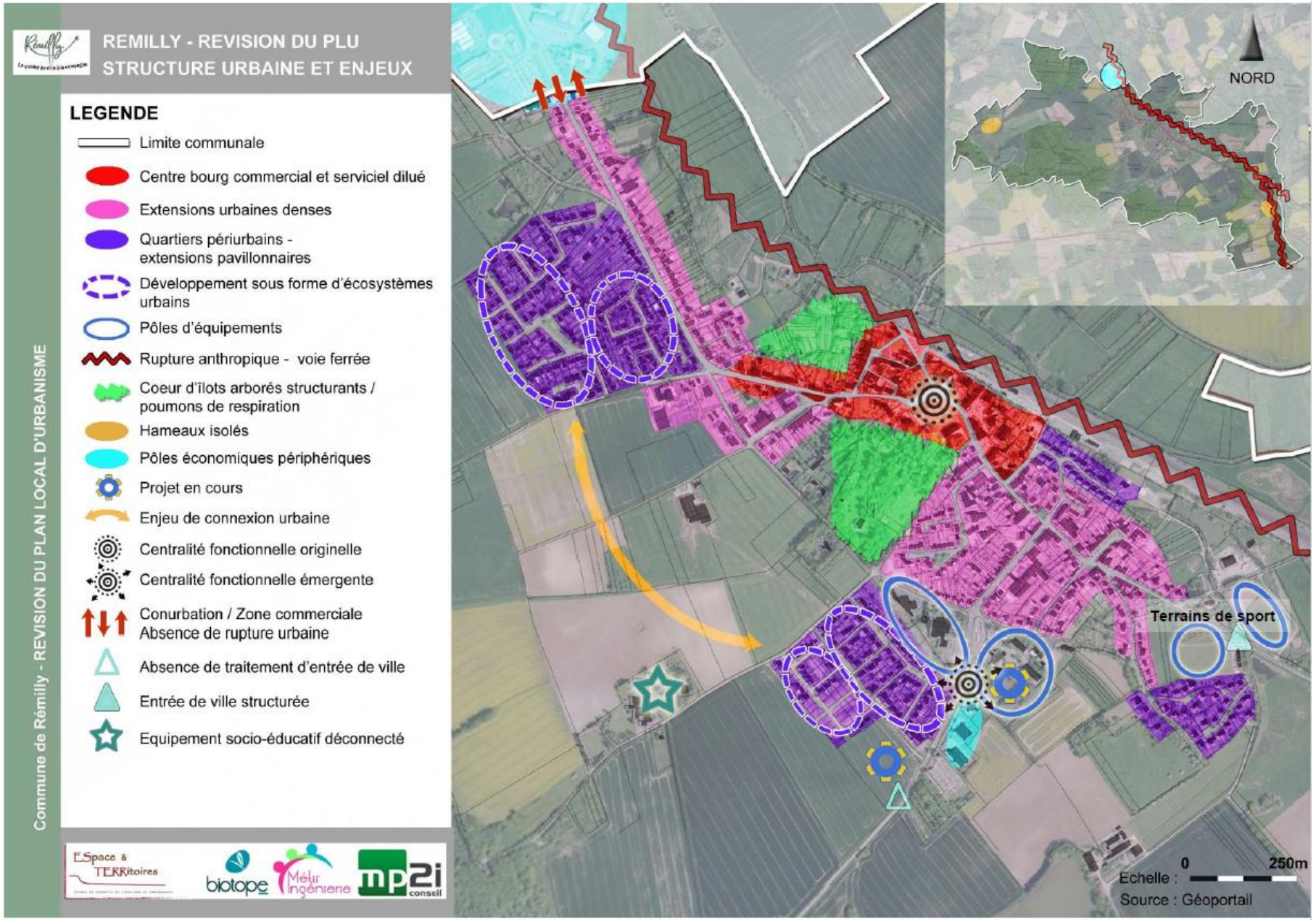
- **Les lotissements pavillonaires récents (2000 – aujourd'hui)**

Le lotissement le plus récent est celui des Terrasses de la Nied. Ce dernier s'est développé à proximité de la nouvelle centralité émergente au sud-est du ban communal (aménagement déjà finalisé lors de l'approbation du PLU). Comme son nom l'indique il possède une implantation topographique en surplomb de la vallée de la Nied française. Contrairement aux lotissements

anciens son architecture possède une certaine unité, rythmées par ses phases de construction notamment en terme de couleurs.



Rue Georges de la Tour, GoogleStreetView


REMILLY - REVISION DU PLU
STRUCTURE URBAINE ET ENJEUX
LEGENDE
Limite communale
Centre bourg commercial et serviciel dilué
Extensions urbaines denses
Quartiers périurbains - extensions pavillonnaires
Développement sous forme d'écosystèmes urbains
Pôles d'équipements
Rupture anthropique - voie ferrée
Coeur d'îlots arborés structurants / poumons de respiration
Hameaux isolés
Pôles économiques périphériques
Projet en cours
Enjeu de connexion urbaine
Centralité fonctionnelle originelle
Centralité fonctionnelle émergente
Conurbation / Zone commerciale Absence de rupture urbaine
Absence de traitement d'entrée de ville
Entrée de ville structurée
Equipement socio-éducatif déconnecté
Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME
NORD
Terrains de sport
0
250m
Echelle :
Source : Géoportail

- **Les connexions du paysage urbain dans son environnement : franges et entrées de village**

1. Des entrées de ville relativement bien structurées

À REMILLY, les principales entrées de ville sont celles situées sur l'axe nord-ouest/sud-est, connectées par la départementale RD999, linéaire viaire structurant du territoire.



Entrée de ville de REMILLY depuis Aubécourt, GoogleStreetView

Au sud-est, depuis Aubécourt, l'entrée de ville est structurée en deux temps : Elle est tout d'abord signalée par la présence d'un terre-plein central et d'une végétalisation sur la partie droite de la chaussée (en frange du terrain de sport). Un peu plus loin, le panneau d'entrée de ville est disposé au niveau d'un rétrecissement de la chaussé marqué par la présence de barrières et de pots de fleurs. Un léger effet de rétrécissement visuel est formé les aménagements paysagers et les alignements d'arbres en arrière-plan.



Au nord-ouest depuis Lemud, l'entrée de ville est située dans la zone d'activité commune à REMILLY et Lemud. L'arrivée dans la trame urbaine est moins structurée qu'au sud. Les quelques bâtiments de part et d'autre de la voirie indiquent l'entrée dans la trame urbaine. Cependant, la dilution du bâti et l'absence de continuité urbaine ne permettent pas l'identification d'un marqueur efficace. Peu d'aménagements (si ce n'est le panneau d'entrée d'agglomération) marquent véritablement l'entrée dans la trame urbaine, même si sa vocation de ralentissement automobile de celle-ci est réduite par la conurbation urbaine.

3. Des franges urbaines globalement qualitatives :

En ce qui concerne les franges urbaines, deux profils peuvent être dégagés :

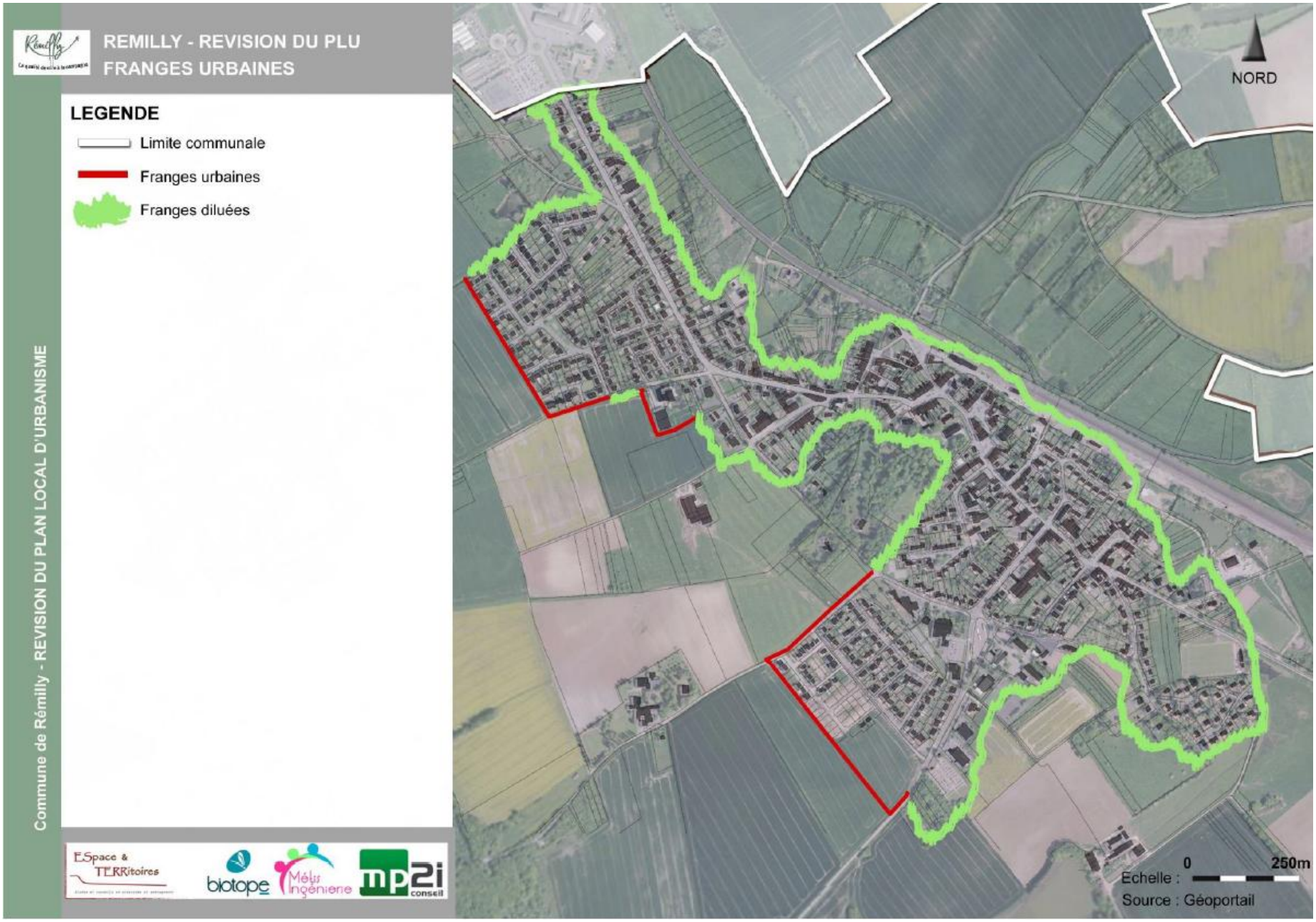
- les **franges urbaines diluées** constituent un espace de transition avec le grand paysage car on n'y note pas de rapport brutal entre l'environnement bâti et l'environnement naturel. Vergers, jardins et lisières forestières assurent un espace tampon.

- les **franges urbaines nettes** offrent davantage un rapport de force entre le bâti (notamment le bâti de grande volumétrie tel que le bâti agricole ou d'activité) et le milieu environnant naturel, on y constate donc une absence de transition douce.

Installée parallèlement au fond de vallée, l'implantation originelle de REMILLY s'est adaptée au paysage local.
En raison de la topographie de la commune, du caractère paysager ouvert et du développement urbain sur les coteaux, les franges urbaines de REMILLY sont majoritairement diluées.

Cependant, sur les secteurs d'extensions pavillonaires récents (à l'ouest) sur les coteaux, les franges apparaissent relativement nettes, avec peu de transitions entre les espaces bâtis et les espaces agricoles.

Sur certains secteurs, des massifs d'arbres et de haies créent des perspectives plus fermées au sein du paysage.


REMILLY - REVISION DU PLU
FRANGES URBAINES
LEGENDE
Limite communale
Franges urbaines
Franges diluées
Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME
NORD
0
250m
Echelle :
Source : Géoportail

■ Potentiel urbanisable

➢ L'enveloppe urbaine : potentiel de mutation et densification foncières

REMILLY possède quelques possibilités de se densifier davantage à l'intérieur de sa trame urbaine, les **dents creuses** présentes au cœur de la trame urbaine étant des terrains qui ne sont pas encore construits dans le secteur urbanisé mais desservis par les réseaux existants et accessibles par une voie carrossable (parcelles viabilisées en attente de construction). Celles-ci forment des trous dans l'alignement bâti et engendrent une discontinuité dans la trame urbaine. À cela s'ajoutent également les logements vacants, en fonction du taux de vacance et sa dynamique observés selon les communes.

Nombre dents creuses : 3

➢ Le potentiel des logements vacants

La vacance sur REMILLY, de l'ordre de 8,3% en 2021 d'après les dernières estimations de l'INSEE (soit environ **83 logements**, dont 46 unités vacantes depuis plus de 2 ans selon les données LOVAC 2024, s'inscrit ainsi dans la logique de vacance trop élevée pour la fluidité du parc (entre 5 et 7%), et constitue donc un potentiel à valoriser dans le pas de temps du PLU.

Nombre de logements vacants mobilisables (récupération de 20% de la vacance structurelle) : 17.

➢ Potentiel recensé sur la commune - Méthode mise en œuvre :

Concernant les dents creuses, un recensement de terrain a été effectué. Ensuite, ont été déduits tous terrains correspondant à de l'agrément indissociable d'une construction existante ou de l'emprise publique ainsi que les terrains possédant des contraintes agricoles..

➢ Coups partis

Il y a très peu de potentiel mobilisable recensés sur la communes mais des opérations d'aménagement en cours sont à prendre en compte dans le potentiel : 77 logements neufs sur le lotissement de la Nied.

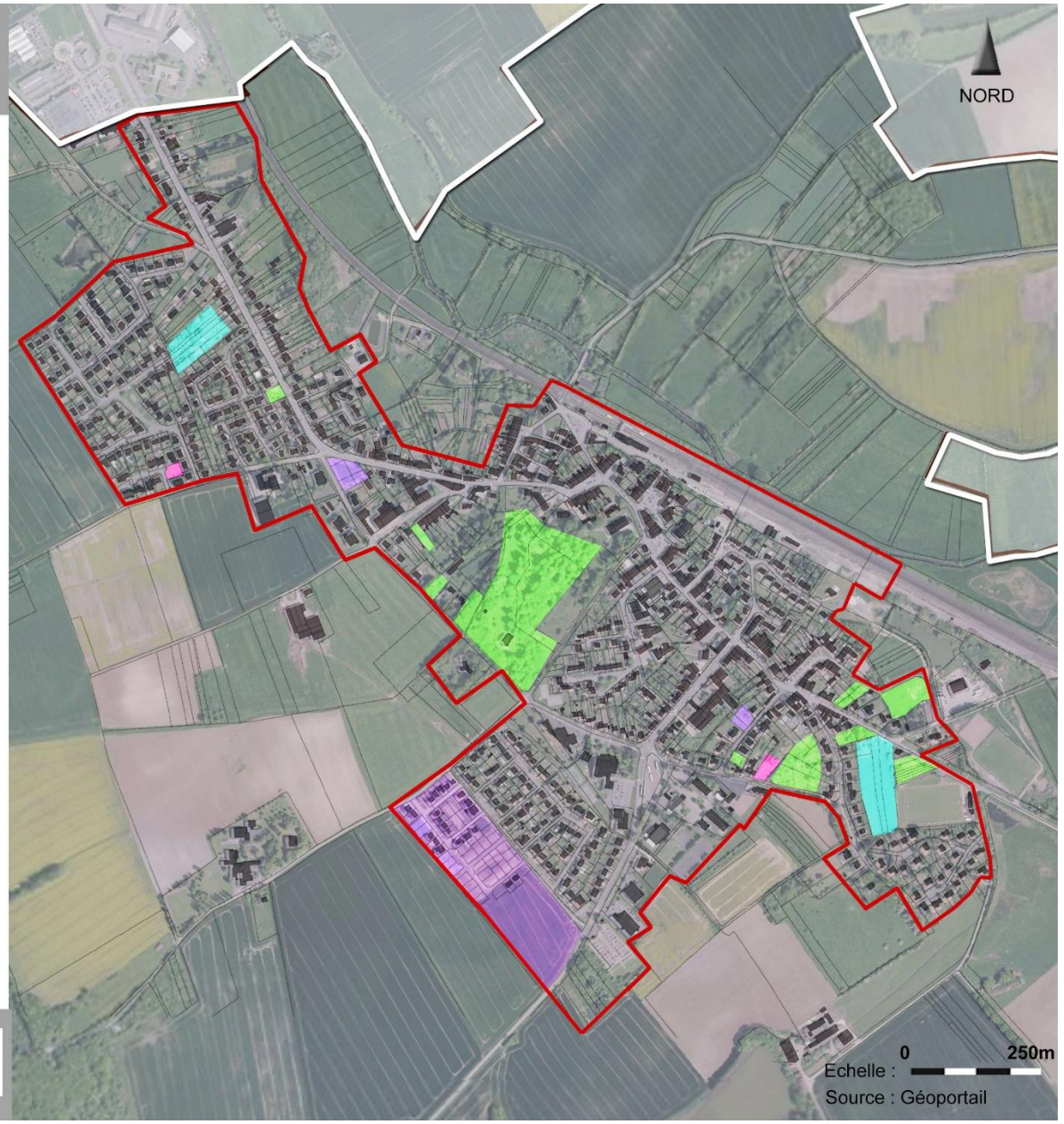
	Nombre	Surface	Potentiel mobilisable ► 2030
Dents creuses	3	0,15 ha environ	3
Logements vacants	83		10
Logements en cours	77		77
Total réponse logement			**90**

Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

REMILLY - REVISION DU PLU
POTENTIEL URBANISABLE

LEGENDE

- Limite communale
- Enveloppe urbaine
- Dents creuses
- Construit
- Coeur d'îlot mobilisable
- Jardin / agrément



ESpace & TERRitoires · biotope · Mélis Ingénierie · mp2i conseil

e) Déplacements et mobilités au cœur de l'organisation spatiale de la commune

- **Infrastructures et voies de communication : une commune peu desservie**

Le ban de REMILLY est directement desservi par la RD999 qui la traverse. Cet axe structurant d'importance départementale permet de rejoindre Metz, principalement agglomération du Nord lorrain.

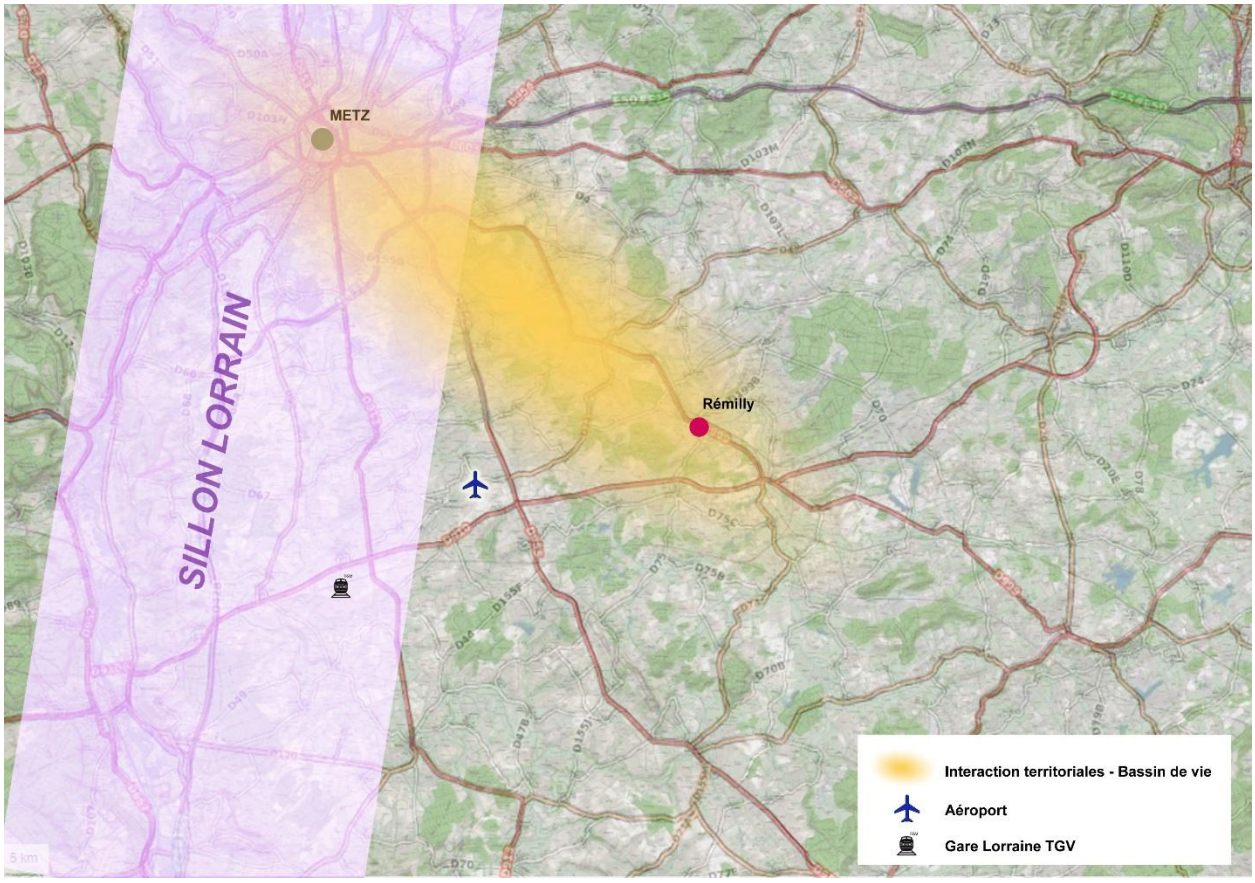
La RD910, second axe départemental de la commune permet de rejoindre Saint-Avold via Faulquemont et Pont-à-Mousson dans le sens contraire.

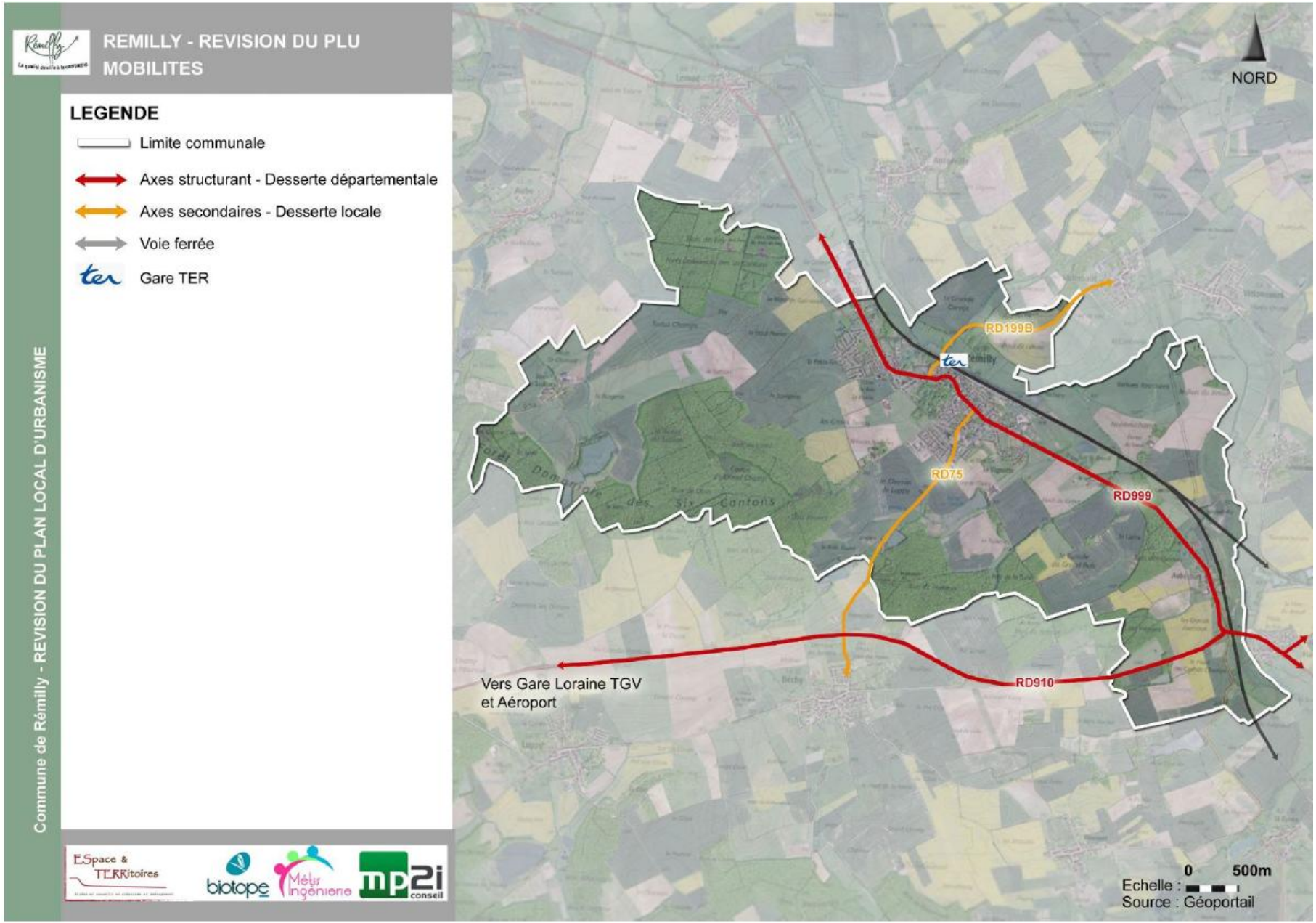
La D75 coupe perpendiculairement la RD999 en passant par les étangs communaux.

La RD1999B permet de rejoindre Voimhaut et la RD199C,Vittoncourt et Adaincourt.

Le reste de la trame viaire de la commune est composé de chemins communaux d'importance locale.

Du point de vue des voies de communication, la commune reste donc relativement bien desservie par les routes départementales mais se situe dans une situation isolée face aux grands axes autoroutiers ainsi que des grandes agglomérations de Lorraine.




REMILLY - REVISION DU PLU
MOBILITES
LEGENDE
Limite communale
Axes structurant - Desserte départementale
Axes secondaires - Desserte locale
Voie ferrée
Gare TER
Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME
NORD
RD199B
RD7.5
RD999
RD910
Vers Gare Loraine TGV
et Aéroport
0 500m
Echelle :
Source : Géoportail
ESpace & TERRitoires
biotope
Mélis Ingénierie
mp2i conseil

- **Capacités de stationnement au sein du bourg : fluidités et points noirs**

A REMILLY, l'offre de stationnement apparaît globalement bien développée au sein des différents quartiers.

Sur les centralités fonctionnelles, des poches de stationnement ont été implantées facilitant les mobilités piétonnes en cœur de centre-urbain. L'offre de stationnement paraît suffisante pour absorber les flux liés au centre des équipements.



Place Saint-Martin, GoogleStreetView



Route de Bechy, GoogleStreetView

Dans les secteurs de développement pavillonnaires, des inégalités de traitement ont été repérées. En effet, dans les lotissements anciens, le stationnement s'effectue dans les allées privées, sur le trottoir et quelques fois sur la voirie. Sur les lotissements plus récents, de nombreuses poches de stationnement ont été prévues offrant un vaste choix de stationnement.



Lot. Les Linières, GoogleStreetView



Rue Paul Verlaine, GoogleStreetView

La commune dispose de deux emplacements de charge et stationnement pour les véhicules hybrides et électriques.

Les cartographies ci-après permettent de prendre précisément connaissance des capacités exhaustives de stationnement sur les parties urbanisées du ban.



Localisation des places et poches de stationnement matérialisées sur la partie nord du bourg principal (Source : Géoportail)



Localisation des places et poches de stationnement matérialisées sur la partie centrale du bourg principal (Source : Géoportail)



Localisation des places et poches de stationnement matérialisées sur la partie centrale du bourg principal (Source : Géoportail)

On ne dénombre aucune forme de stationnement matérialisé sur les deux hameaux annexes (Aubécourt et Dain-en-Saulnois).

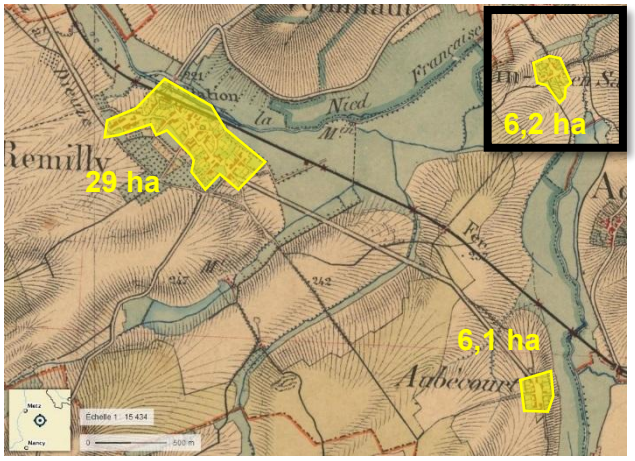
f) Analyse urbaine : constats et perspectives

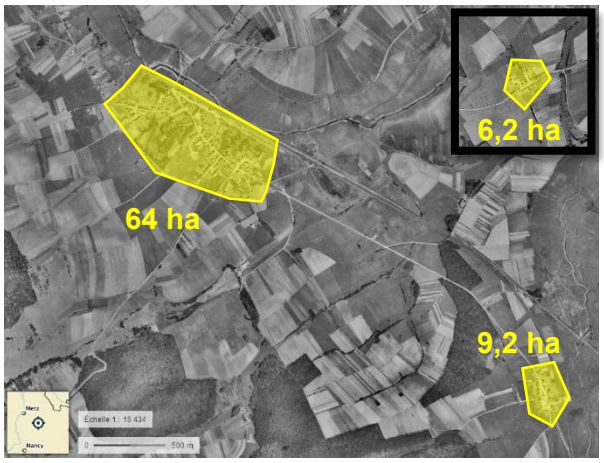
Enjeux et perspectives
Analyse urbaine
• La structure urbaine originelle de REMILLY est marquée par l'histoire de la commune. Elle est de type village-tas, implantée au carrefour du pont sur la Nied française. • Au milieu du XXe siècle, avec l'arrivée de population de travailleurs sur le secteur des extensions urbaines denses se sont développées sur le linéaire de la RN999 au nord et au sud. • Depuis 1975, des extensions urbaines récentes se sont développés sous la forme d'écosystèmes urbains: l'architecture y est extrêmement hétéroclite, en lien avec un développement urbain sans cohérence d'implantation ou architecturale.
• Le développement de l'urbanisation en dilution de la trame urbaine ainsi que les extensions linéaires ont permis d'étoffer substantiellement la trame concentriquement en direction des coteaux. • Présence de nombreux écosystèmes urbains à l'identité propre. • Deux hameaux isolés : Dain-en-Saulnois et Aubécourt. • Le parc de la maison Auguste Rolland : un cœur d'îlot arboré structurant au sein de la trame urbaine à préserver.
• L'émergence d'une nouvelle centralité fonctionelle au sud-est appuyé par la création d'un pôle économique périphérique. • Des projets en cours sur cette nouvelle centralité urbaine. • Un centre commercial et serviciel dilué le long de l'axe principal. • Une zone commerciale en conrubation avec Lemud : absence de rupture urbaine. • Des équipements socio-éducatifs déconnectés de la trame urbaine.
• La commune de REMILLY apparaît relativement bien reliée via les axes départementaux, mais apparaît isolée des grandes infrastructures routières. • Une offre de stationnement importante, cohérente avec le réseau viaire et bien hiérarchisée.
➢ Assurer un lien fonctionnel et social entre les différentes entités urbaines. ➢ Considérer ce projet d'ampleur dans le projet l'aménagement. ➢ Maintenir la multifonctionnalité du bourg. ➢ Soutenir les projets de développement sur la nouvelle centralité fonctionnelle : l'émergence d'un nouveau quartier novateur. ➢ Prendre en compte l'importance des déplacements automobiles.

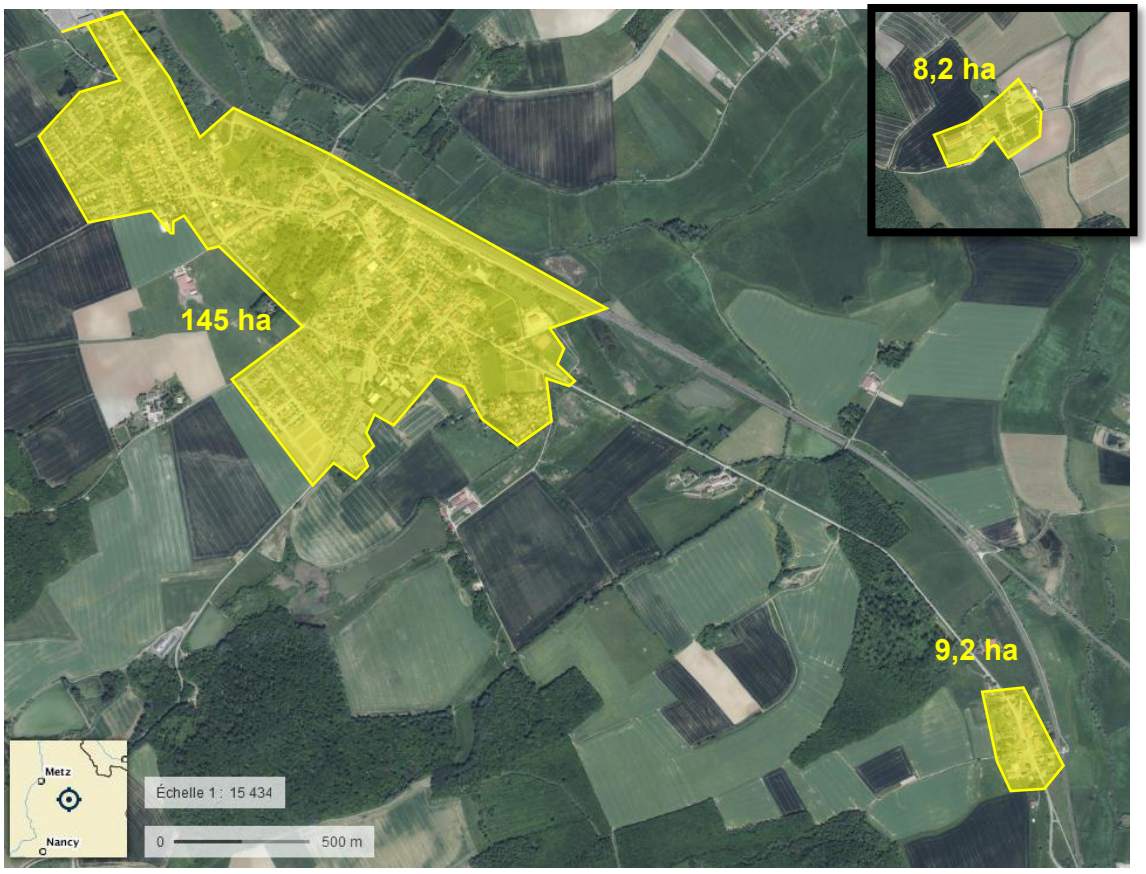
11. ANALYSE DE LA CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIER

Pour replacer le contexte de consommation d'espaces des dix dernières années telle que sollicité à l'article 151-4 du code de l'urbanisme, il est essentiel de revenir en préambule à la consommation des espaces observée sur un pas de temps plus long.

Ainsi, la première partie de cette analyse vise à revenir sur les consommations et surfaces consommées sur la seconde moitié du XXe siècle, période correspondant à une croissance démographique particulièrement soutenue sur la commune, et ainsi nécessairement accompagnée d'une urbanisation et d'une artificialisation des sols importantes.







11.1. L'artificalisation des sols : une mécanique enclenchée à REMILLY depuis la première partie du XXe siècle

La commune de REMILLY, a connu une forte augmentation démographique à partir de 1930 faisant passer sa population de 800 à 2 100 habitants soit une multiplication par plus de 2,6.

Ce gain de population et l'évolution des modes de vie a ainsi provoqué une importante période de construction de logements ainsi qu'une forte extension de la trame urbaine depuis les années 1950 comme nous pouvons l'observer sur les prises de vues aériennes ci-dessus.

En parallèle, la surface artificialisée pour l'habitat* est, elle, passée de 64 ha en 1950 à près de 145 ha en 2021.

Cette hausse de l'imperméabilisation des sols correspond à une multiplication par 2,26 des surfaces artificialisées et gagnées tant sur les espaces naturels qu'agricoles.

Consommation d'espaces et croissance démographique entre 1950 et 2021		
Années	**1950**	**2021**
Habitants	**993**	**2029**
Surfaces artificialisées (ha)	**~ 64 ha**	**145 ha**
Densité (ha)	**70 hab/ha**	**106 hab/ha**
Habitants base 100	**100**	**204**
Surfaces base 100	**100**	**226**

* Les surfaces dédiées à l'activité économique ne sont pas prises en compte dans ce décompte.

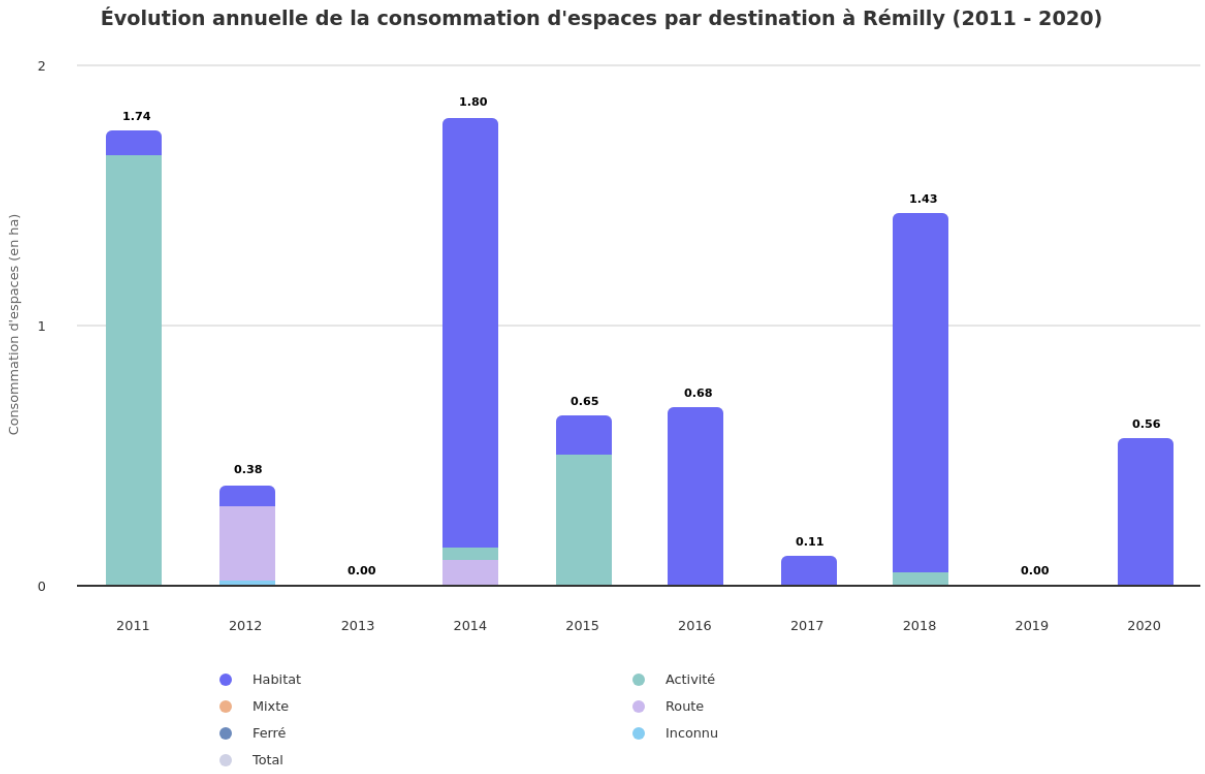
11.2. La consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) sur les pas de temps 2011-2020 et 2015-2024

Cette première analyse est faite sur le pas de temps de référence réglementaire (2010-2021, selon les dispositions des lois Climat & Résilience et ZAN) et distingue les espaces naturels, agricoles et forestiers consommés sur cette période sur le ban communal.

Consommation d'espaces sur la période 2010-2021 (OCS Grand Est)	
Espaces agricoles	**7,77 ha**
Espaces semi-naturels et forestiers	**0,70 ha**
Milieux humides (Surfaces en eau et milieux naturels liés à l'eau)	**-**
Autres	**-**
TOTAL	**8,47 ha**

Destination des espaces consommés sur la période 2011-2020 (Mon Diagnostic Artificialisation)	
Habitat	**4,71 ha**
Routes	**0,38 ha**
Activités	**2,25 ha**
Mixte	**0 ha**
Ferré	**0 ha**
Inconnu	**0,01 ha**
TOTAL	**7,35 ha**

Au regard des données fournies par Mon Diagnostic Artificialisation, ce sont approximativement 7,35 hectares qui ont été consommés entre 2011 et 2020.



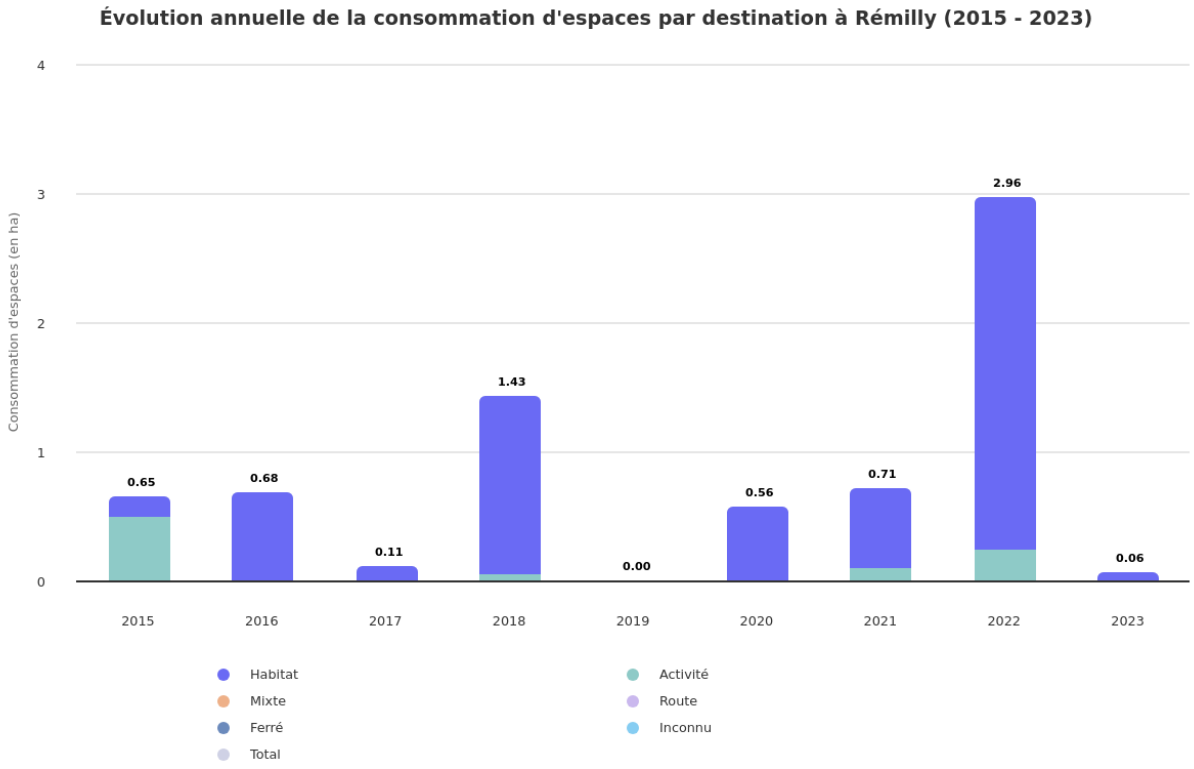
(Source : Mon Diagnostic Artificialisation)

Concernant la consommation à destination de l'habitat (majoritaire à hauteur de 64,08%), celle-ci semble à la fois recouper des réalisations pavillonnaires déjà mentionnées.

Les activités économiques, pour leur part, ont consommé environ 2,25 ha (soit 30,61% du total), consommation qui corrobore la sortie de terre de nouveaux bâtiments artisanaux à proximité de la voie ferrée et de plusieurs hangars agricoles.

Une seconde analyse s'attardant sur les 10 années précédant la révision du PLU et s'appuyant une nouvelle fois sur les données Mon Diagnostic Artificialisation (2015-2023, les données 2024 n'étant pas mises à disposition) laisse apparaître une consommation effective de 7,16 hectares ENAF.

Destination des espaces consommés sur la période 2015-2024 (Mon Diagnostic Artificialisation)	
Habitat	**6,28 ha**
Routes	**0 ha**
Activités	**0,88 ha**
Mixte	**0 ha**
Ferré	**0 ha**
Inconnu	**0 ha**
TOTAL	**7,16 ha**



(Source : Mon Diagnostic Artificialisation)

Cette consommation, très majoritairement orientée en direction de l'habitat (6,28 ha, soit 87,71%) semble correspondre à la sortie de terre du Lotissement de la Nied, finalisé en 2022-2023.

Une comparaison orthophotographique réalisée au moyen de l'outil Remonter le temps (proposé par l'IGN) laisse apparaître une consommation foncière (6,77 ha) inférieure à la valeur rapportée par Mon Diagnostic Artificialisation sur la temporalité 2015-2024.

Destination des espaces consommés sur la période 2015-2024 (Comparaison orthophotographique)	
Habitat	**5,64 ha**
Routes	**0 ha**
Activités	**0,98 ha**
Mixte	**0,15 ha**
Ferré	**0 ha**
Inconnu	**0 ha**
TOTAL	**6,77 ha**

Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

REMILLY - REVISION DU PLU

Espaces consommés entre 2015 et 2025

LEGENDE

Limite communale

Nature des sols :

- Activité économique (0,98 ha env.)
- Mixte (0,15 ha env.)
- Habitat (5,64 ha env.)

Surfaces consommées : 6,77 ha env.

Echelle : 1/10 000



PARTIE 2 : JUSTIFICATIONS DES DISPOSITIONS DU PLU

1. MATRICE TERRITORIALE DU PROJET

En amont de toute réflexion sur son projet, la commune a souhaité intégrer l'ensemble des déterminants de son territoire. Ceux-ci sont détaillés dans les sections suivantes :

1.1. Le socle urbain : une identité rurbaine affirmée

Bourg-centre rural appartenant à l'aire d'attraction de Metz, REMILLY a su profité de sa situation géographique priviligiée, à mi-chemin entre ruralité et urbanité, pour rayonner à l'échelle de son bassin de vie.

La commune s'est originellement organisée autour d'un petit village-tas, implanté en fond de vallée au contact d'un pont enjambant la Nied Française. Jusqu'au milieu du XXème siècle, la localité assure sa subsitance grâce à l'activité agricole endogène et quelques activités proto-industrielles.

Disposant déjà d'une certaine stature territoriale avant même son entrée dans le XXème siècle grâce à l'ouverture d'une gare en 1851, la commune gagne encore en volume spatial, économique et démographique à partir des années 1950.

L'émergence du phénomène de périurbanisation profite en effet au bourg qui voit sa population croître de plus de 50% en une trentaine d'années (1 556 habitants en 1975 contre seulement 993 habitants en 1954).

Cette évolution conduit à une première forme de dilution de la trame urbaine, par son prolongement le long de l'axe RD999 en direction de Metz (constructions des années 1950-1960) et du fait de l'émergence d'un nouvel isolat sud-est (Lotissement la Vignotte, construit au tout début des années 1970). Paradoxalement, un mouvement de densification s'opère également sur la commune, suite à la sortie de terre concomitante du Quartier Joli Fou (années 1950), du Lotissement du Parc (milieu des années 1960) et d'autres constructions en centre-bourg.

Très peu impactée par le déclin progressif du secteur secondaire lorrain (REMILLY se situant à l'écart des différents bassins), REMILLY a su tirer profit de son attractivité servicielle, commerciale, paysagère et foncière pour attirer de nouvelles populations qui se sont installées en périphérie nord-ouest du centre ancien (Lotissements des Linières et de la Petite Fin, réalisés dans le courant des années fin 1970 – début 1980).

Aujourd'hui, elle continue de se développer en s'appuyant sur ses équipements structurants (Gare, Collège, Gendarmerie, Salle Polyvalente, EHPAD, Déchèterie, Foyer pour enfants), sur ses établissements commerciaux (Super U et sa galerie attenante, Aldi et les commerces de centre-bourg) et le vaste complexe agricole voisin (Coopérative LORCA sur Lemud), tout en étoffant et diversifiant son offre de logements (Lotisements des « Auteurs » et du Savignon au début des années 2000, logements collectifs au niveau de la Rue des Chênes en 2008, Lotissement des Prés Dorés au début des années 2010 et Terrasses de la Nied au tout début de la décennie 2020).

Au fil du temps, REMILLY s'est ainsi organisée autour de deux petites centralités : le « vieux » Rémilly à l'empreinte villageoise marquée, tourné vers la Gare, la Mairie et son petit centre commerçant, et un centre serviciel émergent autour du collège, en sortie sud-ouest du bourg. Ces deux pôles complémentaires disposent d'atouts propres qui ne les placent pas dans une logique d'opposition urbaine mais bien de synergie. Le ressort territorial et administratif du bourg

s'étend aussi sur deux petits villages : Aubécourt et Dain-en-Saulnois qui orbitent autour de ces deux centralités.

A plus grande échelle, la commune est directement insérée dans les nœuds de mobilité centre-mosellans (Gare, RD999 et RD910 à proximité), ce qui conforte son positionnement déjà favorable à l'accueil d'actifs du tertiaire.

A l'heure actuelle, REMILLY est donc une commune dynamique qui profite à la fois des atouts précités et d'un cadre de vie qui concilie urbanité et ruralité. Elle joue ainsi une rôle de bourg-centre à l'échelle de son intercommunalité (Communauté de Communes du Sud Messin) et de son espace proche (Sud-Ouest du District Urbain de Faulquemont et Nord-Ouest de la Communauté de Communes du Saulnois).

L'ensemble de ces éléments contribue au rayonnement territorial de REMILLY.

La matrice du projet de révision du PLU de REMILLY s'inscrit par conséquent dans le cadre d'une volonté de valorisation de l'identité rurbaine communale.

Par ailleurs, elle ne remet pas en cause les fondamentaux du PLU antérieur en définissant les secteurs des zones urbaines sur les zones ciblées par le passé.

1.2 La géographie et le paysage, un impact modéré sur les perspectives de développement communal

À l'échelle du grand paysage, la commune est pleinement insérée dans la Vallée des deux Nied. Celle-ci se caractérise par la dominance de grands espaces agricoles ouverts, un relief relativement plane (Plateau lorrain) ponctué par quelques hauteurs boisées et incisé par deux cours d'eau.

A l'échelle locale, le territoire communal se distingue par quatre entités topographiques majeures que sont les reliefs boisés, les espaces agricoles ouverts et leurs hameaux isolés, et le vallon urbanisé.

La préservation de ce patrimoine paysager, naturel et culturel a guidé la formalisation du zonage du PLU, afin d'assurer la préservation du « Genius loci » :

En effet, le PLU a identifié dans le rapport de présentation les réservoirs de biodiversité à l'échelle locale. Le document a veillé à préserver leur fonctionnalité écologique par un classement en zone naturelle ou en zone agricole. Le positionnement des zones naturelles (N), naturelles sensibles (NS), forestiers (NF) et agricoles (A, Aa et As) a justement été élaboré dans une logique de préservation des secteurs paysagers à forts enjeux, qu'il s'agisse de points hauts (Bois de Dain, de Fey, de Fraheux et de la Tuilerie, coteaux arboricoles), de secteurs de vallées (Natura 2000 – ZSC FR4100231 « Secteurs halophiles et prairies humides de la vallée de la Nied » et affluents de la rivière) ou de plaines agricoles. En complément, plusieurs Eléments Remarquables du Paysage et Espaces Boisés Classés ont été apposés sur la ripisylve des différents cours d'eau perennes et non pérennes, sur les alignements d'arbres bordant les deux étangs communaux, ainsi que sur certaines haies et vergers arboricoles du milieu agricole dans l'optique d'assurer la préservation de ces poches végétales de biodiversité.

La révision du PLU a également tenu à respecter l'organisation paysagère propre aux paysages du Plateau lorrain (dont certaines strates sont directement visibles sur REMILLY: collines boisées,

plaines agricoles ouvertes et fond de vallée incisé dans le revers du cuesta) à partir du classement des hauteurs boisées en zone naturelle forestière, de la plaine agricole zone agricole et zone agricole constructible, du vallon urbanisé en zone urbaine et du fond de vallée halophile en zones naturelle et naturelle sensible.

Dans ce contexte, la révision du PLU a tenu à travailler sur un développement en compacité de la trame urbaine. Par conséquent, le projet n'engendrera pas d'altération ou modification de la perception de la trame urbaine dans le grand paysage.

2. L'AMBITION COMMUNALE DU PROJET DE DEVELOPPEMENT

2.1 Le projet de départ : la révision du PLU

La commune de REMILLY est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 26 août 2006 et modifié pour la dernière fois le 3 juin 2015.

La nouvelle équipe municipale, élue en 2020, a choisi de réviser intégralement le PLU de 2006 au regard de la réglementation actuelle, mais également en tenant compte des évolutions du contexte local et des outils complémentaires employés. Cette démarche permettra de conforter REMILLY dans son grand territoire. Cette révision du PLU permettra ainsi de mettre en avant plusieurs objectifs :

- ***Disposer d'un document d'urbanisme actualisé, garant du projet démographique, urbain, environnemental et économique de la commune, qui intègre les nouvelles évolutions législatives et les orientations des lois Grenelle, ALUR, LAAAF, TEPCV et NOTRe, Climat et Résilience.***
- ***Mettre en compatibilité le document d'urbanisme avec les orientations des documents supra-communaux tels que le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires) approuvé en janvier 2020 et modifié le 18 décembre 2025), le SCOTAM (révisé en juin 2021 et modifié en décembre 2023).***
- ***Assurer le maintien de l'équilibre démographique et tendre vers une croissance soutenue, en compatibilité avec les dispositions du SCoT et du SRADDET.***
- ***Mener une politique de l'habitat adaptée à la trajectoire démographique observée.***
- ***Assurer une urbanisation la plus économe possible en foncier, dans une logique de développement durable.***
- ***Rechercher des formes urbaines permettant une certaine densité recherchée par les nouvelles dispositions législatives et par le SCoT, tout en restant adaptées à la structure de la commune.***
- ***Accompagner le développement des activités économiques sur le territoire communal afin d'assurer le développement de l'emploi.***
- ***Favoriser le développement des mobilités durables et des déplacements doux.***
- ***Evaluer les besoins en matière de mobilité.***
- ***Tenir compte de la nécessité de maintenir les continuités écologiques et les secteurs de biodiversité.***
- ***Prendre en compte les risques et les nuisances***
- ***Identifier et préserver les éléments importants du patrimoine bâti et architectural, tout en assurant leur évolution.***
- ***Promouvoir la conception des projets prenant en compte les personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie***
- ***Parallèlement, la révision du document d'urbanisme permettra à la commune d'adopter une démarche de projet, d'instaurer des emplacements réservés pour développer les équipements publics et de protéger des éléments remarquables du paysage et du patrimoine.***

2.2. Une volonté de construire un projet ambitieux et vertueux : les grandes lignes du PADD

Dans le cadre de la révision du PLU, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables doit permettre d'inscrire le projet communal dans la durée en intégrant au plus juste les trois grands fondements du développement durable : l'équité sociale, la prise en compte de l'environnement et le développement économique. Le développement du territoire doit pouvoir s'intégrer dans un projet transversal qui prend en compte l'ensemble des critères ci-dessus de la manière la plus équilibrée. Cette phase de l'élaboration du PLU exige la formulation des choix politiques globaux qui se traduiront au travers d'un règlement et d'un zonage. Le PADD répondra aux grands enjeux mis en avant dans la phase diagnostic et/ou apportera des réponses sur des projets de secteurs et/ou sur des incertitudes liées au devenir du territoire.

Le PADD du PLU de la commune de REMILLY se traduit par 5 orientations :



- **Orientation générale n° 1**
  Garantir une ambition démographique adaptée au positionnement de la commune dans son grand territoire



- **Orientation générale n° 2**
  Assurer un développement respectueux du cadre de vie



- **Orientation générale n° 3**
  Accompagner les mutations économiques et les grands projets



- **Orientation générale n° 4**
  Tisser le réseau de mobilité de demain



- **Orientation générale n° 5**
  Permettre un développement raisonné et respectueux de l'environnement.

En substance, par l'intermédiaire de son PLU, la commune de REMILLY souhaite affirmer sa stature territoriale en tant que bourg-centre au sein de son bassin de vie et espère ainsi réamorcer une dynamique démographique plus forte soulignée par le cadre de vie local et la prise en compte des enjeux environnementaux.

Elle envisage d'atteindre un seuil démographique fixé idéalement à 2 100 habitants d'ici 10 ans, en rapport avec les équipements publics déjà existants dans le tissu urbain, pour pouvoir conforter sa stature territoriale.

Elle a l'intention de tenir compte du vieillissement de sa population et de continuer à accueillir de nouveaux habitants par la création de nouvelles habitations (dont les projets immobiliers en cours) de formes plus diversifiées, adaptées à l'accueil de jeunes actifs et de seniors (constructions de plus petites typologies de logements, division de grands logements en unités de superficie inférieure, logements collectifs de petite taille…).

Dans le même temps, elle souhaite maintenir la complémentarité offerte par de ces deux centralités communales, en pérennisant les équipements et services existants sur chaque noyau, le tout en leur assurant des possibilités de développement. En complément, une attention toute

particulière sera portée en direction du développement des mobilités alternatives à l'automobile en accompagnant renforçant la dynamique intermodale existante sur le secteur de la Gare.

Bénéficiant déjà d'un potentiel constructible infraurbain conséquent, basé sur les quelques dents creuses, la résorption de la vacance et les récents projets immobiliers sur le secteur des Terrasses de la Nied (11 unités décomptés en coups partis), la commune a souhaité mettre en place une démarche d'ouverture à l'urbanisation en cohérence avec ces besoins. Par le biais du zonage du PLU, seules 4 zones à urbaniser (1AUX, 1AU, 1AUEP et 2AU) ont donc été déterminées, trois d'entre elles étant d'ailleurs contiguës. Au contact immédiat de la zone d'activités des 5 Épis (en sortie nord-ouest du bourg) et de la centralité émergente du sud-est de la trame, cette ouverture à l'urbanisation se fait uniquement dans l'optique d'accompagner le renforcement de cette dynamique, tout en densifiant la zone.

Le projet urbain se concentre donc en compacité de la trame urbaine dans une logique d'économie de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et ambitionne un développement adapté à sa localisation et à sa stature territoriale tenant compte des objectifs de normes supérieures (voir ci-après paragraphe 4.4, page 279).

Par ailleurs, les orientations 2, 3 et 5 du PADD se mettent au service du socle urbain, du paysage et du cadre de vie, mais également de l'économie à partir de la considération d'un rayonnement économique communal respectueux de son identité.

2.3 Un projet adapté à l'armature territoriale

Le projet de révision du PLU de REMILLY prévoit ainsi d'une part de mettre à profit les dents creuses, les logements vacants et les terrains ouverts à l'urbanisation (zones 1AU et 2AU), l'ensemble se situant en cœur ou en continuité de la trame urbaine. **Aucune zone de développement résidentielle ou économique n'est donc ciblée à l'extérieur de l'espace urbanisée.**

Le tableau ci-après permet de visualiser la compatibilité entre les éléments du diagnostic foncier et démographique, les enveloppes ZAN, SRADDET et SCOTAM et le projet de développement communal :

	COMMUNE DE REMILLY	
DIAGNOSTIC DÉMOGRAPHIQUE ET FONCIER (INSEE)		
DÉMOGRAPHIE	**Population (2022)**	2 050 habitants
	Densité de population (2022)	108,2 hab./km2
	Taille des ménages (2022)	2,16
	Taille des ménages projetée en 2035 (-4,2% entre 2021 et 2030 selon INSEE)	2,04
LOGEMENTS	**Total logements** (2022)	1 023
	Dents creuses (recensement communal)	3
	Taux de vacance (2022) en %	7,7
	Nombre de logements vacants depuis plus de 2 ans (LOVAC)	46
	Nombre de logements vacants mobilisables (20% de la vacance structurelle)	10
CONSOMMATION PASSÉE ET ENVELOPPE FONCIÈRE PROJETÉE		
CONSOMMATION (2011-2021)	**Surface artificialisée sur la période 2011-2020** sur la base des données (CEREMA)	7,35 ha
ZAN	**Enveloppe ZAN théorique accordée** (-50%) selon la Loi Climat et Résilience sur 2021-2030	**3,68 ha**
	Enveloppe ZAN théorique accordée (-75%) selon la Loi Climat et Résilience sur 2031-2040	**1,84 ha**
DENSITÉ ET ENVELOPPES ACCORDÉES PAR LES DOCUMENTS SUPRATERRITORIAUX		
ENVELOPPES ACCORDEES PAR LE SCOTAM	**Enveloppe foncière du SCoTAM pour REMILLY à destination de l'habitat** (2015-2032)	11,1 ha
	Enveloppe foncière du SCoTAM directement orientée en direction de l'aménagement de ZA des 5 Épis (2015-2032)	15 ha
	Densité minimale de logements selon le SCoTAM	25 logements/ha
	Production de logements à prévoir sur REMILLY(2015-2032)	**328 logements**

PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL, BESOINS ET RÉPONSES		
DÉMOGRAPHIE PROJETÉE ET BESOINS INDUITS	**Objectif démographique du PADD sur le pas de temps du PLU** (2025-2035)	50 habitants supplémentaires
	Besoins en logements en réponse à la croissance démographique sur le pas de temps du PLU (2025-2035)	24 logements
	Besoins induits par le desserrement des ménages (2025-2035)	59 logements
	Total des besoins (croissance démographique et desserrement des ménages sur le pas de temps du PLU)	**83 logements**
COMPATIBILITE PRODUCTION PLU / ENVELOPPE SCoTAM		
COUPS PARTIS (2015-2025)	- **77 logements** (Terrasses de la Nied)	**77 logements**
ENVELOPPE-LOGEMENT SCOTAM (2025-2031)	**Équivalent-logement encore produisible sur le reste du pas de temps du SCoTAM** (2025-2032)	**251 logements**
PRODUCTION DU PROJET DE PLU (2025-2035)	**Logements en extension** (58 logements, soit 80% de la production neuve) **Logements en densification** (15 logements, soit 20% de la production neuve) **Vacance mobilisable** (10 logements)	**83 logements**

SYNTHESE DE LA PRODUCTION DE LOGEMENTS	**Total besoins** (en logements)	***83***
	Enveloppe logement du PLU (2025-2035)	***83***
	Coups partis (2015-2025)	***77***
	Coups partis + Enveloppe logement du PLU (2015-2035)	***160***
	Enveloppe-logement maximale autorisée (2015-2032)	***328***

SYNTHESE DE LA CONSOMMATION FONCIERE	Enveloppe ZAN théorique accordée (-50%) selon CEREMA (ha) sur 2021-2030	*3,68 ha*
	Enveloppe ZAN théorique accordée (-75%) selon CEREMA (ha) sur 2031-2040	*1,84 ha*
	Enveloppe foncière accordée par le SCoTAM à destination de l'habitat en extension (2015-2032)	*11,1 ha*

	Enveloppe foncière accordée par le SCoTAM directement orientée en direction de la ZA des 5 Épis (2015-2032, échelle EPCI)	*15 ha*
	Consommation ENAF du PLU – Habitat (à portée communale)	*4,15 ha*
	Consommation ENAF du PLU – ZA des 5 Épis (portée intercommunale)	*5,45 ha*
	Consommation ENAF totale du PLU	*9,60 ha*

Disposant d'une démographie favorable (+32 habitants entre 2017 et 2022), REMILLY ambitionne de maintenir cette dynamique à moyen terme en s'appuyant sur sa localisation priviligiée et de ses qualités paysagères et infrastructurelles. En effet, de par son positionnement géographique priviligié, en périphérie sud-est de l'Euro-métropole de Metz, et sa stature de bourg-centre rural de l'agglomération messine et de la Communauté de Communes du Sud Messin, REMILLY constitue une localité d'importance dans l'armature territoriale intercommunale (seconde commune la plus peuplée de l'EPCI) dont le renforcement constitue une nécessité pour l'équilibre des territoires centre-mosellans. Cette variable a été prise en compte dans la détermination des zones à ouvrir à l'urbanisation et des enveloppes logements s'inscrivant dans le cadre du projet de révision du PLU (projeté sur 10-12 ans).

Les données ici partagées ont directement servies de base à la détermination des enveloppes de production de logements et de consommation foncière. Elles recoupent directement les valeurs de référence cadrées par le contexte législatif (Loi Climat et Résilience) et les documents réglementaires supracommunaux que sont le SRADDET Grand Est et le SCoTAM (la Communauté du Sud Messin n'ayant pas encore entamé l'élaboration d'un PLH).

Dans une volonté de respect de la hiérarchie des normes, l'ensemble de ces échelons juridiques a été considéré dans le processus de détermination. Cependant, le SCoTAM a été pris en référence comme document cadre principal, au regard de son caractère intégrateur.

Production de logements :

Sur l'ensemble du pas de temps d'application du PLU (2025-2035), la commune aspire à la production **d'environ 83 logements**. Cette enveloppe permettra d'absorber les besoins induits par le desserrement des ménages (estimés à environ 59 logements) et la dynamique de croissance démographique espérée (estimés à environ 24 logements).

En comparaison avec le cadre réglementaire directement opposable au plan, ces valeurs de production peuvent être considérées comme révélatrices d'une trajectoire sobre anticipant la mise en compatibilité du SCoTAM avec le SRADDET nouvellement approuvé, puisque sensiblement inférieures aux maximas imposés par le document supra-communal **(328 logements, rapportés à 251 unités possibles en décomptant la production 2015-2025)** sur une période plus courte (2025-2032, le document n'ayant pas de prise au-delà de cette date). Cette trajectoire s'inscrit également dans la continuité de la dynamique modérée déjà à l'œuvre sur la commune (77 logements produits sur une période relativement comparable).

Production de logements	
Production de logements proposée dans le cadre du présent mémoire en réponse préalable pour répondre au desserrement des ménages (d'ici à 2035)	**59 logements***
Production de logements proposée dans le cadre du présent mémoire en réponse préalable pour répondre à la croissance démographique ambitionnée (d'ici à 2035)	**24 logements***
Production totale proposée dans le cadre du présent mémoire en réponse préalable (d'ici à 2035).	**83 logements**

**Sur la base d'une taille des ménages estimées à 2,04 personnes d'ici à 2035 (postulat d'un ralentissement du desserrement : -0,12 individu sur 13 ans, soit une valeur similaire à celle constatée sur les 7 années séparant 2016 de 2022).*

En étant davantage orientée vers la densification bâtie, cette production doit également permettre d'assurer la bonne complétion des objectifs de densification prescrits par le SCoTAM (15% de la production neuve à réaliser en secteurs infra urbains sur RÉMILLY). Dans cette optique, la production neuve **(73 logements, 10 logements devant être « regagnés » sur le parc vacant)** est dirigée à hauteur de 80% en extension (58 logements) et de 20% en densification (15 logements).

Répartition de la production de logements			
Production en densification de l'enveloppe urbaine		Production en extension	
Dents creuses	2	1AU	24**
Changements de destination	13*	2AU	23***
Renouvellement urbain	NC	Opérations récentes	11****
Total densification	**15**	**Total extension**	**58**
Part de la densification dans le total de la production projetée	**20%**	**Part de l'extension dans le total de la production projetée**	**80%**

Production totale (hors mobilisation de la vacance)	**73 logements**
Logements vacants remis sur le marché	**10 logements*****
Production de logements de la révision du PLU	**83 logements**

**Correspondant à la production de logements projetée (sur base 20 logements/ha) sur les secteurs déjà artificialisés inclus en zone 1AU (emprise des délaissés du collège, de l'ancien terrain de pétanque et des bâtiments associés ; soit 0,667 ha).*

***Correspond à la production de logements projetée (sur base 20 logements/ha) sur les secteurs consommateurs d'ENAF (soit 1,193 ha).*

****Correspond à la production de logements projetée (sur base 20 logements/ha) sur l'ensemble de la zone 2AU.*

*****Correspond à 15% de la production réalisée sur les Terrasses de la Nied.*

******Correspond à un objectif de récupération de 20% des logements vacants depuis plus de 2 ans (46 unités).*

Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) :

La question de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers s'inscrit pour rappel dans une démarche de réduction (lois Climat et Résilience et ZAN) au moins égale à -50% et -75% de la consommation 2011-2020 (7,35 ha pour REMILLY) sur les pas de temps 2021-2030 (environ 3,68 ha pour REMILLY) et 2031-2040 (environ 1,84 ha).

Le projet de révision du PLU de REMILLY dépasse l'enveloppe foncière accordée par ce mode de calcul théorique (5,52 ha) par l'artificialisation d'environ 9,60 ha sur la période d'application du PLU (2025-2035). Néanmoins, le principe de hiérarchie des normes nous invite, d'une part, à considérer les valeurs de référence précisées dans le document réglementaire directement opposable au PLU : le SCoTAM, et d'autre part, à élargir l'analyse au niveau intercommunal.

En effet à l'échelle de RÉMILLY, le SCoTAM, via sa pièce 1.3 (Rapport de Présentation – Analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers et justification des objectifs chiffrés de limitation de cette consommation), détermine **un plafond surfacique pour les extensions résidentielles de 11,1 ha sur 2015-2032** (page 35 de la pièce). Considérant la consommation d'environ 6,28 ha de foncier en ce sens sur 2015-2024 (Mon Diagnostic Artificilisation pour 2015-2023 et interprétation orthophotographique pour millésime 2024), le maxima de consommation restante en direction de l'habitat est fixé à hauteur de **4,82 ha au niveau communal.**

Lironville	0,4
Lorry-Mardigny	1,2
Mamey	0,9
Mandres-aux-Quatre-Tours	0,5
Mars-la-Tour	2,0
Novéant-sur-Moselle	5,4
Onville	2,2
Pannes	0,5
Prény	1,1
Puxieux	0,6
Rembercourt-sur-Mad	0,6
Rezonville-Vionville	1,2
Saint-Baussant	0,2
Saint-Julien-lès-Gorze	0,5
Seicheprey	0,3
Sponville	0,4
Thiaucourt-Regniéville	5,0
Tronville	0,6
Vandelainville	0,4
Viéville-en-Haye	0,5
Vilcey-sur-Trey	0,3
Villecey-sur-Mad	0,9
Waville	1,3
Xammes	0,4
Xonville	0,4

CC Rives de Moselle

Communes	Surface plafond des extensions (ha)
Antilly	0,3
Argancy	2,5
Ay-sur-Moselle	3,6
Chailly-lès-Ennery	0,8
Charly-Oradour	1,1
Ennery	3,5
Fèves	1,7
Flévy	1,1
Gandrange	5,0
Hagondange	17,9
Hauconcourt	1,1
Maizières-lès-Metz	18,6
Malroy	1,1
Mondelange	12,7
Norroy-le-Veneur	2,5
Plesnois	1,4
Richemont	4,2
Semécourt	2,1
Talange	13,8
Trémery	1,9

CC Sud Messin

Communes	Surface plafond des extensions (ha)
Ancerville	0,9
Aube	0,8
Béchy	1,2
Beux	0,7
Buchy	0,3
Chanville	0,4
Cheminot	1,3
Chérisey	0,8
Fleury	2,1
Flocourt	0,4
Foville	0,2
Goin	1,0
Lemud	1,0
Liéhon	0,4
Louvigny	1,7
Luppy	1,1
Moncheux	0,4
Orny	1,0
Pagny-les-Goin	0,5
Pommérieux	1,4
Pontoy	1,2
Pournoy-la-Grasse	1,2
Rémilly	11,1
Sailly-Achatel	0,7
Saint-Jure	0,9
Secourt	0,5
Sillegny	1,3
Silly-en-Saulnois	0,1
Solgne	2,3
Thimonville	0,5
Tragny	0,3
Verny	9,1
Vigny	0,9
Vulmont	0,1

CC Pays Orne Moselle

Communes	Surface plafond des extensions (ha)
Amnéville	22,3
Bronvaux	0,9
Clouange	11,0
Marange-Silvange	12,0
Montois-la-Montagne	4,2
Moyeuvre-Grande	18,0
Moyeuvre-Petite	1,2
Pierrevillers	2,3
Rombas	18,3
Roncourt	1,1
Rosselange	6,4
Sainte-Marie-aux-Chênes	6,5
Vitry-sur-Orne	3,9

Surfaces plafonds des extensions résidentielles par commune du SCoTAM (Source : Tome 3 du Rapport de Présentation du SCoTAM)

En ambitionnant un **développement résidentiel inférieur à ce maxima (4,15 ha) sur une période de plus longue durée (2025-2035)**, la commune de RÉMILLY ancre son projet de révision en compatibilité avec le SCoTAM sur le plan foncier. Par le déploiement de cette démarche urbanistique plus sobre, elle aspire également à s'inscrire en phase avec la future mise en compatibilité du SCoTAM avec le SRADDET à l'échelle de ce volet.

Démarche de sobriété foncière résidentielle déployée par la révision du PLU	
Plafond des extensions à destination résidentielle inscrit dans le SCoTAM (page 35 du Tome 3 du Rapport de Présentation) – 2015-2032	11,1
Consommation à destination résidentielle réalisée sur la période 2015-2024	6,28
Surface restante après soustraction de la consommation 2015-2024	**4,82**
Consommation projetée à destination résidentielle dans le cadre de la révision du PLU	**4,15***
Modération effective par rapport au plafond du SCoTAM	**-14%**

**Addition de la consommation des zones à urbaniser résidentielles (0,667 ha déjà artificialisés sont décomptés de la zone 1AU), des ER localisés en zone ou secteur naturels des STECAL NT et des potentiels de consommation foncière inscrits en zone U*

De par son incidence supra-communale, la question de la consommation d'espaces à destination économique est dimensionnée au niveau intercommunal dans le SCoTAM.

À l'échelle de la Communauté de Communes du Sud Messin, le Documents d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du ScoT délimite plusieurs enveloppes de développement en extension pour les zones d'activités économiques existantes. La ZA des 5 Épis est concernée par ce dispositif et dispose **d'une enveloppe de 15 ha prévue à cette fin.**

Un projet d'extension est aujourd'hui en cours de mise en œuvre, **sous maîtrise d'ouvrage intercommunale** (délibération du Conseil Communautaire du 17 septembre 2018) avec l'appui technique de la SEBL. Un Permis d'Aménager a été délivré en ce sens, en mars 2023 par les communes de RÉMILLY et Lemud, **sur un périmètre d'environ 5,45 ha**. La constructibilité y est donc consacrée jusqu'en 2028 (prorogation de l'autorisation d'urbanisme sur 5 ans). Au regard de la présence avérée de zones humides sur la frange sud du secteur, les travaux d'aménagement seront soumis à la **réalisation de compensations environnementales** précisées par une étude d'impact, dont la démarche ERC est partiellement reprise à l'échelle de l'Évaluation Environnementale de la révision du PLU.

Zones d'activités économiques qui contribuent au rayonnement et à l'équilibre du territoire
Les sites existants, leurs projets d'extension et les projets de création

Sites dédiés au rayonnement du territoire > 5 ha	Commune	Superficie existante (brute) en ha	Projets inscrits au SCoT	Espace d'influence	Vocation dominante
Pôle thermal et touristique	Amnéville, Marange-Silvange, Hagondange	110		supra-SCoT	Consommation
Eurotransit / Fontaine des Saints	Ennery, Trémery, Flévy, Ay-sur-Moselle	290	15	supra-SCoT	Production
Carrefour d'activités / les Grands Tiers	Talange, Hauconcourt	60		supra-SCoT	Consommation
Euromoselle sud	Semécourt, Fèves, Norroy-le-Veneur	120		supra-SCoT	Consommation/Production
Site Ikea	Metz, La Maxe	40		supra-SCoT	Consommation/Production
Nouveau Port de Metz	Metz, La Maxe	70 *		supra-SCoT	Production
Technopôle de Metz	Metz	130		supra-SCoT	Service Marchand/Service Collectif
Parc du Technopôle	Metz	10	50	supra-SCoT	Service Marchand/Production
Pôle santé innovation de Mercy	Ars-Laquenexy, Peltre	45		supra-SCoT	Service Collectif
Actisud	Augny, Jouy-aux-Arches, Moulins-lès-Metz	245		supra-SCoT	Consommation
Chambley planet'air	Hagéville, Saint-Julien-lès-Gorze, Dampvitoux, Dommartin-la-Chaussée	150		supra-SCoT	Production/Service Marchand
Sites dédiés à l'équilibre du territoire > 5 ha	**Commune**	**Superficie existante (brute) en ha**	**Projets inscrits au SCoT**	**Espace d'influence**	**Vocation dominante**
Belle Fontaine	Clouange, Rosselange	35		SCoTAM	Consommation/Production
Ramonville	Pierrevillers, Rombas, Marange-Silvange	0	45****	SCoTAM	Production
Jailly	Marange-Silvange	25		SCoTAM	Production
Sauceu	Sainte-Marie-aux-Chênes	20		SCoTAM	Consommation
Champelle / ZI Sainte-Marie	Sainte-Marie-aux-Chênes	70		SCoTAM	Production
Brequettes	Gandrange	35		SCoTAM	Production
Champ de Mars	Richemont	15		SCoTAM	Production
Sente	Mondelange	25		SCoTAM	Consommation
ZI du port / Nouveau monde	Hagondange, Talange	160		SCoTAM	Production
Triangle - la Ponte	Talange	20		SCoTAM	Consommation
Malambas	Hauconcourt	110		SCoTAM	Production
Jonquières	Ennery, Argancy	65		SCoTAM	Production
ZI Nord	Maizières-lès-Metz	20		SCoTAM	Production
Euromoselle nord	Maizières-lès-Metz	80		SCoTAM	Service Marchand
Voie romaine	Maizières-lès-Metz, Woippy	50		SCoTAM	Production
Parc artisanal Val Euromoselle	Plesnois	5	20	SCoTAM	Production
Ecoparc	Norroy-le-Veneur	70 **		SCoTAM	Service Marchand
Saint-Vincent / Tilly / Sainte-Agathe / Saint-Rémy	Woippy	70		SCoTAM	Production
Berlange	Woippy	20		SCoTAM	Consommation/Production
Metz Deux Fontaines	Metz, Woippy	90		SCoTAM	Service Marchand/Production
Port Mazerolle	Metz	20 *		SCoTAM	Production
Kinépolis	Saint-Julien-lès-Metz	10		SCoTAM	Consommation
Lauvallières	Metz, Vantoux, Nouilly	0	35	SCoTAM	Service Collectif
Actipôle - Petite Woëvre	Metz, Coincy	170	10 ***	SCoTAM	Production
Sebastopol	Metz	40		SCoTAM	Consommation/Production/ Service Marchand
ZA Peltre	Peltre	30		SCoTAM	Production
Marly Bellefontaine	Marly	45		SCoTAM	Consommation
Garennes Bastié Saint-Ladre	Marly	55		SCoTAM	Production
Docteur Schweitzer D6	Ars-sur-Moselle	40		SCoTAM	Production
Planchette	Montoy-Flanville	30	5	SCoTAM	Production
Saint-Jean	Courcelles-Chaussy	20		SCoTAM	Service Marchand/Production
5 épis	Rémilly, Lemud	25	15	SCoTAM	Conso
Aéroport	Goin, Pagny-lès-Goin, Vigny	30		SCoTAM	Service Collectif
Gare Lorraine TGV	Louvigny	0	10 ****	SCoTAM	Service Collectif/Production
Le Quetit	Cheminot	15		SCoTAM	Production
Cheval blanc	Solgne	20		SCoTAM	Production
Zone industrielle	Boulay	65		SCoTAM	Production
TOTAL		2 765	210		

* = équipement portuaire / plate-forme multimodale compris ; ** = espaces verts centraux non compris
*** = sur le territoire de la CC du Haut Chemin Pays de Pange, phase 1/2 ; ****phase 1/2 du projet

Surfaces des projets d'extension de zones d'activités économiques du SCoTAM (Source : DOO du SCoTAM)

C'est cet exact périmètre qui été retenu comme **seule zone d'ouverture à l'urbanisation économique dans le projet de révision du PLU de RÉMILLY**. Compte tenu de la superficie envisagée, **nettement inférieure au maxima défini par le SCoTAM (-64%),** de sa portée intercommunale et des garde-fous environnentaux encadrant l'aménagement du site d'extension, cette consommation d'espaces à destination économique apparaît compatible avec le cadre posé par le SCoTAM et anticipe une nouvelle fois la réduction foncière, qui devra inévitablement être mise en œuvre dans le cadre de la mise en compatibilité du SCoTAM avec le schéma régional.

Démarche de sobriété foncière économique déployée par la révision du PLU	
Plafond de l'extension de la ZA des 5 Épis inscrit dans le SCoTAM (page 110 du DOO) – 2015-2032	15
Consommation destinée à la réalisation de cette extension sur la période 2015-2024	Nulle
Surface restante après soustraction de la consommation 2015-2024	**15**
Consommation projetée à destination de l'extension de la ZA des 5 Épis dans le cadre de la révision du PLU	**5,45***
Modération effective par rapport au plafond du SCoTAM	**-64%**

**Superficie de la zone 1AUX*

Ainsi, l'ensemble de ces considérations réglementaires, démographiques et environnementales permettent de justifier du bien-fondé des enveloppes de production de logements et de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers retenues dans le projet en révision.

2.4 La force du projet : le renouvellement urbain

a) Le projet global

Afin de limiter l'artificialisation des sols, le projet urbain porté par le PLU de REMILLY privilégie le développement en compacité de la trame urbaine à partir d'une récupération du potentiel en dents creuses, de la mobilisation des logements vacants, tout en cherchant aussi à s'appuyer sur le renouvellement urbain.

En effet, fruit d'un travail d'identification structuré et répondant aux impératifs du développement durable désormais parti prenant des documents d'urbanisme, le projet s'est contenu à une extension modérée en périphérie immédiate de la tache urbaine, entraînant une faible artificialisation réelle des sols.

La force du projet d'ouverture à l'urbanisation porté par le PLU révisé se concentre de fait sur la valorisation d'espaces en contiguité de la trame urbaine existante, déjà partiellement artificialisés (c'est le cas de l'emprise du collège remobilisée dans le cadre de l'extension sud-est) et situées sur des terres agricoles à faible qualité agronomique (espaces prairiaux). Comme déjà plusieurs fois mentionné, ces deux zones s'inscrivent dans une dynamique de renforcement des dynamiques économiques et servicielles du bourg, dans l'optique d'améliorer la cohérence fonctionnelle et paysagère des deux secteurs ciblés.

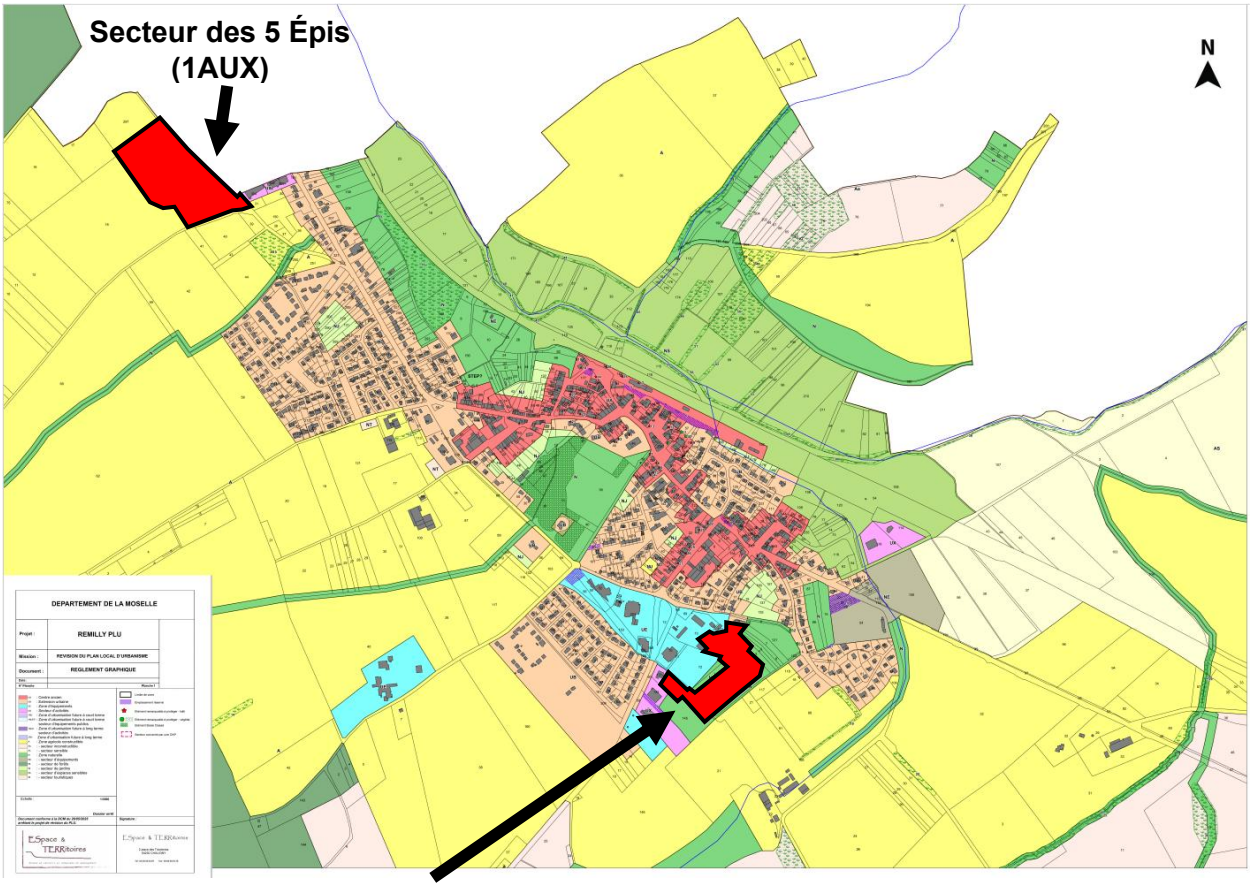
b) Les secteurs ouverts à l'urbanisation

Comme évoqué à l'instant, la force du projet urbain de REMILLY se concentre sur un développement quasi entièrement dirigé vers de l'infraurbain respectant la morphologie du socle urbain à partir de la valorisation d'espaces situés en périphérie immédiate du bâti existant, de faible dimension, et accompagnant le développement économique et serviciel communal comme intercommunal.

En effet, les deux seules zones ouvertes à l'urbanisation (« Secteur du Moulin », divisée en 3 sous-secteurs 1AU, 1AUEP et 2AU et « Secteur des 5 Épis, 1AUX) sont ciblées sur des surfaces agricoles agronomiquement peu productives (la plupart des parcelles concernées sont classées comme prairies permanentes) et sur des espaces en partie artificialisés (bâtiment en préfabriquée et cour bitumée du collège municipal dans le cas du Secteur du Moulin), tout en étant déjà connectées efficacement aux différents réseaux municipaux (chemins déjà partiellement asphaltés et raccordements aux réseaux de confort existants facilités).

Cette ouverture de dimension modérée tient d'ailleurs pleinement compte des impératifs de limitation de l'artificialisation des sols (consommation inférieure au maxima imposé par le SCoTAM), de préservation des ENAF, le tout en recoupant les ambitions et les stratégies d'aménagement de la commune.

Afin d'encadrer la réalisation des différents projets, deux OAP, l'une couvrant l'ensemble des 3 sous-secteurs ouverts à l'urbanisation résidentielle, l'autre la future zone 1AUX, ont été réalisées dans le cadre de la révision du PLU.


Secteur des 5 Épis
(1AUX)
N
DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
REMILLY PLU
REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME
REGLEMENT GRAPHIQUE
Secteur du Moulin
(1AU, 1AUEP et
2AU)

- ***OAP sectorielle n°1 : Secteur du Moulin (1AU, 1AUEP et 2AU)***

L'OAP sectorielle « Secteur du Moulin » retranscrit un projet d'aménagement résidentiel, servicielle et équimentaire s'insérant dans la continuité de la seconde centralité rémilloise (sud-est du bourg principal). Ce projet vise à améliorer la physionomie de la zone en l'améliorant à la fois d'une point de vue paysager, viaire et fonctionnel.

En effet, le secteur occupe une emprise au sol de 3,3 ha et est localisé dans le prolongement du collège Lucien Pougué. Une partie de cette emprise correspond à des sols déjà largement artificialisés (depuis plus de 50 ans), puisque coincidant avec la cour et certains bâtiments du dit-collège (celui-ci devant être partiellement reconstruit et réménagé à l'horizon 2030). L'occupation futur du site s'apparente donc à un réemploi de surfaces existantes et alimente une dynamique de rénovation urbaine « de la ville sur la ville ». Le reste de l'espace mobilisé correspond à des parcelles agricoles faiblement valorisées. Leur consommation n'entre donc pas en contradiction avec de forts enjeux environnementaux, la zone étant d'ailleurs éloignée des secteurs propices au débordement de cours d'eau.

Dans le même temps, son immédiate proximité avec l'ensemble des réseaux existants limite les travaux nécessaires à l'aménagement VRD du site, l'aménagement routier du secteur de projet devant d'ailleurs se faire au moyen de sentes déjà partiellement asphaltées. Une partie du réseau viaire envisagé sur la zone (un axe principal de bouclage et une impasse avec placette de retournement) sera accompagnée par plusieurs mails plantés, linéaires végétales qui se prolongeront sous forme de liaisons piétonnes connectées aux espaces verts urbains (futur parc urbain entre la Vignotte et la zone 1AU) et périurbains (parcelles agricoles sud-est). Ces aménagements permettront ainsi d'accompagner les mobilités douces comme motorisées.

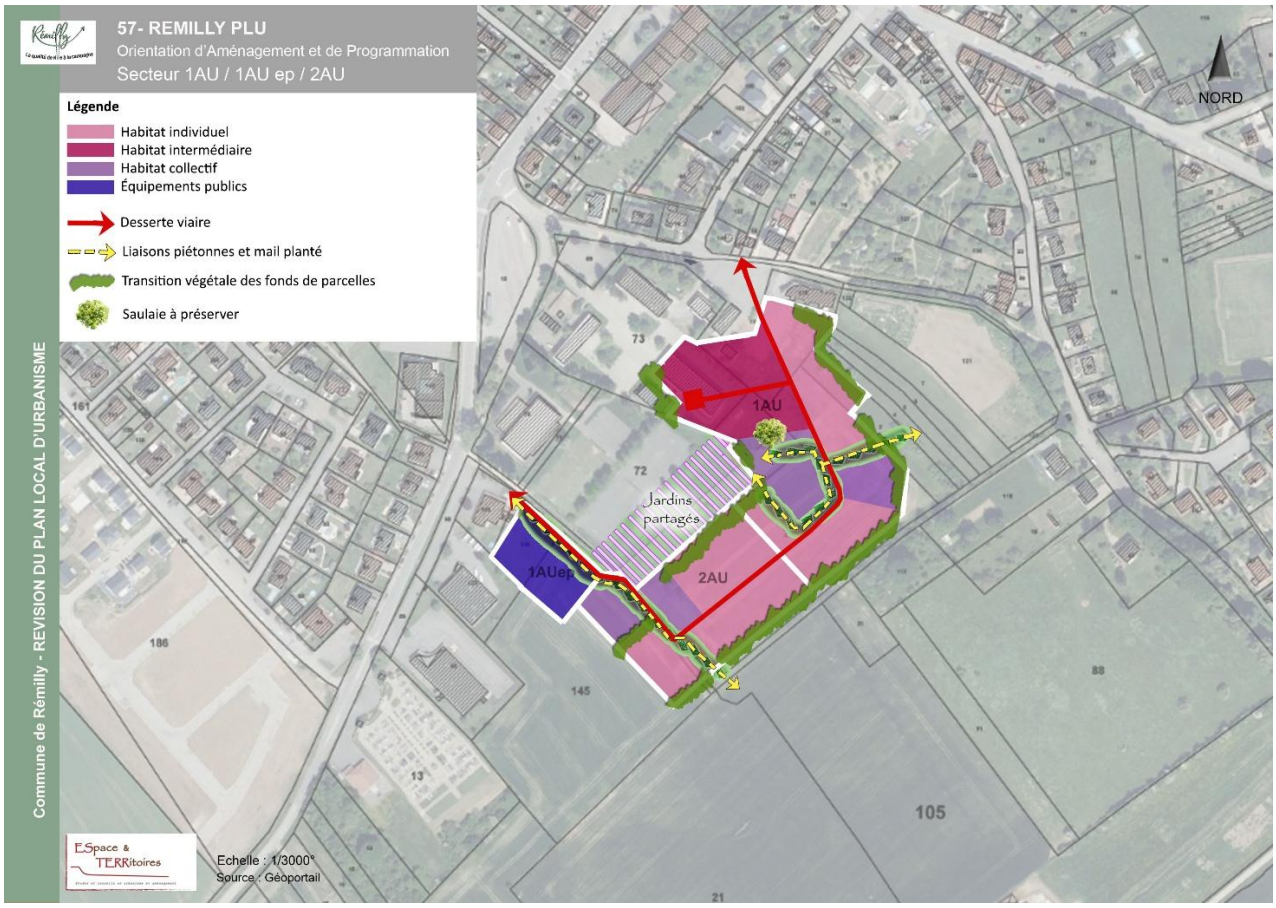
La commune ambitionnant de diversifier son parc de logements, le projet s'attelle à proposer trois typologies de logements pour satisfaire les différents profils de ménages rémillois :

- Des maisons en bande, qui se répartiront le long de l'impasse susmentionnée (en zone 1AU), constitueront une offre pour les primo-accédants (notamment les jeunes familles en recherche d'une habitation bon marché sans grande surface de terrain).
- Des collectifs de faible hauteur (le plus imposant d'entre eux sera d'ailleurs ceinturé par un mail) permettront de satisfaire les ménages les plus modestes, de petite taille ou vieillissants.
- Enfin, des habitations pavillonnaires traditionnelles seront essaimées le long de l'axe principal (en zones 1AU et 2AU).

Puisque la zone se veut contribuer au renforcement d'une petite centralité, une partie de l'emprise projetée, zonée en 1AUEP, servira de site d'implantation privilégié pour tout nouvel équipement public.

Sur le plan paysager et environnemental, un ourlet végétal qui ceinture les flancs orientaux du secteur participera à son intégration dans le milieu naturel en créant une zone de transition avec la végétation agricole voisine et celle du futur parc urbain. Sur ses flancs occidentaux, au contact du collège, un ourlet de même nature sera disposé pour conforter la dynamique paysagère des futurs jardins partagés. Les marqueurs de délimitations parcellaires devront aussi préférentiellement s'apparenter à des linéaires végétalisés pour favoriser le maintien des espèces locales. Les mails plantés déjà cités rempliront un rôle similaire à l'échelle de l'espace public.

Dans une même optique, une saulaie identifiée en élément remarquable du paysage sera maintenue en cœur d'aménagement.



Le secteur de l'OAP sectorielle n°1 représente 3,30 ha, soit 0,17% du territoire communal.

- ***OAP sectorielle n°2 « Secteur des 5 Épis » (1AUX) :***

L'OAP sectorielle « des 5 Épis » retranscrit un projet d'extension de la zone d'activité éponyme directement porté par la Communauté de Communes du Sud Messin et la SEBL Grand Est.

S'insérant dans la continuité immédiate de ce pôle commercial, artisanal et industriel réparti sur les bans communaux de Rémilly et Lemud, le projet vise à renforcer l'attractivité économique locale, tout en assurant des possibilités de développement aux entreprises déjà implantées. Le secteur s'étendant en effet sur 5,45 ha en contact direct avec l'arrière des constructions existantes.

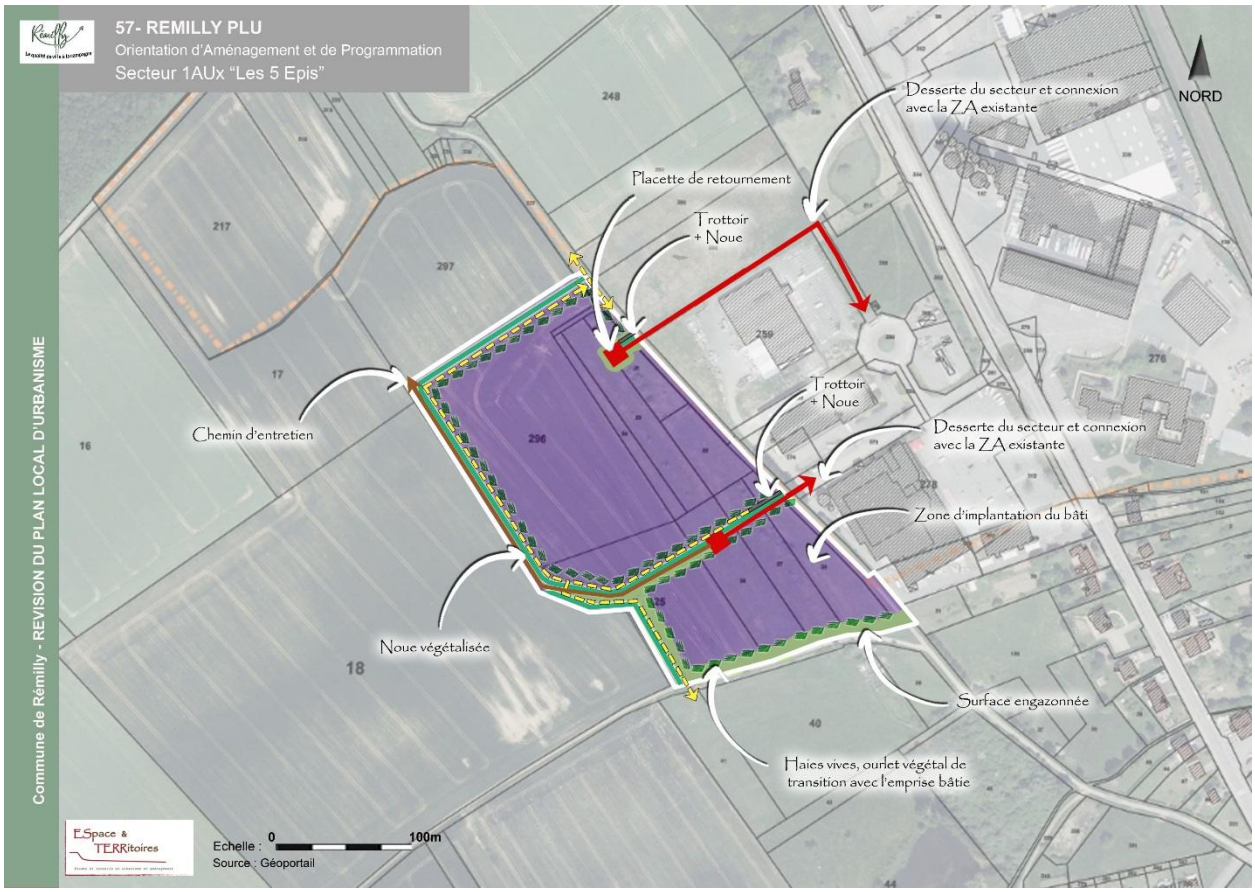
Les parcelles concernées correspondent en majorité à des surfaces herbacées enfrichées, sans grande valeur agronomique, et n'abritent aucune zone humide effective (une emprise foncière concernée par cette problématique, située au sud du secteur, a justement été écartée du périmètre retenu pour limiter toute pression environnementale ou sécuritaire localisée). De fait, la consommation d'espace induite n'entre pas en contradiction avec de forts enjeux environnementaux.

Un permis d'aménager ayant été élaboré à l'échelle du secteur, le PLU s'est astreint à retranscrire le plus finement possible son plan de composition. Cette démarche de conception permet de satisfaire à la fois les besoins ciblés par les acteurs territoriaux et économiques locaux, tout en s'inscrivant dans une logique d'intégration paysagère et environnemental des modes d'occupation ambitionnés.

L'OAP prévoit notamment la réalisation d'espaces verts arborées et de plantation de haies vives sur le pourtour des aires bâties pour fondre les différents locaux projetés dans une ambiance bocagère. Une noue végétalisée et plusieurs surfaces engazonnées viennent également ceinturer l'ensemble des voies de circulation automobile et piétonne du domaine public pour favoriser la création de couloirs de respiration végétaux. Par ailleurs, à l'échelle du secteur, l'emprise des voies bitumées se restreint au strict nécessaire afin de maintenir la perméabilité des sols.

Le secteur sera directement connecté aux voies de desserte préexistantes au moyen de deux linéaires en impasse. Celles disposeront de larges placettes de retournement afin d'assurer la faisabilité des manœuvres de demi-tour de poids lourds. La proximité du site par rapport au reste des réseaux existants limite dans le même temps grandement les travaux Réseaux Divers nécessaires à son aménagement.

Enfin, la mise en place de règles d'implantation (15 m de recul par rapport aux voies principales, interdiction d'édification en limite séparative) et de hauteur (10 m au maximum) exigeantes permettront de faciliter l'intégration architecturale du bâti dans son environnement rurbain.



Le secteur de l'OAP sectorielle n°2 représente 5,45 ha, soit 0,17% du territoire communal.

3. LA DECLINAISON TECHNIQUE DU PROJET

3.1. La distinction des différentes zones du règlement graphique et littéral

Dans un Plan Local d'Urbanisme, on trouve le règlement qui détermine deux informations clés :

- le détail des zones constructibles ou non dans la commune : c'est la partie **graphique** du PLU, avec les plans de zonage de la commune ;
- les règles / droits à construire sur chaque zone (type de bâtiment, mesures, etc.) : c'est la partie **littérale** du PLU, avec des schémas et des explications en fonction des besoins.

Dans le projet de REMILLY, le découpage des zones s'est opéré de la façon suivante :

	UA	Zone centre ancien
	UB	Zone d'extensions récentes
	UE	Secteur d'équipements publics
	UX	Secteur d'activités tertiaires et secondaires
	1AU	Secteur d'urbanisation future (court terme)
	1AUEP	Secteur d'urbanisation future destiné aux équipements publics
	1AUX	Secteur d'urbanisation future destiné aux activités
	2AU	Secteur d'urbanisation future (long terme)
	A	Zone agricole constructible
	Aa	Secteur agricole inconstructible
	As	Secteur agricole sensible
	N	Zone naturelle
	Ne	Secteur naturel d'équipements publics
	NF	Secteur naturel forestier
	Nj	Secteur naturel de jardin
	Ns	Secteur naturel sensible
	NT	Secteur naturel touristique

3.2. Le classement des zones urbaines

Les réflexions du présent PLU identifient la zone U par rapport aux limites des réseaux existants dans le respect des unités foncières au droit de la trame urbaine existante.

Par définition, les zones urbaines sont suffisamment équipées en terme de réseaux et de dessertes pour pouvoir accueillir de nouvelles constructions au sein des « dents creuses » présentes. Ainsi, l'urbanisation pourra se poursuivre dans les zones urbaines sur les quelques parcelles disponibles, non construites et identifiées comme des dents creuses. Le traitement de ce potentiel intra-muros incite à un renforcement de la densité et de la compacité de la trame urbaine existante. La délimitation claire de ces zones urbaines permet de modérer la consommation foncière sur les espaces agricoles et naturels en dehors de la trame urbaine existante.

La différenciation de ces zones participe à la mise en place de règles spécifiques d'occupation du sol en fonction de leurs vocations et de leurs caractéristiques existantes afin de préserver les caractéristiques architecturales et d'organisation urbaine. L'homogénéité de chaque zone est alors préservée.

Le règlement des zones urbaines permet l'accueil d'habitat mais également d'équipements publics, de commerces, d'artisanat, d'hébergements hôteliers, d'activités et de bureaux dans un principe de mixité fonctionnelle.

a) La zone UA : les centres anciens de Rémilly et Aubécourt

Cette zone regroupe le bâti le plus ancien de la commune de REMILLY.

La zone UA correspond aux centres anciens de la commune. Les centres anciens regroupent le bâti originel du village-tas de Rémilly et du village-rue d'Aubécourt, le tissu urbain y est dense et groupé. On peut y constater la présence de fronts bâtis, d'alignements de façades ainsi qu'une densité très forte. Le parcellaire y est majoritairement étroit et profond. La zone UA est principalement résidentielle, bien qu'on y trouve aussi quelques équipements publics.

En conséquence, le règlement applicable à cette zone comporte des dispositions et prescriptions visant à maintenir ces caractéristiques morphologiques et architecturales typiquement lorraine (alignement obligatoire avec le bâti préexistant, jointivité imposée pour toute construction dont la façade est inférieure à 10 m, pentes de toitures devant être comprises entre 25° et 45°, couverture uniquement autorisée sous la forme de tuiles rouges…).

De nombreux éléments remarquables du paysage ont également été identifiés dans la zone pour préserver le patrimoine vernaculaire du bâti originel.

L'ensemble de ces mesures sont prises pour préserver les caractéristiques des centres anciens, sauvegarder leur caractère architectural et historique et contribuer à leur unité d'ensemble.



Centre ancien de Rémilly (Source : Google Street View)



Centre ancien d'Aubécourt (Source : ESTERR)

La zone UA représente 22,87 ha, soit 1,21 % du territoire communal.

b) *La zone UB : les extensions récentes*

La zone UB correspond aux extensions pavillonnaires datant des années 1950 et postérieures (Quartier Joli Fou, Lotissements du Parc, de la Vignotte, des Linières, de la Petite Fin, des « Auteurs », du Savignon, des Prés Dorés et des Terrasses de la Nied, Rue de Metz).

Les extensions récentes sont assez hétérogènes en termes d'architecture, de volume, d'ouverture et de couleur du bâti. Elles se distinguent en fonction de leur époque de construction. De plus, les couleurs de crépis employées, les formes et les matériaux de toitures, le recul des habitations et les délimitations de chaque parcelle (murets, clôtures ou absence de délimitation matérialisée) sont extrêmement variés d'une habitation à l'autre.
Les extensions pavillonnaires, qu'elles soient issues d'un lotissement ou qu'elles aient été construites individuellement au coup par coup le long des linéaires, sont rassemblées dans la zone UB car elles répondent aux mêmes besoins en termes de réglementation souple en matière d'implantation, de hauteur, de style et de couleurs de façades. Ces spécificités ont donné lieu à un règlement propre à ce secteur.



Architecture pavillonnaire diversifiée, Rue de Metz (Source : Google Street View)



Lotissement des « Auteurs », Rue André Malraux (Source : Google Street View)

La zone UB représente 64,67 ha, soit 3,41 % du territoire communal.

c) La zone UE : Secteur d'équipements publics

La commune dispose de nombreux équipements et édifices publics qui participent à la qualité du cadre de vie des habitants. S'agissant de lieux dont la commune (à la Communauté de Communes le cas échéant) possède la maîtrise foncière ou en exerce la gestion, un règlement adapté, dédié aux équipements publics et intentionnellement permissif a été mis en place pour permettre aux équipements présents d'être reconnus, rénovés, agrandis ou transformés au besoin, et pour autoriser aussi l'édification de nouveaux équipements publics en cas de nécessité dans les emprises UE prédéfinies. Ces secteurs concernent entre autres le collège, l'aire de parcage des bus, la salle polyvalente, l'EHPAD, le Foyer « Maisons Nouvelles » que le cimetière.



Salle polyvalente (Source : Google Street View)

La zone UE représente 10,86 ha, soit 0,57 % du territoire communal.

d) La zone UX : Secteur d'activités secondaire et tertiaire

Forte de son statut de bourg-centre rural, REMILLY a su tirer profit de sa proximité par l'agglomération messine et aux principales dorsales secondaires de Moselle (RD999 et RD910) en accueillant un certain nombre d'entreprises artisanales et commerciales.

Sur le ban communal de REMILLY, ce type d'activités se concentre sur trois sites : la Zone d'Activités Intercommunale des 5 Épis (au nord-ouest de la trame urbaine du bourg et débordant sur le territoire de Lemud), dans le secteur de la seconde centralité (située Route de Béchy et intercalée entre le cimetière communal et le collège) et en sortie sud-est,au niveau de la Rue du Richary. Le périmètre de la zone UX se limite donc à ces trois espaces.

Dans l'ensemble de la zone, les occupations du sol admisses se limitent logiquement aux activités artisanales, à la restauration, au commerce de détail et de gros, aux activités où services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, aux hôtels et autres formes d'hébergements touristiques, aux cinémas, aux bureaux, locaux techniques et industriels des administrations publics, aux établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale, ainsi qu'aux entrepôts et bureaux nécessaires aux activités artisanales.



Commerces et services, Zone d'Activités Intercommunale « Les 5 Épis » (Source : Google Street View)



Hangar artisanal, Rue du Richary (Source : Google Street View)

La zone UX représente 3,31 ha, soit 0,17 % du territoire communal.

3.3. L'analyse des résultats de l'application du PLU applicable antérieurement

Le PLU de REMILLY approuvé en 2006 et modifié pour la dernière fois en 2015, prévoyait plusieurs zones 1AU (1AU, 1AUa, 1AUX et 1AUXi) et 2AU**. La commune prévoyait la conversion de plus de 50,21 ha en zones à urbaniser.**

PLU 2006

Parmi les zones 1AU prévues (16,85 ha) :

- 1AU – Secteur « Petite Fin » (4,80 ha)
- 1AU – Secteur « Le Savignon » (1,02 ha)
- 1AU – Secteur « Crobiers » (6 ha)
- 1AU – Secteur « La Handelure » (3,21 ha)
- 1AU – Secteur « Aubécourt » (1,14 ha)
- 1AUa – Secteur « l'Orée du Bois » (0,68 ha)

Parmi les zones 1AUX prévues (22,12 ha) :

- 1AUX – Secteur « des 5 Épis » (10,7 ha)
- 1AUX – Secteur « Grand Breuil » (0,98 ha)
- 1AUXa – Secteur « Sur l'Étang » (3,33 ha)
- 1AUXi – Secteur « Chemin de Fer » (7,11 ha)

Parmi les zones 2AU prévues (11,24 ha) :

- 2AU – Secteur « La Vignotte » (1,07 ha)
- 2AU – Secteur « Sur le Moulin » (3,29 ha)
- 2AU – Secteur « Sur le Chemin de Luppy » (3,80 ha)
- 2AU – Secteur « Champ Zabe » (3,08 ha)

TOTAL Zones à vocation résidentielle : **16,85 ha à vocation résidentielle** pour un objectif démographique non précisé.

Le nouveau PLU propose une réduction drastique des zones AU de l'ancien PLU à partir de **la suppression de 40,61 ha, soit une réduction de -80%** par rapport à la surface de la zone AU dans le nouveau PLU.

Cette proportion très élevée des espaces ouverts à l'urbanisation dans l'ancien PLU est liée à un modèle urbanistique désuet n'ayant pas connaissance des recommandations actuelles concernant la limitation de l'artificialisation des sols ainsi que la limitation de la consommation des ENAF.

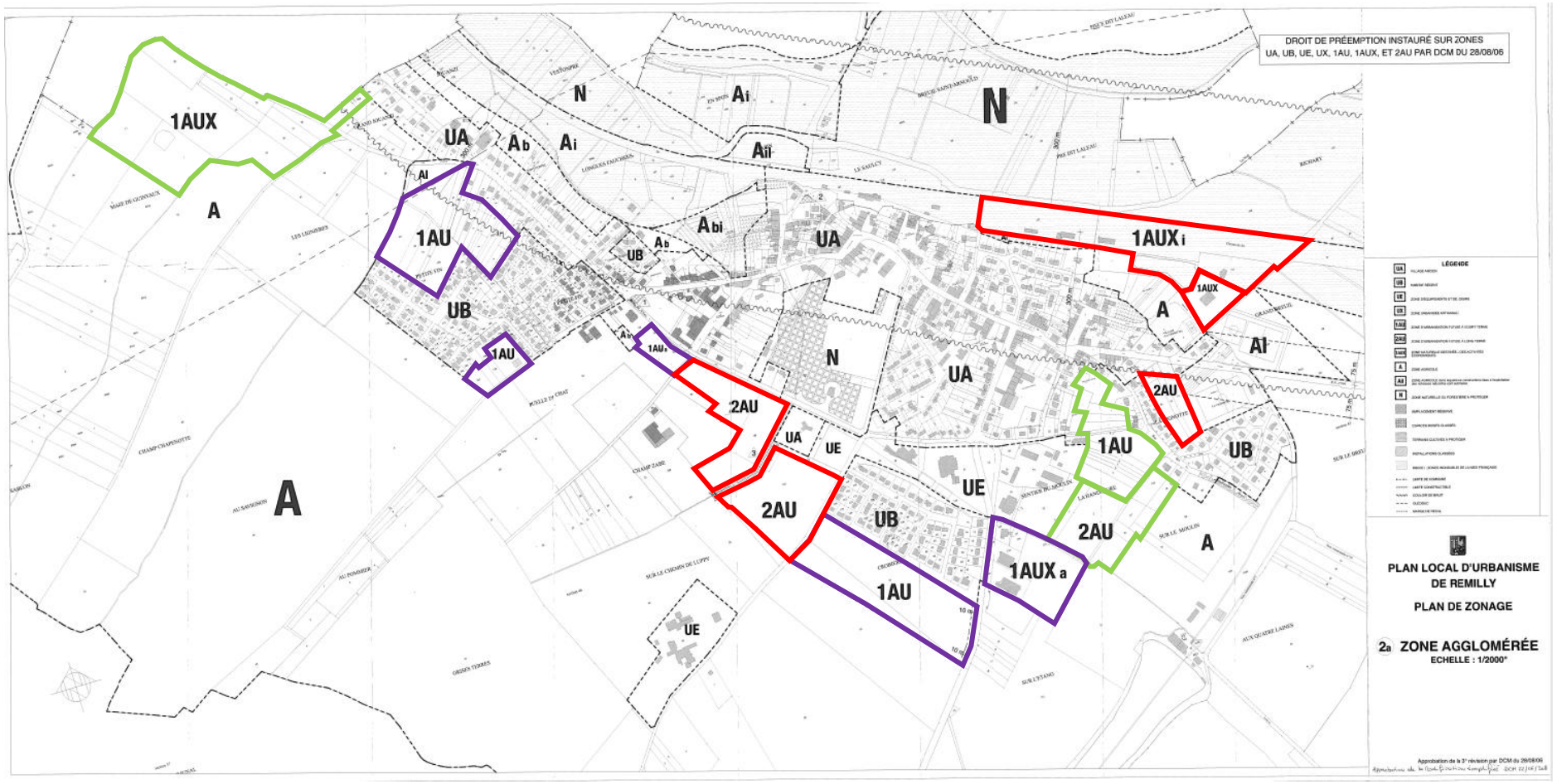
BILAN ZONES 1AU et 2AU :

Secteur identifié au PLU de 2006	Superficie en ha	Zonage révision du PLU en cours	Incidence
1AU – Secteur « Petite Fin »	4,80	UB + Nj	+ 0,97 ha de zone naturelle
1AU – Secteur « Le Savignon »	1,02	UB + A	+ 0,09 ha de zone agricole
1AU – Secteur « Crobiers »	6	UB	/
1AU – Secteur « La Handelure »	3,21	UB + 1AU + N + Nj	+ 2,65 ha de zone naturelle
1AU – Secteur « Aubécourt »	1,14	A	+ 1,14 ha de zone agricole
1AUa – Secteur « l'Orée du Bois »	0,68	UB	/
1AUX – Secteur « des 5 Épis »	10,7	1AUX + A	+ 5,4 ha de zone agricole
1AUX – Secteur « Grand Breuil »	0,98	UX + NS	+ 0,025 ha de zone naturelle
1AUXa – Secteur « Sur l'Étang »	3,33	UB + UE + UX + 1AUEP + 2AU + N	+ 0,76 ha de zone naturelle
1AUXi – Secteur « Chemin de Fer »	7,11	UA + UX + NS	+ 5,85 ha de zone naturelle
2AU – Secteur « La Vignotte »	1,07	N	+ 1,07 ha de zone naturelle
2AU – Secteur « Sur le Moulin »	3,29	1AU + 2AU + A + N	+ 1,83 ha de zones agricole et naturelle
2AU – Secteur « Sur le Chemin de Luppy »	3,80	A	+ 3,80 ha de zone agricole
2AU – Secteur « Champ Zabe »	3,08	A	+ 3,08 ha de zone agricole

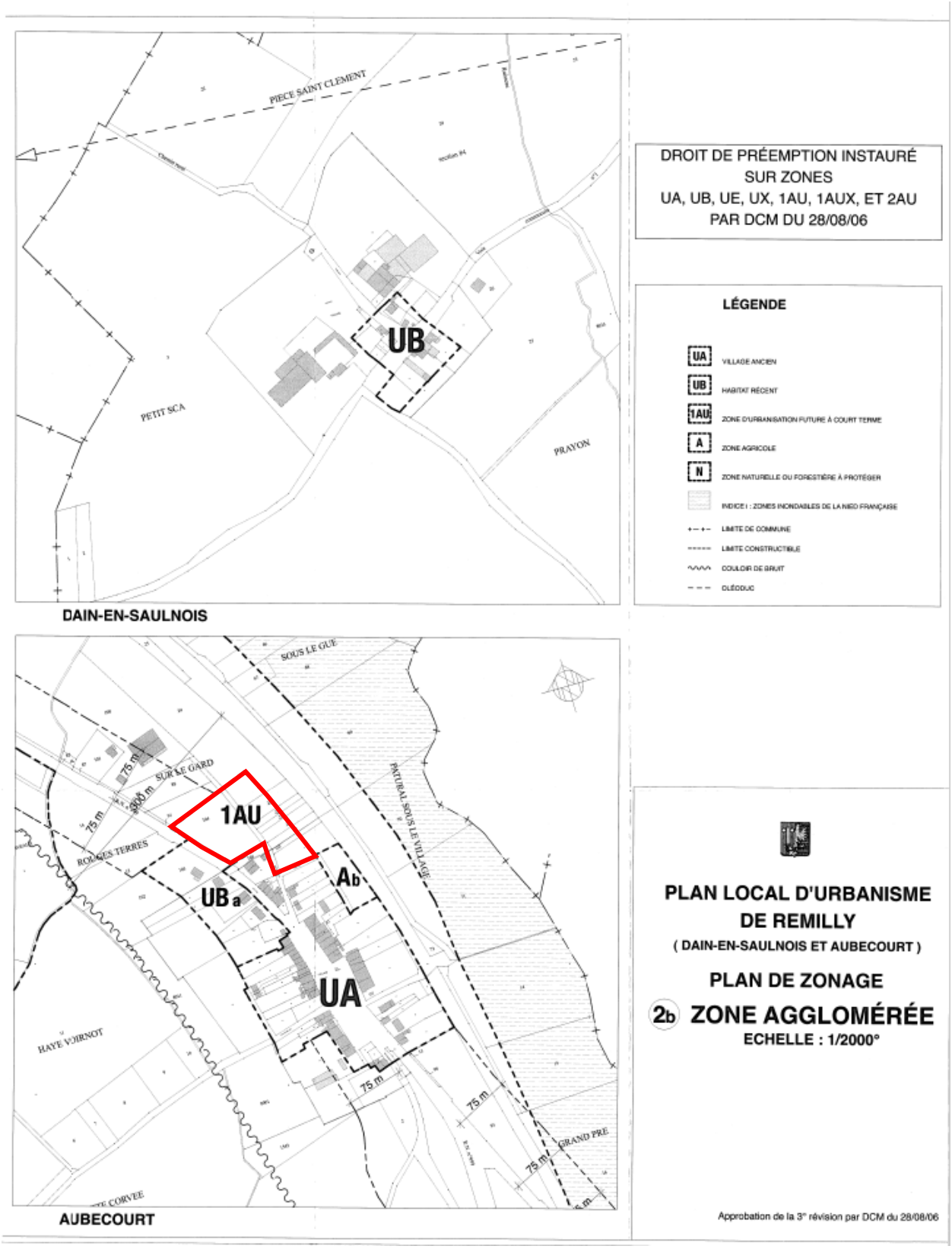
TOTAL : + 26,67 ha de zones naturelles et agricoles

<u>Aujourd'hui, la commune s'oriente vers un projet d'aménagement raisonné qui tient compte de la limitation de l'artificialisation des sols :</u>

- Zones réduites 
- Zones intégrées à la trame urbaine 
- Zones supprimées 



Extrait du PLU (zoom sur le bourg) dans sa version approuvée le 28/08/2006 et modifiée le 03/06/2015



Extrait du PLU (zoom sur Dain-en-Saulnois et Aubécourt) dans sa version approuvée le 28/08/2006 et modifiée le 03/06/2015

3.4. La place des espaces naturels, agricoles et forestiers : la plus-value du projet

Inscrit dans un contexte supra territorial fortement marqué par les espaces naturels et forestiers et leurs paysages propres, la commune de REMILLY a souhaité faire valoir l'importance et les bénéfices apportés par les espaces naturels sur son ban communal. Parmi les enjeux de révision du PLU sont particulièrement prégnants : la valorisation de l'atout paysager lié à une implantation en fond de vallée halophile, au contact de la Nied Française, la préservation des poches de respiration (infra-urbaine), des différentes franges végétales (ceinturant la trame urbaine), des hauteurs boisés (Bois de Fey, de Dain, de Fraheux et de la Tuilerie), des différents espaces agricoles ouverts semi-humides et des quelques coteaux arboricoles.

Couvrant 94% du territoire communal, les espaces naturels bénéficient d'un zonage particulier et différencié selon les particularités des secteurs, permettant de protéger et de mettre en valeur ces espaces. Pour rappel, les milieux forestiers représentent 26% du territoire communal et les surfaces agricoles, 67% du ban communal. Les surfaces agricoles étant majoritairement constituées de grandes cultures, de prairies et de vergers arboricoles, elles ont donc fait l'objet d'une sous-sectorialisation dans le zonage, avec la délimitation d'un secteur inconstructible aux abords des boisements, étangs et de certains coteaux et celle d'un secteur agricole sensible au sein du périmètre Natura 2000.

a) La zone A : Zone agricole constructible

Les espaces agricoles constructibles sont des secteurs essentiels pour assurer la pérennité des exploitations du territoire. A REMILLY, cette zone a été déterminé en relation avec les besoins des professionnels du secteur et tenant compte des impératifs paysagers, environnementaux et sanitaires locaux.

Celle-ci évite donc les secteurs à forts enjeux susmentionnés et se concentre au droit des exploitations et sur des espaces intercalés entre le bourg et les hauteurs surlesquels les grandes cultures céréalières sont prédominantes.

Dans cette zone agricole constructible, sont uniquement autorisées les constructions nécessaires aux exploitations agricoles, leurs extensions ou annexes, la réalisation de locaux destinés au développement d'activités de diversification agricole, les logements à destination de gardiennage (dans la limite de 2 par exploitation) et les extensions des constructions à usage d'habitation non liées à une activité agricole et leurs annexes dans la limite de 30% de la surface existante (cette dernière disposition se faisant uniquement au bénéfice de quelques résidences situées sur le hameau de Dain-en-Saulnois).



Plaine agricole centrale (Source : Google Street View)



Abords d'exploitations agricoles, Dain-en-Saulnois (Source : Google Street View)

La zone A représente 658,68 ha, soit 34,80% du territoire communal.

b) Le secteur Aa : Secteur agricole inconstructible

La préservation des abords des étangs et boisements communaux et du coteau arboricole oriental constitue un enjeu important tant sur les plans paysagers (points de vue sur la vallée de la Nied Française et sur le bourg principal depuis le coteau et resserrement visuel au droit des étangs et des boisements), environnementaux (charnières faunistiques) que sécuritaires (zone-tampon en cas de risques de feux de forêt ou de chutes d'arbres).

Dans cette optique, un secteur Aa dit « agricole inconstructible » a été délimité sur ces trois types d'espaces agricoles. Sa détermination vise à la fois à préserver la destination agricole des différentes aires concernées, tout en considérant les dynamiques précitées.

Sur ce secteur inconstructible, les seules occupations du sol admises se limitent aux locaux techniques et industriels des administrations publiques (à condition de ne pas entraver l'activité agricole, pastorale ou la sauvegarde des espaces naturels), aux installations et ouvrages nécessaires aux voiries et réseaux, à leur entretien et à des dispositifs environnementaux ou de prévention des risques.



Champs de blé d'hiver jouant un rôle de charnière entre les ripisylves et le milieu boisé (Source : Google Street View)

Le secteur Aa représente 266,23 ha, soit 14,07% du territoire communal.

c) Le secteur As : Secteur agricole sensible

Sur le territoire communal de REMILLY, le couvert agricole historique s'étend sur une partie du site Natura 2000 ZSC FR4100231 « Secteurs halophiles et prairies humides de la vallée de la Nied ». Réseau sensible de prairies humides, la pratique agricole locale se reporte sur ces milieux uniquement à des fins de patûrage, activité compatible avec l'épanouissement des espèces protégées y ayant trouvé refuge.

Le zonage As ici retenue vise précisément à pérénisser cette situation pour maintenir une bonne cohabitation entre activité agricole et usages naturels du site.

Les dispositions s'appliquant sur ce secteur sont ainsi identiques à celles définies dans le secteur agricole inconstructible et circonscrivent aux mêmes seuls modes d'occupation du sol.



Milieux prairiaux en bordure de la Nied Française, Aubécourt (Source : Google Street View)

Le secteur As représente 144,01 ha, soit 7,61% du territoire communal.

d) La zone N : Zone naturelle

Le règlement protège les zones naturelles présentant des enjeux écologiques notables. Il caractérise le principe d'indestructibilité sur la zone dans le but de sauvegarder le patrimoine naturel. Les constructions y sont limitées et réglementées.

La zone N correspond à la protection des espaces naturels en raison des nombreux enjeux environnementaux : qualité du paysage, caractère des éléments naturels (dimension environnementale) et occupation du sol.

Les zones naturelles du document d'urbanisme sont des zones en principe inconstructibles (à l'exception des locaux techniques et industriels nécessaires aux administrations publiques) ou pour lesquelles la constructibilité doit rester très limitée.

La loi ALUR a restreint le recours aux Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limités (STECAL) en renforçant leur caractère exceptionnel. Parallèlement, les possibilités d'évolution du bâti situé en zones naturelles ont été précisées par la loi Macron afin de pouvoir continuer à entretenir le bâti existant dans ces zones. Sur REMILLY, un unique STECAL a été retenu dans le zonage du PLU afin d'accompagner un projet touristique d'emprise modéré, sans impact environnental, paysager ou fonctionnel marqué.

La zone N comprend également plusieurs sous-secteurs (NE, NF, Nj, Ns auxquels s'adjoint le STECAL mentionné) qui ont été établis pour tenir compte d'une occupation des sols particulière nécessitant un traitement adapté.

Sur le ban communal de REMILLY, a zone N stricto sensu concerne ainsi les différents vallons des affluents de la Nied Française et leurs ripisylves, le rivage des plusieurs étangs (Étangs de Dain, Saint-Maël, Saint-Georges et du Petit Viaux, le parc de l'ancien château, l'espace de transition végétalisé intercalé entre la voie ferée et la Rue de Metz, quelques boisements isolés au contact du territoire de Voimhaut, certaines haies de la plaine agricole semi-humide et les franges arborées localisées en périphérie sud-est de la trame urbaine.



Rivage de l'Etang Saint-Maël (Source : Google Street View)

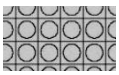
Afin d'aboutir à des objectifs de préservation d'espaces végétalisés remarquables, **un outil supplémentaire d'aménagement** a également été mis en place : **l'Espace Boisé Classé (EBC).**

Sur le territoire communal, deux EBC ont en effet été délimités dans l'enceinte du parc de l'ancien château, assurant un espace de transition (entre les zones résidentielles et la plaine agricole semi-humide) et protection de la biodiversité en arrière-plan de la trame urbaine.

Leur préservation environnementale s'inscrit dans un processus visant à respecter plusieurs objectifs :

- Jouer un rôle paysager et écologique important au sein du territoire communal
- Alimenter une logique de lutte contre les émissions de gaz à effets de serre et le réchauffement climatique, les éléments boisés permettent de stocker une partie de ces gaz.

Dans le règlement graphique et littéral de la zone N du PLU, les EBC sont repérés par le figuré suivant :



Les coupes et abattages d'arbres classés EBC sont soumis à la déclaration préalable prévue par l'article L.421-4 du Code de l'Urbanisme, sauf dans les cas suivants :

- S'il est fait application des dispositions du livre I du Code Forestier ;
- S'il est fait application d'un plan simple de gestion agréé conformément à l'article L. 222-1 du Code Forestier ou d'un règlement type de gestion approuvé conformément aux dispositions du II de l'article L.8 du même Code ;

- Si les coupes entrent dans le cadre d'une autorisation par catégories définie par arrêté préfectoral, après avis du Centre National de la Propriété Forestière.

Ce classement en EBC permettra de conserver et de protéger une vaste poche de respiration urbaine des pressions induites par l'urbanisation.

La zone N représente 151,37 ha, soit 7,99 % du territoire communal.

e) Le secteur NE : Secteur naturel d'équipements sportifs

Les stades et autres équipements sportifs de plein air constituent des lieux de rencontre et de convivialité pour toutes les générations de Rémillois. De nature semi-naturelle, ils s'apparent dans le même temps à des espaces de transition avec le milieu agricole, dont la conservation est primordiale.

Ces installations sportives ont donc été intégrées au secteur NE. Le règlement s'y appliquant est identique à celui de la zone N, mais comporte une disposition dérogatoire autorisant les équipements sportifs.



Stade municipal de Rémilly, Rue de Lorraine (Source : Google Street View)

Le secteur NE représente 5,48 ha, soit 0,29 % du territoire communal.

f) Le secteur NF : Secteur naturel forestier

Implanté sur les hauteurs à l'abri des débordements de cours d'eau, (le point culminant du territoire est située au sein-même du Bois de Dain) et sur des sols à la trop forte teneur en sel (milieux halophiles typiques des prémices du Saulnois), le couvert forestier communal s'apparente une entité paysagère à part entière à la fois façonnée par une activité sylvicole ancienne et par les mécanismes autorégulateurs de l'écosystème.

Pour assurer son maintien, la délimitation retenue pour le secteur NF englobe la quasi-totalité des formations boisés localisés sur le sol communal. Les modes d'occupation du sol y étant admis se limitent uniquement aux constructions et installations nécessaires à l'exploitation forestière et à l'instar du reste de la zone N, aux locaux techniques et industriels des administrations publiques.



Vue sur le Bois de Dain, RD 75 (Source : Google Street View)



Taillis, Bois de Dain (Source : Républicain Lorrain)

Le secteur NF représente 467,53 ha, soit 24,65 % du territoire communal.

g) Le secteur Nj : Secteur naturel de jardins

Le règlement des secteurs Nj prend en compte les implantations relatives aux secteurs de jardins. Les secteurs Nj projetés entre la trame urbaine et le grand paysage permettent de garder un espace de respiration non bâti (mise en valeur de la trame verte) participant à la préservation de la dimension environnementale de la commune.

Cet espace naturel de transition entre les secteurs construits et les secteurs à dominante naturelle remplit donc le rôle d'interface ou de « zone tampon ». les secteurs Nj complètent harmonieusement les arrières des zones urbaines dans la continuité du parcellaire. L'objectif de ce classement est triple :

- Maintenir un espace de transition entre le bâti et l'espace naturel (ceinture verte).
- Limiter la construction en deuxième rideau.
- Transformer ces secteurs de jardins en véritable petit écrin de villégiature en permettant aux habitants de construire des cabanons (pour y stocker du matériel et du petit outillage), des piscines extérieures et de petits garages isolés, dont l'emprise au sol (15 m² pour les abris et 35 m² pour les autres annexes) et la hauteur (4,5 m dans les trois cas de figure) restent limitées et avec un recul adapté par rapport aux limites séparatives (0,5 m pour les abris et 3 m pour les autres annexes).

Ces secteurs de jardins sont principalement ciblés sur les fonds de parcelles des habitations localisées ou disséminés en poche sur les trames urbaines de Rémilly et d'Aubécourt.



Fonds de jardin, Rue des Romains (Source : Google Street View)

Le secteur Nj représente 5,79 ha, soit 0,31 % du territoire communal.

h) Le secteur Ns : Secteur naturel sensible

Le site Natura 2000 localisé sur le ban communal de REMILLY (ZSC FR4100231 « Secteurs halophiles et prairies humides de la vallée de la Nied ») constitue un formidable réservoir de biodiversité qui s'étend du Saulnois aux portes de l'agglomération messine. Se concentrant dans le fond de vallée halophile de la Nied Française, il abrite en son sein des milieux prairiaux humides et nombre de prés salés, lieux d'épanouissement d'amphibiens (Crapaud commun) et de plantes (Laîche à épis d'orge) inscrites sur la liste rouge des espèces menacées. Leur préservation s'avère donc essentielle pour le maintien de l'équilibre environnemental local et de l'ambience paysagère associée.

La secteur NS défini sur REMILLY vise donc expressément à accompagner la protection de cet espace à l'intérêt écologique et paysager indéniable. Dans cette zone, les seuls modes d'occupation du sol admis se limitent donc aux travaux et installations liés à l'entretien et l'aménagement écologique du site.



ZSC Natura 2000 « Secteurs halophiles et prairies humides de la vallée de la Nied »

(Source : Républicain Lorrain)

Le secteur NS représente 83,91 ha, soit 4,43 % du territoire communal.

i) Le secteur NT: Secteur naturel touristique

Insérée entre ruralité et urbanité, REMILLY profite d'un environnement naturel relativement préservé, au caractère pittoresque. Cette situation est propice à attirer une clientèle touristique hébergée au sein de petits établissements (gîtes, chambres d'hôtes…).

Sur REMILLY, la Ferme Sainte-Marie propose ce type de services dans un bâtiment implanté au contact direct de ladite exploitation agricole. Souhaitant pérenniser et développer cette activité favorable à l'attractivité communale, son gestionnaire porte aujourd'hui un projet d'implantation complémentaire de deux éventuelles nouvelles constructions dans la proximité immédiate de son exploitation.

Puisque ne s'apparentant pas exactement à une forme de diversification agricole, un STECAL NT à été délimité sur deux aires dont l'emprise limitée ne visera qu'à l'accueil de ces deux nouvelles réalisations. Pour assurer la préservation de l'environnement naturel et agricole périphérique, les dispositions applicables à ce secteur ne diffèrent de celles définies sur le reste de la zone N, qu'au travers de l'autorisation des constructions à destination d'hébergements touristiques, uniquement à la condition que ceux-ci revêtent la forme de gîtes ou de chambres d'hôtes et selon des prescriptions d'implantation (5 m par rapport au domaine public), de hauteur (7 m maximum), d'emprise (240 m² par construction maximum) et d'aspect (aspect brique ou bois) spécifique et compatible avec une dynamique d'intégration paysagère localisée.





Orthophotographies aériennes des secteurs d'implantation des futurs gîtes ruraux (Source : Géoportail)

Le secteur NT représente 0,27 ha, soit 0,01 % du territoire communal.

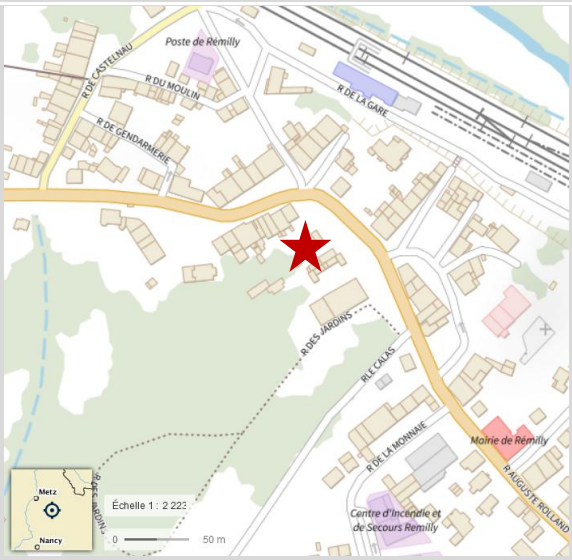
3.5. La protection du petit patrimoine bâti et du paysage (Éléments Remarquables du Paysage)

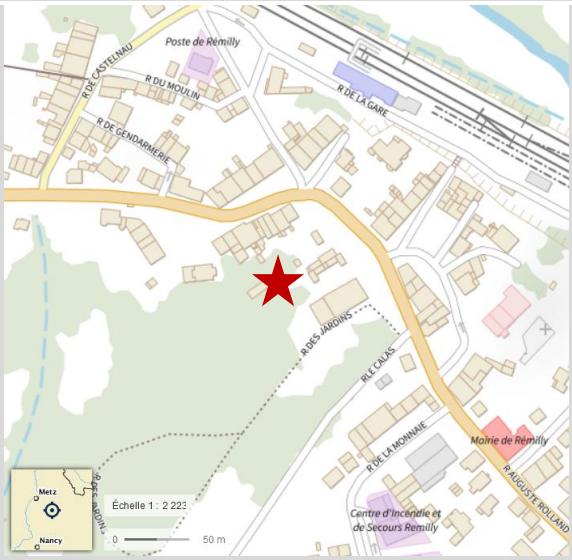
Au vu des caractéristiques architecturales du bourg, quelques **éléments du patrimoine bâti** ont été identifiés sur le territoire de REMILLY.
Ces constructions présentent des caractéristiques (baies, encadrements, socle, éléments en pierre, composition des façades, volumes, …) qui apportent de la qualité au paysage construits de REMILLY. Ces bâtis ont tous un ancrage dans l'histoire de la commune, comme des témoins des époques traversées.

Fleurons du patrimoine local, une protection au titre de l'article L. 151-19 du Code de l'Urbanisme leur est appliqué.

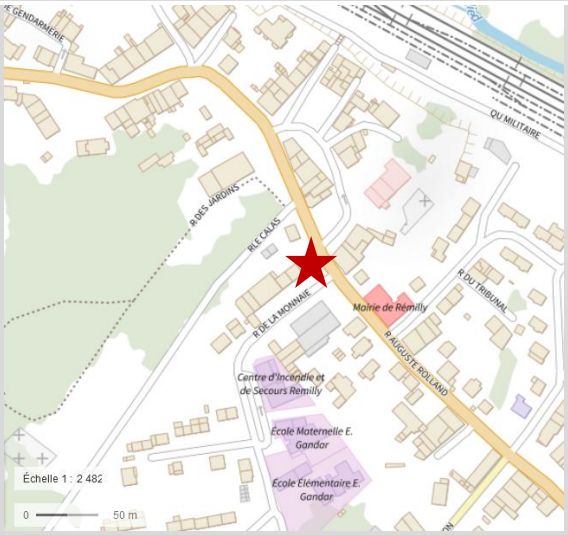
Ils sont repérés de la manière suivante sur les documents graphiques par le symbole ★.
A ce titre sont identifiés (liste exhaustive) :

Localisation :	**B01 –Maison de maître**
• Adresse : 1 Rue Auguste Rolland • Références cadastrales : 45, section 03 • Secteur : UB	• <u>Éléments protégés</u> - Façade 1848
	

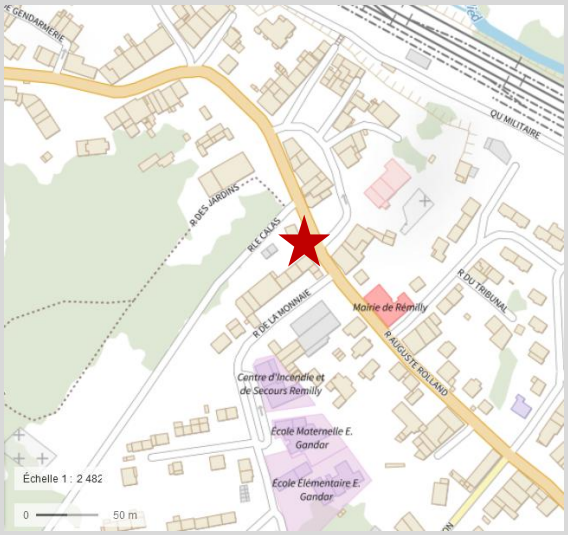
Localisation :	B02 –Mur en pierre sèche
• Adresse : 1 Rue Auguste Rolland • Références cadastrales : 45, section 03 • Secteur : UB	• <u>Éléments protégés :</u> - Mur
	

Localisation :	B03 –Tour
• Adresse : 1 Rue Auguste Rolland • Références cadastrales : 45, section 03 • Secteur : UB	• <u>Éléments protégés :</u> - Tour
	

Localisation :	B04 –Tour
• Adresse : 1 Rue Auguste Rolland • Références cadastrales : 45, section 03 • Secteur : UB	• <u>Éléments protégés :</u> - Tour
	

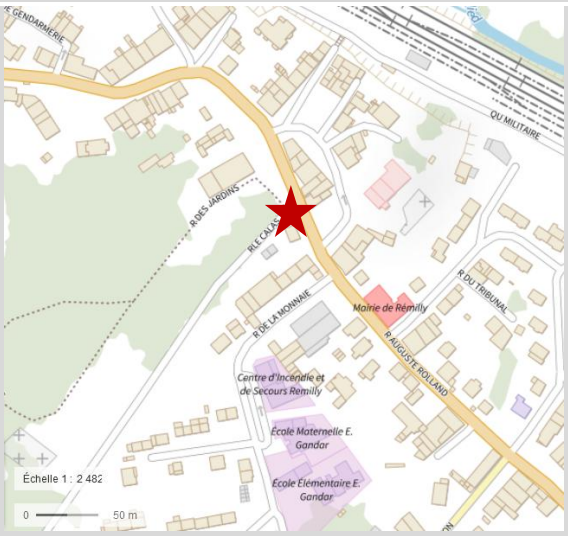
Localisation :	B05 –Fortifications
• Adresse : 1 bis Rue de la Monnaie • Références cadastrales : 121, section 4 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Façade - Tour
	

Localisation :	B06 –Mur d'enceinte
• Adresse : Rue Auguste Rolland • Références cadastrales : 121, section 4 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés :</u> - Mur



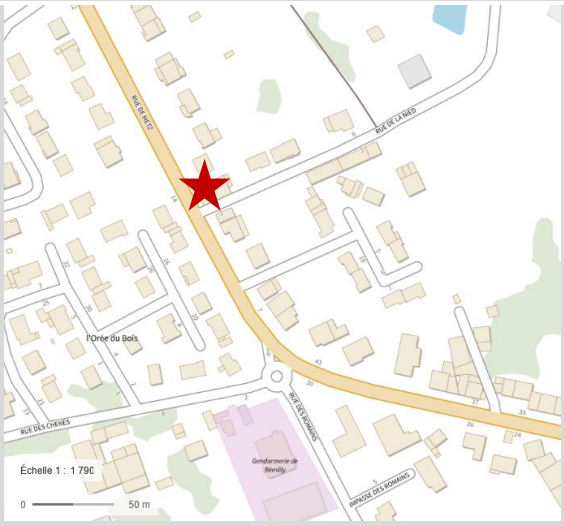


Localisation :	B07 – Mur d'enceinte
• Adresse : Rue Auguste Rolland • Références cadastrales : 120, section 03 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés :</u> - Mur



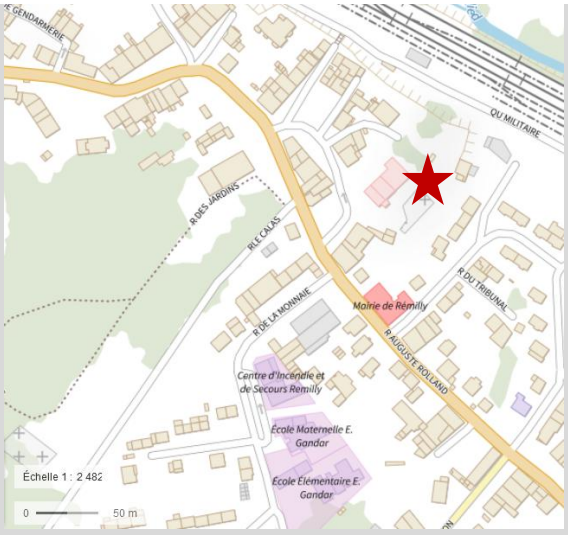


Localisation :	B08 – Maison de la 2nde moitié du XIXème siècle
• Adresse : Rue Auguste Rolland • Références cadastrales : 334, section 34 • Secteur : UB	• <u>Éléments protégés :</u> - Façade



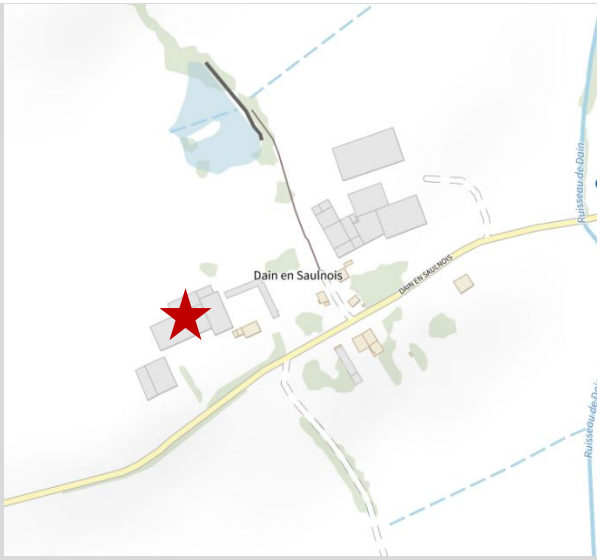


Localisation :	B09 – Cimetière privé des Rolland-Peupion
• Adresse : Ancienne église • Références cadastrales : 75, section 07 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Sépultures et grille





Localisation :	B10 – Ferme
• Adresse : Dain-en-Saulnois • Références cadastrales : 01, section 83 • Secteur : AC	• <u>Éléments protégés</u> - Façade



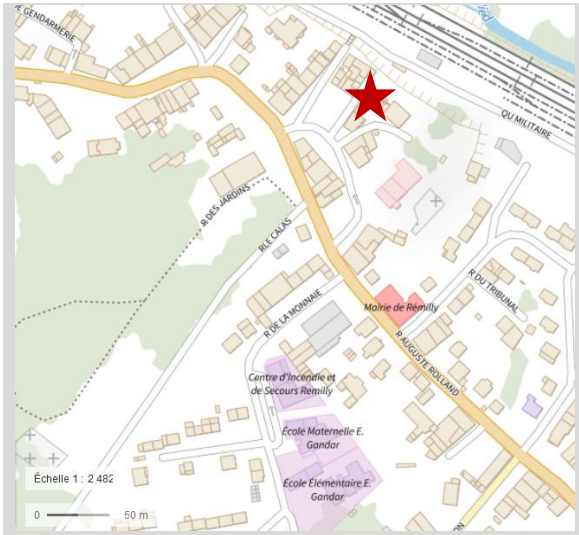


Localisation :	B11 –Calvaire
• Adresse : Dain-en-Saulnois • Références cadastrales : section 86 • Secteur : A	• <u>Éléments protégés</u> - Calvaire





Localisation :	B12 –Encadrement de porte
• Adresse : 2 Impasse du Presbytère • Références cadastrales : 55, section 07 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Encadrement

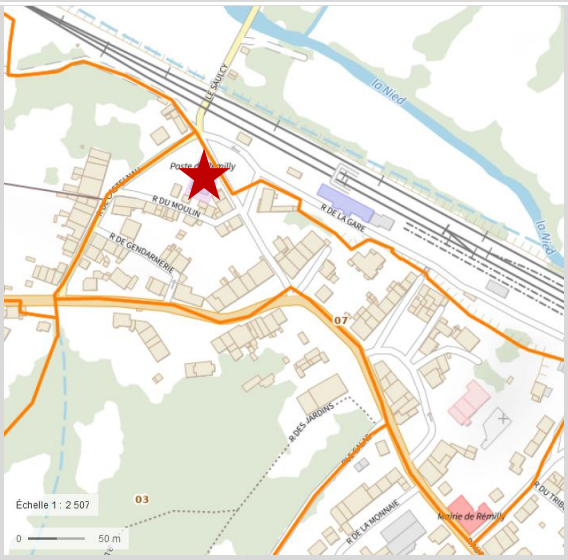




Localisation :	B13 –Entrée d'immeuble
• Adresse : 12 Place Foch • Références cadastrales : 206, section 07 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Mur - Porte - Pilastre

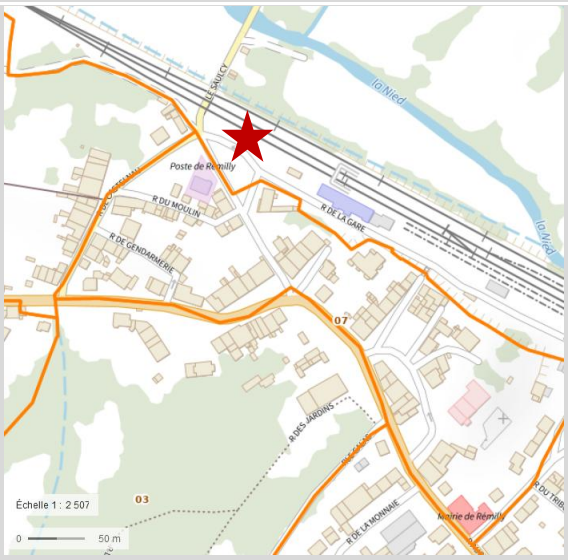




Localisation :	B14 –Bureau de poste
• Adresse : 8 Place du Maréchal Leclerc • Références cadastrales : 200, section 7 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Façade
	

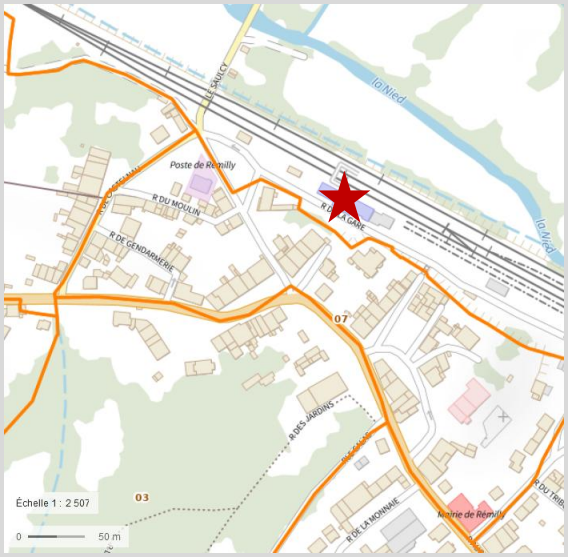
Localisation :	B15 –Entre 2 gares
• Adresse : Place du Maréchal Leclerc • Références cadastrales : 163, section 07 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Ensemble
	

Localisation :	B16 –Gare française
• Adresse : Place du Maréchal Leclerc • Références cadastrales : 163, section 7 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Ensemble

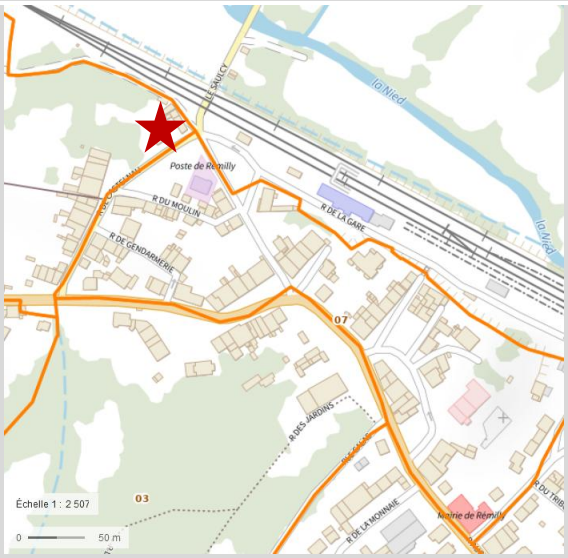




Localisation :	B17 –Gare allemande
• Adresse : Place du Maréchal Leclerc • Références cadastrales : 163, section 07 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Ensemble

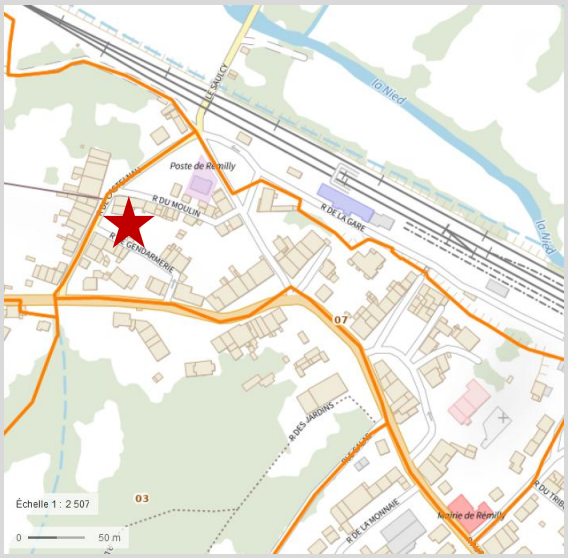




Localisation :	B18 – Maison de maître
• Adresse : Rue de Castelnau • Références cadastrales : 82, section 01 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Façade - Toiture - Mur - Grille
	

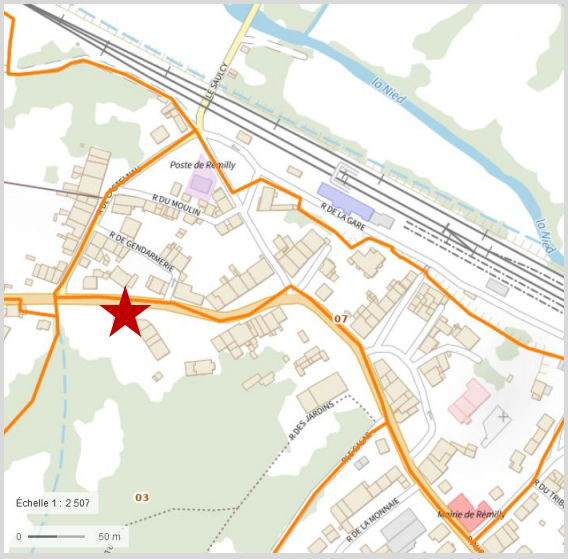
Localisation :	B19 –Parc de la maison
• Adresse : Rue de Castelnau • Références cadastrales : 82, section 01 • Secteur : UA	
	

Localisation :	B20 –Immeuble
• Adresse : 7 Rue de Castelnau • Références cadastrales : 171, section 07 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Façade avant





Localisation :	B21 –Maison de maître
• Adresse : 2 Rue Schuman • Références cadastrales : 17, section 03 • Secteur : UB	• <u>Éléments protégés</u> - Façade - Volume



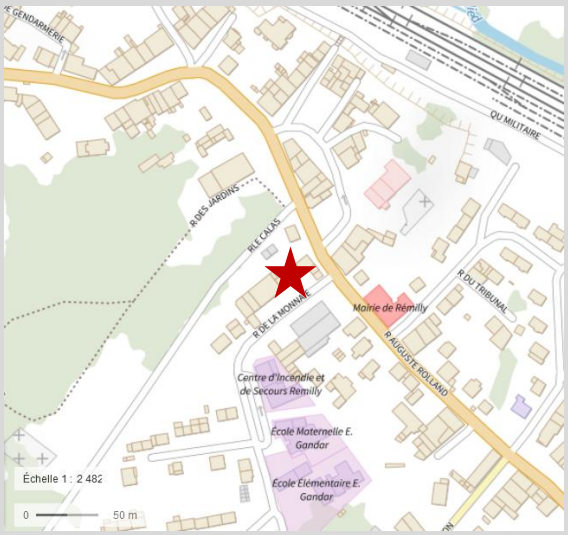


Localisation :	B22 –Immeuble de ville
• Adresse : 3 Rue Schuman • Références cadastrales : 176, section 07 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Façade - Mur - Grille



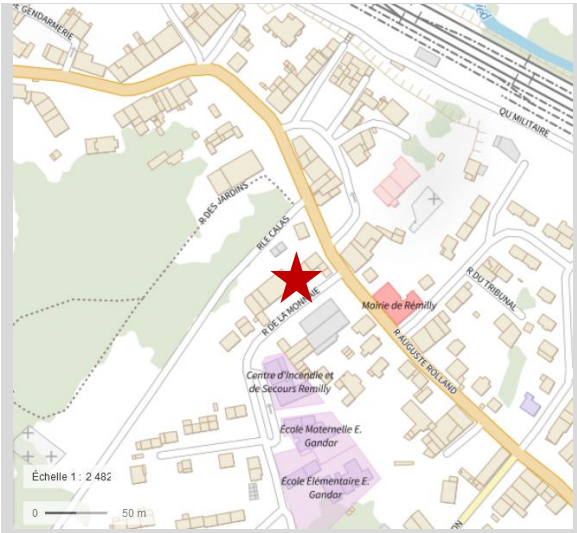


Localisation :	B23 –Immeuble de ville
• Adresse : 1 Rue de la Monnaie • Références cadastrales : 106, section 04 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Façade



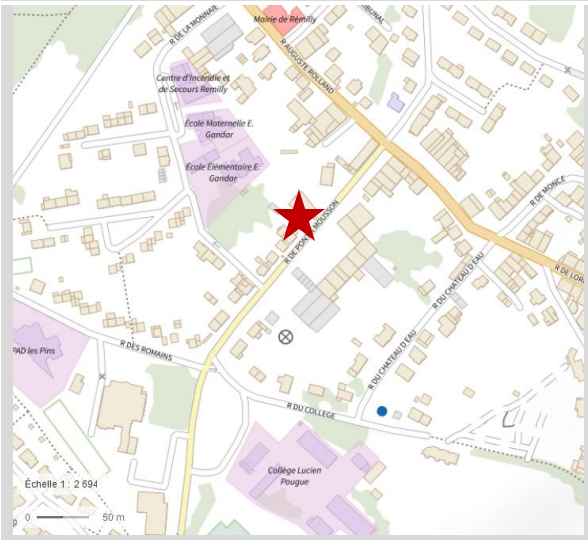


Localisation :	B24 –Immeuble
• Adresse : 3 Rue de la Monnaie • Références cadastrales : 109, section 04 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Façade



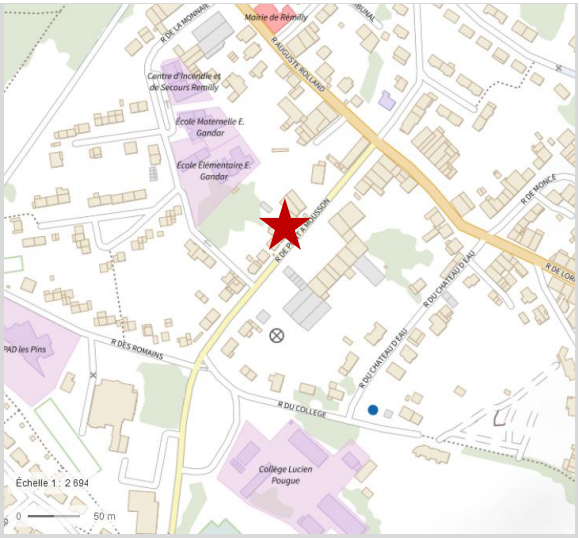


Localisation :	B25 –Immeuble
• Adresse : 7 Rue de Pont-à-Mousson • Références cadastrales : 157, section 04 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Façade - Grille



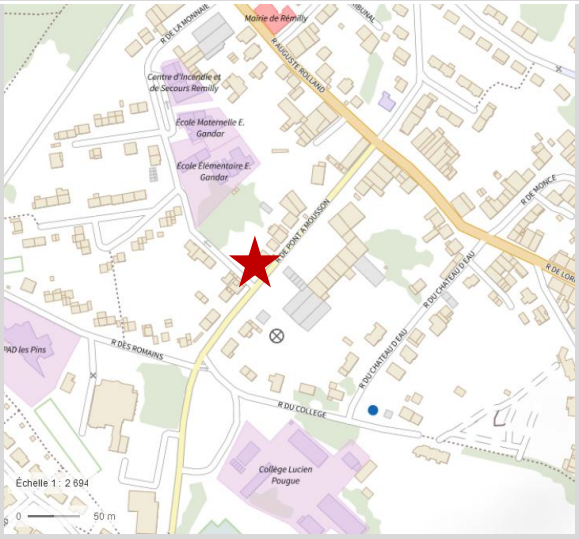


Localisation :	B26 –Maison
• Adresse : 9 Rue de Pont-à-Mousson • Références cadastrales : 128, section 04 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Façade



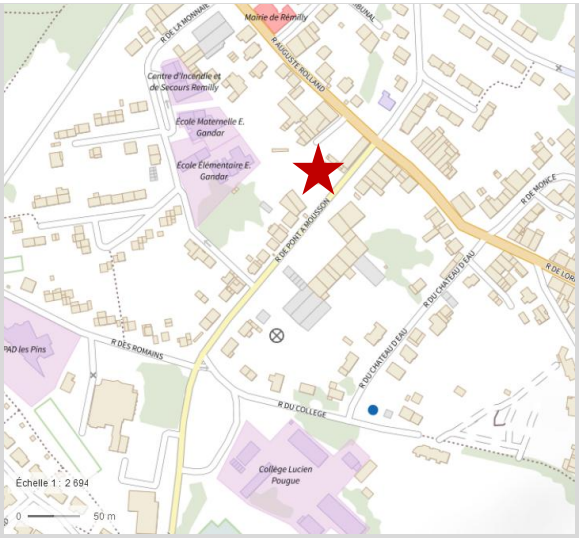


Localisation :	B27 –Maison
• Adresse : 15 Rue de Pont-à-Mousson • Références cadastrales : 36, section 04 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Façade - Mur - Grille



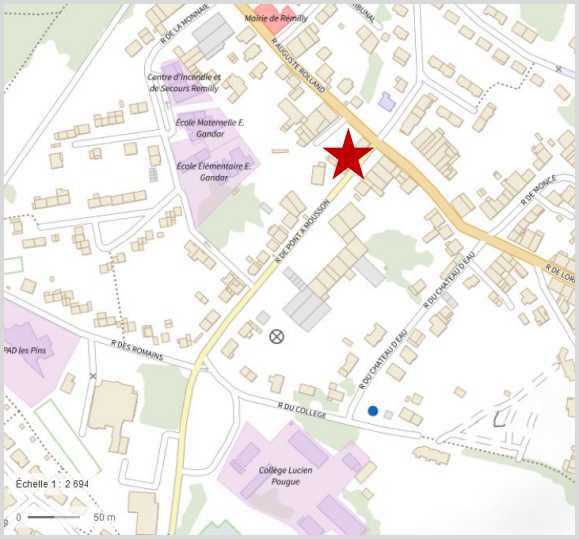


Localisation :	B28 –Maison
• Adresse : 1 Rue de Pont-à-Mousson • Références cadastrales : 22, section 04 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Façade



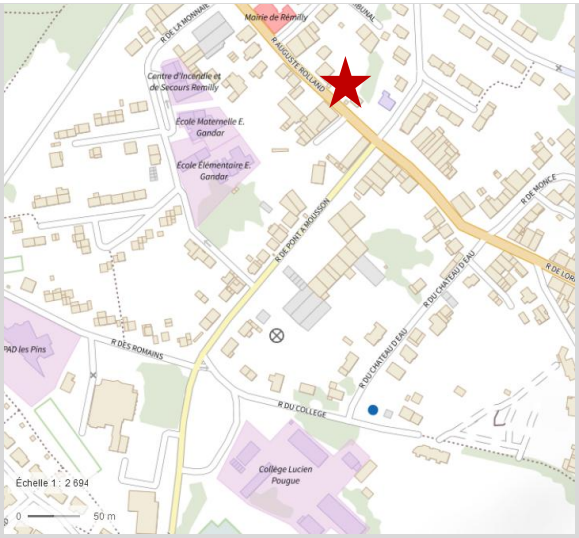


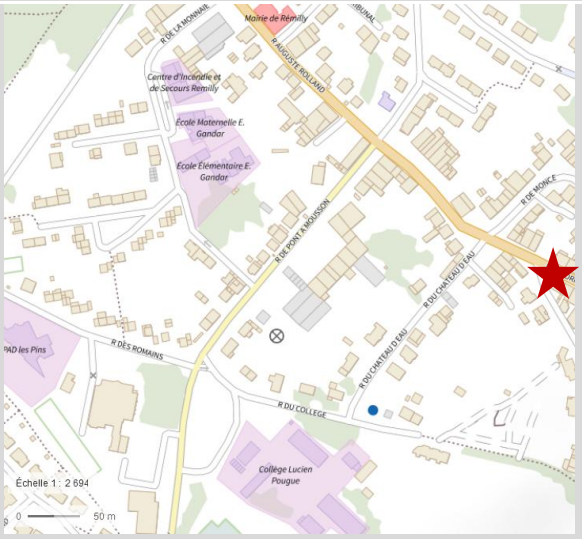
Localisation :	B29 –Bibliothèque
• Adresse : Place du 11 Novembre • Références cadastrales : 21, section 04 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Façade coté rue - Façade coté cour

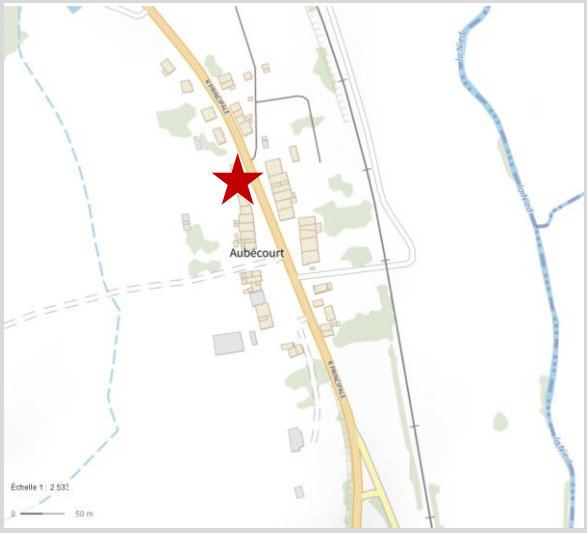


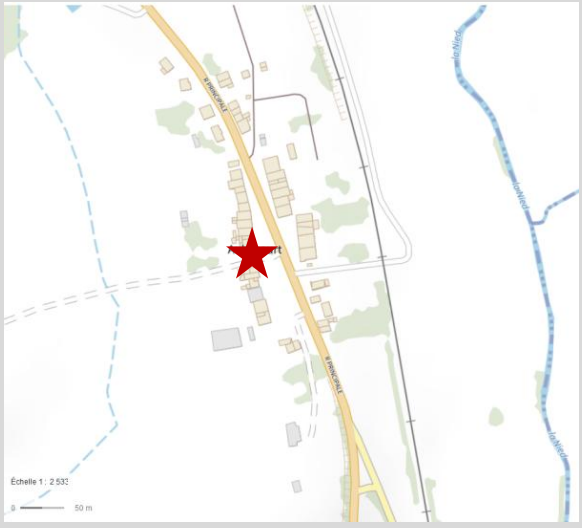


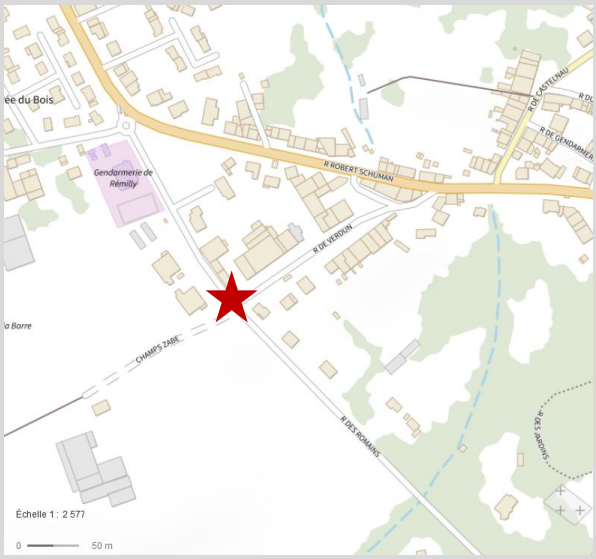


Localisation :	B30 –Immeuble
• Adresse : 28 Rue Auguste Rolland • Références cadastrales : 83, section 06 • Secteur : UB	• <u>Éléments protégés</u> - Façade - 2 tours
	

Localisation :	B31 –Immeuble
• Adresse : 5 Rue de Lorraine • Références cadastrales : 36, section 05 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Façade
	

Localisation :	B32 –Ferme
• Adresse : 7 Rue Principale (Aubécourt) • Références cadastrales : 83, section 60 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Façade
	

Localisation :	B33 –Calvaire
• Adresse : Rue Principale (Aubécourt) • Références cadastrales : 62, section 60 • Secteur : UA	• <u>Éléments protégés</u> - Calvaire
	

Localisation :	B34 –Calvaire
• Adresse : Rue des Romains • Références cadastrales : 109, section 46 • Secteur : UB	• <u>Éléments protégés</u> - Calvaire
	

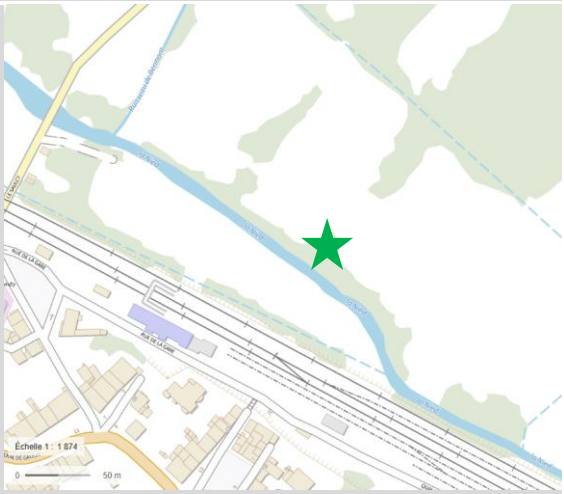
Localisation :	B35 –Construction allemande
• Adresse : RD 75 • Références cadastrales : 09, section 45 • Secteur : A	
	

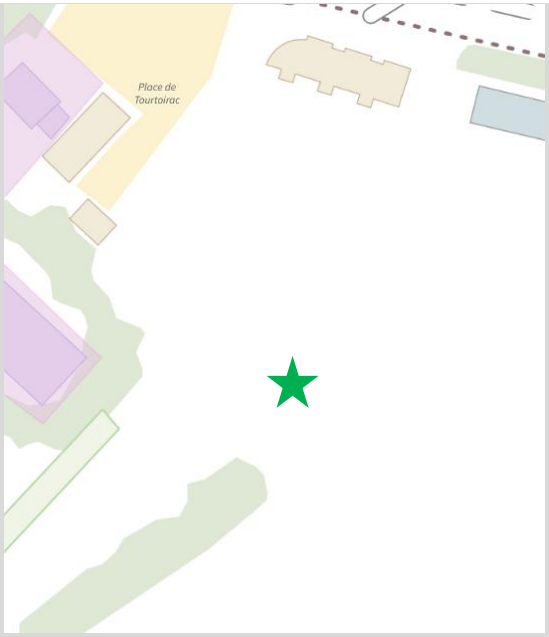
Afin de préserver l'harmonie du paysage, la commune a également souhaité identifier divers **éléments remarquables du paysage** (haies, boqueteaux, bosquets, mares, murs en pierres sèches...) nécessaires à une bonne lecture paysagère.

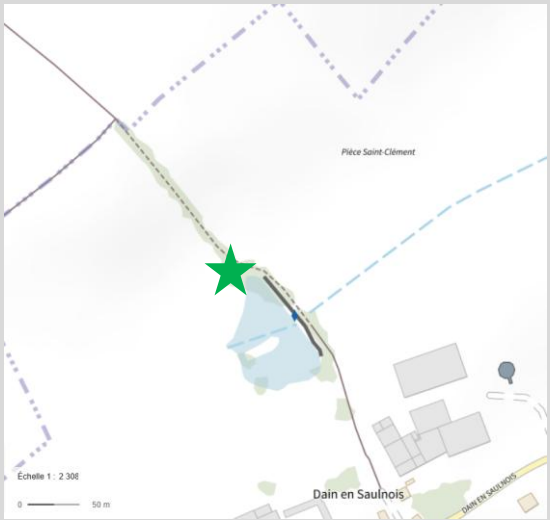
Cette protection se fait au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'Urbanisme. Il s'agit notamment de protéger des éléments naturels qui, par leur composition ou leur surface (trop petit) ne peuvent pas être intégrés dans une zone N, comme les arbres isolés ou les haies. Il est donc difficile de les intégrer dans une zone spécifique.

Ils ont été identifiés sur le règlement graphique sur la base de ces figurés :

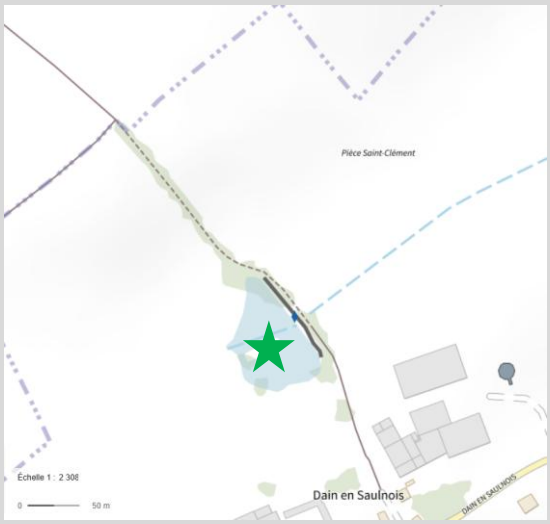


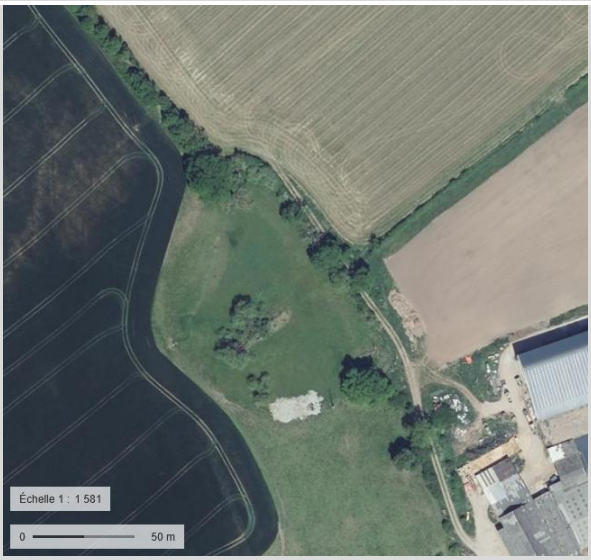
Localisation :	**V01 –Ripisylve de la Nied Française**
• Adresse : Rive droite de la Nied Française • Secteur : NS	• Ne pas défricher
	

Localisation :	V02 –Saulaie
• Adresse : Rue des Maronniers • Références cadastrales : 02, section 43 • Secteur : 1AU	• Ne pas défricher
	

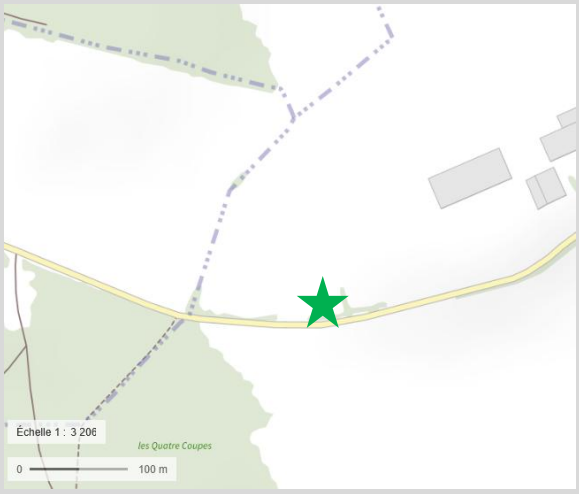
Localisation :	V03 –Alignement d’arbres
• Adresse : Dain-en-Saulnois • Secteur : A	• Ne pas défricher
	

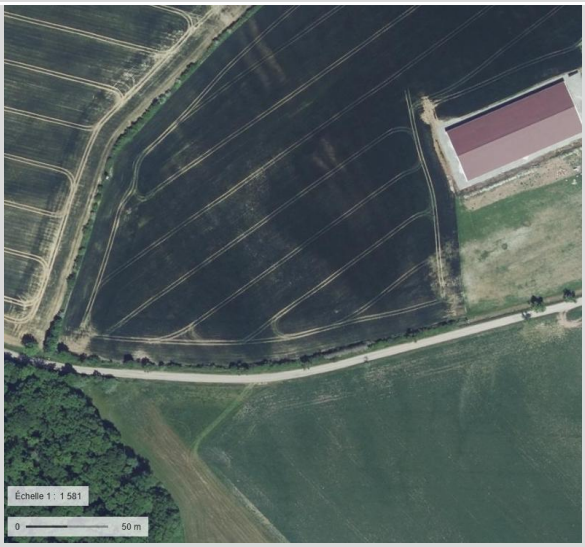
Localisation :	V04 –Végétation implantée en milieu humide
• Adresse : Dain-en-Saulnois • Secteur : A	• Ne pas défricher



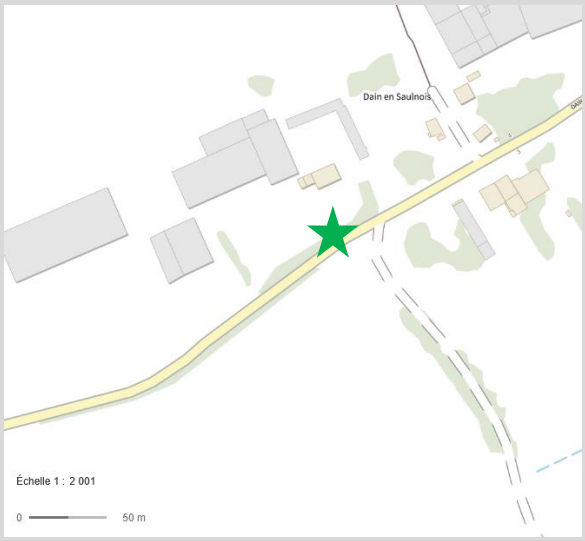


Localisation :	V05 –Haie arbustive
• Adresse : Dain-en-Saulnois • Secteur : A	• Ne pas défricher



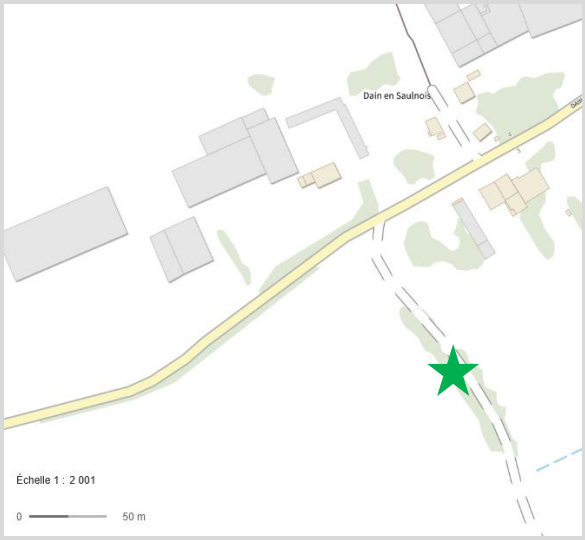


Localisation :	V06 –Alignement d’arbres
• Adresse : Dain-en-Saulnois • Secteur : A	• Ne pas défricher





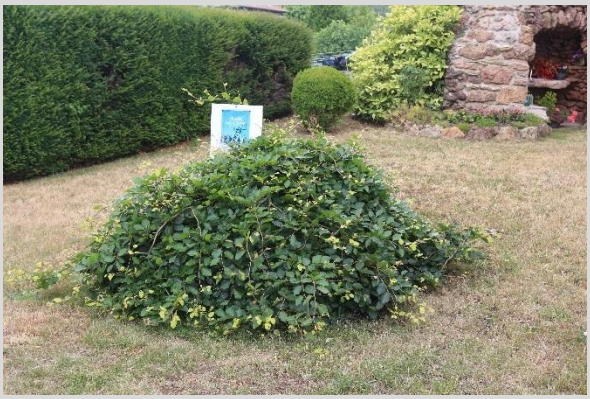
Localisation :	V07 –Alignement d’arbres
• Adresse : Dain-en-Saulnois • Secteur : A	• Ne pas défricher





Localisation :	V08 –Hêtre tortillard
• Adresse : Place Saint-Martin • Références cadastrales : 231, section 07 • Secteur : UA	• Ne pas défricher

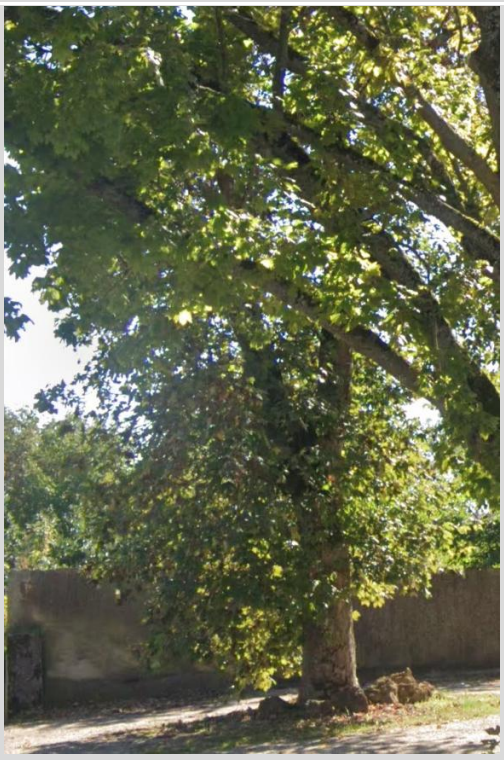


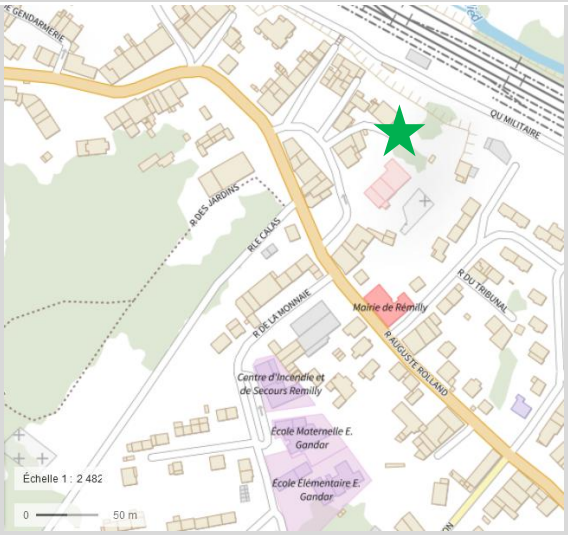


Localisation :	V09 –Alignement d'arbres
• Adresse : Étangs de Dain • Secteur : N	• Ne pas défricher

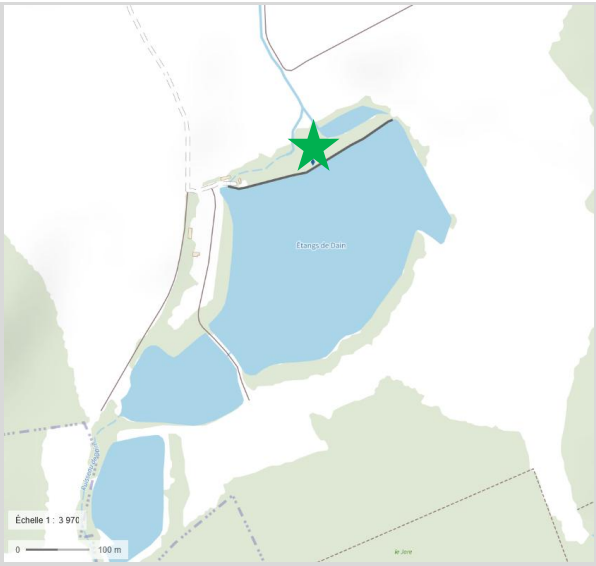




Localisation :	V10 –Arbre
• Adresse : Ancienne église • Références cadastrales : 74, section 07 • Secteur : UA	• Ne pas défricher
	

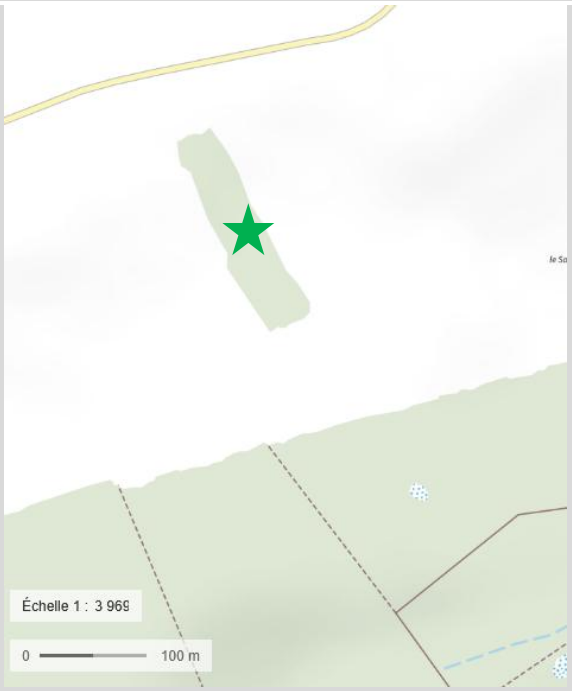
Localisation :	V11 –Arbre
• Adresse : Ancienne église • Références cadastrales : 199, section 07 • Secteur : UA	• Ne pas défricher
	

Localisation :	V12 –Ripisylve des Étangs de Dain
• Adresse : Étangs de Dain • Secteur : N	• Ne pas défricher





Localisation :	V13 –Bosquet
• Adresse : Le Sablon • Secteur : A	• Ne pas défricher



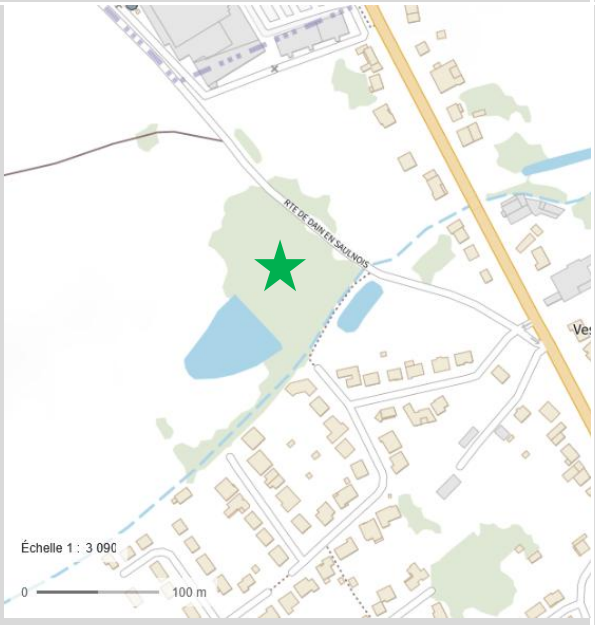


Localisation :	V14 –Bosquet
• Adresse : Les Terres Grises • Secteur : A	• Ne pas défricher



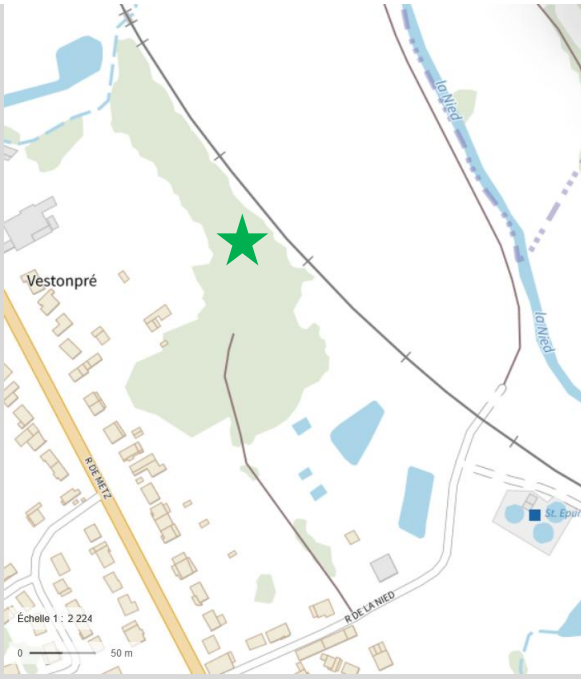


Localisation :	V15 –Bosquet
• Adresse : Route de Dain-en-Saulnois • Références cadastrales : 45, section 47 • Secteurs : A et N	• Ne pas défricher



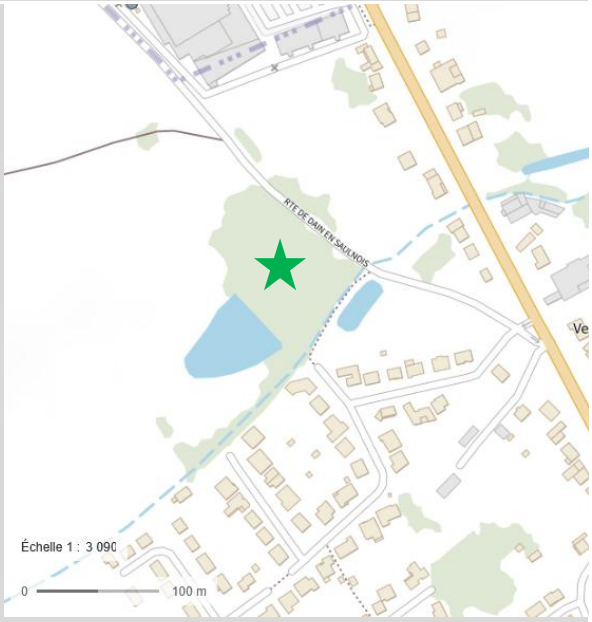


Localisation :	V16 –Bosquet
• Adresse : Chemin de fer Rémilly - Metz • Références cadastrales : 6 et 169, section 41 • Secteur : N	• Ne pas défricher





Localisation :	V17 –Alignement d'arbres
• Adresse : Ferme Sainte-Marie • Références cadastrales : 112, 113 et 121, section 46 • Secteurs : UB et A	• Ne pas défricher



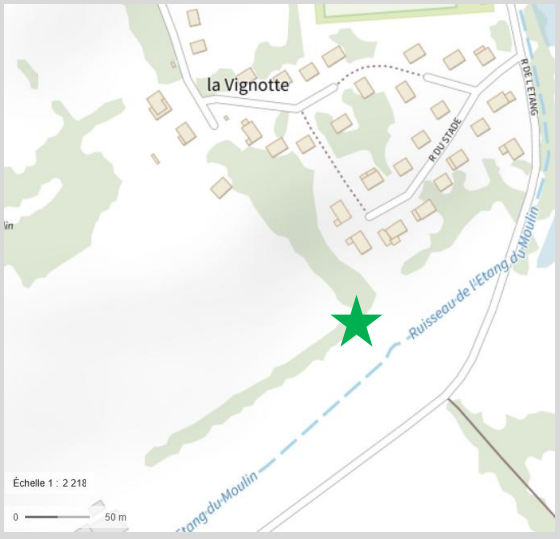


Localisation :	V18 –Bosquet
• Adresse : Ferme de l'Étang • Secteur : AA	• Ne pas défricher



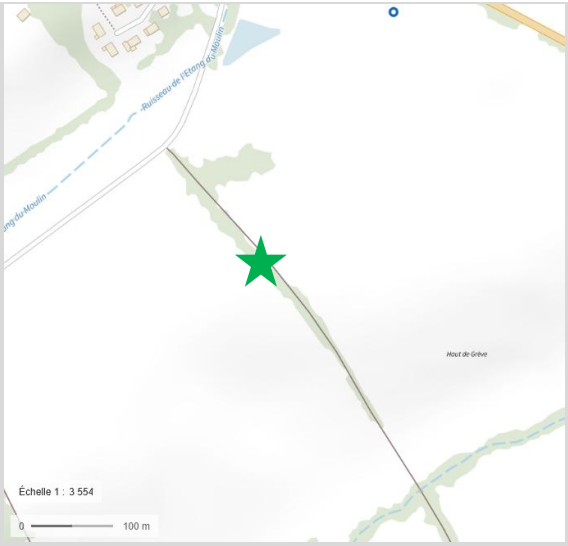


Localisation :	V19 –Alignement arbustif et arboré
• Adresse : La Vignotte • Secteur : A	• Ne pas défricher



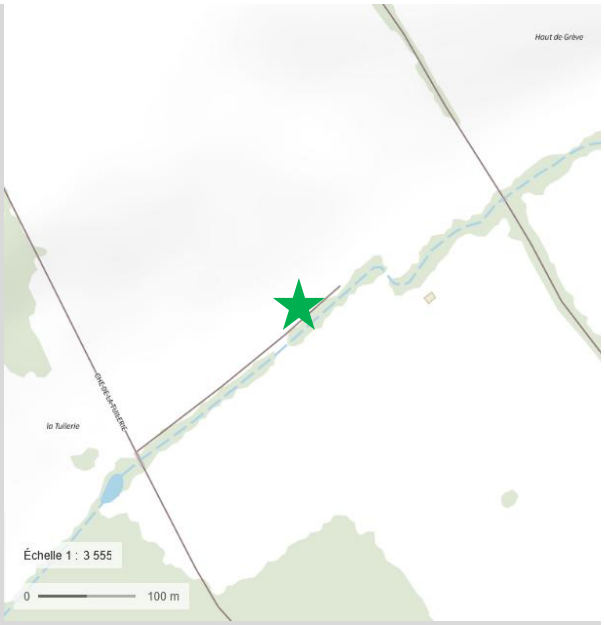


Localisation :	V20 –Alignement d’arbres
• Adresse : Haut de Grève • Secteur : A	• Ne pas défricher





Localisation :	V21 –Ripisylve
• Adresse : La Tuilerie • Secteur : N	• Ne pas défricher



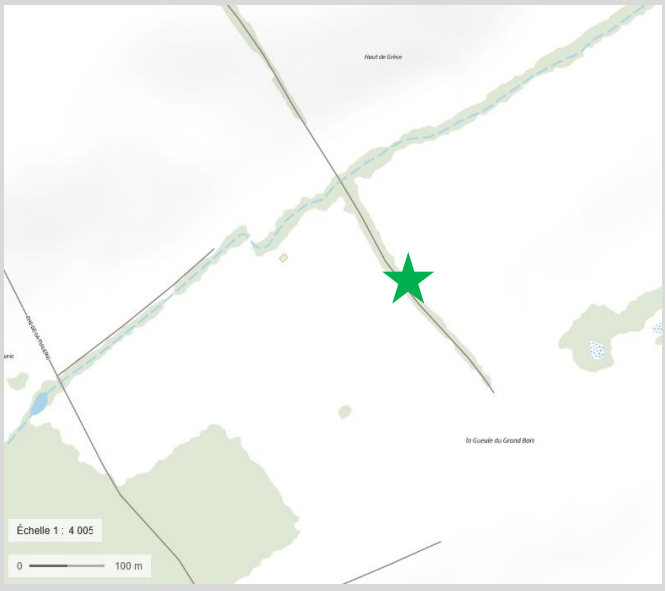


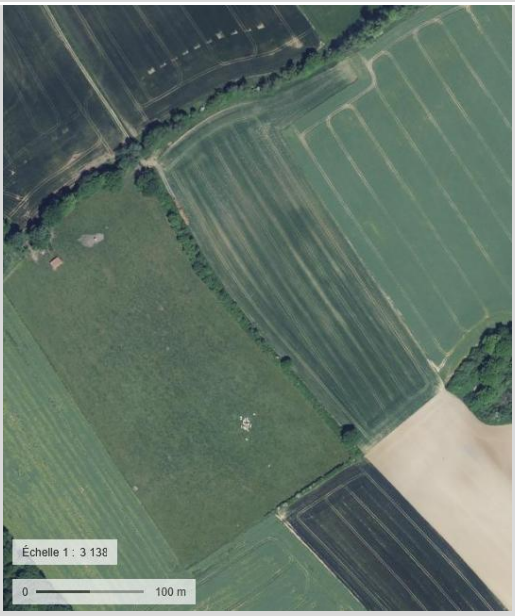
Localisation :	V22 –Ripisylve
• Adresse : La Tuilerie • Secteur : N	• Ne pas défricher





Localisation :	V23 –Haie arbustive
• Adresse : La Gueule du Grand Bois • Secteur : AA	• Ne pas défricher



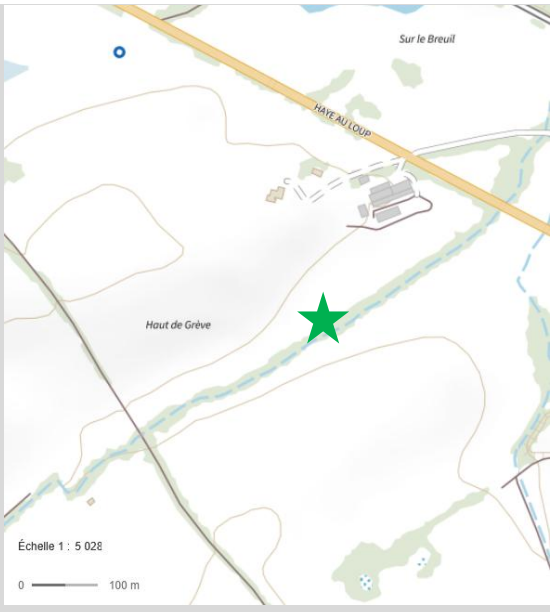


Localisation :	V24 –Bosquet
• Adresse : La Gueule du Grand Bois • Secteur : AA	• Ne pas défricher



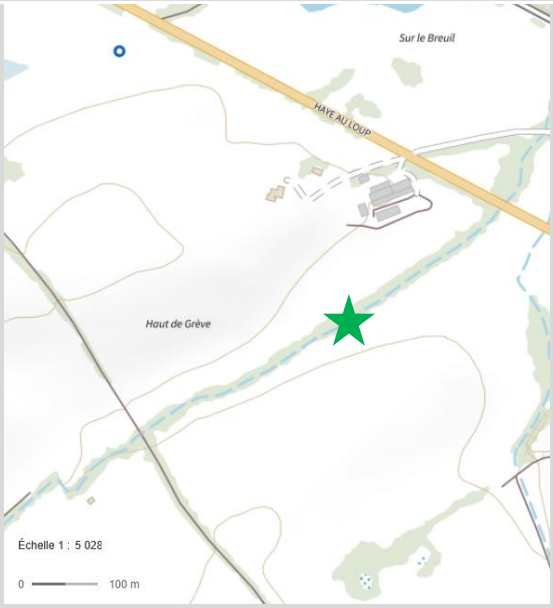


Localisation :	V25 –Ripisylve
• Adresse : Haut de Grève • Secteur : N	• Ne pas défricher



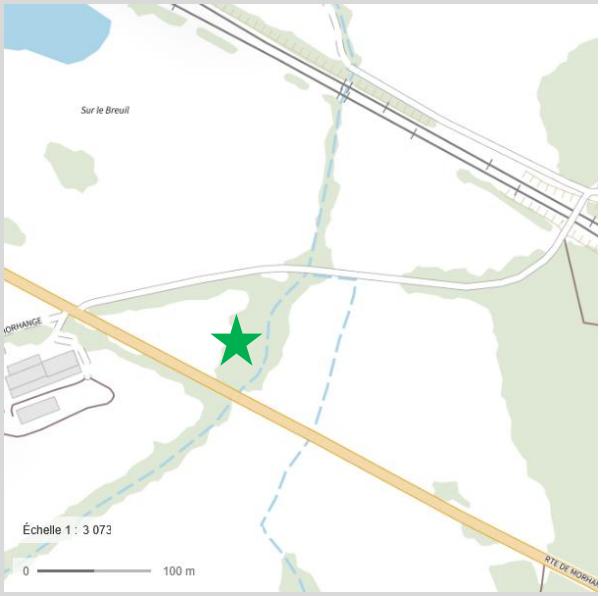


Localisation :	V26 –Ripisylve
• Adresse : Haut de Grève • Secteur : N	• Ne pas défricher



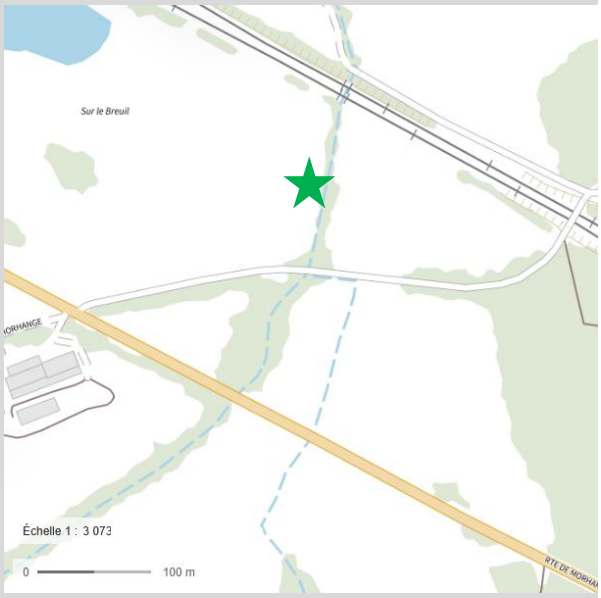


Localisation :	V27 –Ripisylve
• Adresse : La Haye au Loup • Secteurs : A et N	• Ne pas défricher



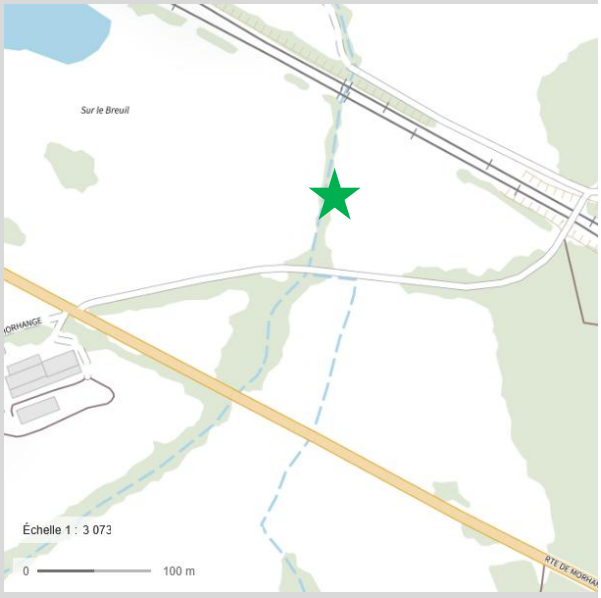


Localisation :	V28 –Ripisylve
• Adresse : La Haye au Loup • Secteur : N	• Ne pas défricher





Localisation :	V29 –Ripisylve
• Adresse : La Haye au Loup • Secteur : N	• Ne pas défricher



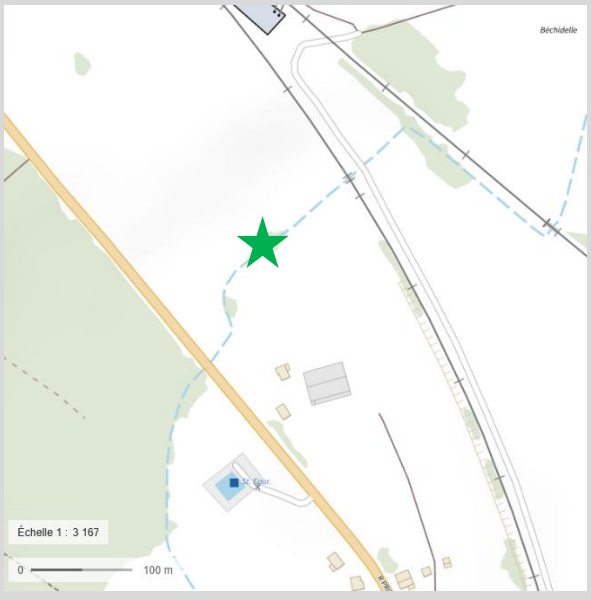


Localisation :	V30 –Bosquet
• Adresse : La Haye au Loup • Secteurs : AA et N	• Ne pas défricher



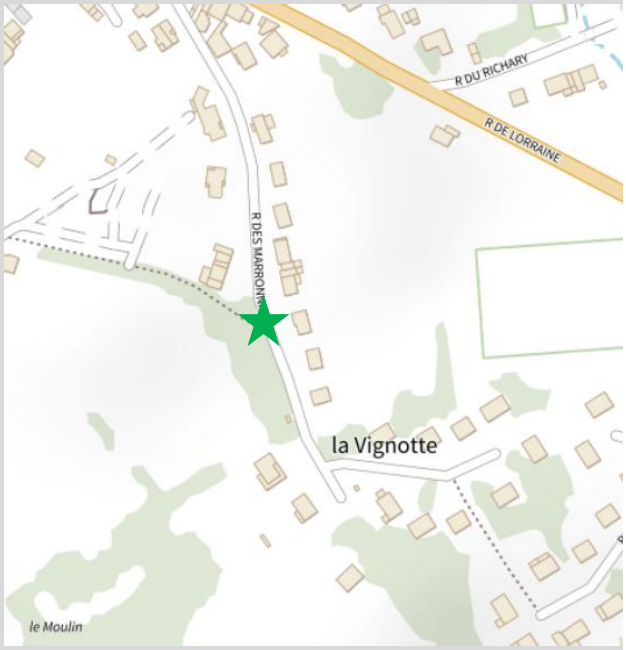


Localisation :	V31 –Ripisylve
• Adresse : Aubécourt • Secteur : AA	• Ne pas défricher





Localisation :	V32 –Maronnier
• Adresse : Rue des Maronniers • Références cadastrales : 09, section 04 • Secteur : UB	• Ne pas défricher





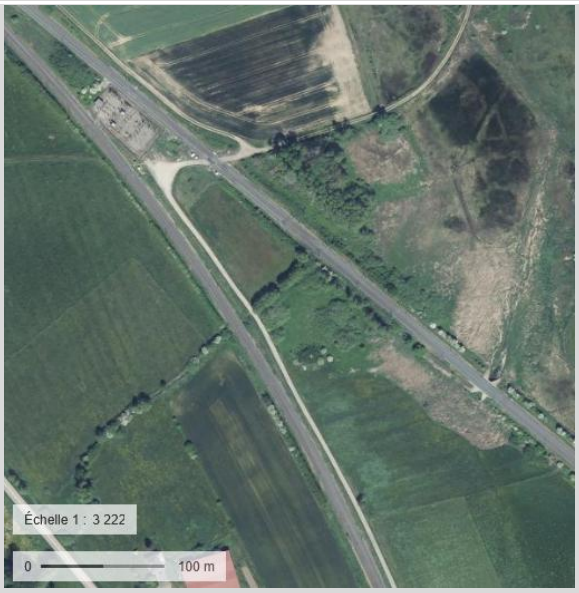
Localisation :	V33 –Maronnier
• Adresse : Rue des Maronniers • Références cadastrales : 121, section 43 • Secteur : UB	• Ne pas défricher



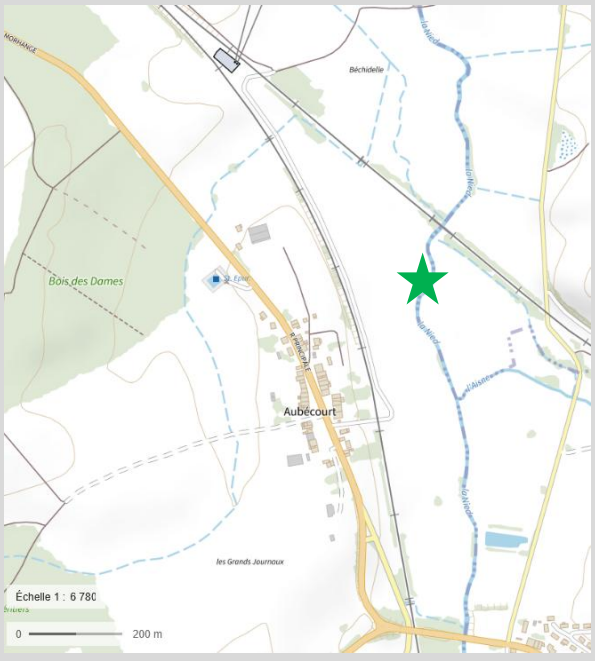


Localisation :	V34 –Ripisylve
• Adresse : Aubécourt • Secteur : AS	• Ne pas défricher



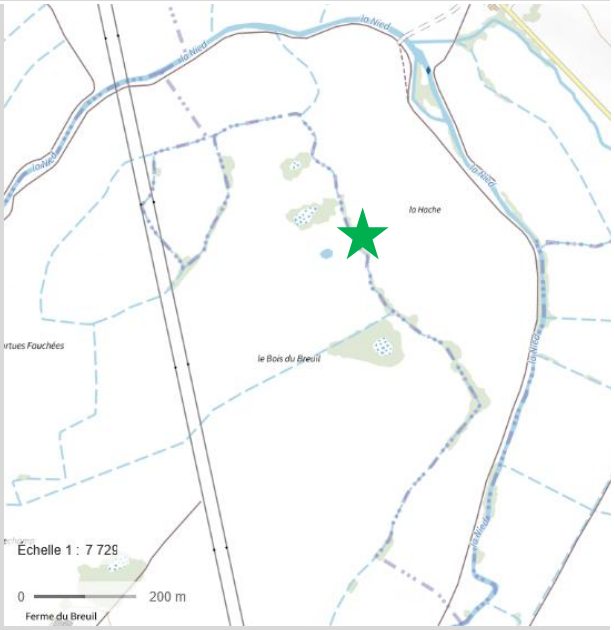


Localisation :	V35 –Ripisylve de la Nied Française
• Adresse : Limite orientale du ban • Secteur : AS	• Ne pas défricher



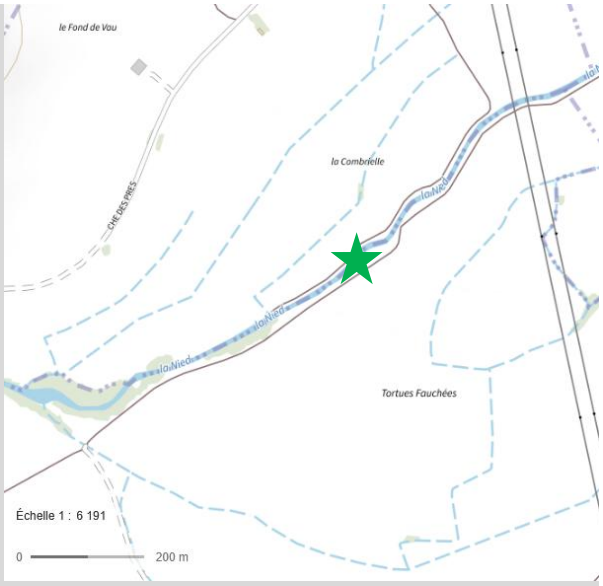


Localisation :	V36 –Ripisylve
• Adresse : Le Bois du Breuil • Secteurs : AS et N	• Ne pas défricher





Localisation :	V37 –Ripisylve de la Nied Française
• Adresse : Tortues Fauchées • Secteur : AS	• Ne pas défricher





Localisation :	V38 –Ripisylve de la Nied Française
• Adresse : Richary • Secteur : AS	• Ne pas défricher

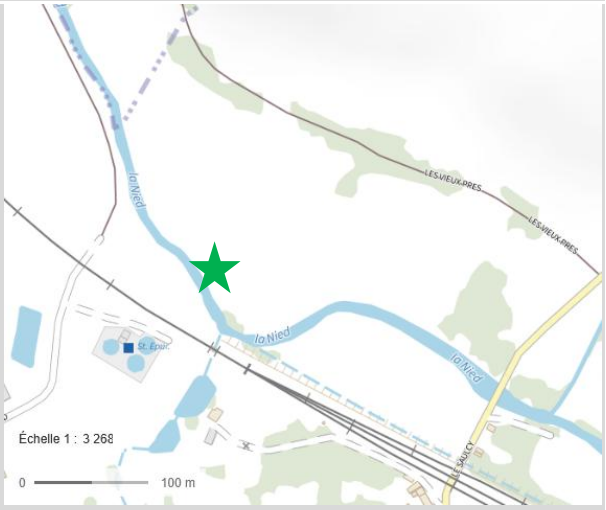




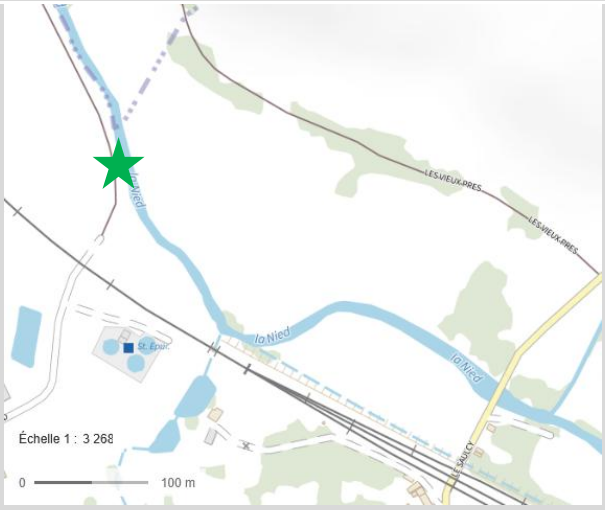
Localisation :	V39 –Ripisylve de la Nied Française
• Adresse : Richary • Secteur : NS	• Ne pas défricher

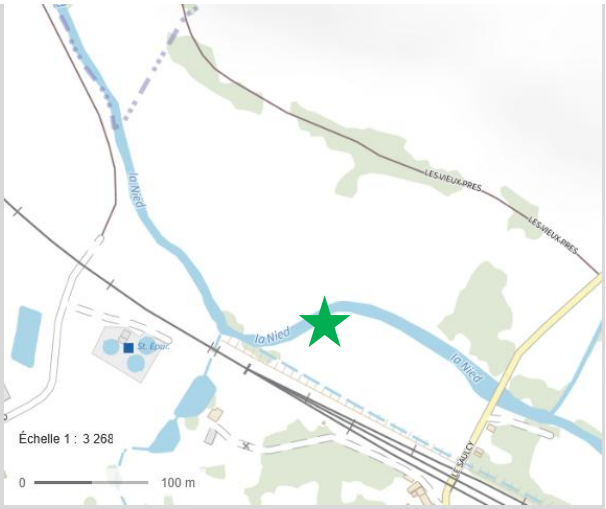




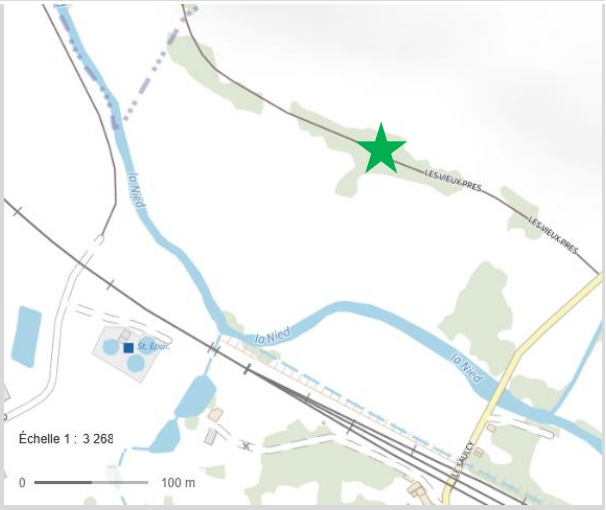
Localisation :	V40 –Ripisylve de la Nied Française
• Adresse : Les Vieux Prés • Secteur : NS	• Ne pas défricher
	

Localisation :	V41 –Ripisylve de la Nied Française
• Adresse : Les Vieux Prés • Secteur : NS	• Ne pas défricher
	

Localisation :	V42 –Ripisylve de la Nied Française
• Adresse : Les Vieux Prés • Secteur : NS	• Ne pas défricher
	

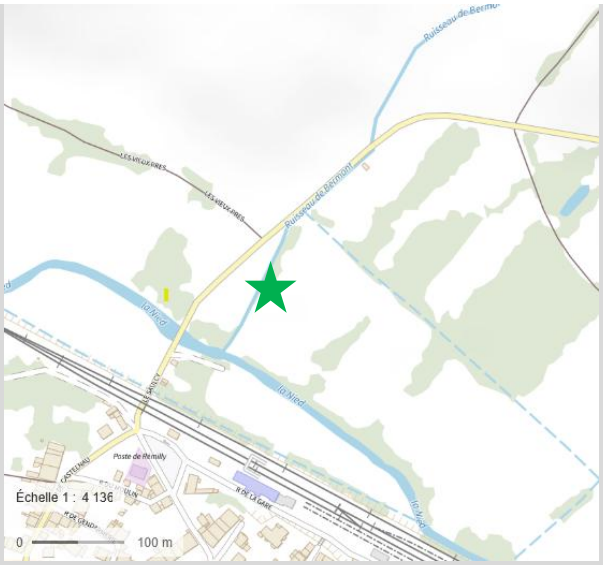
Localisation :	V43 –Ripisylve de la Nied Française
• Adresse : Les Vieux Prés • Secteur : NS	• Ne pas défricher
	

Localisation :	V44 -Alignement arbustif et arboré
• Adresse : Les Vieux Prés • Secteur : NS	• Ne pas défricher



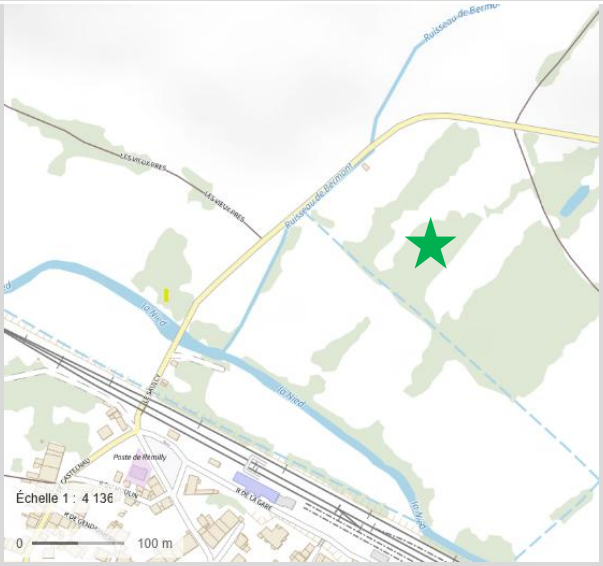


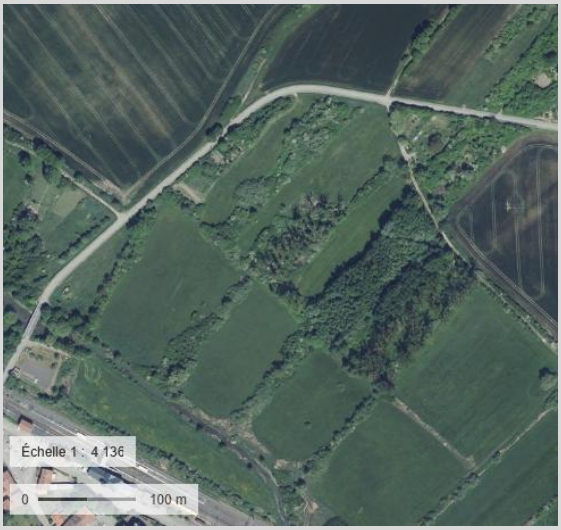
Localisation :	V45 –Alignement d'arbres
• Adresse : Les Vieux Prés • Secteur : NS	• Ne pas défricher





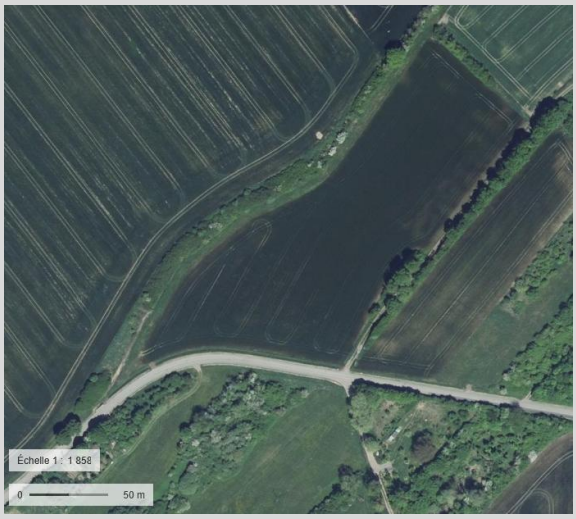
Localisation :	V46 –Bosquet
• Adresse : Les Vieux Prés • Secteur : NS	• Ne pas défricher





Localisation :	V47 –Ripisylve du Ruisseau de Bermont
• Adresse : La Grande Corvée • Secteur : N	• Ne pas défricher





Localisation :	V48 –Verger et bosquet
• Adresse : Haut des Vignes • Secteurs : AA et N	• Ne pas défricher



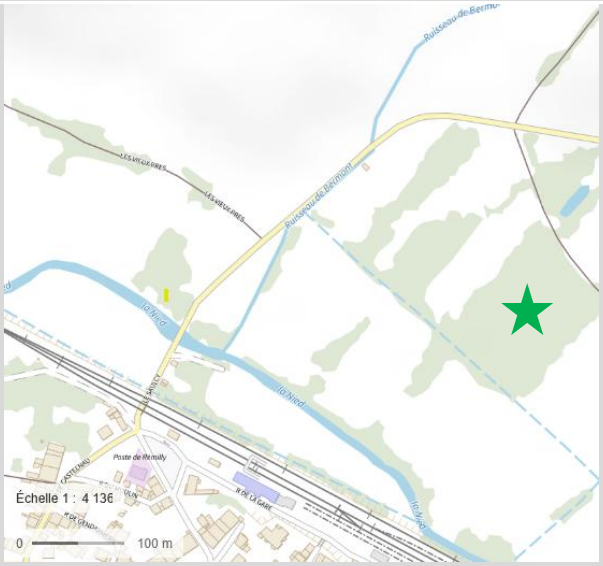


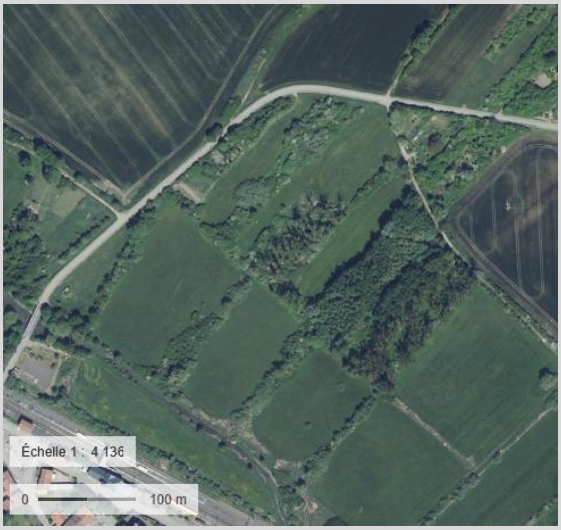
Localisation :	V49 -Verger et bosquet
• Adresse : Pièce dit Laleau • Secteurs : A et N	• Ne pas défricher



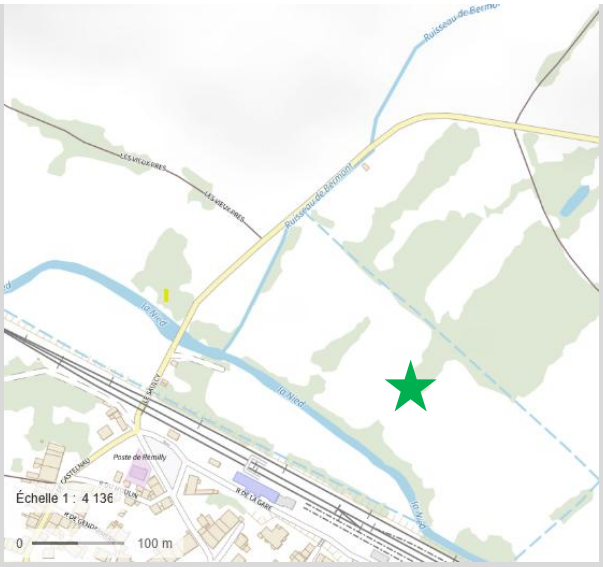


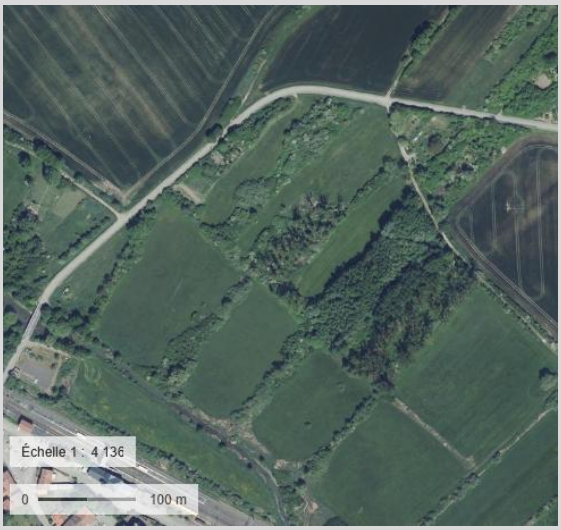
Localisation :	V50 –Bosquet
• Adresse : Pièce dit Laleau • Secteur : NS	• Ne pas défricher



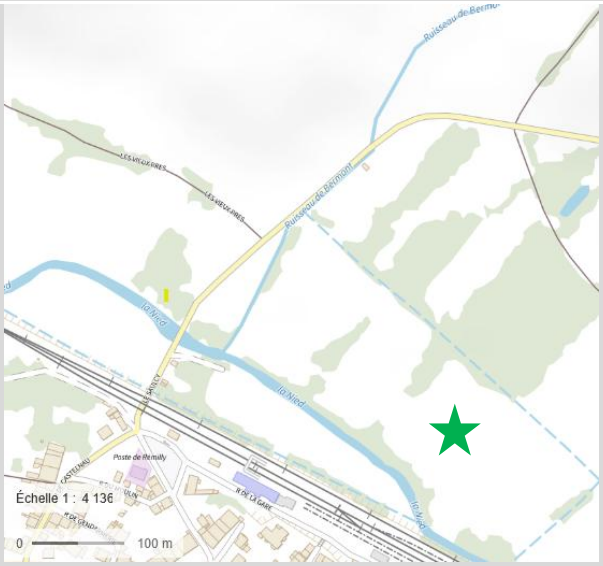


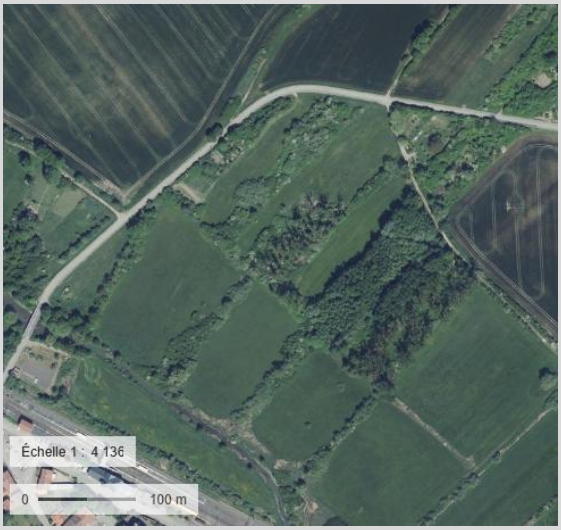
Localisation :	V51 –Alignement d’arbres
• Adresse : Pièce dit Laleau • Secteur : NS	• Ne pas défricher





Localisation :	V52 –Alignement d’arbres
• Adresse : Pièce dit Laleau • Secteur : NS	• Ne pas défricher





Localisation :	V53 –Alignement d’arbres
• Adresse : Pièce dit Laleau • Secteur : NS	• Ne pas défricher



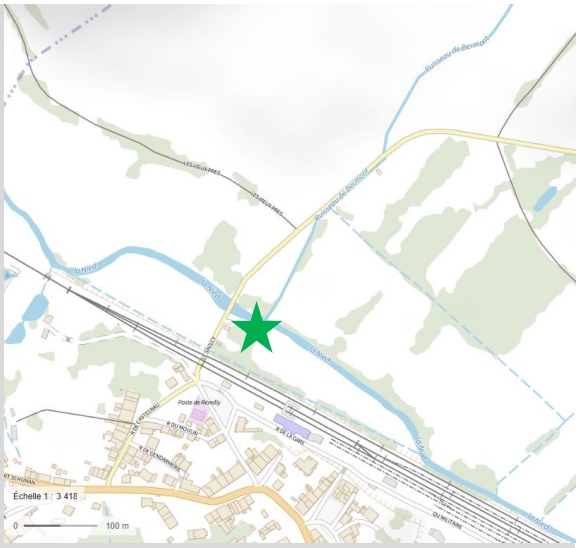


Localisation :	V54 –Ripisylve de la Nied Française
• Adresse : Pièce dit Laleau • Secteur : NS	• Ne pas défricher





Localisation :	V55 –Ripisylve de la Nied Française
• Adresse : Gare • Secteur : NS	• Ne pas défricher





4. LES INCIDENCES DU PROJET

Cette partie du rapport de présentation du PLU propose une évaluation des incidences du projet communal sur l'environnement en regardant plus précisément quels sont les impacts positifs et négatifs prévisibles des orientations du projet sur les ressources naturelles, les nuisances et les risques, le paysage et plus globalement la qualité de vie. Outre l'expression de la prise en compte de l'environnement et de sa mise en valeur, cette analyse précise également les précautions prises par le PLU pour limiter les impacts de certaines des orientations du projet sur l'environnement.

4.1 Risques et servitudes : une prise en compte essentielle

a) Cadrage général sur les risques

En matière de prise en compte des risques, il est nécessaire de définir précisément ce que recouvre la notion de risques. En effet, le risque dans son acception scientifique, s'entend comme la résultante cumulative d'un aléa (probabilité de réalisation d'un incident naturel ou technologique) et d'un enjeu (humain ou matériel).

Ainsi, le projet de développement communal, en tenant compte des risques, ne peut avoir de prise sur les aléas. En revanche, il doit porter une vigilance particulière à ne pas substantiellement aggraver la vulnérabilité des enjeux identifiés sur le ban communal (biens et personnes), ce qui aurait pour conséquence d'augmenter *de facto* le risque.

Pour mémoire, il y a plusieurs risques naturels d'ampleur diverse (inondations, retrait-gonflement des argiles et feux de forêt) et 3 risques technologiques (site SEVESO, conduite d'hydrocarbures, anciens sites industriels pollués) identifiés sur le territoire de REMILLY.

Le PLU prend en compte l'ensemble des risques naturels affectant le territoire communal en contribuant à la détermination du zonage du PLU, avant toute réflexion sur le devenir du développement urbain.

En effet, l'ensemble de ces risques a été pleinement intégré dans le zonage et sa transcription réglementaire à partir d'un classement en zone naturelle ou agricole inconstructible de la plupart emprises sujettes à exposition.

Pour exemple, les surfaces concernées par l'aléa retrait-gonflement des argiles ont toutes été incluses en zone NF (naturelle forestière).

Le risque inondation, qui impacte plus globalement le territoire, a également été pleinement pris en compte dans l'établissement du zonage. Les parties les plus vulnérables des berges de la Nied Française ont effet été classées en N (naturelle), NS (naturelle sensible) ou As (agricole sensible) afin d'assurer la préservation des actuelles zones d'expansion des crues et permettre le libre écoulement des eaux en cas d'inondation.

Dans le zonage, la commune a souhaité inscrire dans son projet un affichage significatif en termes de protection et de mise en valeur du cadre environnemental sur son ban communal, participant directement au cachet du village et à l'attractivité de son cadre de vie.

Le PLU vise à diminuer l'exposition de la population aux risques puisque le classement du territoire tient compte des risques. Le projet de révision du PLU n'aura donc aucun impact significatif sur les risques et ne contribuera pas à leur aggravation.

b) L'intégration des servitudes dans le projet communal

Le ban communal de REMILLY est parcouru par des servitudes d'utilité publique dont la prise en compte est capitale pour le bon développement du village sans risques ni nuisances majeures. C'est notamment le cas des SUP liées à la conduite d'hydrocarbures, tout comme de celle découlant du passage d'une ligne de chemin de fer sur le territoire.

Les caractéristiques de ces servitudes d'utilité publique ont contribué à la détermination du zonage du PLU, avant toute réflexion sur le devenir du développement urbain à partir de la prise en compte de périmètres d'inconstructibilité adaptés à la nature des SUP.

Le projet de révision du PLU n'aura donc aucun impact significatif sur les servitudes et respectera les prescriptions et préconisations liées.

4.2. Une préservation des sites naturels et de la biodiversité

c) Préservation des milieux naturels

La commune de REMILLY est concernée par la présence d'un site Natura 2000 (ZSC FR4100231 « Secteurs halophiles et prairies humides de la vallée de la Nied ») sur son territoire. Il convient ici de préciser que le projet de PLU de REMILLY n'aura pas d'incidences significatives sur ce site, ni sur l'environnement propre au ban communal, ni sur les autres périmètres localisés à proximité.

En complément, il est utile d'apporter quelques précisions quant aux impacts ou garanties apportées par le projet sur la préservation de ces espaces, et plus généralement des milieux naturels et de l'environnement. Le projet de développement tel que prévu au PLU :

- préserve les cours d'eau et leurs abords en interdisant leur construction par l'identification d'une marge inscrite en zone N ou NS (préservation des zones d'expansion des crues, préservation de l'intérêt écologique de ces différents secteurs).
- Préservation des réservoirs de biodiversité urbains identifiés dans la TVB locale à partir d'un classement en ERP végétal et EBC.
- sauvegarde les zones forestières et naturelles du ban communal par un zonage N, NE, NF et NS.
- limite l'étalement urbain : urbanisation entièrement en compacité vis-à-vis de la trame urbaine et réexploitation de l'emprise actuelle du collège.
- privilégie la densification du bâti : les Orientations d'Aménagement et de Programmation prévoient des densités compatibles avec celles préconisées par le SCOTAM. Par cette mesure, la commune souhaite limiter autant que possible l'imperméabilisation des sols.
- Le PLU préserve la fonctionnalité écologique des milieux naturels par un classement en zone N et NS pour les espaces les plus sensibles.
- préserve la couronne verte autour de la commune par un classement en N et NJ (jardin) et la détermination de 2 EBC.

d) Préservation des paysages, du patrimoine naturel et culturel

- Le PLU a identifié dans le rapport de présentation les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques à l'échelle locale. Il a préservé leur fonctionnalité écologique par un classement en zone naturelle, en EBC ou ERP végétal. Le positionnement des zones N a justement été réfléchi afin de préserver les secteurs paysagers à forts enjeux, qu'il s'agisse de points hauts ou de secteurs ouvrant la vue sur le grand paysage.
- Le PLU protège l'ambiance paysagère du Plateau lorrain, caractérisée par une dominance d'un relief plane ouvert, incisé par des vallées halophiles et par la présence ponctuelle de hauteurs boisées.
- Le PLU protège les espaces d'expression et d'épanouissement de la biodiversité que constituent les haies agricoles, les hauteurs boisés, la plaine agricole semi-humide, la ripisylve de la Nied Française et de ses affluents ainsi que les milieux halophiles et prairiaux humides attenants à partir d'un classement de l'ensemble de ces espaces en N, NE, NF, NS, A, Aa et As.
- Le PLU a pris en compte la situation de la commune, qui se positionne dans un contexte topographique aux variations modérées, directement implantée dans la Vallée de la Nied Française en veillant à l'intégration paysagère des constructions.

4.3. Climat, air, énergie : faire face au changement climatique

e) Lutter contre les émissions de gaz à effet de serre

- Les zones d'urbanisation future (1AU et 2AU) sont situées en contact direct avec les routes départmentales RD999 et RD75, dans une perspective de connexion facilitée avec le cœur du bourg, ses équipements publics et ses services.
- L'OAP du Secteur du Moulin sanctuarise des franges végétales autour des futures habitations et incitent à la plantation de mails plantés pour assurer le développement de linéaires de respiration urbaine. Le classement des franges et espaces végétalisés disséminés dans la trame urbaine en zone naturelle vise un même objectif.
- Le PADD encourage la mise en œuvre de nouvelles technologies et favorise l'utilisation d'énergies renouvelables.
- Plusieurs ERP végétaux et EBC ont été repérés dans le règlement graphique du PLU (selon les figurés suivants) pour maintenir une dynamique de captation du CO^2 par le végétal : 

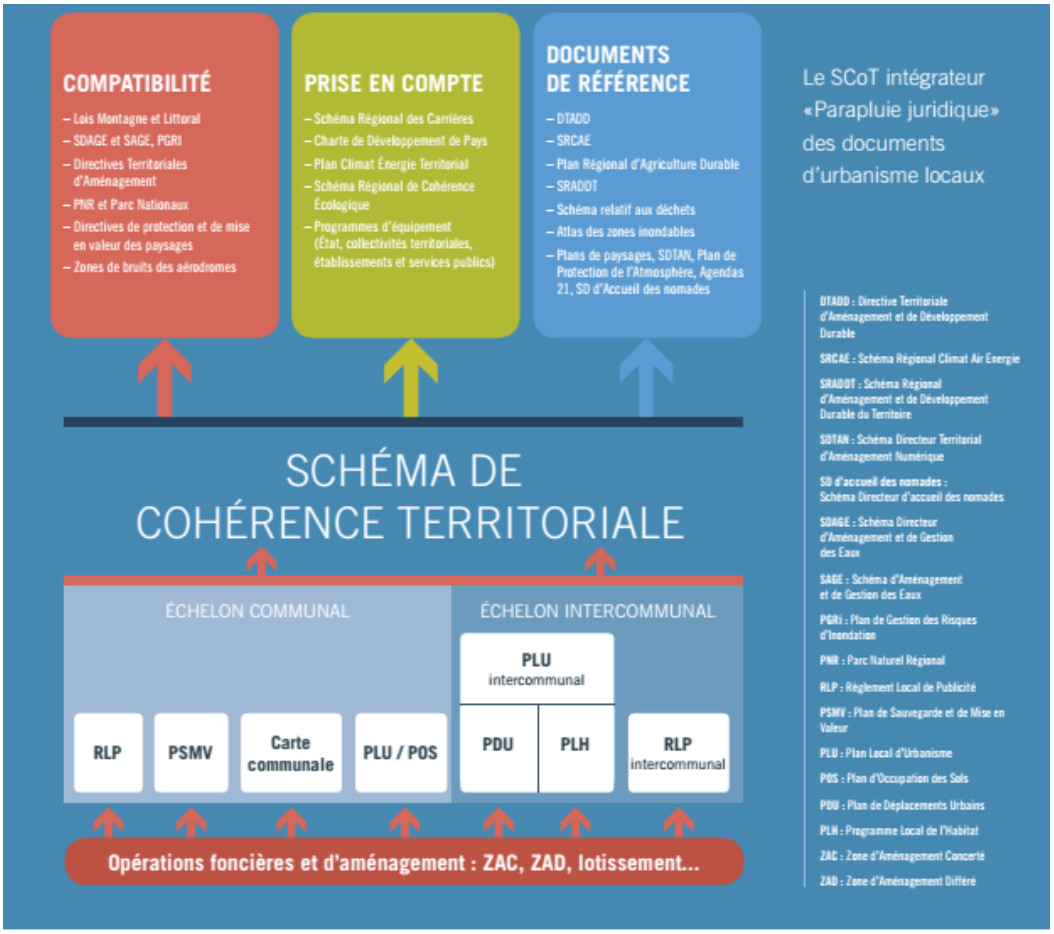
4.4. La hiérarchie des normes : une intégration volontariste des objectifs supra communaux

Le droit de l'urbanisme reconnaît une hiérarchie « pyramidale » entre la multitude de documents et schémas de planification pouvant être amenés à coexister. Cette hiérarchie est également guidée par des principes et rapports entre ces documents sensiblement différents, selon que ceux-ci doivent s'inscrire en prise en compte, compatibilité ou conformité par rapport au document de norme supérieure.

En cela, ces 3 notions peuvent être distinguées comme suit :

- **Prise en compte**
  Obligation de ne pas ignorer. Possibilité de déroger pour un motif justifié.
- **Compatibilité**
  Obligation de non-contrariété. Possibilité de divergence entre les deux documents, mais à condition que les options fondamentales ne soient pas remises en cause par le document devant être compatible.
- **Conformité**
  Obligation de stricte identité. L'acte subordonné ne doit pas s'écarter de la norme supérieure.

Par ailleurs, le schéma ci-après reprend les principaux schémas et documents impactant le droit de l'urbanisme, en précisant les rapports différents. En la matière, les dernières évolutions législatives des lois Grenelle et ALUR ont sensiblement conforté le rôle « intégrateur » du SCoT, celui-ci devant désormais assurer pour les documents de norme inférieure (PLU / PLUi notamment) les différents niveaux de respect des documents lui étant supérieur. Ce SCoT intégrateur permet ainsi à un PLU, en étant compatible au SCoT, d'être compatible avec tous les autres documents de portée supérieure au PLU.

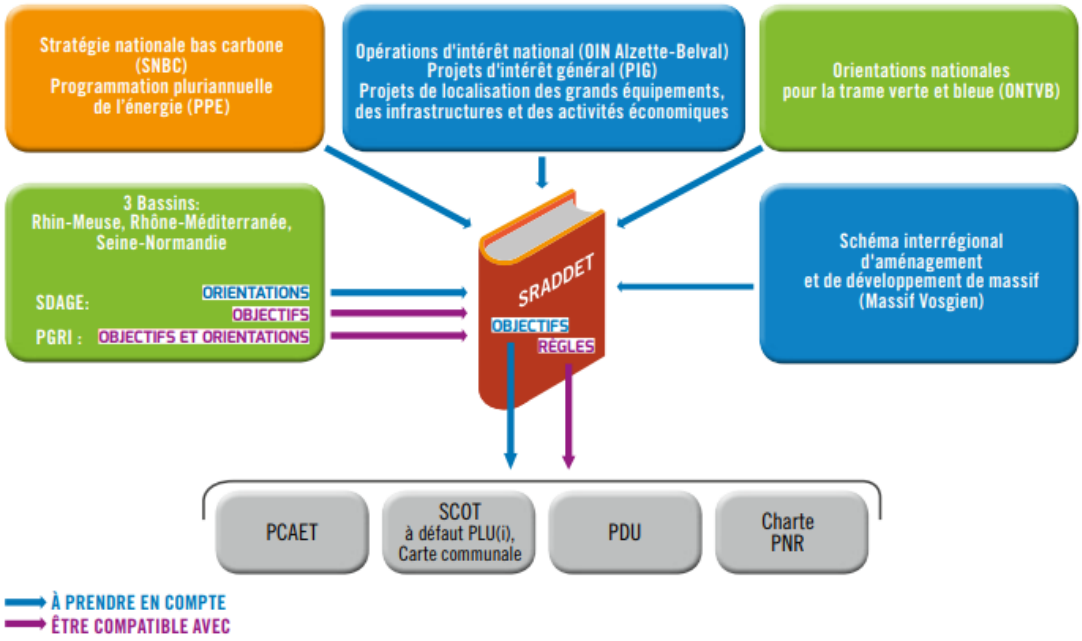


Source : www.scotchalonnais.fr

- **Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalite des Territoires (SRADDET)**

Avec la création de la région Grand Est en 2016, un nouvel échelon a été inventé pour formaliser la stratégie régionale de développement programmée à l'horizon 2050. Le **Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)** pose une stratégie d'avenir pour le Grand Est (Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine). Comme son nom l'indique, cette stratégie est transversale. Sa mise en œuvre couvre un panel large de sujets : l'aménagement du territoire, les transports et mobilités, le climat-air-énergie, la biodiversité, l'eau, la gestion des déchets… La région Grand Est a voulu un SRADDET co-construit et partagé largement avec tous (collectivités territoriales, Etat, acteurs de l'énergie, des transports, de l'environnement, associations, et des citoyens). Le SRADDET a été approuvé le 24 janvier 2020 et modifié le 18 décembre 2025.

Le SRADDET est le premier schéma régional d'aménagement du territoire à caractère prescriptif. Le SRADDET n'a pas vocation à se substituer aux documents qu'il cible. Au contraire, il s'inscrit dans le principe de subsidiarité et il n'engendre pas de charge d'investissement ou de fonctionnement récurrente pour les collectivités territoriales et leur structure de coopération. Le SRADDET respecte la hiérarchie des normes.



Source : https://www.grandest.fr

La stratégie du SRADDET fixe 30 objectifs organisés autour de deux axes stratégiques qui répondent aux deux enjeux prioritaires et transversaux identifiés : **l'urgence climatique et les inégalités territoriales.** L'analyse de la compatibilité du PLU avec le SRADDET s'appuie sur les 30 règles générales énoncées par celui-ci.

Jauge de compatibilité :

	Non concerné – Règle ne concernant pas les documents d'urbanisme
	Non applicable au territoire
	Non compatible
	Compatibilité partielle
	Compatibilité effective

Chapitre	Règles énoncées par le SRADDET	Compatibilité du PLU	Degré de prise en compte
Chapitre 1 : Climat, Air, Energie	1. Atténuer et s'adapter au changement climatique	*La commune met en œuvre une politique permettant de réduire la production de GES à l'origine du réchauffement climatique en réduisant les déplacements automobiles et en économisant l'énergie (conception générale de l'aménagement favorable à la réduction des déplacements de la population, mise en valeur des liaisons douces...).*	
	2. Intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement, la construction et la rénovation		
	3. Améliorer la performance énergétique du bâti existant		
	4. Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises		
	5. Développer les énergies renouvelables et de récupération		
	6. Améliorer la qualité de l'air		

Chapitre 2 : Biodiversité et gestion de l' eau	7. Décliner localement la trame verte et bleue	*Le PLU protège l'environnement. Il s'appuie sur un repérage de la TVB au niveau local et met en place un zonage naturel pour les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité.* *Il sanctuarise les zones à haute sensibilité environnementale (ZSC Natura 2000) et protège les espaces concernés par des risques d'expansion de crue aux abords de la Nied Française par un zonage adapté. Tous les éléments de la TVB sont classés en zone N et préservés de toute urbanisation*.	
	8. Préserver et restaurer la trame verte et bleue		
	9. Préserver les zones humides		
	10. Réduire les pollutions diffuses		
	11. Réduire les prélèvements d'eau		
Chapitre 3 : Déchets et économie circulaire	12. Favoriser l'économie circulaire	*C'est la Communauté de Communes du Sud Messin qui à sa charge la collecte des déchets ménagers sur le territoire.* *Les ordures ménagères sont collectées hebdomadairement et le recyclable tous les 15 jours. L'apport volontaire se fait dans des bacs pour le verre et les textiles.* *En 2018, les habitants de l'EPCI ont produit en moyenne 486 kg de déchets (hors gravats) répartis comme ceci :* - *176 kg/an d'ordures ménagères, soit 36% des déchets produits* - *43 kg/an de verre, soit 9% des déchets produits* - *66 kg/an d'emballages ménagers recyclables, soit 14% des déchets produits* - *201 kg/an d'ordures en déchetterie, soit 41% des déchets produits.* *Par rapport au département mosellan, les habitants de l'intercommunalité produisent moins d'ordures ménagères (-49 kg/an).* *Les déchets verts sont transformés en compost au niveau du site de Louvigny.*	
	13. Réduire la production de déchets		
	14. Agir en faveur de la valorisation matière et organique des déchets		
	15. Limiter les capacités d'incinération sans valorisation énergétique et de stockage		

		L'EPCI mène plusieurs campagnes de sensibilisation à la réduction des déchets en mettant en place : - *Une tarification incitative ainsi qu'un guide explicatif* - *Des interventions d'un agent du service déchets ménagers sur le compostage et la vente de composteurs à bas prix* - *Une journée de ramassage des déchets.*	
Chapitre 4 : Gestion des espaces et urbanisme	16. Atteindre le ZAN en 2050	*Le PLU joue la carte de la sobriété foncière en ouvrant à l'urbanisation uniquement des secteurs en contiguïté immédiate de la trame existante, tout en respectant les besoins correspondant à l'ambition démographique fixée par le PADD et les critères de mobilisation foncière délimités par les documents supra-communaux (SCoTAM et SRADDET Grand Est). En effet, les enveloppes de développement résidentiel (4,15 ha) et économique (5,45 ha) sont chacune inférieures aux maximas précisés par le SCoTAM (4,82 ha et 15 ha respectivement) et anticipent la future mise en compatibilité du SCoTAM avec le SRADDET Grand Est (MEC qui déclinera l'objectif ZAN en fonction des enjeux et strates du grand territoire messin). En outre, le projet de révision du PLU conduit à une réduction très importante des possibilités d'ouverture à l'urbanisation par rapport au document antérieur (-80%).* *Le projet de révision du PLU s'appuie préférentiellement sur le potentiel foncier rémillois mobilisable en infra urbain (dents creuses), déjà artificialisé (friche bâtie du collège) ou faisant l'objet d'une autorisation d'urbanisme valable (extension de la ZA des 5 Épis).* *Le règlement du PLU protège le patrimoine bâti historique et architectural et favorise un aménagement qualitatif dans ses zones à urbaniser tout en optimisant sa production de logements.* *Le développement urbain résidentiel se concentre au sein de la trame urbaine existante pour réduire au maximum la consommation foncière et l'étalement urbain.*	
	17. Optimiser le potentiel foncier mobilisable		
	18. Développer l'agriculture urbaine et périurbaine		
	19. Préserver les zones d'expansion de crues		
	20. Décliner localement l'armature urbaine		
	21. Renforcer les polarités de l'armature urbaine		
	22. Optimiser la production de logements		
	23. Concilier zones commerciales et vitalité des centres-villes		

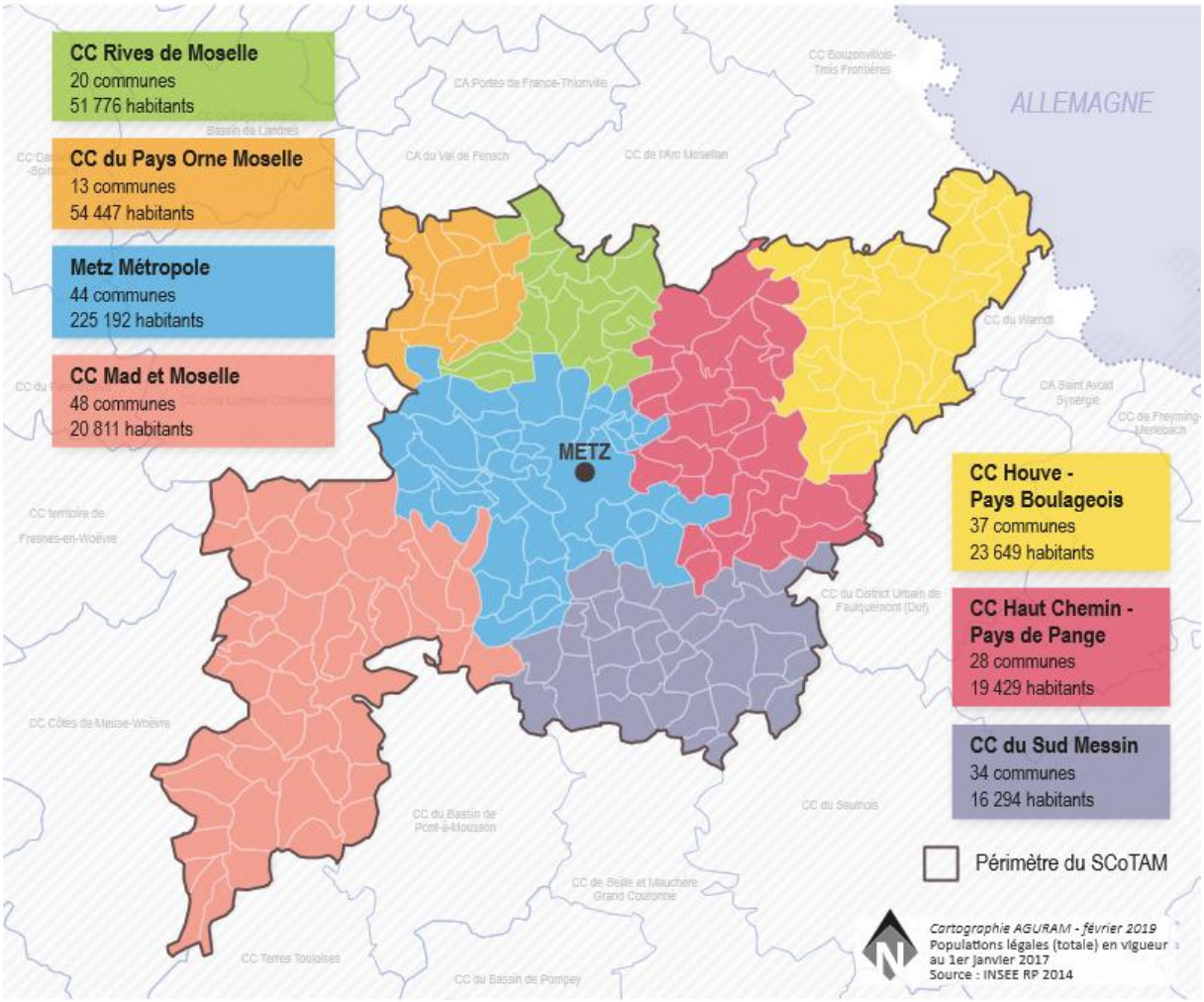
	24. Développer la nature en ville	*La commune limite sa consommation d'ENAF en s'inscrivant dans une démarche compatible avec les enveloppes foncières (habitat et activités) du SCoTAM. Les ouvertures à l'urbanisation programmées se font d'ailleurs dans le cadre d'une dynamique portée par l'EPCI lui-même.*	
	25. Limiter l'imperméabilisation des sols	*Le PLU s'articule de manière à conforter la place de bourg-centre qu'occupe actuellement par REMILLY en développant son offre d'équipements, de commerces et d'activités artisanales, tout en diversifiant son offre de logements, afin de mettre en adéquation son parc avec les structures familiales et ménagères de la municipalité.* *La détermination de zones N et Nj infraurbaines permet d'accompagner le maintien et le développement de la « nature en ville » en sanctuarisant des poches de respiration.* *Les articles UA5, UB5 et 1AU5 du règlement littéral du PLU en révision disposent que « les espaces extérieurs hors construction devront être perméables sauf accès garage et terrasse ». En outre les OAP sectorielles encouragent l'infiltration des eaux à la parcelle. Quant à l'OAP sectorielle des 5 Épis, elle précise un minima d'emprise perméable d'au moins 20% de la surface totale du secteur.*	
Chapitre 5 : Transports et mobilités	26. Articuler les transports publics localement, régionalement et au-delà	*Située dans la périphérie sud-est de l'agglomération messine, et bien desservie par le réseau départemental (RD999), REMILLY est confrontée au phénomène de la périurbanisation et à une forte dépendance à l'automobile. Néanmoins, elle est bien desservie par les transports en commun (Gare SNCF sur le bourg, lignes de bus Fluo Grand Est), ce qui lui permet de disposer de connexions alternatives aux grands pôle urbains lorrains.*	
	27. Optimiser les pôles d'échanges et leurs alentours		
	28. Renforcer et optimiser les plateformes logistiques multimodales		
	29. Intégrer le réseau d'infrastructures cyclables et routiers d'intérêt régional		

	30. Améliorer la voirie, décarboner les mobilités		

Le Schéma de Cohérence Territoriale de l'Agglomération Messine (SCoTAM)

Le Syndicat Mixte du SCoTAM a décidé d'engager l'élaboration de son Schéma de Cohérence Territoriale approuvé initialement en 2014.

La révision du SCoTAM approuvée le 1er juin 2021 a notamment permis d'intégrer les nouvelles dispositions réglementaires des **lois Grenelle et ALUR**, et d'adapter le SCoT aux enjeux et orientations actualisées qui fondent le projet de territoire, et notamment de répondre au déclin attendu de population, dans une perspective de redynamisation de son périmètre.



Entre 2014 et 2019, le périmètre du SCoT s'est étendu en intégrant la Communauté de Communes Mad et Moselle. Le territoire du SCoTAM est ainsi représenté à ce jour par 224 communes et plus de 415 000 habitants.

A titre d'exemple, le projet communal s'appuie sur les **grands axes du PADD définis par le SCoTAM** approuvé le 1er juin 2021. Le projet politique du SCoT se traduit par les axes suivants.

- ✓ ***Axe 1 :*** *Révéler notre patrimoine paysager et écologique*
- ✓ ***Axe 2 :*** *Gérer nos ressources durablement*

- ✓ ***Axe 3 :*** *Développer et organiser un territoire des proximités*
- ✓ ***Axe 4 :*** *Rayonner dans et au-delà des frontières*

Dans son Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO), ces objectifs sont répartis en différentes sections :

- ✓ ***Section 1 :*** *Armature urbaine et organisation de l'espace*
- ✓ ***Section 2 :*** *Armature écologique*
- ✓ ***Section 3 :*** *Stratégie paysagère*
- ✓ ***Section 4 :*** *Gestion durable des ressources*
- ✓ ***Section 5 :*** *Prévention des risques*
- ✓ ***Section 6 :*** *Économie du foncier, politique foncière et aménagement stratégique*
- ✓ ***Section 7 :*** *Politique de l'habitat*
- ✓ ***Section 8 :*** *Organisation des mobilités*
- ✓ ***Section 9 :*** *Évolution des infrastructures de transport*
- ✓ ***Section 10 :*** *Accueil des activités économiques*
- ✓ ***Section 11 :*** *Développement touristique et valorisation du patrimoine culturel*

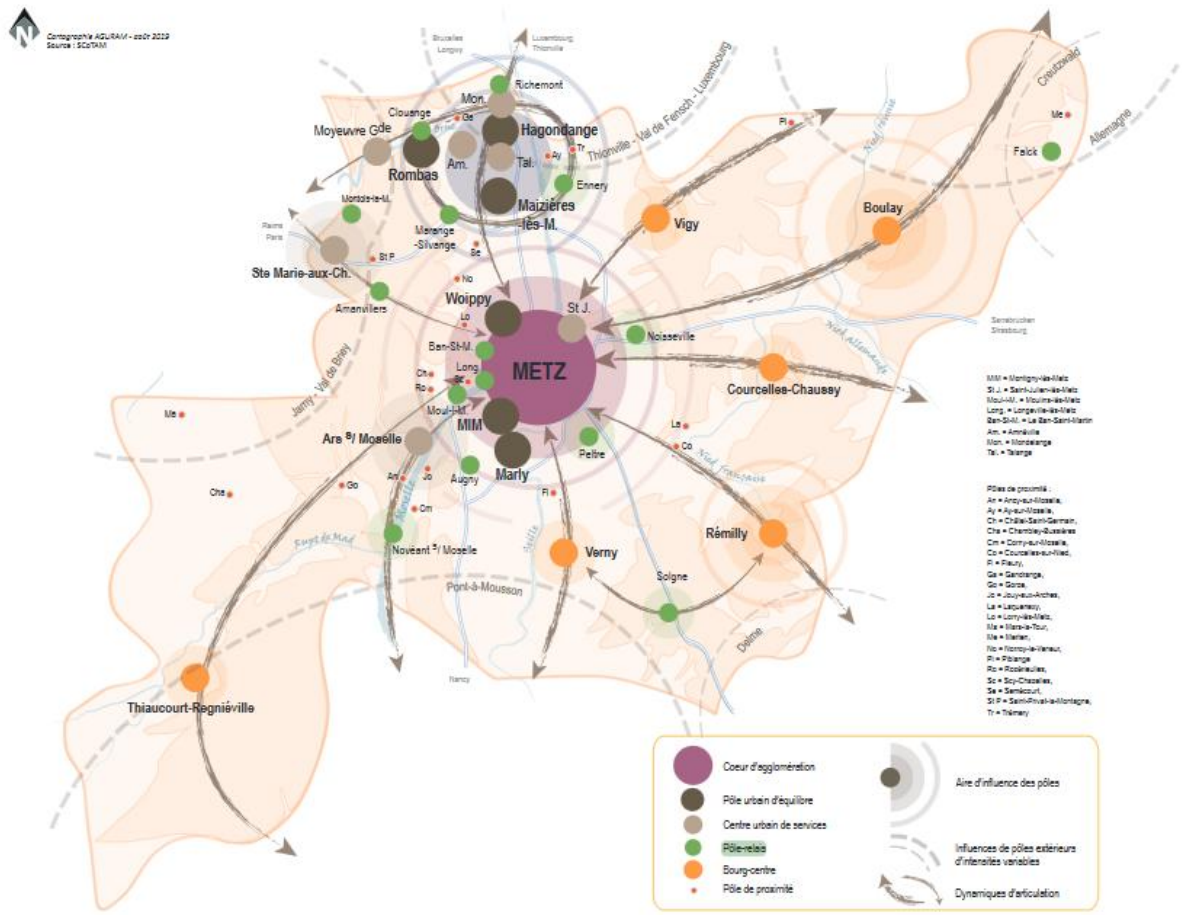
Suite à l'agrandissement de son périmètre, l'armature territoriale du SCoTAM est découpée en 5 niveaux de polarisation : un cœur d'agglomération (Metz), 5 pôles d'équilibre (Montigny-lès-Metz, (Marly, Rombas, Hagondange et Maizières-lès-Metz), 7 centres urbains de services (Ars-sur-Moselle, Saint-Julien-lès-Metz, Sainte-Marie-aux-Chênes, Moyeuvre-Grande, Amnéville, Talange et Mondelange), 14 pôles-relais, 6 bourgs-centres et 20 pôles de proximité.

Le SCoT a défini un **scénario de développement résidentiel** au regard des rythmes passés de construction de logements sur le territoire par intercommunalité.

A la lecture des objectifs du SCoT, les besoins fonciers destinés à l'habitat (en extension) sur le pas de temps 2015-2032 ont été estimés à 714 ha sur tout le territoire du Syndicat Mixte, soit une consommation annuelle équivalente à 37,58 ha.

Il faut néanmoins pondérer la construction neuve en extension nécessaire avec le potentiel en mutabilité existante (dents creuses, friches et bâti mutable).

Armature urbaine du SCoTAM (source : DOO)



La ville de REMILLY est considérée comme **bourg-centre** dans le périmètre du SCoTAM. Comme détaillé en amont, le projet de révision du PLU de la commune s'inscrit pleinement dans une **démarche de pleine compatibilité** avec le document. Le PLU révisé s'efforce en effet de **respecter les plafonds (et les minimas) du SCOTAM** en termes d'enveloppes foncières (habitat et activités), d'enveloppes logement et la densité préconisée.

Le tableau qui suit vient également préciser la compatibilité du futur PLU révisé avec les grandes lignes du Document d'Orientations et d'Objectifs du SCoTAM, en détaillant par thématique les objectifs et recommandations, et en renseignant parallèlement à cela les réalisations concrètes du PLU pour répondre à ces objectifs, ou les justifications de la non-atteinte de l'objectif le cas échéant.

SCoT de l'Agglomération Messine	Intégration dans le PLU
SECTION 1 : ARMATURE URBAINE ET ORGANISATION DE L'ESPACE	
Organisation de l'espace	
Cible 1.1.Confirmer le cœur de l'agglomération messine **Cible 1.2. Améliorer l'articulation et la coopération entre les polarités du bassin Orne Moselle, pour structurer un véritable bassin de vie** **Cible 1.3. Renforcer la vie locale en s'appuyant sur le rayonnement des centres urbains de services et des bourgs centres** **Cible 1.4. Assurer un maillage de services au plus près des habitants, à travers les pôles relais et les pôles de proximité** **Cible 1.5. Maintenir des espaces périurbains et ruraux vivants et animés**	*Le PLU accompagne une politique de l'habitat visant à consolider la stature de REMILLY au sein de l'armature territoriale du SCOTAM afin d'inscrire la commune dans une dynamique de connexion renforcée avec les autres polarités du Sud Messin.* *L'intégration des différents équipements publics et des zones attenantes en UE vise expressément à maintenir ces infrastructures et accompagner leur développement au service du renforcement du rôle de bourg-centre qu'occupe la commune.*

Développement de la vie locale	
Cible 1.6. Renforcer l'offre de services de proximité **Cible 1.7. Accueillir de nouveaux habitants en fonction du niveau de services qui peut leur être fourni** **Cible 1.8. Améliorer le niveau de desserte des différentes polarités**	*<u>PADD :</u>* *Envisager d'accueillir 100 nouveaux habitants à terme (horizon 10 ans), en rapport avec le positionnement de la commune dans l'armature territoriale locale.* *Tenir compte de la centralité diffuse et accompagner son évolution.* *Répondre aux besoins des activités artisanales, commerciales, industrielles et tertiaires du territoire en accompagnant leur développement.* *Maintenir la mixité des fonctions dans le centre.* *Réhabiliter le centre social, notamment pour permettre de répondre aux demandes du tissu associatif* *Maintenir le tissu serviciel et médico-social et répondre aux besoins liés.* *Maintenir le tissu serviciel et médico-social et répondre aux besoins liés.* *Permettre l'accueil de spécialistes de santé de manière temporaire.* *Permettre le développement des activités de loisirs.* *Tenir compte de la capacité des réseaux dans l'élaboration du projet*
Grands projets d'équipements et de services	

Cible 1.9. Achever le déploiement du réseau de communications numériques **Cible 1.10. Ancrer les équipements de portée métropolitaine sur le territoire** **Cible 1.11. Couvrir le territoire en équipements de niveau intermédiaire**	*Le PLU accompagne l'installation de projets économiques de portée intercommunale en délimitant un périmètre 1AUX sur en continuité de la ZAC existante.*

SECTION 2 : ARMATURE ECOLOGIQUE

Conserver la trame verte et bleue existante

Cible 2.1. Préserver les continuités forestières **Cible 2.2. Maintenir la qualité et la diversité biologique des grands massifs forestiers** **Cible 2.3. Conserver l'intégrité des petits espaces boisés** **Cible 2.4. Assurer la gestion de l'occupation des sols au niveau des lisières** **Cible 2.5. Limiter la disparition des prairies et la constitution de nouvelles ruptures dans la matrice prairiale** **Cible 2.6. Préserver les vergers périvillageois** **Cible 2.7. Préserver et gérer les milieux thermophiles ouverts de manière à maintenir leurs intérêts écologiques**	*Le PLU inclus l'ensemble du couvert forestier communal en secteur NF, sur laquelle les seuls modes d'occupation du sol autorisés sont orientés en direction de l'activité sylvicole et d'ouvrages nécessaires aux services publics. Les abords agricoles de ces formations ont été inclus dans le secteur Aa pour limiter toute forme d'artificialisation dans leur périphérie immédiate.* *La majeure partie des linéaires végétaux (haies agricoles, ripisylve de la Nied Française et de ses affluents et alignements arborés dans les milieux prairiaux et sur le coteau) a aussi été intégrée en zones naturelles ou dans le secteur agricole sensible. Deux formations végétales ont bénéficié d'un traitement spécifique via un classement en tant qu'EBC (intégrées au parc arboré du château des Rolland-Peupion).* *Les espaces prairiaux de fond de vallée, intégrés au périmètre Natura 2000 – ZSC FR4100231 « Secteurs halophiles et prairies humides de la vallée de la Nied » et qui abrite une biodiversité remarquable, sont préservés par un classement en As et Ns qui limitent les modes d'occupation du sol aux seuls aménagements de préservation et de mise en valeur environnementale.* *Le reste des milieux prairiaux attenantes a également bénéficié d'une protection zonale par un classement en zone naturelle.* *Au moyen de nombreuses zones N et secteurs NJ infraurbains, le PLU assure la conservation et l'épanouissement d'îlots de respiration urbaine et de transition avec les milieux naturels.*

Cible 2.8. Conserver les continuités aquatiques et la qualité des lits des cours d'eau **Cible 2.9. Préserver les zones humides et leurs pourtours** **Cible 2.10. Prévenir l'apparition de ruptures Biologiques** **Cible 2.11. Favoriser la nature en ville et la pénétration de la biodiversité en milieu urbain et périurbain**	
Effacer les ruptures physiques et mettre en réseau les cœurs de nature isolés	
Cible 2.12. Reconnecter les espaces forestiers et renforcer les trames boisées **Cible 2.13. Supprimer les ruptures liées aux infrastructures terrestres au niveau des corridors forestiers**	*Le PLU accompagne le maintien et le renforcement des continuités forestières en sanctuarisant les charnières semi-boisés par un classement en N ou Aa.* *La détermination de zones NJ et N infraurbains vise à récréer une sous-trame verte urbaine, favorable à l'épanouissement de la biodiversité.* *Le corridor écologique forestier est entièrement inclus en zone naturelle et agricole pour endiguer toute potentielle nouvelle rupture.* *L'inclusion des rives de la Nied Française en zones naturelles et agricole sensible participe à la reconstruction progressive de zones de transition semi-humides entre le cours d'eau et l'espace urbanisé.*

Cible 2.14. Atténuer les discontinuités dues à l'urbanisation **Cible 2.15. Conforter le continuum des espaces thermophiles ouverts** **Cible 2.16. Réduire les obstacles sur les cours d'eau** **Cible 2.17. Renforcer le maillage de zones humides et reconstituer les réseaux aquatiques**	
Coupler les enjeux de valorisation paysagère avec ceux de préservation de la biodiversité et de la santé	
Cible 2.18. Définir des objectifs d'aménagements mutualisant qualité paysagère, maintien du vivant et réduction des risques naturels **Cible 2.19. Aménager des cheminements piétons-vélo pédagogiques associant pratiques sportives,**	*Les différentes OAP et les dispositions du règlement sont efforcés d'accompagner au maximum l'intégration paysagère des nouvelles constructions.* *<u>PADD :</u>* *Tenir compte du projet de sentiers de promenade portés par la CC et les intégrer aux mobilités du quotidien et de loisirs.*

découverte de la biodiversité et lecture du paysage **Cible 2.20. Partager la connaissance et les expériences**	
SECTION 3 : STRATEGIE PAYSAGERE	
L'insertion des projets dans leur site et leur environnement	
Cible 3.1 : Diagnostiquer le paysage pour mieux aménager **Cible 3.2 : S'appuyer sur les composantes paysagères locales pour Déterminer les caractéristiques des projets urbains** **Cible 3.3 : Développer la qualité des entrées et traversées de villes et de villages** **Cible 3.4 : Prévoir les transitions entre espaces urbanisés et espaces agricoles, naturels et forestiers**	*Le zonage du PLU s'inscrit dans un respect des 3 grandes entités paysagères qui composent la structure topographique communale. Le fond de vallée est en effet classée en zone urbaine sur l'emprise bâtie et naturelle dans les milieux prariaux bordant la Nied Française, la plaine agricole semi-humide en zone agricole et les hauteurs boisées en secteur naturel forestier.* *Les dispositions relatives à chaque type de zone est donc aussi logiquement adaptées à chaque entité paysagère, permettant d'assurer la préservation de leurs caractéristiques inhérentes.* *En bordure de zones urbaines, de nombreuses zones N et NJ ont été délimitées afin de conserver et, dans certains cas de figure, faire émerger des espaces de transition entre les milieux agricoles, prairiaux et forestiers.*
La qualité paysagère dans les opérations d'aménagement	

Cible 3.5 : Concevoir des projets urbains perméables à l'eau et donnant une large place au vivant **Cible 3.6 : Intégrer les ressources locales dans les projets d'aménagement** **Cible 3.7 : Développer des espaces publics multifonctionnels** **Cible 3.8 : Soigner les activités économiques à fort impact visuel**	*Les 2 OAP sectorielles réalisées s'attachent toutes à définir des règles environnementales exigentes, favorables au développement du vivant. Elles comportent aussi chacune des dispositions fléchant l'infiltration des eaux à la parcelle.* *L'ouverture à l'urbanisation projetée sur le secteur du Moulin associera fonctions résidentielle (1AU et 2AU), serviciel (1AUEP) et associative (jardins partagés attenants).* *Les activités économiques à « fort impact visuel » seront concentrées sur le seul secteur 1AUX et encadrées par des règles d'intégration paysagères exigeantes.*
Les paysages au service des transitions	
Cible 3.9 : Associer urbanisme réversible, biodiversité et changement climatique **Cible 3.10 : Maîtriser les îlots de chaleur urbains et la densification** **Cible 3.11 : Diversifier les sources d'énergie en veillant à leur intégration paysagère**	*Le règlement dispose que toute nouvelle construction devra se mettre en conformité avec les règlementations énergétiques existantes. L'isolation thermique par l'extérieur est autorisée sur l'ensemble du ban communal dans une logique de sobriété énergétique du bâti. Toutefois des règles d'épaisseur ont été définies afin de limiter d'éventuels impacts néfastes sur les paysages urbains.* *La préservation d'espaces végétalisés infraurbains (par leur classement en zones N ou Nj) et la délimitation de centralités vertes dans les secteurs ouverts à l'urbanisation participent au maintien et au renforcement d'un réseau d'îlots de fraicheur urbain.* *<u>PADD :</u>*

	Encourager les constructions économes en énergie. *Permettre le développement du photovoltaïque sur les bâtiments publics.* *Encourager le développement des dispositifs de production d'énergies renouvelables, notamment sur les bâtiments d'activités.* *Veiller à l'orientation des constructions.*
Mettre en scène et en récit l'important patrimoine paysager	
Cible 3.12 : Préserver la diversité paysagère **Cible 3.13 : Valoriser le patrimoine paysager emblématique** **Cible 3.14 : Raconter et faire connaître les paysages**	*Comme susmentionné, le classement des différentes zones recoupe le découpage paysager du territoire communal pour en préserver les composantes.* *Une partie du patrimoine paysager végétal de la commune est préservé par des repérages ERP – EBC.*
SECTION 4 : UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES	
Modérer et optimiser l'usage de l'eau	

Cible 4.1 : Gérer l'eau potable de manière économe **Cible 4.2 : Gérer les eaux pluviales en tant que ressources à part entière et limiter les risques d'inondations en aval** **Cible 4.3 : Valoriser l'eau comme élément d'aménité et support d'activités de loisirs** **Cible 4.4 : Gérer efficacement les eaux usées**	*Les espaces localisés en fond de vallée non urbanisé ont été intégrés aux zones naturelles pour limiter l'aggravation d'une exposition au risque d'inondation.* *<u>PADD :</u>* *Favoriser l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle.* *Préserver les zones humides.*

Exploiter avec sobriété les ressources du sous-sol

Cible 4.5 : Atténuer l'empreinte de l'exploitation de matériaux alluvionnaires et de pierre de taille	*N'est pas du ressort du PLU.*
Utiliser les ressources du sol de manière pérenne	
Cible 4.6 : Développer une agriculture urbaine et périurbaine et favoriser l'émergence de filières locales **Cible 4.7 : Favoriser la structuration d'une filière bois** **Cible 4.8 : Protéger les exploitations et limiter le morcellement des terres**	*L'intégration de la grande majorité des zones à caractère agricole en zone A constructible permet d'assurer la pérénité et le développement du secteur agricole local.* *En zone A constructible, le règlement autorise les bâtiments destinés à l'artisanat, au commerce de détail, à la restauration ou aux hébergements touristiques à condition qu'ils s'inscrivent dans une démarche de diversification agricole.* *Le règlement du PLU autorise l'exploitation forestière en secteur NF, favorisant une meilleure structuration de la filière bois sur le territoire.* *En zone A constructible, le règlement autorise les constructions nécessaires au développement agricole des exploitations.* *<u>PADD :</u>* *Garantir une mobilité agricole efficiente, en assurant le maintien de bonne condition de circulation des engins agricoles et un accès aisé aux parcelles agricoles disséminées sur le ban communal.*
Améliorer la qualité de l'air et diversifier les sources d'énergie	

Cible 4.9 : Améliorer la qualité de l'air et de l'atmosphère **Cible 4.10 : Valoriser l'énergie solaire** **Cible 4.11 : Développer l'énergie éolienne**	*PADD :* *Adapter le projet au changement climatique.* *Permettre le développement du photovoltaïque sur les bâtiments publics.* *Encourager le développement des dispositifs de production d'énergies renouvelables, notamment sur les bâtiments d'activités.* *Veiller à l'orientation des constructions.* *Règlement littéral :* *Les panneaux solaires et photovoltaïques sont autorisés sur les toitures dans l'ensemble des zones urbaines, à urbaniser et agricoles du PLU.*
SECTION 5 : PREVENTION DES RISQUES	
Agir pour la prévention des risques naturels ou liés aux activités humaines	
Cible 5.1 : Améliorer la connaissance des aléas **Cible 5.2 : Prévenir les risques d'inondations et de remontées de nappe** **Cible 5.3 : Prévenir les risques de mouvements de terrain** **Cible 5.4 : Prévenir les risques miniers**	*Les secteurs ouverts à l'urbanisation ne sont ciblés sur des espaces impactés par des aléas ou risques qui exposeraient fortement les populations.* *Le PLU s'est également attaché à intégrer les périmètres du SUP et les règles relatives à l'implantation par rapport à ces dernières afin d'endiguer toute aggravation à de l'exposition aux risques anthropiques existants.* *Dans les futures zones à urbaniser, la voirie a été étudiée pour limiter la vitesse des véhicules (voie partagée sur le secteur du Moulin et desserte en impasse sur le secteur des 5 Épis), dans le but de réduire au maximum les éventuelles nuisances sonores induites.* *Les dispositions des OAP invitent explicitement les aménageurs à favoriser l'infiltration des eaux à la parcelle pour limiter les effets néfastes entraînés par la sécheresse des sols.*

Cible 5.5 : Prévenir les risques liés au transport de matières dangereuses **Cible 5.6 : Limiter l'exposition de la population aux champs électromagnétiques** **Cible 5.7 : Réduire l'exposition des populations aux nuisances sonores** **Cible 5.8 : Anticiper et s'adapter au risque de sécheresse**	

SECTION 6 : ECONOMIE DU FONCIER, POLITIQUE FONCIERE ET AMENAGEMENT STRATEGIQUE

Objectifs de modération de la consommation d'espace

Cible 6.1 : Développer le territoire en économisant le foncier **Cible 6.2 : Optimiser les possibilités de construire à l'intérieur de l'enveloppe urbaine**	*Le zonage urbain et à urbaniser s'attelle strictement à respecter les engagements de sobriété foncière définis dans le PADD.* *<u>PADD :</u>* *Conforter la trame urbaine en développant la commune en compacité de l'existant, en limitant l'extension des réseaux.* *Limiter la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers en s'engageant dans une démarche compatible avec l'enveloppe foncière accordée par le SCoTAM. Les dynamiques d'urbanisation devront être prioritairement dirigées vers la densification et vers une trajectoire en comblement de la trame urbaine existante, afin de contenir au maximum les pressions sur ces milieux.*

Cible 6.3 : Promouvoir la mixité et la densité urbaine dans les secteurs d'extension de l'urbanisation	*Développer la commune en compacité de l'existant en comblant en priorité les dents creuses et en fermant des fenêtres d'urbanisation en contact direct avec la trame urbaine.*
Vers une cohérence urbanisme et transport	
Cible 6.4 : Assurer une cohérence urbanisme et transport **Cible 6.5 : Renforcer l'urbanisation autour des infrastructures de transport collectif les plus performantes** **Cible 6.6 : Mettre à profit le potentiel foncier disponible autour des gares et des pôles d'appui des transports collectifs pour favoriser le développement de l'habitat et de nouveaux services**	*L'ensemble des secteurs ouverts à l'urbanisation se situe à immédiate proximité du réseau viaire existant.*
Construire des stratégies foncières différenciées	

Cible 6.7 : Mettre en place des stratégies foncières de long terme **Cible 6.8 : Mettre en place des actions foncières ciblées**	*La délimitation d'un secteur 2AU s'inscrit directement dans une démarche d'accompagnement de la production long-termiste de nouveaux logements.*
Aménager les portes d'agglomération et les espaces d'articulation	
Cible 6.9 : Orientations relatives aux principales Portes d'agglomération **Cible 6.10 : Orientations particulières aux grands sites en reconversion** **Cible 6.11 : Orientations relatives aux espaces d'articulation**	*Aucune espace d'articulation, grand site en reconversion ou porte d'agglomération n'est implanté sur ou à proximité du territoire communal.*
SECTION 7 : POLITIQUE DE L'HABITAT	
Objectifs de production de logements	
Cible 7.1 : Répartir la production de logements entre les différentes intercommunalités	*Voir le tableau de compatibilité globale et la justification de l'enveloppe-logement retenue.* *<u>PADD :</u>* *Produire environ 100 logements pour répondre au desserrement des ménages (56 logements) et aux besoins des nouveaux habitants (48 logements).*

Cible 7.2 : Diversifier l'offre pour couvrir les besoins liés aux différents parcours de vie **Cible 7.3 : Développer le parc de logements locatifs aidés** **Cible 7.4 : Produire une offre de logements à coûts maîtrisés** **Cible 7.5 : Maintenir une offre d'hébergement et une offre de logements accompagnés, à l'attention des publics les plus fragiles** **Cible 7.6 : Aménager des terrains destinés à l'accueil des gens du voyage**	*Réfléchir à la création de logements destinés aux séniors pouvant vivre en autonomie, étape entre la maison et la structure spécialisée.* *Encourager la diversité des typologies de logements dans les nouvelles opérations urbaines.* *Répondre aux besoins en termes de petits logements pour attirer les plus jeunes et répondre aux besoins en cas de décohabitation.* *Réfléchir aux possibilités de division de grands logements/grands bâtiments pour produire des logements plus petits.* *Accompagner la création de logements collectifs par l'aménagement d'espaces publics.*
Objectifs d'amélioration et de réhabilitation du parc existant	
Cible 7.7 : Remettre sur le marché les logements vacants **Cible 7.8 : Adapter le parc de logements au vieillissement de la population, aux situations de dépendances et de handicap**	*PADD :* *Réfléchir à la création de logements destinés aux séniors pouvant vivre en autonomie, étape entre la maison et la structure spécialisée.* *Encourager la diversité des typologies de logements dans les nouvelles opérations urbaines.* *Répondre aux besoins en termes de petits logements pour attirer les plus jeunes et répondre aux besoins en cas de décohabitation.* *Réfléchir aux possibilités de division de grands logements/grands bâtiments pour produire des logements plus petits.*

Cible 7.9 : Lutter contre l'habitat dégradé, indigne ou non décent **Cible 7.10 : Améliorer les performances énergétiques du parc de logements existant**	*<u>Règlement littéral :</u>* *Les panneaux solaires et photovoltaïques sont autorisés sur les toitures dans l'ensemble des zones urbaines, à urbaniser et agricoles du PLU.*
SECTION 8 : ORGANISATION DES MOBILITES	
Développer l'offre de transports collectifs	
Cible 8.1 : Coopérer à l'échelle du SCoTAM pour répondre aux besoins des habitants **Cible 8.2 : Déployer l'offre urbaine de transports collectifs** **Cible 8.3 : Optimiser l'offre de transports interurbains** **Cible 8.4 : Proposer un mode de desserte adapté aux espaces ruraux**	*<u>PADD :</u>* *Valoriser l'atout gare.* *Considérer les transports en commun à la demande, qui fonctionnent bien, et qui servent majoritairement aux trajets vers Rémilly.*
Organiser l'intermodalité	

Cible 8.5 : L'intermodalité au niveau des gares **Cible 8.6 : L'intermodalité au niveau des lignes interurbaines structurantes** **Cible 8.7 : L'intermodalité au niveau des réseaux de transports urbains**	*PADD :* *Répondre aux problématiques de stationnement aux abords de la gare, qui tendent à s'accentuer avec la fin du télétravail et la pression foncière au Luxembourg.* *Améliorer l'accès piéton vers et depuis la gare.* *Conforter l'intermodalité de la gare, notamment vélo/train.*
Contribuer au développement des déplacements actifs	
Cible 8.8 : Intégrer la marche et le vélo dans la mobilité quotidienne **Cible 8.9 : Assurer une continuité des itinéraires piétons-vélos fonctionnels**	*PADD :* *Améliorer les déplacements piétons vers les établissements scolaires et Moissons nouvelles.* *Accompagner le projet de réhabilitation du collège d'une réflexion sur les mobilités et la desserte.* *Assurer des déplacements piétons sécurisés, notamment en aménageant des trottoirs adaptés.* *Améliorer l'accès piéton vers et depuis la gare.* *Tenir compte du projet de sentiers de promenade portés par la CC et les intégrer aux mobilités du quotidien et de loisirs* *Encourager les déplacements piétons pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.*
Accompagner l'évolution des usages de l'automobile	
Cible 8.10 : Organiser le covoiturage	*PADD :* *Répondre aux problématiques de stationnement aux abords de la gare, qui tendent à s'accentuer avec la fin du télétravail et la pression foncière au Luxembourg.*

Cible 8.11 : Anticiper les évolutions des nouveaux usages de la voiture	
SECTION 9 : EVOLUTION DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	
Cible 9.1 : Développer le caractère multimodal des voies urbaines **Cible 9.2 : Compléter le maillage routier interne** **Cible 9.3 : Améliorer l'accessibilité du territoire**	*OAP Secteur du Moulin :* *Assurer la sécurité des déplacements piétons par la réalisation de trottoirs qualitatifs ou d'un aménagement de voirie partagée.* *PADD :* *Assurer des déplacements piétons sécurisés, notamment en aménageant des trottoirs adaptés.*
SECTION 10 : ACCUEIL DES ACTIVITES ECONOMIQUES	
Équilibres économiques	
Cible 10.1 : Privilégier l'implantation des activités économiques au cœur du tissu urbain mixte des villes et des villages **Cible 10.2 : Répartir les activités économiques de manière cohérente et équilibrée, en lien avec leur nature et leur espace d'influence**	*Le règlement autorise l'artisanat, le commerce de détail, la restauration, les activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, l'hôtelerie, les gîtes et les cinéma en zones UA et UB pour favoriser la mixité fonctionnelle de ces espaces.* *PADD :* *Répondre aux besoins des activités artisanales, commerciales, industrielles et tertiaires du territoire en accompagnant leur développement.* *Favoriser l'implantation de nouvelles activités.* *Maintenir la mixité des fonctions dans le centre.*

	ZONES D'ACTIVITÉS *Conforter la ZAE des 5 épis et répondre aux besoins de développement.* *Réfléchir à la spatialisation des activités périphériques, notamment suite au départ de l'enseigne Aldi.* *Prioriser le secteur de la gare pour un potentiel projet de création d'espace de coworking.* *Tenir compte des projets économiques des territoires voisins, notamment dans le secteur de Louvigny/Cheminot.* ***INDUSTRIE*** *Offrir la possibilité de nouvelles implantations s'inscrivant dans la politique économique communautaire.* ***ARTISANAT*** *Optimiser le réseau en place, permettre son développement, asseoir son ancrage.* ***COMMERCE*** *Maintenir le commerce de proximité.* *Tenir compte du départ de l'enseigne Aldi qui va s'installer près du magasin super U.* ***AGRICULTURE*** *Pérenniser l'activité agricole et accompagner sa diversification.* *Préserver les espaces agricoles à fort potentiel agrologique.*
Objectifs et conditions d'accueil des activités commerciales et artisanales	

Cible 10.3 : Favoriser le développement commercial et artisanal dans les centralités **Cible 10.4 : Maîtriser le développement commercial et artisanal en dehors des centralités**	*La délimitation de zones UX et 1AUX favorise le développement artisanal, commercial et industriel de REMILLY, bourg-centre du Sud Messin et de l'Agglomération messine.*
Objectifs et conditions d'accueil des activités commerciales et artisanales	
Cible 10.5 : Accueillir des projets commerciaux qualitatifs **Cible 10.6 : Objectifs d'aménagement des activités commerciales et artisanales dans les documents de planification locale**	*Le règlement, bien que restant suffisamment permissif pour ne pas entraver l'implantation des constructions à destinations commerciale, artisanale ou industrielle, édicte certaines règles à respecter pour assurer leur intégration paysagère locale.*
SECTION 11 : DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE ET VALORISATION DU PATRIMOINE CULTUREL	
Cible 11.1 : S'appuyer sur les équipements et les thématiques touristiques porteurs	*35 ERP bâtis ont été répérés dans le PLU dans l'optique de protéger le petit patrimoine communal (façades, linteaux, calvaire, maison de maître, gares…) et stimuler le tourisme local.* *Un STECAL NT a spécifiquement été délimité afin d'accompagner le développement du gîte rural de la Ferme Sainte-Marie.*

Cible 11.2 : Promouvoir le patrimoine local, marqueur fort du territoire	

Le Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin

Le PDMS, spécialement conçu pour les territoires ruraux et les villes de taille moyenne, est un **document de planification qui vise à structurer la stratégie de mobilité du Sud Messin.**

Il a pour but de développer des solutions de mobilité durable et quotidienne sur le territoire de la Communauté de Communes du Sud Messin.

Il encourage l'adoption de modes de déplacement plus écologiques, visant à rendre nos déplacements plus agréables et respectueux de l'environnement.

Quatre axes stratégiques y ont été définis :

Axe 1 : Développer la pratique des modes actifs

Axe 2 : Développer l'offre de transports collectifs et favoriser l'intermodalité

Axe 3 : Favoriser les mobilités partagées et l'électromobilité

Axe 4 : Promouvoir les modes de déplacements plus écologiques (écomobilité)

La révision du PLU s'ancre dans une démarche compatible avec ce plan. Cette compatibilité est démontrée au moyen du tableau présenté ci-après :

PDMS de la Communauté de Communes du Sud Messin	Compatibilité du PLU
AXE 1 : Développer la pratique des modes actifs	
Action 1.1. Réaliser un schéma directeur cyclable	*N'est pas du ressort du PLU de Rémilly.*
Action 1.2. Mettre en place les actions du schéma directeur cyclable	
Action 1.3. Assister les communes pour le dépôt des demandes de subvention et autres points techniques permettant la réalisation des travaux	*N'est pas du ressort du PLU de Rémilly.*
AXE 2 : Développer l'offre de transports collectifs et favoriser l'intermodalité	
Action 2.1.1. Aménager une aire de mobilité sur la commune de Verny	*N'est pas du ressort du PLU de Rémilly*

Action 2.1.2. Valoriser et renforcer la Gare de Rémilly	*PADD :* - *Répondre aux problématiques de stationnement aux abords de la gare, qui tendent à s'accentuer avec la fin du télétravail et la pression foncière au Luxembourg ;* - *Améliorer l'accès piéton vers et depuis la gare ;* - *Valoriser l'atout gare ;* - *Conforter l'intermodalité de la gare, notamment vélo/train.* *Délimitation d'Emplacements Réservés (ER) en ce sens :* - *ER n°1 : agrandissement du parking de la gare ;* - *ER n°3 : création d'une connexion piétonne reliant la gare à la zone commerciale ;* - *ER n°5 : agrandissement du parking de la gare ;* - *ER n°6 : agrandissement du parking de la gare et connexion piétonne à la Place Saint-Martin.*
Action 2.2.1. Renforcer les échanges et le travail avec les EPCI limitrophes	*N'est pas du ressort du PLU de Rémilly.*
Action 2.2.2. Échanger avec la Région Grand Est concernant les lignes régulières et scolaires FLUO	*N'est pas du ressort du PLU de Rémilly.*
Action 2.3. Participer à la démarche du Service Express Régional Métropolitain (SERM) Lorraine - Luxembourg	*N'est pas du ressort du PLU de Rémilly.*
AXE 3 : Favoriser les mobilités partagées et l'électromobilité	
Action 3.1. Poursuivre le développement du dispositif d'incitation financière et de mise en relation des covoitureurs	*N'est pas du ressort du PLU de Rémilly.*
Action 3.2. Échanger avec les gestionnaires de parcs de stationnement privés pour développer du stationnement dédié au covoiturage	*N'est pas du ressort du PLU de Rémilly.*
Action 3.3. Conforter l'aire de covoiturage existante et en aménager de nouvelles	*PADD :* - *Accompagner tout projet qui permettra de faciliter les déplacements.*

Action 3.4. Maintenir le service de mobilité solidaire	*PADD :* - *Considérer les transports à la demande, qui fonctionnent bien, et qui servent majoritairement aux trajets vers Rémilly.*
Action 3.5. Déployer des infrastructures de recharge pour véhicules électriques	*N'est pas du ressort du PLU de Rémilly.*
AXE 4 : Promouvoir les modes de déplacements plus écologiques	
Action 4.1.1. Mettre en place le savoir rouler à vélo (SRAV) dans les écoles	*N'est pas du ressort du PLU de Rémilly.*
Action 4.1.2. Sécuriser les cheminements piétons menant aux établissements scolaires et mettre en place des pédibus	*PADD :* - *Accompagner le projet de réhabilitation du collège d'une réflexion sur les mobilités et la desserte ;* - *Assurer des déplacements sécurisés, notamment en aménageant des trottoirs adaptés.*
Action 4.2.1. Mettre en place des animations lors de la semaine de la mobilité et de la semaine du développement durable	*N'est pas du ressort du PLU de Rémilly.*
Action 4.2.2. Sensibiliser les jeunes à la mobilité	*N'est pas du ressort du PLU de Rémilly.*
Action 4.3. Échanger avec les gestionnaires concernant les aménagements routiers	*PADD :* - *Poursuivre la sécurisation des axes majeurs.*
Action 4.4. Engager un travail sur les mobilités avec les employeurs	*N'est pas du ressort du PLU de Rémilly.*

Le SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027

Le PLU de la commune de REMILLY, afin d'être entièrement compatible avec le SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027, prévoit différentes préconisations pour les futures constructions. Au-delà, les objectifs du SDAGE ont eux-mêmes étaient intégrés aux réflexions du PLU et se retrouvent dans ce document au travers différentes orientations.

Le PLU a ainsi veillé à :

- **Préserver** les cours d'eau et leurs abords en interdisant leur construction (préservation des zones d'expansion des crues, préservation de l'intérêt écologique de ces différents secteurs…).

- **Limiter** l'étalement urbain et privilégier la densification du bâti. Par cette mesure, la commune souhaite limiter autant que possible l'imperméabilisation des sols.

- **Protéger** la végétation rivulaire (ripisylve…) source de biodiversité et élément primordial dans le maintien des berges.

- **Privilégier** l'infiltration directe de l'eau de pluie dans le sol par la création de dispositifs appropriés afin de limiter les perturbations du régime des eaux et l'engorgement des réseaux d'eau pluviale.

- **Limiter** la pollution des eaux superficielles et souterraines par l'obligation de création de dispositifs d'assainissement individuels ou groupés qui pourront être raccordés au réseau collectif et à la station de traitement lorsqu'elle sera réalisée.

Rappel du SDAGE

- ***Stopper la disparition des zones humides, préserver celles qui restent, les restaurer et en même temps en recréer***
- ***Rendre un espace de liberté aux cours d'eau pour maîtriser les inondations en contrôlant l'urbanisme***
- ***Garder des terres non construites pour permettre aux eaux de crues de s'épandre.***
- ***Permettre à la faune, et en particulier aux poissons migrateurs, de se déplacer et de se reproduire dans les fleuves.***
- ***Rendre un espace de liberté aux cours d'eau pour maîtriser les inondations en contrôlant l'urbanisme.***
- ***Revégétaliser les rives des cours d'eau.***
- ***Limiter l'imperméabilisation des sols en ville (parkings, routes...) pour favoriser l'infiltration des eaux pluviales.***
- ***Mettre en place des systèmes d'assainissement adaptés.***

La démonstration de compatibilité du PLU avec le SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027 figure dans l'Évaluation Environnementale du projet.

5. SYNTHESE DES SURFACES PAR ZONE

Révision du PLU

ZONES		SUPERFICIES EN HECTARES
	SECTEURS	ZONES
UA	Zone centre ancien	**22,87**
UB	Zone d'extensions récentes	**64,67**
UE	Secteur d'équipements publics	**10,86**
UX	Secteur d'activités tertiaires et secondaires	**3,31**
1AU	Secteur d'urbanisation future (court terme)	**1,86**
1AUEP	Secteur d'urbanisation future destiné aux équipements publics	**0,33**
1AUX	Secteur d'urbanisation future destiné aux activités	**5,45**
2AU	Secteur d'urbanisation future (long terme)	**1,11**
A	Zone agricole	**658,68**
Aa	Secteur agricole inconstructible	**265,09**
As	Secteur agricole sensible	**144,01**
N	Zone naturelle	**151,37**
NE	Secteur naturel d'équipements publics	**5,48**
NF	Secteur naturel forestier	**467,53**
Nj	Secteur naturel de jardin	**5,79**
Ns	Secteur naturel sensible	**83,91**
NT	Secteur naturel touristique	**0,27**

TOTAL : **1892,59 ha**



Commune de Rémilly

Rémilly

La qualité de ville à la campagne

Evaluation environnementale du PLU de Rémilly

Evaluation environnementale
8 septembre 2026

Rapport d'incidence environnementale

biotope

Citation recommandée	Biotope, 2026, Evaluation environnementale du PLU de Rémilly. Commune de Rémilly. ESTERR. 184p.	
Version/Indice	V1	
Date	Septembre 2026	
Nom de fichier	EE_PLU_Rémilly_Approbation	
N° de contrat	2022541	
Maître d'ouvrage	Commune de Rémilly	
Mandataire	Espace et Territoires 2 Place des Tricoteries – 54230 CHALIGNY site internet : www.esterr.fr	
Interlocuteur	Céline BAUDON Urbaniste – Gérante	Contact : CelineBaudon@esterr.fr 06.19.28.35.78
Biotope, Responsable du projet, rédactrice	Laure ZIMMERMANN Chargée de mission environnementaliste	Contact : lzimmermann@biotope.fr Tél : 06 36 45 80 33
Biotope, rédactrice	Solène LEBERT Chargée de mission environnementaliste	/
Biotope, Contrôleur qualité	Magali BICHAREL Directrice d'études	Contact : mbicharel@biotope.fr

Sauf mention contraire explicite, toutes les photos du rapport ont été prises sur site par le personnel de Biotope dans le cadre des prospections de terrain.

Sommaire

1 Préambule 5

1.1 Qu'est-ce qu'on entend par évaluation environnementale ? 5

1.2 Pourquoi réaliser une évaluation environnementale dans le cadre de la révision du PLU de Remilly ? 5

1.3 Que comprend l'évaluation environnementale du PLU ? 6

1.4 Comment s'est traduit cette démarche dans la révision du PLU ? 7

1.4.1 Un processus mis en œuvre tout au long du projet 7

1.4.2 Limites et difficultés rencontrées 7

2 Résumé non technique 8

2.1 Des constats… 8

2.1.1 Le socle territorial comme fondement 8

2.1.2 Le patrimoine naturel – Les continuités écologiques 9

2.1.3 Les ressources 10

2.1.4 Les risques 10

2.1.5 Les nuisances et pollutions 11

2.1.6 L'énergie et les Gaz à Effet de Serre 11

2.2 Et des documents cadres… 12

2.3 Ayant fait émerger des enjeux… 13

2.4 Qui se sont traduits en obligations graphiques et réglementaires, … 14

2.4.1 Synthèse des impacts par thématique environnementale 14

2.5 Pour aboutir à un projet de territoire intégré à son environnement. 16

3 État initial de l'environnement 18

3.1 Milieu physique et occupation du sol 18

3.1.1 Topographie 18

3.1.2 Contexte géologique 19

3.1.3 Occupation du sol 22

3.1.4 Hydrographie 28

3.1.5 Synthèse 33

3.2 Milieux naturels et biodiversité 34

3.2.1 Zonages de protections réglementaires 34

3.2.2 Maîtrise foncière et maîtrise d'usage fortes affectées à la biodiversité 41

3.2.3 Zonages d'inventaire : Zones Naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) 44

3.2.4 Caractéristique faunistique et floristiques des milieux présents sur le territoire 46

3.2.5 Trame Verte et Bleue 47

3.2.6 Synthèse 58

3.3 Ressource en eau 59

3.3.1 Eau potable 59

3.3.2 Assainissement 61

3.3.3 Synthèse 62

3.4 Climat, air et énergie 64

3.4.1 Climat 64

3.4.2 Qualité de l'air et émissions de gaz à effet de serre 67

3.4.3 Bilan des consommations et production d'énergie 71

3.4.4 Potentiel de développement des énergies renouvelables 72

3.4.5 Synthèse 75

3.5 Nuisances et risques 76

3.5.1 Gestion des déchets 76

3.5.2 Nuisances 77
3.5.3 Risques anthropiques 82
3.5.4 Risques naturels 85
3.5.5 Synthèse 92
3.1 Synthèse des enjeux environnementaux 94

4 Articulation avec les autres documents d'urbanisme, plans ou programmes 97
4.1 Justification de l'articulation à démontrer 97
4.1.1 SCoT de l'Agglomération Messine (SCoTAM) 98

5 Incidences du projet sur l'environnement 105
5.1 Incidences générales notables probables du plan 105
5.1.1 Le PADD 105
5.1.2 Le règlement et le zonage 110
5.2 Incidences sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement 134
5.2.1 Identification des secteurs du projet de PLU à considérer 134
5.2.2 Analyse des incidences sur les zones à enjeux environnementaux 136
5.2.3 Synthèse des principales incidences du projet de territoire sur les zones d'intérêt pour l'environnement 158
5.3 Incidences sur le réseau Natura 2000 161
5.3.1 Rappel réglementaire 161
5.3.2 Rappel des sites Natura 2000 sous influence potentielle du projet de PLU 162
5.3.3 Analyse des incidences potentielles globales du PLU sur Natura 2000 à l'échelle de la commune 162
5.3.4 Conclusion 163

6 Motifs pour lesquels le projet a été retenu 167
6.1 Le projet de PLU au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national 167
6.2 Raisons justifiant le choix opéré 168

7 Mesures envisagées pour éviter, réduire, voire compenser les incidences 169
7.1 Rappel de la démarche « ERC » 169
7.2 Mesures intégrées au PLU de Rémilly 169
7.3 Mesures intégrées au projet de mise en compatibilité du PLU et d'extension de la ZA des 5 épis (septembre 2021) 172
7.4 Mesures intégrées au projet d'extension de la ZA des 5 épis (issues de l'étude d'impact de janvier 2026) 173

8 Programme de suivi des effets du PLU sur l'environnement 175
8.1 Objectifs et modalités de suivi 175
8.2 Présentation des indicateurs retenus 175

9 Annexes 179
Annexe 1 : Terminologie employée 179
1.1 Glossaire 179
1.2 Terminologie spécifique à la biodiversité 182
1.3 Sigles 184
Annexe 2 : Fiches terrain 184

1 Préambule

1.1 Qu'est-ce qu'on entend par évaluation environnementale ?

"L'évaluation environnementale d'un projet ou d'un plan /programme est réalisé par le maître d'ouvrage ou sous sa responsabilité. Elle consiste à intégrer les enjeux environnementaux et sanitaires tout au long de la préparation d'un projet, d'un plan ou d'un programme et du processus décisionnel qui l'accompagne : c'est une aide à la décision. Elle rend compte des effets prévisibles et permet d'analyser et de justifier les choix retenus au regard des enjeux identifiés. Elle vise ainsi à prévenir les dommages, ce qui s'avère en général moins coûteux que de gérer ceux-ci une fois survenus. Elle participe également à la bonne information du public et des autorités compétentes."

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

1.2 Pourquoi réaliser une évaluation environnementale dans le cadre de la révision du PLU de Remilly ?

La Directive Européenne n° 2001/42 du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement a été transposée dans le droit français par l'ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004. Plusieurs décrets ont complété les dispositions applicables pour les plans et programmes d'une part, et pour les documents d'urbanisme d'autre part. En conséquence, le Code de l'Urbanisme impose dorénavant une évaluation environnementale à systématique lors de la révision générale des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU).

Ainsi, l'article R104-11 du Code de l'Urbanisme précise que :
Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

1° De leur élaboration ;

2° De leur révision :

a) Lorsqu'elle permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;

b) Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune décide de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

c) Dans tous les autres cas où une révision est requise en application de l'article L. 153-31, sous réserve des dispositions du II

II.-Par dérogation aux dispositions du c du 2° du I, les plans locaux d'urbanisme font l'objet, à l'occasion de leur révision, d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas réalisé dans les conditions définies aux articles R. 104-33 à R. 104-37, s'il est établi que cette révision est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, lorsque :

- 1° L'incidence de la révision porte sur une ou plusieurs aires comprises dans le territoire couvert par le plan local d'urbanisme concerné, pour une superficie totale inférieure ou égale à un millième (1 ‰) de ce territoire, dans la limite de cinq hectares (5 ha) ;
- 2° L'incidence de la révision porte sur une ou plusieurs aires comprises dans le territoire couvert par le plan local d'urbanisme intercommunal concerné, pour une

superficie totale inférieure ou égale à un dix-millième (0,1 ‰) de ce territoire, dans la limite de cinq hectares (5 ha).

L'élaboration du PLU de Remilly est soumise à évaluation environnementale.

1.3 Que comprend l'évaluation environnementale du PLU ?

A titre de l'évaluation environnementale le rapport de présentation doit contenir en l'application de l'article R151-3 du Code de l'urbanisme en vigueur :

1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés aux articles L. 131-4 à L. 131-6, L. 131-8 et L. 131-9 avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Analyse les incidences notables probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement, notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages et les interactions entre ces facteurs, et expose les problèmes posés par l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

1.4 Comment s'est traduit cette démarche dans la révision du PLU ?

1.4.1 Un processus mis en œuvre tout au long du projet

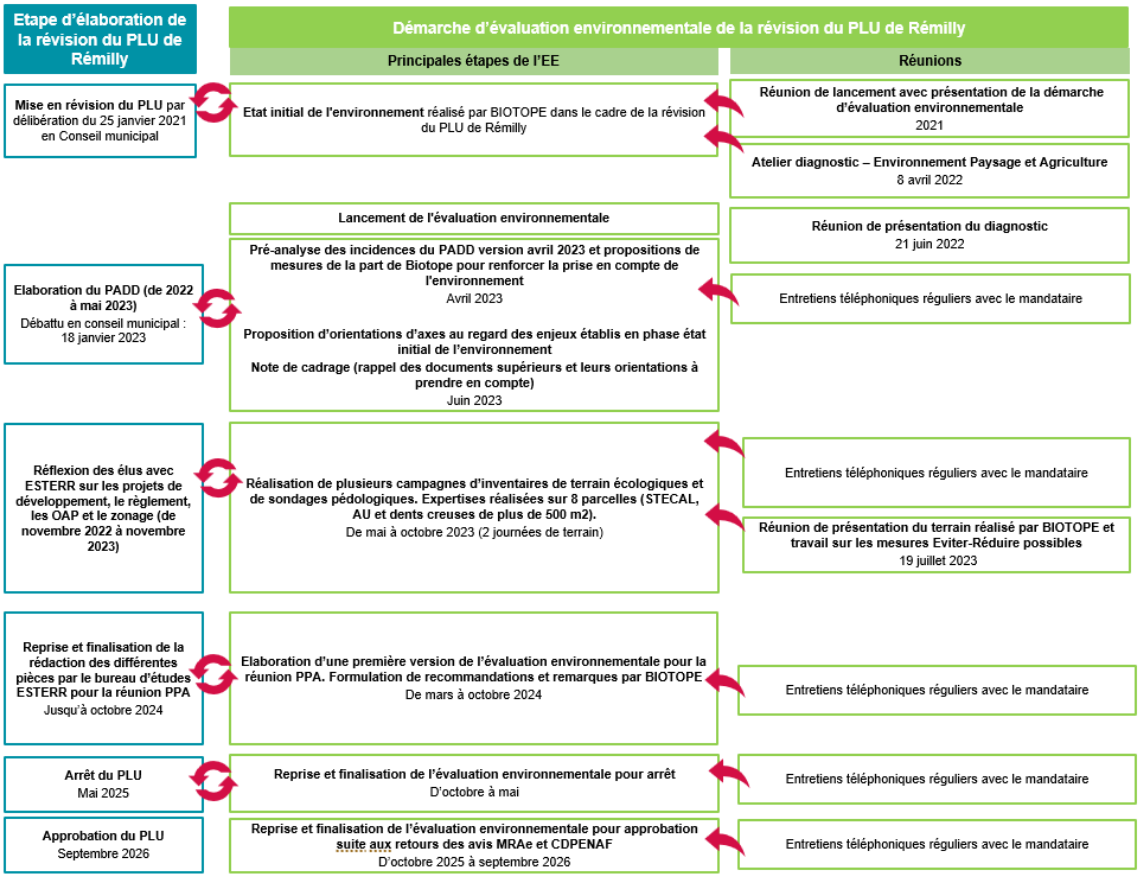


Figure 1 : Schéma d'interactivité du PLU de Remilly

1.4.2 Limites et difficultés rencontrées

Il convient de noter que les passages écologue sur sites ont eu pour objectif d'identifier les enjeux environnementaux et les potentialités écologiques et non de réaliser un inventaire exhaustif des espèces présentes. Les enjeux relatifs aux zones humides ont été identifiés sur le critère habitats selon l'arrêté de 2008. Les zones humides n'ont pas fait l'objet d'une délimitation réglementaire, mais des sondages pédologiques ont tout de même été réalisés sur plusieurs parcelles et habitats naturels (11 sondages pédologiques sur 6 parcelles, certaines n'ayant pas été accessibles).
Certains secteurs non accessibles n'ont pas fait l'objet d'inventaires de terrain de la part d'un écologue. Par conséquent l'analyse des incidences du zonage ci-après (cf. 3.2.2 Analyse des incidences sur les zones à enjeux environnementaux) sur ces composantes de l'environnement s'est basée sur une analyse de l'occupation du sol par vue aérienne.

De plus, l'étude d'impact finalisée du projet d'extension de la zone d'activités des 5 Épis nous a été transmise après l'arrêt du dossier, à la suite de sa finalisation en janvier 2026. Ainsi, les impacts du projet, ainsi que la zone de compensation de zone humide, ont pu être identifiés et intégrés à la présente évaluation environnementale.

2 Résumé non technique

2.1 Des constats…

2.1.1 Le socle territorial comme fondement

Les grands enseignements
Atouts et opportunités
Topographie : • Développement du bourg sur la plaine et sur les rives de la Nied Française. Contexte géologique : • Des sols épais alluvionnaires et fertiles. • Des documents cadres (Schéma Régional des Carrières et Schéma Départemental des Carrières). • Des gisements de matériaux identifiés sur le territoire : grès et calcaires. • Sensibilité juridique (interdiction d'exploitation 1 et 2 dans les secteurs nord-est et est de la commune. Occupation des sols : • Des milieux naturels bien représentés (26 % de milieux boisés et 23 % de milieux prairiaux). • Des prairies permanentes dans la SAU agricole liées la présence d'élevage extensif et de zones humides. • Une urbanisation maîtrisée qui a permis de limiter les zones d'habitats diffus. Hydrographie : • La Nied Française, ses affluents et les nombreux étangs présents sur la commune enrichissent le paysage. Masses d'eau souterraines : • La masse d'eau souterraine « Grès du Trias inférieur au Nord de la faille de Vittel » présente un bon état quantitatif et qualitatif depuis 2015.
Faiblesses et menaces
Topographie : • Une topographie légèrement vallonée et un territoire présentant un dénivelé important de 100 m. Contexte géologique : • Une bande de sol d'argile semi-gonflante au sud de la commune pouvant présenter des risques. Occupation des sols : • Une extension du tissu urbain au détriment des espaces agricoles entre 1990 et 2018. Hydrographie : • Cours d'eau délimitant le bourg à l'est et au sud et quelques ruisseaux temporaires le traversant selon un axe ouest-est

- Des possibilités d'inondations sur la majeure partie de la commune dû au maillage des cours d'eau.
- Un état écologique moyen et un état chimique mauvais de la rivière de la Nied Française.
- Des eaux superficielles soumises à des pressions agricoles et industrielles.

Les tendances d'évolution

- Les effets du changement climatique tendent à aggraver certains évènements climatiques comme les inondations.
- En l'absence de mesures, l'état écologique et chimique de la Nied Française pourrait continuer de se dégrader.

2.1.2 Le patrimoine naturel – Les continuités écologiques

Les grands enseignements

Atouts et opportunités

- Présence d'un site Natura 2000 « Secteurs halophiles et prairies humides de la vallée de la Nied ». 10 % du périmètre se situe sur la commune ;
- Espèces remarquables présentes sur la commune, par exemple : Troscart des marais, Bécassine des marais ;
- Présence d'Espaces Naturels Sensibles et d'une zone d'inventaire ZNIEFF de type I ;
- Des zones à dominante humide présentes à proximité des cours d'eau et plans d'eau de la commune ;
- Des boisements au sud et à l'ouest du territoire ;
- Une diversité d'habitats boisés, ouverts, aquatiques et humides favorable à l'épanouissement d'une diversité d'espèces floristiques et faunistiques ;
- La rivière de la Nied Française, les prairies humides proche et l'étang de Rémilly identifiés comme réservoirs de biodiversité sur la commune par le Schéma Régionale de Cohérence Ecologique de Lorraine ;
- Des continuités écologiques présentes sur l'ensemble du territoire et des réservoirs de biodiversité importants identifiés régionalement et localement (boisements, prairies permanentes).

Faiblesses et menaces

- La voie de chemin de fer constituant un obstacle important pour les espaces et participant à la fragmentation du territoire.
- Des infrastructures routières et des seuils de rivière pouvant participer à la fragmentation du territoire.
- Des boisements et des zones humides qui sont nombreuses et pas forcément protégées réglementairement (étangs, boisements au sud)
- Une sensibilité des habitats naturels et des espèces aux aménagements et aux pratiques humaines d'une manière générale : agriculture, urbanisation, pollution, etc.

Les tendances d'évolution

- De manière générale, la biodiversité est soumise à différentes pressions : dégradation et fragmentation des habitats naturels, urbanisation, dérangement, changement climatique, etc. Bien que les nouveaux projets urbains et de territoire tendent à prendre en compte de plus en plus cette biodiversité ordinaire, celle-ci continue à se dégrader.
- Les récentes dispositions législatives (loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages) devront permettre de lutter contre l'érosion de la biodiversité et obliger les collectivités à prendre des engagements en ce sens.
- Les récentes dispositions législatives (lois Grenelle) et documents cadres (SRADDET Grand-Est) imposent de prendre en compte les continuités écologiques dans les documents d'urbanisme. Il est

donc à supposer que les actions en termes de préservation et de restauration de la Trame verte et bleue se renforcent au cours des prochaines années.

2.1.3 Les ressources

Les grands enseignements
Atouts et opportunités
• Une eau à destination de la consommation humaine conforme aux exigences de qualité en vigueur • Deux Stations de Transfert et d'Energie par Pompage au dimensionnement correct et en conformité
Faiblesses et menaces
• Rendement du réseau d'eau potable de 66,9% jugé comme mauvais • Indice linéaire de perte jugé comme mauvais • La commune comprend des zones de vulnérabilité des nitrates découlant de la directive européenne dite « Nitrates » qui a pour objectif de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole (cf. partie I, chapitre 4 « Hydrographie »). • La station d'épuration de Remily jugée non conforme en performance en 2024 notamment pour les paramètres DBO5 et DCO
Les tendances d'évolution
• Le changement climatique est susceptible d'affecter la disponibilité de la ressource en eau (quantité) • La quantité d'eau est jugée suffisante pour l'alimentation en eau potable sur le territoire mais une augmentation de la population pourrait poser des problèmes de quantité d'eau potable à disposition • La présence de pollutions liées à des activités passées au sein de certaines nappes d'eaux souterraines menace la qualité de l'eau potable • Les récentes dispositions législatives prises pour limiter l'usage de produits phytosanitaires (loi de transition énergétique pour la croissance verte avec la mise en place de l'objectif zéro pesticide, loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, directive nitrate, arrêté du 17 juillet 2009 relatif aux mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines, etc.), vont sans doute concourir à l'amélioration de la qualité chimique des nappes d'eau souterraines. Cependant, en raison du temps de réaction long pour les nappes de craie, l'amélioration de la qualité chimique de ces dernières sera visible à plus ou moins long terme

2.1.4 Les risques

Les grands enseignements
Atouts et opportunités
• Aucune ligne électrique haute tension n'a été recensée sur la commune • Absence de sites SEVESO au sein du territoire • Le territoire est concerné par un aléa sismique de niveau très faible (zone 1) qui n'induit aucune prescription parasismique particulière
Menaces et faiblesses
• Un site classé SEVESO bas au nord de Rémilly sur la commune de Lemud • Un risque de transport de matières dangereuse en raison d'une canalisation d'hydrocarbures ainsi que du passage de la Route Départementale 999 • Quelques secteurs concernés par un risque de remontées de nappe aux abords des cours d'eau pouvant menacer les parties basses du village • Une exposition moyenne à fort à l'aléa retrait-gonflement des argiles
Les tendances d'évolution
• L'étalement urbain pourrait générer une imperméabilisation des sols et donc favoriser le ruissellement des eaux pluviales tout en détruisant des milieux humides susceptibles de capter ces mêmes eaux pluviales

- Les aléas de retrait-gonflement des argiles sont susceptibles de s'accentuer en raison du changement climatique (phénomènes de sécheresse et fortes pluies plus fréquents)
- La tendance est à l'amélioration des connaissances concernant les risques naturels et de leur prise en compte au sein des documents d'urbanisme
- Les risques technologiques et les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) font l'objet d'une législation spécifique. Les tendances concernant cette thématique spécifique est l'évolution du cadre législatif qui, pourraient, être de plus en plus restrictif

2.1.5 Les nuisances et pollutions

Les grands enseignements
Atouts et opportunités
• Des nuisances lumineuses modérées au sein de l'enveloppe urbaine et faibles sur le reste du territoire communal
Faiblesses et menaces
• Des nuisances sonores à proximité de la ligne de chemin de fer. • Des nuisances olfactives ponctuelles liées aux activités agricoles • Des sites potentiellement pollués localisés à l'ouest de la commune (ancienne décharges)
Les tendances d'évolution
• Les bases de données concernant les sites pollués ou potentiellement pollués font l'objet de mises à jour améliorant progressivement la connaissance dans cette matière • Avec les arrêtés préfectoraux portant approbation des cartes stratégiques du bruit, les nuisances sonores générées par les infrastructures routières seront relativement bien prises en considération au cours des prochaines années • La poursuite des actions de prévention et de sensibilisation peut permettre de confirmer la tendance à la baisse du tonnage des ordures ménagères collectés par habitant et l'augmentation des déchets recyclés collectés par habitant

2.1.6 L'énergie et les Gaz à Effet de Serre

Les grands enseignements
Atouts et opportunités
• Des émissions de polluants atmosphériques majoritairement en baisse sur la période 2010-2019 • Une baisse des émissions de gaz à effets de serre entre 2010 et 2019 • Une qualité de l'air plutôt bonne • Une consommation d'énergies renouvelables en légère augmentation et dominée par le bois énergie • Forêt/boisement et prairies permanentes, des réservoirs naturels important pour la séquestration du carbone
Faiblesses et menaces
• Des changements climatiques qui vont s'accentuer et impacter le territoire (élévation des températures, épisodes de crues, diminution du nombre de jours de gel, assèchement plus important). • Des émissions importantes de NH3 en lien avec l'activité agricole • Des émissions de gaz à effet de serre majoritairement liées au transport routier et au résidentiel • Une consommation énergétique majoritairement dépendante des produits pétroliers et des énergies renouvelables encore marginales sur le territoire intercommunal de la CC Sud Messin
Les tendances d'évolution
• Le scénario intermédiaire du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoit une augmentation de 1,8°C dans le monde en 2050 et de 2,6°C en 2080 par rapport à la période 1971-2000 avec une intensité des phénomènes climatiques et une vulnérabilité accrue des personnes et des biens face aux risques naturels • L'évolution de la règlementation devrait permettre de prendre en compte de plus en plus de polluants atmosphériques. La sensibilisation des collectivités à la problématique de la qualité de l'air et les politiques publiques mises en place vont dans le bon sens pour une réduction progressive des émissions de polluants. Cependant, l'évolution est encore incertaine, car outre les mesures mises en place par les collectivités et autres organismes publics, les émissions de polluants sont encore fortement liées à certaines pratiques privées qu'il reste difficile de réguler (utilisation de la voiture, …).

- La règlementation énergétique, de plus en plus contraignante et ambitieuse, permettre d'améliorer l'efficacité énergétique des logements les plus énergivores et de concevoir de nouvelles constructions moins consommatrices d'énergie
- Les actions pour renforcer le réseau de cheminements piétions et cyclistes participent à réduire la dépendance à la voiture pour certains trajets (dépôts des enfants à l'école, etc.)

2.2 Et des documents cadres…

Plusieurs textes sont venus compléter les dispositions du Code de l'urbanisme dans le but de renforcer l'intégration de l'environnement par les documents d'urbanisme. Ces textes portent sur des documents de planification ou de réglementation des activités humaines ou de l'utilisation des espaces et des ressources. Ils sont généralement représentés sous la forme de plans, programmes ou encore de schémas à l'échelle nationale, régionale, départementale, intercommunale ou communale. Une articulation est obligatoire entre ces documents et les documents d'urbanisme de niveau « inférieur » (notamment le PLU) ainsi que les SCoT. Dans ce cadre, le droit de l'urbanisme fait une distinction entre les notions de prise en compte, de compatibilité et de conformité de l'élaboration du PLU aux normes supérieures.

- Compatibilité : Un document est compatible avec un texte ou un document de portée supérieure lorsqu'il n'est pas contraire aux orientations ou principes fondamentaux de ce texte ou de ce document, et qu'il n'a pas pour effet ou objet d'empêcher l'application de la règle supérieure.
- Conformité : la conformité implique un rapport de stricte identité, ce qui suppose que le document de rang inférieur ne pourra comporter aucune différence par rapport au document de rang supérieur.

L'élaboration du PLU doit s'assurer de son articulation avec les documents de référence répertoriés aux L.131-4 et L.131-5 du code de l'urbanisme.

Article L.131-4 du code de l'urbanisme, l'élaboration du PLU doit être compatible avec :	
Les schémas de cohérence territoriale (SCOT) prévus à l'article L. 141-1	Le PLU de Rémilly doit être compatible avec le **SCoT de l'Agglomération Messine, dont la dernière modification a été approuvé le 7 décembre 2023.**
Les schémas de mise en valeur de la mer (SMVM) prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983	Le PLU n'est concerné par aucune zone maritime.
Les plans de déplacements urbains (PDU) prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports	Cette compatibilité doit être vérifiée par le rédacteur du rapport de présentation.
Les programmes locaux de l'habitat (PLH) prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation	Cette compatibilité doit être vérifiée par le rédacteur du rapport de présentation.
Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes conformément à l'article L. 112-4	Le PLU n'est concerné par aucune disposition particulière aux zones de bruit des aérodromes.
SDAGE Rhin Meuse 2022-2027 approuvé le 18 mars 2022 et son PGRI	Le SDAGE et son PGRI sont antérieurs au SCoT de l'Agglomération Messine.
Article L.131-5 du code de l'urbanisme, l'élaboration du PLU doit prendre en compte :	

Les plan climat-air-énergie territorial (PCAET) prévus à l'article L. 229-26 du code de l'environnement.	Le PLU n'est pas concerné.

Le PLU de Rémilly est globalement compatible avec tous les grands objectifs du SCoT de l'Agglomération Messine. Des points d'attention existent tout de même, notamment la présence de prairies permanentes au sein des zones à urbaniser. Le SCoT de l'Agglomération doit prendre en compte les objectifs et orientation du SDAGE et de son PGRI. En effet le SDAGE et son PGRI ont une date d'approbation antérieur à celui du SCoT.

Le PLU de Rémilly est donc compatible avec le SDAGE Rhin-Meuse et son PGRI (2022-2027)

2.3 Ayant fait émerger des enjeux…

Les grands enjeux environnementaux du territoire, issus de l'analyse de l'état initial de l'environnement, sont les suivants (par thématique) :

Thèmes	Sous-thèmes	Enjeux
Le milieu physique et occupation du sol	Occupation du sol	Limiter la consommation d'espaces en privilégiant l'identification des dents creuses
		Préserver et maintenir les espaces boisés et agricoles, notamment les prairies permanentes
		Préserver et maintenir les élevages extensifs sur le territoire car ils participent à la préservation et maintenir des prairies permanentes et temporaires
	Hydrographie	Améliorer l'état chimique et écologique de la Nied Française pour atteindre la réalisation des objectifs du SDAGE.
		Préserver et maintenir les cours d'eau et la ripisylve associée
Milieux naturels et biodiversité	Patrimoine naturel	Éviter tout aménagement sur la zone de protection règlementaire (Zone Natura 2000)
		Favoriser un développement urbain en cohérence avec la protection de la biodiversité
	Zones humides	Préserver de l'urbanisation les zones humides et les zones à dominante humide identifiées, notamment celles qui ne sont pas protégées réglementairement.
	Trame verte et bleue	Préserver, restaurer et renforcer les continuités écologiques du territoire
Ressource en eau	Eau potable	Préserver la qualité des cours d'eau en cohérence avec les objectifs du SDAGE Rhin-Meuse
		Mettre en cohérence l'augmentation démographique et la ressource en eau sur le secteur, éviter le gaspillage de la ressource
		Préserver la ressource en eau
	Eau et assainissement	Gérer les eaux pluviales et les rejets issus de l'assainissement
Climat, air et énergie	Sobriété énergétique	Encourager les rénovations thermiques et les constructions/formes urbaines économes en énergie
		Favoriser les moyens de déplacements doux afin de limiter voire diminuer la pollution atmosphérique émise par les moyens de transports à combustion
	Développement des EnR	Augmenter la part d'énergie renouvelable dans la production du territoire
	Séquestration de carbone	Préserver les espaces boisés, puits à carbone, notamment les boisements au sud et à l'ouest du territoire

Nuisances et risques	Nuisances lumineuses	Pérenniser la mise en place d'un éclairage public limitant les nuisances lumineuses
	Risques	Prendre en compte le risque inondation par remontée de nappe et inondation de cave, principalement localisé au centre et au nord de la commune
		Préserver les zones humides qui participent à la régulation des crues
		Prévoir des prescriptions limitant les risques de détérioration du bâti dans les zones soumises aux aléas retrait-gonflement des argiles
		Prendre en compte et intégrer les divers périmètres de sécurité dans le PLU (recul par rapport aux infrastructures de transports)
		Préserver les zones d'expansion de crues

2.4 Qui se sont traduits en obligations graphiques et réglementaires, …

2.4.1 Synthèse des impacts par thématique environnementale

2.4.1.1 Occupation du sol (consommation foncière)

Le projet de PLU prévoit, à court terme, de conserver une zone ouverte à l'urbanisation à court terme (zone 1AU) d'une superficie d'environ 1,9 ha soit 0,1% de la superficie de Rémilly afin de répondre aux objectifs démographiques (accueil de 100 nouveaux habitants à horizon 10 ans soit environ +5%). Une zone 2AU d'une surface d'environ 1,2 ha est accolée à cette dernière. Enfin une zone 1AUEP d'environ 0,3 ha est prévue à l'ouest de cette dernière zone.
A ces zones s'ajoute une zone 1AUX correspondant à l'extension de la zone d'activités des Cinq Epis, d'une surface d'environ 5,4 ha.
Les expertises écologiques et les échanges menés dans le cadre de l'évaluation environnementale ont conduit à modifier le périmètre de la zone 1AU afin d'éviter une station de Renoncule des champs, espèce végétale jugée quasi-menacée (NT) sur la liste rouge de Lorraine. Une zone au nord-est présentant une potentialité de présence de zone humide a été classée en zone N. La surface de la zone 2AU a été réduite avec un classement de toute une partie ouest et de la limite avec les parcelles agricoles voisines en zone N.
Les zones autrefois classé AC ont été reclassé en zone A suite aux investigations de terrain. Ce nouveau zonage ne permet pas la construction d'habitations ou de logement sans lien avec le domaine agricole.
Les zones de développement sont localisées d'une manière éparse sur le territoire, soit en extension soit en renforcement de l'urbanisation existante, sur des espaces agricoles (cultures ou prairies). La mise en place d'aménagement sur ces parcelles engendrera donc inéluctablement de la destruction d'espaces agricoles et naturels et induira alors plusieurs effets négatifs sur l'environnement : dégradation des services écosystémiques assurés par les terres agricoles du centre bourg, exposition de nouvelles constructions (et donc de personnes et de biens) aux phénomènes de mouvement de terrain lié au retrait-gonflement des argiles et de ruissellement des eaux pluviales, altération du cadre paysager, etc.

Les incidences de la révision du PLU sur la consommation foncière sont jugées **faibles.**

2.4.1.1 Paysage

La majorité des secteurs ouverts à l'urbanisation et en particulier les zones 1AU, 2AU et 1AUEP sont localisés en continuité du tissu urbain de Rémilly, sur des espaces majoritairement de culture. Le paysage est pris en compte dans les Orientations d'Aménagements et de Programmation avec la mise en valeur des paysages urbains par la création d'ourlet végétal

périphérique et l'apport de respirations entre les bâtiments. La perception paysagère n'en sera donc que très peu modifiée, bien que ces aménagements se fassent toutefois au détriment de milieux agricoles, espaces qui participent à la qualité paysagère d'un territoire lorrain comme Rémilly.
Pour la zone 1AUX, d'après l'évaluation environnementale de la mise en compatibilité du PLU (Atelier des Territoires, Septembre 2021), la qualité de l'insertion paysagère du bâti du projet sera assurée. De plus, une zone tampon entre l'extension de la Zone d'Activités et le tissu agricole sera créée par le biais de distances de recul par rapport aux limites, ou encore d'aménagements d'espace verts.

Les incidences sur la perception paysagère de l'ensemble du territoire sont donc considérées comme **faibles.**

2.4.1.2 Patrimoine naturel et continuités écologiques

Les réservoirs de biodiversité identifiés au sein du SRCE intégré au SRADDET Grand-Est sont en grande partie intégrés au zonage N, NS et AS. Le secteur correspondant à la ZNIEEF de type 1 à la limite nord de la commune est classé en zone Ns (naturelle sensible), plus restrictive. De plus, 23,4 ha de haies et alignements d'arbres sont protégés par le PLU sur le territoire de Rémilly, au L151-23 du code de l'urbanisme comme élément remarquable du patrimoine. A cela s'ajoutent également 3,1 ha de boisements protégés et classés en Espace Boisé Classé au niveau du bois des Dames au sein de la trame urbaine.
Le PLU ne remet pas en cause les continuités écologiques du territoire. Toutefois, des zones ouvertes à l'urbanisation sont situées sur des espaces actuellement en pleine terre, enherbés voire avec présence de haies, bosquets et alignements d'arbres sur leurs pourtours.
Concernant le secteur 1AUX, une zone humide d'une superficie de 1,29 ha a été identifiée d'après l'étude d'impact réalisée entre 2025 et 2026 par les bureaux d'étude Rainette, BEREST et Iris conseil. Cependant, un site de compensation de 3 hectares a été identifié à 3,5 km à l'est du projet, sur la commune de Rémilly, au sein du même bassin versant hydrographique (Nied Française). Cette surface permet d'atteindre un ratio de compensation surfacique de 2,32 pour 1, dépassant ainsi les exigences du SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027 (Cf 5.2.2.3). Ce site est situé sur un zonage Ns permettant les affouillements et exhaussement du sol nécessaire à des compensations environnementales d'après le règlement.

En fonction des aménagements prévus, des incidences potentielles négatives sur ces secteurs sont pressenties. Toutefois, ces projets sont encadrés par des OAP sectorielles prenant en compte le patrimoine naturel et les continuités écologiques par la préservation des éléments boisés et des haies.

Les incidences de la révision du PLU sur le patrimoine naturel et les continuités écologiques sont **jugées faibles à modérées.**

2.4.1.3 Ressources

L'augmentation de la population sur la commune de Rémilly a une incidence négative sur les ressources en eau puisqu'elle va entrainer une augmentation de la consommation et de la pollution. Toutefois en préservant les éléments du patrimoine naturel (boisement, cours d'eau, zones humides…) jouant un rôle dans la filtration de l'eau et en sécurisant, au sein des nouvelles constructions, la bonne mise en place des réseaux d'assainissement et d'eau potable ainsi que la gestion des eaux pluviales, le PLU réduit l'incidence de la population sur la ressource en eau sous réserve de la mise en conformité de la STEP.

Les incidences de la révision du PLU sur les ressources sont jugées **modérées.**

2.4.1.4 Nuisances et pollutions

La commune de Rémilly est principalement soumise à la nuisance sonore liée aux infrastructures ferroviaires traversant son territoire. Cependant, aucune zone AU n'est concernée par ces nuisances. Concernant les déchets, il a été constaté une légère hausse des tonnages d'emballages ménagers recyclables entre 2015 et 2020. Par conséquent, la hausse de la

population projetée de Rémilly engendrera probablement une augmentation de production de déchets, surtout recyclables.

Les incidences de la révision du PLU sur les nuisances et pollutions sont jugées **modérées.**

2.4.1.5 Risques

Les risques les plus impactant sont le risque de mouvement de terrain lié au phénomène de retrait-gonflement des argiles fort à certains endroits ainsi que le risque d'inondation par débordement de nappe et de cours d'eau. La commune étant concernée par l'Atlas des Zones Inondables (AZI). Concernant les risques industriels, la commune est concernée par une canalisation souterraine d'hydrocarbures (exploitation faite par le Service National des Oléoducs Interalliés). Les zones présentant un risque inondation ont bien été pris en compte dans les différentes pièces du PLU.

Les incidences de la révision du PLU sur les risques sont jugées **modérées.**

2.4.1.6 Climat, air et énergie

L'augmentation de la population et de l'urbanisation engendrant imperméabilisation des sols ont un impact négatif sur les émissions de gaz à effet de serre et sur la consommation d'énergie. Cela engendre également de la destruction de milieux qui stockent du carbone.
Toutefois, le PLU au sein de son règlement écrit et graphique et de ses OAP met en place différents outils de règlementation ou de prescriptions / recommandations afin de diminuer les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre (Préservation d'espaces naturels et de forêts, maintien d'espaces extérieurs perméables dans les zones UA et UB ; végétalisation systématique des nouvelles opérations prévues (OAP) ; amélioration du réseau de voies douces)

Les incidences de la révision du PLU sur le climat, air et énergie sont jugées **modérées**.

2.5 Pour aboutir à un projet de territoire intégré à son environnement.

Le tableau ci-après synthétise l'ensemble des éléments intégrés au projet de PLU pour éviter, réduire, voire compenser, ses effets sur les différentes thématiques environnementales.
Dans le cadre de la déclinaison opérationnelle des différents projets portés sur la commune, et qui viendront s'appuyer sur le PLU de Rémilly, des dossiers de demande d'autorisation pourront être amenés à être constitués (autorisation au titre de la loi sur l'eau, étude d'impact sur l'environnement). La logique ERC sera à nouveau déclinée, sur la base d'un diagnostic et d'un avant-projet plus détaillé qui permet de retravailler plus spécifiquement et finement l'évitement, la réduction et la compensation des effets de ces projets.

Tableau 1 : Mesures ER appliquées au PLU

Thématique environnementale		Mesures
Consommation de l'espace	E	Réflexion argumentée et objectifs affichés de modération de la consommation et de lutte contre l'étalement urbain : réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles avec une réduction de la consommation de ces espaces par rapport à la période 2011-2021. Réduction des surfaces des secteurs 1AU et 2AU avec une prise en compte des enjeux identifiés lors du passage d'un écologue sur le terrain (flore patrimoniale).
	R	Délimitation précise des espaces qui seront nécessaires au développement du territoire à échéance du PLU.

Thématique environnementale		Mesures
		Ajustement des délimitations de zones de développement (1AU, 2AU) prévues dans le projet initial du PLU au regard des résultats des expertises écologiques réalisées dans le cadre de l'évaluation environnementale (caractérisation des zones humides et passage d'un écologue). Préservation des prairies permanentes par un zonage As au nord de la commune. Réduction du rythme de l'artificialisation par rapport à la période 2011-2021.
Paysage	E	Mise en place d'un traitement paysager obligatoire pour toute nouvelle construction. Mise en place d'espaces de transition paysagers et végétalisés dans les OAP notamment avec les parcelles agricoles adjacentes. Intégration d'une marge de recul obligatoire autour de tout cours d'eau (10 mètres) et des zones lisières forestières (50 mètres). 41 éléments du patrimoine paysager sont protégés à l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme. 23,06 ha de haies et alignements d'arbres sont protégés par le PLU sur le territoire de Rémilly, au L151-23 du code de l'urbanisme comme élément remarquable du patrimoine.
	R	Encadrement de l'implantation, des volumes, aspects ou encore hauteurs des futures constructions. Maintien de surfaces non-bâtis qui participeront à l'ambiance paysagère et au maintien du caractère rural sur Rémilly. Aménagements et traitements paysagers des zones à urbaniser développés dans l'OAP d'aménagement (espaces végétalisés de transition, alignement paysager, espace vert, cheminements piétons etc.)
Patrimoine naturel et continuités écologiques	E	Maintien de grandes continuités naturelles et agricoles sur la commune. Intégration des continuités écologiques dans la conception des zones d'extension urbaine. Protection d'éléments boisés (bois, haies, alignements d'arbres) via l'article L151-23 du code de l'urbanisme (23,06 ha concernés) et d'un classement en Espace Boisé Classé (3,1 ha concernés). Intégration d'une marge de recul obligatoire autour de tout cours d'eau (10 mètres) et des zones lisières forestières (50 mètres).
	R	Intégration d'une marge de recul obligatoire autour de tout cours d'eau (10 mètres). Préservation de la majorité des espaces boisés en zonage NF. Mise en place d'une marge de recul de 25 m des limites cadastrales des forêts délimitées en secteur NF, en zone UB, A et N.
Ressource en eau potable et eaux pluviales	E	Construction admise que si le réseau public existant de distribution d'eau potable est en mesure de fournir au droit de la parcelle considérée Obligation de gestion des eaux pluviales à la parcelle quand techniquement cela est possible. Si cela n'est techniquement pas possible et que cela est avéré (par exemple sol imperméable) les aménagements devront donc garantir et maitriser l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau public en vérifiant au préalablement la capacité d'acceptation des réseaux.
L'eau en tant que milieu	E	Recul de 10 mètres par rapport à chaque cours d'eau du territoire Classement des espaces naturels et agricoles de la vallée de la Nied en zone N/NS ou A/As.
Nuisances sonores	R	Le long de la RD910 et de la RD999, les façades des constructions principales devront être édifiées en recul de 75 mètres minimum du domaine public.
Air Energie Climat	E	Développement/Confortement des cheminements doux (pré-identifiés dans les OAP et schémas d'intention).
	R	Les constructions économes en énergie sont encouragées. Implantation des nouvelles constructions devant être réfléchie de manière à minimiser les besoins énergétiques (chauffage, climatisation et éclairage), à minimiser l'impact du vent et favoriser l'accès au soleil
Risques naturels	E	Zones à aléa fort identifiées dans l'Atlas des Zone inondables schématisées dans le zonage et classées en zone NS.
	R	Inscription de l'obligation d'une gestion adaptée des eaux pluviales à l'échelle du secteur pour toute construction.
Risques technologiques	E	Evitement des sites et sols potentiellement pollués (données CASIAS, BASOL et SIS) dans le zonage pour les futurs aménagements.

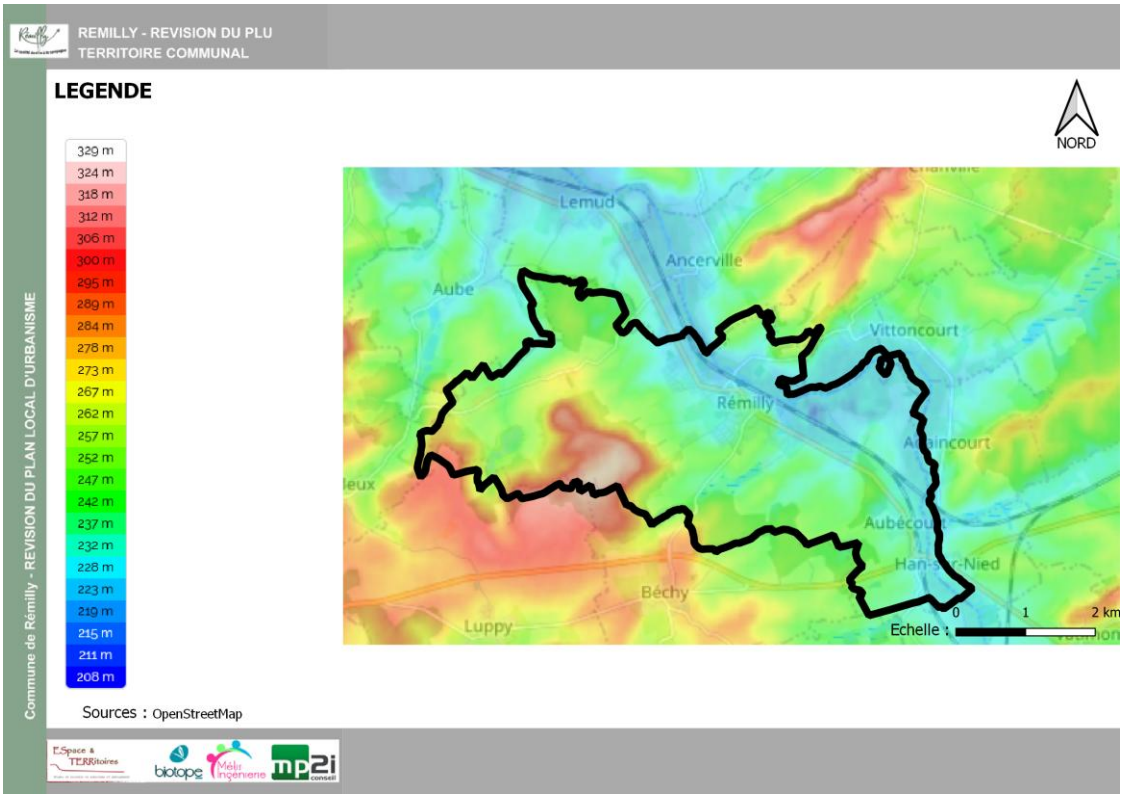
3 État initial de l'environnement

3.1 Milieu physique et occupation du sol

3.1.1 Topographie

Source : https://fr-fr.topographic-map.com

La topographie de la commune de Rémilly est légèrement vallonée avec des pentes plus marquées au sud-ouest de la commune. L'altitude moyenne est de 251 m avec une altitude maximale de 328 m au sud-ouest du territoire, dans le bois de Dain. Le bourg s'est développé au nord du territoire, sur la rive gauche de la rivière de la Nied Française.



Carte 1 : Contexte topographique (source : https://fr-fr.topographic-map.com)

3.1.2 Contexte géologique

3.1.2.1 Unités géologiques

Sources : Notice n°165 Saint-Avold et notice n°164 Metz du BRGM

Le sous-sol, au sud-ouest au nord-est du territoire, appartient essentiellement au système du Trias (supérieur). Il s'agit des formations suivantes :

- Rhétien : rhétien supérieur (Argiles de Levallois). Il s'agit d'une couche de marnes argileuses compactes brun rouge sombre à reflets et taches verdâtres lorsqu'elles sont inaltérées, rouge violacé à rouge brique aux affleurements. Ces argiles imperméables ne renferment aucun fossile.
- Rhétien : rhétien inférieur (Grès à passer conglomératiques et argiles schisteuses noires). Sous un matelas de schistes noirs, plus ou moins compacts mais très friables et altérables en paillettes après exposition à l'air, se présente un massif, en bancs souvent épais, de grès quartzeux blanchâtre, jaunâtre ou grisâtre, à groin fin, parfois faiblement micacé, à ciment légèrement calcaire ou siliceux, pyriteux avec débris ligniteux, lardé de zones ou joints argileux verts et noirs. De vastes surfaces boisées sont établies sur ce niveau siliceux fissuré et sur ses éboulis.
- Keuper supérieur : marnes irisées supérieures. Cette formation se caractérise par une succession assez uniforme, mais dont les affleurements souvent ravinés sont toujours nets, de marnolites verdâtres, grises, violacées, mauves ou rougeâtres, et minces passages de dolomie marneuse gris verdâtre ou jaunâtre.
- Keuper moyen : dolomie-moellon. Il s'agit de gros bancs massifs, durs, plus ou moins profondément fissurés, localement altérables en dalles ou feuillets minces, de dolomie calcaire gris blanchâtre ou jaunâtre, parfois marbrée de rouge violacé, caverneuse et celluleuse.
- Keuper moyen : marnes rouges gypseuses (Argiles ou Marnes de Chanville). D'une profondeur moyenne de 20 mètres, ces marnes rouge vif comportent souvent des amas lenticulaires de gypse.
- Keuper moyen : Marnes à gypse et sel gemme (Marnes irisées inférieures). La formation essentiellement composée de marnolites aux teintes variées, grises, vertes, rouges ou violettes, conserve des caractères assez uniformes à travers foute sa masse sauf vers le sommet où apparaissent à diverses hauteurs des intercalations plus ou moins importantes de couches dolomitiques, parfois gréseuses

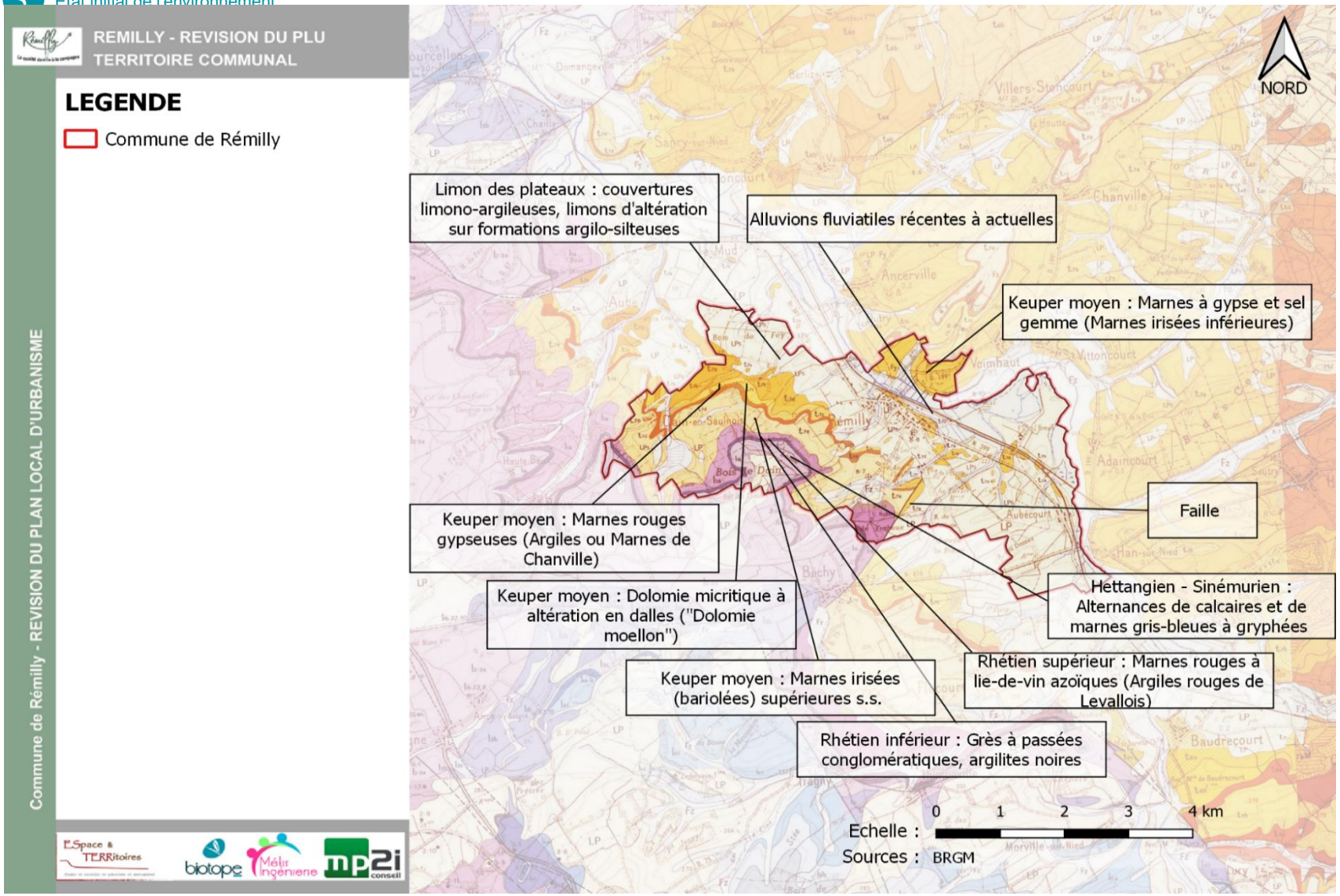
Tout au sud-ouest, une unité géologique du Jurassique (inférieur) domine le sous-sol : calcaires et marnes.

- Sinémurien - hettangien : alternances de calcaires et de marnes gris-bleues à gryphées. Ces assises constituent le couronnement dur et résistant de butte témoins. Ce sont des alternances de bancs calcaires marneux dur, épais de 20 à 40 cm, et de marnes souvent schisteuses, pouvant atteindre 80 cm d'épaisseur.

Enfin, sur la majorité de la commune, au-dessus des formations du Trias, sur l'axe nord-ouest/sud-est le long de la rivière, sont identifiées des formations du Quaternaire : limons et alluvions.

- Limons, ces formations dominent de vastes surfaces, notamment les zones agricoles et secteurs boisés ou de végétation dense. Leur nature est étroitement liée à celles des formations supports.
- Alluvions récentes, comblement de fond de vallées, tourbes, graviers, cailloutis. Ces dépôts donnent lieu à des aires planes, subhorizontales ou faiblement inclinées vers l'aval, de part et d'autre des cours d'eau. Ils se concentrent principalement à l'est de la commune, le long de la Nied, et notamment aux abords des cours d'eau et sont essentiellement composé de matériaux de nature calcaire.

Les formations d'argiles, peuvent engendrer un aléa retrait gonflement. Ce dernier est d'intensité faible à moyen sur la commune de Rémilly (voir partie « Nuisances et risques »).
Aussi, la commune est concernée une faille en son centre. Elle peut présenter un enjeu en termes de stabilité des sols mais ne concerne pas le tissu urbain de la commune.



Carte 2 : Les formations géologiques (source : BRGM)

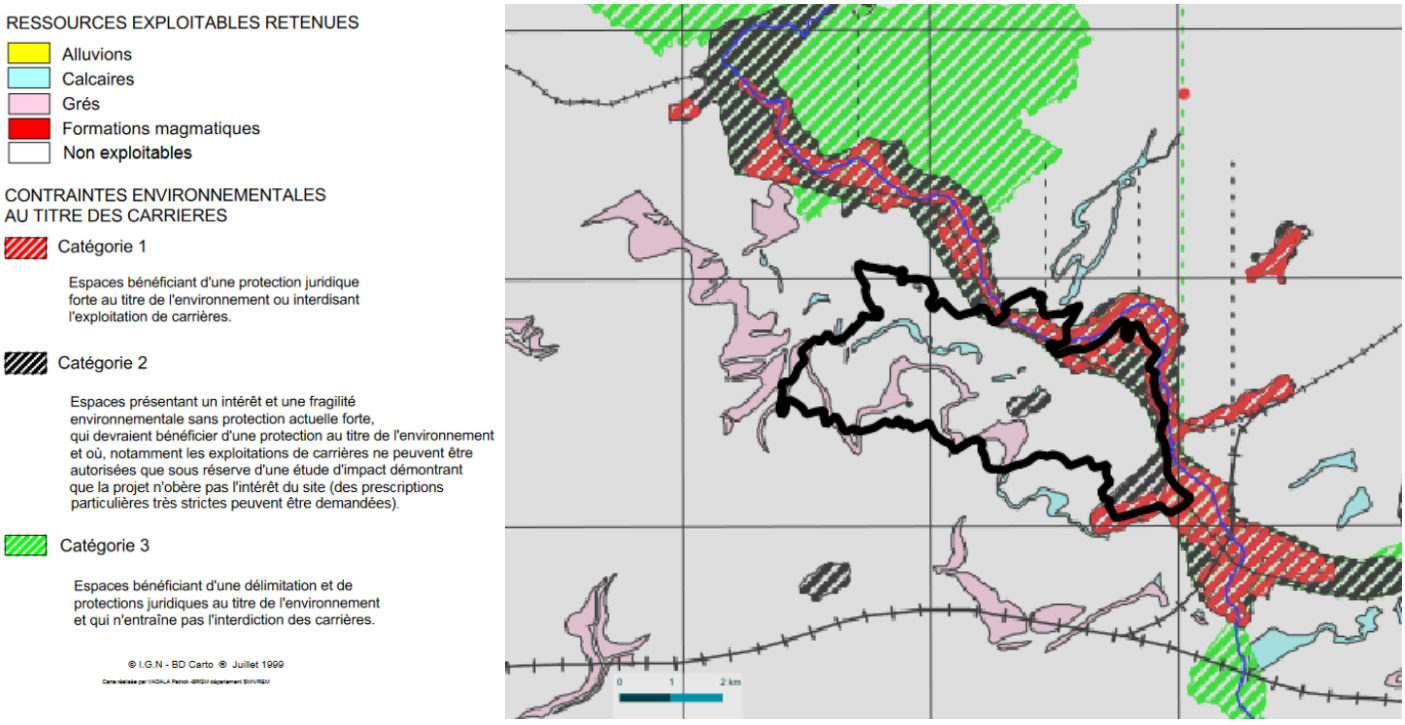
3.1.2.2 Ressource du sous-sol

Source : SDC Moselle

Le département de la Moselle est concerné par un Schéma Départemental des Carrières (SDC) qui définit les conditions générales d'implantation des carrières. Le SDC de la Moselle a été publié en décembre 2002. Les orientations de ce schéma interviennent à plusieurs niveaux :

- Réduire la consommation des alluvionnaires ;
- Développer l'exploitation industrielle des autres ressources disponibles ;
- Améliorer l'accès aux gisements de minéraux, et en particulier aux alluvions ;
- Installer un observatoire de l'évolution des matériaux afin de pourvoir réajuster les orientations dans le domaine de l'offre ;
- Réduire les impacts des exploitations sur leur milieu environnant et améliorer la requalification des sites au terme des activités correspondantes.

La loi ALUR du 24 mars 2014 a modifié l'article L. 515-3 du Code de l'Environnement et a ainsi réformé les SDC. Elle impose l'élaboration de schémas régionaux des carrières devant être mis en application au plus tard le 1er janvier 2020. Celui du Grand Est est en cours d'élaboration, avec un comité de pilotage et des comités techniques organisés depuis 2016.
Les sols dominants sur la commune sont des sols argileux. Les sols sont plus épais et fertiles à l'est du territoire, avec le lessivage apporté par le passage de l'eau et des crues de la Nied Française. Les sols sont plus calcaires à l'ouest de la commune. Le grès et le calcaire présents sur le territoire sont recensés comme ressource par le Schéma Départemental des Carrières. Peu de surfaces de ces ressources affleurent sur le territoire néanmoins. La commune ne possède aucune carrière ou ancienne carrière.
De plus la partie nord et est de la commune est recensée comme étant de sensibilité juridique 1 (interdiction d'exploitation) sur la zone Natura 2000 et 2 (délimitation ou protection forte) sur la ZNIEFF de type 1 et sur la zone humide au centre de la commune.



Carte 3 : Schéma Départemental des Carrières de la Moselle, zoom sur la commune de Rémilly (Source : SDC Moselle)

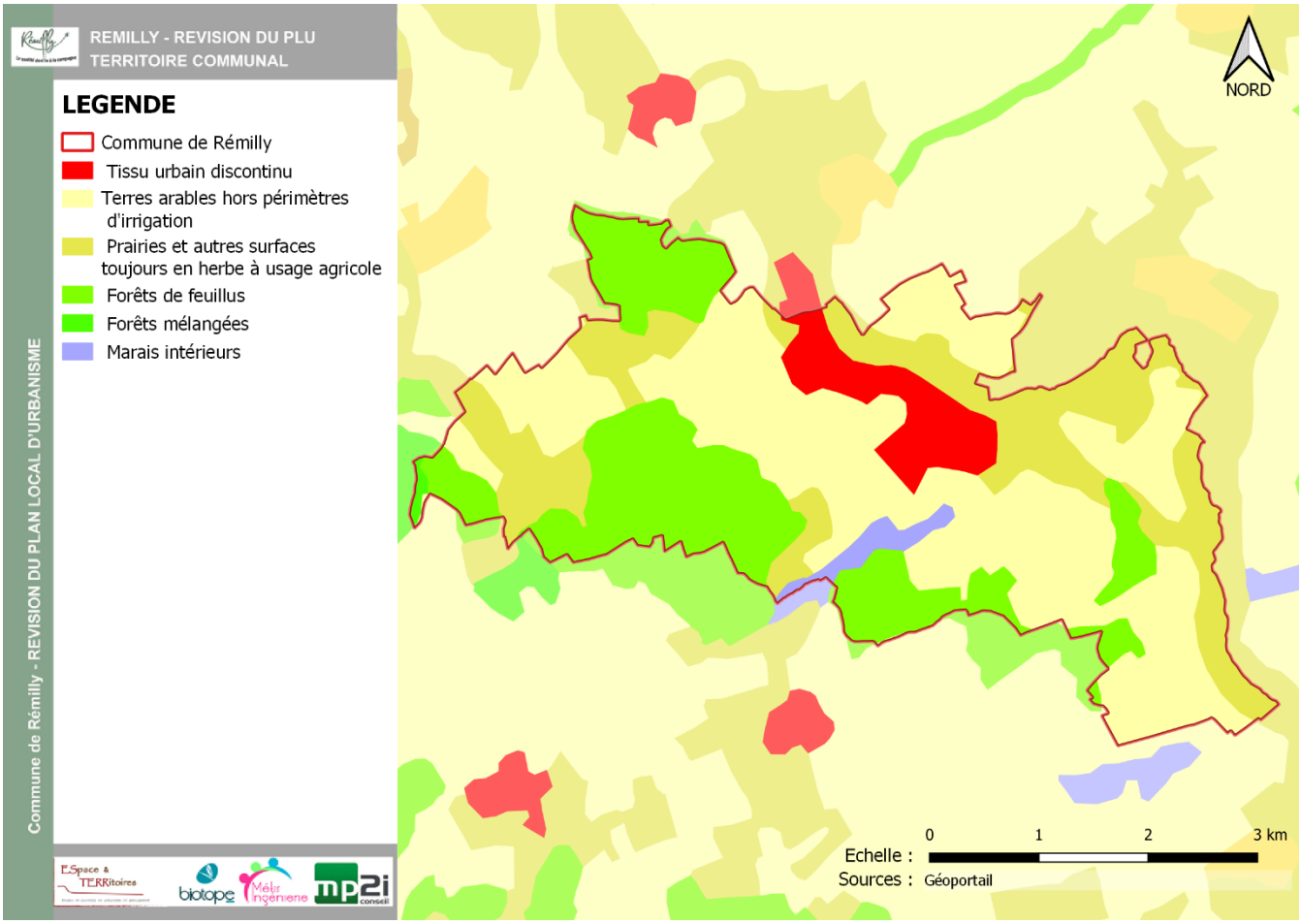
3.1.3 Occupation du sol

3.1.3.1 Inventaire de l'occupation du sol

Source: Corine Land Cover, Géoportail, IGN

Le territoire de Rémilly est principalement composé d'une plaine agricole ouverte avec des terres arables et des prairies.
En prenant les données Corine Land Cover (2018), les terres arables représentent 44 % du territoire et les prairies 23 %. Le tissu urbain, concentré au Nord du territoire, ne constitue que 6 % du territoire. L'occupation du sol est répartie comme ceci :

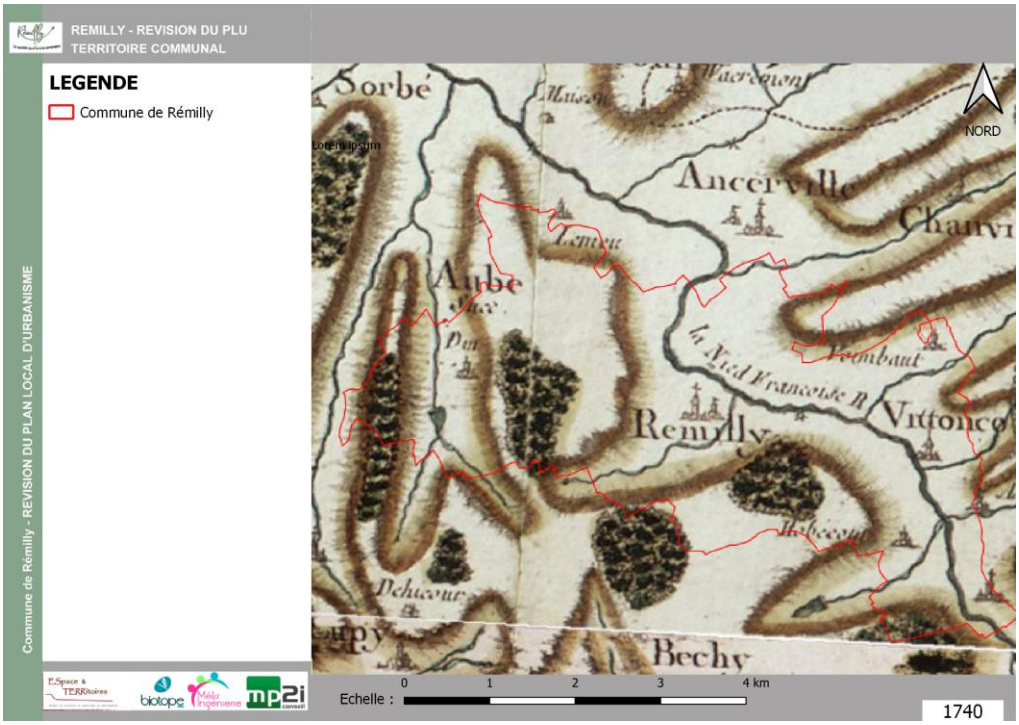
- Forêts : 488 ha, soit 26 %
- Prairies : 430 ha, soit 23 %.
- Terres arables : 830 ha, soit 44 %.
- Zones urbanisées : 115 ha, soit 6 %.
- Zones humides (marais intérieurs) : 28 ha, soit 1 %



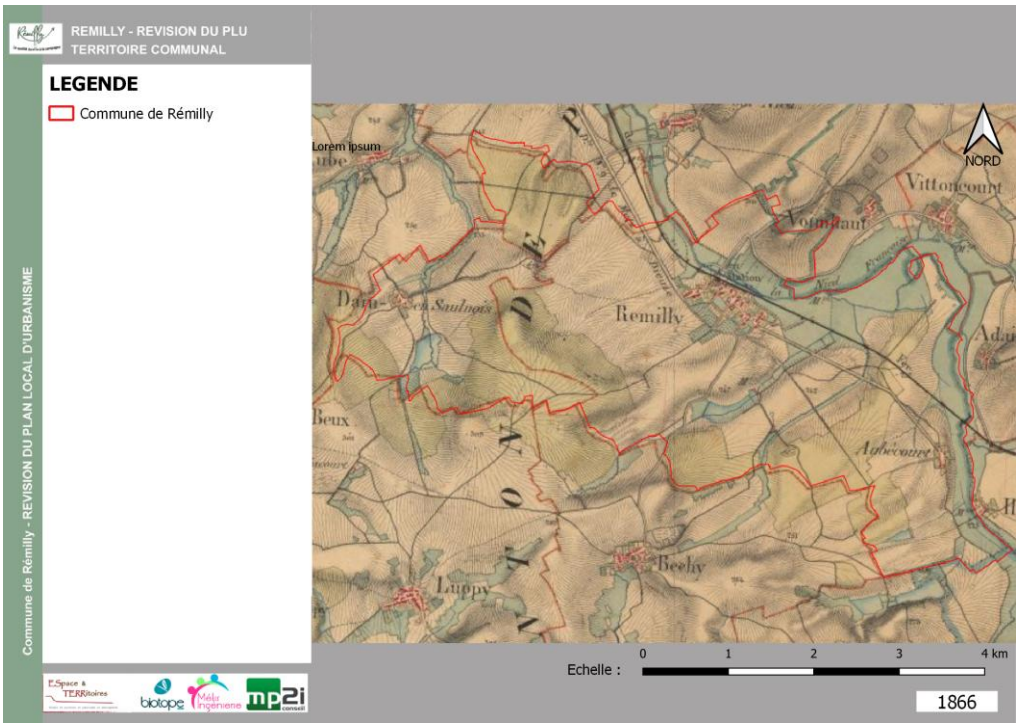
Carte 4 : Occupation du sol de la commune de Rémilly (Biotope)

Par ailleurs, selon les données Corine Land Cover, entre 1990 et 2018, le tissu urbain s'est légèrement développé au détriment des espaces agricoles (perte de 10 ha) et des prairies (perte de 2 ha).
Evolution de la consommation de l'espace

L'organisation du territoire de Rémilly a toujours été composée d'une plaine agricole avec des massifs forestiers séparés (Bois de Fraheux, Bois de Fey, Bois de Dain). Le noyau urbain s'est très peu développé entre 1740 et 1866 comme le montrent les cartes suivantes. Au sud, l'étendue du massif forestier semble avoir légèrement diminué.

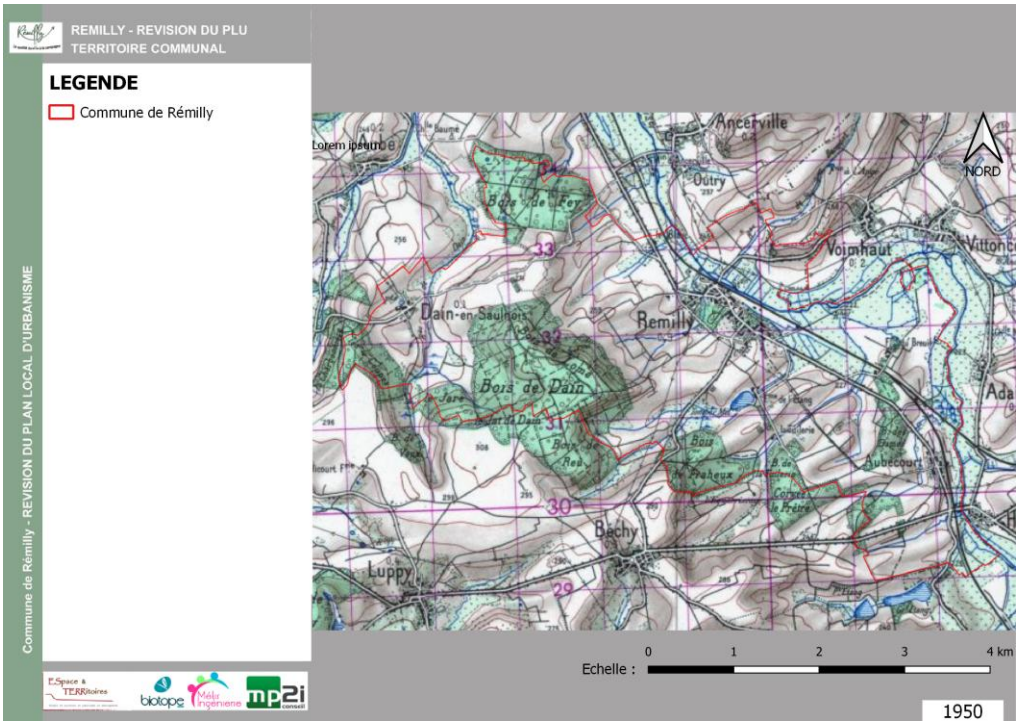


Carte 5 : Carte de Cassini (Biotope)



Carte 6 : Carte de l'Etat Major – 1866 (Biotope)

Entre 1866 et 1950, le territoire n'a pas connu une expansion significative.



Carte 7 : Evolution de l'enveloppe urbaine d'après le Scan50 historique de 1950 (Biotope)

De 1950 à aujourd'hui, le tissu urbain s'est légèrement densifié avec la construction d'un lotissement le long de la route au Nord du bourg historique, ainsi qu'un second au sud du centre-ville. Dans la continuité de ce second lotissement, de nouvelles maisons individuelles sont en cours de construction.

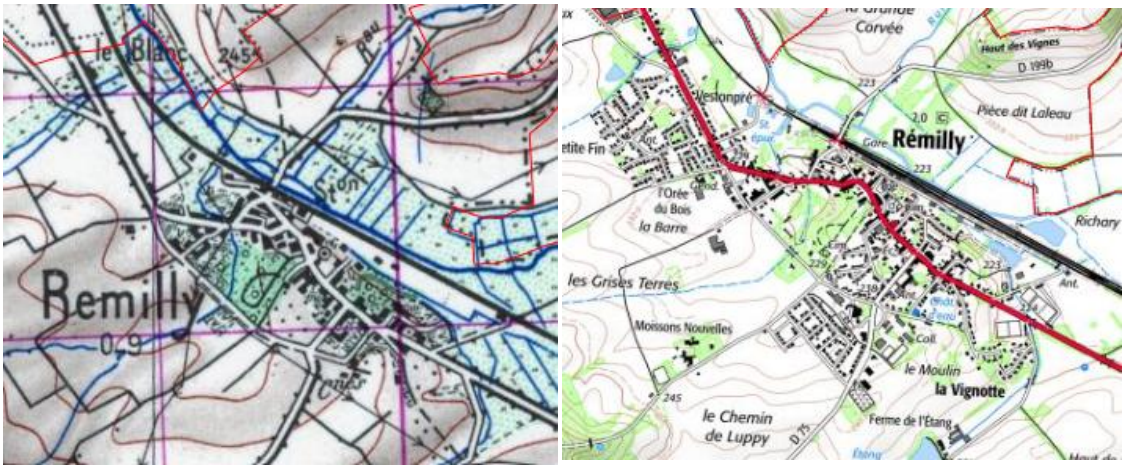


Figure 2 : Evolution de l'enveloppe urbaine d'après la carte IGN (à droite) et le Scan 50 historique de 1950 (à gauche)

3.1.3.2 Diagnostic forestier

La commune de Rémilly est couverte par 488 ha de forêt dont 139 ha soit 28,5% de forêt communale, 256 ha soit 52,5% de forêt domaniale et 19% de forêt privée.
La forêt domaniale appartient à l'ensemble forestier de la forêt domaniale des six cantons.
La forêt communale de Rémilly occupe 138,67 ha et est composée principalement de chênes (55%), de charmes (18%), de frênes (12%) ainsi eu de feuillus précieux (8%), d'hêtres (4%), d'épicéas (2%) ainsi que de feuillus divers (1%).

Cette forêt communale est issue d'un traitement de conversion en futaie régulière (vieillissement du peuplement initial et rajeunissement naturel partiellement engagé). Le plan d'aménagement forestier 2010-2024 de Rémilly préconise de poursuivre le rajeunissement par le renouvellement par zone des plus vieux peuplements pour rééquilibrer les classes d'âges des peuplements.
La forêt communale est constituée de 6 massifs répartis de l'est au sud de la commune qui accueillent de grands mammifères tels que des chevreuils et des sangliers. Des renards et mustélidés sont également présents.
Le plan d'aménagement préconise par ailleurs de conserver 2 arbres creux par hectare et un gros arbre mort ou sénescent par hectare afin de constituer des habitats favorables aux pics, oiseaux, chauve-souris et de manière plus générale favorable à la petite faune et la flore.
Parmi les forêts présentent sur le territoire communal, les parties de forêt domaniale des Six Cantons, la forêt communale de Rémilly pour les bois Jaunez, Tuileries, des Dames, de la Lierre, de Lomé, des Héritiers relèvent du régime forestier (cf. Figure 3).



Figure 3 : Lisière du bois de Fraheux, champs de colza et pâturage au sud de la commune de Rémilly (Biotope)

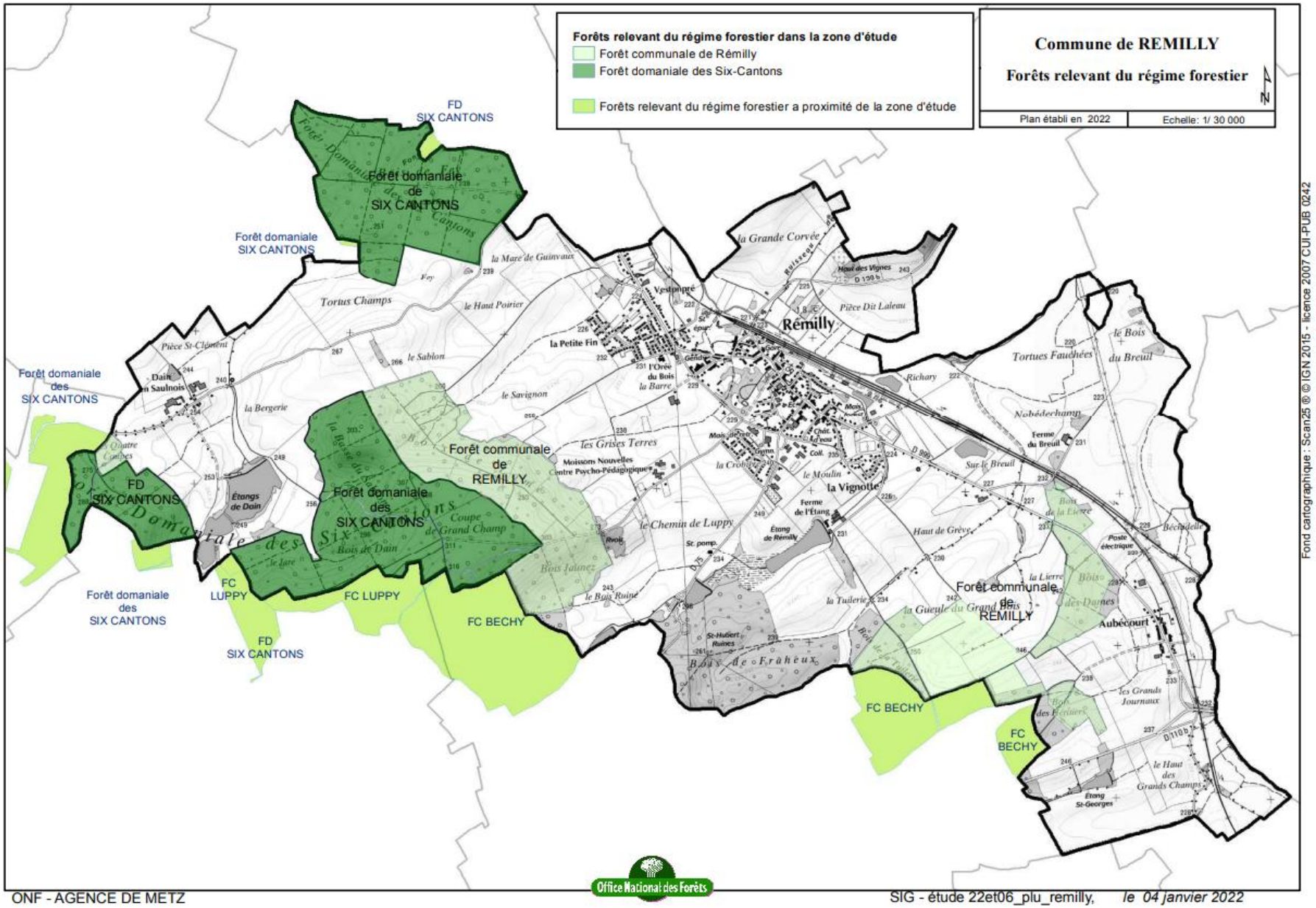


Figure 4 : Carte des forêts relevant du régime forestier sur la commune de Rémilly issue du porté à connaissance de l'Etat (source : ONF, préfecture de la Moselle)

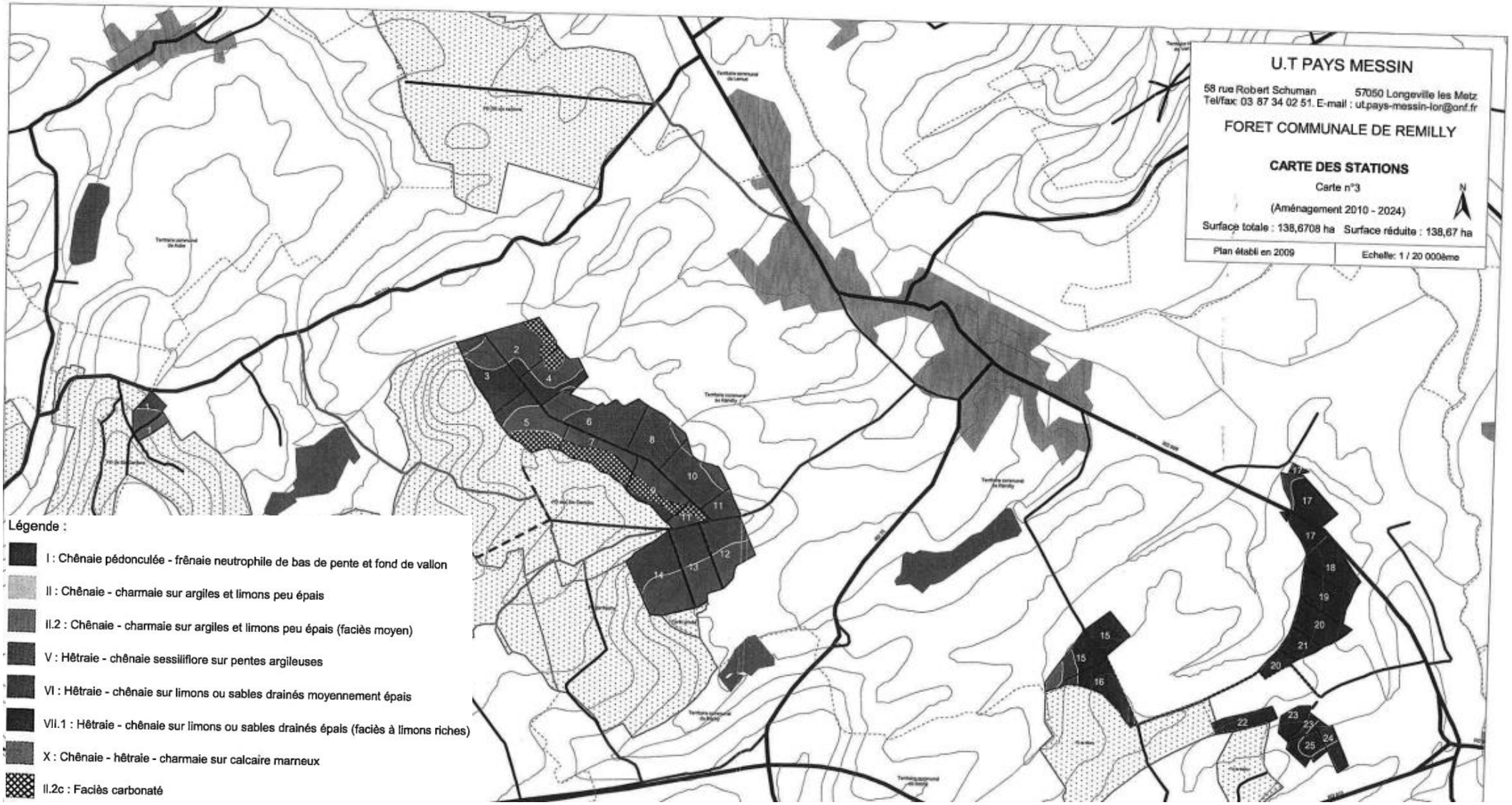


Figure 5 : Carte des parcelles forestières communales (source : Pan d'aménagement forestier de la commune de Rémilly, ONF)

3.1.4 Hydrographie

3.1.4.1 Document Cadre, le SDAGE du bassin Rhin-Meuse.

Source : SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027

La Loi sur l'Eau de 1992 a créé deux nouveaux outils de planification : le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et les SAGE (Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux). De plus, par l'adoption le 23 octobre 2000 de la directive cadre sur l'eau (DCE), l'Union Européenne s'est engagée à donner une cohérence dans l'ensemble de la politique dans une perspective de développement durable.
Le SDAGE fixe pour chaque bassin hydrographique métropolitain les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect des principes de la loi sur l'eau.
La commune de Rémilly est concernée par le SDAGE 2022-2027 du bassin Rhin-Meuse, adopté le 22 mars 2022. Les documents d'urbanisme - les Schémas de cohérence territoriale (SCOT) et à défaut les Plans locaux d'urbanisme (PLU) - doivent être compatibles avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE (voir articles L.111-1-1, L.122-1-13 et L.123-1-10 du Code de l'urbanisme).
Les objectifs environnementaux fixés par le SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027, pour le district du Rhin sont les suivants :

- Un bon état écologique pour au moins 50 % des masses d'eau de surface (tout ou partie d'un cours d'eau).
- Un bon état chimique des eaux de surface porté à 28 % (déclassement des masses d'eau par l'introduction de nouvelles substances par la directive Européenne 2013/39) et 67 % pour les eaux souterraines.
- Un bon état quantitatif des eaux souterraines : seule la nappe des Grès du Trias inférieur (secteur de Vittel) est concernée. L'objectif d'un retour à l'équilibre est reporté à 2027.
- La réduction/suppression des substances dangereuses : avec des exigences de résultats très fortes pour les plus gros contributeurs.

La commune de Rémilly n'est pas concernée par un SAGE.

3.1.4.2 Eaux superficielles

Sources : SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027 ; INERIS – Etat des lieux du SDAGE 2019, Syndicat des Eaux Vives des 3Nied.

Le territoire de Rémilly appartient au bassin versant Moselle-Sarre et est situé dans le sous-bassin de la Nied Française (superficie de 504 km²).
La commune de Rémilly est concernée par plusieurs cours d'eau : la Nied Française qui traverse la commune sur sa partie Nord, d'est en ouest. Rivière longue de 59 km, elle rejoint la Nied Allemande à Condé-Northen pour former la Nied Réunie.
La commune est également traversée par le ruisseau de l'étang du Moulin, long de 4,25 km, prenant sa source dans la commune voisine de Béchy et se jetant dans la Nied Française à Rémilly.
Le ruisseau de Dain, qui traverse l'ouest de la commune, long de 5 km et prenant sa source dans la commune voisine de Luppy, est aussi un affluent de la Nied Française via le ruisseau de l'Aube. Au sud de la commune passe le ruisseau des étangs de Flocourt, lui aussi un affluent de la Nied Française. Enfin, au nord-ouest de la commune, passe le ruisseau de Bermont, affluent de la Nied Française prenant sa source dans la commune de Voimhaut.
La commune de Rémilly présente également de nombreux ruisseaux temporaires dont les noms ne sont pas répertoriés. Ils maillent la commune selon un axe sud-nord et se situent autour de la Nied Française dans laquelle ils se jettent (cf. carte 8).
La commune de Rémilly est également concernée par des plans d'eau dont le groupement le plus important sont les étangs de Dain (3 étangs côte à côte, 9 ha). Ces étangs sont traversés par le ruisseau de Dain. Au centre de la commune, au milieu d'une zone humide, se trouve

l'Etang de Rémilly (4,8 ha), traversé par le ruisseau de l'étang du Moulin. Au sud de la commune se situe l'étang Saint George (1,2 ha).
D'autres étangs privés se trouvent sur la commune, notamment proches de la Nied Française sans avoir a priori de noms particuliers (cf. carte 7).



Figure 6 : Etang privé en face de la déchèterie de Rémilly (Biotope)

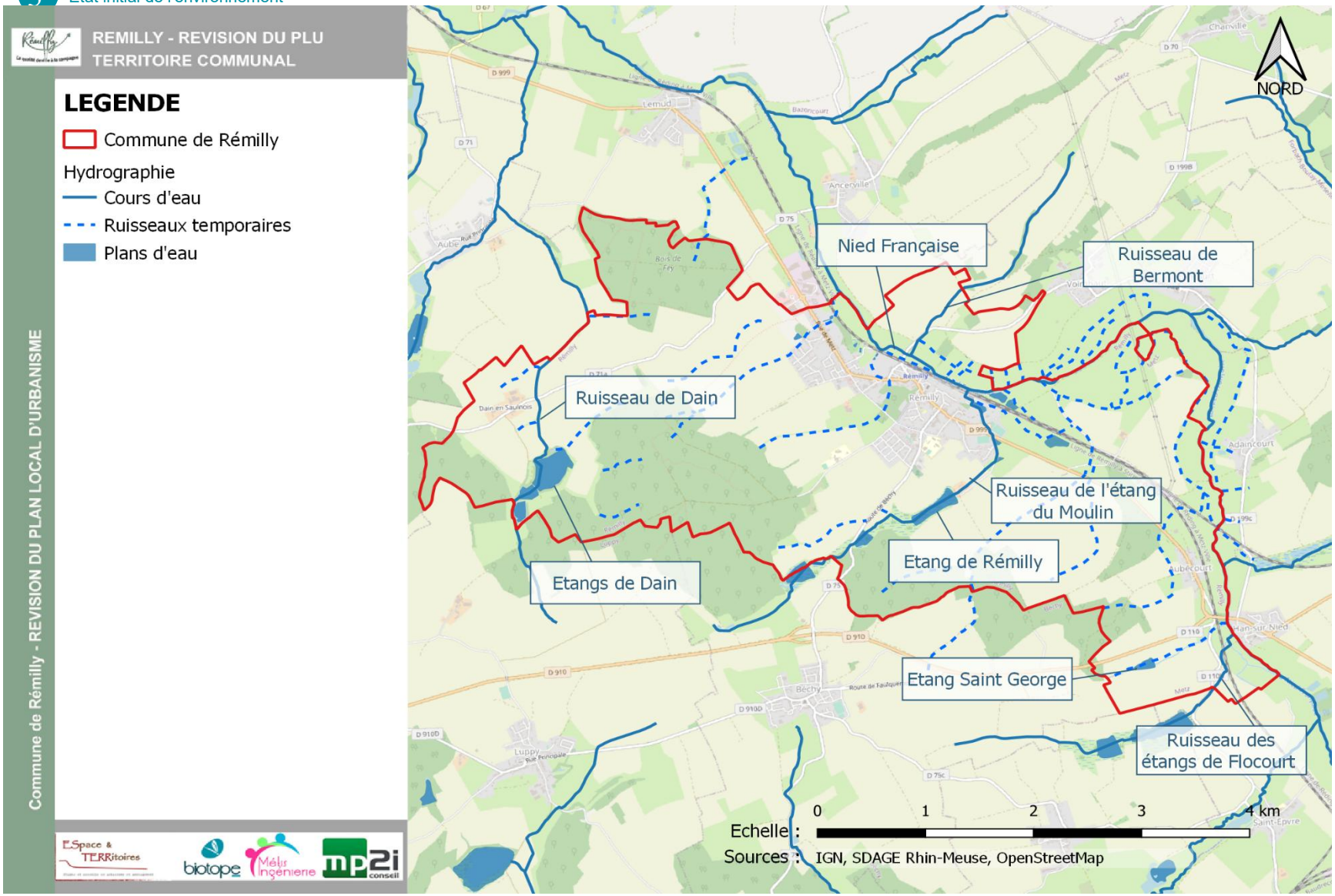
Selon le SDAGE Rhin-Meuse, seule la Nied Française est considérée comme une masse d'eau superficielle : elle est découpée en deux entités : FRCR416 « Nied Française 1 » et FRCR417 « Nied Française 2 ». La partie de la Nied Française passant par la commune de Rémilly appartient à l'entité FRCR416 « Nied Française 1 ».
Aucune station de prélèvement de la qualité des eaux est présente sur la commune de Rémilly. La plus proche est à Baudrecourt pour mesurer la qualité de l'eau de la « Nied Française 1 ».

3.1.4.2.1. Qualité des masses d'eau FRCR416 « Nied Française 1 » et FRCR417 « Nied Française 2 »

La détérioration, qualitative ou quantitative, de l'eau est analysée par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse qui dresse un bilan de l'état des masses d'eau superficielles principales selon deux critères : l'écologie et la chimie. Le but étant d'identifier les masses d'eaux dégradées et l'origine de ces dégradations afin d'orienter les mesures de restauration aboutissant à un « bon état ». Suivant la nature de la dégradation, les échéances définies pour atteindre ce « bon état » varient entre 2015 et 2033. En prenant en compte ces objectifs écologiques et chimiques on obtient l'objectif de « bon état global » des eaux.
Selon le SDAGE Rhin-Meuse 2016-2021, l'état des lieux de 2019 et le SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027 l'évolution de la qualité de cette masse d'eau superficielle est la suivante :

Masse d'eau	***Objectif SDAGE Rhin-Meuse 2016-2021***		***Etat des lieux du SDAGE 2019***		***Objectif SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027***		
	Etat écologique, délais	*Etat chimique, délais*	*Etat écologique*	*Etat physico-chimique*	*Etat écologique, délais*	*Etat chimique sans ubiquistes, délais*	*Etat chimique avec ubiquistes, délais*
FRCR416 « Nied Française 1 »	Bon état, 2027	Bon état, 2027	Etat moyen	Mauvais état (bon état sans ubiquistes)	Objectif moins strict, 2027	Bon état, 2021	Bon état, 2033
FRCR417 « Nied Française 2 »	Bon état, 2027	Bon état, 2027	Etat moyen	Bon état	Objectif moins strict, 2027	Bon état, 2033	Bon état, 2033

La Nied Française est concernée pour ses deux parties par un objectif d'état écologique moins strict fixé par le SDAGE, lorsque la masse d'eau ne présente pas un bon état à l'état des lieux de 2019. Ainsi le délai pour que les coûts prévisionnels des mesures soient acceptables est fixé au-delà de 2027. Il en est de même pour la mise en œuvre des mesures liées aux contraintes techniques.
L'ensemble de la masse d'eau « Nied Française » avait pour objectif un bon état pour 2027. Les raisons de la requalification des délais pour l'atteinte d'un bon état écologique de cette masse d'eau sont des coûts disproportionnés, les conditions naturelles de la rivière et la faisabilité technique.
Cette masse d'eau se trouvant dans une zone de céréaliculture et polyculture élevage, elle est sujette à des pressions d'origines agricoles dues aux produits phytopharmaceutiques, aux nitrates et autres rejets liés à l'élevage. L'origine du report du bon état pour la masse d'eau FRCR416 « Nied Française 1 » étant notamment motivée par la présence d'Isoproturon (herbicide) et de Benzo(a)pyrène (polluant de l'air issu de combustion incomplète).
Pour finir, l'ensemble de la commune est concerné par des zones vulnérables aux nitrates définies par l'arrêté du 31 août 2021 désignant les zones vulnérables du bassin Rhin-Meuse. Ces zones sont issues de la « directive nitrate » de l'Union Européenne, dont l'objectif est de protéger les eaux souterraines et les eaux de surface contre les pollutions provoquées par les nitrates d'origine agricole et de prévenir toute nouvelle pollution de ce type. A ces zones s'applique un programme d'action national (PAN) consolidé le 14 octobre 2016, et complété par le plan d'action régional (PAR) Grand Est, signé le 9 août 2018. Le plan d'action comprend des mesures visant la protection des eaux : encadrement des périodes d'épandage, couverture végétale, gestion adaptée des terres, etc.



Carte 8 : Réseau hydrographique (Biotope)

3.1.4.3 Eaux souterraines

Sources : BRGM, SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027, SCOTAM

La commune de Rémilly est concernée par deux masses d'eau souterraines, **l'une au-dessus de l'autre** : la masse d'eau souterraine « Domaine du Lias et du Keuper de plateau lorrain versant Rhin » (FRCG108) et la masse d'eau « Grès du Trias inférieur au Nord de la faille de Vittel » (anciennement appelée « Grès vosgien captif non minéralisé » ; FRCG105). Ces masses d'eau ne font pas l'objet d'un SAGE.

3.1.4.3.1. Masse d'eau souterraine « Domaine du Lias et du Keuper de plateau lorrain versant Rhin »

Cette masse d'eau est de type « imperméable localement aquifère ». Elle s'étend sur 6 466 km². Le plateau lorrain versant Rhin est composé d'une vaste zone peu aquifère, comportant des aquifères locaux de grès du rhétien, grès à roseaux et dolomies du Keuper et des buttes témoins de calcaires du Dogger. La limite ouest de cette masse d'eau correspond à celle du bassin versant hydrographique du Rhin.

Cette masse d'eau présente une ressource limitée malgré sa surface importante (environ 7 000 km²). L'aquifère est compris entre deux formations marneuses qui limite la recharge de l'aquifère et le débit disponible. Ainsi cette masse d'eau est très peu exploitée et les prélèvements sont en baisse.

L'état qualitatif de cette nappe est jugé « pas bon » dû à la présence de nitrates et particules issues de produits phytopharmaceutiques. L'Agence de l'Eau a reporté l'objectif de bon état à 2039 à cause de la présence de métabolites de molécules phytosanitaires interdites et autorisés et, au vu de la rémanence de ces molécules et de l'ampleur des mesures à mettre en place pour atteindre le bon état qualitatif de cette masse d'eau. Néanmoins, l'Agence de l'Eau maintient l'objectif de bon état chimique pour 2027.

3.1.4.3.2. Masse d'eau « Grès du Trias inférieur au nord de la faille de Vittel »

Cette masse d'eau est de type « Dominante sédimentaire ». Elle s'étend sur 11 145 km² dont 1 901 km² libre. Elle représente le réservoir d'eau potable stratégique de la Lorraine. La masse d'eau correspond à la partie libre et sous couverture des grès du Trias inférieur au Nord de la faille de Vittel, hors bassin houiller (correspond à la masse d'eau souterraine FRCG118). Elle est limitée à l'ouest par la limite de salinité à 1g/l de résidu sec.

L'état qualitatif et quantitatif de cette masse d'eau est jugé « bon ». Il n'y a pas de risque quantitatif sur cette masse d'eau.

Masse d'eau	***Etat des lieux du SDAGE 2019***		***Objectif du SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027***	
	Etat quantitatif	*Etat chimique*	*Etat quantitatif, délais*	*Etat chimique, délais*
FRCG105 « Grès du Trias inférieur au nord de la faille de Vittel »	Bon état	Bon état	Bon état, 2015	Bon état, 2015
FRCG108 « Domaine du Lias et du Keuper du plateau lorrain versant Rhin »	Bon état	Mauvais état	Bon état, 2015	Bon état, 2039

3.1.5 Synthèse

Tableau 2 : Synthèse des enjeux sur le milieu physique et l'occupation du sol

Atouts et opportunités
Topographie : • Développement du bourg sur la plaine et sur les rives de la Nied Française. Contexte géologique : • Des sols épais alluvionnaires et fertiles. • Des documents cadres (SRC et SDC). • Des gisements de matériaux identifiés sur le territoire : grès et calcaires. • Sensibilité juridique 1 et 2 dans les secteurs nord-est et est de la commune. Occupation des sols : • Des milieux naturels bien représentés (26 % de milieux boisés et 23 % de milieux prairiaux). • Des prairies permanentes dans la SAU agricole liées la présence d'élevage extensif et de zones humides. • Une urbanisation maîtrisée qui a permis de limiter les zones d'habitats diffus. Hydrographie : • La Nied Française, ses affluents et les nombreux étangs présents sur la commune enrichissent le paysage. Masses d'eau souterraines : • La masse d'eau souterraine « Grès du Trias inférieur au Nord de la faille de Vittel » présente un bon état quantitatif et qualitatif depuis 2015.
Faiblesses et menaces
Topographie : • Une topographie légèrement vallonée et un territoire présentant un dénivelé important de 100 m. Contexte géologique : • Une bande de sol d'argile semi-gonflante au sud de la commune pouvant présenter des risques. Occupation des sols : • Une extension du tissu urbain au détriment des espaces agricoles entre 1990 et 2018. Hydrographie : • Cours d'eau délimitant le bourg à l'est et au sud et quelques ruisseaux temporaires le traversant selon un axe ouest-est • Des possibilités d'inondations sur la majeure partie de la commune dû au maillage des cours d'eau. • Un état écologique moyen et un état chimique mauvais de la rivière de la Nied Française. • Des eaux superficielles soumises à des pressions agricoles et industrielles.
Tendances d'évolution
Les effets du changement climatique tendent à aggraver certains évènements climatiques comme les inondations. En l'absence de mesures, l'état écologique et chimique de la Nied Française pourrait continuer de se dégrader.

Indicateurs possibles
• Evolution des espaces urbanisés, agricoles et naturels • Evolution de la qualité des cours d'eau
Enjeux
• Limiter la consommation d'espaces en privilégiant l'identification des dents creuses • Préserver et maintenir les espaces boisés et agricoles • Préserver et maintenir les élevages extensifs sur le territoire car ils participent à la préservation des prairies permanentes et temporaires • Préserver et maintenir les cours d'eau et la ripisylve associée • Améliorer l'état chimique et écologique de la Nied Française et donc participer à la réalisation des objectifs du SDAGE
Sources
BRGM, SDAGE Rhin-Meuse, Corine Land Cover 2018, RPG 2018, IGN, Schéma Départemental des Carrières de Moselle, SCOTAM.

3.2 Milieux naturels et biodiversité

3.2.1 Zonages de protections réglementaires

3.2.1.1 Site Natura 2000

Source : INPN

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. Il correspond à deux types de sites :

- Les zones de protections spéciales (ZPS), visant la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la Directive « Oiseaux » ; pour déterminer ces sites, un inventaire avait été réalisé, dénommé ZICO, Zones d'Importance pour la Conservation des Oiseaux.
- Les zones spéciales de conservation (ZSC), visant la conservation des habitats, des espèces animales et végétales figurant aux annexes I et II de la Directive « Habitats ». Certains sites sont désignés sites d'importance communautaire (SIC) avant d'être désignés ZSC.

Ces sites bénéficient d'une protection renforcée : tout projet susceptible de leur porter atteinte doit faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000. De plus, ces sites disposent ou disposeront à terme d'un Document d'Objectifs (DOCOB) qui précise les activités et/ou occupations du sol interdites, réglementées ou favorisées. Cependant, ces sites Natura 2000 ne sont pas des « sanctuaires de nature » d'où l'homme serait exclu. Parfois, certaines activités doivent même être favorisées parce qu'elles sont nécessaires à la conservation des habitats ou des espèces concernées.

Un site Natura 2000 se trouve en partie sur la commune de Rémilly. Il s'agit de la ZSC FR4100231 – « Secteurs halophiles et prairies humides de la vallée de la Nied ». 9,5% de cette ZSC est située sur le territoire communal.

Cette ZSC est composée majoritairement de prairies de fauche et de cultures céréalières extensives (incluant les cultures en rotation avec une jachère régulière) mais possède des

habitats remarquables tels que des prés salés intérieurs, des friches humides (mégaphorbiaie) et la présence d'une rivière (la Nied Française).
On retrouve deux espèces sur liste rouge nationale au sein de cette ZSP : le Crapaud commun (*Bufo bufo*) ainsi que la Laîche à épis d'orge (*Carex hordeistichos*).
Les habitats les plus remarquables mis en évidence sont : les prairies humides incluant des secteurs de prés salés et une tourbière alcaline. Ces prés salés sont notamment favorables au Céraiste douteux (*Dichodon viscidum)* et au Troscart maritime (*Triglochin maritima)*.



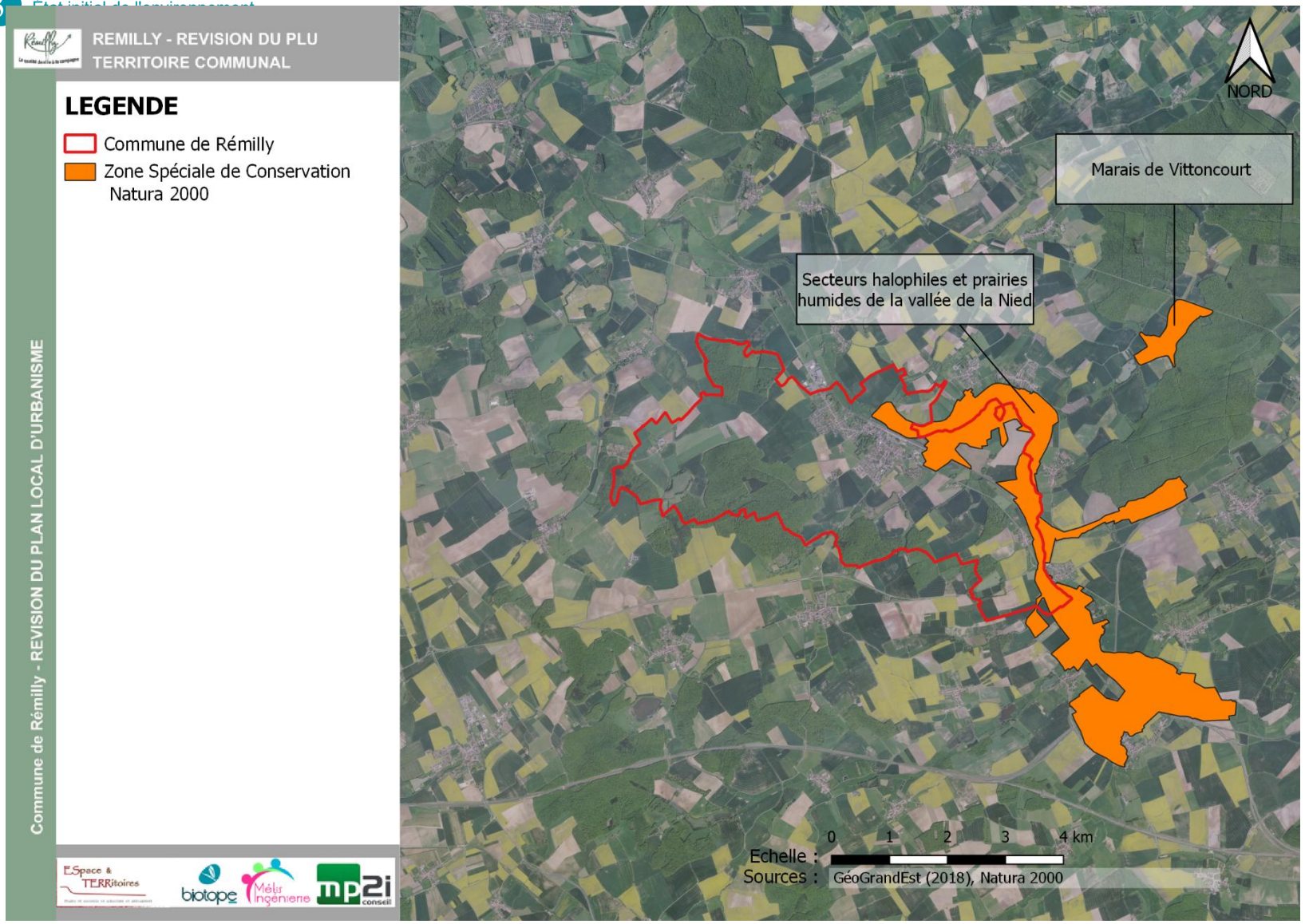
Figure 7 : Crapaud commun (INPN, J.C. de Massary)



Figure 8 : Laîche à épis d'orge Pie-grièche écorcheur (INPN, Y.Martin)



Figure 9 : Troscart Maritime (INPN, O.Roquinarc'h)



Carte 9 : Zonage Natura 2000 – Zone Spéciale de Conservation (source : INPN)

3.2.1.2 Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB)

L'Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB) est pris par le préfet en application de l'article R. 411-15 du code de l'environnement. L'objectif est de tendre « à favoriser la conservation de biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie de ces espèces ». Il interdit ou réglemente les activités pour protéger le milieu abritant le biotope. Il fait l'objet d'une publicité légale et est consultable en préfecture et en mairie. Les mesures de protection imposées sont définies dans chacun des décrets préfectoraux les instituant.
Aucun arrêté n'est recensé sur le territoire de Rémilly.

3.2.1.3 Sites inscrits et sites classés

Les sites inscrits et les sites classés sont des protections fortes qui permettent également de protéger les formations naturelles remarquables (cf. Partie « Paysages et patrimoine »)
Rémilly ne compte aucun site naturel classé ou inscrit. Le site le plus proche est un site inscrit, situé à environ 10,5 km au nord de Rémilly. Il s'agit du parc du château d'Urville.

Zones humides

Selon le code de l'environnement, une zone humide est un « terrain, exploité ou non, habituellement inondé ou gorgé d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année » (Art. L. 211-1 du Code de l'environnement). Ainsi, deux critères définissent une zone humide : la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle (critère pédologique) et l'existence de plantes hygrophiles (critère botanique).
Depuis le XX^{ème} siècle, la surface nationale des zones humides a diminué de 67 %, du fait de l'intensification des pratiques agricoles, des aménagements hydrauliques inadaptés et de la pression d'urbanisation.
Les zones humides sont des motifs naturels essentiels à préserver pour le maintien de l'équilibre du vivant. En lien avec leurs caractéristiques intrinsèques, les zones humides sont parmi les milieux les plus productifs du monde et fournissent de multiples services écosystémiques parmi lesquels :

- L'écrêtement des crues et le soutien d''étiage : les zones humides atténuent et décalent les pics de crue en ralentissant et en stockant les eaux. Elles déstockent ensuite progressivement les eaux, permettant ainsi la recharge des nappes et le soutien d'étiage.
- L'épuration naturelle : les zones humides jouent le rôle de filtres qui retiennent et transforment les polluants organiques (dénitrification) ainsi que les métaux lourds dans certains cas, et stabilisent les sédiments. Elles contribuent ainsi à l'atteinte du bon état écologique des eaux.
- Un support pour la biodiversité : étant donné l'interface milieu terrestre / milieu aquatique qu'elles forment, les zones humides constituent des habitats de choix pour de nombreuses espèces animales et végétales.
- Des valeurs touristiques, culturelles, patrimoniales et éducatives : les zones humides sont le support de nombreux loisirs (chasse, pêche, randonnée…) et offrent une valeur paysagère contribuant à l'attractivité du territoire. La richesse en biodiversité des zones humides en fait des lieux privilégiés pour l'éducation et la sensibilisation à l'environnement du public.

Les zones humides sont aujourd'hui reconnues comme des milieux particulièrement importants à maintenir et à restaurer. Elles sont ainsi protégées par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA, 2006), et font l'objet d'inventaires de plus en plus précis.

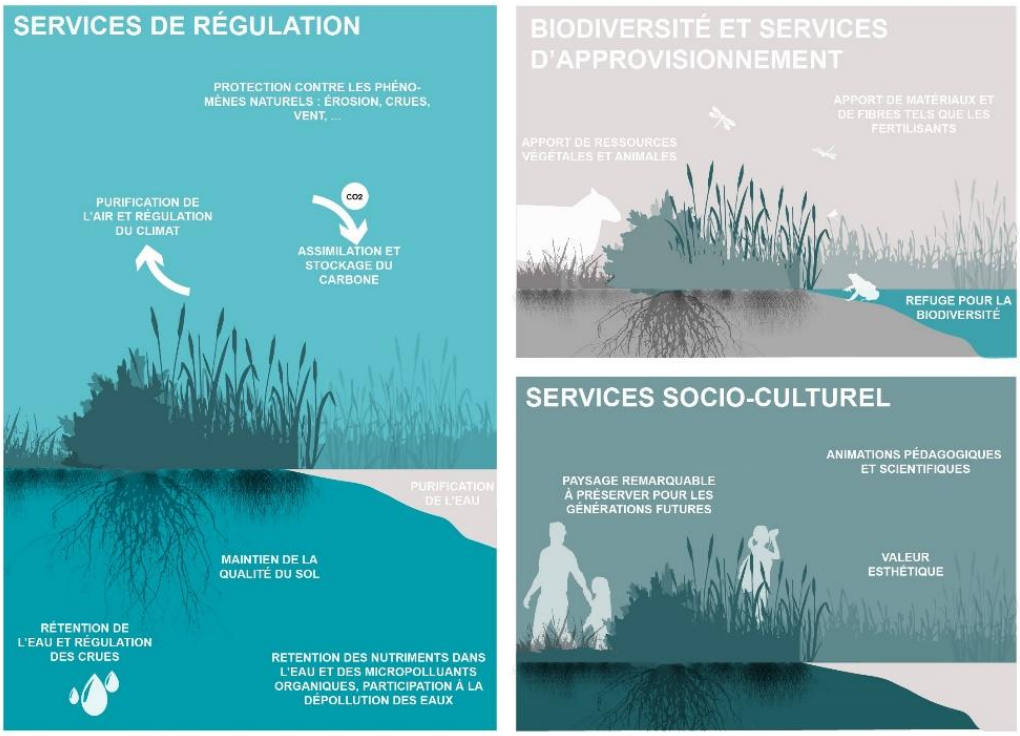


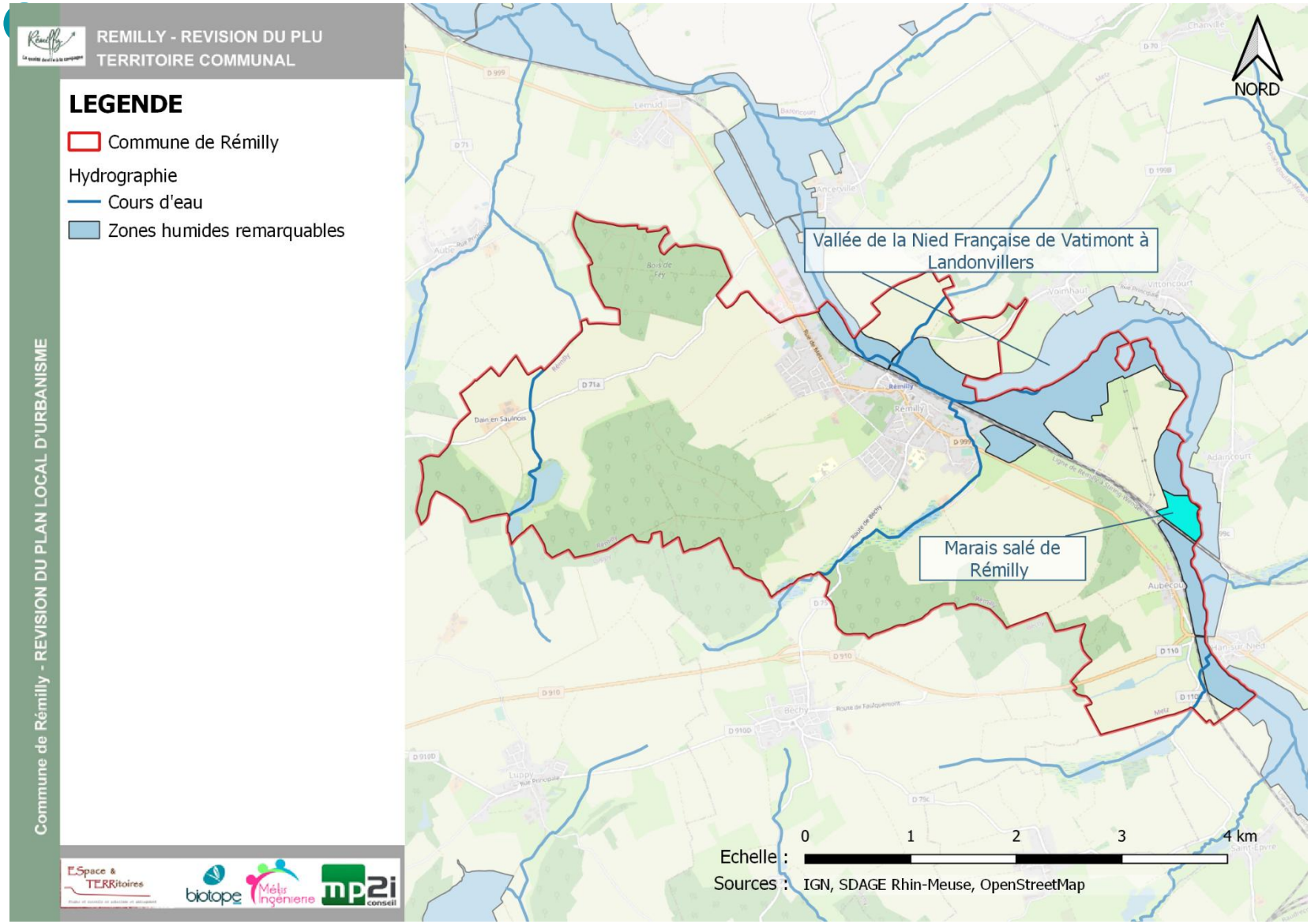
Figure 10 : Les principales fonctions écosystémiques des zones humides (source : Biotope)

A l'échelle de la Moselle, plusieurs inventaires de zones humides ont été menés :

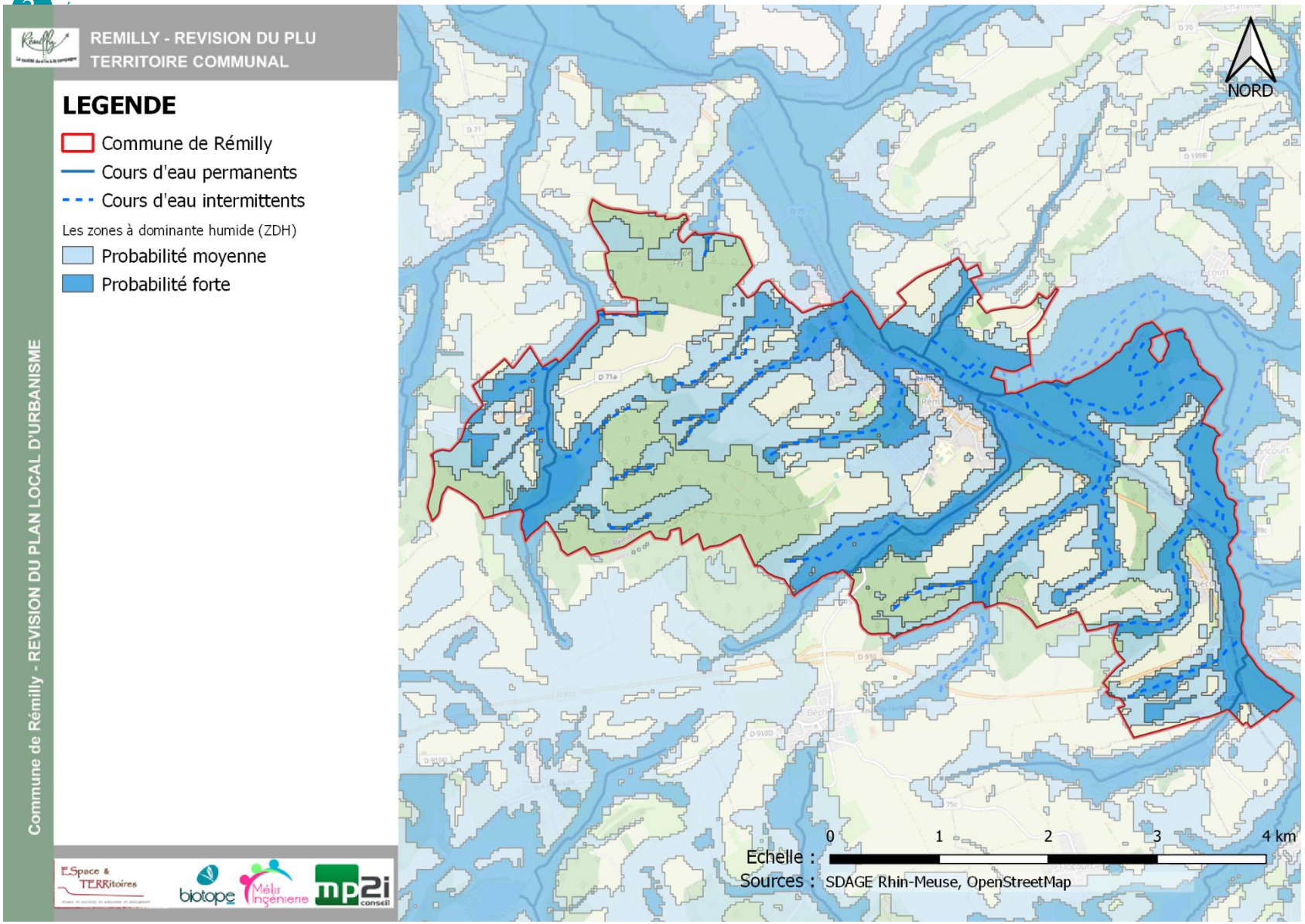
- **Les zones humides remarquables sur le Bassin Rhin-Meuse**. Il s'agit des zones humides remarquable identifiées par le SDAGE. Elles correspondent aux zones humides intégrées dans les réserves naturelles, les ENS ou aux Zones humides remarquables (ZHR) désignés par les Départements. Dans le cas où les départements ne sont pas dotés de sites ENS ou de ZHR désignés, elles s'intègrent dans les ZNIEFF, sites Natura 2000 ou dans les sites concernés par un arrêté de protection de biotope. Ainsi, cette typologie de zones humides abrite une biodiversité exceptionnelle et présente un état écologique préservé à minima. Elles font l'objet de dispositions particulières dans le SDAGE Rhin-Meuse.
- **Les zones à dominante humide (ZDH) sur le territoire de la Lorraine**. Il s'agit d'une cartographie d'alerte qui permet de définir des secteurs à forte probabilité de présence de zones humides, où le caractère humide au titre de la loi sur l'eau ne peut pas être certifié à 100 %. Une vigilance particulière doit ainsi être portée sur ces zones.

A la lumière de ces différents inventaires, la commune de Rémilly est concernée par la présence de zones humides remarquables : les prairies humides bordant la rivière de la Nied Française sous l'appellation « Vallée de la Nied Française de Vatimont à Landonvillers » ainsi qu'une zone humide de prés salés à l'est de la commune sous la dénomination « Marais salé de Rémilly ».

De plus, de nombreuses zones potentiellement humides à probabilité forte ont été mises en évidences : aux abords du réseau hydrographique du territoire communal (Nied Française, Ruisseau de Dain, Ruisseau de l'étang du Moulin, Ruisseau de Bermont, Ruisseau des étangs de Flocourt), notamment sur les zones de fond de vallées, au niveau du bourg et du nord-est de la commune.
Ces zones humides peuvent être considérées comme des zones humides intermédiaires. Le SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027, identifie les zones humides comme des zones naturelles d'intérêt majeur dans le cycle de l'eau. Ainsi le SDAGE préconise de prendre en compte l'ensemble des zones humides présentes et de les préserver dans les projets. Les PLU constituent un moyen d'inventorier les zones humides ordinaires, une priorité selon le SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027.



Carte 10 : Zones humides remarquables (Biotope)



Carte 11 : Zones à dominantes humides identifiées sur la commune de Rémilly (Biotope)

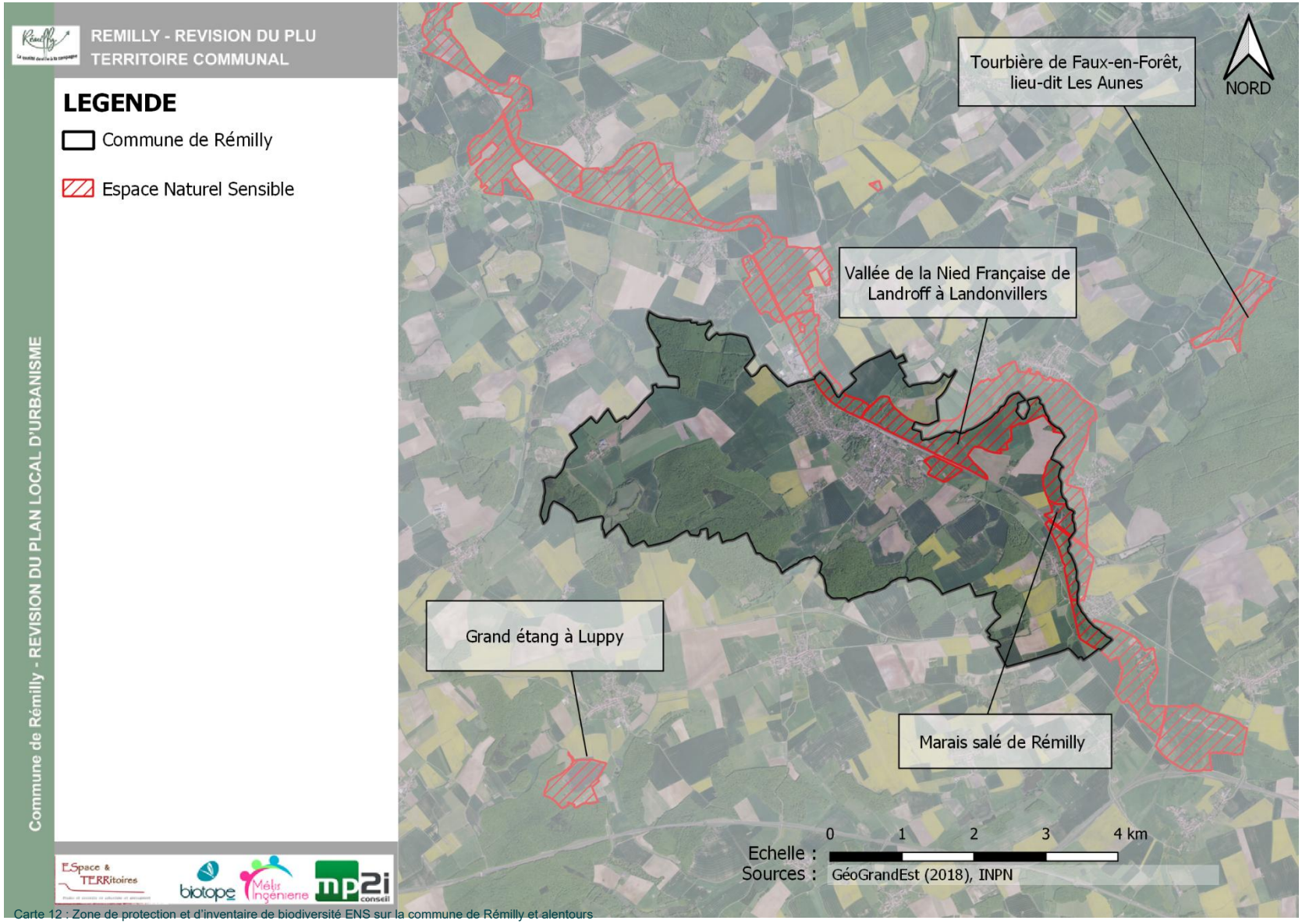
3.2.2 Maîtrise foncière et maîtrise d'usage fortes affectées à la biodiversité

3.2.2.1 Espaces Naturels Sensibles

Source : INPN

Les Espaces Naturels Sensibles sont acquis à l'initiative des conseils départementaux. Ils ont pour objectif de protéger un patrimoine naturel, qui se révèle menacé ou vulnérable (urbanisation, développement d'activités ou des intérêts privés). Les ENS ont aussi une mission d'accueil du public et de sensibilisation. C'est un outil de protection des espaces naturels par leur acquisition foncière ou par signature de conventions avec les propriétaires privés ou publics mis en place dans le droit français et régis par le code de l'urbanisme (art. L. 142-1).
La commune de Rémilly présente deux espaces naturels sensibles sur sa commune :

- La Vallée de la Nied Française de Landroff à Landonvillers (1786 ha)
- Le Marais salé de Rémilly (11 ha)



Carte 12 : Zone de protection et d'inventaire de biodiversité ENS sur la commune de Rémilly et alentours

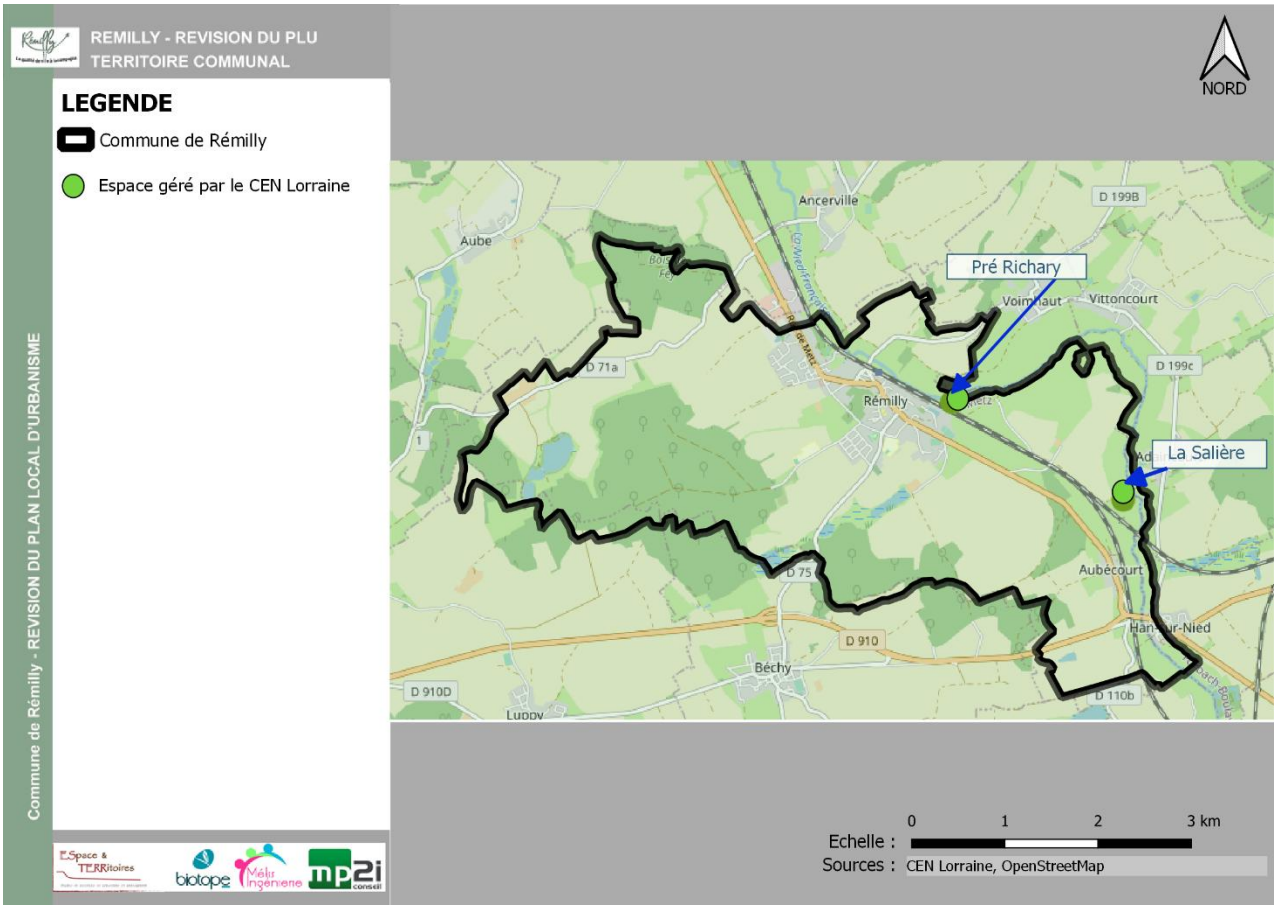
3.2.2.2 Sites gérés par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Lorraine

Source : CEN Lorraine

Le Conservatoire d'Espaces Naturels mène sur des sites identifiés, des missions, de connaissance scientifique du patrimoine naturel, de protection (par le biais d'acquisitions, de locations ou de conventions) et gestion, de valorisation et sensibilisation de ce patrimoine.
Sur le territoire communal, le CEN Lorraine gère 2 sites : le site de la Salière (5 ha de prés salés continentaux au niveau du marais salé de Rémilly) et le site du Pré Richary (3,36 ha de prés salés continentaux)



Figure 11 : Vue sur les espaces prairiaux de la ZSC ainsi que sur le site du Pré Richary à gauche de la voie ferré (Biotope)



Carte 13 : Carte de la localisation des espaces gérés par le CEN Lorraine sur la commune de Batilly (Biotope)

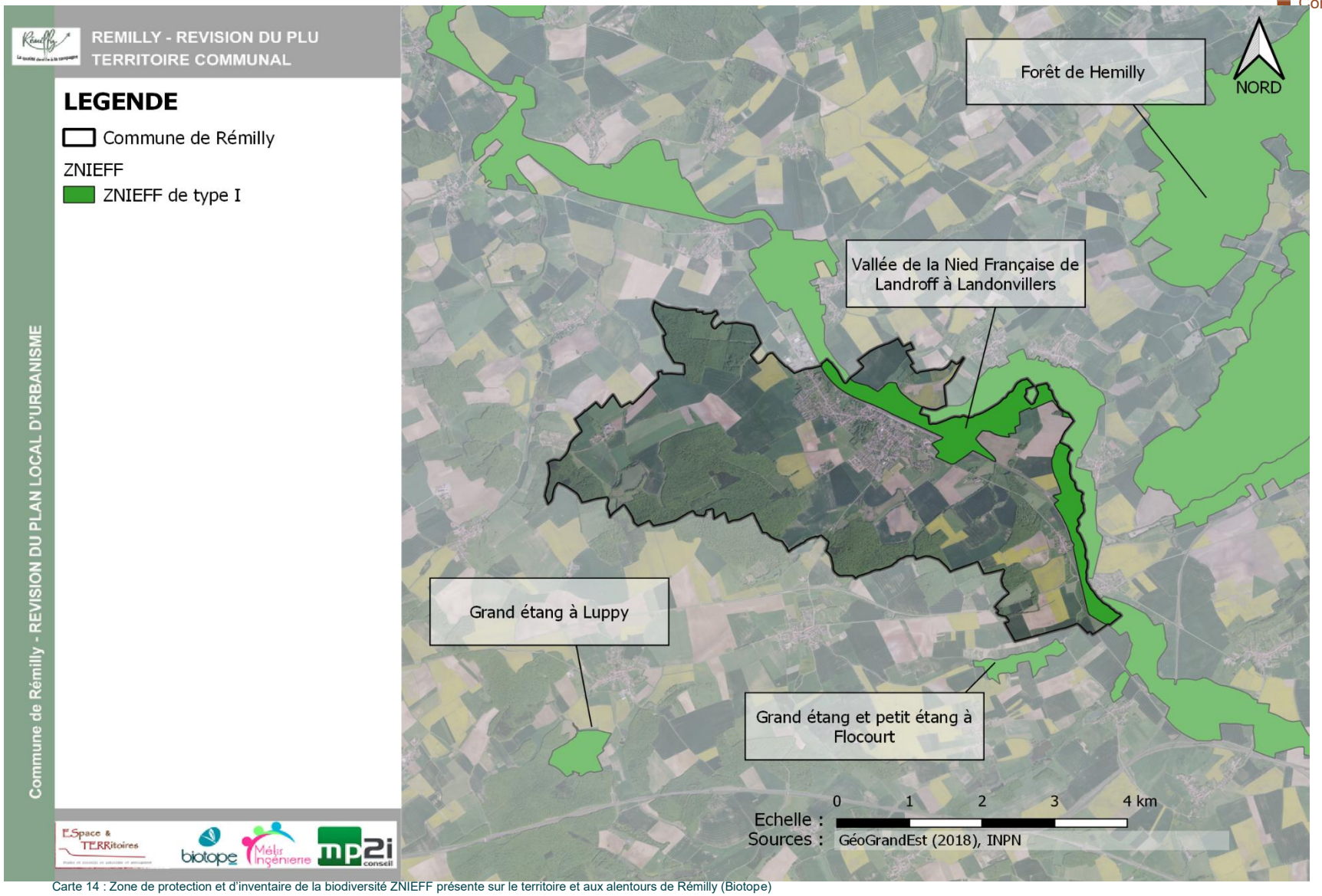
3.2.3 Zonages d'inventaire : Zones Naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)

Source : INPN

L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), lancé en 1982 par le ministère chargé de l'environnement, a pour objectif de mieux connaître le patrimoine naturel, grâce à un inventaire cartographié des richesses écologique, faunistique et floristique. L'inventaire ZNIEFF constitue une base scientifique majeure de la politique de protection de la nature et est consulté lors de projets d'aménagement du territoire, ainsi que dans certains projets de création d'espaces protégés. Une modernisation nationale des ZNIEFF a débuté en 1995, sur la base d'une méthode proposée par le Muséum National d'Histoire Naturelle et l'Institut Français de l'Environnement, afin de réactualiser les inventaires et d'homogénéiser les méthodes et critères utilisés pour l'identification des ZNIEFF. La cartographie des ZNIEFF actualisée (2ème génération) est présentée dans ce document (d'après les éléments cartographiques de travail du MNHN).
On distingue deux types de ZNIEFF :

- Les ZNIEFF de type I (secteurs de grand intérêt confirmé biologique ou écologique)
- Les ZNIEFF de type II (grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes)

Du point de vue juridique, le zonage ZNIEFF reste un inventaire de connaissance du patrimoine naturel. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe : une zone inventoriée ne bénéficie d'aucune protection réglementaire. En revanche, il convient de veiller dans ces zones à la présence hautement probable d'espèces et d'habitats protégés pour lesquels il existe une règlementation stricte. En pratique, la désignation d'un secteur en ZNIEFF limite les possibilités de développement urbain, les contraintes en ZNIEFF de type I étant fortes (plus modérées en ZNIEFF de type II). Enfin, dans le cadre de l'élaboration de documents d'urbanisme, la jurisprudence rappelle que l'existence d'une ZNIEFF n'est pas de nature à interdire tout aménagement. Cependant, la présence d'une ZNIEFF est un élément révélateur d'un intérêt biologique et, par conséquent, peut constituer un indice pour le juge lorsqu'il doit apprécier la légalité d'un acte administratif au regard des dispositions législatives et règlementaires relatives aux espèces et aux espaces.
Le territoire communal est concerné par une ZNIEFF de type I (carte ci-dessous). Il s'agit de la ZNIEFF Vallée de la Nied Française de Landroff à Landonvillers (Identifiant national 41006926) d'une superficie de 1786,37 hectares dont 178 hectares se trouvent sur le territoire communal. Cela représente 9,4 % de la surface de la commune et 10 % de la ZNIEFF. Elle couvre les prairies humides, permanentes et temporaires le long de la rivière de la Nied Française au nord et à l'est de la commune.
Cette ZNIEFF compte 86 espèces déterminantes, ainsi que 22 habitats déterminants.



Carte 14 : Zone de protection et d'inventaire de la biodiversité ZNIEFF présente sur le territoire et aux alentours de Rémilly (Biotope)

3.2.4 Caractéristique faunistique et floristiques des milieux présents sur le territoire

Source : INPN, Faune Lorraine et CEN Lorraine

3.2.4.1 Habitats et Flore

D'après la bibliographie, aucun habitat naturel d'intérêt communautaire n'est présent sur la commune de Rémilly.
Aussi, selon la base de données de l'INPN, 136 espèces de plantes et 1 espèce de champignon sont recensés sur la commune.

3.2.4.2 Faune

D'après l'INPN, 171 espèces faunistiques sont signalées sur la commune. Parmi elles, on dénombre 97 espèces d'oiseaux, 47 espèces d'insectes, 12 espèces de poissons, 14 espèces de mammifères, 6 espèces d'amphibiens, 2 espèces de crustacés ; 2 espèces reptiles et une espèce de chilopode.
Sur la commune de Rémilly, on dénombre 79 espèces protégées, dont 8 espèces de flores, 3 espèces de mammifères, 65 espèces d'oiseaux, 1 espèce d'insecte, 1 espèce de lézard et 1 espèce d'amphibien.

On dénombre également 19 espèces menacées présentes sur le territoire de Rémilly dont 13 espèces d'oiseaux et 6 espèces de plantes.

Espèces menacées			
Nom scientifique	**Nom commun**	**Liste rouge nationale (LRN)**	**Liste rouge régionale (LRR)**
Flore			
Ruppia maritima L., 1753	Ruppie maritime	LC	CR
Blysmus compressus (L.) Panz. ex Link, 1827	Blysme comprimé	LC	EN
Muscari neglectum Guss. ex Ten., 1842	Muscari négligé	LC	VU
Triglochin palustre L.,1753	Troscart des marais	LC	EN
Triglochin maritimium L., 1753	Troscart maritime	LC	VU
Cerastium dubium (Bastard) Guépin, 1838	Céraiste douteux, Céraiste aberrant, Stellaire visqueuse	NT	VU
Oiseaux			
Gallinago gallinago	Bécassine des marais	CR	Pas de LLR
Emberiza schoeniclus	Bruant des roseaux	EN	Pas de LLR
Passer montanus	Moineau friquet	EN	Pas de LLR
Acrochephalus arundinaceus	Rousserolle turdoïde	VU	Pas de LLR
Anas crecca	Sarcelle d'hiver	VU	Pas de LLR
Anthus pratensis	Pipit farlouse	VU	Pas de LLR

Espèces menacées			
Nom scientifique	**Nom commun**	**Liste rouge nationale (LRN)**	**Liste rouge régionale (LRR)**
Aytha ferina	Fuligule milouin	VU	Pas de LLR
Carduelis cannabina	Linotte mélodieuse	VU	Pas de LLR
Carduelis carduelis	Chardonnet élégant	VU	Pas de LLR
Carduelis chloris	Verdier d'Europe	VU	Pas de LLR
Emberiza citrinella	Bruant jaune	VU	Pas de LLR
Milvus milvus	Milan royal	VU	Pas de LLR
Numenius arquata	Courlis cendré	VU	Pas de LLR

Légende :
Vu : Vulnérable **; EN** : en danger d'extinction**, CR** : en danger critique d'extinction **; NT** : quasi-menacée
Les milieux humides tels que les prairies humides, marais salé et autres zones humides de la commune de Rémilly sont des habitats propices à des espèces patrimoniales protégées tel que la Bécassine des marais (*Gallinago gallinago*), le Bruant des roseaux (*Emberiza schoeniclus),* le Troscart des marais (*Triglochin palustre).*
Les milieux semi-ouverts et ouverts tels que les champs, les lisières de forêt ou encore les haies de la commune de Rémilly sont des habitats propices à la nidification et à l'alimentation de nombreuses espèces patrimoniales protégées tel que le Verdier d'Europe (*Carduelis chloris)* et le Bruant jaune (*Emberiza citrinella).*
Le milieu forestier, relativement présent sur la commune de Rémilly représente des espaces de reproduction, de refuge et d'alimentation pour des espèces telles que le Hibou moyen-duc (*Asio otus)*, l'Ecureuil Roux (*Sciurus vulgaris*).

3.2.5 Trame Verte et Bleue

Sources : SRADDET Grand Est, SCOTAM, RPG 2018, IGN

3.2.5.1 La biodiversité et les services écosystémiques

La biodiversité recouvre l'ensemble des formes de vie (animaux, plantes, bactéries, champignons, …) et des milieux naturels. Elle comprend également l'ensemble des relations qui existent entre eux. La notion de biodiversité se caractérise par trois niveaux hiérarchiques : la diversité génétique (des individus d'une même espèce), des espèces et des milieux de vie.
Cette biodiversité joue un rôle vital pour l'Homme en lui rendant de nombreux services qui contribuent à son bien-être. En effet, la nature met à la disposition de l'Homme diverses ressources : de la nourriture telle que les fruits ou le gibier, des matières premières comme le bois nécessaire à la construction, de l'eau douce ou encore des substances à l'origine de nombreux produits industriels (huiles essentielles, graisses végétales, etc.). Les écosystèmes fournissent à l'Homme des biens et services nécessaires à son bien-être et son développement, de manière directe ou indirecte, dits services écosystémiques. Ils se répartissent en quatre catégories :

- **Les services de supports** : Ils correspondent aux différents fonctionnements de base, présents dans tous les écosystèmes, nécessaires au maintien de l'ensemble. Le cycle de l'eau, la formation des sols ou la photosynthèse font partie de ces services. Bien que ces services soient difficilement perceptibles, il est utile de noter que des perturbations sur ces derniers peuvent engendrer des répercussions sur les autres catégories de services écosystémiques et, par conséquent, sur l'humain.
- **Les services de régulation :** Les milieux naturels, par leurs caractéristiques, peuvent influencer sur des facteurs que l'Homme ne maîtrise pas ou peu. Ainsi, les forêts, par exemple, contribuent à la régulation du climat global en stockant des gaz comme le dioxyde de carbone tandis que la végétation peut piéger certaines particules polluantes améliorant sensiblement la qualité de l'air. Les zones humides constituent un deuxième exemple de ces services de régulation. En effet, ce sont des milieux filtrants et épurateurs, élément essentiel à une bonne qualité de l'eau. Ces deux types de milieux se trouvent sur le territoire de la commune.

- **Les services d'approvisionnement :** Cette troisième catégorie correspond aux divers produits procurés par les écosystèmes.
- **Les services culturels :** Les écosystèmes apportent des services non matériels. Représentés par les loisirs (tourisme, sport en extérieur) ou encore par l'inspiration artistique, les services culturels développent et entretiennent les relations sociales et les valeurs esthétiques.

Au regard de ces services rendus, l'érosion de la biodiversité, causée non seulement par la dégradation des habitats naturels mais aussi par le changement climatique, les pollutions, l'exploitation des espèces et l'introduction d'espèces invasives devient un enjeu majeur à intégrer dans l'aménagement du territoire.

3.2.5.2 Les continuités écologiques, nécessaires pour la préservation de la biodiversité

Les espèces animales et végétales ont besoin de se déplacer pour assurer leur survie, même les espèces les moins mobiles. Leurs déplacements s'effectuent au travers des continuités écologiques qui permettent ainsi :

- Aux individus de se rencontrer pour « échanger » leurs gênes. Il s'agit d'éviter la consanguinité en favorisant le brassage génétique des populations ;
- Aux individus de se déplacer pour assurer l'ensemble de leurs besoins vitaux (se nourrir, accéder à des zones de repos, de nidification, etc.) ;
- Aux populations animales et végétales de reconquérir un site à partir d'un autre en se dispersant via les corridors écologiques.

Face aux changements de toutes natures, il est prioritaire de laisser à la biodiversité la capacité de s'adapter grâce au brassage génétique (favoriser le déplacement et la dispersion des espèces) via les continuités écologiques.
Pour être fonctionnelles, les continuités écologiques doivent être composées de :

- Réservoirs de biodiversité. Ce sont des zones dans lesquelles les individus peuvent réaliser tout ou partie de leur cycle de vie (alimentation, reproduction, migration et repos).
- Corridors écologiques. Ils représentent les « couloirs » de déplacement, utilisés par la faune et la flore, reliant les réservoirs de biodiversité. Ces liaisons fonctionnelles entre écosystèmes ou habitats d'une espèce permettent sa dispersion et sa migration. Généralement, ce sont des structures linéaires (haies, bords de chemin, ripisylve, …), en « pas japonais » (ponctuation d'espaces relais comme les mares ou les bosquets), ou en matrices paysagères (type de milieu paysager). Ces corridors ne sont pas nécessairement matérialisés mais peuvent être créés par des conditions physiques : couloirs d'obscurité, zone à hygrométrie suffisante, etc.

3.2.5.3 La fragmentation des habitats naturels

Aujourd'hui, la fragmentation des milieux est considérée comme l'une des causes majeures de l'érosion de la biodiversité. Si la fragmentation n'est pas un phénomène nouveau, son ampleur, son accélération et la pression des facteurs socio-économiques associés sont aujourd'hui préoccupantes. Elle se traduit par une diminution des surfaces des habitats et par l'augmentation des distances entre ces derniers. La conséquence directe est l'isolement des populations animales et végétales dans des fragments d'habitats naturels de plus en plus restreints qui ne suffisent plus à satisfaire leurs différents besoins.
Plusieurs raisons sont à l'origine de ce phénomène :

- **Les réseaux de transport** : Les infrastructures linéaires (voies ferrées, routes, autoroutes, …) forment des barrières souvent infranchissables pour de nombreuses espèces animales à déplacement terrestre.
- **Les espaces artificialisés** : Si certaines entités peuvent être évitées et contournées, ce n'est pas le cas des surfaces trop importantes (zones industrielles et commerciales, résidentielles). L'impossibilité de franchissement de ces obstacles est augmentée avec une urbanisation qui se développe le long des infrastructures.
- **La gestion des espaces et l'activité humaine** : De nombreux espaces représentent une barrière pour la faune en raison de la gestion employée. Par exemple, l'agriculture intensive peut diminuer la fonctionnalité des continuités écologiques (absence de zones refuges, utilisation de produits phytosanitaires).

D'autres activités peuvent perturber des milieux générant une perte d'habitats naturels pour de nombreuses espèces.

- **La pollution lumineuse :** Résultat des activités humaines, la pollution lumineuse peut avoir des impacts forts sur les migrations nocturnes de certains oiseaux, insectes et chauves–souris. Ainsi des phénomènes d'attraction ou de répulsion peuvent être observés.
- **Les aménagements ponctuels tels que les aménagements hydrauliques sur les cours d'eau :** Ainsi les barrages, seuils ou encore les installations hydroélectriques compartimentent les cours d'eau et constituent souvent des barrières infranchissables pour les poissons migrateurs.
- **Les obstacles aériens** : Les lignes à haute tension mais aussi les éoliennes peuvent représenter des obstacles pour l'avifaune migratrice et les chauves-souris. Au-delà du risque de mortalité par collision, ces ouvrages peuvent modifier les trajectoires des flux migratoires et des espèces.

Toutes les espèces ne sont pas affectées de la même façon par la fragmentation des espaces naturels. Les espèces animales qui ont besoin de vastes espaces naturels pour survivre, celles qui ont de faibles densités de population ou encore de faibles capacités de dispersion sont les plus sensibles à la fragmentation de leurs habitats.
Toute occupation du sol peut concourir à fragmenter l'habitat d'une espèce dès lors qu'elle ne correspond pas à son milieu de vie. Ainsi, les corridors des uns peuvent constituer les barrières des autres. Par exemple, un cours d'eau correspond à un corridor écologique pour un poisson, mais peut représenter une barrière pour les espèces terrestres. De façon générale, c'est donc la mosaïque des différents types d'espaces naturels du paysage qui doit être recherchée pour permettre de maintenir les continuités écologiques exploitables par les diverses communautés animales et végétales du territoire.
La réponse la mieux adaptée à ce phénomène est de favoriser les continuités écologiques et paysagères pour maintenir ou créer des liens entre les zones naturelles protégées et la nature « ordinaire ». Celle-ci contribue souvent à rendre plus fonctionnels les écosystèmes fragilisés en fournissant une « trame » écologique.
La fragmentation des habitats naturels est un phénomène entraînant des conséquences dommageables sur la biodiversité et les milieux naturels. Il est donc essentiel d'en être conscient.
Cette problématique est présente sur la commune notamment en raison de la présence d'infrastructures ferroviaires : une voie ferrée desservant la gare de Rémilly. Cette voie ferrée coupe notamment le corridor écologique lié à la rivière Nied Française. Autrement, les milieux naturels et agricoles représentant une certaine continuité sur le territoire avec les espaces forestiers au sud de la commune, les espaces ouverts agricoles de cultures traversant le ban communal d'est en ouest et les prairies permanentes le long de la Nied Française.
De plus la pollution lumineuse est jugée faible par le site AVEX, comme décrit dans la partie V de ce rapport (chapitre « Nuisances lumineuses »).

3.2.5.4 Contexte régional

Source : SRADDET Grand-Est

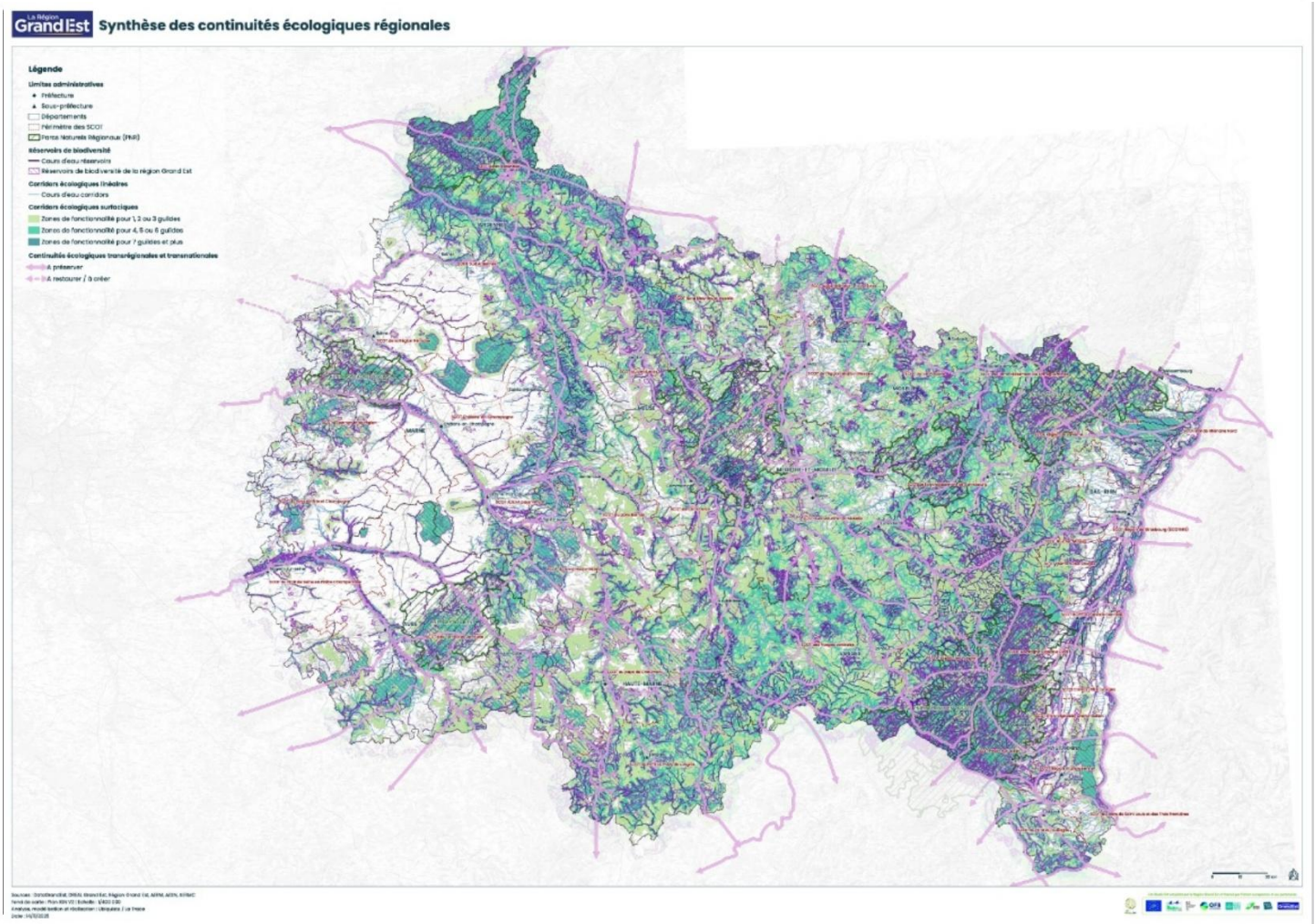
Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement durable et d'Egalite des Territoires (SRADDET) présente les grandes orientations stratégiques du territoire régional en matière de continuités écologiques, également appelées trame verte et bleue. Il s'agit d'un document qui doit servir d'orientation pour la définition des trames vertes et bleues locales. Il doit être pris en compte par les SCoT et les projets publics.
Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement durable et d'Egalite des Territoires a été adopté en février 2026 et se substitue aux anciens SRCE (SRCE Lorraine et Alsace)

Au niveau régional, la commune est concernée par :

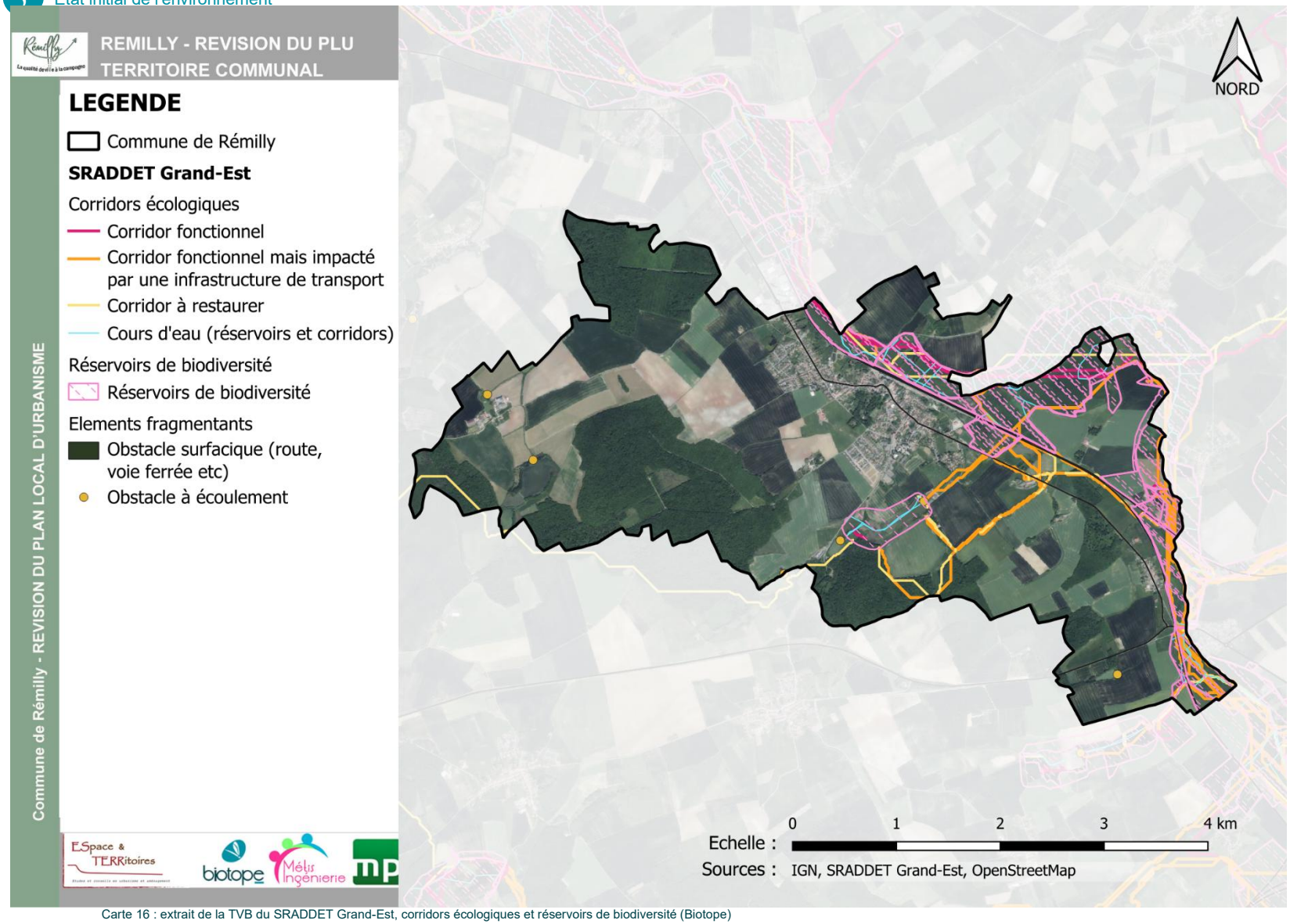
- Le corridor écologique alluvial lié à la rivière de la Nied Française (Zone Natura 2000, ZNIEFF), qui constitue un réservoir de biodiversité surfacique et linéaire pour une surface totale de 1296 ha.
- Le réservoir de biodiversité lié à la rivière de la Nied Française et les prairies alluviales autour pour une surface totale de 1760 ha, dont 178 ha sur la commune de Rémilly.
- Le réservoir de biodiversité lié à l'étang de Rémilly et la zone humide associée pour une surface totale de 25 ha.

De plus, les prairies aux alentours de la rivière et bordant le corridor écologique sont concernées par une zone de perméabilité forte des milieux herbacés définie par le SRCE. Il s'agit d'un

« ensemble de milieux favorables ou perméables au déplacement d'un groupe écologique donné d'espèces partageant les mêmes besoins. Les plus fonctionnels répondant aux besoins de plusieurs groupes écologiques d'espèces sont dénommés zones de forte perméabilité. » (SRCE Lorraine).
Des obstacles à l'écoulement sont identifiées au niveau de l'étang de Rémilly et au niveau de la Nied Française (seuils en rivières sur des parties de la Nied Française proche de la commune).
La carte ci-dessous est un extrait du SRADDET Grand-Est datant de février 2026. Ainsi les modélisations et tracés réalisés à l'échelle régionale ont été déclinés à l'échelle locale mais ne sont pas assez précis pour en tirer des conclusions exactes à une échelle communale. Toutefois, ils sont utiles à titre indicatif pour déterminer dans un premier temps les grands ensembles naturels d'intérêt.



Carte 15 : Trame verte et bleue du SRADDET Grand-Est (Biotope)



Carte 16 : extrait de la TVB du SRADDET Grand-Est, corridors écologiques et réservoirs de biodiversité (Biotope)

Le SRADDET reprend la Trame Verte et Bleue du SRCE et met en place des objectifs afin de « Valoriser nos richesses naturelles et les intégrer dans notre développement » :

- Protéger et valoriser le patrimoine naturel, la fonctionnalité des milieux et les paysages
- Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue
- Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité
- Valoriser la ressource en bois avec une gestion multifonctionnelle des forêts
- Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau
- Économiser le foncier naturel, agricole et forestier

Ces objectifs se traduisent par des actions visant à : décliner localement la trame verte et bleue et la restaurer, préserver les zones humides, réduire les pollutions sur les aires d'alimentation des captages et réduire les prélèvements d'eau. La volonté de développer la nature en ville (un des objectifs d'urbanisme) permet de renforcer la trame verte et bleue au sein du tissu urbain.
Le SRADDET, intègre les enjeux identifiés au SRCE Lorraine. Le PLU se doit d'être compatible avec ce document.

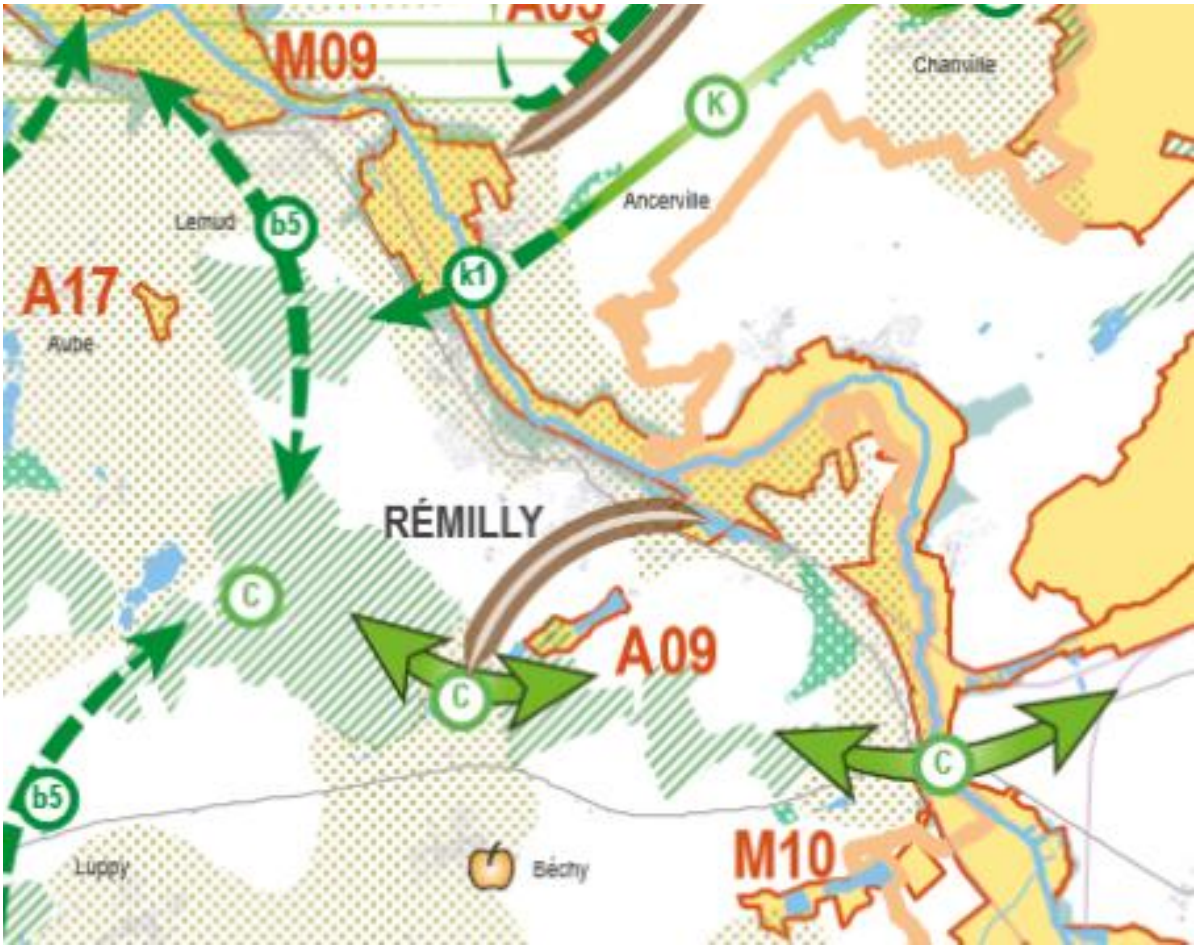
3.2.5.5 Contexte local

Source : SCoTAM

Au niveau local, la commune de Rémilly appartient à la Communauté de Communes Sud Messin, qui appartient elle-même à l'Agglomération Messine. Dès lors, elle est soumise au Schéma de Cohérence Territorial de l'Agglomération Messine (SCoTAM).
La commune de Rémilly appartient à l'unité paysagère du plateau lorrain versant Rhin. Un territoire agricole de vallées ouvertes avec de faibles pentes, présentant quelques boisements et rivières.
Le SCoTAM précise les corridors et réservoirs de biodiversité identifiés dans le SRADDET.

- Le corridor écologique de la Nied et de sa ripisylve est identifié comme un cœur de nature mixte M09, notamment pour le lit majeur aquatique de la Nied, sa ripisylve et les milieux prairiaux associés ;
- Il est identifié un corridor cordon boisé à maintenir et à conforter entre la forêt domaniale des Six Cantons et le bois de Fraheux. Ces bois ainsi que le bois de Fey sont identifiés comme principaux espaces forestiers sur le territoire du SCoTAM ;
- Le SCoTAM identifie une continuité boisée à recréer ou à renforcer entre les ripisylves de bord de Nied et la forêt domaniale des Six Cantons en passant par le bois de Fey ;
- Le bois des Dames est identifié comme un petit espace boisé participant aux continuités forestières. Cet espace doit être protégé en raison de sa vulnérabilité ;
- Les prairies permanentes proches de la Nied sont identifiées comme faisant partie de la matrice prairiale. Il existe un des principaux corridors de prairies à maintenir entre cette matrice prairiale et les prairies au sud de la commune, la matrice prairiale des communes de Béchy et Luppy.
- L'étang de Rémilly est identifié comme un cœur de nature aquatique A09 en raison de la présence de Rousserole turdoïde et du Busard des roseaux.

Des obstacles à l'écoulement sont identifiés au niveau de l'étang de Rémilly et au niveau de la Nied Française (seuils en rivières sur des parties de la Nied Française proche de la commune).
Des ruptures de continuités terrestres sont aussi identifiées proches de Rémilly, la départementale et les voies de chemin de fer.



Carte 17 : Trame verte et bleue du SCoTAM avec un zoom sur la commune de Rémilly (DOO SCoTAM)

Le SCoTAM intègre les enjeux de la trame verte et bleue et de nature en ville comme suit :

- « Assurer la préservation des grands réservoirs de biodiversité » afin de préserver la richesse écologique du territoire ;
- Préserver ou restaurer la fonctionnalité des corridors écologiques pour faciliter et permettre le déplacement des espèces ;
- Restaurer les continuités écologiques lors des ruptures de maillages à cause d'éléments fragmentants (infrastructures ferroviaires et routières, urbanisation, ouvrages hydrauliques…) ;
- Préserver la trame noire ;
- Assurer un développement qualitatif de nature en ville ;
- Développer les services écosystémiques.

Plus particulièrement, dans le cadre des zones humides et notamment des cœurs de nature aquatiques (Etang de Rémilly - A09, Lit majeur de la Nied Française - M09), les documents d'urbanismes locaux :

- « Recensent, au travers de l'état initial de l'environnement, les zones humides remarquables et les zones humides ordinaires présentes sur le territoire, et, le cas échéant, les secteurs où des zones humides sont susceptibles de réapparaître avec les remontées de nappe ;

- Analysent l'état et les fonctionnalités des zones humides sur lesquelles les projets d'aménagement, de construction ou d'ouverture à l'urbanisation sont susceptibles d'avoir un impact et traduisent les mesures permettant d'éviter, de réduire ou de compenser ces impacts ;
- Assurent une protection appropriée des cœurs de nature aquatiques et des autres zones humides remarquables du territoire : protection adaptée pour les sites A01 et A02, protection stricte pour les autres ;
- Définissent le niveau et les conditions de préservation des autres zones humides en tenant compte, notamment, de la qualité de leurs fonctionnalités biologiques, écologiques et hydrauliques ;
- Déterminent les mesures qui peuvent être prises, dans des conditions socialement et économiquement acceptables, afin de préserver les couloirs de déplacements connus des amphibiens entre les sites de reproduction et les lieux d'hivernage ;
- Envisagent, le cas échéant, les mesures de prévention utiles vis-à-vis de l'avifaune migratrice. »

Plus particulièrement, dans le cadre des zones prairiales et notamment des cœurs de nature prairiaux (Lit majeur de la Nied Française - M09), les documents d'urbanisme locaux :

- « Recensent, dans le cadre de leur élaboration ou de leur révision, les habitats naturels patrimoniaux prairiaux présents sur leur territoire ;
- Précisent les espaces contribuant aux continuités prairiales et prennent en compte les enjeux de préservation des prairies lors de la définition du parti d'aménagement et du choix des zones d'extension de l'urbanisation ;
- Assurent une protection réglementaire des cœurs de nature prairiaux. »

Le PLU se doit d'être compatible avec ce document et ces orientations.



Figure 12 : Délimitation du cœur de nature aquatique A09 - Etang de Rémilly (source : DOO SCoTAM)



Figure 13 : Délimitation secteur nord de Rémilly du cœur de nature mixte M09 - Lit majeur de la Nied Française (source : DOO SCoTAM)



Figure 14 : : Délimitation de Rémilly du cœur de nature mixte M09 - Lit majeur de la Nied Française (source : DOO SCoTAM)

3.2.5.6 Contexte communal

Sources : IGN, Géoportail

La trame verte et bleue locale de la commune de Rémilly se compose de trois sous-trames :

- La sous-trame des milieux boisés ;
- La sous-trame des milieux ouverts ;
- La sous-trame des milieux humides et aquatiques.

Elle est constituée des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques supra-communaux, définis dans la TVB du SRCE Lorraine. A ces derniers s'ajoutent les espaces concernés par des zonages d'inventaires et réglementaires (ZNIEFF, zones humides). Aussi, ont été pris en compte les prairies permanentes déclarées au RPG.
Des espaces relais, qui sont des espaces naturels et semi-naturels assez isolés et de superficie plus réduite, complètent ce maillage écologique.
Les continuités écologiques ont également été étudiées en tenant compte des principaux éléments de fragmentation.

3.2.5.6.1. La sous-trame des milieux boisés

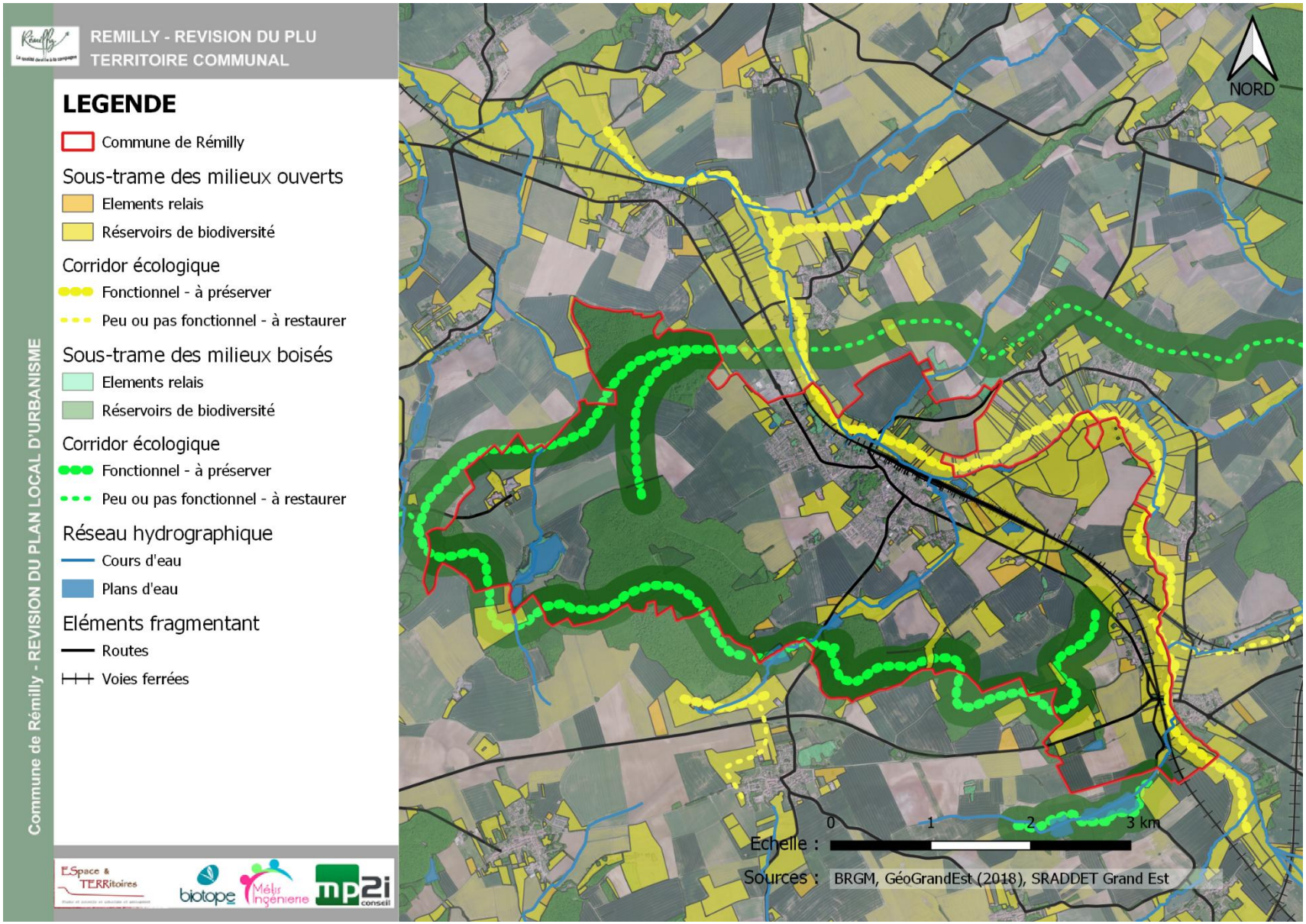
Les milieux boisés tiennent une place importante dans l'occupation du sol communale, en particulier au sud et à l'ouest du territoire. Ces massifs sont assez conséquents pour être considérés comme des réservoirs de biodiversité locaux, représentant un enjeu important pour la biodiversité. D'autres boisements épars sont répartis autour et au sein de l'enveloppe urbaine, ainsi que dans la vallée agricole. Ces derniers sont définis comme des éléments relais permettant d'assurer des continuités entre les réservoirs de biodiversité alentours. Ces continuités sont matérialisées par des corridors écologiques. Cette sous-trame semble perméable et les routes départementales entre les différents bois ne semblent pas empêcher les déplacements de la grande faune (cervidés, sangliers).

3.2.5.6.2. La sous-trame des milieux ouverts

Cette sous-trame s'étend au nord et à l'est du territoire et repose sur les milieux prairiaux. Une majorité de prairies déclarées à la PAC étant des prairies permanentes, ces dernières forment un réservoir de biodiversité important, quasi continu. Quelques prairies temporaires renforcent la sous-trame. La continuité de cette trame est toutefois entravée par le passage de la double voie ferrée. Aussi, on peut noter deux corridors distincts, de part et d'autre de la voie de chemin de fer. La commune est comprise dans une zone de forte perméabilité inféodée aux prairies humides qui s'étendent le long de la Nied Française et sur les communes voisines de Vittoncourt, Ancerville, Voimhaut, Adaincourt, Han-sur-Nied.

3.2.5.6.3. La sous-trame des milieux humides et aquatiques

Cette sous-trame se constitue d'une part du réseau hydrographique de la commune, assez bien développé au centre et au nord, et d'autre part des zones à dominante humide à forte potentialité qui s'articulent principalement autour du réseau hydrographique. Elle est également complétée par les diverses surfaces en eau de la commune dont les plus importantes sont : l'étang de Dain, l'étang de Rémilly, l'étang Saint-Georges. Des seuils de rivière sont observés au niveau de la Nied Française, mais sur les communes aux alentours.
Ainsi, le territoire communal présente plusieurs axes de continuités écologiques : la sous-trame des milieux boisés à l'ouest et au sud, la sous-trame des milieux ouverts au nord et à l'ouest et la sous-trame des milieux aquatiques et humides au nord, à l'est et au centre du territoire.



Carte 18 : Trame Verte et Bleue locale (Biotope)

3.2.6 Synthèse

Tableau 3 : Synthèse des enjeux sur les milieux naturels et la biodiversité

Atouts et opportunités
• Présence d'un site Natura 2000 « Secteurs halophiles et prairies humides de la vallée de la Nied ». 10 % du périmètre se situe sur la commune • Espèces remarquables présentes sur la commune, par exemple : Troscart des marais, Bécassine des marais • Présence d'ENS et d'une zone d'inventaire ZNIEFF de type I. • Des zones à dominante humide présentes à proximité des cours d'eau et plans d'eau de la commune. • Des boisements au sud et à l'ouest du territoire. • Une diversité d'habitats boisés, ouverts, aquatiques et humides favorable à l'épanouissement d'une diversité d'espèces floristiques et faunistiques • La rivière de la Nied Française, les prairies humides proche et l'étang de Rémilly identifiés comme réservoirs de biodiversité sur la commune par le SRCE Lorraine. • Des continuités écologiques présentes sur l'ensemble du territoire et des réservoirs de biodiversité importants identifiés régionalement et localement (boisements, prairies permanentes).
Faiblesses et menaces
• La voie de chemin de fer constituant un obstacle important pour les espaces et participant à la fragmentation du territoire. • Des infrastructures routières et des seuils de rivière pouvant participer à la fragmentation du territoire. • Des boisements et des zones humides qui sont nombreuses et pas forcément protégées réglementairement (étangs, boisements au sud) • Une sensibilité des habitats naturels et des espèces aux aménagements et aux pratiques humaines d'une manière générale : agriculture, urbanisation, pollution, etc.
Tendances d'évolution
• De manière générale, la biodiversité est soumise à différentes pressions : dégradation et fragmentation des habitats naturels, urbanisation, dérangement, changement climatique, etc. Bien que les nouveaux projets urbains et de territoire tendent à prendre en compte de plus en plus cette biodiversité ordinaire, celle-ci continue à se dégrader. • Les récentes dispositions législatives (loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages) devront permettre de lutter contre l'érosion de la biodiversité et obliger les collectivités à prendre des engagements en ce sens. • Les récentes dispositions législatives (lois Grenelle) et documents cadres (SRADDET Grand-Est) imposent de prendre en compte les continuités écologiques dans les documents d'urbanisme. Il est donc à supposer que les actions en termes de préservation et de restauration de la Trame verte et bleue se renforcent au cours des prochaines années.
Enjeux

- Mettre en cohérence l'aménagement de la commune avec la zone de protection règlementaire.
- Préserver de l'urbanisation les zones humides et les zones à dominante humide identifiées, notamment celles qui ne sont pas protégées réglementairement
- Favoriser un développement urbain en cohérence avec la protection de la biodiversité
- Préserver, restaurer et renforcer les continuités écologiques du territoire

Sources
SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027, DREAL Grand-Est, SRCE Lorraine, INPN, SCoTAM

3.3 Ressource en eau

3.3.1 Eau potable

Source : Syndicat de l'Eau de Basse-Vigneulles et Faulquemont.

3.3.1.1 Organisation de la gestion de l'eau potable

En ce qui concerne l'alimentation en eau potable, la commune de Rémilly dépend du Syndicat des eaux de Basse- Vigneulles et Faulquemont. Ce syndicat dessert 87 communes via 8 forages pour une production en 2024 de 3 072 790 m^3.
En 2024, le Syndicat recensait 20 504 abonnés.

3.3.1.2 Origine et protection de la ressource

L'eau est extraite de la nappe profonde dite « du grès vosgien ». L'eau est pompée à une profondeur comprise entre 200 et 300 mètres.
La desserte en eau potable de la commune de Rémilly est assurée par 5 captages : BV1, BV2, BV3, BV4 et BV5 situé au niveau des forages de Basses-Vigneulles. L'eau passe par la station de décarbonatation de Basse-Vigneulles avant d'être acheminé à Rémilly.

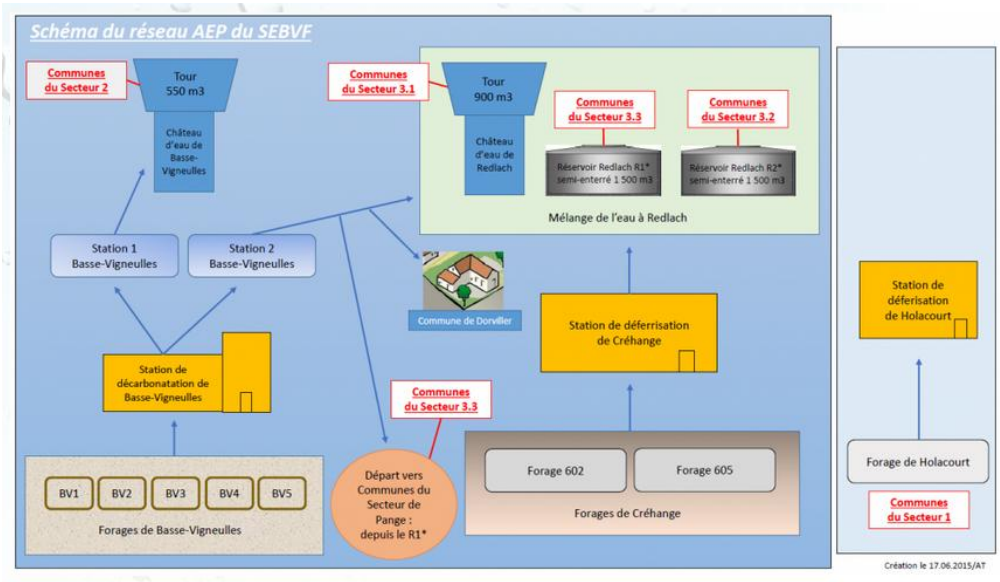


Figure 15 : Schéma du réseau d'alimentation en eau potable du Syndicat en Eau de Basse-Vigneulles et Faulquemont, (source : SEBVF)

Rémilly fait partie du secteur 3.3 au départ de l'embranchement R1.
Selon les données de 2024, le syndicat a permis d'alimenter le secteur de Rémilly **estimée à 135 999 m³.**

ANNÉE 2023

VENTE d'EAU aux PARTICULIERS par COMMUNE (en m3)

Secteur de RÉMILLY

SECTEURS	N° INSEE	COMMUNES	Nbre		Volumes comptabilisés en 2023				2022	2021	2020	2019	2018
			Abonnés	Hbts (INSEE 01/01/2023)	2023/1	2023/2	2023/3	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL
REMILLY	020	ANCERVILLE	139	306	3 502	3 672	3 763	10 937	11 776	12 537	12 276	11 997	11 968
	057	BECHY	278	610	7 214	7 950	8 083	23 247	23 482	23 989	24 553	24 192	24 365
	572	REMILLY	1 061	2 109	33 625	37 034	42 347	113 006	107 912	110 223	109 673	111 066	111 425
		TOTAL REMILLY	1 478	3 025	44 341	48 656	54 193	147 190	143 170	146 749	146 502	147 255	147 758

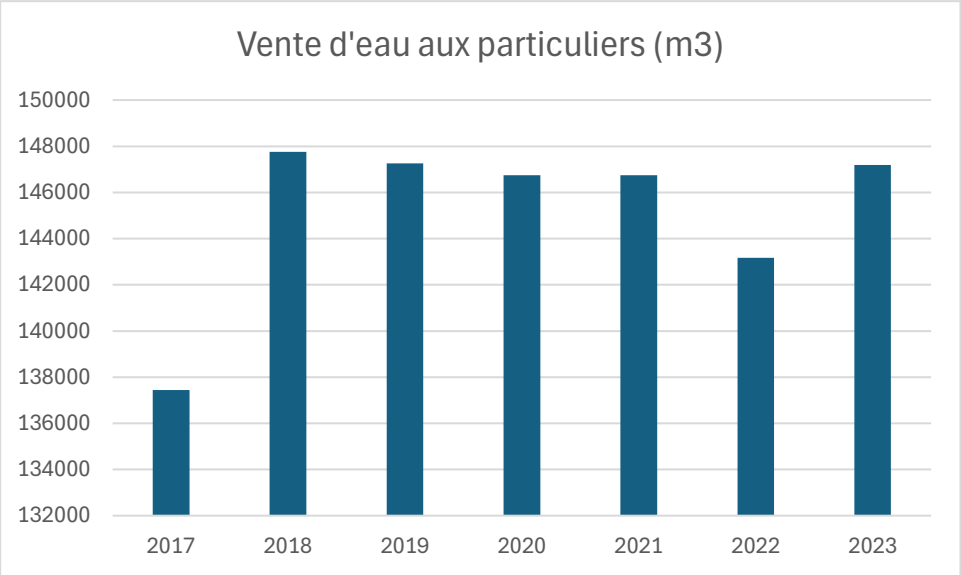


Figure 16: Evolution de la vente d'eau potable aux particuliers en m3 sur le secteur de Rémilly sur la période 2017-2023 (source : SEBVF)

La vente d'eau potable aux particuliers connaît une augmentation importante de près de 8 000m³ soit (7,7% d'augmentation) entre 2017 et 2018.

Pour rappel, la commune comprend des zones de vulnérabilité des nitrates découlant de la directive européenne dite « Nitrates » qui a pour objectif de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole (cf. partie I, chapitre 4 « Hydrographie »).
Concernant la qualité de l'eau, en 2023, la conclusion sanitaire du rapport annuel relève une eau de consommation conforme aux exigences de qualité en vigueur en termes de microbiologie et de chimie (y compris concernant les nitrates).

3.3.1.3 Objectifs du SDAGE

Le SDAGE Rhin-Meuse fixe des grandes orientations et dispositions pour garantir la qualité et la quantité d'eau :

- Orientation T1 - O1- Assurer à la population, de façon continue, la distribution d'une eau potable de qualité.
- Orientation T2 - O6 Réduire la pollution de la ressource en eau afin d'assurer à la population la distribution d'une eau de qualité.
- Orientation T4 - O1 Prévenir les situations de surexploitation et de déséquilibre quantitatif de la ressource en eau.

- Orientation T5B - O1- Limiter l'impact des urbanisations nouvelles et des projets nouveaux pour préserver les ressources en eau et les milieux et limiter les rejets.
- Orientation T5C - O2 L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si l'alimentation en eau potable de ce secteur ne peut pas être effectuée dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de distribution et de traitement.

Le PLU devra être compatible avec ces orientations.

3.3.2 Assainissement

Le zonage des réseaux d'assainissement sur Rémilly se trouve en annexe 2.

3.3.2.1 Eaux usées

Source : Eaufrance

La gestion des eaux usées en assainissement non collectif est assurée par la communauté de commune Sud Messin.
La gestion des eaux usées en assainissement collectif est une compétence du syndicat intercommunal d'assainissement de Rémilly et environs. Ce syndicat comprend les communes de Rémilly, d'Ancerville et de Lemud. Le nombre total d'habitants desservie en 2024 était de 3 286 habitants.
Les effluents de la commune de Rémilly sont traités par une station de traitement des eaux usées : la station de Rémilly, mise en service le 31/12/1993. Elle possède une capacité nominale de 3500 EH pour une charge maximale en entrée de 1 518 EH en 2024. Le traitement s'effectue par des boues activées avec aération prolongée. Les 46 TMS de boues produites ont été épandues et le rejet des eaux s'effectue dans le ruisseau des chances.
Une autre station de traitement des eaux usées se situe sur la commune de Rémilly : la station de Rémilly – Aubecourt, mise en service le 15/02/2015. Elle est d'une capacité nominale de 120 EH pour une charge maximale en entrée de 41 EH en 2024. Le traitement s'effectue par des filtres à sables.
Aussi, ces stations sont en conformité concernant l'équipement mais pas concernant la performance d'après les données de 2024 à la station de Rémilly notamment pour les paramètres DBO5 et DCO. Les données publiques disponibles ne permettent toutefois pas d'identifier précisément l'origine de cette non-conformité. Le territoire présente par ailleurs des problématiques liées au réseau d'assainissement, notamment un réseau unitaire localement sous-dimensionné à Rémilly. Plusieurs opérations d'amélioration du système de collecte ont été engagées récemment, dont la création en 2025 d'un réseau d'eaux pluviales et d'un bassin d'infiltration à Rémilly ainsi que des travaux de canalisation d'eaux usées et pluviales à Ancerville. À ce stade, aucun document public consulté ne permet cependant d'établir que ces travaux constituent directement le programme de mise en conformité de la STEP. En conséquence, la capacité de la station à accueillir des charges supplémentaires liées au développement urbain devra être confirmée auprès du gestionnaire avant toute ouverture significative à l'urbanisation.



Figure 17 : Station de traitement des eaux usées de Rémilly (Biotope)

3.3.2.2 Eaux pluviales

Sur l'ensemble des lotissements construits après les années 1970, les réseaux de collecte des eaux usées sont tous séparatifs. Sur la partie historique, quartiers Joli-Fou et lotissement du Parc les réseaux sont unitaires.
De plus, deux bassins de rétention ont été aménagés sur la commune : un à la Crobière et un au Prés Dorés, à la fin de la zone d'activité qui se trouve en aval d'un bassin versant de 40 ha sur lequel l'eau pluviale ruisselle fortement.
Pour finir, des déversoirs d'orage sont répartis sur la commune pour éviter l'inondation de la station d'épuration en cas de fortes précipitations.

3.3.2.3 Objectifs du SDAGE

Source : SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027

Les orientations et disposition du SDAGE concernant l'assainissement sont les suivantes :

- Orientation T2 - O3 Veiller à une bonne gestion des systèmes d'assainissement, publics et privés, et des boues d'épuration
- Orientation T5A – O5- Maîtriser le ruissellement pluvial sur les bassins versants en favorisant, selon une gestion intégrée des eaux pluviales, la préservation des zones humides, des prairies et le développement d'infrastructures agroécologiques.
- Orientation T5C - O1 L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si la collecte et le traitement des eaux usées (assainissement collectif ou non collectif) qui en seraient issus ne peuvent pas être assurés dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements.

Les informations qu'apporte le document d'urbanisme sur l'assainissement doivent attester de la préservation de la qualité de l'eau (article L. 101-2 du CU).

3.3.3 Synthèse

Tableau 4 : Synthèse des enjeux sur la ressource en eau

Atouts et opportunités
• Une eau à destination de la consommation humaine conforme aux exigences de qualité en vigueur

- Deux STEP au dimensionnement correct et en conformité

Faiblesses et menaces

- Rendement du réseau d'eau potable de 66,9% jugé comme mauvais
- Indice linéaire de perte jugé comme mauvais

Tendances d'évolution

- Le changement climatique est susceptible d'affecter la disponibilité de la ressource en eau (quantité)
- La quantité d'eau est jugée suffisante pour l'alimentation en eau potable sur le territoire mais une augmentation de la population pourrait poser des problèmes de quantité d'eau potable à disposition
- La présence de pollutions liées à des activités passées au sein de certaines nappes d'eaux souterraines menace la qualité de l'eau potable
- Les récentes dispositions législatives prises pour limiter l'usage de produits phytosanitaires (loi de transition énergétique pour la croissance verte avec la mise en place de l'objectif zéro pesticide, loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, directive nitrate, arrêté du 17 juillet 2009 relatif aux mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines, etc.), vont sans doute concourir à l'amélioration de la qualité chimique des nappes d'eau souterraines. Cependant, en raison du temps de réaction long pour les nappes de craie, l'amélioration de la qualité chimique de ces dernières sera visible à plus ou moins long terme

Enjeux

- Préservation de la ressource
- Eviter le gaspillage de l'eau, notamment en période estivale
- Mettre en cohérence l'augmentation démographique et la ressource en eau sur le secteur
- Préserver la qualité des cours d'eau en cohérence avec les objectifs du SDAGE Rhin-Meuse
- Gestion des eaux pluviales et des rejets issus de l'assainissement

Sources

SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027, SEBVF, Eaufrance

3.4 Climat, air et énergie

3.4.1 Climat

Source : climate-data.org, Meteoblue

Les conditions climatiques rencontrées à Rémilly sont celles du climat lorrain, soit un climat de type océanique à influences continentales assez marquées.
En effet, on distingue deux saisons contrastées :

- Une saison froide et peu ensoleillée, de novembre à avril, avec un minimum de température en janvier,
- Une saison chaude et ensoleillée, de mai à octobre, avec un maximum de température en juillet.

Les données présentées ci-dessous sont issus de la station météo de Metz-Nancy-Lorraine située à 11,5 km à l'est de Rémilly, sur une période courant de 1999 à 2019.

3.4.1.1 Température

La température moyenne annuelle est de 10,5°C ; et l'amplitude thermique, de 17,4°C, est élevée : elle souligne le caractère continental du climat lorrain. Les hivers sont rigoureux, les étés sont chauds et orageux.
Les températures moyennes mensuelles sont reportées dans le tableau suivant :

Tableau 5 : Suivi annuel des températures moyennes mensuelles sur la période 1999-2019 à la station de Metz-Nancy-Lorraine (climate-data.org)

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	D
Température (°C)	2.2	2.7	5.9	9.8	13.8	17.5	19.6	19.1	15.3	11.2	6.3	3.1

3.4.1.2 Précipitations

Les précipitations moyennes mensuelles sur le secteur de Rémilly sont abondantes. Elles sont assez constantes durant l'année, avec une légère augmentation en fin d'automne/hiver (novembre à janvier), comme le montrent les données reportées dans le tableau suivant (données sur les 30 dernières années).

Tableau 6 : Suivi annuel des précipitations moyennes mensuelles sur la période 1999-2019 à la station de Metz-Nancy-Lorraine (climate-data.org)

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	D
Précipitations (mm)	80	68	71	64	78	75	72	74	76	79	85	99

Les précipitations annuelles moyennes dépassent légèrement les 900 mm.

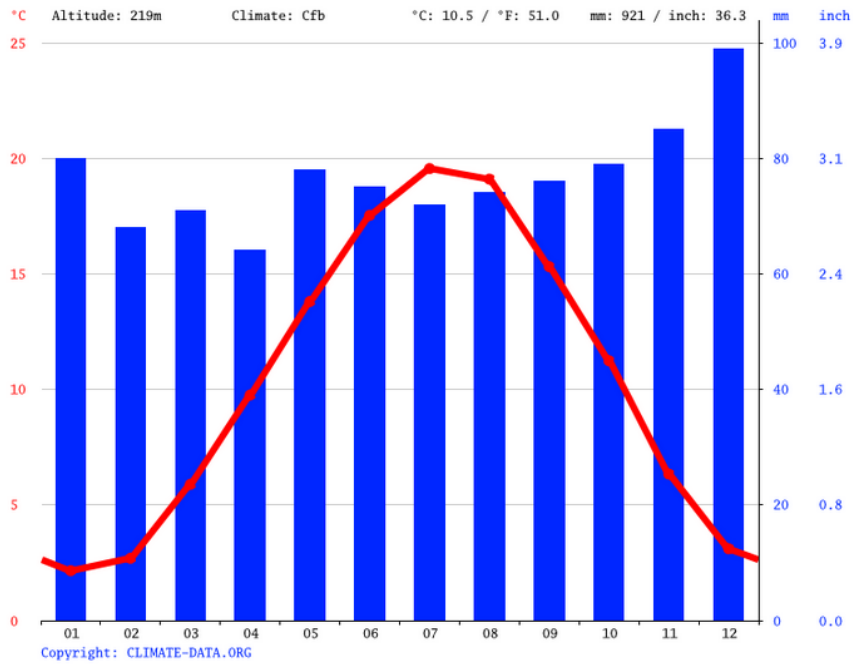


Figure 18 : Diagramme ombrothermique mensuel moyen de Rémilly sur la période 1999-2019 à la station de Metz-Nancy-Lorraine (Climate-Data)

Le diagramme ombrothermique révèle une période plus sèche en fin d'hiver début de printemps, entre les mois de février et mars avec des températures basses et des précipitations plus faibles sur cette période.

3.4.1.3 Ensoleillement

En moyenne, l'ensoleillement annuel de Rémilly s'élève à 2445 heures et l'ensoleillement mensuel est de 80 h.
Le mois de juillet est le plus ensoleillé avec, en moyenne, 10,76 heures par jour pour un total de 333,61 heures sur le mois. A l'inverse, le mois de janvier ne compte que 2,78 heures d'ensoleillement par jour et un total de 86,07 heures d'ensoleillement sur le mois.

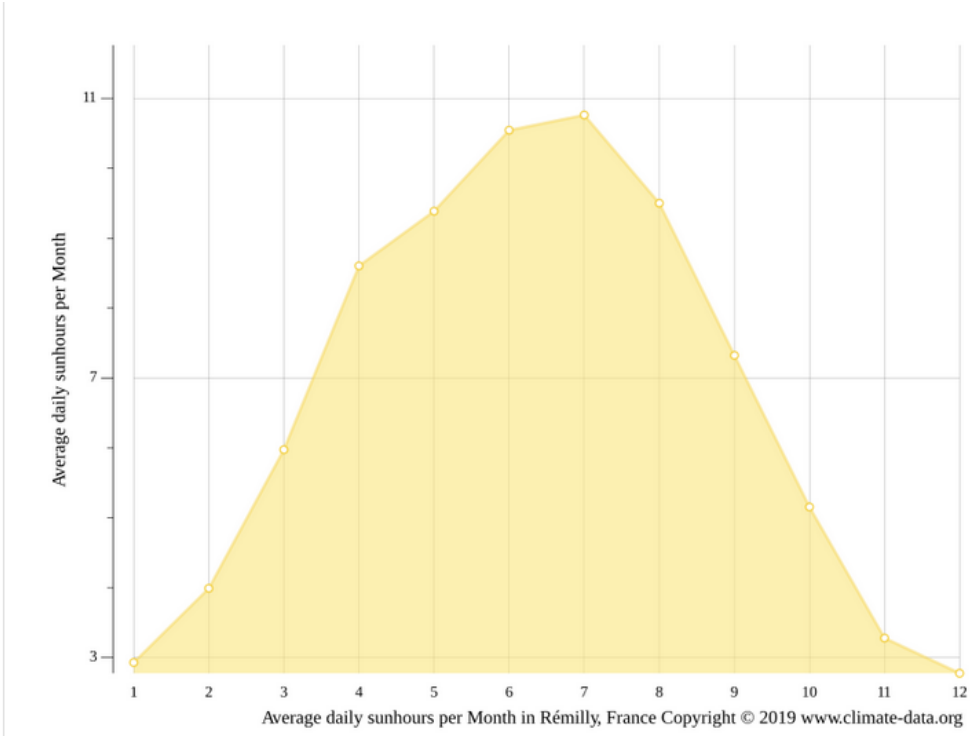


Figure 19 : Heures d'ensoleillement à Rémilly mensuelles moyennes sur la période 1999-2019 à la station de Metz-Nancy-Lorraine (Climate-Data)

3.4.1.4 Evolution du climat

Source : Météo France

3.4.1.4.1. Evolution passée

Selon la base de données Météo France, à l'échelle de la Lorraine, le réchauffement climatique s'est traduit par une augmentation des températures de l'ordre de 0,3°C par décennie sur la période 1959-2009. Ces hausses de températures ont une saisonnalité avec un réchauffement plus important en été à hauteur de 0,3°C à 0,4°C par décennies pour les températures minimales et d'environ 0,5°C pour les maximale. En automne, la tendance est également en hausse mais avec des valeurs moins élevées, de l'ordre de 0,2°C par décennie. A noter que le phénomène de réchauffement s'accentue depuis les années 1980. Au réchauffement, s'ajoute un assèchement des sols qui tend à s'intensifier. En parallèle, il a été observé une augmentation des précipitations sur cette même période.

3.4.1.4.2. Evolution prévue pour le futur

Les estimations montrent que le changement climatique entraînera des conséquences majeures sur les sociétés par le bouleversement des écosystèmes, la modification de la répartition des populations, la disponibilité des ressources, les filières économiques et nos modes de vies.
Tous les scénarios, qui découlent des projections climatiques, montrent une poursuite du réchauffement annuel en Lorraine jusqu'en 2050. Si aucune politique climatique n'est mise en place, le scénario RCP8,5 montre un réchauffement qui atteindra les + 4°C à l'horizon 2071-2100 par rapport à la période 1976-2005. En Lorraine, cela engendrera une augmentation du nombre de journées chaudes, une diminution du nombre de jours de gel et une augmentation de l'assèchement des sols de plus en plus marqué.
Selon le SRADDET (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) de la région Grand Est, approuvé le 24 janvier 2020, les effets du changement climatique sont déjà perceptibles à l'échelle régionale. Sur le plan climatique, on note par exemple la diminution du nombre de jours de gel à Nancy de l'ordre de 5 jours par décennie et

la hausse des cumuls annuels de précipitations, en particulier à l'automne. On observe également un avancement des stades de développement des vignes, le dépérissement de certaines espèces d'arbres, la transformation du cycle végétatifs des cultures ou encore la modification des habitudes des oiseaux migrateurs.

3.4.2 Qualité de l'air et émissions de gaz à effet de serre

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe), modifie la planification régionale portant sur le climat, l'air et l'énergie. Ainsi, les régions doivent désormais intégrer les enjeux associés au climat, à l'air et l'énergie dans un schéma plus large traitant des différentes politiques de développement durable - le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).
Le SRADDET de la région Grand Est a été approuvé le 24 janvier 2020. Ce dernier fixe des objectifs quant à la qualité de l'air, les émissions de gaz à effet de serre et l'énergie :

- Objectif 1 – Devenir une région à énergie positive et bas carbone à l'horizon 2050
- Objectif 2 – Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti
- Objectif 3 – Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises et accompagner l'économie verte
- Objectif 4 – Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique
- Objectif 5 – Optimiser et adapter les réseaux de transport d'énergie
- Objectif 15 – Améliorer la qualité de l'air, enjeu de santé publique

La loi Grenelle II et la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique a fait obligation aux EPCI à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants de réaliser un Plan climat-air-énergie territorial. Celui-ci est un projet axé sur la réduction des émissions de GES, la réduction de la dépendance énergétique et la limitation de la vulnérabilité climatique en permettant d'adapter les territoires sur le court, moyen et long terme. La Communauté de Communes du Sud Messin, dans laquelle s'inscrit la commune de Rémilly, recense moins de 20 000 habitants et ne s'est pas dotée d'un PCAET.

3.4.2.1 Bilan sur la qualité de l'air

Les polluants réglementés

Les oxydes d'azotes (NOx) sont des polluants indicateurs des activités de combustion, notamment du trafic routier et du chauffage résidentiel. Le monoxyde d'azote (NO) rejeté par les pots d'échappements s'oxyde dans l'air très rapidement en dioxyde d'azote (NO2).
Les particules fines en suspension dans l'air correspondent à un ensemble de composés plus ou moins nocifs qui viennent fragiliser les défenses immunitaires et peuvent être le véhicule de composés hautement toxiques. Les particules sont différenciées selon leur granulométrie. Les PM10 correspondent à des particules d'un diamètre inférieur à 10 µm (micromètre) et les PM2,5 à des particules de moins de 2,5 µm. On différencie les particules suivant leur taille car celle-ci a un effet sur leur pénétration pulmonaire. L'exposition chronique aux particules fines contribue à augmenter le risque de contracter des maladies cardiovasculaires et respiratoires (ORS 2007). Les sources d'émissions de particules fines sont nombreuses : transport routier, combustion industrielle, chauffage urbain, incinération des déchets...
Le dioxyde de soufre se forme par la combustion de composés fossiles soufrés : charbon, fioul domestique, gazole…
Gaz surveillé pour son impact sur la santé et l'environnement ainsi que pour sa réactivité chimique (précurseur de particules secondaires), **le NH3** est lié essentiellement aux activités agricoles (volatilisation lors des épandages et du stockage des effluents d'élevage et épandage d'engrais minéraux).
Les composés organiques volatiles non méthaniques (COVNM) sont des polluants de compositions chimiques variées avec des sources d'émissions multiples. Les sources anthropiques (liées aux activités humaines) sont marquées par la combustion (chaudière, transports, …) et l'usage de solvants (procédés industriels ou usages domestiques).
Selon l'Observatoire Climat-Air-Energie du Grand Est, la région du Grand Est possède une qualité de l'air globalement bonne. Cependant, le diagnostic du SRADDET indique que les émissions de polluants atmosphériques sont relativement élevées à l'échelle régionale bien que leur baisse soit en cohérence avec les objectifs nationaux. De plus, la qualité de l'air tend à s'améliorer. Toutefois, des dépassements des valeurs limites pour les particules fines et le

dioxyde d'azote sont encore souvent constatés dans plusieurs agglomérations du Grand Est telles que Reims ou Strasbourg.
A échelle plus locale, la CC Sud Messin présente les résultats suivants en termes d'émissions de polluants atmosphériques en 2019 :

Tableau 7 : Emissions de polluants atmosphériques en kg à l'échelle de la CC Sud Messin en 2019 par secteurs d'activités (Observatoire Climat-Air-Energie du Grand Est)

	SO2	NOx	NO2	NH3	COVNM	PM10	PM2.5
Agriculture, sylviculture et aquaculture hors UTCATF	40,6	32 181,3	3 861,8	47 0614,4	6 253,8	101 008,4	22 741,8
Déchets	0	0	0	1 596,9	0	0	0
Extraction, transformation et distribution d'énergie	0	0	0	0	1 911,8	0	0
Industrie manufacturière et construction	152,9	5 943,2	297,2	99,2	20 254,2	2 779,7	925,3
Modes de transports autres que routier	1 159,7	22 714,6	2 615,4	1,0	2 373,7	5 564,2	2 291,9
Résidentiel	5 078,0	18 627,8	2 235,3	7 809,5	97 583,6	29 445,3	28 860,3
Tertiaire, commercial et institutionnel	1 964,0	5 217,4	626,0	77,0	932,9	360,7	304,9
Transport routier	263,1	110 805,0	39 073,2	1 520,0	28 723,1	7 982,2	5 636,9

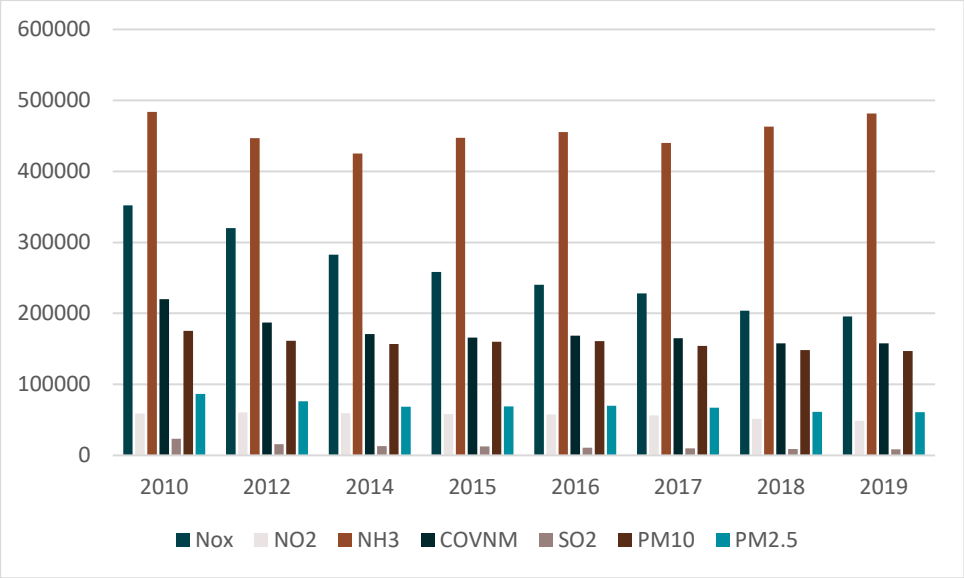


Figure 20 : Evolution des émissions de polluants atmosphériques de la CC Sud Messin entre 2010 et 2019 (Observatoire Climat-Air-Energie du Grand Est)

Ainsi, sur le période 2010-2019, la majorité des polluants atmosphériques sont en baisse à l'exception du NH3 qui après une baisse, est au même niveau en 2019 qu'en 2010. Il s'agit du polluant atmosphérique le mieux représenté avec les oxydes d'azote et les composés organiques volatiles non méthaniques. Le caractère très rural du territoire explique les émissions importantes de NH3, étroitement liées aux activités agricoles.
Par ailleurs, la commune de Rémilly est classée en catégorie 1 du potentiel radon. Les communes à potentiel radon de catégorie 1 sont celles localisées sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles. La qualité de l'air n'est donc pas remise en question par ce risque (cf. partie V, chapitre « Risque Radon »).

3.4.2.2 Emissions de gaz à effet de serre

L'émission de gaz à effet de serre est une des causes du changement climatique. La France s'est donnée comme objectif de diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Il existe différents gaz à effet de serre. Le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du climat (GIEC) en a recensé plus d'une quarantaine. Le plus commun est la vapeur d'eau et le plus connu est le dioxyde de carbone (CO2). Tous deux sont naturellement présents dans l'atmosphère. Il y a aussi le méthane (CH4), le protoxyde d'azote (N2O), l'ozone (O3), et des gaz créés par l'Homme, tels que les hydrofluorocarbures (HFC), les perfluocarbures (PFC) et l'hexafluorure de soufre (SF6), par exemple.
La site Atmo Grand-Est recueille les données concernant les émissions de gaz à effet de serre (GES) par EPCI.
La CC du Sud Messin a émis **108 ktCO_{2e}** en 2024 dont 41 % liés à l'agriculture, 35 % au secteur du transport routier, 15 % pour le secteur résidentiel, 3,7 % pour le tertiaire,2,7 % pour l'industrie, 1,4 % pour les autres transport et enfin 0,73 % pour les déchets et 0,1 % pour la branche énergie.
L'émission de GES par habitat est d'environ **6,60** tCO_{2e}, ce qui est plus bas que la moyenne régionale de 6,90 tCO_{2e}/hab

Le tableau ci-dessous présente le bilan des émissions de GES pour la CC Sud Messin en 2019.

Tableau 8 : Bilan des émissions de la CC Sud Messin en 2019 par secteurs d'activités (L'Observatoire Climat-Air-Energie du Grand Est)

	CO2 en kg	CH4 en kg	N2O en kg	PRG Fluorés 2013 tco2e
Agriculture, sylviculture et aquaculture hors UTCATF	5 979 261,6	677 313,3	91 980,0	0
Déchets	0	103 630,6	311,3	0
Extraction, transformation et distribution d'énergie	51,4	4 847,4	0	45,3
Industrie manufacturière et construction	3 317 888,6	106,0	357,0	783,2
Modes de transports autres que routier	2 063 283,7	148,7	90,3	100,7
Résidentiel	15 388 620,1	21 444,8	554,1	266,5
Tertiaire, commercial et institutionnel	3 836 332,3	481,0	34,2	1 109,6
Transport routier	37 953 201,2	773,2	1 352,7	963,1

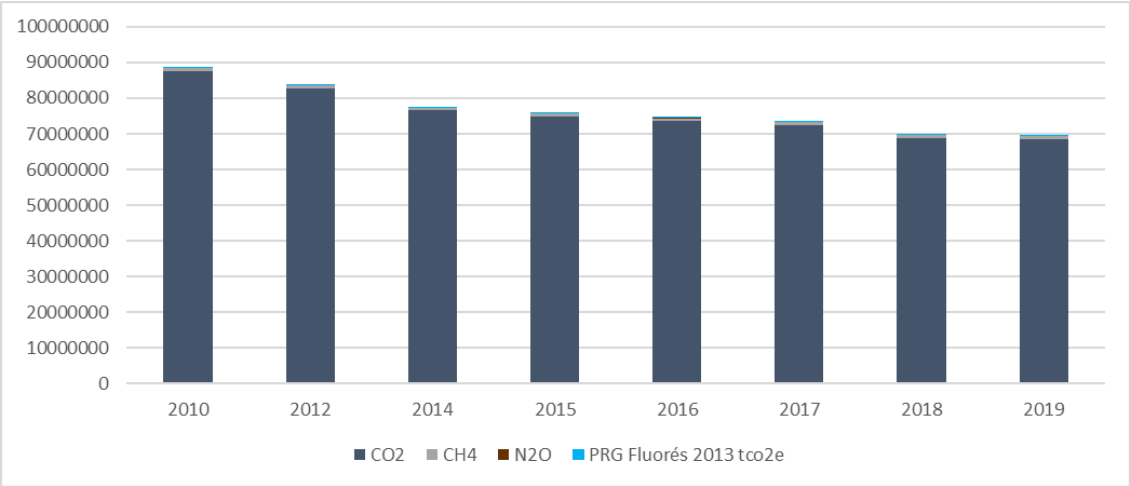


Figure 21 : Evolution des émissions de GES en kg de la CC Sud Messin entre 2010 et 2019 (L'Observatoire Climat-Air-Energie du Grand Est)

Ainsi, le dioxyde de carbone est le gaz à effet de serre le plus émis sur le territoire intercommunal. Il est essentiellement lié au transport routier. A noter que les émissions sont en baisse sur la période 2010-2019 avec toutefois une stabilisation de 2014 à 2019.

3.4.2.3 Puits de carbone

Selon l'Agence de la Transition Ecologique (ADEME), un puit de carbone est défini comme « tout système qui absorbe plus de carbone qu'il n'en émet ». En ce sens, la notion de « séquestration » du carbone est primordiale car elle sous-entend que, au-delà de la captation du carbone, celui-ci reste séquestré en dehors de l'atmosphère. Ainsi, en raison de la longue durée de vie des arbres, les forêts représentent des puits de carbone intéressants.
Par conséquent, et bien que le dioxyde de carbone soit le GES le plus émis, la commune de Rémilly, constituée à 26% de boisements, présente un potentiel non négligeable en termes de captation du carbone. De plus, la commune est recouverte à 23 % de prairies (dont les prairies permanentes) qui représentent des puits de carbone potentiels intéressants.
En 2024, la CC Sud Messin a absorbé 6,3 $ktCO_2$ de gaz à effet de serre dont 5 799 $ktCO_2$ via les milieux forestiers.

3.4.3 Bilan des consommations et production d'énergie

Source : Atmo Grand-Est

A l'échelle de la région Grand Est, la production d'énergie est répartie entre filière électronucléaire (67 %) et les énergies renouvelables et de récupération. Sur la période 2005-2014, la production issue des énergies renouvelables est en hausse. Le bois énergie représente la première source d'énergie renouvelable de la région. Selon le SRADDET, la région se positionne en leader en éolien, représentant 25 % du parc éolien français et sur la filière biogaz en termes d'installations et de puissances installées.

La communauté de communes Sud Messin a, en 2024, consommé **453 GWh** dont 34 % pour le secteur des transports routiers, 3,6 % pour les autres transports, 15 % pour l'agriculture, 3,1 % pour le secteur industriel, 38 % pour le secteur résidentiel et 7,1 % pour le secteur tertiaire. La consommation énergétique globale de 2024 représente une consommation de 26 MWh par habitant.

Aussi, en termes de mix énergétique, 47 % de l'énergie consommée est issue des produits pétroliers, 18 % vient de l'électricité, 9,6 % est lié au gaz naturel. Concernant les énergies renouvelables 7,6 % est lié au bois énergie et 18 % proviennent d'autres types d'ENR. Ainsi, la place des énergies renouvelables est encore marginale dans la consommation énergétique du territoire intercommunal.

Tableau 9 : Consommation énergétique de la CC Sud Messin en 2019 (Observatoire Climat-Air-Energie du Grand Est)

Secteur	Catégorie	Consommation énergétique finale corrigée* en MWh PCI	Consommation énergétique totale par secteur en MWh PCI
Agriculture, sylviculture et aquaculture hors UTCATF	Autres énergies renouvelables (EnR)	1 733,4	24 022,3
	Produits pétroliers	22 288,9	
Industrie manufacturière et construction	Autres énergies renouvelables (EnR)	246,5	28 766,4
	Electricité	13 603,5	
	Gaz Naturel	11 122,5	
	Produits pétroliers	3 793,9	
Modes de transports autres que routier	Autres énergies renouvelables (EnR)	134,5	27 843,2
	Electricité	11 830,1	
	Produits pétroliers	15 878,6	
Résidentiel	Autres énergies renouvelables (EnR)	13 765,9	175 052,6
	Bois-énergie (EnR)	32 912,7	
	Electricité	56 948,2	
	Gaz Naturel	42 391,4	
	Produits pétroliers	29 034,4	
Tertiaire, commercial et institutionnel	Autres énergies renouvelables (EnR)	100,9	41 174,4
	Bois-énergie (EnR)	614,8	
	Electricité	24 638,8	
	Gaz Naturel	1 402,6	

Secteur	Catégorie	Consommation énergétique finale corrigée* en MWh PCI	Consommation énergétique totale par secteur en MWh PCI
	Produits pétroliers	14 417,3	
Transport routier	Autres énergies renouvelables (EnR)	11 078,1	153 572,2
	Electricité	148,0	
	Gaz Naturel	17,2	
	Produits pétroliers	142 328,9	

3.4.4 Potentiel de développement des énergies renouvelables

Actuellement, une installation de deux pompes à chaleur a été posée au niveau de la résidence Gaïa, pour un total de 24 logements. Elle assure l'approvisionnement de 156 kWh d'énergie pour cette résidence.
Cependant, le territoire de Rémilly a un potentiel de développement des énergies renouvelables sur son territoire détaillé ci-après.

3.4.4.1 Energie éolienne

La région Grand Est est la première région de France en termes de puissance éolienne installée sur son territoire.
Le vent moyen sur la commune de Rémilly est compris entre 5,15 et 5,25 m/s à 40 mètres de hauteur. Or une éolienne devient rentable pour un vent supérieur à 5,5 m/s à 40 mètres du sol. Cependant, la commune figure parmi la liste des communes disposant de zones favorables de taille suffisante pour le développement de l'énergie éolienne.



FIGURE 1 : CARTE DES VENTS MOYENS À 40 M EN LORRAINE (MÉTÉO FRANCE)

Figure 22 : Vents moyen à 40m en Lorraine (Schéma Régional Eolien de Lorraine)

3.4.4.2 Géothermie

Source : Géothermie

La géothermie est un processus issu de l'infiltration des eaux gravitaires dans le sol. Au contact du substratum géologique l'eau va se réchauffer et peut, dans certains cas, atteindre des températures élevées (plus de 200°C). Les utilisations directes de la géothermie profonde sont nombreuses et énergétiquement très efficaces.

Le BRGM, l'ADEME, la région Ile de France et EDF ont développé un système d'information géographique d'aide à la décision, qui indique si, en un endroit donné, l'installation de pompes à chaleur sur nappe aquifère est envisageable.

Le SIG ne montre que la productivité des nappes superficielles, sans prendre en compte les nappes profondes. Sur le territoire de Rémilly, le potentiel relevé est faible sur la partie ouest de la commune et moyen sur la partie est. Il est à noter que la localisation de ce potentiel moyen se situe au niveau des zones naturelles protégées de la communes (Natura 2000 et ZNIEFF de type 1).

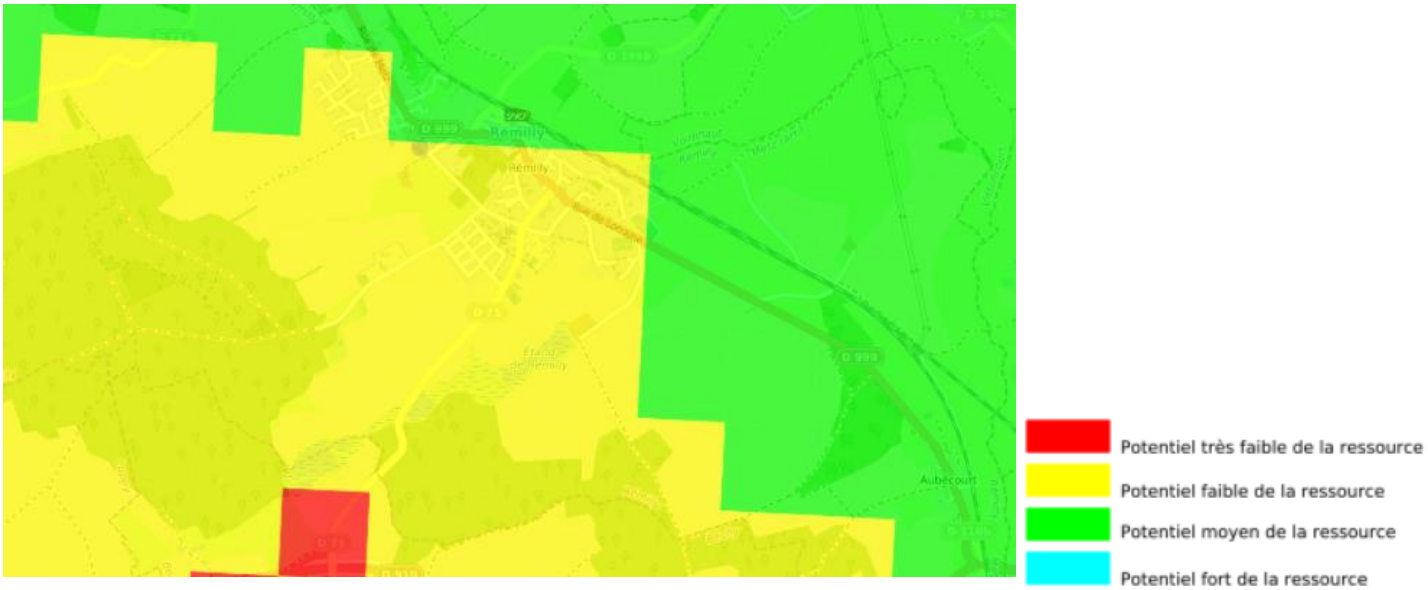


Figure 23 : Potentiel géothermique de Rémilly (Géothermies)

A noter, selon le site Géothermies, que les 24 logements de la résidence Gaïa à Rémilly sont chauffés via deux pompes à chaleur géothermiques sur 20 sondes verticales.

3.4.4.3 Bois énergie

Le bois, sous forme de bûches, est l'un des moyens de chauffage les moins chers, sous réserve d'utilisation d'appareils bien dimensionnés et performants, qui assurent une bonne combustion, voire une possibilité d'accumulation de la chaleur. La filière Bois-énergie se développe dans le contexte de transition énergétique actuel et se veut en adéquation avec les filières utilisatrices du bois déjà en place ainsi qu'avec une gestion durable de la forêt.
Selon les données de l'Observatoire Climat-Air-Energie du Grand Est, 7 % de l'énergie consommée à l'échelle de la Communauté de communes Sud Messin est issue du bois-énergie qui se positionne ainsi comme la première énergie renouvelable consommée sur le territoire intercommunal.

3.4.5 Synthèse

Tableau 10 : Synthèse des enjeux sur le climat, l'air et l'énergie

Atouts et opportunités
• Des émissions de polluants atmosphériques majoritairement en baisse sur la période 2010-2019 • Une baisse des émissions de gaz à effets de serre entre 2010 et 2019 • Une qualité de l'air plutôt bonne • Une consommation d'énergies renouvelables en légère augmentation et dominée par le bois énergie • Forêt/boisement et prairies permanentes, des réservoirs naturels important pour la séquestration du carbone
Faiblesses et menaces
• Des changements climatiques qui vont s'accentuer et impacter le territoire (élévation des températures, épisodes de crues, diminution du nombre de jours de gel, assèchement plus important). • Des émissions importantes de NH3 en lien avec l'activité agricole • Des émissions de gaz à effet de serre majoritairement lié au transport routier et au résidentiel • Une consommation énergétique majoritairement dépendante des produits pétroliers et des énergies renouvelables encore marginales sur le territoire intercommunal de la CC Sud Messin
Tendances d'évolution
• Le scénario intermédiaire du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoit une augmentation de 1,8°C dans le monde en 2050 et de 2,6°C en 2080 par rapport à la période 1971-2000 avec une intensité des phénomènes climatiques et une vulnérabilité accrue des personnes et des biens face aux risques naturels • L'évolution de la règlementation devrait permettre de prendre en compte de plus en plus de polluants atmosphériques. La sensibilisation des collectivités à la problématique de la qualité de l'air et les politiques publiques mises en place vont dans le bon sens pour une réduction progressive des émissions de polluants. Cependant, l'évolution est encore incertaine, car outre les mesures mises en place par les collectivités et autres organismes publics, les émissions de polluants sont encore fortement liées à certaines pratiques privées qu'il reste difficile de réguler (utilisation de la voiture, …). • La règlementation énergétique, de plus en plus contraignante et ambitieuse, permettre d'améliorer l'efficacité énergétique des logements les plus énergivores et de concevoir de nouvelles constructions moins consommatrices d'énergie • Les actions pour renforcer le réseau de cheminements piétions et cyclistes participent à réduire la dépendance à la voiture pour certains trajets (dépôts des enfants à l'école, etc.)
Enjeux
• Augmenter la part d'énergie renouvelable dans la production du territoire • Encourager les rénovations thermiques et les constructions/formes urbaines économes en énergie

• Préservation des espaces boisés, puits à carbone, notamment les boisements au sud et à l'ouest du territoire • Favoriser les moyens de déplacement doux afin de limiter voire diminuer la pollution atmosphérique émise par les moyens de transports à combustion
Sources
ATMO Grand Est, SRE Lorraine, Météo France, Climate-data.org

3.5 Nuisances et risques

3.5.1 Gestion des déchets

Source : CC Sud Messin

La collecte et le traitement des déchets ménagers est une compétence de la communauté de communes du Sud Messin.
A ce jour, la collecte des déchets ménagers est assurée par la communauté de communes du Sud Messin pour l'ensemble de ses 34 communes. Depuis 2018, le service déchets ménagers est financé par une redevance incitative à la levée.
Les ordures ménagères sont collectées hebdomadairement et le recyclable quinzomadairement. L'apport est volontaire dans des bacs pour le verre et textiles. En 2018, les habitants de la communauté de communes ont produit en moyenne 486 kg de déchets (hors gravats) répartis comme ceci :

- 176 kg/an d'ordures ménagères soit 36% des déchets produits ;
- 43 kg/an de verre soit 9% des déchets produits ;
- 66 kg/an d'emballages ménagers recyclables soit 14% des déchets produits ;
- 201 kg/an d'ordures en déchèterie soit 41% des déchets produits.

Par rapport au département de la Moselle, les habitants de la CC Sud Messin produisent moins d'ordures ménagères (-49 kg/an), mais produisent plus d'emballages ménagers recyclables (9 km/an), de verre (+13kg/an) et d'ordures en déchèterie (+34 kg/an).
Une déchetterie est présente à Rémilly. Elle est ouverte à tous les habitants de la CC Sud Messin et à 5 communes de la communauté de commune voisine. En 2018, la déchèterie a accueilli 2327 tonnes de déchets, principalement du tout-venant (24%), des gravats (22%) et des végétaux et bois (33%).
Les déchets verts sont notamment transformés en compost au niveau du site de Louvigny (15 km de Rémilly).
Au niveau de la sensibilisation à la réduction des déchets effectuée par la CC Sud Messin, notons :

- La mise en place de la tarification incitative ainsi qu'un guide explicatif
- Des interventions d'un agent du service déchets ménagers sur le compostage ainsi que la vente de composteurs à prix réduit
- Une journée de ramassage des déchets

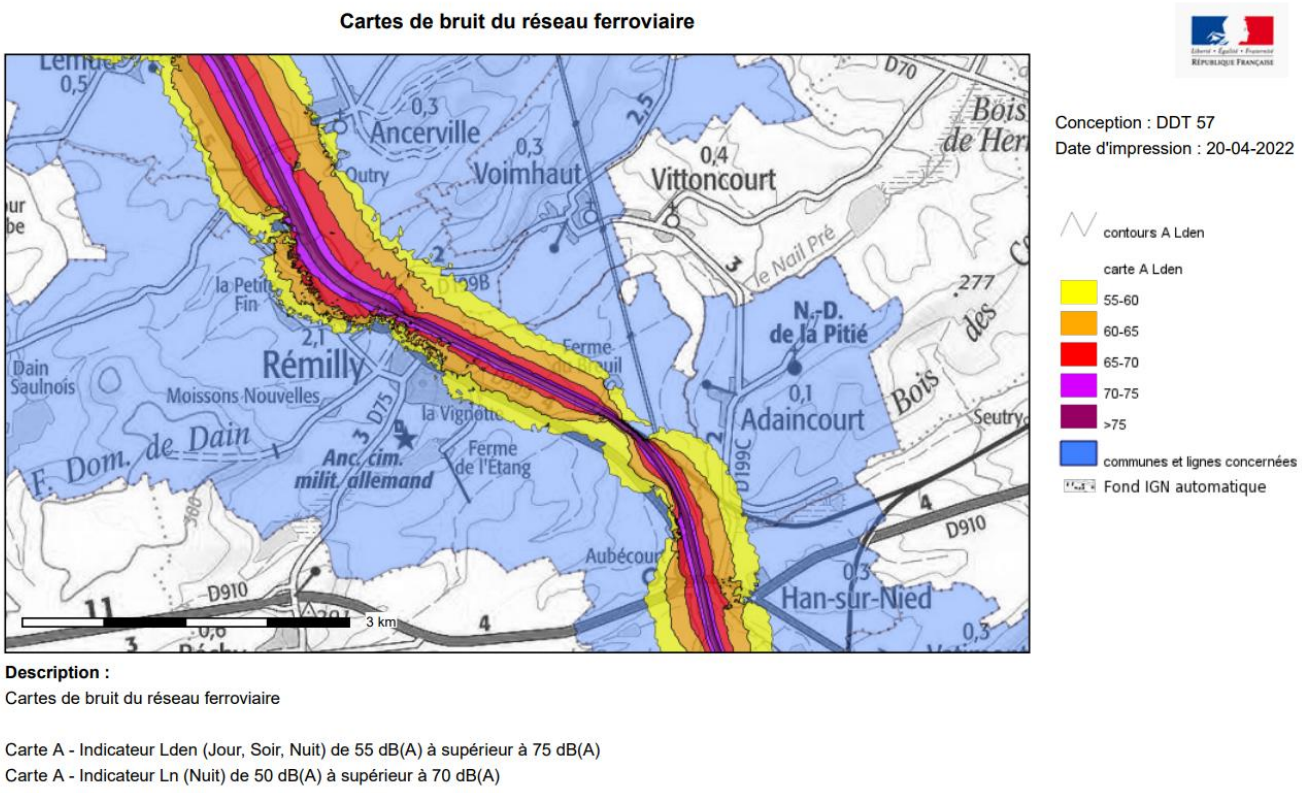


Figure 24 : entrée de la déchetterie de Rémilly (Biotope)

3.5.2 Nuisances

3.5.2.1 Nuisances sonores

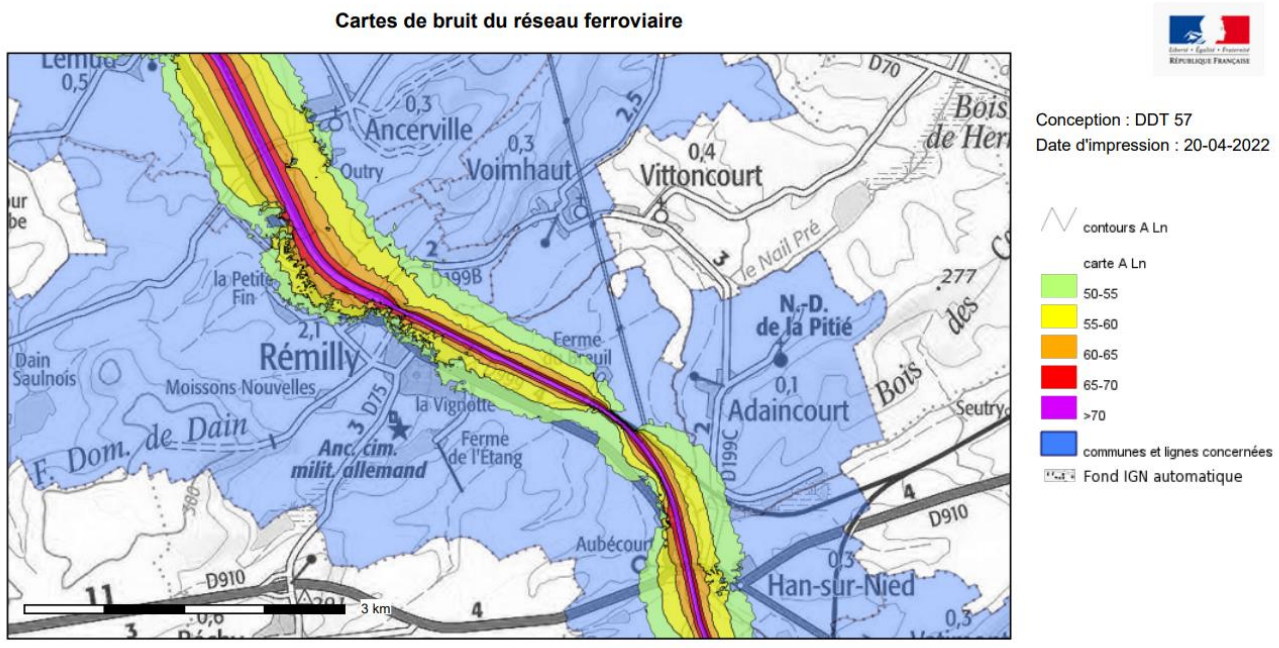
Le bruit constitue depuis plusieurs années une préoccupation majeure pour les Français. Selon une enquête statistique réalisée en mai 2010 par la TNS-SOFRES, le bruit dû aux transports apparaît comme la principale source de nuisance (54 %). La loi de 1992 relative à la maîtrise des nuisances aux abords des infrastructures de transport terrestre impose la réalisation d'un classement des voies sonores, ainsi que la délimitation d'un secteur de nuisance de part et d'autre de l'infrastructure. A l'intérieur de ce secteur, des règles de construction sont imposées aux futurs pétitionnaires des permis de construire afin de garantir un isolement acoustique des bâtiments. Les périmètres de recul le long de la voie doivent être intégrés dans les documents d'urbanisme locaux (annexe des PLU et POS en vigueur).
Cette règlementation a été complétée par la directive de 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, qui impose aux grandes agglomérations et pour les principales infrastructures de transports, la réalisation de cartes de bruit stratégiques. Ces dernières conduisent à l'adoption de plans de prévention du bruit dans l'environnement - PPBE.
Le plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE 3ème échéance) du réseau routier et autoroutier relevant de la compétence de l'État dans le département de la Moselle a été approuvé par arrêté préfectoral du 10 janvier 2020. Au PPBE sont associées les Cartes de Bruit Stratégiques (CBS) qui permettent de cartographier les zones exposées au bruit routier.
Les PPBE et cartes de bruits utilisent deux indices européens : L_{den} (niveau du bruit annuel perçu sur une journée de 24h) et L_n (indice du niveau sonore moyen annuel entre 22h et 6h). L'unité utilisée est le décibel pondéré A dB(A).
La commune de Rémilly n'est pas concernée par les cartes de bruit du réseau routier départemental.
La commune de Rémilly est en revanche concernée par la carte de bruit du réseau ferroviaire.



Description :
Cartes de bruit du réseau ferroviaire

Carte A - Indicateur Lden (Jour, Soir, Nuit) de 55 dB(A) à supérieur à 75 dB(A)
Carte A - Indicateur Ln (Nuit) de 50 dB(A) à supérieur à 70 dB(A)

Figure 26 : Carte du bruit du réseau ferroviaire le jour (Département de la Moselle)



Description :
Cartes de bruit du réseau ferroviaire

Carte A - Indicateur Lden (Jour, Soir, Nuit) de 55 dB(A) à supérieur à 75 dB(A)
Carte A - Indicateur Ln (Nuit) de 50 dB(A) à supérieur à 70 dB(A)

Figure 25 : Carte du bruit du réseau ferroviaire la nuit (Département de la Moselle)



Figure 27 : Voie ferrée et TER à proximité de la STEP de Rémilly, au nord de Rémilly (Biotope)

Ces voies bruyantes ferroviaires entrainent ainsi une largeur de recul ou entrainent des isolations acoustiques supplémentaires dans cette largeur.
Ces largeurs de recul sont récapitulées dans le tableau suivant :

Tableau 11 : Classement des voies ferroviaires bruyantes sur la commune de Rémilly (Source : porté à connaissance de l'Etat)

Voie	Nom de la ligne de à	Catégorie de classement sonore	Largeur (m)
140000	Baudrecourt à Rémilly	3	100
140000	Rémilly à Metz	2	250
172000	Rémilly à Herny	3	100

3.5.2.2 Nuisances olfactives

Peu présentes sur le territoire, les nuisances olfactives peuvent localement être dues aux activités agricoles. La commune de Rémilly ne présente pas non plus de décharge sauvage à ciel ouvert.

3.5.2.3 Nuisances lumineuses

Une optimisation de l'éclairage public peut à la fois permettre une diminution des accidents de circulation de la route dus à l'éblouissement ou à la fatigue oculaire, de faire des économies d'énergies et financiers ainsi que préserver le milieu nocturne (trame étoilée, déplacement des espèces nocturnes) sans diminuer la qualité de l'éclairage. Il a également été démontré qu'il pouvait y avoir un impact sur la santé humaine par un dérèglement du rythme biologique. Il est

donc important de repenser les modes d'éclairages pour à la fois améliorer le cadre de vie et maintenir une qualité du service. Il existe plusieurs méthodes pour y parvenir :

- La première consiste à optimiser l'orientation de l'éclairage. L'utilisation d'un abat-jour adapté permet de diminuer la part de lumière se dirigeant directement vers le ciel. Pour optimiser l'efficacité, il est important que l'ampoule utilisée ne le dépasse pas. Comme les faisceaux lumineux sont tous émis vers le sol, il est possible de diminuer l'intensité et d'obtenir la même qualité d'éclairage.
- Une seconde méthode consiste à utiliser des diodes électroluminescentes ayant un rendement « consommation énergétique/quantité de lumière émise » meilleur que les lampes à incandescence. Les performances énergétiques sont donc plus avantageuses.
- Une troisième pratique est l'installation de détecteurs de mouvements. L'intensité lumineuse dégagée est faible lorsque le détecteur n'est pas actionné, puis s'active dès le passage d'un individu. Il permet d'éclairer dans des périodes dites « utiles ».

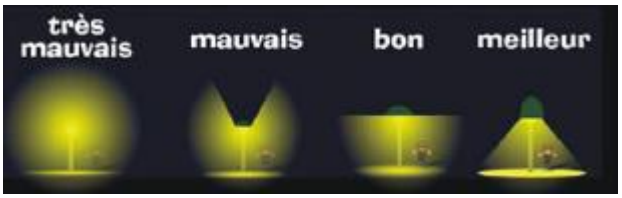


Figure 28 : Systèmes d'éclairage public

Cependant, ce système pose de nombreuses questions quant aux réglages à effectuer. A quelle distance le détecteur va repérer l'individu ? Au bout de combien de temps s'arrête-t-il ? Peut-il faire la différence entre le passage d'un animal nocturne et celui d'un usager ? Il est donc très difficile à mettre en place si on souhaite un rendement total mais il peut s'avérer très efficace en termes d'économies énergétiques.

- La quatrième méthode est plus radicale. Elle consiste à choisir une plage horaire où la fréquentation est la moins importante et par conséquent où la demande du service est la plus faible afin d'éteindre totalement l'éclairage (application restreinte à un secteur ou à des axes particuliers).

Selon la base de données de l'association AVEX, la commune est concernée par une pollution faible au nord du territoire, liée au noyau urbain. Celle-ci s'estompe à mesure que l'on s'éloigne du cœur urbain. Elle reste relativement peu élevée en comparaison aux communes voisines de Metz et Faulquemont. La cartographie AVEX s'appuie sur des éléments d'occupation des sols, notamment l'artificialisation, et sur des modélisations.

3.5.2.4 Rayonnements électromagnétiques

Sources : RTE, ANF

Selon l'INRS, les champs électromagnétiques peuvent, au-delà de certains seuils, avoir des effets sur la santé de l'homme. Imperceptibles, les champs électromagnétiques sont présents partout dans l'environnement. Toute installation électrique crée dans son voisinage un champ électromagnétique, composé d'un champ électrique et d'un champ magnétique.
Bien que les risques éventuels sur la santé soit encore sujet à débat, l'exposition prolongée et récurrente de la population aux ondes électromagnétiques constitue actuellement une préoccupation majeure des politiques d'aménagement du territoire. Les inquiétudes concernent entre autres les lignes à haute tension, soupçonnées de contribuer au phénomène d'électrohypersensibilité.
Le décret n°2002-775 du 3 mai 2002, relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques, fixe des valeurs limites d'exposition au public.
Aussi, le rapport de l'ANSES en date du 5 avril 2019 propose des recommandations en termes d'urbanisme : « Considérant l'augmentation potentielle de l'incidence de leucémies infantiles à proximité des lignes à haute tension, et malgré l'absence de preuve d'un lien de causalité direct entre l'exposition aux champs électromagnétiques basses fréquences et la survenue de leucémie infantile, le CES souligne la pertinence de l'instruction du 15 avril 2013 relative à l'urbanisme à proximité des lignes de transport d'électricité. Celle-ci recommande « d'éviter, dans la mesure du possible, de décider ou d'autoriser l'implantation de nouveaux établissements sensibles (hôpitaux, maternités, établissements accueillant des enfants tels que crèches,

maternelles, écoles primaires etc.) dans les zones qui, situées à proximité d'ouvrages THT, HT, lignes aériennes, câbles souterrains et postes de transformation ou jeux de barres, sont exposées à un champ magnétique de plus de 1 µT ».

GAMME DES FRÉQUENCES	INDUCTION magnétique (mT)	DENSITÉ de courant S (mA/m²) (valeur efficace)	MOYENNE DAS pour l'ensemble du corps (W/kg)	DAS localisé (tête et tronc) (W/kg)	DAS localisé (membres) (W/kg)	DENSITÉ de puissance S (W/m²)
0 Hz	40	-	-	-	-	-
	-	8	-	-	-	-
1.4 Hz	-	8/f	-	-	-	-
4-1 000 Hz	-	2	-	-	-	-
1 000 Hz-100 kHz	-	f/1500	-	-	-	-
100 kHz-10 MHz	-	f/500	0,08	2	4	-
10 MHz-10 GHz	-	-	0,08	2	4	-
10-300 Ghz	-	-	-	-	-	10

Figure 29 : Valeurs limites d'exposition du public (Décret n°2002-775)

Une ligne électrique de 63 kV traverse la partie est du territoire depuis un poste électrique au niveau de la voie de chemin de fer, vers le nord et la commune d'Ancerville.
Il existe un site radioélectrique à environ 1km au niveau de château d'eau proche du centre-bourg de la commune.

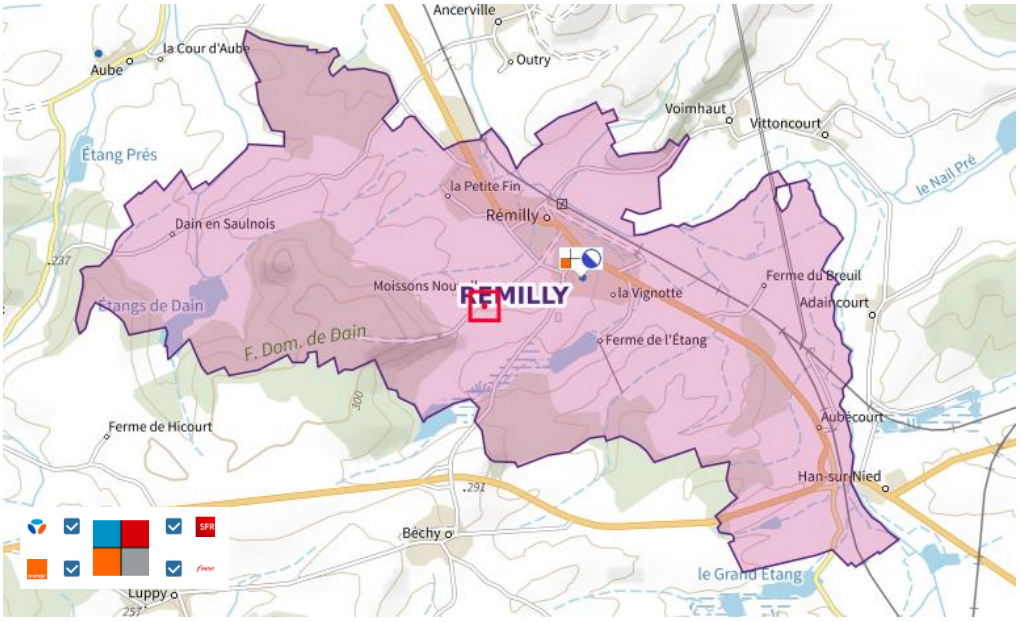


Figure 30 : Localisation des sites radioélectriques sur la commune de Rémilly (source : Agence Nationale des Fréquences)

3.5.3 Risques anthropiques

3.5.3.1 Risque de pollution des sols et anciens sites industriels

On considère qu'un site pollué est « un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement ». L'origine de ces pollutions peut être attribuée à des épandages fortuits ou accidentels, à des retombées au sol de polluants atmosphériques ou à d'anciennes pratiques d'élimination des déchets. Sous l'effet de différents processus physico-chimiques (infiltration/percolation, dissolution, volatilisation) contribuant à leur dissémination, les substances présentes dans le sol ont pu devenir mobiles et atteindre l'homme, les écosystèmes, les ressources en eau. Ainsi, un site pollué est souvent synonyme de risque pour les eaux souterraines.
Il existe deux bases de données nationales qui permettent de recenser les sites potentiellement pollués et les sites où la pollution est avérée :

- Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (anciennement BASOL) sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif ;
- BASIAS carte des anciens sites industriels et activités de service (inventaire historique) ;
- A ces deux bases de données s'ajoute la Base de données Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) sur les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement. Ils sont mis à disposition du public après consultation des mairies et information des propriétaires.

Le territoire de Rémilly n'est pas concerné par une information de l'administration concernant des pollutions suspectées ou avérées mais il compte 10 sites BASIAS (carte et tableau ci-dessous.)
Il s'agit d'anciennes décharges à ciel ouvert, un garage et une quincaillerie.
Par ailleurs, aucun SIS n'a été identifié sur le territoire.

Tableau 12 : Liste des sites BASIAS recensés sur la commune (source : Géorisques)

Identifiant	Raison sociale	Nom usuel	Adresse	Etat occupation
LOR5703320	Commune de Rémilly	Décharge brute	D999, Rémilly	En arrêt
LOR5701262	HEIB	Garage	22 rue Roland (A)	Indéterminé
LOR5705614	FURGAL	Serrurerie	37 rue Rolland Auguste	Indéterminé
LOR5705615	SERVICE VICINAL DE LA MOSELLE	Réservoir à goudron	-	Indéterminé
LOR5705617	POINSIGNON Emile plâtrier	Carrière de gypse	-	Indéterminé
LOR5706503	GARAGE MARCHAL (de M.MARCHAL Gérard) ex CARROSSERIE OLLEGGINI	Atelier-Carrosserie-Peinture	Rue Rolland (August)	Indéterminé
LOR5705616	VICTOR Laurent	Four à plâtre	Rue de Moncé	Indéterminé
LOR5706505	KIEFFER : charbons, matériaux de construction et transports	Vente de combustibles	-	Indéterminé
LOR5706506	LOUIS Georges	Quincaillerie et vente de combustibles	Rue de Castelnau	Indéterminé
LOR5706504	GARAGE FERRY (FERRY Roger)	Garage-Atelier-Peinture	12 rue Rolland (August)	Indéterminé

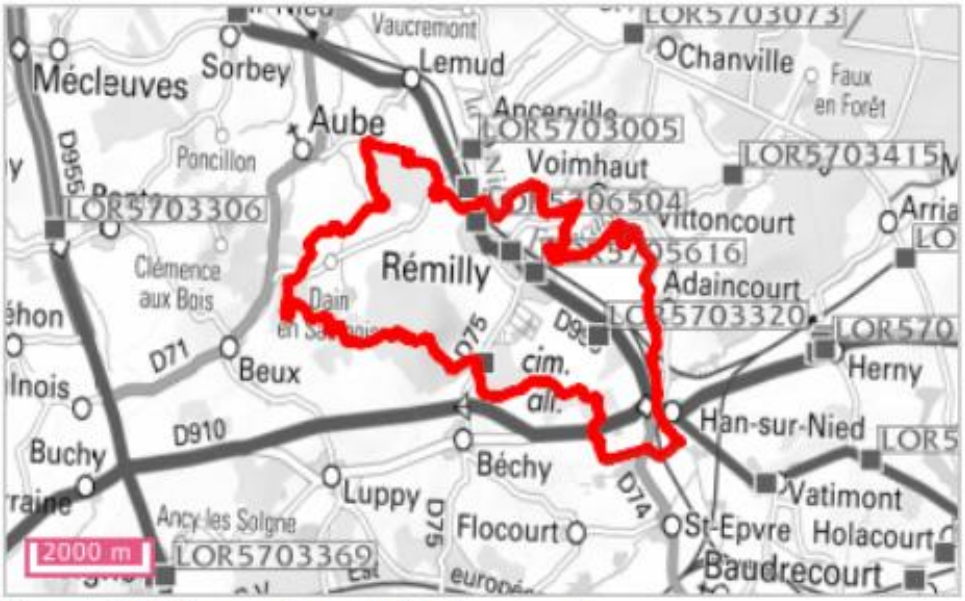


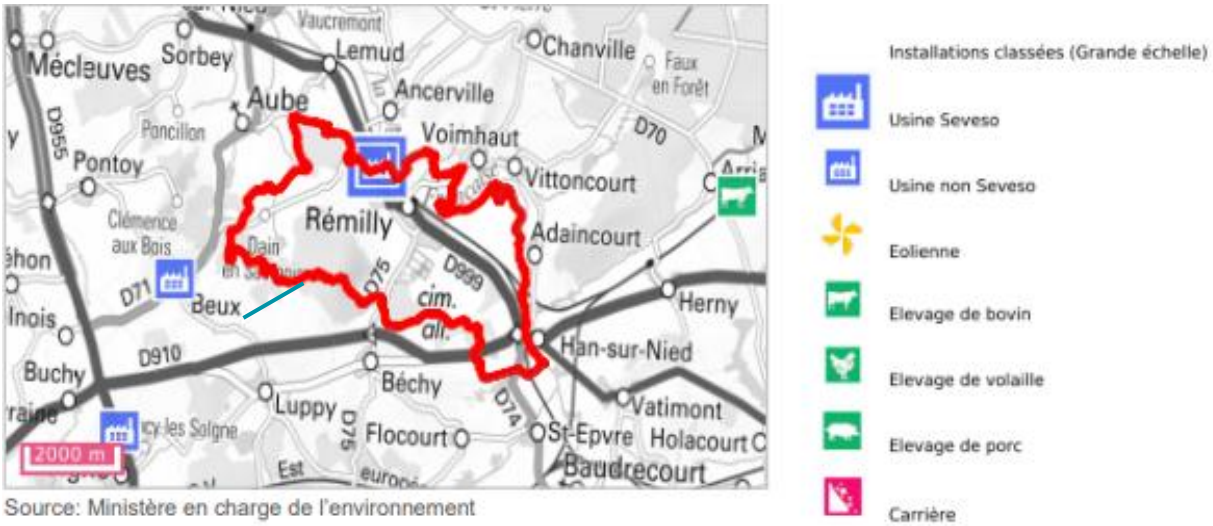
Figure 31 : Localisation des sites BASIAS sur le territoire de Rémilly (source : Géorisques)

3.5.3.2 Risque technologique et industriel

Un risque industriel majeur est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et/ou l'environnement.
Les générateurs de risques sont regroupés en deux familles :

- Les industries chimiques produisent des produits chimiques de base, des produits destinés à l'agroalimentaire (notamment les engrais), les produits pharmaceutiques et de consommation courante (eau de javel, etc.)
- Les industries pétrochimiques produisent l'ensemble des produits dérivés du pétrole (essences, goudrons, gaz de pétrole liquéfié)

Les installations et usines susceptibles de générer des risques ou des dangers sont soumises à une législation et une réglementation particulière, relatives à ce que l'on appelle "les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement" (ICPE).
La commune ne comporte pas d'ICPE (consultation de la base de données en avril 2022). Le site ICPE le plus proche est situé à Lemud, à 0,1 km au nord de la commune. C'est un site classé SEVESO bas, de stockage agricole ainsi qu'une plateforme logistique du groupe Lorca (cf figure 27).
A noter qu'une unité de méthanisation privée est en cours de construction une propriété d'agriculteurs à l'ouest du territoire au lieu-dit de Dain en Saulnois. Le dimensionnement de cette installation n'est pas connu, mais elle sera certainement classée ICPE une fois construite.



Source: Ministère en charge de l'environnement

Figure 32 : Localisation des ICPE sur le territoire communal de Rémilly (Géorisques)



Figure 33 : Photo des silos de l'entreprise LORCA, situés en bordure nord de la commune de Rémilly (Biotope)

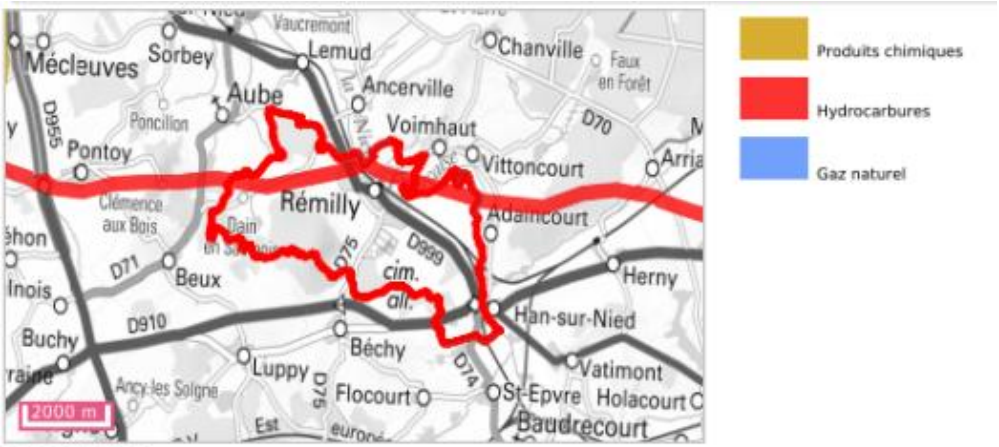
3.5.3.3 Risque de rejets de polluants

Certaines installations industrielles déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols. Aucune installation industrielle ne déclare de rejets de polluants sur la commune de Rémilly.

3.5.3.4 Risque de transport de matières dangereuses

Le risque de transport de matières dangereuses (TMD) est consécutif à un accident se produisant lors du transport, par voie routière, ferroviaire, aérienne, d'eau ou par canalisation, de matières dangereuses. Il peut entraîner des conséquences graves pour la population, les biens et/ou l'environnement. Les produits dangereux sont nombreux : ils peuvent être inflammables, toxiques, explosifs, corrosifs ou radioactifs.
Selon le Dossier Départemental des Risques Majeurs (D.D.R.M) de la Moselle approuvé par arrêté préfectoral du 17 décembre 2018, le département présente un risque d'accident de TMD

sur l'ensemble de son territoire en raison de la situation transfrontalière et de l'importance du trafic routier lié à d'importantes industries.
La commune est concernée par le passage de la route départementale RD999 et une voie de chemin de fer.
Par ailleurs, une canalisation d'hydrocarbures traverse la commune selon un axe nord-est/nord-ouest.



Source: BRGM

Figure 34 Localisation de la canalisation d'hydrocarbures traversant le territoire communal de Rémilly (Géorisques)

3.5.4 Risques naturels

Le dossier départemental des risques majeurs (DDRM) de la Moselle, mis à jour en décembre 2018, identifie les risques majeurs sur le territoire départemental. Selon ce dernier, la commune est concernée par le risque suivant : inondations.
Par ailleurs, le DDRM précise que dans le département de la Moselle, l'ensemble des communes sont concernées par des risques de feux de forêt et un risque retrait-gonflement des argiles à des degrés divers.
Rémilly a fait l'objet de 11 arrêtés de catastrophes naturelles :

Tableau 13 : Liste des arrêtés de catastrophes naturelles émis sur la commune (source Géorisques)

Code NOR	Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
IOME2415152A	Inondations et/ou Coulées de Boue	16/05/2024	14/06/2024
IOME2308745A	Sécheresse	01/07/2022	03/05/2023
INTE2014522A	Sécheresse	01/07/2019	10/07/2020
INTE1914147A	Sécheresse	01/10/2018	22/06/2019
INTE0500808A	Sécheresse	01/07/2003	13/12/2005
INTE9900627A	Inondations et/ou Coulées de Boue Mouvement de Terrain	25/12/1999	30/12/1999
INTE9700100A	Inondations et/ou Coulées de Boue	25/02/1997	12/04/1997
INTE9500497A	Inondations et/ou Coulées de Boue	22/07/1995	15/10/1995
NOR19830621	Inondations et/ou Coulées de Boue	23/05/1983	24/06/1983
NOR19830516	Inondations et/ou Coulées de Boue	01/04/1983	18/05/1983
NOR19830111	Inondations et/ou Coulées de Boue	08/12/1982	13/01/1983

3.5.4.1 Risque d'inondation

Sources : Géorisques, BRGM

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors d'eau. Le risque d'inondation est la conséquence de deux composantes : l'eau qui peut sortir de son lit habituel d'écoulement et l'homme qui s'installe dans l'espace alluvial pour y implanter toutes sortes de constructions, d'équipements et d'activités. Les typologies retenues en France depuis 1992 sont :

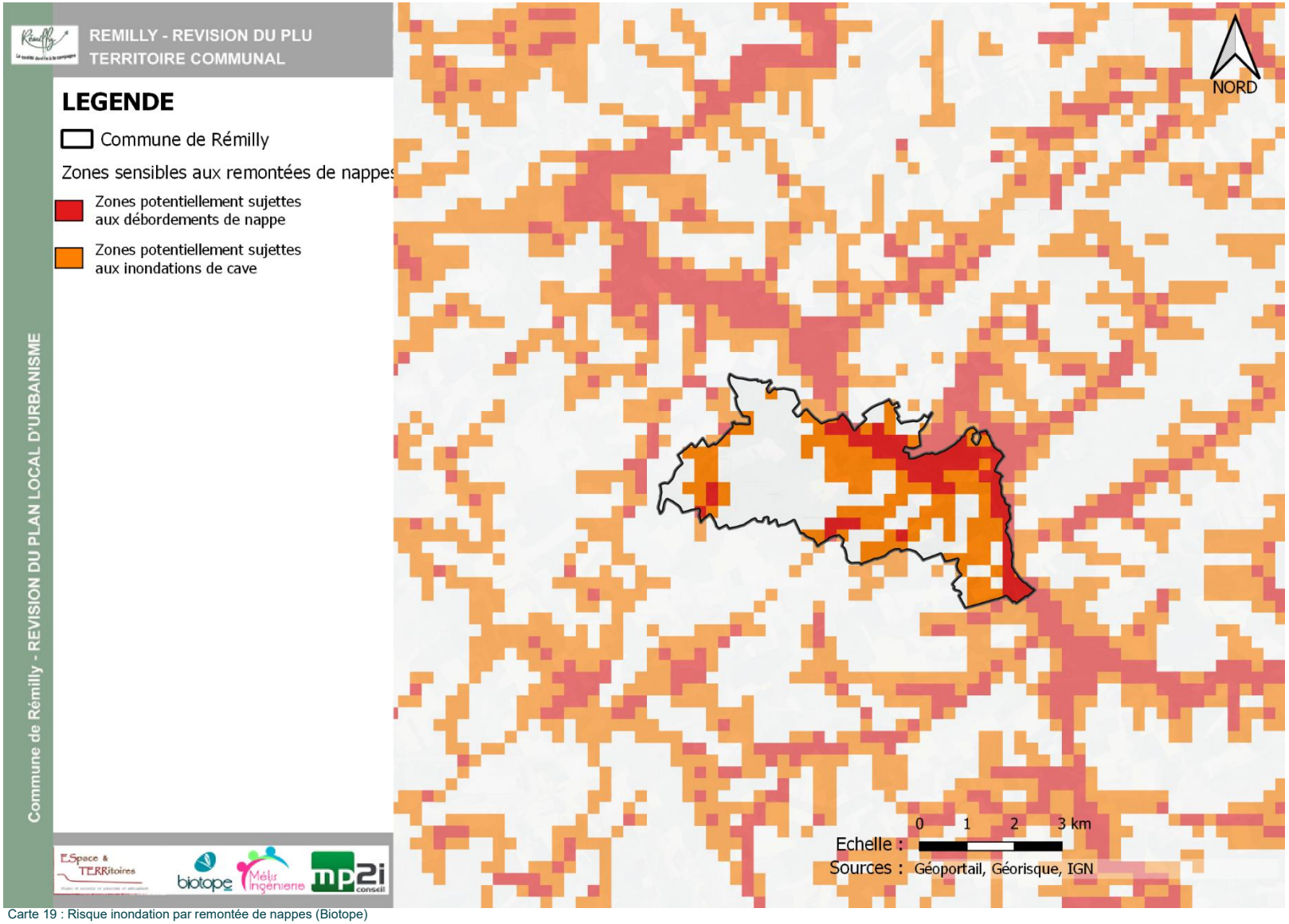
- La remontée lente des eaux en région de plaine (inondations de plaines ou inondations par remontée de nappe) ;
- La formation de crues torrentielles consécutives à des averses violentes (les crues des rivières) ;
- Le ruissellement pluvial urbain (les crues rapides des bassins périurbains).

La base de données Géorisques recense 1 inondation et/ou coulée de boue à ce jour sur le territoire communal.

Tableau 14 : Liste des 10 derniers épisodes d'inondation sur le territoire (Géorisques)

Date de l'évènement (date début / date fin)	Type d'inondation	Approximation du nombre de victimes	Approximation dommages matériels (€)
30/11/1993 - 27/01/1994	Crue pluviale (temps montée indéterminé),rupture d'ouvrage de défense,Nappe affleurante	de 10 à 99 morts ou disparus	inconnu

La commune de Rémilly n'est pas soumise à un Plan de Prévention des Risques Naturels Inondation (PPRI) et ne fait pas l'objet d'un Programme d'Action de Prévention des Inondations car elle ne présente pas un risque très important d'inondation. Il existe néanmoins un Atlas des Zones Inondables sur cette commune. Rémilly ne fait pas non plus parti d'une stratégie locale couverte par un Territoire à Risque d'Inondation (TRI), dont le plus proche est celui de Metz-Thionville-Pont à Mousson.
Par principe, toute zone naturellement soumise à un risque d'inondation doit être préservée de toute occupation du sol pouvant gêner l'expansion des crues. Si des zones sont déjà construites, le PLU devra permettre de fixer des dispositions adaptées au contexte local pour réduire la vulnérabilité de ces secteurs au risque inondation.
Le PLU de Rémilly devra être compatible avec le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) Moselle (Intégré dans le SCoT). Ce plan découle d'une stratégie nationale approuvée le 7 octobre 2014, visant à augmenter la sécurité de la population, réduire le coût des dommages et raccourcir le délai de retour à la normal des territoires sinistrés.
D'autres types d'inondation existe en plus des inondations par débordement : inondation par ruissellement et inondation par remontée de nappes. Préciser si des secteurs de la commune concernés notamment en zone urbaine



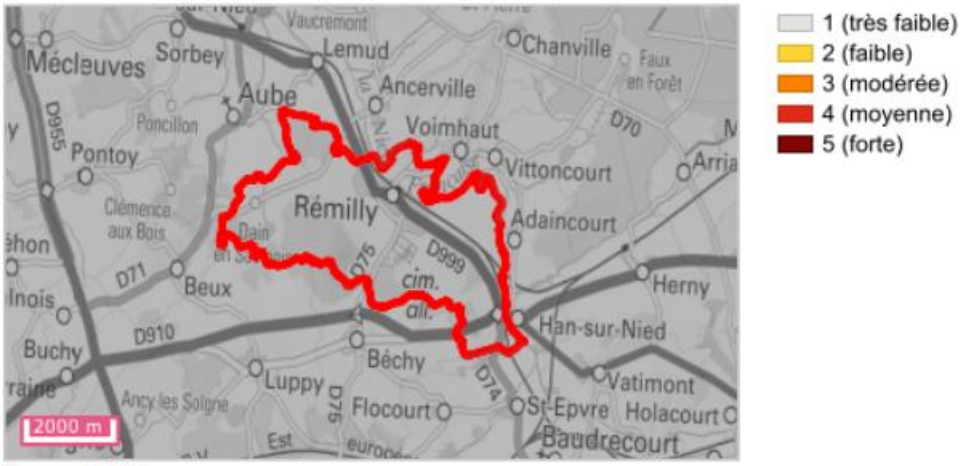
Carte 19 : Risque inondation par remontée de nappes (Biotope)

3.5.4.2 Risque sismique

La France dispose d'un zonage sismique, entré en vigueur en juin 2011, divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes :

- Une zone de sismicité 1 où il n'y a pas de prescription parasismique particulière pour les bâtiments à risque normal (l'aléa sismique associé à cette zone est qualifié de très faible),
- Quatre zones de sismicité 2 à 5, où les règles de construction parasismique sont applicables aux nouveaux bâtiments, et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières.

La commune présente une exposition très faible au risque sismique (zone 1) qui n'induit aucune prescription parasismique particulière. Elle n'est pas soumise à un Plan de Prévention des Risques Naturels Séismes.



Source: BRGM

Figure 35 : Risque sismique présent sur le territoire de Rémilly (BRGM)

3.5.4.3 Risque de mouvement de terrain

Selon Géorisque, aucun mouvement de terrain n'a été recensé dans la commune de Rémilly. Celle-ci ne fait pas l'objet d'un PPRN Mouvements de terrain.
Selon le DDRM de la Moselle le risque de mouvements de terrains se manifeste de différentes manières sur le territoire départemental :

- Les affaissements et effondrements de cavités souterraines
- Les éboulements, chutes de pierre et blocs
- Les glissements de terrain
- Les coulées boueuses et torrentielles
- Les tassements et affaissements de sols compressibles hors aléa minier
- Le retrait-gonflement des argiles (cf. 4.4 risque de retrait gonflement des sols argileux)

Toujours selon le DDRM, la commune de Rémilly n'est pas concernée par un PPRN chutes de bloc. Par ailleurs, aucun autre PPR lié aux mouvements de terrain ne s'applique sur le territoire. Toutefois, en 2005, 2019 et 2020, la commune a fait l'objet d'arrêtés de catastrophe naturelle liés à un mouvement de terrain dû à la sécheresse et des mouvements de terrain dû sécheresse puis à la réhydratation.

3.5.4.4 Risque de retrait-gonflement des sols argileux

Sources : Géorisques, BRGM

La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau. Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ». Un déficit en eau provoquera un asséchement du sol, qui

devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».
Un « aléa fort » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent avoir des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).
La commune présente une exposition au risque de retrait-gonflement des sols argileux principalement moyenne à forte (sur la bande l'Argile de Levallois affleurante). Le tissu urbain est majoritairement soumis à un aléa moyen à fort. Il est recommandé, dans ces secteurs ainsi identifiés, d'effectuer une étude géotechnique du sol à la parcelle.

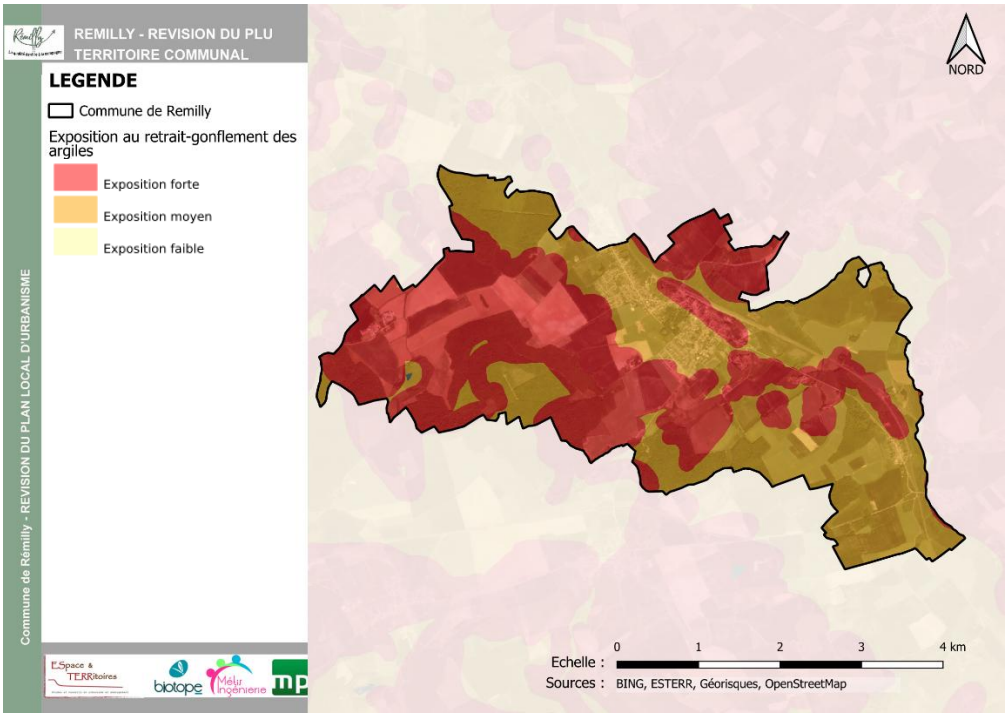


Figure 36 : Risque de retrait-gonflement des sols argileux présent sur le territoire de Rémilly (Sources : Géorisques, BRGM)

3.5.4.5 Risque Radon

Source : IRSN

La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories :

Catégorie 1

Les communes à potentiel radon de catégorie 1 sont celles localisées sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles. Ces formations correspondent notamment aux formations calcaires, sableuses et argileuses constitutives des grands bassins sédimentaires (bassin parisien, bassin aquitain) et à des formations volcaniques basaltiques (massif central, Polynésie française, Antilles...).

Sur ces formations, une grande majorité de bâtiments présente des concentrations en radon faibles. Les résultats de la campagne nationale de mesure en France métropolitaine montrent ainsi que seulement 20% des bâtiments dépassent 100 $Bq.m^{-3}$ et moins de 2% dépassent 400 $Bq.m^{-3}$.

Catégorie 2

Les communes à potentiel radon de catégorie 2 sont celles localisées sur des formations géologiques présentant des teneurs en uranium faibles mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments.

Les communes concernées sont notamment celles recoupées par des failles importantes ou dont le sous-sol abrite des ouvrages miniers souterrains... Ces conditions géologiques particulières peuvent localement faciliter le transport du radon depuis la roche jusqu'à la surface du sol et ainsi augmenter la probabilité de concentrations élevées dans les bâtiments.

Catégorie 3

Les communes à potentiel radon de catégorie 3 sont celles qui, sur au moins une partie de leur superficie, présentent des formations géologiques dont les teneurs en uranium sont estimées plus élevées comparativement aux autres formations. Les formations concernées sont notamment celles constitutives de massifs granitiques (massif armoricain, massif central, Guyane française...), certaines formations volcaniques (massif central, Polynésie française, Mayotte...) mais également certains grés et schistes noirs.

Sur ces formations plus riches en uranium, la proportion des bâtiments présentant des concentrations en radon élevées est plus importante que dans le reste du territoire. Les résultats de la campagne nationale de mesure en France métropolitaine montrent ainsi que plus de 40% des bâtiments situés sur ces terrains dépassent 100 $Bq.m^{-3}$ et plus de 6% dépassent 400 $Bq.m^{-3}$.

Remarque : dans le cas des communes de superficie importante - comme c'est le cas en particulier pour certains Outre-Mer - les formations concernées n'occupent parfois qu'une proportion limitée du territoire communal. Dans ce cas, la cartographie par commune ne représente pas la surface réelle d'un territoire affectée par un potentiel radon mais, en quelque sorte, la probabilité qu'il y ait sur le territoire d'une commune une source d'exposition au radon élevée, même très localisée. Afin de visualiser différentes zones au sein du territoire communal et de mieux apprécier le potentiel radon réel sur ce territoire, il convient de se référer à la cartographie représentée selon les contours des formations géologiques.

Figure 37 Légende de la carte du potentiel du radon des formations géologiques de l'IRSN

Plus le potentiel dans les formations géologiques est élevé dans une zone, plus la probabilité de présence du radon à des niveaux élevés dans les bâtiments de ce secteur est forte. Le radon est un gaz radioactif qui se libère naturellement des roches. L'exposition à ce gaz est un facteur de cancer du poumon.
La commune de Rémilly est concernée par la catégorie 1, ainsi les bâtiments ont une faible probabilité de contenir du radon.

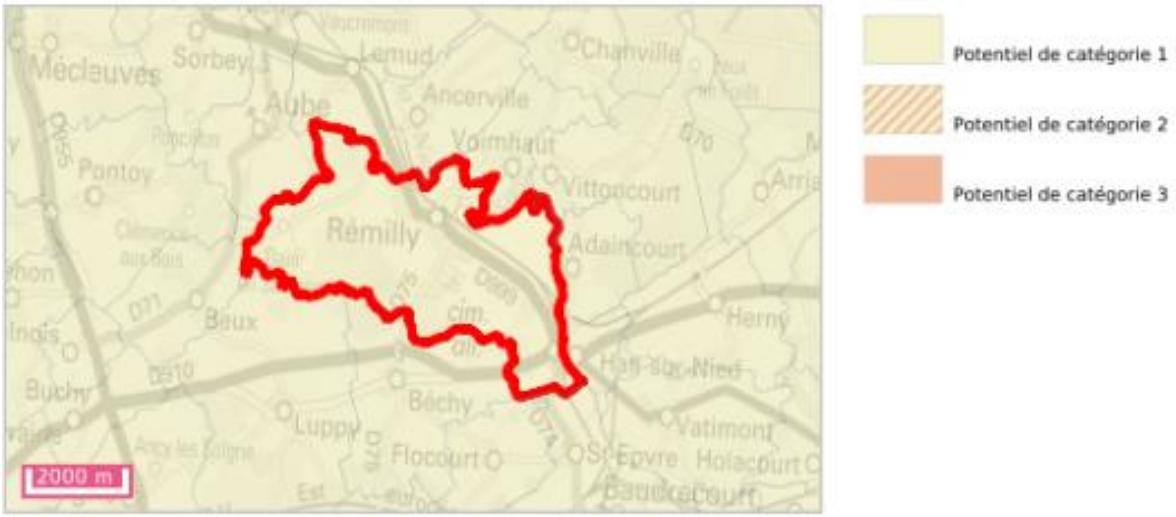


Figure 38 : Potentiel du radon des formations géologiques à Rémilly (Source : IRSN)

3.5.4.6 Feux de forêt

Source : DDRM Moselle

Selon le DDRM de la Moselle, l'ensemble des communes forestières du territoire est sensible aux feux de forêts. Avec une occupation du sol constituée de boisements à 23 %, le territoire de Rémilly est potentiellement concerné par ce risque, au sud et à l'ouest.

3.5.5 Synthèse

Tableau 15 : Synthèse des enjeux sur les risques et nuisances

Atouts et opportunités
• Des nuisances lumineuses modérées au sein de l'enveloppe urbaine et faibles sur le reste du territoire communal • Aucune ligne électrique haute tension n'a été recensée sur la commune • Absence de sites SEVESO au sein du territoire • Le territoire est concerné par un aléa sismique de niveau très faible (zone 1) qui n'induit aucune prescription parasismique particulière
Faiblesses et menaces
• Des nuisances sonores à proximité de la ligne de chemin de fer. • Des nuisances olfactives ponctuelles liées aux activités agricoles • Des sites potentiellement pollués localisés à l'ouest de la commune (ancienne décharges) • Un site classé SEVESO bas au nord de Rémilly sur la commune de Lemud • Un risque de transport de matières dangereuse en raison d'une canalisation d'hydrocarbures ainsi que du passage de la RD999 • Quelques secteurs concernés par un risque de remontées de nappe aux abords des cours d'eau pouvant menacer les parties basses du village • Une exposition moyenne à l'aléa retrait-gonflement des argiles sur la majorité du territoire
Tendances d'évolution
• L'étalement urbain pourrait générer une imperméabilisation des sols et donc favoriser le ruissellement des eaux pluviales tout en détruisant des milieux humides susceptibles de capter ces mêmes eaux pluviales • Les aléas de retrait-gonflement des argiles sont susceptibles de s'accentuer en raison du changement climatique (phénomènes de sécheresse et fortes pluies plus fréquents) • La tendance est à l'amélioration des connaissances concernant les risques naturels et de leur prise en compte au sein des documents d'urbanisme • Les risques technologiques et les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) font l'objet d'une législation spécifique. Les tendances concernant cette thématique spécifique est l'évolution du cadre législatif qui, pourraient, être de plus en plus restrictif • Les bases de données concernant les sites pollués ou potentiellement pollués font l'objet de mises à jour améliorant progressivement la connaissance dans cette matière • Avec les arrêtés préfectoraux portant approbation des cartes stratégiques du bruit, les nuisances sonores générées par les infrastructures routières seront relativement bien prises en considération au cours des prochaines années • La poursuite des actions de prévention et de sensibilisation peut permettre de confirmer la tendance à la baisse du tonnage des ordures ménagères collectés par habitant et l'augmentation des déchets recyclés collectés par habitant

Enjeux
• Pérenniser la mise en place d'un éclairage public limitant les nuisances lumineuses • Prise en compte et intégration des divers périmètres de sécurité dans le PLU (recul de l'urbanisation par rapport aux principales infrastructures routières) • Prendre en compte le risque inondation par remontée de nappe et inondation de cave, principalement localisé au centre et nord de la commune • Préservation des zones humides qui participent à la régulation des crues • Préservation des zones d'expansion de crues • Prévoir des prescriptions limitant les risques de détérioration du bâti dans les zones soumises aux aléas retrait-gonflement des argiles
Sources
Géorisques, BRGM, DREAL Grand-Est, Avex

3.1 Synthèse des enjeux environnementaux

Tableau 16 : Synthèse des enjeux environnementaux

Thèmes	Sous-thèmes	Enjeux
Le milieu physique et occupation du sol	Occupation du sol	Limiter la consommation d'espaces en privilégiant l'identification des dents creuses
		Préserver et maintenir les espaces boisés et agricoles, notamment les prairies permanentes
		Préserver et maintenir les élevages extensifs sur le territoire car ils participent à la préservation et maintenir des prairies permanentes et temporaires
	Hydrographie	Améliorer l'état chimique et écologique de la Nied Française pour atteindre la réalisation des objectifs du SDAGE.
		Préserver et maintenir les cours d'eau et la ripisylve associée
Milieux naturels et biodiversité	Patrimoine naturel	Éviter tout aménagement sur la zone de protection règlementaire (Zone Natura 2000)
		Favoriser un développement urbain en cohérence avec la protection de la biodiversité
	Zones humides	Préserver de l'urbanisation les zones humides et les zones à dominante humide identifiées, notamment celles qui ne sont pas protégées réglementairement.
	Trame verte et bleue	Préserver, restaurer et renforcer les continuités écologiques du territoire
Ressource en eau	Eau potable	Préserver la qualité des cours d'eau en cohérence avec les objectifs du SDAGE Rhin-Meuse
		Mettre en cohérence l'augmentation démographique et la ressource en eau sur le secteur, éviter le gaspillage de la ressource
		Préserver la ressource en eau
	Eau et assainissement	Gérer les eaux pluviales et les rejets issus de l'assainissement
Climat, air et énergie	Sobriété énergétique	Encourager les rénovations thermiques et les constructions/formes urbaines économes en énergie
		Favoriser les moyens de déplacements doux afin de limiter voire diminuer la pollution atmosphérique émise par les moyens de transports à combustion
	Développement des EnR	Augmenter la part d'énergie renouvelable dans la production du territoire
	Séquestration de carbone	Préserver les espaces boisés, puits à carbone, notamment les boisements au sud et à l'ouest du territoire
Nuisances et risques	Nuisances lumineuses	Pérenniser la mise en place d'un éclairage public limitant les nuisances lumineuses
	Risques	Prendre en compte le risque inondation par remontée de nappe et inondation de cave, principalement localisé au centre et au nord de la commune
		Préserver les zones humides qui participent à la régulation des crues
		Prévoir des prescriptions limitant les risques de détérioration du bâti dans les zones soumises aux aléas retrait-gonflement des argiles

		Prendre en compte et intégrer les divers périmètres de sécurité dans le PLU (recul par rapport aux infrastructures de transports)
		Préserver les zones d'expansion de crues

LEGENDE

Augmenter la part d'énergies renouvelables dans la production du territoire ;
Pérénniser la mise en place d'un éclairage public limitant les nuisances lumineuses ;
Prévoir des prescriptions limitant les risques de détérioration du bâti dans les zones soumises aux aléas retrait-gonflement des argiles.

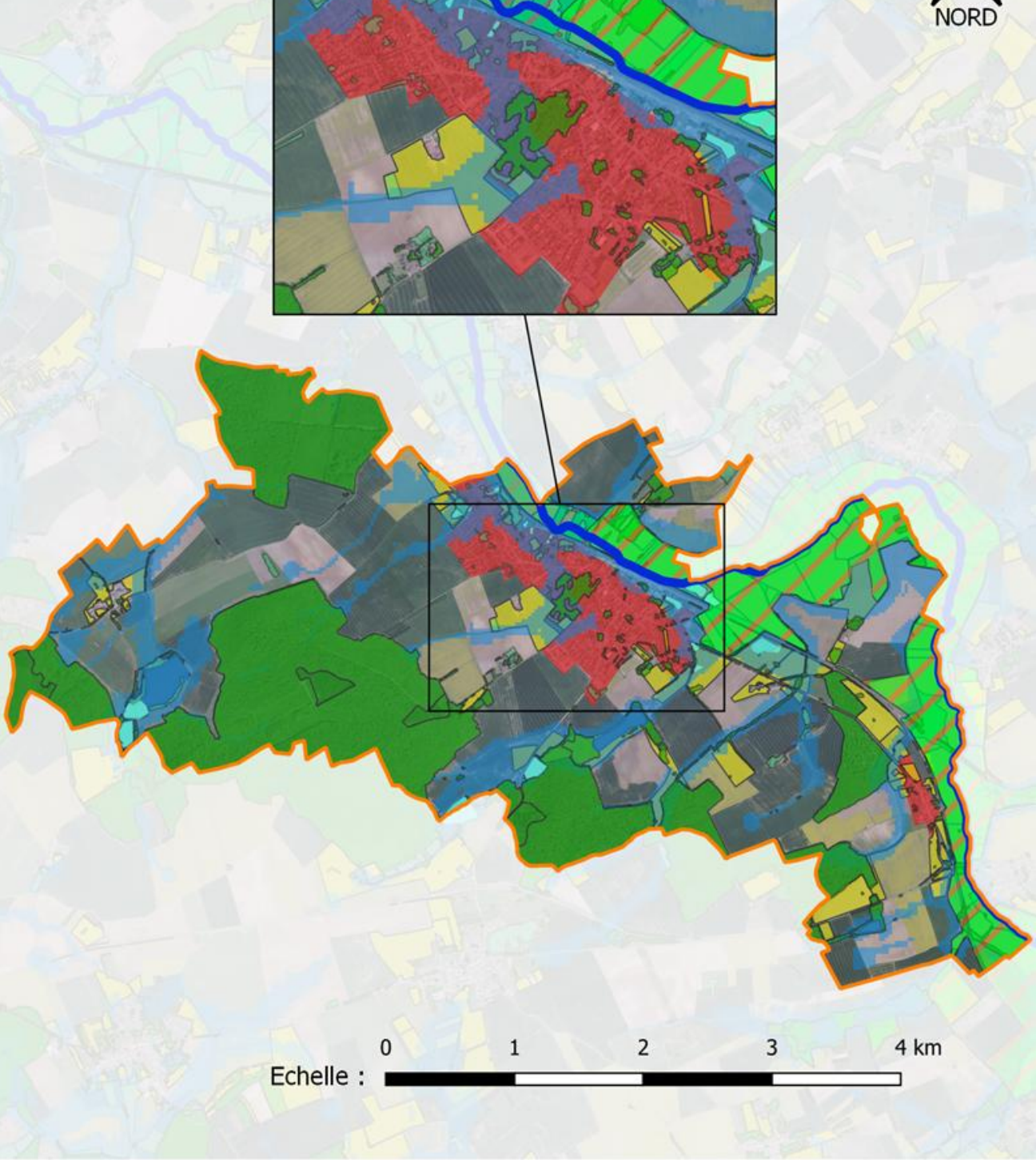
Préserver et maintenir les réservoirs de biodiversités locaux et préserver et renforcer les continuités écologiques du territoire

- Espaces prairiaux
- Espaces boisés
- Espace aquatique

- Améliorer l'état chimique et écologique de la Nied Française pour atteindre la réalisation des objectifs du SDAGE
- Préserver de l'urbanisation les zones humides et les zones à dominantes humide identifiées, notamment celles qui ne sont pas protégées règlementairement
- Préserver les zones humides qui participent à la régulation des crues

- Mettre en cohérence l'aménagement de la commune avec la zone de protection règlementaire

- Prendre en compte le risque inondation par remontée de nappe et inondation de cave ;
  Limiter la consommation d'espaces en privilégiant l'identification des dents creuses ;
  Encourager les rénovations thermiques et les constructions urbaines économes en énergie



4 Articulation avec les autres documents d'urbanisme, plans ou programmes

4.1 Justification de l'articulation à démontrer

Plusieurs textes sont venus compléter les dispositions du Code de l'urbanisme dans le but de renforcer l'intégration de l'environnement par les documents d'urbanisme. Ces textes portent sur des documents de planification ou de réglementation des activités humaines ou de l'utilisation des espaces et des ressources. Ils sont généralement représentés sous la forme de plans, programmes ou encore de schémas à l'échelle nationale, régionale, départementale, intercommunale ou communale. Une articulation est obligatoire entre ces documents et les documents d'urbanisme de niveau « inférieur » (notamment le PLU) ainsi que les SCoT. Dans ce cadre, le droit de l'urbanisme fait une distinction entre les notions de prise en compte, de compatibilité et de conformité de l'élaboration du PLUI aux normes supérieures.

- **Compatibilité** : Un document est compatible avec un texte ou un document de portée supérieure lorsqu'il n'est pas contraire aux orientations ou principes fondamentaux de ce texte ou de ce document, et qu'il n'a pas pour effet ou objet d'empêcher l'application de la règle supérieure.
- **Conformité** : la conformité implique un rapport de stricte identité, ce qui suppose que le document de rang inférieur ne pourra comporter aucune différence par rapport au document de rang supérieur.

L'élaboration du PLU doit s'assurer de son articulation avec les documents de référence répertoriés aux L.131-1 et L.131-2 du code de l'urbanisme.

Article L.131-4 du code de l'urbanisme, l'élaboration du PLU doit être compatible avec :	
Les schémas de cohérence territoriale (SCOT) prévus à l'article L. 141-1	**Le PLU de Rémilly doit être compatible avec le SCoT de l'Agglomération Messine (SCOTAM) révisé le 1er juin 2021 et dont la dernière modification a été approuvée le 07/12/2023.**
Les schémas de mise en valeur de la mer (SMVM) prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983	Le PLU n'est concerné par aucune zone maritime.
Les plans de déplacements urbains (PDU) prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports	Cette compatibilité doit être vérifiée par le rédacteur du rapport de présentation.
Les programmes locaux de l'habitat (PLH) prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation	Cette compatibilité doit être vérifiée par le rédacteur du rapport de présentation.
Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes conformément à l'article L. 112-4	Le PLU n'est concerné par aucune disposition particulière aux zones de bruit des aérodromes.
Article L.131-5 du code de l'urbanisme, l'élaboration du PLU doit être compatible avec :	
Les plan climat-air-énergie territorial (PCAET) prévus à l'article L. 229-26 du code de l'environnement.	PLU non concerné.

4.1.1 SCoT de l'Agglomération Messine (SCoTAM)

Le territoire de Rémilly relève du SCoT de l'Agglomération Messine qui couvre une superficie de 1 762 km² et qui englobe 7 intercommunalités (Metz Métropole, CC Mad&Moselle, CC du Sud Messin, CC Haut Chemin Pays de Pange, CC Houve Pays Boulageois, CC Rives de Moselle et CC du Pays Orne Moselle) et 224 communes pour une population totale d'environ 415 360 habitants (INSEE 2019).

Le Document d'Orientations et d'Objectifs s'articule autour de 11 grandes sections :

- L'armature urbaine et l'organisation de l'espace
- L'armature écologique*
- La stratégie paysagère*
- La gestion durable des ressources*
- La prévention des risques*
- L'économie du foncier, la politique foncière et l'aménagement stratégique*
- La politique de l'habitat
- L'organisation des mobilités*
- L'évolution des infrastructures de transport*
- L'accueil des activités économiques
- Le développement touristique et la valorisation du patrimoine culturel

Les sections qui concernent l'environnement et qui seront donc analysés sont celles disposant d'un astérisque *.
La partie ci-dessous synthétise l'articulation du PLU avec le SCoT de l'Agglomération Messine.
Pour la colonne intitulée « Compatibilité », le code est le suivant :

☺ : compatibilité ;

☹ : incompatibilité.

😐 : compatibilité partielle

Tableau 17 : Compatibilité entre le SCoTAM et le PLU

Objectifs du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO)	Compatibilité	Commentaire
Orientations relatives à l'armature écologique		
Objectif 1 : Conserver la trame verte et bleue existante		
2.1 Préserver les continuités forestières	☺	Aucun secteur de développement ne se situe au sein de réservoirs de biodiversité ou corridors écologiques des milieux boisés identifiés à l'échelle du SCoTAM ou à échelle locale. En effet, la forêt domaniale des Six Cantons et le bois de Fraheux ainsi que le corridor boisé identifié et le bois de Fey sont protégés au sein d'un zonage N. Les petits espaces boisés quant à eux, sont en quasi-intégralité situés au sein d'un zonage N, y compris ceux localisés au sein de la trame urbaine. De plus, 23,06 ha de haies et alignements d'arbres sont protégés par le PLU sur le territoire de Rémilly, au L151-23 du code de l'urbanisme comme élément remarquable du patrimoine A cela s'ajoutent également 3,07 ha de boisements protégés et classés en Espace Boisé Classé au niveau du bois des Dames au sein de la trame urbaine
2.2 Maintenir la qualité et la diversité biologique des grands massifs forestiers	☺	
2.3 Conserver l'intégrité des petits espaces boisés	☺	
2.4 Assurer la gestion de l'occupation des sols au niveau des lisières	☺	D'après le règlement, les constructions à vocation d'habitation, leurs annexes et les abris de jardin devront respecter un recul minimal de 25 mètres par rapport aux limites des zones NF.
2.5 Limiter la disparition des prairies et la constitution de nouvelles ruptures dans la matrice prairial	😐	Bien que la majorité des prairies soit inclue au sein d'un zonage A, certaines prairies permanentes (considérées comme réservoirs de biodiversité de la sous-trame prairiale locale) et temporaires (éléments relais de cette même sous-trame) sont inclues dans des secteurs 1AU où des constructions peuvent être envisagées.

Objectifs du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO)	Compatibilité	Commentaire
2.6 Préserver les vergers périvillageois	-	Aucun verger n'est identifié sur la commune.
2.7 Préserver et gérer les milieux thermophiles ouverts de manière à maintenir leurs intérêts écologique	-	Les milieux thermophiles ne sont pas identifiés au sein de la Trame verte et bleue de la commune.
2.8 Conserver les continuités aquatiques et la qualité des lits des cours d'eau	☺	D'après le règlement, aucune construction y compris annexe ne pourra être édifiée à moins de 10 m des berges des cours d'eau.
2.9 Préserver les zones humides et leurs pourtours	☺	L'ensemble de la Zone Humide Remarquable associée à la Vallée de la Nied a été classée en zone NS.
2.10 Prévenir l'apparition de ruptures biologiques	☺	Le PLU préserve la quasi-intégralité des corridors écologiques identifiés à l'échelle régionale ou plus locale grâce à un zonage protecteur (N ou A). Certaines zones tampons autour du corridor alluvial et humide de la vallée de la Nied sont toutefois déjà localisées au droit de zones bâties en zone U.
2.11 Favoriser la nature en ville et la pénétration de la biodiversité en milieu urbain et périurbain	☺	D'après le PADD, il y a volonté de préserver le Parc des Sœurs, véritable espace de nature au cœur du bourg.
Objectif 2 : Effacer les ruptures physiques et mettre en réseau les cœurs de nature isolés		
2.12 Reconnecter les espaces forestiers et renforcer les trames boisées	☺	Dans les secteurs ouverts à l'urbanisation, il est prévu d'implanter des arbres en cohérence avec l'existant afin de créer, dans la mesure du possible, de nouvelles continuités paysagères et écologiques. De plus, d'après le PADD, les continuités écologiques devront être intégrées dans la conception des zones d'extension urbaine. Dans la mesure du possible, ils pourront être le support d'« accueil ».
2.13 Supprimer les ruptures liées aux infrastructures terrestres au niveau des corridors forestiers	☺	
2.14 Atténuer les discontinuités dues à l'urbanisation	☺	
2.15 Conforter le continuum des espaces thermophiles ouverts	-	PLU non concerné (aucun espace thermophile identifié au sein de la Trame verte et bleue).
2.16 Réduire les obstacles sur les cours d'eau	-	Le PLU ne remet pas en cause les continuités de cours d'eau. Aucune mesure ne va dans le sens de réduire ces obstacles.
2.17 Renforcer le maillage de zones humides et reconstituer les réseaux aquatiques	-	Aucune mesure en ce sens n'est intégrée au projet de PLU.
Objectif 3 : Coupler les enjeux de valorisation paysagère avec ceux de préservation de la biodiversité et de la santé		
2.18 Définir des objectifs d'aménagements mutualisant qualité paysagère, maintien du vivant et réduction des risques naturels	☺	Un des objectifs du PADD est d'accompagner l'aménagement des nouveaux secteurs d'urbanisation par la plantation d'arbres, en cohérence avec l'existant. Le PADD souligne également la nécessité de respecter l'ambiance paysagère et de favoriser l'intégration des nouvelles composantes urbaines dans le paysage naturel et urbain. De plus il est évoqué la possibilité de créer, dans la mesure du possible, des continuités paysagères et écologiques à l'occasion du développement urbain.
2.19 Aménager des cheminements piétons-vélos pédagogiques associant pratiques sportives, découverte de la biodiversité et lecture du paysage	☺	Des carences en itinéraires piétons ont été identifiées sur le territoire. L'un des axes du PADD prône le développement des mobilités actives et en particulier les déplacements piétons vers les établissements scolaires et Moissons nouvelles ainsi que la gare (déplacements sécurisés avec des trottoirs adaptés par exemple).
2.20 Partager la connaissance et les expériences	☺	

Objectifs du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO)	Compatibilité	Commentaire
Stratégie paysagère		
Objectif 1 : L'insertion des projets dans leur site et leur environnement		
3.1 Diagnostiquer le paysage pour mieux aménager	☺	Les caractéristiques architecturales des entités urbaines seront prises en compte dans les nouveaux projets d'aménagement. De plus, les nouveaux secteurs d'urbanisation seront accompagnés de la plantation d'arbres en cohérence avec l'existant afin de respecter l'ambiance paysagère et favoriser leur intégration dans le paysage naturel urbain. Concernant les entrées de ville, le PADD présente un objectif d'accompagnement dans le développement urbain récent de l'aménagement de l'entrée de ville sud depuis Béchy.
3.2 S'appuyer sur les composantes paysagères locales pour déterminer les caractéristiques des projets urbains	☺	
3.3 Développer la qualité des entrées et traversées de villes et de villages	☺	
3.4 Prévoir les transitions entre espaces urbanisés et espaces agricoles, naturels et forestiers	☺	D'après le règlement, les constructions à vocation d'habitation, leurs annexes et les abris de jardin devront respecter un recul minimal de 25 mètres par rapport aux limites des zones NF.
Objectif 2 : La qualité paysagère dans les opérations d'aménagement		
3.5 Concevoir des projets urbains perméables à l'eau et donnant une large place au vivant	☺	Pour les nouveaux projets d'aménagement, il est prévu de favoriser l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle.
3.6 Intégrer le patrimoine local dans les projets d'aménagement	☺	Un des objectifs du PADD est d'accompagner l'aménagement des nouveaux secteurs d'urbanisation par la plantation d'arbres, en cohérence avec l'existant. Le PADD souligne également la nécessité de respecter l'ambiance paysagère et de favoriser l'intégration des nouvelles composantes urbaines dans le paysage naturel et urbain.
3.7 Développer des espaces publics multifonctionnels	☺	Le PADD prévoit de conforter la ZAE des 5 épis et de répondre aux besoins de son développement (unique zone 1AUX).
3.8 Soigner les activités économiques à fort impact visuel	☺	
Objectif 3 : Les paysages au service des transitions		
3.9 Associer urbanisme réversible, biodiversité et changement climatique	☺	Le PADD encourage à l'adaptation de tout projet au changement climatique, notamment en veillant à adapter la végétation, en préservant le couvert boisé et en confortant les jardins partagés.
3.10 Maîtriser les îlots de chaleur urbains et la densification	☺	
3.11 Diversifier les sources d'énergie en veillant à leur intégration paysagère	☺	Le PADD encourage au développement du photovoltaïque sur les bâtiments publics ainsi que de dispositifs de production d'énergies renouvelables, notamment sur les bâtiments d'activités.
Objectif 4 : Mettre en scène et en récit l'important patrimoine paysager du territoire		
3.12 Préserver la diversité paysagère	☺	Les caractéristiques architecturales des entités urbaines seront prises en compte dans les nouveaux projets d'aménagement. De plus, les nouveaux secteurs d'urbanisation seront accompagnés de la plantation d'arbres en cohérence avec l'existant afin de respecter l'ambiance paysagère et favoriser leur intégration dans le paysage naturel urbain. Le zonage préserve les grands ensembles paysagers du territoire (zones NF, NS et A couvrent une très grande surface du territoire communal). De plus, 41 éléments du patrimoine paysager sont protégés à l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme.
3.13 Valoriser le patrimoine paysager emblématique	☺	
3.14 Raconter et faire connaître les paysages	☺	
Gestion durable des ressources		
Objectif 1 : Modérer et optimiser l'usage de l'eau		

Objectifs du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO)	Compatibilité	Commentaire
4.1 Gérer l'eau potable de manière économe	☺	Pour les nouveaux projets d'aménagement, il est prévu de favoriser l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle. De plus, d'après le règlement, « Toute construction ou aménagement réalisé sur un terrain ne doit jamais faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales, ni augmenter les ruissellements et les nuisances par rapport à la situation existante à la date du dépôt du projet. » « Les constructions ou les aménagements doivent être conçus de manière à obliger la récupération, le stockage et/ou l'infiltration des eaux pluviales sur leur terrain par tous les dispositifs appropriés (puits perdu, drain de restitution, fosse ou noue…), sauf impératifs techniques avérés. ».
4.2 Gérer les eaux pluviales en tant que ressources à part entière et limiter les risques d'inondations en aval	☺	
4.3 Valoriser l'eau comme élément d'aménité et support d'activités de loisir	-	PLU non concerné (pas d'espaces de loisirs liés à l'eau).
4.4 Gérer efficacement les eaux usées	☺	Le PADD souligne la nécessité de tenir compte de la capacité des réseaux dans l'élaboration de tout projet.
Objectif 2 : Exploiter avec sobriété les ressources du sous-sol		
4.5 Atténuer l'empreinte de l'exploitation de matériaux alluvionnaires et de pierre de taille	-	PLU non concerné.
Objectif 3 : Utiliser les ressources du sol de manière pérenne		
4.6 Développer une agriculture urbaine et périurbaine et favoriser l'émergence de filières locales	-	Aucune pièce du PLU ne mentionne l'agriculture urbaine et périurbaine.
4.7 Favoriser la structuration d'une filière bois	-	PLU non concerné.
4.8 Protéger les exploitations et limiter le morcellement des terres	☺	Au sein des zones A, les constructions à usage d'habitation et leurs annexes (y compris piscine) sont autorisées à condition qu'elles soient situées dans un rayon de moins de 100 mètres des constructions d'exploitation (pour les habitations) et 30 mètres de la construction principale (pour les annexes). Cette mesure permet notamment de limiter le mitage.
Objectif 4 : Améliorer la qualité de l'air et diversifier les sources d'énergie		
4.9 Améliorer la qualité de l'air et de l'atmosphère	☺	Les déplacements piétons ou à mobilités douces sont encouragés à travers leur sécurisation notamment afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre.
4.10 Valoriser l'énergie solaire	☺	Le PADD encourage au développement du photovoltaïque sur les bâtiments publics ainsi que de dispositifs de production d'énergies renouvelables, notamment sur les bâtiments d'activités.
4.11 Développer l'énergie éolienne	-	PLU non concerné.
Prévention des risques		
5.1 Améliorer la connaissance des aléas	-	Aucune mesure ne va dans ce sens.
5.2 Prévenir les risques d'inondations et de remontées de nappe	☺	Pour les nouveaux projets d'aménagement, le PADD encourage à favoriser l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle lorsque cela est possible et à tenir compte de la capacité des réseaux dans l'élaboration du projet. Les zones humides le long de la vallée de la Nied sont entièrement préservées et les zones à aléa inondation sont identifiées dans le zonage.
5.3 Prévenir les risques de mouvements de terrain	☺	Aucun secteur ouvert à l'urbanisation ne se situe au sein de zones présentant un aléa fort lié au retrait-gonflement des argiles. Dans les zones où l'aléa est moyen, les études nécessaires seront réalisées.

Objectifs du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO)	Compatibilité	Commentaire
5.4 Prévenir les risques miniers	-	PLU non concerné.
5.5 Prévenir les risques technologiques et industriels et ceux liés au transport de matières dangereuses	☺	D'après le règlement, les façades des constructions principales devront être édifiées en recul de 75 mètres minimum du domaine public, le long de la RD910 et de la RD999.
5.6 Limiter l'exposition de la population aux champs électromagnétiques	☺	Une ligne électrique de 63 kV traverse la partie est du territoire depuis un poste électrique au niveau de la voie de chemin de fer, vers le nord et la commune d'Ancerville. Le recul des habitations par rapport à cette ligne de chemin de fer permet d'en diminuer les nuisances.
5.7 Réduire l'exposition des populations aux nuisances sonores	☺	D'après le règlement, les façades des constructions principales devront être édifiées en recul de 75 mètres minimum du domaine public, le long de la RD910 et de la RD999 afin d'en limiter les nuisances. Aucune zone ouverte à l'urbanisation n'est située à proximité directe de la voie ferrée.
5.8 Anticiper et s'adapter au risque de sécheresse	☺	Pour les nouveaux projets, le PADD évoque la nécessité d'adapter la végétation au changement climatique par exemple en favorisant les essences locales et résistantes à la sécheresse.
Économie du foncier, politique foncière et d'aménagement stratégique		
Objectif 1 : Objectifs de modération de la consommation d'espace		
6.1 Développer le territoire en économisant le foncier	☺	L'un des objectifs énoncés dans le PADD est de poursuivre un développement raisonné et équilibré de logements pour à la fois répondre aux besoins des habitants et conserver le caractère de bourgade de la commune.
6.2 Optimiser les possibilités de construire à l'intérieur de l'enveloppe urbaine	☺	Les secteurs de développement sont situés prioritairement en compacité de l'existant, afin de limiter l'extension urbaine aux zones déjà construites.
6.3 Promouvoir la mixité et la densité urbaine dans les secteurs d'extension de l'urbanisation	☺	Un des axes du PADD est d'assurer une production et une diversité de typologies de logements en réponse aux besoins des habitants (logements dédiés aux séniors pouvant vivre en autonomie, petits logements pour les jeunes, division de grands logements pour produire des logements plus petits…).
Objectif 2 : Vers une cohérence urbanisme et transport		
6.4 Assurer une cohérence urbanisme et transport	☺	Le projet de PLU encourage à considérer les transports en commun à la demande, qui fonctionnent bien, et qui servent majoritairement aux trajets vers Rémilly.
6.5 Renforcer l'urbanisation autour des infrastructures de transport collectif les plus performantes	☺	
6.6 Mettre à profit le potentiel foncier disponible autour des gares et des pôles d'appui des transports collectifs pour favoriser le développement de l'habitat et de nouveaux services	☺	D'après le PADD, le secteur de la gare est à prioriser pour un potentiel projet de création d'espace de coworking. De plus, il est envisagé d'améliorer à la fois l'accès piéton vers et depuis la gare et de répondre aux problématiques de stationnement dans le secteur.
Objectif 3 : Construire des stratégies foncières différenciées		
6.7 Mettre en place des stratégies foncières de long terme	☺	Le PLU prévoit un développement de la commune en compacité de l'existant en comblant en priorité les dents creuses et en fermant des fenêtres d'urbanisation en contact direct avec la trame urbaine.
6.8 Mettre en place des actions foncières ciblées	☺	
Objectif 4 : Aménager les portes d'agglomération et les espaces d'articulation		
6.9 Orientations relatives aux principales portes d'Agglomération	–	PLU non concerné.

Objectifs du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO)	Compatibilité	Commentaire
6.10 Orientations particulières aux grands sites en reconversion	-	PLU non concerné.
6.11 Orientations relatives aux espaces d'articulation	-	PLU non concerné.
Organisation des mobilités		
Objectif 1 : Développer l'offre de transports collectifs		
8.1 : Coopérer à l'échelle du SCoTAM pour répondre aux besoins des habitants	-	PLU non concerné (échelle plus large).
8.2 : Déployer l'offre urbaine de transports collectifs	☺	Le projet de PLU encourage à considérer les transports en commun à la demande, qui fonctionnent bien, et qui servent majoritairement aux trajets vers Rémilly.
8.3 : Optimiser l'offre de transports interurbains	☺	
8.4 : Proposer un mode de desserte adapté aux espaces ruraux	☺	
Objectif 2 : Organiser l'intermodalité		
8.5 : L'intermodalité au niveau des gares	☺	Le PADD exprime une volonté de conforter l'intermodalité de la gare, notamment vélo/train.
8.6 : L'intermodalité au niveau des lignes interurbaines structurantes	☺	Le projet de PLU encourage à considérer les transports en commun à la demande, qui fonctionnent bien, et qui servent majoritairement aux trajets vers Rémilly.
8.7 : L'intermodalité au niveau des réseaux de transports urbains	☺	
Objectif 3 : Contribuer au développement des déplacements actifs		
8.8 : Intégrer la marche et le vélo dans la mobilité quotidienne	☺	Les déplacements piétons vers les établissements scolaires et Moissons nouvelles seront améliorés, de même que ceux vers et depuis la gare de Rémilly. Dans l'ensemble, il est prévu de sécuriser les déplacements piétons en aménageant notamment des trottoirs adaptés.
8.9 : Assurer une continuité des itinéraires piétons-vélos fonctionnels		Le zonage identifie clairement les sentiers de randonnée du Sud Messin afin que ceux-ci soient protégés de tout aménagement modifiant leurs tracés. Les projets de sentiers de promenade portés par la Communauté de Communes seront pris en compte dans les projets d'aménagement et intégrés aux mobilités du quotidien et de loisirs.
Objectif 4 : Accompagner au développement des usages de l'automobile		
8.10 : Organiser le covoiturage	-	Aucun objet.
8.11 : Anticiper les évolutions des nouveaux usages de la voiture	☺	La diminution du télétravail suite à la période « Covid » entraîne des problématiques de stationnement aux abords de la gare. Le PADD prévoit de répondre à cette problématique avec l'implantation de nouvelles places de stationnement.
Évolution des infrastructures de transport		
9.1 : Développer le caractère multimodal des voies urbaines	☺	

Objectifs du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO)	Compatibilité	Commentaire
9.2 : Compléter le maillage routier interne	☺	Le projet de PLU encourage à considérer les transports en commun à la demande, qui fonctionnent bien, et qui servent majoritairement aux trajets vers Rémilly.
9.3 : Améliorer l'accessibilité du territoire	☺	
Accueil des activités économiques		
Objectif 1 : Équilibres économiques		
10.1 : Privilégier l'implantation des activités économiques au cœur du tissu urbain mixte des villes et des villages	☺	Le PADD affiche un objectif clair de favoriser l'implantation de nouvelles activités économiques. Il est prévu une réflexion sur la spatialisation des activités périphériques. La zone d'extension de la zone d'activités des 5 Épis est localisée en continuité des bâtiments existants sur la commune voisine.
10.2 : Répartir les activités économiques de manière cohérente et équilibrée, en lien avec leur nature et leur espace d'influence	☺	
Objectif 2 : Objectifs et conditions d'accueil des activités commerciales et artisanales		
10.3 : Favoriser le développement commercial et artisanal dans les centralités	☺	Le PADD encourage à offrir la possibilité de nouvelles implantations s'inscrivant dans la politique économique communautaire. Il s'agira à la fois de Répondre aux besoins des activités artisanales, commerciales, industrielles et tertiaires du territoire en accompagnant leur développement et de favoriser la mixité et les nouvelles activités.
10.4 : Maîtriser le développement commercial et artisanal en dehors des centralité	☺	
10.5 : Accueillir des projets commerciaux et artisanaux qualitatifs	☺	
10.6 : Objectifs d'aménagement des activités commerciales et artisanales dans les documents de planification locale	☺	

5 Incidences du projet sur l'environnement

5.1 Incidences générales notables probables du plan

5.1.1 Le PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable doit permettre d'inscrire le projet communal dans la durée en intégrant au plus juste les trois grands fondements du développement durable : l'équité sociale, la prise en compte de l'environnement et le développement économique. Le développement du territoire doit pouvoir s'inscrire dans un projet transversal qui prend en compte l'ensemble des critères ci-dessus de la manière la plus équilibrée. Cette phase de l'élaboration du PLU exige la formulation des choix politiques globaux qui se traduiront au travers d'un règlement et d'un zonage. Le PADD répondra aux grands enjeux mis en avant dans la phase diagnostic et/ou apportera des réponses sur des projets de secteurs et/ou sur des incertitudes liées au devenir du territoire.

Le PADD du PLU de Rémilly se traduit en cinq orientations générales :

- Garantir une ambition démographique adaptée au positionnement de la commune dans son grand territoire ;
- Assurer un développement respectueux du cadre de vie ;
- Accompagner les mutations économiques et les grands projets ;
- Tisser le réseau de mobilité de demain ;
- Permettre un développement raisonné et respectueux de l'environnement

5.1.1.1 Analyse générale des incidences du PADD

D'une manière générale, chaque orientation du PADD est déclinée en objectifs qui sont mis en parallèle avec les moyens de mise en œuvre. Afin que l'analyse soit la plus complète possible, ce sont les objectifs qui sont soumis à l'évaluation environnementale et à l'étude des incidences.

Ci-dessous est présentée une analyse des incidences du PADD du PLU de Rémilly. Le PADD place l'environnement comme un des axes du projet de territoire (le 5ème axe). Cependant, peu d'éléments sont traités dans les autres axes et ainsi la volonté de préservation n'est pas transversale, ni intégrée dans le développement du territoire. Par conséquent, plusieurs objectifs des axes 1 à 4 présentent une volonté de développement de l'urbain sans intégrer clairement l'environnement. Des incidences potentielles négatives et inévitables sur l'environnement (étalement du tissu urbain, augmentation de la population, création de dessertes) ou incertaines par leur caractère non prescriptif (« possibilité de mise en place de stationnement », « offrir la possibilité de nouvelles implantations pour l'industrie », « favoriser l'implantation de nouvelles activités ») en découlent.

Plusieurs risques anthropiques (canalisation souterraine d'hydrocarbures) et naturels (inondations et aléa retrait-gonflements des argiles notamment) concernent le ban communal de Rémilly et ses habitants. Pourtant le PADD ne fait pas la mention de ces risques et ne met pas en place une politique sur ces derniers. Cela est regrettable d'autant plus que ce sont des risques qui ont un effet sur les mesures à prendre pour les constructions futures par exemple.

Le PADD ne met pas non plus en avant une réflexion globale paysagère sur les nouvelles dessertes et constructions souhaitées. Il ne semble pas afficher une volonté particulière d'intégration de ces aménagements notamment les aménagements prévus pour reconnectées les parties urbaines est et ouest. Au niveau de cette extension, il serait également intéressant d'intégrer les continuités écologiques et la nature en ville dans la réflexion lors de sa conception afin d'aller au-delà de la préservation simple des espaces naturels en présence (comme le Bois des sœurs) et cela, sur tout le territoire d'une manière générale.

Légende du tableau de synthèse :

Incidence positive

Incidence nulle

Caractère indéterminé de l'incidence

Incidence négative

Incidences sur l'eau

Incidences sur le patrimoine paysager

Incidences sur l'énergie et le climat

Incidences sur le patrimoine naturel

Incidences sur la santé publique et les risques

PADD (Orientations, objectifs et actions)						Commentaires
Garantir une ambition démographique adaptée au positionnement de la commune dans son grand territoire						
Garantir une ambition démographique en adéquation avec les dynamiques actuelles, en ne compromettant pas le caractère de bourgade de la commune mais tout en envisageant l'accueil de 100 nouveaux habitants (horizon 10 ans).	?	?	?	?	?	Incidences négatives : L'aménagement de nouveaux logements engendre irrémédiablement l'artificialisation des sols et de milieux plus ou moins naturels et susceptibles d'assurer divers services écosystémiques (tels que l'absorption des eaux pluviales et la maîtrise de leur ruissellement ou encore la captation du carbone atmosphérique). Cela engendrera donc une incidence négative sur les milieux naturels et la biodiversité associée. De même l'artificialisation des sols pourra également accroître le risque d'inondation identifié sur le territoire. Ce point est à nuancer avec l'orientation n°5 qui prévoit la mise en place d'une infiltration à la parcelle sur les nouveaux projets. De plus, aucune volonté d'intégration paysagère des futurs logements n'est prescrite dans cette orientation du PADD, exception faite au secteur de « bourgade ». Par conséquent, le développement de l'urbanisation aura potentiellement une incidence négative sur l'ambiance paysagère de Rémilly. Cependant, cela est à nuancer avec l'orientation n°2 qui prévoit une intégration urbaine et architecturale de ces nouvelles constructions.
Assurer une production de logements en réponse au besoin des habitants via la production de 100 logements, tout en encourageant une diversité des typologies des logements sur le territoire.	?	?	?	?	?	
Assurer un développement respectueux du cadre de vie						
Répondre aux enjeux liés à la morphologie urbaine dont ceux liés à la connexion urbaine entre les parties est et ouest. La trame urbaine sera confortée en compacité de l'existant tout en préservant le Parc des Sœurs et en réaménageant l'espace autour du city stade.	?	?	?	?	?	Incidences positives : Le deuxième objectif précise une volonté de tenir compte des caractéristiques architecturales des différentes entités urbaines et de planter des arbres en cohérence avec l'existant. Ce sont des éléments qui amélioreront l'intégration indirectement des nouvelles constructions dans le paysage La plantation d'arbres apportera de nouvelles possibilités d'habitats pour la biodiversité sur le territoire urbain. Pour finir, la préservation du parc des Sœurs notamment, parc situé à côté du futur aménagement reconnectant les parties ouest et est, permettra de s'appuyer sur l'existant en termes de biodiversité, de paysage et de mobilité sur ce secteur. Incidences négatives : Dans le cadre des nouveaux aménagements la réflexion ne semble pas être intégratrice des composantes paysage et continuités écologiques. Il y a une volonté de prendre en compte les espaces verts en place dans les secteurs aménagés et contribuant au confort du cadre de vie. Cependant, cette dernière ne semble pas aller au-delà de cette valorisation de l'existant. De plus, la connexion des parties est et ouest engendrera l'artificialisation de nouveaux espaces agricoles et naturels, et engendrera irrémédiablement une destruction de divers milieux apportant des services écosystémiques de ces espaces (tels que l'absorption des eaux pluviales et la maîtrise de leur ruissellement, habitats pour une certaine biodiversité ou encore la captation du carbone atmosphérique).
Assurer l'intégration urbaine et architecturale des nouvelles constructions en prenant en compte les caractéristiques des entités urbaines, en aménagent également des espaces publics et de nouvelles plantations d'arbres sur les nouveaux secteurs.						
Accompagner les mutations économiques et les grands projets						
Répondre aux besoins des activités endogènes et exogènes car il est prévu de laisser la place à un développement de plusieurs activités commerciales, artisanales, industrielles sur la commune. La commune affiche également la volonté de pérenniser l'activité agricole tout en préservant les espaces agricoles à fort potentiel agronomique.	?	?	?	?	?	Incidences positives : Sur la thématique agricole, le PADD veille à préserver les espaces agricoles à fort potentiel agronomique (notion de fertilité et qualité du sol des cultures). Cette notion n'intègre pas forcément la notion de biodiversité puisque des parcelles cultivées intensivement peuvent

PADD (Orientations, objectifs et actions)						Commentaires
Conforter le maillage d'équipements pour continuer à proposer un cadre de vie à la population.		?	?			concerner cette orientation et pourtant ce sont des espaces dont la richesse écologique est plus pauvre qu'une prairie permanente par exemple. Mais l'impact reste positif car permet la conservation d'espaces en pleine terre de l'urbanisation et ces espaces agricoles ne sont pas non plus dépourvus de biodiversité. Incidences négatives : Cette orientation affiche une volonté de développement urbain, sans prise en compte de l'environnement dans ces projets.
Tisser le réseau de mobilités de demain						
Améliorer les déplacements automobiles (stationnements, sécurisation des axes majeurs et volonté de continuer des projets routiers pour faciliter les déplacements).						Incidences négatives : L'utilisation de la voiture reste centrale dans les déplacements sur le territoire avec une orientation qui lui est dédiée. Le développement des infrastructures liées à l'automobile peut potentiellement avoir des incidences sur les différentes thématiques environnementales par l'artificialisation des sols.
Développer les mobilités actives en améliorant à différents endroits de la bourgade les dessertes piétons (vers les établissements scolaires, trottoirs, vers la gare, sentiers de promenade). ***Cette orientation fait écho à l'enjeu suivant de l'état initial de l'environnement :*** - ***Favoriser les moyens de déplacement doux afin de limiter voire diminuer la pollution atmosphérique émise par les moyens de transports à combustion***						Incidences positives : Ces orientations traitent du développement des mobilités actives sur le territoire. Ces déplacements auront des incidences positives sur l'environnement car ils offrent aux habitants une alternative à la voiture. La diminution de l'utilisation de la voiture permet de réduire les émissions de GES, de réduire les nuisances sonores sur les habitants et la faune et d'améliorer la qualité de l'air.
Accompagner les évolutions de transports en communs via une amélioration de l'attractivité de la gare pour renforcer son utilisation.						
Permettre un développement raisonné et respectueux de l'environnement						
Protéger l'environnement et la biodiversité constitutifs du cadre de vie. Il est prévu la protection de l'ensemble des milieux remarquables du territoire les milieux boisés, les milieux agricoles à forte valeur agronomique, la trame verte et bleue, ou encore les jardins partagés). De plus, une réflexion sur l'éclairage public est en cours et sera poursuivie dans les nouvelles opérations d'aménagement afin de limiter la pollution lumineuse et ainsi protéger la trame noire. ***Cette orientation fait écho aux enjeux suivants de l'état initial de l'environnement :*** - ***Limiter la consommation d'espaces en privilégiant l'identification des dents creuses*** - ***Préserver et maintenir les espaces boisés et agricoles*** - ***Préserver et maintenir les élevages extensifs sur le territoire car ils participent à la préservation des prairies permanentes et temporaires*** - ***Mettre en cohérence l'aménagement de la commune avec la zone de protection réglementaire (Zone Natura 2000)*** - ***Favoriser un développement urbain en cohérence avec la protection de la biodiversité*** - ***Préserver de l'urbanisation les zones humides et les zones à dominantes humides identifiées, notamment celles qui ne sont pas protégées réglementairement*** - ***Préserver, restaurer et renforcer les continuités écologiques du territoire***						Incidences positives : C'est l'orientation phare pour l'environnement dans ce PADD. En raison de l'intérêt multifonctionnel des continuités écologiques (participation à la gestion alternative des eaux pluviales, habitats pour la biodiversité, captage du carbone atmosphérique, amélioration de la qualité de l'air, participation au cadre de vie ou encore à la gestion des risques naturels tels que le risque inondation, etc.), cet objectif a une incidence directement positive. Le maintien des éléments naturels contribue à augmenter la résilience du territoire face au changement climatique. La préservation du couvert boisé participe aussi au maintien de la fonction de stockage de carbone sur le territoire, puisque les arbres jouent un rôle important dans ce service écosystémique. Néanmoins, il serait intéressant d'aller plus loin dans la réflexion, notamment sur le projet de reconnexion des trames urbaines ouest et est en intégrant les continuités écologiques à la réflexion de l'aménagement (le représenter également sur la cadre). Le parc des sœurs et les espaces verts, participant à cette trame de nature en ville, seraient à mettre également en évidence sur la carte (d'autant qu'il est inscrit une protection de ces derniers).

PADD (Orientations, objectifs et actions)						Commentaires
- ***Mettre en cohérence l'augmentation démographique et la ressource en eau sur le secteur, éviter le gaspillage de la ressource*** - ***Préserver les espaces boisés, puits à carbone, notamment les boisements au sud et à l'ouest du territoire*** - ***Préserver les zones humides qui participent à la régulation des crues***						
Contribuer à une maitrise de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers et à la réduction des dépenses énergétiques. Pour cela, le PADD prévoit de s'engager dans la réduction de ces espaces en s'engagent dans une démarche compatible avec l'enveloppe foncière accordée par le SCoTAM. Il est ainsi privilégié dans un premier temps : le comblement des dents creuses, la fermeture des fenêtres d'urbanisation, l'encadrement des projets photovoltaïques, l'encouragement au recours à la rénovation énergétiques, et le développement des projets de production d'énergies renouvelables tout en tenant compte aux caractéristiques architecturales, patrimoniales et paysagères. ***Cette orientation fait écho aux enjeux suivants de l'état initial de l'environnement :*** - ***Limiter la consommation d'espaces en privilégiant l'identification des dents creuses*** - ***Augmenter la part d'énergie renouvelable dans la production du territoire*** - ***Encourager les rénovations thermiques et les constructions/formes urbaines économes en énergie*** - ***Favoriser les moyens de déplacements doux afin de limiter voire diminuer la pollution atmosphérique émise par les moyens de transports à combustion*** - ***Pérenniser la mise en place d'un éclairage public limitant les nuisances lumineuses***	?	?	?	?		<u>Incidences positives</u> : La réduction de la consommation foncière des espaces naturels, agricoles et forestiers de près de la moitié en comparaison de la période 2011-2021 contribue à limiter l'artificialisation du territoire sans pour autant l'éviter (7,6 ha sont ouverts à l'urbanisation d'ici 10 ans). L'incidence reste incertaine car dépendante de la localisation des espaces ouverts à l'urbanisation, mais aussi des mesures prises pour éviter ou réduire les incidences d'une urbanisation future sur l'environnement (intégration des constructions dans le paysage, traitement des espaces libres, performances énergétiques des futures constructions, etc.). Une attention est portée à l'énergie sur le territoire avec la volonté de développer les énergies renouvelables sur les bâtiments d'activités notamment, et le photovoltaïques sur les bâtiments publics. L'incidence est donc positive et permanente sur la thématique de l'énergie.

5.1.2 Le règlement et le zonage

L'objectif de cette partie est de dresser le bilan des impacts du zonage et du règlement sur l'environnement, sur la base des évolutions constatées vis-à-vis notamment de l'ancien zonage d'urbanisme (PLU).
Ainsi, chacune des zones a été analysée afin d'établir (dans la mesure du possible) l'incidence sur chaque thématique environnementale au regard des enjeux identifiés dans l'état initial de l'environnement. Pour des raisons de clarté et de présentation, cette partie expose le plan de zonage de manière générale puis les résultats de l'analyse en fonction de chacune des zones et de leur règlement.
Cette analyse se base sur les éléments fournis par Espace et Territoires en date du mois de **d'aout 2026** pour le zonage et pour le règlement.

5.1.2.1 Présentation du zonage

Le projet de planification urbaine de Rémilly se décompose classiquement en zones urbaines, zones à urbaniser, zones agricoles et zones naturelles.
Les différentes zones et secteurs sont les suivantes :

- Les zones urbaines, zone U **: les zones urbaines sont repérées sur les documents graphiques par un sigle commençant par la lettre « U ». Ces zones urbaines se répartissent en deux secteurs d'habitations et deux secteurs d'activité :**
- **La zone UA** correspond au noyau urbain historique du bourg. Elle est destinée prioritairement à l'habitat ainsi qu'aux activités et services nécessaires au fonctionnement du bourg.
- **La zone UB** correspond aux extensions récentes de la trame urbaine et accueille principalement de l'habitat souvent sous forme pavillonnaire.
- **La zone UE** correspond aux secteurs d'équipements publics.
- **La zone UX** correspond aux secteurs d'activités économiques et commerciales.

Les zones à urbaniser, zone AU : Cette zone couvre des espaces réservés à l'urbanisation future. Les zones à urbaniser auxquelles s'appliquent les dispositions du présent règlement sont :

- La **zone 1AU**, qui correspond aux secteurs d'urbanisation future ;
- La **zone 1AUX** destinée aux activités économiques (artisanales, commerciales, industrielles, de services) ;
- La **zone 1AUEP**, qui correspond aux secteurs d'urbanisation future destinés aux équipements publics ;
- **La zone 2AU** destinée à de l'aménagement majoritairement d'habitats au long terme.

Les zones agricoles, zone A **: les zones agricoles sont repérées sur les documents graphiques par un sigle commençant par la lettre « A ». Cette zone couvre les secteurs agricoles de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles**. *

Il existe deux secteurs spécifiques :

- **La zone Aa** correspond au secteur agricole inconstructible ;
- **La zone As** correspond au secteur agricole sensible.

Les zones naturelles, zone N : Ces zones couvrent les secteurs de la commune, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur

caractère d'espaces naturels, soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ou, pour finir, de prévenir des risques naturels.

Il existe cinq secteurs spécifiques :

- **La zone NE** correspond au secteur d'équipements publics ;
- **La zone NJ** correspond au secteur de jardin ;
- **La zone NF** correspond au secteur de forêt ;
- **La zone NT** correspond au secteur naturel touristique ;
- **La zone NS** correspond aux secteurs préservés au regard des enjeux environnementaux.

5.1.2.2 Bilan des évolutions entre les zonages du document en vigueur et le PLU révisé

Le tableau ci-dessous permet d'apprécier les surfaces des zones et secteurs du plan de zonage du PLU de Rémilly.
Les données de surfaces sont extraites du SIG, aussi il peut y avoir de légères différences avec le reste du dossier dues aux arrondis et au traitement géomatique.

Tableau 18 : Evolution des surfaces entre le PLU en vigueur et le PLU révisé

PLU Révisé					PLU en vigueur				Evolution
Zones	Secteur	Superficie (ha)	Superficie de la zone (ha)	% du territoire communal	Secteur	Superficie (ha)	Superficie de la zone (ha)	% du territoire communal	%
U	UA	22,87 ha	Superficie totale zone U : 101,71	5 %	UA	56,4 ha	Superficie totale zone U : 96,62 ha	5 %	→
	UB	64,67 ha			UB	25,57 ha			
	UE	10,86 ha			UE	12,07 ha			
	UX	3,31 ha			UX	2,58 ha			
AU	1AU	1,86 ha	Superficie totale zone AU : 8,75 ha	0,5 %	1AU	16,25 ha	Superficie totale zone AU : 50,08 ha	3 %	↗
	1AUEP	0,33 ha			1AUa	0,67 ha			
	1AUX	5,45 ha			1AUX	11,64 ha			
	2AU	1,11 ha			1AUXa	3,33 ha			
					1AUXi	7,12 ha			
					2AU	11,07 ha			
A	A	658,68 ha	Superficie totale zone A : 1 067,98 ha	55,5 %	A	1072,56 ha	Superficie totale zone A : 1120,34 ha	59 %	↘
	Aa	265,09 ha			Ab	3,79 ha			
	As	144,01 ha			Abi	2,36 ha			
					AI	6,20 ha			
					Ai	34,22 ha			
					Ail	1,21 ha			

PLU Révisé					PLU en vigueur				Evolution
N	N	151,37 ha	Superficie totale zone N : 714,35 ha	39 %	N	624,17	Superficie totale zone N : 624,17 ha	33 %	↗
	NE	5,48 ha							
	NF	467,53 ha							
	NJ	5,79 ha							
	NS	83,91 ha							
	NT	0,27 ha							
Total		1896 ha		100 %	Total	1896		100 %	

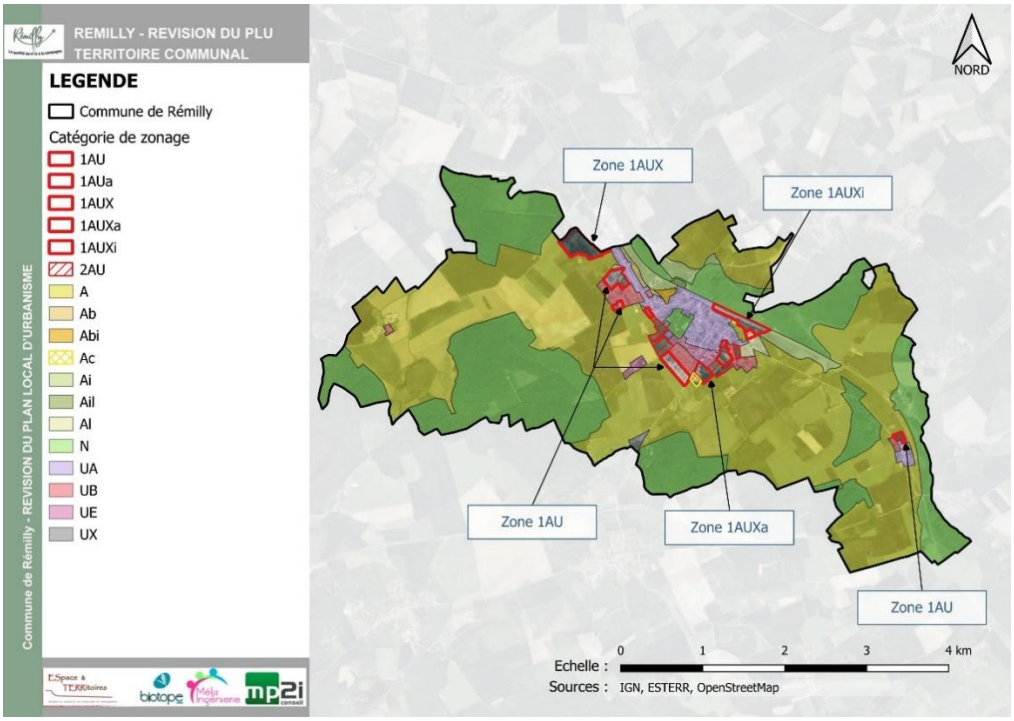
Le zonage du PLU révisé montre une baisse importante des zones de développement passant de 50,30 ha à 8,75 ha **soit une réduction de -80%** par rapport à la surface de la zone AU dans le nouveau PLU. De plus, la plupart des zones à urbaniser sont situés en continuité du centre urbain de Rémilly, permettant de préserver les espaces agricoles et naturels.

Le nouveau projet de PLU prévoit une augmentation des zones N de 6% avec notamment l'ajout de sous-secteurs (NE, NF, NJ, NJ, NS, NT) qui ne sont pas présents sur le PLU en vigueur. L'ajout d'un secteur NS (Nature Sensible) permet de préserver les espaces naturels tel que la Zone Spéciale de Conservation, par un zonage plus strict et ne permettant pas la construction de bâti ou l'exploitation forestière.

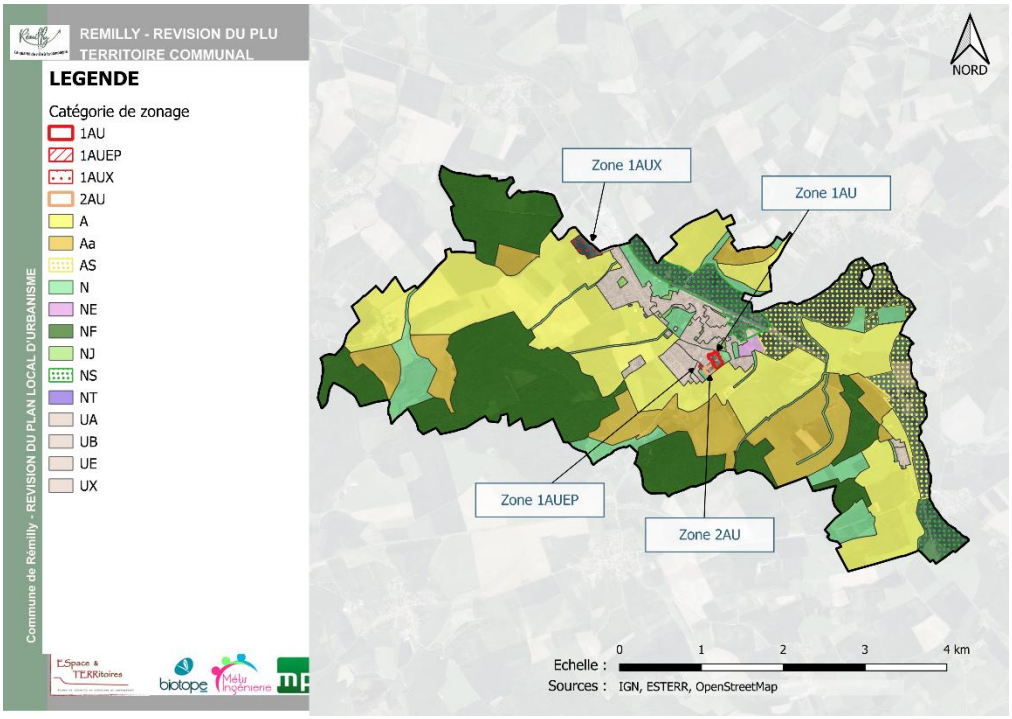
La superficie totale de secteur A (agricole) a diminué entre le PLU en vigueur et le Plu révisé, passant de 1120,34 ha à 1067,98 ha. Au sein de ce secteur un sous-secteur As (Agricole sensible) a été créé, permettant notamment la protection des prairies permanentes, la préservation de la Zone Spéciale de Conservation et du réservoir de biodiversité du SRADDET, au nord du territoire.

De plus, 23,06 ha de haies et alignements d'arbres sont protégés par le PLU sur le territoire de Rémilly, au L151-23 du code de l'urbanisme comme élément remarquable du patrimoine. A cela s'ajoutent également 3,07 ha de boisements protégés et classés en Espace Boisé Classé au niveau du bois des Dames au sein de la trame urbaine (cf. carte ci-dessous).

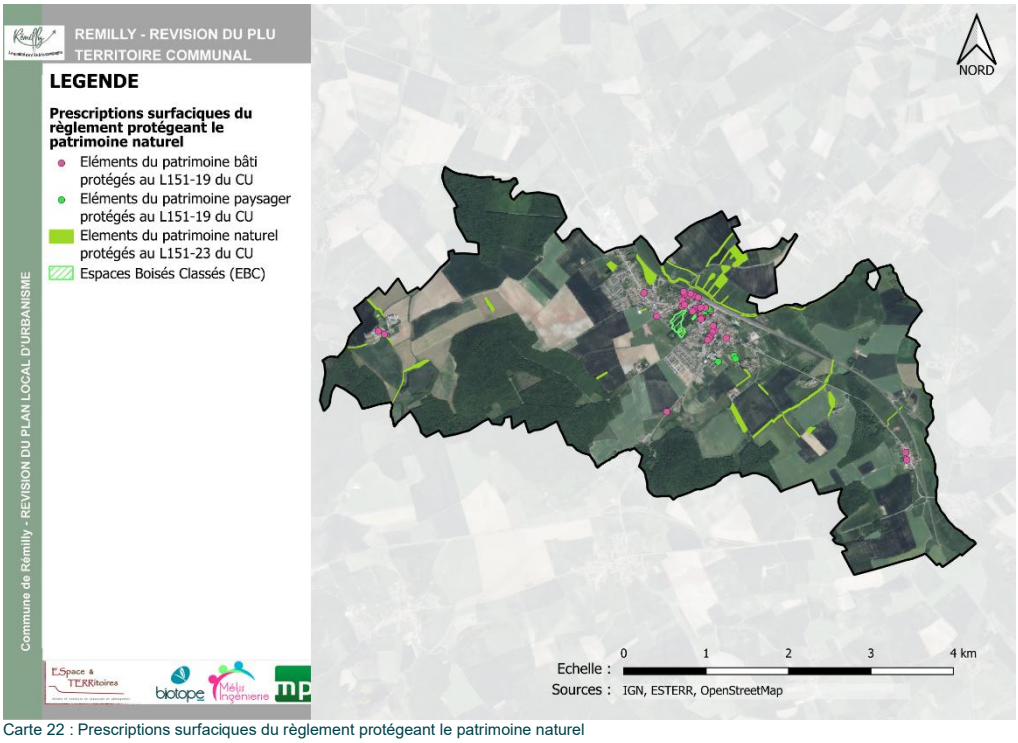
De plus, 41 éléments du patrimoine paysager sont protégés à l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme.



Carte 20 : Zonage du PLU en vigueur



Carte 21 : Zonage du PLU en cours de révision



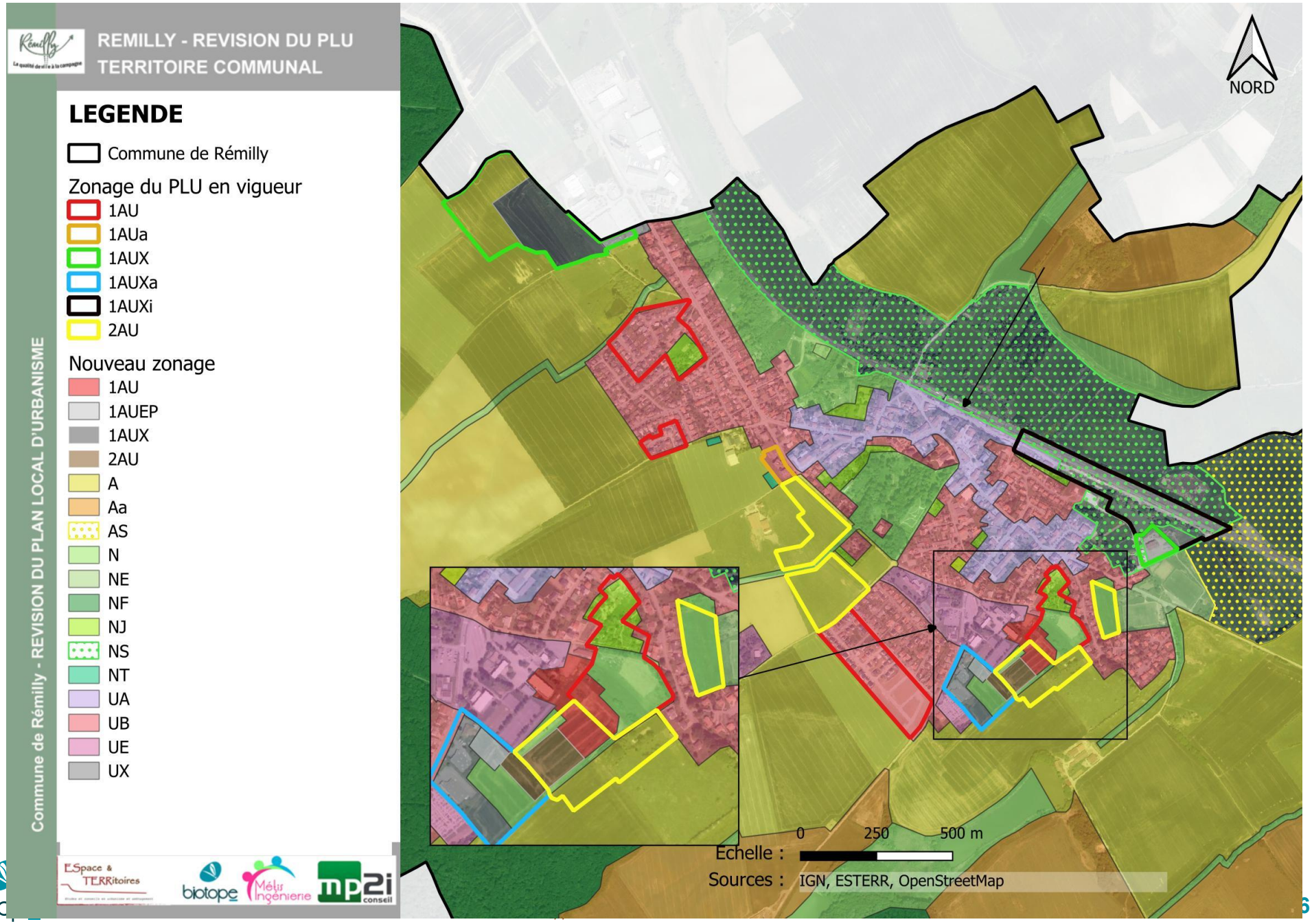
Carte 22 : Prescriptions surfaciques du règlement protégeant le patrimoine naturel

5.1.2.3 Analyse spécifique des incidences du projet de PLU par compartiment de l'environnement

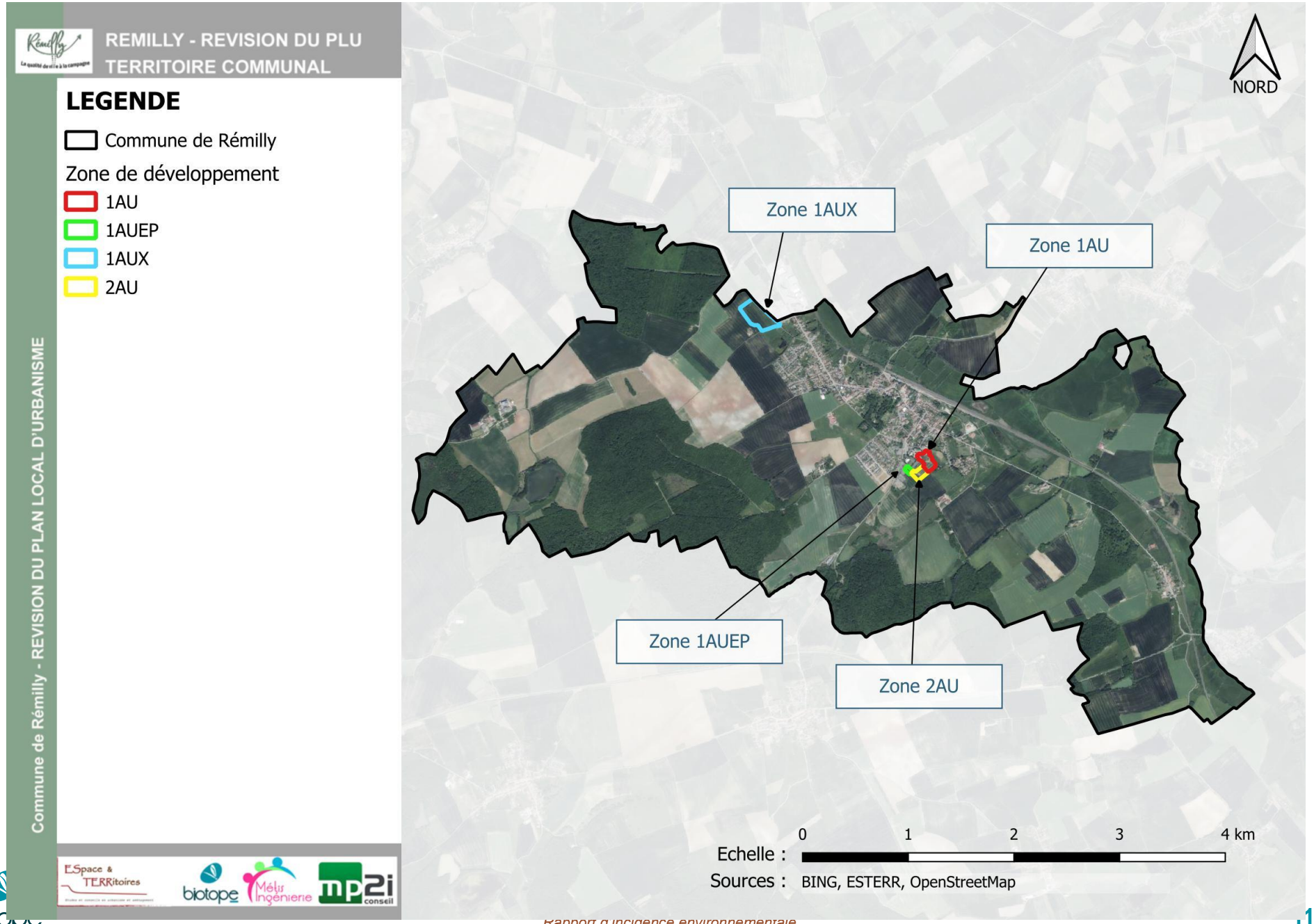
5.1.2.3.1. Analyse des incidences sur l'occupation du sol (consommation foncière)

Le projet de PLU prévoit, à court terme, de conserver **une zone ouverte à l'urbanisation à court terme (zone 1AU) d'une superficie d'environ 1,9 ha** soit 0,1% de la superficie de Rémilly afin de répondre aux objectifs démographiques (accueil de 100 nouveaux habitants à horizon 10 ans soit environ +5%). **Une zone 2AU d'une surface d'environ 1,1 ha** est accolée à cette dernière. Enfin **une zone 1AUEP d'environ 0,3 ha** est prévue à l'ouest de cette dernière zone.
A ces zones s'ajoute **une zone 1AUX correspondant à l'extension de la zone d'activités des Cinq Epis, d'une surface d'environ 5,5 ha** et déjà existante dans le précédent PLU.
D'après le portail d'artificialisation des territoires, la commune de Rémilly a consommé **11,02 ha entre 2011 et 2023** ce qui correspond à 0,58% de la surface communale nouvellement consommée. La commune prévoit donc de réduire le rythme de l'artificialisation sur les prochaines années.
Les zones à urbaniser sont situées en continuité des zones déjà bâties de Rémilly. Elles sont localisées sur des milieux agricoles de type cultures majoritairement, ou sur des prairies eutrophes fauchées. La mise en place d'aménagement sur ces parcelles engendrera donc inéluctablement de la destruction d'espaces agricoles et naturels et induira alors plusieurs effets négatifs sur l'environnement : dégradation des services écosystémiques assurés par les terres agricoles du centre bourg, exposition de nouvelles constructions (et donc de personnes et de biens) aux phénomènes de mouvement de terrain lié au retrait-gonflement des argiles et de ruissellement des eaux pluviales, altération du cadre paysager, etc. (voir analyses ci-dessous pour les thématiques traitées). Toutefois, les habitats naturels identifiés présentent peu d'enjeux floristiques et faunistiques. Hormis la station de Renoncule des champs (espèce jugée « quasi-menacée » sur la liste rouge de Lorraine) qui a été évitée par redéfinition du zonage, aucun enjeu floristique n'a été identifié. Les enjeux faunistiques sont également très localisés (présence d'arbres, de fourrés localement).
Néanmoins, la commune a fortement réduit ses surfaces urbanisables par rapport au document d'urbanisme en vigueur.
Le PLU en vigueur prévoyait 5 zones 1AU d'une superficie totale d'environ 16,2 ha. Bien que trois zones aient été effectivement aménagées, une zone a été considérablement réduite en surface et reclassée en zone N et NJ. Une autre zone a été en partie reclassée en zone A. La quasi-intégralité des zones 2AU du PLU en vigueur, qui couvraient une surface totale d'environ

11 ha, a été reclassée en zone A ou N. Enfin, les zones 1AUX ont été également réduites, notamment au niveau de la ZA des 5 Épis au nord-ouest et une autre zone le long de la Vallée de la Nied reclassée en zone NS (cf. carte ci-dessous).



Carte 23 : Évolution du zonage par rapport au PLU en vigueur



Carte 24 : Zones de développement envisagées

De plus, pour réduire l'impact de la consommation foncière sur les services écosystémiques, le cadre de vie ou encore la maîtrise du ruissellement, des dispositions règlementaires ont été définies pour les zones de développement : repérage des haies et de bosquets à préserver, aménagement de liaisons piétonnes avec prescriptions paysagères à mettre en place, création d'espaces verts schématisés dans les OAP dont des haies et/ou alignements d'arbres localisés entre espaces futurs d'habitations et les zones agricoles à côté, alignements permettant la connexion avec le futur parc urbain.

Conclusion/Synthèse

Le projet de PLU prévoit, à court terme, de conserver une zone ouverte à l'urbanisation (zone 1AU) d'une superficie d'environ 1,9 ha soit 0,1% de la superficie de Rémilly afin de répondre aux objectifs démographiques (accueil de 100 nouveaux habitants à horizon 10 ans soit environ +5%). Une zone 2AU d'une surface d'environ 1,2 ha est accolée à cette dernière. Enfin une zone 1AUEP d'environ 0,3 ha est prévue à l'ouest de cette dernière zone.
A ces zones s'ajoute une zone 1AUX correspondant à l'extension de la zone d'activités des Cinq Epis, d'une surface d'environ 5,4 ha.
Les expertises écologiques et les échanges menés dans le cadre de l'évaluation environnementale ont conduit à modifier le périmètre de la zone 1AU afin d'éviter une station de Renoncule des champs, espèce végétale jugée quasi-menacée (NT) sur la liste rouge de Lorraine. Une zone au nord-est présentant une potentialité de présence de zone humide a été classée en zone N. La surface de la zone 2AU a été réduite avec un classement de toute une partie ouest et de la limite avec les parcelles agricoles voisines en zone N.
Les zones de développement sont localisées d'une manière éparse sur le territoire, soit en extension soit en renforcement de l'urbanisation existante, sur des espaces agricoles (cultures ou prairies). La mise en place d'aménagement sur ces parcelles engendrera donc inéluctablement de la destruction d'espaces agricoles et naturels et induira alors plusieurs effets négatifs sur l'environnement : dégradation des services écosystémiques assurés par les terres agricoles du centre bourg, exposition de nouvelles constructions (et donc de personnes et de biens) aux phénomènes de mouvement de terrain lié au retrait-gonflement des argiles et de ruissellement des eaux pluviales, altération du cadre paysager, etc.

Par conséquent, bien que les zones ouvertes à l'urbanisation soient localisées en continuité du bâti existant et sur des espaces présentant peu d'enjeux écologiques, le projet de PLU engendre tout de même de la consommation d'espaces agricoles. Les incidences sur la consommation foncière sont donc considérées comme **moyennes.**

5.1.2.3.2. Analyse des incidences sur le paysage

Les secteurs de développement prévus ne modifieront que très ponctuellement la perception paysage du territoire

Les secteurs de développement envisagés, et en particulier les zones 1AU, 2AU et 1AUEP sont localisées en continuité du tissu urbain de Rémilly, sur des espaces majoritairement en culture. L'intégration paysagère des lotissements est prévue dans les OAP : transition végétale au niveau des limites avec les parcelles agricoles voisines, conservation d'un maillage planté entre la zone 1AU et la zone 2AU, connexion végétale vers le futur parc urbain… Des jardins partagés seront également enclavés entre ces zones permettant le maintien d'un espace vert entre les bâtiments. La perception paysagère n'en sera donc que très peu modifiée, bien que ces aménagements se fassent toutefois au détriment de milieux agricoles, espaces qui participent à la qualité paysagère d'un territoire lorrain comme Rémilly.

Pour la zone 1AUX, d'après l'évaluation environnementale de la mise en compatibilité du PLU (Atelier des Territoires, Septembre 2021), la qualité de l'insertion paysagère du bâti du projet sera assurée. De plus, une zone tampon entre l'extension de la Zone d'Activités et le tissu agricole sera créée par le biais de distances de recul par rapport aux limites, ou encore d'aménagements d'espace verts.

Les incidences sur la perception paysagère de l'ensemble du territoire sont donc considérées comme **faibles**.

Une hétérogénéité des clôtures pouvant perturber la lecture des séquences urbaines

L'aspect et la composition des clôtures sont régis dans le règlement écrit qui préconise différents types de clôtures dont l'hétérogénéité pourrait perturber la lecture des séquences urbaines, voire naturelles : clôtures constituées de haies d'essences locales, ou autres dispositifs à claire-voie, avec ou sans mur bahut de 2m de hauteur maximale.

Sur les secteurs agricoles, ce sont d'autres dispositions qui s'appliquent. Il n'y a pas de prescriptions particulières sur la forme de ces clôtures.

Les incidences sur le paysage liées à l'hétérogénéité des clôtures permise sont considérées comme **faibles**.

Néanmoins, le PLU de Rémilly met en place plusieurs dispositifs et prescriptions réglementaires afin de préserver des aspects importants de son territoire :

Des éléments du patrimoine préservés et renforcés via un repérage dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation

L'ensemble des zones AU fait l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation fixant les règles d'urbanisation dont des prescriptions paysagères telles que : préservation et renforcement des haies existantes, création de zones végétales de transition entre milieux urbains et milieux agricoles, de circulations piétonnes et paysagères, adaptation des densités en fonction du contexte paysager et environnemental, création d'espaces publics verts, etc.

Les principes d'aménagement formulés pour chacune des OAP favorisent l'intégration des nouvelles constructions dans le paysage urbain de Rémilly.

Des éléments du patrimoine préservés et renforcés via un repérage au plan de zonage

Aucune construction, y compris annexe, ne pourra être édifiée à moins de 50 m des bois et forêts soumis au régime forestier.

Aucune construction y compris annexe ne pourra être édifiée à moins de 10 m des berges des cours d'eau.

41 éléments du patrimoine sont préservés grâce à l'article L51-19 du Code de l'urbanisme.

23,06 ha d'éléments du paysage sont préservés grâce à l'article L151-23 du Code de l'urbanisme.

Ces prescriptions visent à préserver les continuités paysagères et écologiques, à maintenir la qualité du cadre de vie, à limiter les atteintes aux éléments patrimoniaux et paysagers identifiés, et à encadrer l'évolution de l'urbanisation dans le respect des caractéristiques du site.

Une surface de perméabilité réglementée dans les zones N et A

Au sein des secteurs N et A, les extensions des constructions à usage d'habitation existantes sont autorisées dans la limite de 30% de la surface existante à la date d'opposabilité du PLU. Cela implique donc qu'une grande partie des surfaces sera laissée en pleine terre, donc dépourvue d'artificialisation.

Au regard de ces dispositions, le maintien d'espaces non-bâtis pourra aider à conserver l'ambiance paysagère de ces zones et favorisera l'infiltration des eaux pluviales.

Des cheminements piétons renforcés et mis en valeur dans le projet du PLU :

Les OAP des secteurs AU à destination d'habitations prévoit la mise en place de cheminement doux pour favoriser le lien entre quartiers et proposer une alternative à l'utilisation d'un véhicule motorisé pour les courtes distances sur le ban communal.

Conclusion/Synthèse

Des incidences négatives inévitables liées à la consommation des espaces agricoles et naturels sont à prévoir sur le paysage. Ceci est d'autant plus perceptible que des opérations d'aménagement sont prévues d'une manière diffuse sur le secteur et ont donc des incidences sur plusieurs ambiances paysagères du territoire.

Le projet de PLU cherche toutefois à les limiter en prescrivant des dispositions réglementaires dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation pour permettre l'intégration des futures constructions en extension dans un contexte paysager rural de Moselle. De plus, le règlement du PLUi prévoient des mesures en faveur de l'insertion paysagère et de la préservation du bâti notamment par le classement de certains éléments du patrimoine naturel et bâti, respectivement à l'article L151-23 et L151-19 du Code de l'urbanisme (CU) ainsi que par la mise en place d'une protection des cours d'eau et de la ripisylve par l'insertion d'une marge de recul de 10m de part et d'autre des cours d'eau**.** A cela s'ajoute une bande de recul de 50 m des lisières forestières afin de limiter les impacts des constructions et préserver la biodiversité associée.

5.1.2.3.3. Analyse des incidences sur le patrimoine naturel et les continuités écologiques

- Biodiversité et Zonages

Des objectifs démographiques qui engendrent la poursuite de l'urbanisation toutefois localisés sur des milieux agricoles présentant peu d'enjeux faunistiques et floristiques

(Voir analyse des incidences sur l'occupation du sol)

Aucun secteur ouvert à l'urbanisation situé au sein de zonages réglementaires ou d'inventaires du patrimoine naturel

L'ensemble des zonages réglementaires et d'inventaires du patrimoine naturel (ZNIEFF de type I, zone Natura 2000, Espaces Naturels Sensibles, sites gérés par le CEN Lorraine…) ont été intégrés au sein d'un zonage NS et AS (secteurs préservés au regard des enjeux environnementaux) ou N.
Les cours d'eau et ripisylves ont également été intégrées au zonage N.
Aucune incidence sur les espèces déterminantes de ces sites (faune et flore) n'est donc pressentie.
De plus, les réservoirs de biodiversité et corridors écologiques identifiés à l'échelle régionale ont été intégrés au sein d'un zonage N, NS et AS. **Seule la partie au nord de l'étang de Rémilly est située au sein du secteur A.**

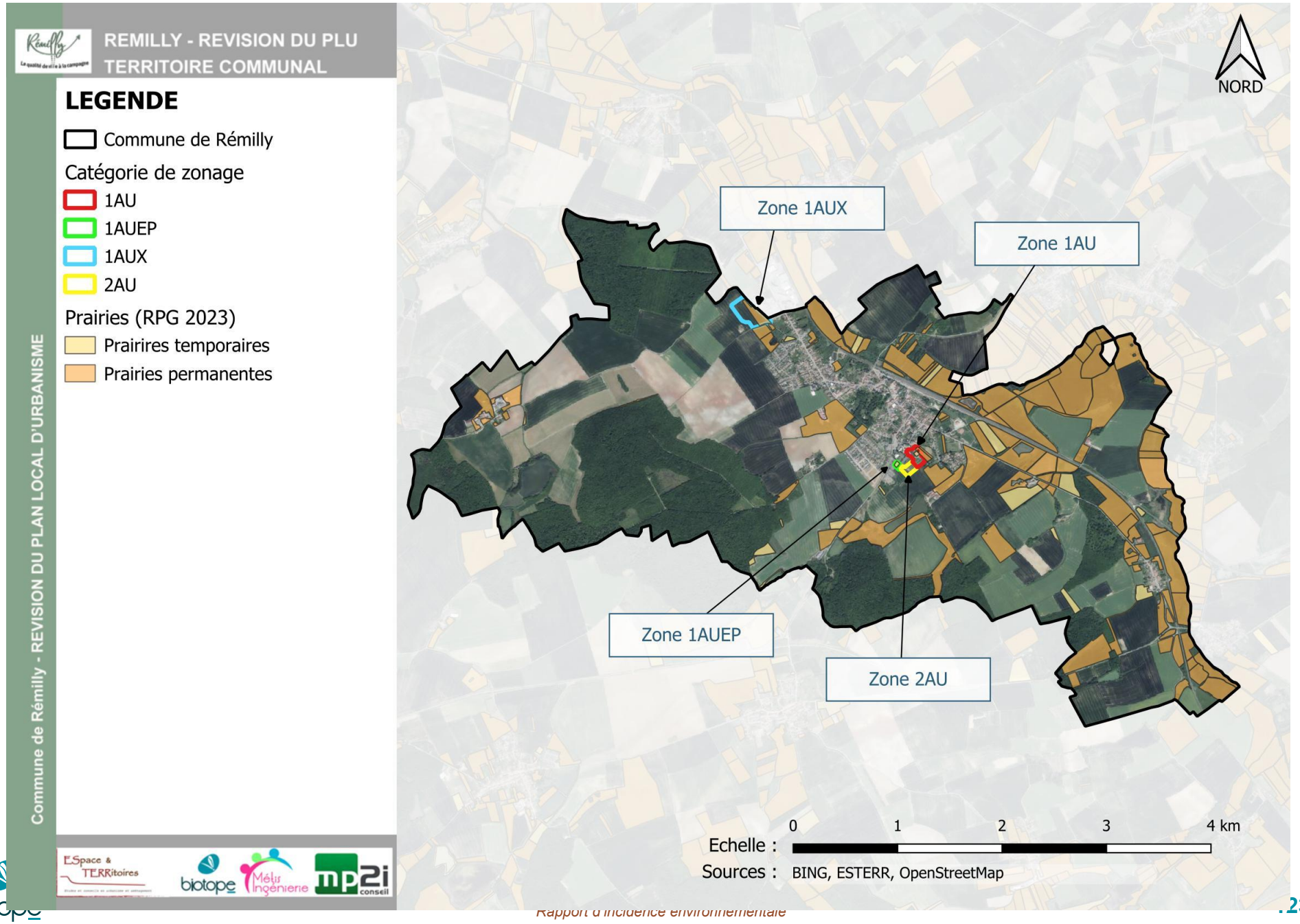
Les incidences du PLU sur ces zonages sont considérés comme **faibles**



Carte 25 : Zonage naturel et agricole et enjeux environnementaux

Des milieux agricoles (dont prairiaux) support de biodiversité, impactés par le PLU
Les secteurs destinés pour l'ouverture à l'urbanisation (AU) sont situés sur des espaces agricoles dont des cultures et des prairies. D'après les expertises de terrain, ces milieux présentent cependant peu d'enjeux faunistiques et floristiques (hormis au niveau des fourrés et alignements d'arbres identifiés dans les OAP).
Des secteurs délimités au sein des zones inconstructibles (dans ce cas N ou Aa) et au sein desquels certaines constructions ou installations peuvent être édifiées de manière dérogatoire sont possibles (CU, art. L. 151-13) : NE pour les secteurs d'équipements publics (cf. 5.2.2.6 Zonages NE (Naturel pour des équipements publics)). Ce zonage concerne deux secteurs, la station d'épuration et un complexe sportif. Au regard des habitats présents sur ces deux secteurs et des potentiels d'aménagements supplémentaires (sites en grande partie déjà artificialisés), les incidences de ces STECAL sur l'environnement sont faibles.

Les incidences du PLU sur ces zonages sont considérés comme **faibles.**



Carte 26 : Zones de développement et prairies

- Zones humides

Une préservation de la majorité des zones humides

Dans un premier temps, la zone humide remarquable de la vallée de la Nied identifiée par le SDAGE Rhin-Meuse est intégralement comprise dans un zonage NS.

Dans un deuxième temps, lors des prospections terrains effectuées dans le cadre de ce PLU, le caractère humide a été investigué (via l'application du critère « Végétation » et de sondages pédologiques pour le critère « Sol »). Au niveau de la zone 1AU, une zone présentant des potentialités de présence de zones humides mais qui n'a pas fait l'objet de sondages a été évitée et classée en zone N.

Aucune zone humide n'a été révélée par les investigations de terrain.

Des zones humides identifiées au niveau de l'extension de la zone d'activités des 5 Épis

D'après l'évaluation environnementale, l'aire d'étude analysée comporte uniquement des milieux agricoles fortement perturbés par l'activité humaine, limitant ainsi le développement de la flore hygrophile. Seuls, les critères pédologiques peuvent révéler la présence de zones humides réglementaires.

Douze sondages ont été réalisés dont six répondent aux critères pédologiques d'identification des zones humides. Une grande partie du sud et de l'est du secteur 1AUX actuel a été défini comme humide. La fonctionnalité des zones humides localisées dans la zone d'étude sera évaluée grâce à la méthode ONEMA afin de compenser au mieux la destruction de ces milieux par le projet. Un travail de redéfinition du zonage suite à l'identification de zones humides potentielles au niveau du secteur 1AU a été réalisé.

Une étude d'impact a été réalisée entre 2025 et janvier 2026 par les bureaux d'étude Rainette, BEREST et Iris conseil sur le secteur d'extension de la Zone d'activités des Cinq Epis à Rémilly et Lemud (57). Une première étude d'évaluation environnementale avec diagnostic flore/habitat et zone humide avait été réalisée en septembre 2021 par Atelier des Territoires. Les résultats sont présentés au chapitre 5.2.2.3.

A la suite de cette étude, un site de compensation de 3 hectares a été identifié à 3,5 km à l'est du projet, sur la commune de Rémilly. Cette surface permet d'atteindre un ratio de compensation surfacique de 2,32 pour 1, dépassant ainsi les exigences du SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027, tout en conciliant les besoins compensatoires avec les enjeux agricoles locaux par une limitation de la consommation de terres arables au strict nécessaire. Le site compensatoire, classé en zonage Ns (permettant les affouillements et exhaussement du sol nécessaire à des compensations environnementales d'après le règlement), permettra la conversion d'un espace agricole anthropisé en prairie de fauche. Il prévoit également la création d'une roselière : la mare présente sur le site de compensation sera ainsi reprofilée sur sa partie nord-est afin d'y développer une roselière à massettes d'une surface d'environ 100 à 200 m².



Figure 40 Zones humides identifiées au sein de la zone d'extension de la zone d'activités des 5 Épis (Atelier des Territoires), en **rouge** la zone proposée dans le nouveau PLU (Source : Iris Conseil, décembre 2025)

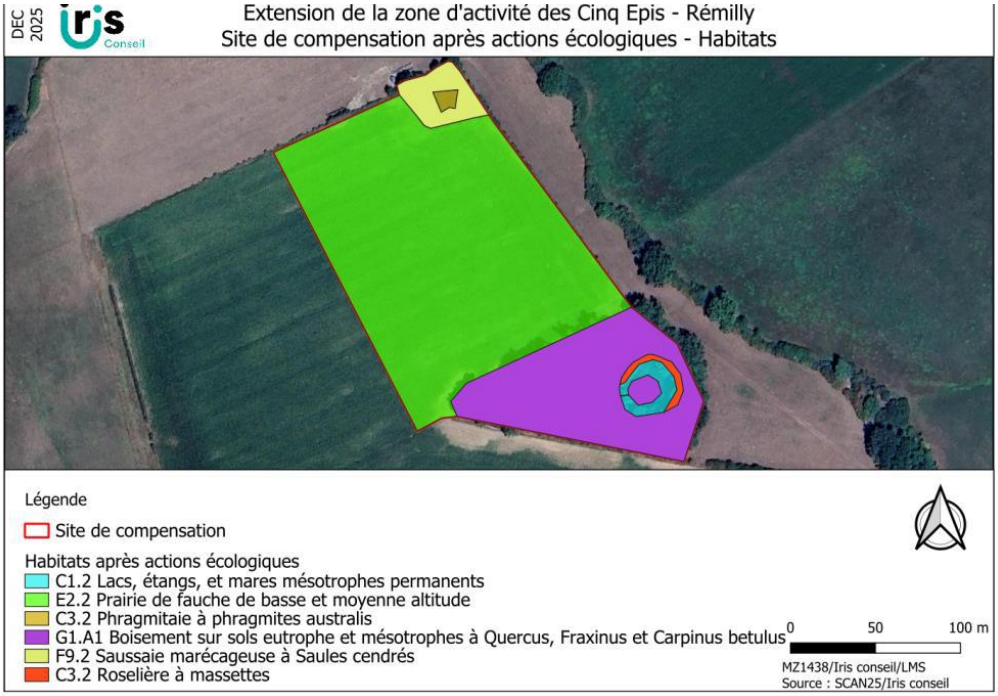


Figure 39 : Site de compensation après actions écologiques (source : Iris Conseil, décembre 2025)

- Réservoirs de biodiversité et corridors écologiques

Plusieurs outils mobilisés pour préserver la Trame verte et bleue

A l'échelle régionale, le réservoir de biodiversité lié à la rivière de la Nied Française et les prairies alluviales autour ainsi que le corridor écologique associé sont intégralement classés en zone NS. Le réservoir de biodiversité associé à l'étang de Rémilly et sa zone humide associée sont en partie inclus dans un zonage N (le long du ruisseau), AA (pour les pourtours) et A (au niveau de l'exploitation agricole). Des incidences en fonction des aménagements prévus peuvent donc être pressenties sur ce dernier réservoir de biodiversité.

A l'échelle plus locale, les réservoirs de biodiversité des sous-trames des milieux ouverts, boisés et humides/aquatiques font l'objet, majoritairement, d'un zonage permettant leur protection de l'urbanisation :

- Les réservoirs de biodiversité des milieux boisés sont principalement classés en zones NF et en NS ;
- Dans la zone NF, ne sont autorisées que les exploitations forestières et les locaux techniques et industriels des administrations publiques à condition de ne pas être incompatible avec l'exercice d'une activité agricole ou pastorale et de ne pas porter atteinte à la sauvegarder des espaces naturels et des paysages. Toutefois, l'ensemble des réservoirs de biodiversité n'est pas couvert par un zonage protecteur. Certains réservoirs classés en zone NS permettent d'être préserver de toute construction. Certaines parties de ces réservoirs, notamment les bordures, sont couvertes par un zonage A. A noter que le règlement écrit prévoit la mise en place d'une marge de recul de 25 m des limites cadastrales des forêts soumises au régime forestier ou délimitées en secteur NF, en zone UB, NJ et A.
- Les réservoirs de biodiversité de milieux prairiaux sont principalement classés en zonage A (AS) et N (N, NF, NS).
- 3,07 ha de boisements protégés et classés en Espace Boisé Classé (EBC) au niveau du bois des Dames au sein de la trame urbaine.

Conclusion/Synthèse

Le PLU ne remet pas en cause les continuités écologiques du territoire. Les incidences pressenties sont **négligeables.**

5.1.2.3.4. Analyse des incidences sur les ressources

- Eau potable

La projection démographique prise en compte par le PLU est de +5%, soit +100 habitants sur le territoire de Rémilly.

En 2024, le SEBVF a distribué de l'eau potable à 46 785 habitants dont fait partie la commune de Remilly a permis d'alimenter 3 072 790 m^3 d'eau vendus. Cela correspond donc à une consommation d'environ 65,7 m^3 d'eau par an. La population de Remilly comptait 2 070 habitants en 2024 soit une consommation annuelle estimée à 135 999 m^3.

En 2024, sur le territoire syndical, la consommation d'eau potable représente 127 litres/jour/habitant L'augmentation de 100 habitants la population cause l'augmentation de la consommation en eau potable à l'horizon 2035 de 12 700L / jour, soit environ +4 636,5m^3 par an. Il est attendu donc que la consommation en eau potable soit d'environ **140 365 m^3 par an**, à l'horizon 2035.

Les capacités des 5 captages (BV1, BV2, BV3, BV4 et BV5) situés au niveau des forages de Basses-Vigneulles et qui alimentent Rémilly en eau potable sont suffisantes pour absorber cette augmentation du nombre d'habitants.

Les incidences du projet de PLU sur la consommation en eau potable sont donc considérées comme **faibles.**

- Assainissement

Pour rappel, les effluents de la commune de Rémilly sont traités par deux stations de traitement des eaux usées : la station de Rémilly d'une capacité nominale de 3500 EH pour une charge maximale en entrée de 1 518 EH (en 2024) et la station de Rémilly – Aubecourt, d'une capacité nominale de 120 EH pour une charge moyenne de 41 EH (en 2024).

Une augmentation de population de +100 habitants à l'horizon 2035 est possible au regard de la marge restante des capacités des deux stations. Cependant, Après plusieurs années de conformité, la station d'épuration intercommunale de Rémilly est classée non conforme en

performance en 2024, notamment pour les paramètres DBO5 et DCO. Les données publiques disponibles ne permettent toutefois pas d'identifier précisément l'origine de cette non-conformité. Le territoire présente par ailleurs des problématiques liées au réseau d'assainissement, notamment un réseau unitaire localement sous-dimensionné à Rémilly. Plusieurs opérations d'amélioration du système de collecte ont été engagées récemment, dont la création en 2025 d'un réseau d'eaux pluviales et d'un bassin d'infiltration à Rémilly ainsi que des travaux de canalisation d'eaux usées et pluviales à Ancerville. À ce stade, aucun document public consulté ne permet cependant d'établir que ces travaux constituent directement le programme de mise en conformité de la STEP. En conséquence, la capacité de la station à accueillir des charges supplémentaires liées au développement urbain devra être confirmée auprès du gestionnaire avant toute ouverture significative à l'urbanisation.

Les nouveaux logements devront respecter la règlementation en vigueur en ce qui concerne l'assainissement conformément aux dispositions du règlement écrit, et dont le respect de la mise en œuvre de la règlementation ne dépendra pas de la mise en œuvre du PLU.

De plus, d'après le règlement, « Toute construction ou installation nouvelle doit obligatoirement être raccordée au réseau d'assainissement collectif ». En cas d'impossibilité technique, un dispositif conforme à la réglementation en vigueur en matière d'assainissement non collectif doit être réalisé. Celui-ci doit être conçu de manière à pouvoir être raccordé au système public si celui-ci est mis en place.

Enfin, d'après l'évaluation environnementale de la mise en compatibilité du PLU (Atelier des Territoires, Septembre 2021), le réseau d'assainissement est suffisamment dimensionné pour accueillir les nouvelles activités au niveau de l'extension de la ZA des 5 Épis.

Les incidences du projet de PLU sur l'assainissement sont donc considérées comme **modérées**.

- Eaux pluviales

Le PLU prévoit de l'artificialisation des sols supplémentaires ce qui causera une imperméabilisation de nouveaux espaces encore perméables et réduira donc l'infiltration globale de l'eau sur le territoire communal.

D'après le règlement, « Toute construction ou aménagement réalisé sur un terrain ne doit jamais faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales, ni augmenter les ruissellements et les nuisances par rapport à la situation existante à la date du dépôt du projet ». Pour cela, « Les constructions ou les aménagements doivent être conçus de manière à obliger la récupération, le stockage et/ou l'infiltration des eaux pluviales sur leur terrain par tous les dispositifs appropriés (puits perdu, drain de restitution, fosse ou noue…), sauf impératifs techniques avérés ». Le règlement privilégie les infiltrations à la parcelle, ou lorsqu'elle n'est pas possible, le rejet des eaux vers le réseau collectif.

En sus de ces dispositions, le règlement prévoit que sur toutes les zones UA et UB les espaces extérieurs hors constructions soient perméables (hormis les accès garages et terrasses). Ce dispositif participe donc à la réduction du ruissellement des eaux pluviales engendrée par les futures artificialisations.
Au niveau de la zone 1AUX (extension de la ZA des 5 Épis), la gestion des eaux pluviales sera assurée localement (à l'opération) à travers des aménagements permettant la rétention et/ou l'infiltration de ces eaux. Ces aménagements permettront de maitriser les écoulements provenant du bassin versant.

Conclusion/Synthèse

L'augmentation de la population sur la commune de Rémilly a une incidence négative sur les ressources en eau puisqu'elle va entrainer une augmentation de la consommation et de la pollution. Toutefois en préservant les éléments du patrimoine naturel (boisement, cours d'eau, zones humides…) jouant un rôle dans la filtration de l'eau et en sécurisant, au sein des nouvelles constructions, la bonne mise en place des réseaux d'assainissement et d'eau potable ainsi que la gestion des eaux pluviales, le PLU réduit l'incidence de la population sur la ressource en eau sous réserve de la mise en conformité de la STEP.

5.1.2.3.5. Analyse des incidences sur les nuisances et pollutions

- Nuisance sonore

Une ligne de chemin de fer traversant Rémilly proche des habitations et engendrant des nuisances sonores

Ces voies bruyantes ferroviaires entrainent une largeur de recul ou des isolations acoustiques supplémentaires dans cette largeur.
Pour rappel, ces largeurs de recul sont récapitulées dans le tableau suivant :

Tableau 19 : Classement des voies ferroviaires bruyantes sur la commune de Rémilly (Source : porté à connaissance de l'Etat)

Voie	Nom de la ligne de à	Catégorie de classement sonore	Largeur (m)
140000	Baudrecourt à Rémilly	3	100
140000	Rémilly à Metz	2	250
172000	Rémilly à Herny	3	100

Aucun secteur de développement n'est concerné par la carte du bruit du réseau ferroviaire.
A noter que la contrainte de bruit n'engendre réglementairement pas d'inconstructibilité à ce jour mais seulement des précautions de constructions.

Les incidences sont jugées **faibles**.

- Sites et sols pollués

Une prise en compte des nombreux sites et sols avec pollution potentielle ou avérée

10 sites BASIAS sont recensés sur Rémilly. Aucun de ces sites n'est concerné immédiatement par une zone de développement du projet de PLU. Concernant les ICPE, aucune n'est présente sur le territoire communal

- Déchets

Une augmentation attendue des gisements de déchets à gérer

La gestion des déchets à l'échelle de Rémilly est assurée par la Communauté de Communes du Sud Messin. Cependant, la Communauté de Communes gère les déchets de ses 34 communes membres, ainsi les tonnages disponibles par année sont représentatifs de l'ensemble de ces communes et non de Rémilly uniquement. Depuis 2015, une baisse des tonnages d'ordures ménagères est observée, passant de 199 kg/an/hab en 2015 à 161 kg/an/hab en 2020. A l'inverse, une légère augmentation des tonnages collectés d'emballages ménagers recyclables est observée, passant de 61 kg/an/hab en 2015 à 68 kg/an/hab en 2020.
Sur la base de ces ratios, une augmentation de 100 habitants sur la commune de Rémilly engendrerait une hausse d'environ 16,1 t/an d'ordures ménagères et de 6,8 t/an d'emballages ménagers recyclables.

Par conséquent, la hausse de la population projetée de Rémilly engendrera probablement une augmentation de production de déchets, surtout recyclables.

Conclusion/Synthèse

La commune de Rémilly est principalement soumise à la nuisance sonore liée aux infrastructures ferroviaires traversant son territoire. Aucune nuisance sonore dues à la voie de chemin de fer n'est à prévoir au niveau des zones de développement.

5.1.2.3.6. Analyse des incidences sur le climat, l'énergie (et les mobilités douces) et les émissions de Gaz à Effet de Serre

Une consommation énergétique accrue liée au développement urbain, avec pour corollaire une augmentation des émissions de Gaz à Effet de Serre

Le projet de PLU, du fait de son développement urbain prévu, induit un ensemble d'impacts négatifs sur cette thématique :

- L'artificialisation des sols de zones actuellement occupées par des cultures et des prairies au niveau des secteurs 1AU et 2AU ;
- L'arrivée de nouveaux habitants dont des actifs augmentera l'utilisation de la voiture et notamment les déplacements domicile-travail depuis la commune. Cela contribuera donc à une augmentation des gaz à effet de serre. Ceci est d'autant plus vrai que 74,2% des résidents de la commune travaillent à l'extérieur de la commune.
- L'augmentation du nombre de foyers sur le territoire augmente inéluctablement la consommation d'énergie tertiaire total de la commune.

Toutefois, l'ensemble des zones AU retenus ont été sélectionnés au regard de leur proximité avec les infrastructures et équipements existantes en continuité de la trame urbaine. Cette proximité permet de limiter l'extension de la trame urbaine, les besoins en nouvelles infrastructures et réseaux, ainsi que les déplacements motorisés. Elle contribue donc à limiter les émissions de gaz à effets de serre grâce à des mobilités plus douces.

Le règlement écrit incite peu à l'emploi des particuliers d'énergies renouvelables
Des règles généralistes sont inscrites dans le règlement mais ces dernières incitent peu à la mise en place d'énergies renouvelables chez les particuliers. Il est simplement spécifié que les équipements permettant la valorisation de l'énergie solaire (sous forme thermique ou photovoltaïque) sont autorisés sur toiture neuve ou existante à condition qu'ils respectent et s'intègrent à la pente du toit existant.
Le PADD évoque très succinctement les énergies renouvelables : seul le développement du photovoltaïque sur les bâtiments publics est décrit comme objectif.

La préservation d'un capital environnemental qui participe au maintien de la qualité de l'air local et à la lutte contre le réchauffement climatique
Une partie du capital végétal du territoire est préservée de plusieurs manières par le PLU :

- Préservation des grands espaces forestiers et des plus petits boisements au sein d'un zonage NF ;
- 3,07 ha de boisements protégés et classés en Espace Boisé Classé au niveau du bois des Dames au sein de la trame urbaine ;
- Maintien des espaces naturels et des réservoirs de biodiversité par un zonage NS ;
- Préservation des cours d'eau et de sa ripisylve au sein d'un zonage N ;
- Préservation des certaines prairies permanentes et temporaires au sein d'un zonage Aa (agricole non constructible) ;
- Préservation et renforcement des linéaires de haies et bosquets au sein des zones ouvertes à l'urbanisation (inscrites dans les OAP sectorielles) ;

Conclusion/Synthèse

L'augmentation de la population et de l'urbanisation engendrant imperméabilisation des sols ont un impact négatif sur les émissions de gaz à effet de serre et sur la consommation d'énergie. Cela engendre également de la destruction de milieux qui stockent du carbone.
Toutefois, le PLU au sein de son règlement écrit et graphique et de ses OAP met en place différents outils de règlementation ou de prescriptions / recommandations afin de diminuer les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre :

- Préservation d'espaces naturels et de forêts ;
- Maintien d'espaces extérieurs perméables dans les zones UA et UB ;
- Végétalisation systématique des nouvelles opérations prévues (OAP) ;
- Amélioration du réseau de voies douces ;

5.1.2.3.7. Analyse des incidences sur les risques

- Risques inondation

Une prise en compte des zones à aléa fort pour le risque inondation
La commune de Rémilly ne fait pas l'objet d'un Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi), cependant elle est concernée par un Atlas des Zones Inondables. Les zones présentant un aléa fort, moyen et faible ont été identifiées dans le zonage. Aucun secteur de développement n'est localisé au sein de ces zones à risque d'inondation identifiées d'après la crue historique de la Nied.

Un risque d'inondation par remontée de nappe très localisé

La quasi-intégralité du territoire communal est située en zone imperméable, non sujette aux remontées de nappe. Les zones AU ne sont pas concernées par ce risque.

- Risques liés à la présence d'une canalisation souterraine transportant des matières dangereuses

Une proximité de certaines zones avec la canalisation souterraine d'hydrocarbures (exploitation faite par le Service National des Oléoducs Interalliés)

Une conduite souterraine transportant des hydrocarbures traverse la commune de Rémilly selon un axe nord-est/nord-ouest. Celle-ci passe à moins d'une centaine de mètres au sud de la zone 1AUX correspondant à l'extension de la zone d'activités des 5 Épis.
Cette dernière fait l'objet d'une servitude d'utilité publique tout au long de son parcours, en application de l'arrêté n°2017 DCAT/BEPE-273 du 20 décembre 2017.

- Aléa retrait-gonflement des argiles (aléa mis à jour par le BRGM en juillet 2026)

Deux secteurs de développement concernés par l'aléa fort retrait-gonflement des argiles

La mise à jour de l'aléa retrait-gonflement des argiles par le BRGM, datée de juillet 2026, a conduit à une extension de l'aléa fort sur certains territoires.

La commune présente une exposition au risque de retrait-gonflement des sols argileux principalement moyenne et de manière très localisée forte (sur la bande l'Argile de Levallois affleurante). Deux secteurs sont concernés par l'aléa fort sur une partie de la parcelle : le secteur 2AU sur la partie sud et le secteur 1AUX sur la partie nord-ouest ;

Autres risques

Pour rappel :

- Le territoire de Rémilly n'est pas concerné par une industrie ayant un Plan de Prévention des Risques Technologiques ;
- L'ensemble de la commune est concerné par un risque sismique très faible et par un risque catégorie 1 pour le radon.

Conclusion/Synthèse

Les zones présentant un risque inondation ont bien été pris en compte dans les différentes pièces du PLU.

Concernant le l'aléa retrait-gonflement des argiles, le règlement rappel les recommandations définies par l'arrêté du 22 juillet 2020.

Tous les risques auxquels est soumise la commune sont mentionnés en en-tête du règlement écrit.

Commune de Rémilly

REMILLY - REVISION DU PLU
TERRITOIRE COMMUNAL

LEGENDE

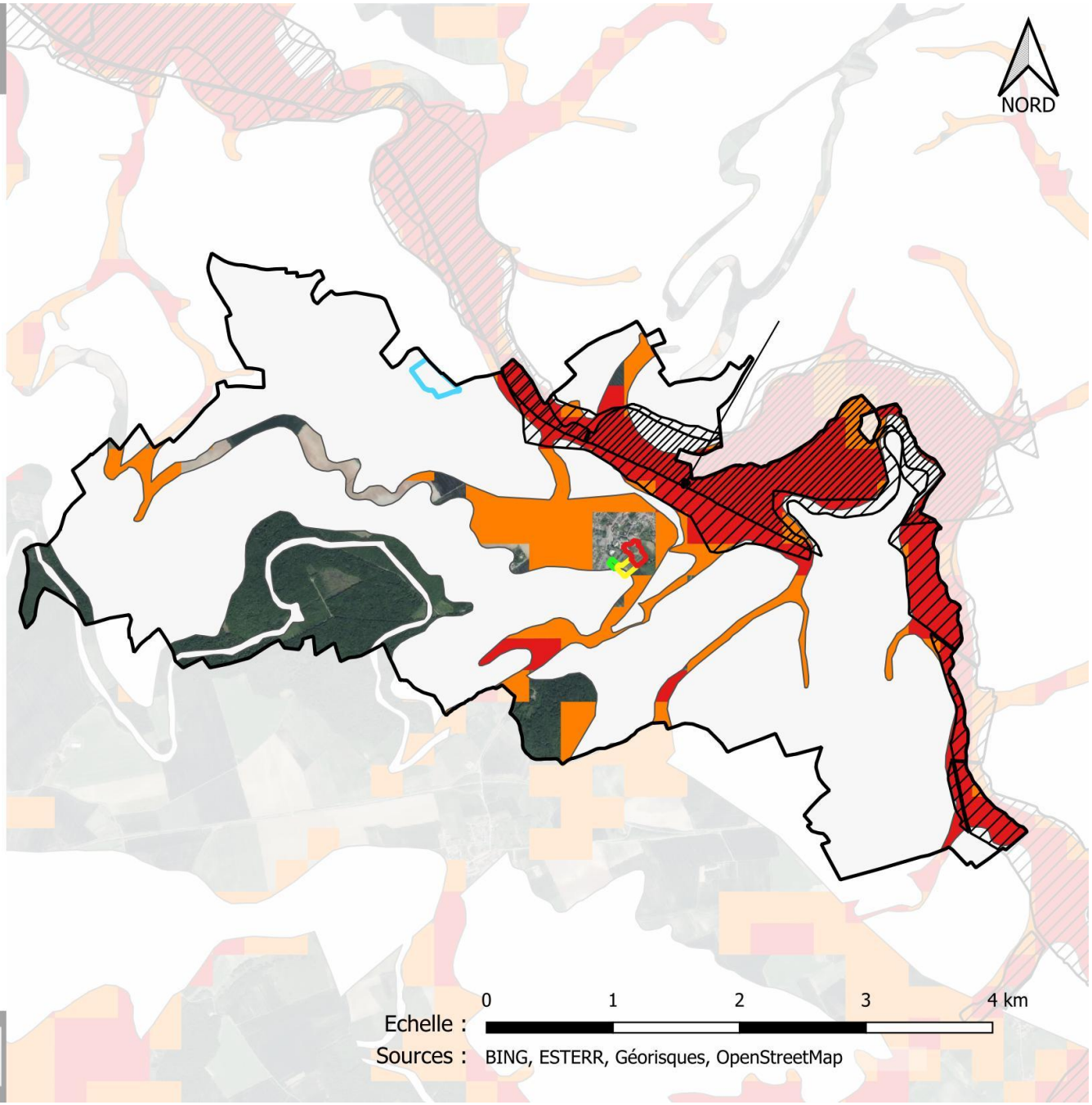
Commune de Rémilly

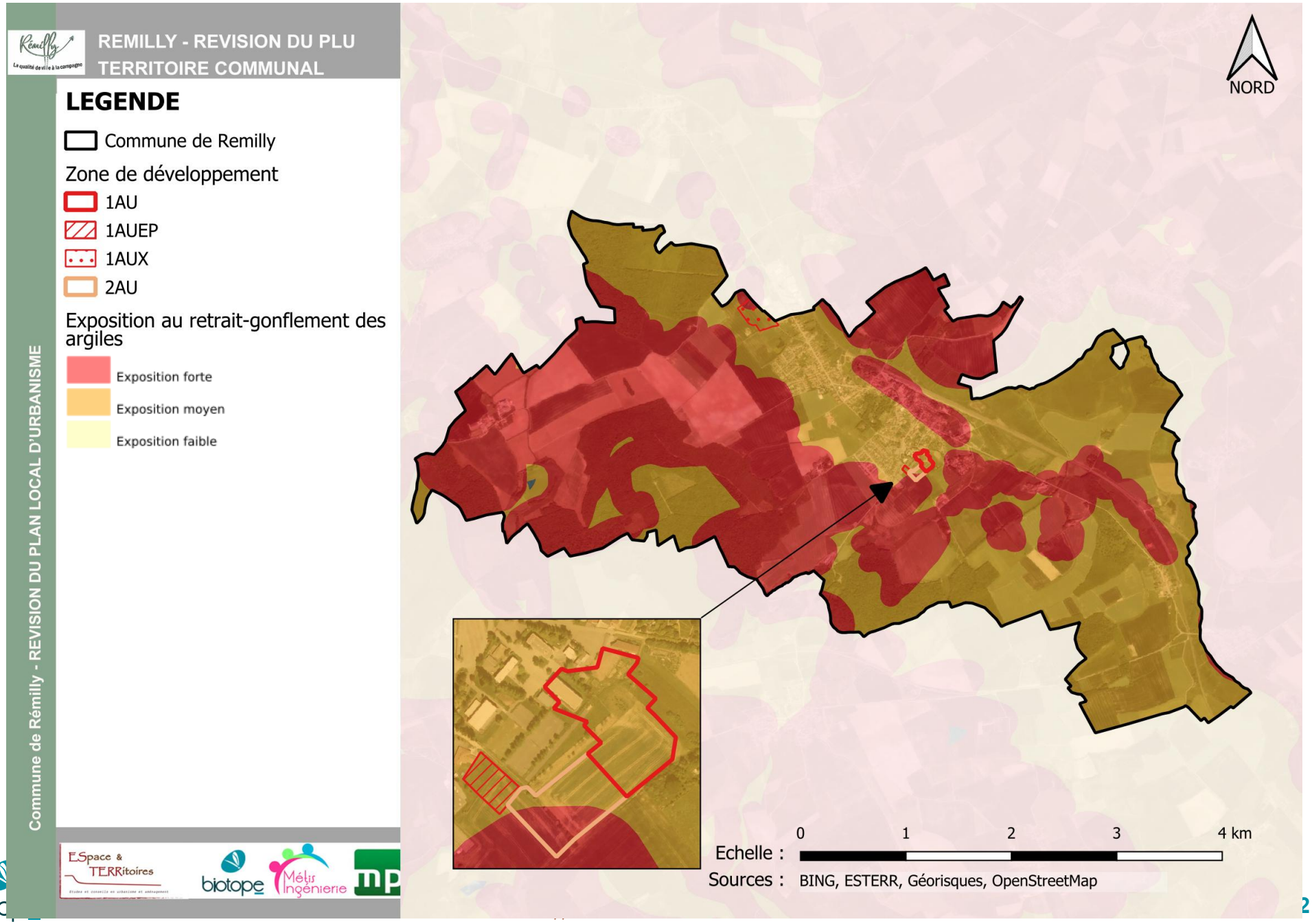
Zone de développement
- 1AU
- 1AUEP
- 1AUX
- 2AU

Inondation par remontée de nappe
- Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe
- Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave

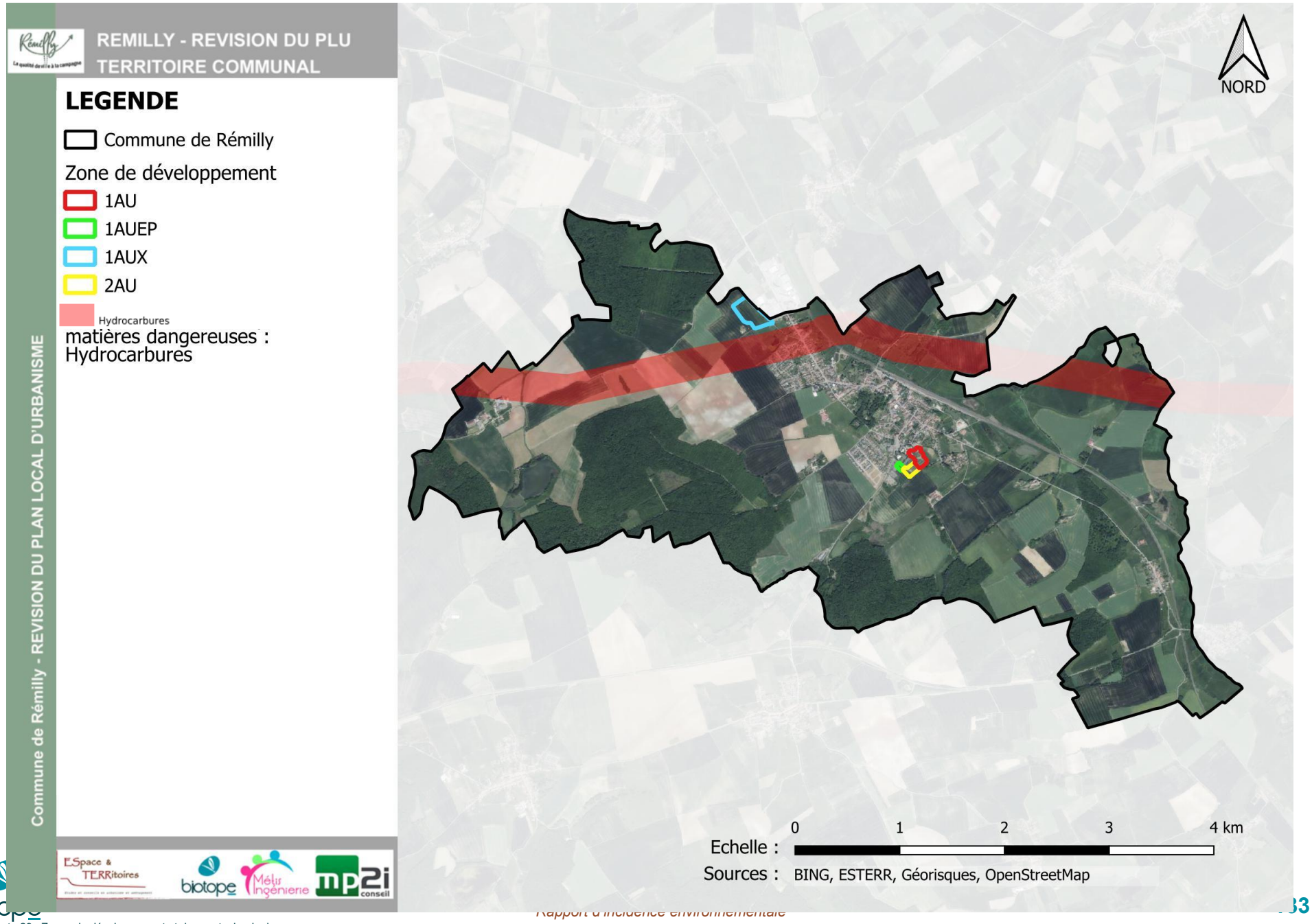
Risque inondation
- Atlas des Zones Inondables (crues historiques)
- Zones imperméables non sujettes aux remontées de nappe

Commune de Rémilly - REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME





Carte 28 : Zones de développement et aléa retrait gonflement des argiles



Carte 29 : Zones de développement et risques technologiques

5.2 Incidences sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement

La directive européenne EIPPE et le code de l'urbanisme indiquent que l'évaluation doit exposer « les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ». Ils précisent également qu'elle « expose les problèmes posés par l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement ».
Lorsqu'une mesure est appliquée le logo correspondant est indiqué.
La synthèse de l'ensemble des mesures est reportée dans la sixième partie du rapport

E : Mesure d'évitement

R : Mesure de réduction

C : Mesure de compensation

5.2.1 Identification des secteurs du projet de PLU à considérer

Le projet propose l'ouverture à l'urbanisation à court ou à moyen terme de 4 zones dédiées soit à de l'habitat (1AU et 2AU), soit à de l'activité (1AUX) soit à des équipements (1AUEP), d'une superficie totale d'environ **8,8 hectares**, toutes en extension des zones bâties de Rémilly ou de la commune voisine de Lemud.

Ces secteurs ouverts à l'urbanisation ont fait l'objet d'une cartographie des habitats naturels, un inventaire de la flore et de la faune (enjeux potentiels de la faune au regard des habitats naturels présents). En tout, sur les zones ouvertes l'urbanisation et sur les zones autrefois AC reclassé actuellement en zone A, **11 sondages pédologiques ont été réalisés sur les zones concernées par la donnée de prélocalisation des zones humides potentielles par PatriNat en 2023**. Les campagnes de prospection ont eu lieu en mai et en octobre 2024). Un effort conséquent de prospection a été mené sur les parcelles accessibles autant en termes d'enjeux faunistiques que floristiques ou encore liés aux zones humides. Cependant, ces inventaires ne sont pas à considérer comme exhaustifs.

Toutefois, **4 secteurs n'ont pas fait l'objet d'inventaires de terrain de la part d'un écologue** (la zone d'activités des Cinq Épis, 3 exploitations agricoles en raison du refus des exploitants et un ancien secteur AC ajouté postérieurement aux passages terrain). Par conséquent l'analyse des incidences du zonage sur ces composantes de l'environnement s'est basée sur une analyse de l'occupation du sol par vue aérienne.

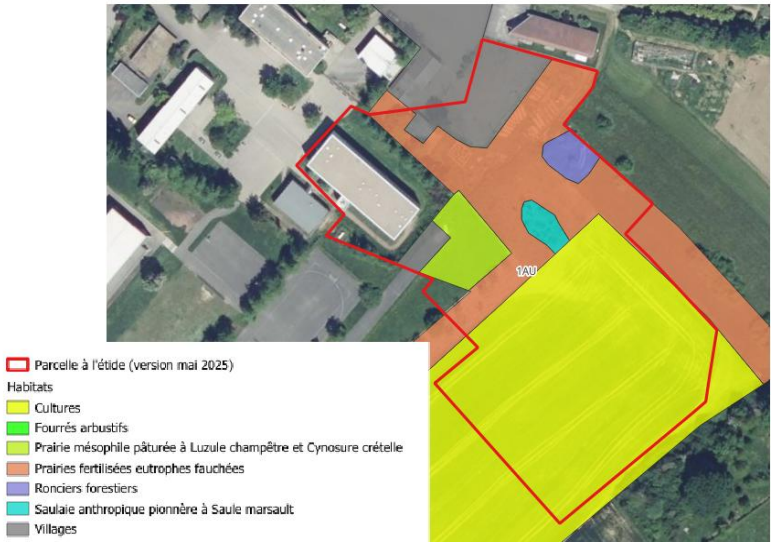
Le territoire de Rémilly est concerné par plusieurs enjeux environnementaux à prendre en compte. Ces enjeux sont synthétisés dans le tableau suivant :

Thématique	Critère
Canalisation souterraine transportant des hydrocarbures	Servitude d'utilité publique avec des prescriptions d'urbanisme
Atlas des zones inondables (Nied) Couche d'alerte des zones soumises au risque d'inondation par remontée de nappes croisée	Zone fréquente ou inondable et de type historique

aux zones d'imperméabilité pédologique (BD LISA)	
Aléa retrait-gonflement des argiles	Aléa très majoritairement moyen. Quelques localisations dont l'aléa est fort. Prescriptions de construction à prendre en compte.
Nuisance sonore le long de la ligne de chemin de fer	Zone de bruit de 250 m autour de la ligne de chemin de fer
Assainissement collectif	Secteur hors assainissement collectif
Trame verte et bleue	Tous les éléments constitutifs (réservoirs, corridors et zones de perméabilité)
Zonages règlementaires	Natura 2000
Zonages d'inventaire	ZNIEFF de type I ; Espaces Naturels Sensibles ; Sites gérés par le CEN Lorraine

5.2.2 Analyse des incidences sur les zones à enjeux environnementaux

5.2.2.1 Zonage 1AU, secteur « du Moulin »

<table>
<tr><th colspan="3">Secteur 1AU - Analyse des incidences du PLU</th></tr>
<tr><td>Photo</td><td>Superficie</td><td rowspan="5"> 
</td></tr>
<tr><td>  </td><td>1,85 ha</td></tr>
<tr><td colspan="2">Zonage du document en vigueur</td></tr>
<tr><td colspan="2">Zone 1AU, 2AU et UE</td></tr>
<tr><td colspan="2">Zonage et vocation proposés par le PLU</td></tr>
<tr><td colspan="2">Zone 1AU à vocation principalement d’habitat</td></tr>
<tr><td colspan="2">Contexte écologique et enjeux in situ</td><td>Enjeu</td></tr>
<tr><td colspan="2">Zonages réglementaires ou d’inventaires : /

Trame verte et bleue :
• TVB SRADDET Grand Est : /
• TVB locale : Présence d’alignements d’arbres de prairies temporaires et permanentes

Zones humides : aucune zone humide n’est identifiée sur ou à proximité de la zone 1AU

Occupation du sol : la zone 1AU est composée en majorité de cultures et de prairies fertilisées eutrophes fauchées.

Faune/Flore : Au regard de la présence d’alignements d’arbres sur le site d’étude, des enjeux faunistiques peuvent être pressentis, notamment concernant la présence potentielle d’avifaune (nicheurs, habitats) ou de petite faune</td><td>Moyen au niveau des alignements d’arbres</td></tr>
<tr><td colspan="2">Contexte paysager et urbain</td><td>Enjeu</td></tr>
<tr><td colspan="2">Localisation : la zone 1AU s’inscrit en continuité du bâti existant de Rémilly toutefois sur des zones en cultures en milieux ouverts à semi-ouverts.

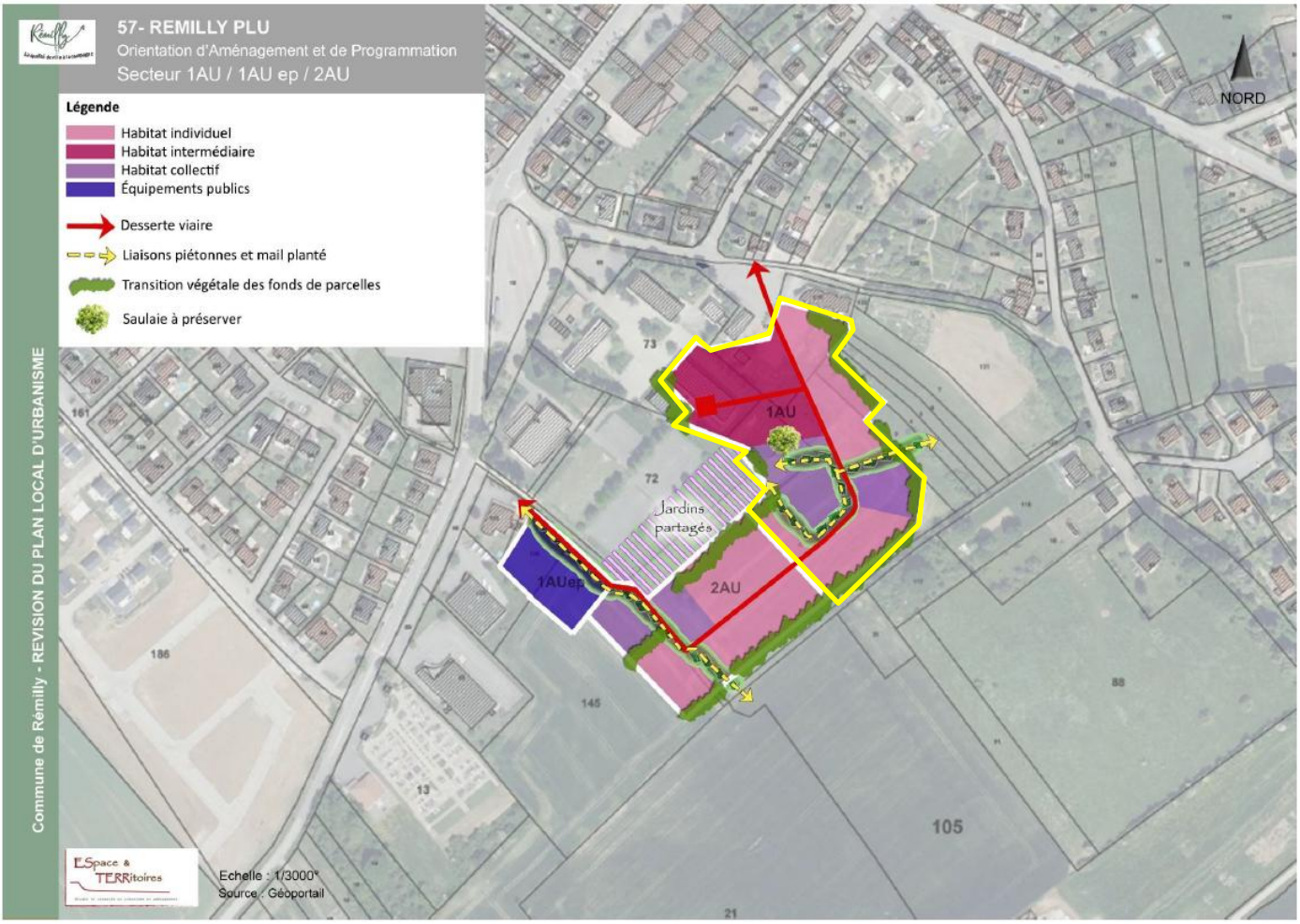
Enjeux paysagers : la zone 1AU est localisée sur des milieux ouverts accolés aux zones déjà bâties de Rémilly.

Patrimoine urbain : la zone 1AU n’accueille pas de construction relevant du patrimoine urbain.</td><td>Faible</td></tr>
</table>

Secteur 1AU - Analyse des incidences du PLU	
Ressources naturelles	**Enjeu**
Proximité d'un cours d'eau : aucun cours d'eau ne se trouve à proximité de la zone 1AU. La zone 1AU n'est pas située à proximité d'une zone de captage en eau potable, sources ou périmètre de protection de ces zones.	Nul
Risques et nuisances	**Enjeu**
Risque inondation : la zone 1AU n'est pas concernée par un risque d'inondation particulier. **Aléa mouvement de terrain** : Cette parcelle présente un risque existant modéré en matière de retrait gonflement des argiles. Autres éléments de porter à connaissance à considérer : aucun	Moyen
Incidences prévisibles notables liées à l'urbanisation de cette zone	
L'urbanisation du site va induire l'artificialisation d'un site qui, à ce jour, présente quelques enjeux écologiques principalement. • Pas de zone humide identifiée ; • Zone sujette à une exposition modérée en matière de retrait gonflement des argiles ; • Au regard de la présence d'alignements d'arbres sur le site, des enjeux en matière faunistique peuvent être pressentis, notamment concernant la présence potentielle d'avifaune (nicheurs, habitats) ou de petite faune.	
Mesures proposées à la suite de la caractérisation de zones humides et au passage de l'écologue (évaluation environnementale) pour éviter ou réduire les incidences	
Mesure(s) de réduction : • Lutter contre l'artificialisation complète du site en mettant en œuvre un coefficient de surface pleine terre (à minima 30%) et en proposant la mise en place d'une bordure végétale de la parcelle pour une meilleure insertion paysagère et afin d'offrir de nouveaux refuges pour la biodiversité.	
Mesures retenues dans le PLU et/ou apparaissant dans l'orientation d'aménagement et de programmation (et les règlements graphique et écrit	
Mesure(s) d'évitement : Une zone au nord-est de l'aire d'étude a été évitée car présente des potentialités de présence de zones humides. Cette zone ainsi que toute la zone de transition avec les parcelles agricoles voisines ont été classés en zone N. **Mesure(s) de réduction :**	

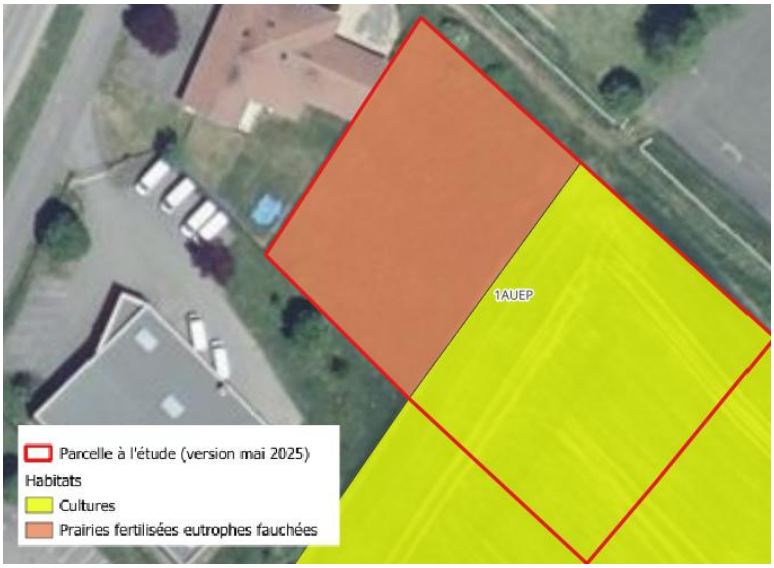
Secteur 1AU - Analyse des incidences du PLU

Les échanges menés dans le cadre de l'élaboration du zonage ont conduit à une réduction de la surface 1AU prévue dans le projet initial de ce PLU passant ainsi de 3,01 ha à 1,85 ha, soit une réduction de 62%, classés en zone N, 2AU ou UE. De plus, l'accent est mis sur l'insertion des nouvelles constructions dans l'environnement et le paysage proche, afin de ne pas affecter significativement la composante paysagère. Le futur lotissement est en effet bien ceinturé par des éléments végétaux qui joueront le rôle d'éléments de transition avec les espaces agricoles à proximité et apporteront une ambiance paysagère végétale à l'ensemble. La continuité des haies côté parcelles agricoles permet, en plus, d'améliorer la continuité écologique pour certaines espèces comme le Hérisson par exemple.



Les incidences négatives pressenties sont donc faibles après application des mesures d'évitement et de réduction

5.2.2.2 Zonage 1AUEP, secteur « du Moulin »

<table>
<tr><th colspan="3">Secteur 1AUEP - Analyse des incidences du PLU</th></tr>
<tr><td>Photo</td><td>Superficie</td><td rowspan="5"> 
</td></tr>
<tr><td>  </td><td>0,32 ha</td></tr>
<tr><td colspan="2">Zonage du document en vigueur</td></tr>
<tr><td colspan="2">1AUXa</td></tr>
<tr><td colspan="2">Zonage et vocation proposés par le PLU</td></tr>
<tr><td colspan="2">Zone 1AUEP dédiées à des équipements</td></tr>
<tr><td colspan="2">Contexte écologique et enjeux in situ</td><td>Enjeu</td></tr>
<tr><td colspan="2">Zonages réglementaires ou d'inventaires : /

Trame verte et bleue :
• TVB SRADDET Grand Est : /
• TVB locale : Présence de prairies temporaires

Zones humides : aucune zone humide n'est identifiée sur ou à proximité de la zone 1AU

Occupation du sol : la zone 1AUEP est composée en majorité de cultures et de prairies fertilisées eutrophes fauchées.

Faune/Flore : /

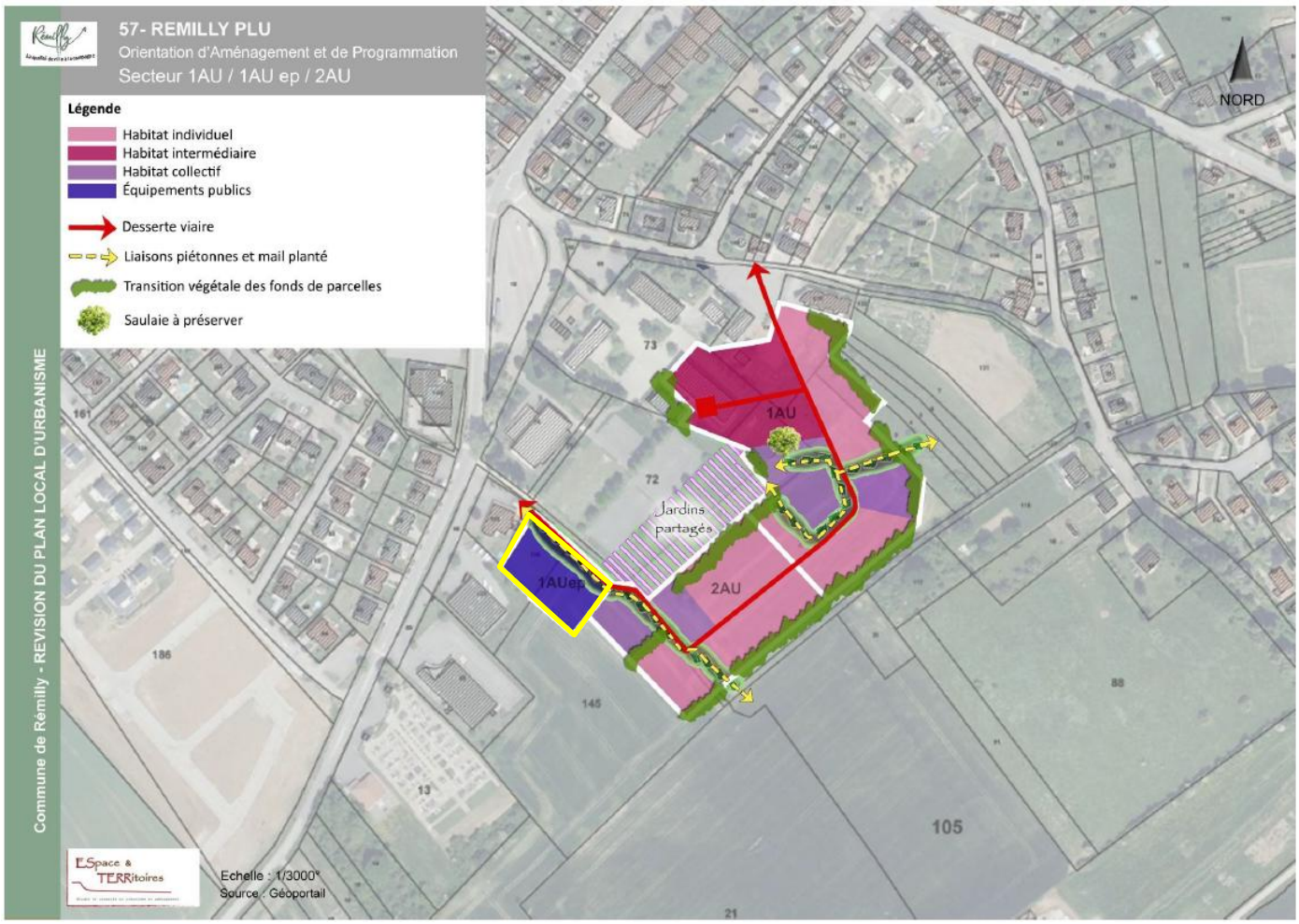
Au regard de la présence d'habitat essentiellement anthropisés, l'enjeu est jugé faible</td><td>Faible</td></tr>
<tr><td colspan="2">Contexte paysager et urbain</td><td>Enjeu</td></tr>
<tr><td colspan="2">Localisation : la zone 1AUEP s'inscrit en continuité du bâti existant de Rémilly toutefois sur des zones en cultures en milieux ouverts à semi-ouverts.

Enjeux paysagers : la zone 1AUEP est localisée sur des milieux ouverts accolés aux zones déjà bâties de Rémilly.

Patrimoine urbain : la zone 1AUEP n'accueille pas de construction relevant du patrimoine urbain.</td><td>Faible</td></tr>
</table>

Secteur 1AUEP - Analyse des incidences du PLU	
Ressources naturelles	**Enjeu**
Proximité d'un cours d'eau : aucun cours d'eau ne se trouve à proximité de la zone 1AUEP. La zone 1AUEP n'est située à proximité d'aucune zone de captage en eau potable, sources ou périmètre de protection de ces zones.	Nul
Risques et nuisances	**Enjeu**
Risque inondation : la zone 1AUep n'est pas concernée par un risque d'inondation particulier. **Aléa mouvement de terrain** : Cette parcelle présente un risque existant modéré en matière de retrait gonflement des argiles. Autres éléments de porter à connaissance à considérer : aucun	Moyen
Incidences prévisibles notables liées à l'urbanisation de cette zone	
L'urbanisation du site va induire l'artificialisation d'un site qui, à ce jour, présente quelques enjeux écologiques principalement en raison du risque naturel. • Pas de zone humide identifiée ; • Zone sujette à une exposition modérée en matière de retrait gonflement des argiles ;	
Mesures proposées à la suite de la caractérisation de zones humides et au passage de l'écologue (évaluation environnementale) pour éviter ou réduire les incidences	
Mesure(s) de réduction : • Lutter contre l'artificialisation complète du site en mettant en œuvre un coefficient de surface pleine terre (à minima 30%) et en proposant la mise en place d'une bordure végétale de la parcelle pour une meilleure insertion paysagère et afin d'offrir de nouveaux refuges pour la biodiversité. • Renforcer l'insertion paysagère entre le milieu agricole et le milieu urbain par la création d'une zone enherbée ou d'une haie au sud-est de la parcelle.	
Mesures retenues dans le PLU et/ou apparaissant dans l'orientation d'aménagement et de programmation (et les règlements graphique et écrit	
Mesure(s) de réduction : Aucune artificialisation des sols ne semble prévue sur la majorité de la parcelle. Seule une connexion piétonne et viaire au nord de la parcelle est prévue.	

Secteur 1AUEP - Analyse des incidences du PLU



Les incidences négatives pressenties sont donc faibles après application des mesures de réduction

5.2.2.3 Zonage 1AUX (Zone d'Activités des 5 Épis)

Secteur 1AUX - Analyse des incidences du PLU	
Superficie	
5,45 ha	
Zonage du document en vigueur	
1AUX	
Zonage et vocation proposés par le PLU	
Zone d'Activité des 5 Epis (ZAC)	

Contexte écologique et enjeux *in situ*	Enjeu
Zonages réglementaires ou d'inventaires : / **Trame verte et bleue :** • TVB SRADDET Grand Est : / • TVB locale : Présence de prairies permanentes **Zones humides** : La zone 1AUX est concernée par une probabilité forte de zone humide. Aucune expertise terrain ni sondage pédologique n'a été effectué dans le cadre de l'évaluation environnementale menée par Biotope. Cependant, dans le cadre de l'étude d'impact finalisée en 2026 par le bureau d'étude Iris Conseil, une zone humide a été identifiée par critère « sol » et sur critère « végétations » sur la zone sud-ouest du site ainsi que sur la zone nord/nord-est à proximité du bassin de rétention. D'après l'étude d'impact « La surface totale de zone humide inventoriée dans la zone du projet représente 4,37 ha dont 1,29 ha dans l'emprise du projet. ». **Occupation du sol** : la zone 1AUX est composée en majorité de cultures et de prairies fertilisées eutrophes fauchées et de prairies mésophiles pâturée. **Faune/Flore :** Une étude d'impact a été réalisée entre 2025 et janvier 2026 par les bureaux d'étude Rainette, BEREST et Iris conseil sur le secteur d'extension de la Zone d'activités des Cinq Epis à Rémilly et Lemud (57). Une première étude d'évaluation environnementale avec diagnostic flore/habitat et zone humide avait été réalisée en septembre 2021 par Atelier des Territoires. Les données suivantes sont issues de l'étude d'impact datant de 2026 : • La parcelle présente un enjeu assez fort pour les amphibiens, car la zone d'étude permet aux espèces d'hiverner notamment dans les zones buissonnantes (Crapaud commun, Grenouille rousse, Grenouilles vertes). La mare présente à proximité est favorable à leur reproduction. Cependant les poissons présents dans la mare la rendent défavorable à la reproduction des espèces de tritons notamment. • La parcelle présente un enjeu fort pour les reptiles : la présence d'espèces communes telles que la Couleuvre helvétique et le Lézard des murailles est probable. Les milieux présents sur la parcelle	**Très fort**

Secteur 1AUX - Analyse des incidences du PLU	
permettent l'alimentation (friche, mare), le déplacement (fossé, chemin, lisières) et l'hivernage (tas de bois dans la friche et zone buissonnantes) de ces espèces. • Les enjeux vis-à-vis de l'entomofaune sont principalement localisés dans la petite prairie au nord-est de la zone, et est jugé assez fort. En effet, sur l'ensemble de la zone d'étude, 67 espèces d'invertébrés ont été identifiées (10 rhopalocères, 4 hétérocères, 2 odonates, 8 orthoptères), révélant une richesse entomologique faible à l'échelle régionale. Les effectifs et la diversité spécifique sont limités, en partie en raison de conditions météorologiques défavorables. Deux cortèges se distinguent : celui des milieux ouverts et celui des milieux semi-ouverts (lisières), où les espèces se reproduisent et s'alimentent notamment dans les friches. • Différentes espèces d'oiseaux fréquentant le site, rendent l'enjeu fort à très fort : On note la présence possible de l'Alouette des champs (enjeu fort), le Vanneau huppé (enjeu fort), le Chardonneret élégant (enjeu fort), la Linotte mélodieuse (enfeu fort), la Tarier pâtre (enjeu fort) et le Moineau friquet (enjeu très fort) • De nombreuses espèces de chiroptères pourraient utiliser la zone comme habitat de chasse et de corridor de déplacement (lisière boisées et mares) : on considère donc l'enjeu assez fort. Dans le cadre de l'étude d'impact, « 6 espèces ont été inventoriées » : Pipistrelle commune, Noctule commune, Noctule de Leisler, Sérotine commune ; Pipistrelle de Nathusius et Murin de Daubenton. • Les enjeux sont faibles en ce qui concerne les mammifères. Sur les 5 espèces recensées, aucune n'est protégée.	
Contexte paysager et urbain	**Enjeu**
Localisation : la zone 1AUX s'inscrit en continuité de la Zone d'activité des 5 Epis en limite communale de Rémilly. **Enjeux paysagers** : la zone 1AUX est localisée sur des milieux ouverts accolés aux zones déjà bâties de Rémilly. **Patrimoine urbain :** la zone 1AUX n'accueille pas de construction relevant du patrimoine urbain.	Faible
Ressources naturelles	**Enjeu**
Proximité d'un cours d'eau : aucun cours d'eau ne se trouve à proximité de la zone 1AUX. La zone 1AUX n'est située à proximité d'aucune zone de captage en eau potable, sources ou périmètre de protection de ces zones.	Nul
Risques et nuisances	**Enjeu**
Risque inondation : la zone 1AUX n'est pas concernée par un risque d'inondation particulier. **Aléa mouvement de terrain :** Cette parcelle ne présente pas de risque existant en matière de retrait gonflement des argiles. Autres éléments de porter à connaissance à considérer : aucun	Faible
Incidences prévisibles notables liées à l'urbanisation de cette zone et mesures d'évitement et de réduction.	
Aucune expertise terrain ni sondage pédologique n'a été effectué dans le cadre de l'évaluation environnementale menée par Biotope. L'analyse des incidences de la zone d'extension de la ZA des 5 Épis a été menée dans le cadre de l'étude d'impact réalisée en 2026 par les bureaux d'étude Rainette, BEREST et Iris Conseil.	

Secteur 1AUX - Analyse des incidences du PLU

Thématiques et Critères		Impacts potentiels	Effet		Temporalité		Impact		Terme			Mesures associées	Impacts résiduels	Mesures de compensation
			Positif	Négatif	Temporaire	Permanent	Direct	Indirect	Court	Moyen	Long			
MILIEU PHYSIQUE	Climat	Augmentation des consommations d'énergie		X		X	X				X	MR12		Aucune
		Augmentation des émissions de gaz à effet de serre dû à l'augmentation du trafic		X		X		X			X	MR12		Aucune
	Topographie	Modification de la topographie		X		X	X				X	Remise au TN		Aucune
	Sol et sous-sol	Modification de la structure du sol et du sous-sol		X	X		X		X			ME1, MR13		Aucune
	Eaux superficielles	Modifications quantitatives ou qualitatives		X	X			X	X			ME2, MR3, MR14, MA3		Aucune
	Eaux souterraines	Modifications quantitatives ou qualitatives		X	X			X	X			ME2, MR3, MR4, MA3		Aucune
	Usages de l'eau	Modifications quantitatives ou qualitatives (AEP)		X	X			X	X			ME2, MR3, MR14, MA3		Aucune
MILIEU NATUREL	Habitats naturels	Destruction et altération		X		X	X		X			MR3, MR1, MR7, MR8, MR9, MA1, MA3, MA4		MC2
	Flore	Destruction d'espèces, dont patrimoniales, Gestion des EEE		X		X	X	X	X			MR3, MR1, MR2, MR4, MA1, MA3, MA4	Espèces patrimoniales	Aucune
	Avifaune	Dérangement, perturbation des espèces, destruction d'individus, altération de l'habitat, fragmentation des continuums écologiques		X	X	X	X	X	X			MR1, MR4, MR5, MR6, MR8, MR9, MR11, MA2, MA3, MA4	Moineau friquet	MC1
	Amphibiens	Dérangement, destruction d'individus, altération de l'habitat		X	X	X	X		X			MR1, MR5, MR7, MR8, MR11, MA3		Aucune
	Reptiles	Dérangement, destruction d'individus, altération de l'habitat		X	X	X	X		X			MR1, MR7, MR8, MR11, MA3		Aucune
	Mammifères terrestres	Dérangement, destruction d'individus, altération de l'habitat		X	X		X		X			MR1, MR8, MR11, MA3		Aucune
	Chiroptères	Dérangement, destruction d'individus, altération de l'habitat		X	X		X		X			MR1, MR8, MR10, MR11, MA3		Aucune
	Entomofaune	Dérangement, destruction d'individus, altération de l'habitat		X	X	X	X		X			MR1, MR6, MR8, MR11, MA3		Aucune
	Continuités écologiques	Effets sur des corridors écologiques locaux ou espaces jouant un rôle de réservoir de biodiversité	X			X	X			X	X	MR4, MR8, MR9		Aucune
	Zones humides	Destruction et assèchement de zone humide		X	X	X	X		X	X	X	MR1, MR15, MA3, MA4		MC3
MILIEU HUMAIN	Paysage	Modification des perceptions		X		X	X		X		X	MR8		Aucune
	Occupation du sol	Modifications de l'occupation		X		X	X		X			MR8		Aucune
	Patrimoine	Modification des perceptions visuelles / Destruction de patrimoine archéologique		X		X	X				X	MR16		Aucune
	Bruit	Production de bruits et de vibrations lors des travaux		X	X		X		X			MR17		Aucune
		Production de bruit par les futures activités		X		X		X		X		MR18		Aucune
	Qualité de l'air	Production de poussière dégradant la qualité de l'air durant les travaux		X	X		X		X			MR19		Aucune
		Augmentation des gaz à effet de serre due à l'augmentation des déplacements		X		X		X		X		MR12, MR20		Aucune

Thématiques et Critères		Impacts potentiels	Effet		Temporalité		Impact		Terme			Mesures associées	Impacts résiduels	Mesures de compensation
			Positif	Négatif	Temporaire	Permanent	Direct	Indirect	Court	Moyen	Long			
	Trafic routier et déplacements	Augmentation des flux de déplacements en phase travaux		X	X		X		X			MR19		Aucune
		Augmentation des flux de déplacements en phase d'exploitation		X		X	X	X		X	X	Connexion du projet à un axe existant, MR12, MR20		Aucune
	Risques naturels	Vulnérabilité du projet aux argiles		X		X		X			X	ME1		Aucune
	Risques technologiques	Aggravation des risques		X		X		X			X	Établissement des DT avant démarrage des travaux		Aucune
	Pollution	Diffusion ou mise à jour de la pollution		X	X	X	X	X	X			MR3		Aucune

Figure 41 : Synthèse des impacts environnementaux prévisibles du projet sur l'environnement (Etude d'impact, Iris Conseil, 2026)

Mesures proposées à la suite de la caractérisation de zones humides et au passage de l'écologue (évaluation environnementale) pour éviter ou réduire les incidences

L'étude d'impact datant de janvier 2026 a défini les mesures ERC ci-dessous :

	Code	Mesure	Phase	Thématique
Évitement	ME1	Études géotechniques préalables et respect des préconisations	Amont Exploitation	Sol et Sous-sol Risques naturels
	ME2	Absence de rejet dans le milieu naturel	Travaux	Milieu naturel Eaux superficielles et souterraines
Réduction	MR1	Respect strict des emprises en phase chantier	Travaux	Milieu naturel Zones humides
	MR2	Recherche des espèces patrimoniales de la flore avant la réalisation des travaux	Amont Travaux	Milieu naturel
	MR3	Gestion des pollutions	Travaux Exploitation	Milieu naturel Sol et Sous-sol Eaux superficielles et souterraines
	MR4	Gestion des espèces exotiques envahissantes végétales	Travaux	Milieux naturel

Secteur 1AUX - Analyse des incidences du PLU

	MR5	Dispositif permettant d'éloigner les espèces à enjeux et/ou limitant leur installation	Travaux	Milieu naturel
	MR6	Adaptation de l'éclairage	Exploitation	Milieu naturel
	MR7	Installation d'abris ou de gîtes artificiels pour la faune au droit du projet ou à proximité	Exploitation	Milieu naturel
	MR8	Plantations diverses	Exploitation	Milieu naturel
	MR9	Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet	Exploitation	Milieu naturel
	MR10	Adaptation des horaires de travaux	Travaux	Milieu naturel
	MR11	Adaptation de la période de travaux sur l'année	Travaux	Milieu naturel
	MR12	Orientations du projet en faveur de la limitation des émissions de GES	Travaux Exploitation	Qualité de l'air Climat Trafic
	MR13	Optimisation de la gestion des matériaux	Travaux	Sol et Sous-sol
	MR14	Dispositif de gestion des eaux pluviales	Exploitation	Eaux superficielles et souterraines
	MR15	Réduction de l'emprise du projet	Amont	Zone humide
	MR16	Fouilles d'archéologie préventive	Amont	Patrimoine
	MR17	Dispositif de limitation des nuisances envers les populations humaines en phase travaux	Travaux	Environnement sonore
	MR18	Orientation du projet en faveur de la limitation des nuisances sonores	Amont Exploitation	Environnement sonore
	MR19	Maîtrise des nuisances liées à la qualité de l'air en phase travaux	Travaux	Climat Trafic Qualité de l'air
	MR20	Maîtrise des nuisances liées à la qualité de l'air en phase d'exploitation	Exploitation	Climat Trafic Qualité de l'air
Compensation	MC1	Mise en place de nichoirs pour le moineau friquet	Exploitation	Milieu naturel
	MC2	Recréation d'une roselière	Exploitation	Milieu naturel
	MC3	Création d'une zone humide de compensation	Exploitation	Zone humide
	MA1	Prélèvement et transplantation des espèces patrimoniales de la flore	Travaux	Milieu naturel
	MA2	Création d'arbres têtard sur le site de compensation	Exploitation	Milieu naturel
	MA3	Sensibilisation des intervenants en phase chantier	Amont Travaux	Milieu naturel
	MA4	Mise en place d'obligations réelles environnementales	Exploitation	Milieu naturel
Suivi	MS1	Suivi écologique du chantier	Travaux	Milieu naturel
	MS2	Suivi écologique en phase d'exploitation	Exploitation	Milieu naturel
	MS3	Suivi des nichoirs à Moineau friquet sur le site de compensation	Exploitation	Milieu naturel
	MS4	Suivi de la recréation de l'habitat « Roselière à massette »	Exploitation	Milieu naturel
	MS5	Suivi de la zone humide de compensation	Exploitation	Zone humide

Figure 42 : Tableau des mesures ERC (source : Etude d'impact, Iris Conseil, 2026)

De plus, un site de compensation de 3 hectares a été identifié à 3,5 km à l'est du projet, sur la commune de Rémilly, au sein du même bassin versant hydrographique (Nied Française). Cette surface permet d'atteindre un ratio de compensation surfacique de 2,32 pour 1, dépassant ainsi les exigences du SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027, tout en conciliant les besoins compensatoires avec les enjeux agricoles locaux par une limitation de la consommation de terres arables au strict nécessaire. Ce site est situé sur un zonage Ns du règlement graphique, permettant les affouillements et exhaussement du sol nécessaire à des compensations environnementales.

Secteur 1AUX - Analyse des incidences du PLU

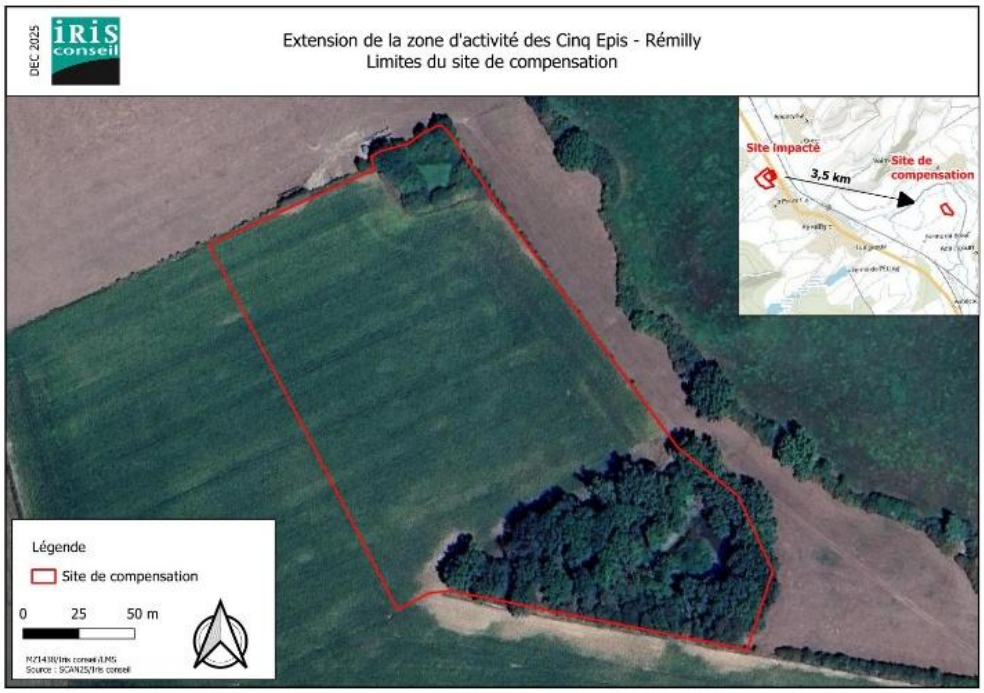
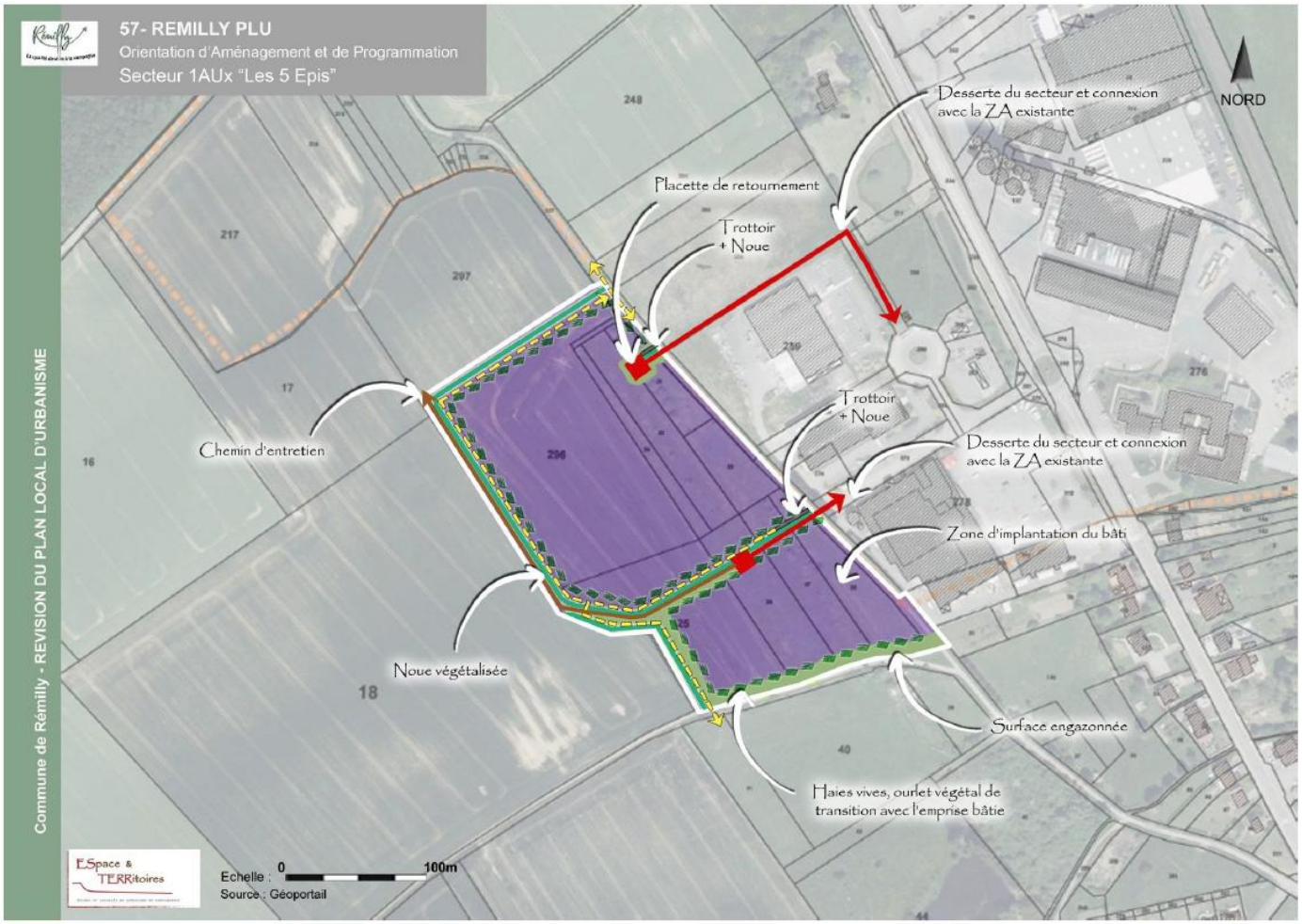


Figure 43 : Site de compensation (source : Etude d'impact, Iris Conseil, 2026)

Mesures retenues dans le PLU et/ou apparaissant dans l'orientation d'aménagement et de programmation (et les règlements graphique et écrit)

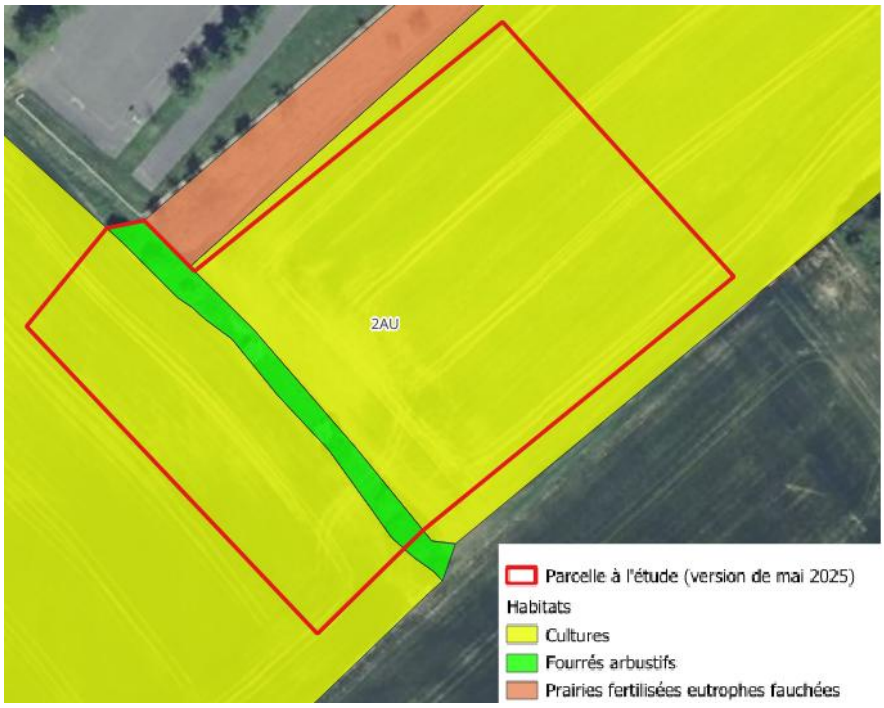
L'OAP sectorielle (cf. carte ci-dessous) préconise de garantir un espace de transition entre la zone d'implantation du bâti et le milieu agricole par la mise en place de haies vives et d'ourlets végétalisées à l'ouest et au sud de la parcelle. De plus, la mise en place de noues végétalisées autour des bâtis permettra de limiter l'imperméabilisation du sol ainsi que de favoriser l'infiltrations des eaux pluviales. De plus, il est également inscrit de privilégier les matériaux pour les aires de stationnement.
Après adaptation des mesures mises en place au sein de l'OAP, l'incidence négative pressentie sur l'environnement est moyenne. En effet, des plantations d'ourlets sont intégrées dans l'OAP (cf. carte ci-dessous). Néanmoins, une des problématiques prégnantes de l'aménagement de cette zone est la destruction d'une zone humide qu'il sera nécessaire de compenser (environ 2,5 ha). Un terrain inscrit dans le bassin versant a déjà été identifié dans cette optique et devrait faire l'objet de négociation afin de rendre acceptable les contraintes d'exploitation.
Par ailleurs, il est à noter qu'un premier effort a été réalisé dans la séquence ERC dans la mesure où le périmètre de la zone d'activités a déjà été réduit afin de minimiser la consommation de la zone humide.

Secteur 1AUX - Analyse des incidences du PLU



5.2.2.4 Zonage 2AU, secteur « du Moulin »

Le secteur 2AU a été prospecté au même titre que les secteurs 1AU. Sur le temps de vie de ce PLU, cette zone 2AU n'est pas vouée à être constructible. Ce zonage est une potentialité de réserve foncière.

Secteur 2AU - Analyse des incidences du PLU	
Superficie	
2AU : 1,1 ha	
Zonage du document en vigueur	
Zone 1AUXa et 2AU	
Zonage et vocation proposés par le PLU	
Zone 2AU à vocation principalement d'habitat (long terme)	

Contexte écologique et enjeux *in situ*	Enjeu
Zonages réglementaires ou d'inventaires : / **Trame verte et bleue** : • TVB SRADDET Grand Est : / • TVB locale : / **Zones humides** : aucune zone humide n'est identifiée sur ou à proximité de la zone 2AU **Occupation du sol** : la zone 2AU est composée en majorité de cultures. Un fourré arbustif est situé au sud-ouest de la parcelle.	Moyen au niveau du fourré arbustif

Secteur 2AU - Analyse des incidences du PLU	
Faune/Flore : Au regard de la présence du fourré arbustif, des enjeux faunistiques peuvent être pressentis, notamment concernant la présence potentielle d'avifaune (nicheurs, habitats) ou de petite faune. De plus, la Renoncule des champs (*Ranunculus arvensis*), une espèce végétale jugée quasi-menacée (NT) sur la liste rouge de Lorraine a été observée en bordure de culture de cette parcelle.  Figure 44 Localisation de la Renoncule des champs (Ranunculus arvensis)	
Contexte paysager et urbain	**Enjeu**
Localisation : la zone 2AU s'inscrit en continuité du bâti existant de Rémilly toutefois sur des zones en cultures en milieux ouverts à semi-ouverts. **Enjeux paysagers** : la zone 2AU est localisée sur des milieux ouverts accolés aux zones déjà bâties de Rémilly. **Patrimoine urbain** : la zone 2AU n'accueille pas de construction relevant du patrimoine urbain.	Faible
Ressources naturelles	**Enjeu**
Proximité d'un cours d'eau : aucun cours d'eau ne se trouve à proximité de la zone 2AU. La zone 2AU n'est située à proximité d'aucune zone de captage en eau potable, sources ou périmètre de protection de ces zones.	Nul
Risques et nuisances	**Enjeu**
Risque inondation : la zone 2AU n'est pas concernée par un risque d'inondation particulier. **Aléa mouvement de terrain** : Cette parcelle présente un risque existant modéré en matière de retrait gonflement des argiles. Autres éléments de porter à connaissance à considérer : aucun	Moyen
Incidences prévisibles notables liées à l'urbanisation de cette zone	

Secteur 2AU - Analyse des incidences du PLU

L'urbanisation du site va induire l'artificialisation d'un site qui, à ce jour, présente quelques enjeux écologiques principalement.

- Pas de zone humide identifiée ;
- Présence d'une espèce messicole menacée en bordure de culture → enjeux écologiques moyens ;
- Zone sujette à une exposition modérée en matière de retrait gonflement des argiles ;
- Au regard de la présence de fourrées arbustifs sur le site, des enjeux en matière faunistique peuvent être pressentis sur cet habitat (avifaune nicheuse, reptiles, et petits mammifères).

Mesures proposées à la suite de la caractérisation de zones humides et au passage de l'écologue (évaluation environnementale) pour éviter ou réduire les incidences

Mesure(s) d'évitement :

- Éviter la station de flore liée aux cultures et menacée en Lorraine en réajustant le zonage et en l'intégrant dans une OAP sectorielle.

Mesure(s) de réduction :

- Lutter contre l'artificialisation complète du site en mettant en œuvre un coefficient de surface pleine terre (à minima 30%) et en proposant la mise en place d'une bordure végétale de la parcelle pour une meilleure insertion paysagère et afin d'offrir de nouveaux refuges pour la biodiversité ;
- Protéger les fourrés : réaliser une identification visuelle dans l'OAP sectorielle et une orientation de préservation de la fonctionnalité ou alors les protéger au titre du L151-23 ;
- Renforcer les alignements de fourrés arbustifs déjà présents sur le site, notamment au sud-est (OAP sectorielle). Cette création de haies participerait également à l'aménagement d'une zone de transition entre le lieu de vie des habitants et le milieu agricole.

Mesures retenues dans le PLU et/ou apparaissant dans l'orientation d'aménagement et de programmation (et les règlements graphique et écrit

Mesure(s) d'évitement :

Les échanges menés dans le cadre de l'élaboration du zonage ont conduit à une réduction de la surface 2AU prévue dans le projet initial de ce PLU avec environ 0,38 ha retirés de la zone et classés en zone UX, 2,88 ha classés en zone N et 0,3 ha classés en zone 1AUEP. 0,7 ha auparavant classés en zone 1AU ont finalement été intégrés à la zone 2AU.

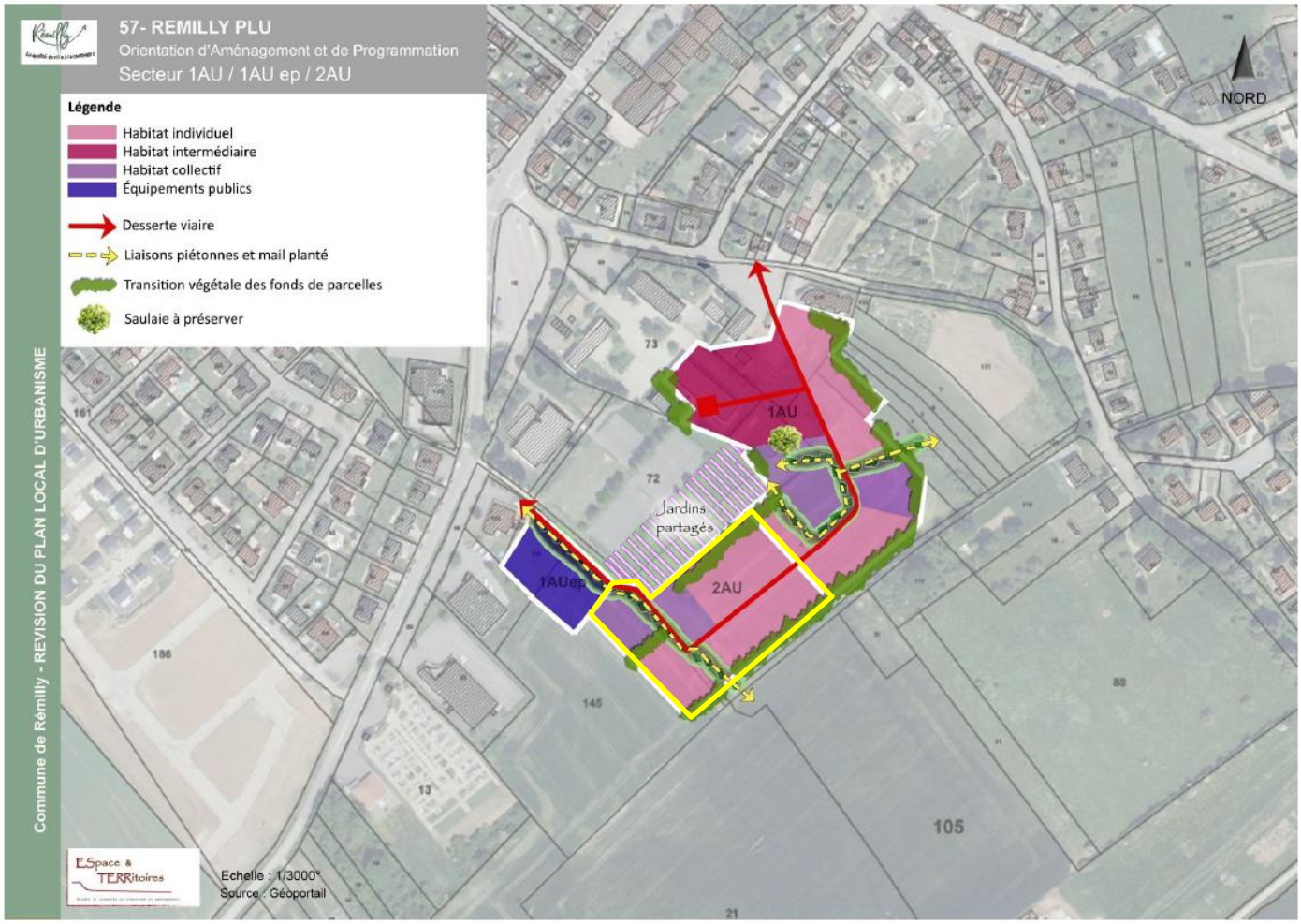
Par ailleurs, le périmètre de la zone a été ajusté à la suite des investigations de terrain qui ont notamment révélées la présence d'une espèce végétale jugée quasi-menacée (NT) sur la liste rouge de Lorraine en bordure de culture. Le zonage a été ajusté afin d'éviter la zone concernée et de l'inclure au sein de la zone des jardins partagés (zonage N). Toutefois, s'agissant d'une espèce dépendante des cultures et du labour, il est très probable que son maintien ne soit pas pérenne.

Mesure(s) de réduction :

Le parti général d'aménagement de l'OAP est l'accueil d'habitations en tenant en compte l'écrin vert existant dans lequel le site s'insère qui est le principal du paysage environnant. Cette qualité paysagère se fonde sur des espaces de transition végétalisés dont une partie est déjà existante (notamment au niveau de la zone de transition avec la parcelle 1AU au nord) et une autre partie sera plantée (en transition avec les parcelles agricoles).

Secteur 2AU - Analyse des incidences du PLU

Le futur lotissement est en effet bien ceinturé par des éléments végétaux qui joueront le rôle d'éléments de transition avec les espaces agricoles à proximité et apporteront une ambiance paysagère végétale à l'ensemble. La continuité des haies côté parcelles agricoles permet, en plus, d'améliorer la continuité écologique pour certaines espèces comme le Hérisson par exemple.



Les incidences négatives pressenties sont donc faibles après application des mesures de réduction

Les incidences pressenties de l'ouverture à l'urbanisation des zones 1AU, 1AUEP et 2AU sont donc négatives mais faibles après application des mesures d'évitement et de réduction. Les principaux enjeux sont liés à une artificialisation des sols et à la consommation d'espaces aujourd'hui agricoles.

5.2.2.5 Zonages AC (agricole constructible)

Le projet de PLU prévoyait l'ouverture de 8 secteurs AC parmi lesquels 4 ont fait l'objet du passage d'un écologue, 3 n'ont pas été accessibles et 1 a été ajouté postérieurement aux passages de terrain.

Au regard des enjeux présents sur les parcelles suite aux expertises écologiques, les mesures d'évitement ont été mises en place et toutes les zones AC (agricoles

constructibles) ont été reclassées en zonage A (agricole). Cette redéfinition du zonage permet de préserver les prairies permanentes et d'éviter les zones humides potentielles.
Dans le règlement, « les constructions à usage d'habitation et leurs annexes (y compris piscine), à condition qu'elles soient situées dans un rayon de moins de 100 mètres des constructions d'exploitation, qu'elles soient strictement nécessaires à l'exploitation agricole, qu'elles soient destinées au logement en tant qu'habitation de gardiennage de l'exploitant et qu'elles soient édifiées simultanément ou postérieurement aux constructions abritant les activités admises dans la zone, à raison de deux logements au maximum par exploitation agricole ».
Concernant les extensions des constructions à usage d'habitation existantes non liées à une activité agricole « dans la limite de 30% de la surface existante à la date d'opposabilité du PLU et leurs annexes à condition d'être liés à la construction principale ».
Uniquement en zone A, seule l'exploitation agricole est autorisée.
Les activités de services et de commerces sont autorisées « uniquement dans le cadre de la diversification de l'activité agricole ».
De plus, « la construction de locaux techniques et industriels des administrations publiques sont autorisés à condition de ne pas être incompatible avec l'exercice d'une activité agricole ou pastorale et de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espèces naturels et des paysages ».

5.2.2.6 Zonages NE (Naturel pour des équipements publics)

Deux zones NE pour des équipements publics (station d'épuration et complexe sportif) sont définis dans le zonage.
Au regard des milieux présents sur ces deux sites (quasi intégralement artificialisés), les incidences pressenties sont faibles.



Figure 45 : Secteur NE : complexe sportif



Figure 46 : Secteur NE : station d'épuration

5.2.2.7 Zonage NT

Deux zonages NT (naturel touristique), sont définis dans le zonage. Ces deux zones sont situées au sein de milieux agricoles avec pour habitat principal des cultures. Le secteur NT rue des Chêne présentent également un alignement d'arbre en bordure nord de la parcelle. Celui-ci peut présenter des enjeux avifaune. Ces deux secteurs ne sont pas concernés par la Trame verte et bleue locale ni par la Trame Verte et Bleue Régionale. De plus, ils ne présentent pas de risques naturels. Au regard des milieux présents sur ces sites, les enjeux écologiques sont jugés faibles. De plus d'après le règlement, en secteur NT, « sont uniquement autorisés les gîtes et chambres d'hôtes à raison d'une construction par STECAL ».



Figure 47 : Secteur NF rue des Chênes



Figure 48 : Secteur NF dans la continuité de la rue des Romains.

5.2.2.8 Analyse spécifique des incidences des emplacements réservés sur l'environnement

Il est rappelé que la présente étude d'incidences notables du PLU ne se substitue pas aux études règlementaires des projets susceptibles d'être autorisés par le règlement (étude d'impact, dossier Loi sur l'Eau… selon les dispositions du Code de l'Environnement en vigueur). Ces études, spécifiques à chaque projet suivant ses caractéristiques, définiront les impacts et mesures à appliquer selon une grille d'analyse plus fine.

Le PLU de Rémilly a défini 11 emplacements réservés (ER) au titre de l'article L.151-41 du Code de l'urbanisme.
L'analyse des incidences pressenties s'appuie sur l'occupation du sol de l'emplacement réservé, les vues aériennes et les vues google street.

Légende :

Incidences négatives pressenties comme faibles :

Incidences négatives pressenties comme moyennes :

Incidences négatives pressenties comme fortes :

Nom	Destination	Superficie (ha)	Zonage au PLU en vigueur	Incidences pressenties	Vue aérienne
ER 1	Agrandissement du parking de la Gare	0,038 ha	UA	L'emplacement réservé est situé au sein du tissu urbain en continuité de logements individuels et ne semble pas présenter d'espaces végétalisés d'intérêt écologique. Cependant, la parcelle est située sur un corridor alluvial humide de la TVB régionale. L'incidence est jugée modérée.	
ER 2	Création d'un espace paysager et d'une continuité piétonne	0,144 ha	UE	L'emplacement réservé est situé au sein du tissu urbain en continuité de logements individuels et ne semble pas présenter d'espaces végétalisés d'intérêt écologique. L'incidence est jugée faible.	
ER 3	Création d'une connexion piétonne reliant la Gare à la zone commerciale	0,002 ha	Ai (inondable)	Cet emplacement réservé est prévu au sein d'une zone boisée. Au regard des milieux boisés, le site peut présenter des enjeux écologiques. L'incidence est jugée modérée.	
ER 4	Création d'une connexion viaire pour désengorger l'accès à l'école	0,037 ha	UA	L'emplacement réservé est situé à proximité d'un milieu boisé. Au regard de sa proximité avec les milieux boisés, le site peut présenter des enjeux écologiques. L'incidence est jugée modérée.	

Nom	Destination	Superficie (ha)	Zonage au PLU en vigueur	Incidences pressenties	Vue aérienne
ER 5	Agrandissement du parking de la Gare	0,072 ha	UA	L'emplacement réservé est situé au sein du tissu urbain en continuité de la route. Au regard de la présence d'éléments boisés pouvant servir de zone de nidification et de reproduction pour certaines espèces d'oiseaux, des enjeux écologiques sont à prévoir. De plus, la parcelle est située sur un corridor alluvial humide de la TVB régionale. L'incidence est jugée modérée.	
ER 6	Agrandissement du parking de la Gare et connexion piétonne à la place Saint-Martin	0,265 ha	UA	L'emplacement réservé est situé au sein du tissu urbain en continuité de la route. Au regard de la présence d'éléments boisés pouvant servir de zone de nidification et de reproduction pour certaines espèces d'oiseaux, des enjeux écologiques sont à prévoir. De plus, la parcelle est située sur un corridor alluvial humide de la TVB régionale. L'incidence est jugée modérée.	
ER 7	Création d'une connexion piétonne entre le terrain de foot et la Rue des Marronniers	0,007 ha	UB (moitié sud) et 2AU (moitié nord)	L'emplacement réservé est situé au sein d'une prairie permanente pouvant présenter un intérêt écologique. L'incidence est jugée modérée.	
ER 8	Création d'une aire de stationnement	0,028	UA	L'emplacement réservé est situé au sein du tissu urbain en continuité de logements individuels et ne semble pas présenter d'espaces végétalisés d'intérêt écologique. De plus le site est déjà imperméabilisé. L'incidence est jugée faible.	

Nom	Destination	Superficie (ha)	Zonage au PLU en vigueur	Incidences pressenties	Vue aérienne
ER 9	Connexion viaire future	0.098 ha	UX	L'emplacement réservé est situé au sein du tissu urbain en continuité de logements individuels et ne semble pas présenter d'espaces végétalisés d'intérêt écologique. De plus le site est déjà imperméabilisé. L'incidence est jugée faible.	
ER 10	Création d'équipements liés au terrain de foot	0,31 ha	AI	L'emplacement réservé est situé en continuité du tissu urbain. Au regard de la présence d'éléments boisés pouvant servir de zone de nidification et de reproduction pour certaines espèces d'oiseaux, des enjeux écologiques sont à prévoir. L'incidence est jugée modérée.	
ER 11	Amélioration de l'entrée de ville en provenance de Béchy	0,39 ha	A	L'emplacement réservé est situé au sein d'un milieu agricole le long d'une route et ne semble pas présenter d'espaces végétalisés d'intérêt écologique. L'incidence est jugée faible.	

La majorité des 11 emplacements réservés sont situés dans la continuité du tissu urbain, présentant ainsi peu d'intérêt pour la faune. Cependant, le passage du corridor alluvial humides régional au nord de la commune peut présenter un enjeu écologique au niveau de ces zones.

5.2.3 Synthèse des principales incidences du projet de territoire sur les zones d'intérêt pour l'environnement

Un travail de redéfinition du zonage des secteurs 1AU et 2AU a permis d'éviter un certain nombre d'enjeux identifiés lors des expertises de terrain (zones humides potentielles, flore patrimoniale…). Il est rappelé dans l'OAP la nécessité d'intégrer les aménagements futurs dans le paysage et le contexte environnemental du site. Des éléments végétaux sont préservés et d'autres plantations sont prévues afin de faire la transition avec les espaces agricoles voisins et restaurer des continuités écologiques locales empruntées par la faune.
Les principales incidences des secteurs AU sont une artificialisation de milieux aujourd'hui agricoles et une augmentation du phénomène de ruissellement.

Concernant le secteur 1AUX, présentant une zone humide, l'étude d'impact (2025-2026) a permis d'identifier un site de compensation de 3 hectares à 3,5 km à l'est du projet, sur la commune de Rémilly, au sein du même bassin versant hydrographique (Nied Française). Cette surface permet d'atteindre un ratio de compensation surfacique de 2,32 pour 1, dépassant ainsi les exigences du SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027.
La suppression du zonage des secteurs AC a permis d'éviter certains enjeux identifiés sur le terrain, la préservation des prairies permanentes et temporaires ainsi que l'évitement de zones humides potentielles.



Carte 30 : Evolution du zonage des zones 1AU et 2AU

5.3 Incidences sur le réseau Natura 2000

5.3.1 Rappel réglementaire

5.3.1.1 Cadrage préalable

Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels créé par la directive européenne 92/43/CEE dite directive « Habitats / faune / flore ». Ce texte vient compléter la directive 2009/147/EC, dite directive « Oiseaux ». Les sites du réseau Natura 2000 sont proposés par les Etats membres de l'Union européenne sur la base de critères et de listes de milieux naturels et d'espèces de faune et de flore inscrits en annexes des directives.

- L'article 6 de la directive « Habitats / faune / flore » introduit deux modalités principales et complémentaires pour la gestion courante des sites Natura 2000 :
- La mise en place d'une gestion conservatoire du patrimoine naturel d'intérêt européen à l'origine de leur désignation ;
- La mise en place d'un régime d'évaluation des incidences de toute intervention sur le milieu susceptible d'avoir un effet dommageable sur le patrimoine naturel d'intérêt européen à l'origine de la désignation de ces sites et plus globalement sur l'intégrité de ces sites.

La seconde disposition est traduite en droit français dans les articles L414-4 & 5 puis R414-19 à 29 du code de l'environnement. Elle prévoit la réalisation d'une « évaluation des incidences Natura 2000 » pour les plans, programmes, projets, manifestations ou interventions inscrits sur :

- Une liste nationale d'application directe, relative à des activités déjà soumises à un encadrement administratif et s'appliquant selon les cas sur l'ensemble du territoire national ou uniquement en sites Natura 2000 (cf. articles L414-4 III et R414-19) ;
- Une première liste locale portant sur des activités déjà soumises à autorisation administrative, complémentaire de la précédente et s'appliquant dans le périmètre d'un ou plusieurs sites Natura 2000 ou sur tout ou partie d'un territoire départemental ou d'un espace marin (cf. articles L414-4 III, IV, R414-20 et arrêtés préfectoraux en cours de parution en 2011) ;
- Une seconde liste locale, complémentaire des précédentes, qui porte sur des activités non soumises à un régime d'encadrement administratif (régime d'autorisation propre à Natura 2000 - cf. article L414-4 IV, articles R414-27 & 28 et arrêtés préfectoraux à paraître suite aux précédents).

5.3.1.2 Natura 2000 et les documents d'urbanisme

Les documents d'urbanisme ont une obligation générale de préservation des écosystèmes. Cela est souligné tant dans le code de l'urbanisme (art L.121-1 et s.) que dans le code de l'environnement (Art L.122-1 et s.). La loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) a profondément modifié le contenu de ces documents dans ce sens, en obligeant à réaliser un état initial de l'environnement, à évaluer les incidences et orientations du document d'urbanisme sur l'environnement et à exposer la manière dont le document prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.
Les documents d'urbanisme doivent aussi faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences sur les sites Natura 2000 s'ils sont susceptibles de les affecter de manière significative. Cette évaluation est appelée « évaluation des incidences au regard des objectifs de conservation des sites Natura 2000 » ou « évaluation des incidences Natura 2000 ».
Elle est prévue par la Directive « Habitats, Faune, Flore » (art 6, § 3 et 4). En France, il y a eu une transposition incorrecte, l'article L414-4 du code de l'environnement a donc été modifié et le premier texte d'application est le décret n° 2010-365 du 09/04/2010. Les textes juridiques relatifs à cette évaluation sont, en grande partie, codifiés dans le code de l'environnement (art L414-4, R 414-19 à R 414-26) et dans le code de l'urbanisme (art R122-2).

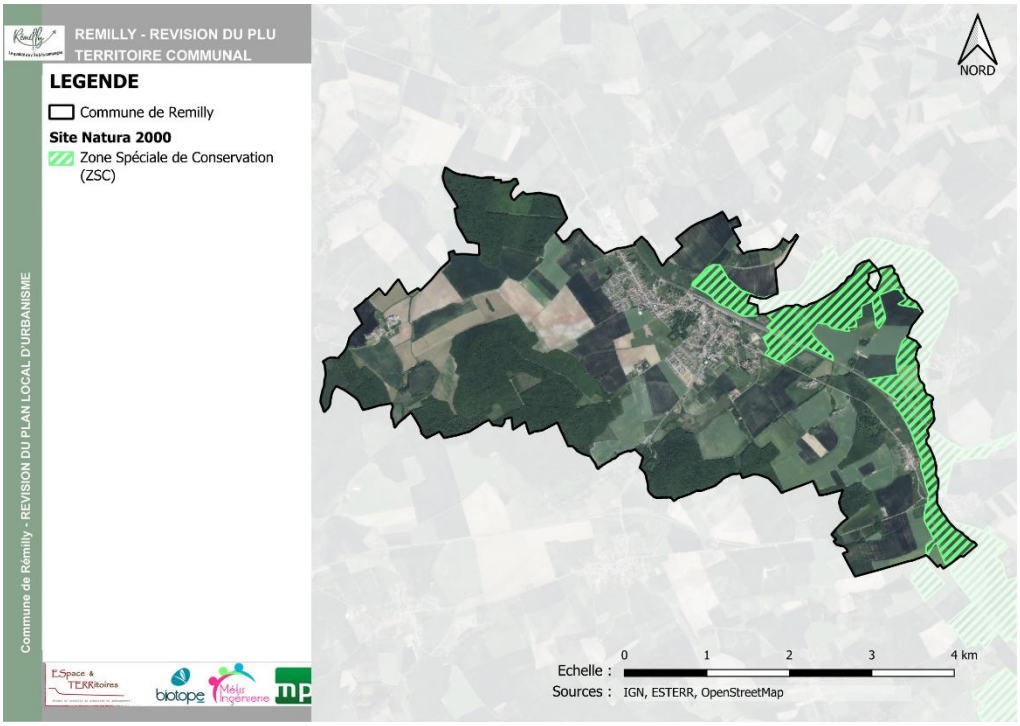
5.3.1.3 Objectifs de la démarche

Les objectifs d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000 sont les suivants :

- Attester ou non de la présence des espèces et habitats d'intérêt européen à l'origine de la désignation des sites NATURA 2000 sur l'aire d'étude, et apprécier l'état de conservation de leurs populations ;
- Apprécier les potentialités d'accueil de l'aire d'étude vis-à-vis d'une espèce ou d'un groupe d'espèces particulier en provenance des sites Natura 2000 (définition des habitats d'espèces sur l'aire d'étude) ;
- Etablir la sensibilité écologique des espèces et habitats d'intérêt européen par rapport au projet ;
- Définir la nature des incidences induites par ce projet sur les espèces et habitats concernés ;
- Définir les mesures d'atténuation des incidences prévisibles du projet ;
- Apprécier le caractère notable ou non des incidences du projet intégrant les mesures précédentes sur les espèces et habitats d'intérêt européen à l'origine de la désignation des sites Natura 2000.

5.3.2 Rappel des sites Natura 2000 sous influence potentielle du projet de PLU

La commune de Rémilly est directement concernée par un site Natura 2000 de type ZSC. Le site « Secteurs halophiles et prairies humides de la vallée de la Nied » (identifiant national : FR4100231) est situé à l'est du territoire. 9,5% de cette ZSC est située sur le territoire communal.



Carte 31 : Sites Natura 2000 sur la commune de Remilly

5.3.3 Analyse des incidences potentielles globales du PLU sur Natura 2000 à l'échelle de la commune

La zone spéciale de conservation FR4100231 Secteurs halophiles et prairies humides de la vallée de la Nied est une zone Natura 2000 de 737 ha qui traverse les communes de Adaincourt, Baudrecourt, Chenois, Château-Bréhain, Han-sur-Nied, Herny, Rémilly, Saint-Epvre, Vatimont, Vittoncourt et Voimhaut.
Cette ZSC est composée majoritairement de prairies de fauche et de cultures céréalières extensives (incluant les cultures en rotation avec une jachère régulière) mais possède des

habitats remarquables tels que des prés salés intérieurs, des friches humides (mégaphorbiaie) et la présence d'une rivière (la Nied Française).
On retrouve deux espèces sur liste rouge nationale au sein de cette ZSC : le Crapaud commun (*Bufo bufo*) ainsi que la Laîche à épis d'orge (*Carex hordeistichos*).
Les habitats les plus remarquables mis en évidence sont : les prairies humides incluant des secteurs de prés salés et une tourbière alcaline. Ces prés salés sont notamment favorables au Céraiste douteux (*Dichodon viscidum)* et au Troscart maritime (*Triglochin maritima)*.

5.3.3.1 Habitats naturels ayant justifié la désignation de la ZSC Secteurs halophiles et prairies humides de la vallée de la Nied FR4100231

4 habitats d'intérêt communautaire (habitats inscrits à l'annexe 1 de la directive « Habitats » 92/43/CEE) sont décrits sur la zone Natura 2000 FR4100231.
Le tableau suivant synthétise les habitats naturels d'intérêt européen, leur présence sur la commune de Rémilly et les incidences possibles de mise en place du PLU.

Tableau : Habitats naturels d'intérêt européen (FSD de la ZSC FR4100231, actualisation Octobre 2002)

Intitulé de l'habitat	Code N2000	Superficie totale (ha) % de couverture	Aire d'évaluation spécifique	Incidence significative
Prés-salés intérieurs	1340	22,11 (3%)	Zone influençant les conditions hydriques favorables à l'habitat	Non, le PLU préserve les milieux aquatiques et humides de toute urbanisation
Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion	3260	7,37 (1%)	Zone influençant les conditions hydriques favorables à l'habitat	Non, le PLU préserve les milieux aquatiques et humides de toute urbanisation
Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	6430	7,37 (1%)	Zone influençant les conditions hydriques favorables à l'habitat	Non, le PLU préserve les milieux aquatiques et humides de toute urbanisation
Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)	6510	176,88 (24%)	Ensemble du territoire de Rémilly	Non, le PLU préserve les milieux aquatiques et humides de toute urbanisation

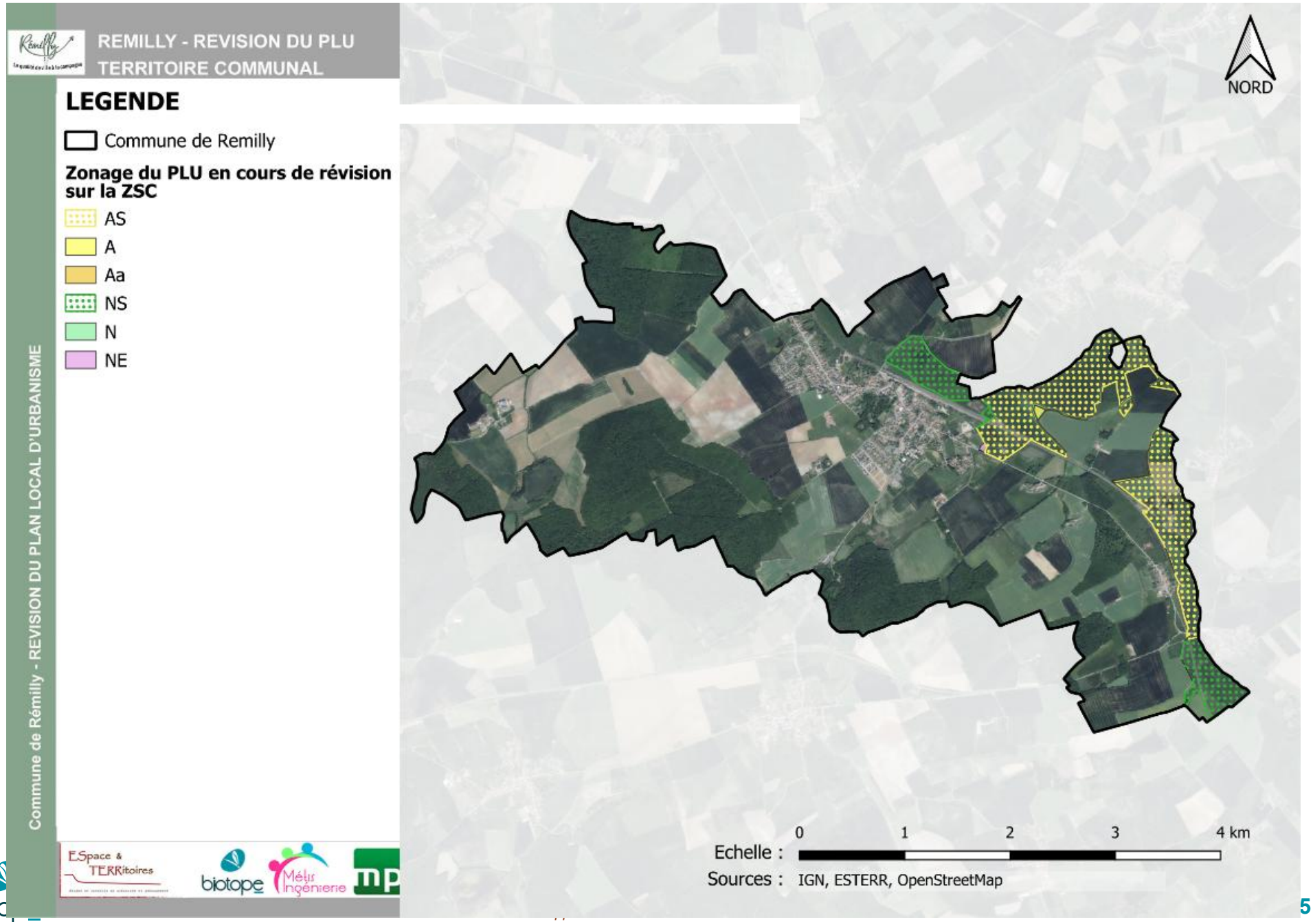
5.3.3.2 Espèces ayant justifié la désignation de la ZSC Secteurs halophiles et prairies humides de la vallée de la Nied FR4100231

Aucune espèce d'intérêt communautaire (espèces inscrites à l'annexe 2 de la directive « Habitats » 92/43/CEE) n'est décrite sur la zone Natura 2000 « ZSC Secteurs halophiles et prairies humides de la vallée de la Nied ».

5.3.4 Conclusion

Le projet de PLU ne remet pas en cause la fonctionnalité des habitats de la vallée de la Nied et n'impacte pas les espèces qui s'y trouvent, il n'a donc pas d'incidences significatives sur le site.
De plus, d'après l'étude d'impact réalisée sur la période 2025-2026 sur le secteur 1AUX, « Le projet n'étant pas situé au sein de la ZSC, il n'aura pas d'impacts sur les objectifs identifiés dans le DOCOB ».
La zone Natura 2000 de la commune est préservée de l'urbanisation. En effet, près de 645,75 ha sont classés en zonage A ou N (364,25 ha en zonage A, 144,01 zonage AS, 89,91 en zonage NS, 31,19 en zonage N et 16,39 en zonage Aa). Soit, 99% de la ZSC est protégées par un

zonage naturel. Seul 5,29 sont classés en zonage NE correspondant au complexe sportif (Cf chapitre 5.2.2.6).
Les impacts indirects possibles sont limités par la densification de l'urbanisation, la préservation des éléments végétaux de qualité sur les zones d'extension et la préservation des milieux naturels et notamment des milieux aquatiques, humides et boisés du territoire.



Carte 32 : Zonage de l'urbanisme et site Natura 2000

6 Motifs pour lesquels le projet a été retenu

6.1 Le projet de PLU au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national

Le PLU, au travers de ses différentes pièces, doit **répondre aux enjeux de Développement Durable** précisés au cours des différents sommets internationaux, européens et nationaux, traitant tout particulièrement des problématiques environnementales.
Le tableau ci-après illustre, de façon synthétique, comment les choix du PLU, en particulier au travers du PADD, s'attachent à répondre aux objectifs de Développement Durable et ont le souci de s'inscrire dans les lignes directrices impulsées à l'échelle nationale et au-delà.

Principaux textes et objectifs de protection de l'environnement internationaux, communautaires ou nationaux	Rappel des choix du PADD au regard de ces objectifs
PAYSAGE La convention européenne sur les paysages de 2000, dite « Convention de Florence » La loi n°93-24 relative à la protection et la mise en valeur des paysages La loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages	Le PADD a pour objectif d'assurer l'intégration urbaine et architecturales des nouvelles constructions en respectant l'ambiance paysagère et en tenant compte des particularités naturelles et paysagères locales. Un des objectifs est également de créer des continuités paysagères et écologiques dans la mesure du possible à l'occasion du développement urbain. Ces objectifs et leur traduction dans les pièces réglementaires du PLU doivent permettre de répondre aux principaux textes concernant le paysage.
BIODIVERSITE Les directives européennes dites « Habitats » et « Oiseaux », respectivement Directive n°92/43/CE du 21 mai 1992 et Directive n°79/409/CE du 2 avril 1979 La préservation de la biodiversité et la lutte contre son érosion, issues des Lois Grenelle de l'Environnement La loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages	Rémilly est directement concerné par un site Natura 2000 de type ZSC. Le PLU et le projet d'aménagement du territoire ne remettent pas en cause les objectifs de conservation des documents d'objectifs de ce site et ne génèrent pas d'incidences significatives sur les habitats et les populations d'espèces d'intérêt communautaire (cf. analyse des incidences Natura 2000). Le PADD a pour objectif de préserver les corridors écologiques entre les différents milieux et de limiter leur fragmentation. Dans le cadre de l'évaluation environnementale, un écologue est passé sur les zones ouvertes à l'urbanisation dans le projet initial de révision du PLU et les dents creuses. Ces expertises de terrain ont notamment abouti à l'identification d'une espèce de flore patrimoniale jugée quasi-menacée sur la liste rouge de Lorraine. Les stations de cette espèce ont ainsi pu être évitée et classées en zone N (au lieu de 1AU). De plus, aucun secteur ouvert à l'urbanisation ne remet en cause les grandes continuités écologiques identifiées à l'échelle régionale et à l'échelle du SCoT.
RESSOURCES • Espaces naturels et agricoles	L'objectif du PADD est tourné vers la modération de la consommation d'espaces et un développement raisonné et équilibré de la commune. Les expertises écologiques et les échanges menés dans le cadre de l'évaluation environnementale ont conduit à modifier les surfaces de certains secteurs 1AU et 2AU

Principaux textes et objectifs de protection de l'environnement internationaux, communautaires ou nationaux	Rappel des choix du PADD au regard de ces objectifs
La réduction de la consommation d'espace issue des Lois « Grenelle de l'Environnement » • Eau La Directive Cadre sur l'Eau du 22 décembre 2000, transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004, ainsi que la Directive sur les eaux résiduaires urbaines (DERU) du 21 mai 1991 La loi n°2006-1772 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006, qui a pour objectifs fondamentaux la reconquête du bon état des eaux et le retour à une meilleure adéquation entre les ressources en eau et les besoins	afin de prendre en compte les enjeux identifiés (flore patrimoniale et zones humides notamment). Le projet prévoit une consommation d'ENAF globale réduite d'environ 50 % par rapport à 2011-2021.
RISQUES La loi n°95-101 du 2 juillet 1995, dite « Loi Barnier », qui créé les PPR La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003, dite « Loi Bachelot », relative à la prévention des risques technologiques et naturels	Les zones concernées par l'identification de l'aléa inondation par l'AZI sont clairement identifiées dans le zonage. Le projet de territoire ne définit aucune zone à urbaniser au sein des zones concernées par le risque inondation.
AIR ENERGIE Conventions internationales sur les émissions de GES dont le Protocole de Kyoto (notamment les articles 2 et 10) et la Conférence de Paris 2015, dite « COP21 »… …relayées au plan national par les axes du Grenelle de l'Environnement (réduction des émissions de GES et de la consommation énergétiques) … …et la n°2015-992 du 17 août 2015, relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte et pour finir la Loi Climat et résilience n° 2021-1104 du 22 août 2021	Le PADD se compose de plusieurs objectifs dont la poursuite est susceptible de contribuer, très localement, à lutter contre les émissions de gaz à effet de serre : promotion de déplacements doux, développement de sentiers de promenade intercommunaux, développement de l'intermodalité vélo/train, renforcement des transports en commun à la demande, promotion d'une urbanisation reposant sur des modes d'aménagement durables (constructions/formes urbaines économiques en énergie, développement de l'éclairage LED), promotion du développement des énergies solaires, etc.

6.2 Raisons justifiant le choix opéré

L'ensemble des justifications ayant conduit aux choix opérés pour réaliser le PLU sont détaillées dans le rapport de présentation (« Partie IV : Objectifs et justifications du projet).

7 Mesures envisagées pour éviter, réduire, voire compenser les incidences

7.1 Rappel de la démarche « ERC »

La séquence dite **« éviter – réduire – compenser »** (ERC) résume l'obligation réglementaire selon laquelle les projets d'aménagement doivent prendre à leur charge les mesures permettant d'éviter prioritairement d'impacter l'environnement (dont la biodiversité et les milieux naturels), puis de réduire au maximum les impacts qui ne peuvent pas être évités.
Finalement, s'il y a un impact résiduel significatif sur l'environnement, alors les porteurs de projet devront les compenser « en nature » en réalisant des actions favorables aux intérêts environnementaux considérés.
La séquence « éviter, réduire, compenser » les impacts sur l'environnement concerne l'ensemble des thématiques de l'environnement. Elle s'applique, de manière proportionnée aux enjeux, à tous types de plans, programmes et projets dans le cadre des procédures administratives de leur autorisation propre.
Les mesures d'évitement et de réduction des impacts s'inscrivent dans une démarche progressive et itérative propre à l'évaluation environnementale. Elles sont guidées par une recherche systématique de l'impact résiduel le plus faible possible, voire nul.
Les mesures d'évitement doivent être visibles à travers les choix de développement urbain retenus. L'argumentaire présenté dans le rapport de présentation explique les raisons pour lesquelles la solution retenue est la plus satisfaisante au regard des enjeux notamment environnementaux.

7.2 Mesures intégrées au PLU de Rémilly



Le tableau ci-après synthétise l'ensemble des éléments intégrés au projet de PLU pour éviter, réduire, voire compenser, ses effets sur les différentes thématiques environnementales.
Dans le cadre de la déclinaison opérationnelle des différents projets portés sur la commune, et qui viendront s'appuyer sur le PLU de Rémilly, des dossiers de demande d'autorisation pourront être amenés à être constitués (autorisation au titre de la loi sur l'eau, étude d'impact sur l'environnement). La logique ERC sera à nouveau déclinée, sur la base d'un diagnostic et d'un avant-projet plus détaillé que permettre de retravailler plus spécifiquement et finement l'évitement, la réduction et la compensation des effets de ces projets.
La première mesure a été la redéfinition de certains secteurs (notamment des secteurs 1AU et 2AU) après les expertises de terrain. En effet, le périmètre de la zone 1AU a été réduit pour prendre en compte à la fois la présence d'une espèce de flore patrimoniale et une zone présentant des potentialités de présence de zones humides. Ainsi, ce sont environ 1,5 ha de zones initialement prévues en zone AU qui ont été reclassées en zone N.



Carte 33 : Redéfinition du zonage au niveau des zones AU

Tableau 20 : Mesures ER appliquées au PLU

Thématique environnementale		Mesures
Consommation de l'espace	E	Réflexion argumentée et objectifs affichés de modération de la consommation et de lutte contre l'étalement urbain : réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles avec une réduction de la consommation de ces espaces par rapport à la période 2011-2021. Réduction des surfaces des secteurs 1AU et 2AU avec une prise en compte des enjeux identifiés lors du passage d'un écologue sur le terrain (flore patrimoniale).
	R	Délimitation précise des espaces qui seront nécessaires au développement du territoire à échéance du PLU. Ajustement des délimitations de zones de développement (1AU, 2AU) prévues dans le projet initial du PLU au regard des résultats des expertises écologiques réalisées dans le cadre de l'évaluation environnementale (caractérisation des zones humides et passage d'un écologue). Préservation des prairies permanentes par un zonage As au nord de la commune. Réduction du rythme de l'artificialisation par rapport à la période 2011-2021.
Paysage	E	Mise en place d'un traitement paysager obligatoire pour toute nouvelle construction. Mise en place d'espaces de transition paysagers et végétalisés dans les OAP notamment avec les parcelles agricoles adjacentes. Intégration d'une marge de recul obligatoire autour de tout cours d'eau (10 mètres) et des zones lisières forestières (50 mètres). 41 éléments du patrimoine paysager sont protégés à l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme. 23,06 ha de haies et alignements d'arbres sont protégés par le PLU sur le territoire de Rémilly, au L151-23 du code de l'urbanisme comme élément remarquable du patrimoine.
	R	Encadrement de l'implantation, des volumes, aspects ou encore hauteurs des futures constructions. Maintien de surfaces non-bâtis qui participeront à l'ambiance paysagère et au maintien du caractère rural sur Rémilly. Aménagements et traitements paysagers des zones à urbaniser développés dans l'OAP d'aménagement (espaces végétalisés de transition, alignement paysager, espace vert, cheminements piétons etc.)
Patrimoine naturel et continuités écologiques	E	Maintien de grandes continuités naturelles et agricoles sur la commune. Intégration des continuités écologiques dans la conception des zones d'extension urbaine. Protection d'éléments boisés (bois, haies, alignements d'arbres) via l'article L151-23 du code de l'urbanisme (23,06 ha concernés) et d'un classement en Espace Boisé Classé (3,1 ha concernés). Intégration d'une marge de recul obligatoire autour de tout cours d'eau (10 mètres) et des zones lisières forestières (50 mètres).
	R	Intégration d'une marge de recul obligatoire autour de tout cours d'eau (10 mètres). Préservation de la majorité des espaces boisés en zonage NF. Mise en place d'une marge de recul de 25 m des limites cadastrales des forêts délimitées en secteur NF, en zone UB, A et N.
Ressource en eau potable et eaux pluviales	E	Construction admise que si le réseau public existant de distribution d'eau potable est en mesure de fournir au droit de la parcelle considérée Obligation de gestion des eaux pluviales à la parcelle quand techniquement cela est possible. Si cela n'est techniquement pas possible et que cela est avéré (par exemple sol imperméable) les aménagements devront donc garantir et maitriser l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau public en vérifiant au préalablement la capacité d'acceptation des réseaux.
L'eau en tant que milieu	E	Recul de 10 mètres par rapport à chaque cours d'eau du territoire Classement des espaces naturels et agricoles de la vallée de la Nied en zone N/NS ou A/As.
Nuisances sonores	R	Le long de la RD910 et de la RD999, les façades des constructions principales devront être édifiées en recul de 75 mètres minimum du domaine public.
Air Energie Climat	E	Développement/Confortement des cheminements doux (pré-identifiés dans les OAP et schémas d'intention).
	R	Les constructions économes en énergie sont encouragées. Implantation des nouvelles constructions devant être réfléchie de manière à minimiser les besoins énergétiques (chauffage, climatisation et éclairage), à minimiser l'impact du vent et favoriser l'accès au soleil
Risques naturels	E	Zones à aléa fort identifiées dans l'Atlas des Zone inondables schématisées dans le zonage et classées en zone NS.

Thématique environnementale	Mesures	
	R	Inscription de l'obligation d'une gestion adaptée des eaux pluviales à l'échelle du secteur pour toute construction.
Risques technologiques	E	Evitement des sites et sols potentiellement pollués (données CASIAS, BASOL et SIS) dans le zonage pour les futurs aménagements.

7.3 Mesures intégrées au projet de mise en compatibilité du PLU et d'extension de la ZA des 5 épis (septembre 2021)

Dans le cadre de l'extension de la zone d'activités des 5 Épis, l'évaluation environnementale du projet de mise en compatibilité du PLU réalisée en septembre 2021 par l'Atelier des Territoires présente un certain nombre de mesures pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs sur l'environnement.

Tableau 21 : Mesures ERC intégrées au projet de mise en compatibilité du PLU et d'extension de la ZA des épis (Atelier des Territoires septembre 2021)

Thématique environnementale	Mesures	
Sol	R	A travers le choix de l'emplacement des futures activités en extension de la ZA au sud, le projet s'implantera sur des terrains aux faibles variations topographiques. Par conséquent, l'ampleur des terrassements nécessaires aux aménagements est réduite. L'imperméabilisation de la zone du projet sera limitée au strict nécessaire. De plus, le règlement en zone 1Aux stipule que l'emprise au sol ne peut excéder 60% de la surface du terrain.
Eaux, réseaux AEP et assainissement	R	Un contrôle strict des engins de chantier ainsi qu'une prévention des ouvriers comportant des mesures à prendre pour faire face à des fuites et déversements permettront de limiter fortement les risques de déversements accidentels. Les produits potentiellement toxiques seront stockés sur des aires étanches. Ces mesures permettront de réduire le risque de pollution des eaux souterraines. La zone du projet étant localisée au niveau de l'exutoire d'un petit bassin versant, des aménagements permettront de gérer les eaux de ruissellement et ainsi limiter le risque de coulées de boues sur la zone et de réduire les flux en aval. L'imperméabilisation de la zone du projet sera limitée au strict nécessaire. De plus, le règlement en zone 1Aux stipule que l'emprise au sol ne peut excéder 60% de la surface du terrain. Cette imperméabilisation minimale permettra une gestion des eaux pluviales à l'opération via leur infiltration.
	C	**Une surface d'environ 2 fois celle des zones humides détruites a été identifiée par le pétitionnaire et pourra permettre la compensation. L'analyse de la fonctionnalité des zones humides de la zone du projet par la méthode ONEMA permettra de déterminer la surface exacte nécessaire à la compensation des fonctionnalités des zones humides détruites.**
Milieux naturels	R	L'implantation d'arbres et d'arbustes et notamment de haies aux abords de certaines voies d'accès et limites de la ZA pourra jouer un rôle favorable pour l'avifaune (alimentation et reproduction), la chasse des chiroptères… Compte tenu de la pression exercée par l'agriculture sur la biodiversité de la zone du projet, ces aménagements pourraient constituer une amélioration de l'état initial.

Paysage	R	L'implantation d'arbres et d'arbustes et notamment de haies aux abords de certaines voies d'accès et limites de la ZA permettront d'améliorer l'insertion paysagère de l'extension. Une attention particulière sera portée au bâti. Une distance de retrait par rapport aux limites séparatives et les franges seront traitées afin de former une zone tampon avec les espaces agricoles adjacents. La hauteur maximale des constructions est fixée par le règlement de la zone 1AUx à 10m Les surfaces libres de constructions et d'aires de stationnement seront plantées ou aménagées en espaces verts.
Risques naturels et technologiques	E	La partie de la zone du projet concernée par la SUP1 (canalisation d'hydrocarbures) sera soumise à une analyse de compatibilité de la construction d'un ERP avec le risque technologique. Le choix de l'implantation du projet s'est porté sur un secteur situé à l'écart des zones inondables de la Nied Française.
Patrimoine	E	Afin d'assurer la conservation des vestiges archéologiques sondés lors de l'étude de 2001 de l'INRAP, le projet sera adapté et respectera les prescriptions de la DRAC. Des précautions seront prises sur l'ensemble de la zone du projet.
Voies de communication et nuisances sonores	R	Le choix de l'implantation du projet en extension de l'existant permet de s'appuyer sur son maillage routier déjà adapté aux activités projetées en extension. En plus de la réflexion portée sur la bonne intégration paysagère du projet, celui-ci comportera des aménagements permettant un accès multimodal à la ZA ou au moins apporteront une réflexion donnant lieu à des accès futurs, notamment pour les modes doux. Une alternative au chemin agricole situé entre la zone A et la zone 1AUx sera proposée afin maintenir l'accès aux espaces agricoles au sud de la zone d'extension de la ZA.
Réseaux et servitudes	E	La partie de la zone du projet concernée par la SUP1 (canalisation d'hydrocarbures) sera soumise à une analyse de compatibilité de la construction d'un ERP avec le risque technologique.

7.4 Mesures intégrées au projet d'extension de la ZA des 5 épis (issues de l'étude d'impact de janvier 2026)

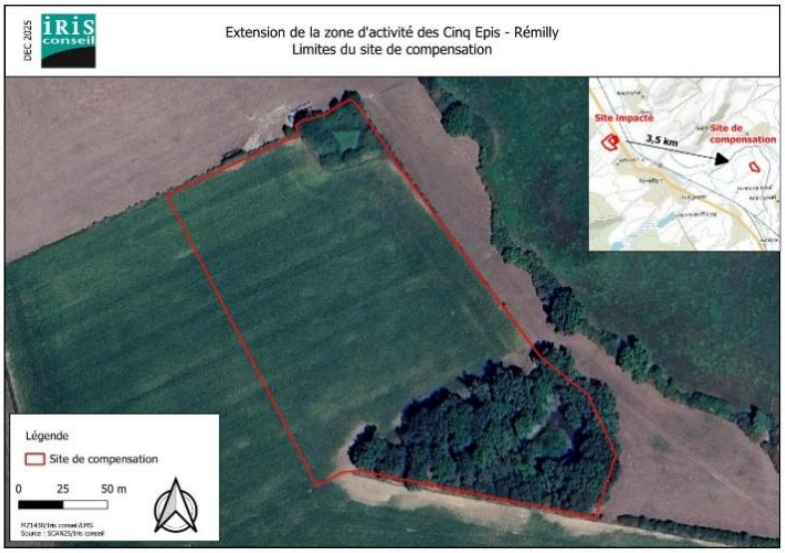
Dans le cadre de l'extension de la zone d'activités des 5 Épis, une étude d'impact a été réalisée entre 2025 et janvier 2026 par les bureaux d'étude Rainette, BEREST et Iris conseil. Le tableau ci-dessous, issu de l'étude d'impact du projet résumé les mesures ERC.

Tableau 22 : Mesures ERC issues de l'étude d'impact de la ZA des 5 Epis (Rainette, BERESTE et Iris Conseil, janvier 2026)

	Code	Mesure	Phase	Thématique
Évitement	ME1	Études géotechniques préalables et respect des préconisations	Amont Exploitation	Sol et Sous-sol Risques naturels
	ME2	Absence de rejet dans le milieu naturel	Travaux	Milieu naturel Eaux superficielles et souterraines
Réduction	MR1	Respect strict des emprises en phase chantier	Travaux	Milieu naturel Zones humides
	MR2	Recherche des espèces patrimoniales de la flore avant la réalisation des travaux	Amont Travaux	Milieu naturel
	MR3	Gestion des pollutions	Travaux Exploitation	Milieu naturel Sol et Sous-sol Eaux superficielles et souterraines
	MR4	Gestion des espèces exotiques envahissantes végétales	Travaux	Milieux naturel
	MR5	Dispositif permettant d'éloigner les espèces à enjeux et/ou limitant leur installation	Travaux	Milieu naturel
	MR6	Adaptation de l'éclairage	Exploitation	Milieu naturel
	MR7	Installation d'abris ou de gîtes artificiels pour la faune au droit du projet ou à proximité	Exploitation	Milieu naturel
	MR8	Plantations diverses	Exploitation	Milieu naturel
	MR9	Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet	Exploitation	Milieu naturel
	MR10	Adaptation des horaires de travaux	Travaux	Milieu naturel

	Code	Mesure	Phase	Thématique
	MR11	Adaptation de la période de travaux sur l'année	Travaux	Milieu naturel
	MR12	Orientations du projet en faveur de la limitation des émissions de GES	Travaux Exploitation	Qualité de l'air Climat Trafic
	MR13	Optimisation de la gestion des matériaux	Travaux	Sol et Sous-sol
	MR14	Dispositif de gestion des eaux pluviales	Exploitation	Eaux superficielles et souterraines
	MR15	Réduction de l'emprise du projet	Amont	Zone humide
	MR16	Fouilles d'archéologie préventive	Amont	Patrimoine
	MR17	Dispositif de limitation des nuisances envers les populations humaines en phase travaux	Travaux	Environnement sonore
	MR18	Orientation du projet en faveur de la limitation des nuisances sonores	Amont Exploitation	Environnement sonore
	MR19	Maîtrise des nuisances liées à la qualité de l'air en phase travaux	Travaux	Climat Trafic Qualité de l'air
	MR20	Maîtrise des nuisances liées à la qualité de l'air en phase d'exploitation	Exploitation	Climat Trafic Qualité de l'air
Compensation	MC1	Mise en place de nichoirs pour le moineau friquet	Exploitation	Milieu naturel
	MC2	Recréation d'une roselière	Exploitation	Milieu naturel
	MC3	Création d'une zone humide de compensation	Exploitation	Zone humide
	MA1	Prélèvement et transplantation des espèces patrimoniales de la flore	Travaux	Milieu naturel
	MA2	Création d'arbres têtard sur le site de compensation	Exploitation	Milieu naturel
	MA3	Sensibilisation des intervenants en phase chantier	Amont Travaux	Milieu naturel
	MA4	Mise en place d'obligations réelles environnementales	Exploitation	Milieu naturel
Suivi	MS1	Suivi écologique du chantier	Travaux	Milieu naturel
	MS2	Suivi écologique en phase d'exploitation	Exploitation	Milieu naturel
	MS3	Suivi des nichoirs à Moineau friquet sur le site de compensation	Exploitation	Milieu naturel
	MS4	Suivi de la recréation de l'habitat « Roselière à massette »	Exploitation	Milieu naturel
	MS5	Suivi de la zone humide de compensation	Exploitation	Zone humide

De plus, un site de compensation de 3 hectares a été identifié à 3,5 km à l'est du projet, sur la commune de Rémilly, au sein du même bassin versant hydrographique (Nied Française). Cette surface permet d'atteindre un ratio de compensation surfacique de 2,32 pour 1, dépassant ainsi les exigences du SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027, tout en conciliant les besoins compensatoires avec les enjeux agricoles locaux par une limitation de la consommation de terres arables au strict nécessaire. Les mesures de compensations associées sont citées ci-dessus.



8 Programme de suivi des effets du PLU sur l'environnement

8.1 Objectifs et modalités de suivi

Le Code de l'Urbanisme prévoit l'obligation d'une analyse des résultats de l'application du document d'urbanisme au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 ans. Cette analyse des résultats passe par la définition d'indicateurs.
Un indicateur est une donnée quantitative qui permet de **caractériser une situation évolutive** (par exemple, l'état des milieux), une action ou les conséquences d'une action, de façon à les évaluer et à les comparer à différentes dates. Dans le domaine de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, le recours à des indicateurs est très utile pour mesurer :

- D'une part l'état initial de l'environnement,
- D'autre part les transformations induites par les dispositions du document,
- Et enfin le résultat de la mise en œuvre de celui-ci au terme d'une durée déterminée.

Il s'agit ainsi d'être en mesure d'apprécier l'évolution des enjeux sur lesquels le document d'urbanisme est susceptible d'avoir des incidences (tant positives que négatives) Cela doit permettre d'envisager, le cas échéant, des adaptations dans la mise en œuvre du document, voire d'envisager sa révision.
Au travers du programme de suivi défini ici, l'objectif n'est pas de construire un tableau de bord exhaustif de l'état de l'environnement de Saint-Nabord. Il faut avant tout cibler les indicateurs qui reflètent le mieux :

- L'évolution des enjeux environnementaux du territoire ;
- Les pressions et incidences pouvant être induites par la mise en œuvre des orientations et dispositions du PLU.

Ce tableau de bord sera alimenté par la collectivité tout au long de l'application du PLU, selon des fréquences fixées par la suite.

8.2 Présentation des indicateurs retenus

Les indicateurs sont conçus pour constituer une aide à la diffusion d'une information accessible, ainsi qu'une aide à l'évaluation et à la décision. Le but n'est donc pas d'établir un tableau de bord exhaustif de l'état de l'environnement mais bien de proposer parmi ces familles d'indicateurs ceux qui reflètent le mieux l'évolution des enjeux environnementaux et l'impact des orientations et dispositions du document d'urbanisme.
Les indicateurs proposés ci-dessous ont été définis avec le souci d'être réalistes et opérationnels, simples à appréhender et facilement mobilisables (facilité de collecte et de traitement des données par les techniciens concernés).

Thématique principale	Sous-thématique	Objectif du suivi	Indicateur(s) retenu(s)	Source des données	Etat zéro (valeur de référence)	Fréquence de suivi	Niveau d'alerte	Mesures correctrices
Occupation du sol	Artificialisation des sols	Limiter l'augmentation de la vitesse d'artificialisation (dans l'objectif du ZAN)	Evolution des surfaces imperméabilisées de la commune	Portail d'artificialisation des territoires	112 517 m² de nouvelles surfaces consommées pour la période 2011-2025	Tous les ans	Augmentation de l'artificialisation des sols.	Modifier les règles au sein du règlement écrit afin de limiter l'artificialisation
	Consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF)	Réduire la vitesse de consommation d'espaces naturels	Evolution des surfaces d'ENAF sur la commune	Portail d'artificialisation des territoires	Surfaces d'ENAF actuelles	Tous les ans	Diminution des espaces naturels, agricoles et forestiers.	Modifier les règles au sein du règlement écrit et graphique afin délimiter la consommation d'espace naturel
Paysages	/	Évaluer si la mise en œuvre du PLU permet une intégration paysagère cohérente des projets de développement avec les éléments naturels et architecturaux caractéristiques du territoire	Suivi photographique des paysages urbains et naturels (parcs urbains) du territoire	Commune de Remilly	Base de données à créer à l'approbation du PLU	En continu	Dégradation de la qualité architecturale et paysagère du territoire (appréciation qualitative)	Sensibilisation, modification des aménagements urbains, intégration de nouveaux projets paysagers
Milieux naturels et biodiversité	Réservoirs de biodiversité et corridors écologiques	Évaluer si le repérage au plan de zonage et les dispositions prises au sein du règlement permettent de protéger les réservoirs de biodiversité	Evolution de la surface des réservoirs de biodiversité identifiés dans l'état initial de l'environnement	Commune de Remilly	Présence de réservoir de biodiversité de la sous-trame des milieux boisés, ouverts et humides	3 ans	Diminution des réservoirs de biodiversité	Modifier les règles au sein des zones N et A pour éviter la diminution de ces réservoirs
	Activités et pratiques agricoles	Evaluer si le PLU permet de préserver le fonctionnement des espaces agricoles	Nombre d'exploitations agricoles et évolution de la SAU	Commune de Rémilly	Pas d'activité agricole sur le ban : SAU de 1 060 ha en 2010 8 exploitations agricoles recensées à ce jour	3 ans	Réduction de surfaces agricoles sur des secteurs fonctionnels	Renforcer les règles au sein du règlement écrit
	Corridors écologiques	Evaluer si les prescriptions au sein de règlement écrit et graphique permettent de protéger les éléments identifiés au L.151-23 du CU ou les EBC.	Evolution des éléments identifiés au L151-23 du CU et les EBC	Commune de Rémilly	23,4 ha classé à L151-23 et 3,1 ha classés en EBC	En continue	Renforcer les règles au sein du règlement écrit	Renforcer les règles au sein du règlement écrit

Thématique principale	Sous-thématique	Objectif du suivi	Indicateur(s) retenu(s)	Source des données	Etat zéro (valeur de référence)	Fréquence de suivi	Niveau d'alerte	Mesures correctrices
		Evaluer l'évolution de la trame verte sur le territoire	Vérification du bon développement des haies plantées prévues par les OAP	Commune de Rémilly	A établir à l'approbation du PLU	En continu	Aucune plantation effectuée lors de l'aménagement et/ou plantation de haies monospécifiques	Adaptation du zonage, replantation de haies
Ressources en eau	Consommation en eau potable	Connaître l'évolution des consommations d'eau potable et si le PLU a eu un effet sur le renouvellement/réparation des réseaux	Consommation en eau et rendement	Syndicat de l'Eau de Basse-Vigneulles et Faulquemont	A établir à l'approbation du PLU	3 ans	Hausse de la consommation en eau potable et baisse du rendement lié à l'augmentation de la population pour les prochaines années	Campagnes de réduction de consommation, travaux sur les réseaux pour limiter les pertes
	Assainissement	Evaluer la capacité des STEP à traiter les charges entrantes de la population	Taux de charges entrantes dans les STEP par rapport à leur capacité nominale	Syndicat intercommunal d'assainissement de Rémilly et environs et Communauté de communes du Sud Messin	Capacité de charge maximale en entrée : 1 518 EH (2024)	3 ans	Saturation des STEP	Extension ou modernisation des STEP, répartition des charges, optimisation du traitement
Air, climat, énergie	Qualité de l'air et émission de GES	Analyser l'évolution des émissions de GES sur le territoire de Rémilly *Valeur = Teq CO2 émises sur le territoire par secteur*	Évolution de la quantité en Teq CO2 des émissions de gaz à effet de serre par secteur	ATMO Grand Est	La communauté de communes Sud Messin a, en 2024, émis 108 ktCO2 équivalent	Révision du PLU	Augmentation des émissions de gaz à effet de serre et mauvaise qualité de l'air	Limiter la circulation dans le centre-ville, encourager les transports doux
	Consommation d'énergie	Évaluer l'évolution de la consommation énergétique du territoire par secteur d'activité *Valeur = consommation énergétique du territoire en GWh*	Consommation énergétique sur le territoire de Rémilly	L'Observatoire climat-air-énergie Grand Est	La communauté de communes Sud Messin a, en 2014, consommé 453 GWh	Révision du PLU	Augmentation des consommations énergétiques	Subventions pour rénovation énergétique, promotion de pompes à chaleur et panneaux solaires
Pollution et nuisances	Nuisances sonores	Evaluer si le PLUi a permis de contribuer à l'atténuation des nuisances sonores aux abords des infrastructures de transport *Valeur = comparaison des futures analyses des niveaux*	Niveau de bruits des infrastructures de transport	TNS-SOFRES	Se référer aux cartes de bruit et aux arrêtés préfectoraux	Révision du PLU	Absence d'évolution ou accentuation des niveaux de bruits aux abords des infrastructures	Plan de réduction du trafic, écrans acoustiques, horaires réglementés pour activités bruyantes

Thématique principale	Sous-thématique	Objectif du suivi	Indicateur(s) retenu(s)	Source des données	Etat zéro (valeur de référence)	Fréquence de suivi	Niveau d'alerte	Mesures correctrices
		de bruits par rapport aux mesures actuelles						
Risques naturels et technologiques	Risques naturels	Évaluer les effets de l'urbanisation et/ou du changement climatique sur l'occurrence des risques naturels *Valeur = nombre d'arrêtés de catastrophe naturelle*	Nombre d'arrêtés de catastrophe naturelle	Géorisques	11 arrêtés de catastrophes naturelles depuis 1983 et jusqu'en 2024	3 ans	Augmentation des catastrophe naturelle	Adaptation du plan de zonage, travaux de protection, mise en place de digues ou bassins de rétention (dans le cas d'inondation)
	Risques technologiques	Évaluer les effets des risques technologiques sur l'urbanisation *Valeur = nombre de sites BASIAS et BASOLS sur le territoire*	Nombre de sites BASIAS et BASOLS	Géorisques	10 sites BASIAS et 2 BASOL	3 ans	Accentuation des risques	Renforcement des normes de sécurité, plans d'urgence, relocalisation si nécessaire

9 Annexes

Annexe 1 : Terminologie employée

1.1 Glossaire

- **Aléa retrait-gonflement des argiles** : En climat tempéré, les argiles, souvent proches de leur état de saturation, ont potentiel de gonflement relativement limité. En revanche, elles sont souvent éloignées de leur limite de retrait et la tranche la plus superficielle de sol est alors soumise à l'évaporation. Il en résulte un retrait des argiles se manifestant verticalement par un tassement et horizontalement par l'ouverture de fissures.
- **Aquifère** : Formation géologique, composée de roches perméables ou semi-perméables permettant l'écoulement et l'accumulation d'eau en quantité significative. Un système aquifère est formé d'un ensemble d'aquifères dont toutes les parties sont en liaison hydraulique continue et qui est circonscrit par des limites faisant obstacle à toute propagation d'influence appréciable vers l'extérieur, pour une constante de temps donné.
- **Bassin versant** : Portion de territoire délimitée par des lignes de crête, dont les eaux alimentent un exutoire commun : cours d'eau, lac, mer, océan, etc. Chaque bassin versant se subdivise en un certain nombre de bassins élémentaires (parfois appelés « sous-bassins versants ») correspondant à la surface d'alimentation des affluents se jetant dans le cours d'eau principal.
- **Inondation** : Submersion plus ou moins rapide d'une zone, avec des hauteurs d'eau variables. Il peut s'agir d'une inondation pluviale, fluviale, par remontée de nappe ou liée à un disfonctionnement d'une activité humaine.
- **Niveau de bruit équivalent Leq**: Niveau de bruit en dB intégré sur une période de mesure. L'intégration est définie par une succession de niveaux sonores intermédiaires mesurés selon un intervalle d'intégration. Généralement dans l'environnement, l'intervalle d'intégration est fixé à 1 seconde. Le niveau global équivalent se note Leq, il s'exprime en dB. Lorsque les niveaux sont pondérés selon la pondération A, on obtient un indicateur noté LA,eq.
- **Niveau fractile (Ln)** : Anciennement appelé indice statistique percentile Ln.
- **Masse d'eau souterraine** : La Directive Cadre Eau (DCE) a introduit le terme de « masse d'eau souterraine » qu'elle définit comme « un volume distinct d'eau souterraine à l'intérieur d'un ou de plusieurs aquifères ». Les masses d'eau souterraine peuvent se superposer en formant des niveaux connectés ou non (masses d'eau profondes) avec les masses d'eau superficielles. Au sein de chaque masse d'eau souterraine un découpage plus fin en aquifères ou systèmes aquifères est connu à l'échelle départementale grâce aux travaux menés par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).
- **Mouvement de terrain** : Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol en fonction de la nature et de la disposition des couches géologiques. Il est dû à des processus lents de dissolution, d'érosion ou de saturation des sols, qui sont favorisés par l'action du vent, de l'eau, du gel ou de l'homme. On distingue différents types de mouvements de terrain : tassement et affaissement des sols, retrait/gonflement des argiles, glissements de terrain, effondrement de cavités souterraines, écroulements et chutes de blocs, coulées boueuses et torrentielles. Les

risques les plus importants sont le glissement de terrain et le retrait/gonflement des argiles.

- **Réseau Natura 2000** : réseau de sites écologiques européens lancé en 1992 (pSIC, SIC, ZPS, ZSC). Il a le double objectif de préserver la diversité biologique et de valoriser les territoires. Il est composé de deux types de zones issues des directives européennes.
- **Risque** : Le risque peut être défini comme la probabilité d'occurrence d'un événement d'origine naturelle ou anthropique dont les conséquences peuvent, en fonction de la gravité, mettre en jeu un grand nombre de personnes, occasionner des dommages importants et dépasser les capacités de réaction de la société. Les risques majeurs se caractérisent par une probabilité faible et par une gravité importante.
- **Risque industriel majeur** : Événement accidentel dans une installation localisée et fixe, qui met en jeu des produits ou des procédés industriels dangereux et qui entraîne des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et ou l'environnement.
- **Risque inondation** : Les inondations constituent un risque majeur sur le territoire national. En raison de pressions économiques, sociales, foncières ou encore politiques, les cours d'eau ont souvent été aménagés, augmentant ainsi la vulnérabilité des hommes, des biens (économiques et culturels), et de l'environnement. Pour pallier cette situation, la prévention reste essentielle, notamment à travers la maîtrise de l'urbanisation en zone inondable grâce à des outils tels que le Plan de Prévention du Risque inondation (PPRI).
- **Risque sismique** : Un séisme se traduit en surface par des vibrations du sol. Il provient de la fracturation des roches en profondeur en raison de l'accumulation d'une grande énergie qui se libère, créant des failles, au moment où le seuil de rupture mécanique des roches est atteint. Les dégâts observés en surface sont fonction de l'amplitude, la fréquence et la durée des vibrations. En fonction de sa magnitude et de son éloignement par rapport à l'épicentre, un séisme peut être ressenti dans une commune jusqu'à dans plusieurs départements.
- **Risque Transport de Matières Dangereuses (ou TMD)** : Risque consécutif à un accident qui se produit lors du transport de matières dangereuses par voie routière, ferroviaire, fluviale ou par canalisation. Il peut entraîner des conséquences graves pour la population, les biens ou l'environnement.
- **Séisme** : Évènement naturel provenant d'un déplacement brutal de la roche. Il se traduit par une vibration du sol. La faille active est la zone où se génère la rupture. Cette rupture peut se propager jusqu'à la surface du sol, il s'agit alors de « rupture en surface » ou de « rejet ».
- **Tempête** : Une tempête correspond à l'évolution d'une perturbation atmosphérique ou d'une dépression, dans laquelle se confrontent deux masses d'air bien distinctes par les températures, l'humidité, … Sont qualifiées de tempêtes les vents moyens supérieurs à 89 km/h. Celles survenues en décembre 1999 ont montré que l'ensemble du territoire français est exposé. Bien que sensiblement moins dévastatrices que les phénomènes des zones intertropicales, les tempêtes des régions tempérées peuvent être à l'origine de pertes importantes en biens et en vies humaines.
- **Vulnérabilité d'une masse d'eau** : Correspond à la facilité avec laquelle ce milieu peut être atteint par une pollution. Elle peut être établie à partir des caractéristiques physiques de la masse d'eau considérée pouvant influencer la circulation d'un polluant. Les facteurs pouvant être pris en compte sont l'épaisseur et la nature des terrains surmontant l'aquifère, les caractéristiques intrinsèques de ce dernier (nappe captive ou libre,…) ou encore le mode d'alimentation de la nappe.
- **ZICO** : Les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) sont des inventaires scientifiques identifiant les zones connues comme les plus importantes pour la conservation des oiseaux en France. C'est en partie sur la base de ces inventaires que sont désignées les Zones de Protection Spéciale (ZPS).
- **Zone humide** : Du point de vue écologique, les milieux humides sont des terres recouvertes d'eaux peu profondes ou bien imprégnées d'eau de façon permanente ou temporaire. L'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié précise les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L.214-7-1 et R.211-108 du code de l'environnement. Il définit spécifiquement les critères et modalités de caractérisation des zones humides pour la mise en œuvre de la rubrique 3.3.1.0 sur l'assèchement, la mise en eau, l'imperméabilisation et le remblai en zone humide du R.214-1 du code de l'environnement.

- **ZNIEFF** : L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) est un programme lancé en 1982 par le Muséum national d'histoire naturelle. Il correspond au recensement d'espaces naturels terrestres remarquables sur l'ensemble du territoire national. Les ZNIEFF sont donc des inventaires faunistiques et floristiques ; elles n'ont aucune conséquence réglementaire, mais constituent un outil d'information permettant une meilleure gestion de ces espaces.
- Elles sont réparties en deux types :
    - Les ZNIEFF de type I, qui correspondent à des secteurs d'un intérêt biologique remarquable ;
    - Les ZNIEFF de type II, en général plus vastes que le type I, qui correspondent à de grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.
- **ZPS** : les Zones de Protection Spéciale (ZPS) désignées par arrêté ministériel en application de la directive européenne 79/409/CEE dite Directive « Oiseaux » sont des zones destinées à la conservation des oiseaux sauvages.
- **pSIC, SIC et ZSC** : les Sites d'Importance Communautaire (SIC), les propositions de Sites d'Intérêt Communautaire (pSIC) et les Zones Spéciales de Conservation (ZSC) sont des sites naturels présentant des habitats remarquables. Ces dernières sont issues de la directive européenne 92/43/CEE modifiée dite Directive « Habitat-Faune-Flore ».

1.2 Terminologie spécifique à la biodiversité

Afin d'alléger la lecture, le nom scientifique de chaque espèce est cité uniquement lors de la première mention de l'espèce dans le texte. Le nom vernaculaire est ensuite utilisé.
Il est important, pour une compréhension facilitée et partagée de cette étude, de s'entendre sur la définition des principaux termes techniques utilisés dans ce rapport.

- Cortège d'espèces : ensemble d'espèces ayant des caractéristiques écologiques ou biologiques communes.
- Création : terme utilisé dans le programme compensatoire, consiste à créer des nouvelles fonctions
- Effet : conséquence générique d'un type de projet sur l'environnement, indépendamment du territoire qui sera affecté. Un effet peut être positif ou négatif, direct ou indirect, permanent ou temporaire. Un projet peut présenter plusieurs effets (d'après MEEDDEM, 2010).
- Enjeu écologique : valeur attribuée à une espèce, un groupe biologique ou un cortège d'espèces, un habitat d'espèce, une végétation, un habitat naturel ou encore un cumul de ces différents éléments. Il s'agit d'une donnée objective, évaluée sans préjuger des effets d'un projet, définie d'après plusieurs critères tels que les statuts de rareté/menace de l'élément écologique considéré à différentes échelles géographiques. Pour une espèce, sont également pris en compte d'autres critères : l'utilisation du site d'étude, la représentativité de la population utilisant le site d'étude à différentes échelles géographiques, la viabilité de cette population, la permanence de l'utilisation du site d'étude par l'espèce ou la population de l'espèce, le degré d'artificialisation du site d'étude… Pour une végétation ou un habitat, l'état de conservation est également un critère important à prendre en compte. Ce qualificatif est indépendant du niveau de protection de l'élément écologique considéré. En termes de biodiversité, il possède une connotation positive.
- Équilibres biologiques : équilibres naturels qui s'établissent à la fois au niveau des interactions entre les organismes qui peuplent un milieu et entre les organismes et ce milieu. La conservation des équilibres biologiques est indispensable au maintien de la stabilité des écosystèmes.
- Espèces considérées comme présentes/absentes : il peut arriver qu'il ne soit pas possible d'écarter la présence de certaines espèces sur l'aire d'étude, soit du fait d'inventaires spécifiques non réalisés ou insuffisants, soit du fait de leur mœurs discrètes et des difficultés de détection des individus. On parle alors en général « d'espèces potentielles ». Toutefois, l'approche de Biotope vise à remplacer ce terme dans l'argumentation au profit « d'espèces considérées comme présentes » ou « d'espèces considérées comme absentes ». L'objectif n'est pas de chercher à apporter une vérité absolue, dans les faits inatteignables, mais à formuler des conclusions vraisemblables sur la base d'une réflexion solide, dans le but de formuler ensuite les recommandations opérationnelles qui s'imposent. Les conclusions retenues seront basées sur des argumentaires écologiques bien construits (discrétion de l'espèce, caractère ubiquiste ou non, capacités de détection, enjeu écologique, sensibilité au projet…).
- Fonction écologique : elle représente le rôle joué par un élément naturel dans le fonctionnement de l'écosystème. Par exemple, les fonctions remplies par un habitat pour une espèce peuvent être : la fonction d'aire d'alimentation, de reproduction, de chasse ou de repos. Un écosystème ou un ensemble d'habitats peuvent aussi remplir une fonction de réservoir écologique ou de corridor écologique pour certaines espèces ou populations. Les fonctions des habitats de type zone humide peuvent être répertoriées en fonctions hydrologiques, biogéochimiques, biologiques.
- Habitat naturel et habitat d'espèce : le terme « habitat naturel » est celui choisi pour désigner la végétation identifiée. Un habitat naturel se caractérise par rapport à ses caractéristiques géographiques, abiotiques et biotiques, qu'elles soient entièrement naturelles ou semi-naturelles. Tout en tenant compte de l'ensemble des facteurs environnementaux, la détermination des habitats naturels s'appuie essentiellement sur la végétation qui constitue le meilleur intégrateur des conditions écologiques d'un milieu (Bensettiti et al., 2001). Malgré cela, le terme « habitat naturel », couramment utilisé dans les typologies et dans les guides méthodologiques est retenu ici pour caractériser les végétations par souci de simplification.

- Le terme « habitat d'espèce » désigne le lieu de vie d'une espèce animale, c'est-à-dire les espaces qui conviennent à l'accomplissement de son cycle biologique (reproduction, alimentation, repos, etc.).
- Impact : contextualisation des effets en fonction des caractéristiques du projet étudié, des enjeux écologiques identifiés dans le cadre de l'état initial et de leur sensibilité. Un impact peut être positif ou négatif, direct ou indirect, réversible ou irréversible.
- Impact résiduel : impact d'un projet qui persiste après application des mesures d'évitement et de réduction d'impact. Son niveau varie donc en fonction de l'efficacité des mesures mises en œuvre.
- Implication réglementaire : conséquence pour le projet de la présence d'un élément écologique (espèce, habitat) soumis à une législation particulière (protection, règlementation) qui peut être établie à différents niveaux géographiques (départemental, régional, national, européen, mondial).
- Incidence : synonyme d'impact. Par convention, nous utiliserons le terme « impact » pour les études d'impacts et le terme « incidence » pour les évaluations des incidences au titre de Natura 2000 ou les dossiers d'autorisation ou de déclaration au titre de la Loi sur l'eau.
- Notable : terme utilisé dans les études d'impact (codé à l'article R. 122-5 du Code de l'environnement) pour qualifier tout impact qui doit être pris en compte dans l'étude. Dans la présente étude, nous considèrerons comme « notable » tout impact résiduel de destruction ou d'altération d'espèces, d'habitats ou de fonctions remettant en cause leur état de conservation, et constituant donc des pertes de biodiversité. Les impacts résiduels notables sont donc susceptibles de déclencher une action de compensation.
- Patrimonial (espèce, habitat) : le terme « patrimonial » renvoie à des espèces ou habitats qui nécessitent une attention particulière, du fait de leur statut de rareté et/ou de leur niveau de menace. Ceci peut notamment se traduire par l'inscription de ces espèces ou habitats sur les listes rouges (UICN). Ce qualificatif est indépendant du statut de protection de l'élément écologique considéré.
- Pertes de biodiversité : elles correspondent aux impacts résiduels notables du projet mesurés pour chaque composante du milieu naturel concerné par rapport à l'état initial ou, lorsque c'est pertinent, la dynamique écologique du site impacté (CGDD, 2013). La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016 fixe comme objectif l'absence de perte nette de biodiversité dans la mesure où les actions de compensation doivent générer un gain écologique au moins égal à la perte n'ayant pu être évitée ou réduite.
- Protégé (espèce, habitat, habitat d'espèce) : une espèce protégée est une espèce réglementée qui relève d'un statut de protection stricte au titre du Code de l'environnement et vis-à-vis de laquelle un certain nombre d'activités humaines sont contraintes voire interdites.
- Réhabilitation : terme utilisé dans le programme compensatoire, consiste à faire apparaitre des fonctions disparues.
- Remarquable (espèce, habitat) : éléments à prendre en compte dans le cadre du projet et de nature à engendrer des adaptations de ce dernier. Habitats ou espèces qui nécessitent une attention particulière, du fait de leur niveau de protection, de rareté, de menace à une échelle donnée, de leurs caractéristiques originales au sein de l'aire d'étude (population particulièrement importante, utilisation de l'aire d'étude inhabituelle pour l'espèce, viabilité incertaine de la population…) ou de leur caractère envahissant. Cette notion n'a pas de connotation positive ou négative, mais englobe « ce qui doit être pris en considération ».
- Restauration : terme utilisé dans le programme compensatoire, consiste à remettre à niveau des fonctions altérées.
- Risque : niveau d'exposition d'un élément écologique à une perturbation. Ce niveau d'exposition dépend à la fois de la sensibilité de l'élément écologique et de la probabilité d'occurrence de la perturbation.
- Sensibilité : Aptitude d'un élément écologique à répondre aux effets d'un projet.
- Significatif : terme utilisé dans les évaluations d'incidences Natura 2000 (codé à l'article R. 414-23 du Code de l'environnement). […] est significatif [au titre de Natura 2000] ce qui dépasse un certain niveau tolérable de perturbation, et qui déclenche alors des changements négatifs dans au moins un des indicateurs qui

caractérisent l'état de conservation au niveau du site Natura 2000 considéré. Pour un site Natura 2000 donné, il est notamment nécessaire de prendre en compte les points identifiés comme « sensibles » ou « délicats » en matière de conservation, soit dans le FSD, soit dans le Docob. Ce qui est significatif pour un site peut donc ne pas l'être pour un autre, en fonction des objectifs de conservation du site et de ces points identifiés comme « délicats » ou « sensibles » (CGEDD, 2015).

1.3 Sigles

AEP : Alimentation en Eau Potable
ARS : Agence Régionale de Santé
BRGM : Bureau de Recherches Géologiques et Minières
EBC : Espace Boisé Classé
DDRM : Dossier Départemental sur les Risques Majeurs
DOO : Documents d'Orientations et d'Objectifs (SCOT)
Ha : Hectare
ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
IGN : Institut Géographique National
INPN : Inventaire National du Patrimoine Naturel
PADD : Projet d'Aménagement et de Développement Durable
PAGD : Plan d'aménagement et de gestion durable (SAGE)
PAOT : Plan d'action opérationnel territorialisé (SAGE)
PLU : Plan Local d'Urbanisme
PCET : Plan Climat Énergie Territorial
PPBE : Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE)
PPRI : Plan de Prévention des Risques Inondation
SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale
SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SIC : Site d'Importance Communautaire
TMD : Transport de Matière Dangereuses
ZPS : Zone de protection spéciale
ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

Annexe 2 : Fiches terrain







Fiches terrain

Evaluation environnementale du PLU de Rémilly

Octobre 2023

Projet	Evaluation environnementale du Plan local d'urbanisme de la commune de Rémilly. 47 pages.	
Sous-dossier	Fiches terrain	
Version/Indice	V2	
Date	Octobre 2023	
Maître d'ouvrage	Commune de REMILLY	
Interlocuteur	Espace et Territoires 2 Place des Tricoteries – 54230 CHALIGNY site internet : www.esterr.fr	Contact : Céline BAUDON Urbaniste – Gérante
Rédactrice	Biotope – Agence Grand Est 2 bis, rue Charles Oudille – 54603 VILLERS LES NANCY Cedex Site Internet : www.biotope.fr	Contact : Maud MARTZ Cheffe de projet environnementaliste
Expert botaniste-pédologue	Biotope – Agence Grand Est 2 bis, rue Charles Oudille – 54603 VILLERS LES NANCY Cedex Site Internet : www.biotope.fr	Contact : Arthur COLLAS Chargé d'études botaniste – phytosociologue et pédologue

1.1 Dates et conditions des prospections de terrain

Afin d'accompagner la commune dans le choix des secteurs de projets urbains, notre expert botaniste – pédologue, Arthur COLLAS, a réalisé deux sessions de terrain pour la vérification des enjeux écologiques et zones humides des sites de projets urbains.

Le but est de limiter au maximum les impacts du projet de PLU sur la biodiversité, voire de l'intégrer dans le projet comme critère de qualité du cadre de vie, en repérant notamment les motifs qui seront à préserver et en identifiant des mesures écologiques. Il s'agit ici de dresser un « profil écologique » des zones d'urbanisation potentielle afin de permettre une prise en compte optimale des enjeux écologiques et/ou paysagers existants et de mettre en exergue les grands enjeux. Les prospections réalisées ne valent donc pas un inventaire exhaustif de tous les groupes biologiques.

Dates des inventaires	Commentaires
Inventaires des habitats naturels, flore et zones humides	
02/05/2023	Environ 15°C – temps ensoleillé avec quelques nuages. Vents légers.
17/10/2023	Environ 12°C – temps ensoleillé avec quelques nuages. Vents légers.

De plus, un inventaire des zones humides sur le critère « Habitats » a été réalisé (*voir Annexe 1 – Méthodologie*) et la potentialité des zones humides a été définie selon la modélisation et prélocalisation des milieux humides en France métropolitaine (Source PatriNat 2023). Cette-dernière vise à prélocaliser les zones humides et à les caractériser en s'appuyant sur une approche prédictive. Pour cela, des modèles basés sur des données de télédétection à haute résolution spatiale sont calibrés à partir de relevés de terrain (végétation, sol) disponibles dans différentes bases de données.

Le document conclut sur une démarche d'évitement et des recommandations de mesures à mettre en place, en fonction des enjeux environnementaux identifiés sur chacune des zones de projet.

Limites méthodologiques :

Il n'a pas été possible d'avoir accès aux parcelles 3, 8, 10 et 12.

La définition des enjeux est donc basée sur les inventaires de terrain quand ils ont été possibles, sur des analyses de vues aériennes, et sur une observation de loin de certains habitats non accessibles. C'est pourquoi, les enjeux écologiques sont restés au stade de la potentialité pour ces deux parcelles.

Concernant les zones humides, de la même manière, il n'a pas été possible de réaliser les sondages pédologiques comme prévu pour les parcelles 3, 8, 10 et 12. L'accès a été refusé par les propriétaires. Par conséquent, l'analyse ne se base que sur la bibliographie, et donc sur la prélocalisation des milieux humides en France métropolitaine (Source : PatriNat 2023). Nous avons nuancé cette prélocalisation par des dires d'expert quand cela était possible.

1.2. Contexte

La commune de Rémilly a fait l'objet de prospections écologiques sur 8 parcelles.

La commune participe à la Trame verte et bleue définie au niveau régional et à l'échelle du SCoT de l'Agglomération Messine grâce à la présence de la vallée de la Nied Française qui, au niveau de Rémilly, est constituée de prairies humides d'intérêt écologique, et de plusieurs étangs dont celui de Rémilly, lui aussi à proximité de zones humides. Le SCoTAM, lui, identifie des corridors et réservoirs de biodiversité de la sous-trame des milieux boisés au sud et à l'ouest du territoire ainsi qu'une matrice prairiale dans la vallée de la Nied Française. La TVB locale y ajoute l'importance des éléments boisés relais dont le bois des Dames et des prairies permanentes comme refuge pour la biodiversité locale (réservoir de biodiversité local).

Le principal des enjeux liés aux zonages réside dans la vallée de la Nied Française qui est identifiée comme : Site Natura 2000, Zone humide remarquable du SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027, Espace Naturel Sensible, sites gérés par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Lorraine et ZNIEFF de type I.

En outre, de par son réseau hydrographique dense, la donnée d'alerte de prélocalisation des zones humides montre qu'il y a une probabilité importante de zones humides sur une grande partie du territoire, notamment le long des cours d'eau.

La commune de Rémilly est couverte par le SDAGE Rhin-Meuse mais n'est pas concernée par un SAGE.

Dernièrement, pour rappel, la commune est également concernée par : une voie de chemin de fer traversante, au nord, et considérée comme bruyante, quelques sites BASIAS, une canalisation souterraine transportant des hydrocarbures qui traverse le territoire du nord à l'est, d'un site SEVESO bas de stockage agricole au nord (groupe Lorca ; pas de PPRT), d'un risque retrait-gonflement des argiles moyen sur l'ensemble de la commune - donc de l'ensemble des parcelles présentées ci-dessous et d'un risque inondation qui semble plutôt restreint tout de même.

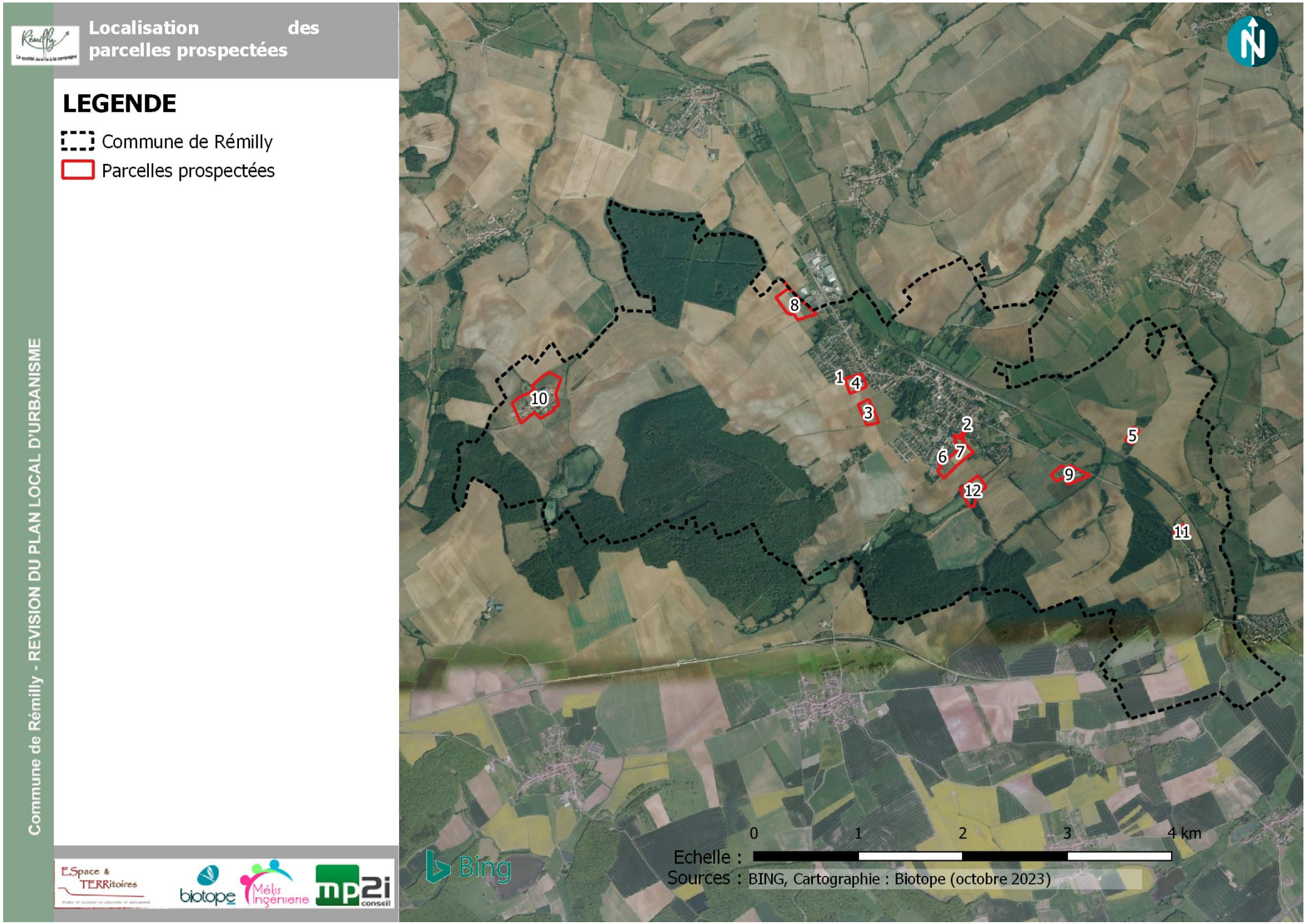


Figure 1 - Localisation des parcelles à l'étude

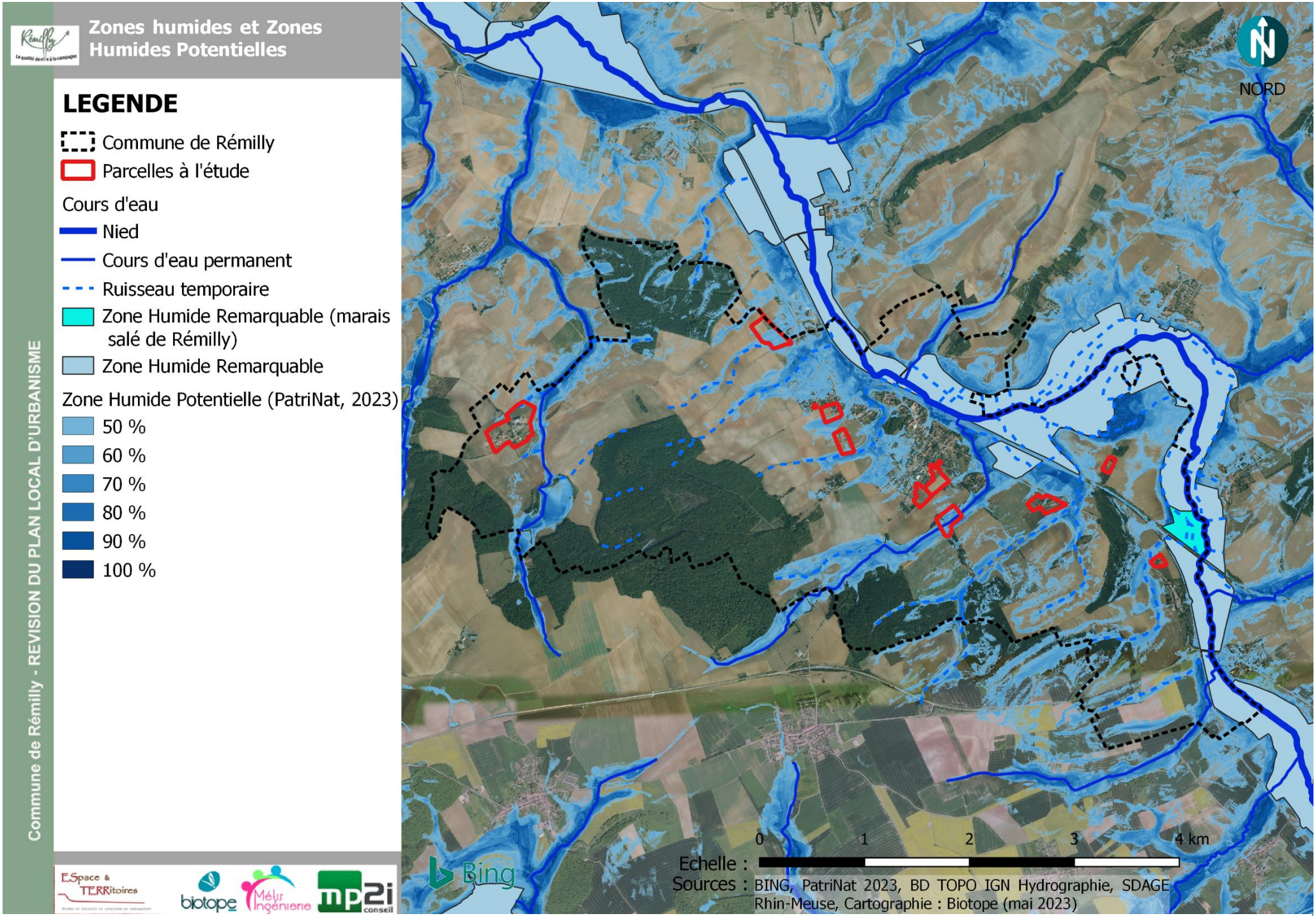


Figure 2 - Carte de l'environnement global des parcelles prospectées – Thématique « Zones humides »

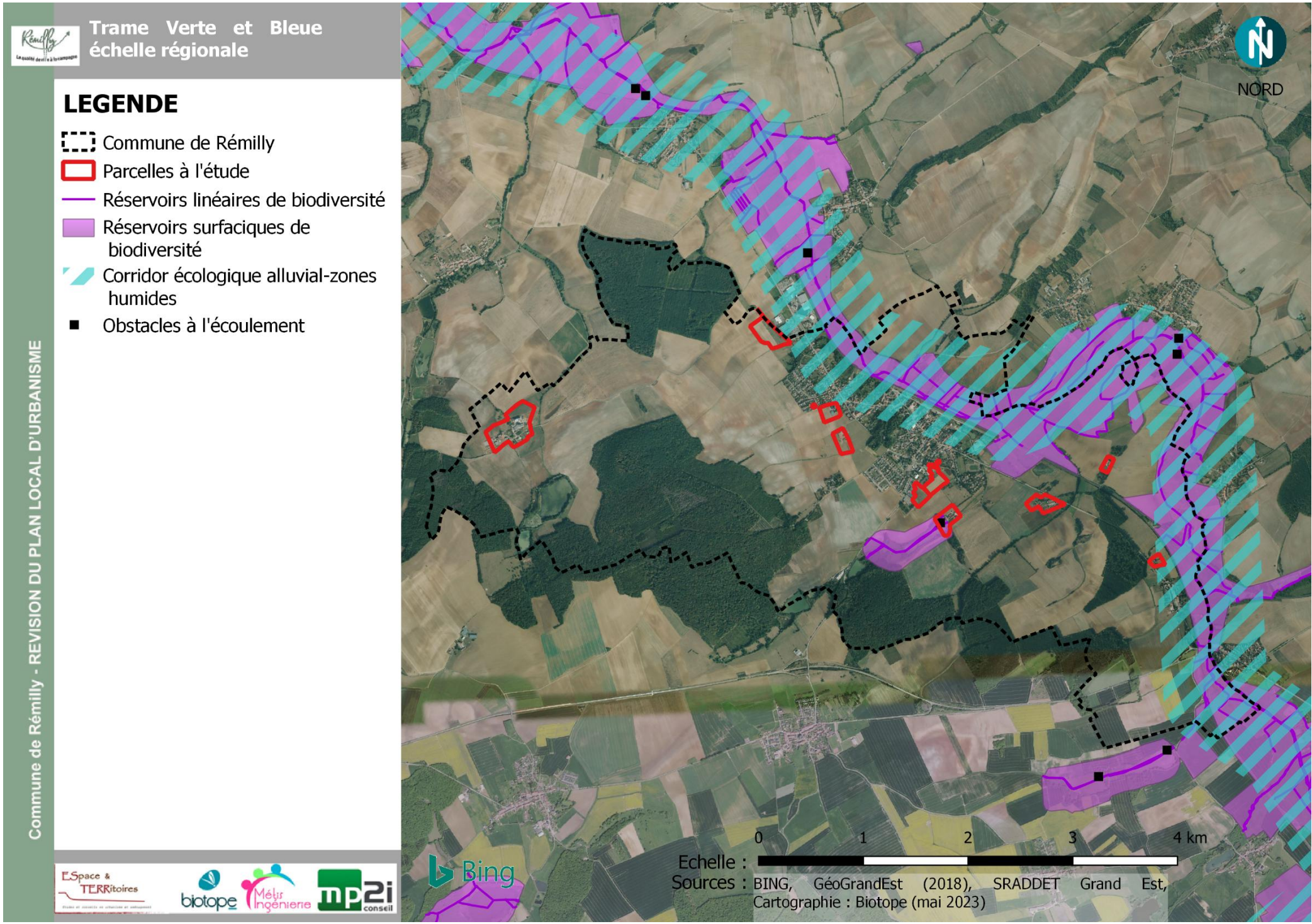


Figure 3 - Carte de l'environnement global des parcelles prospectées - Thématique « Trame Verte et Bleue à l'échelle régionale »

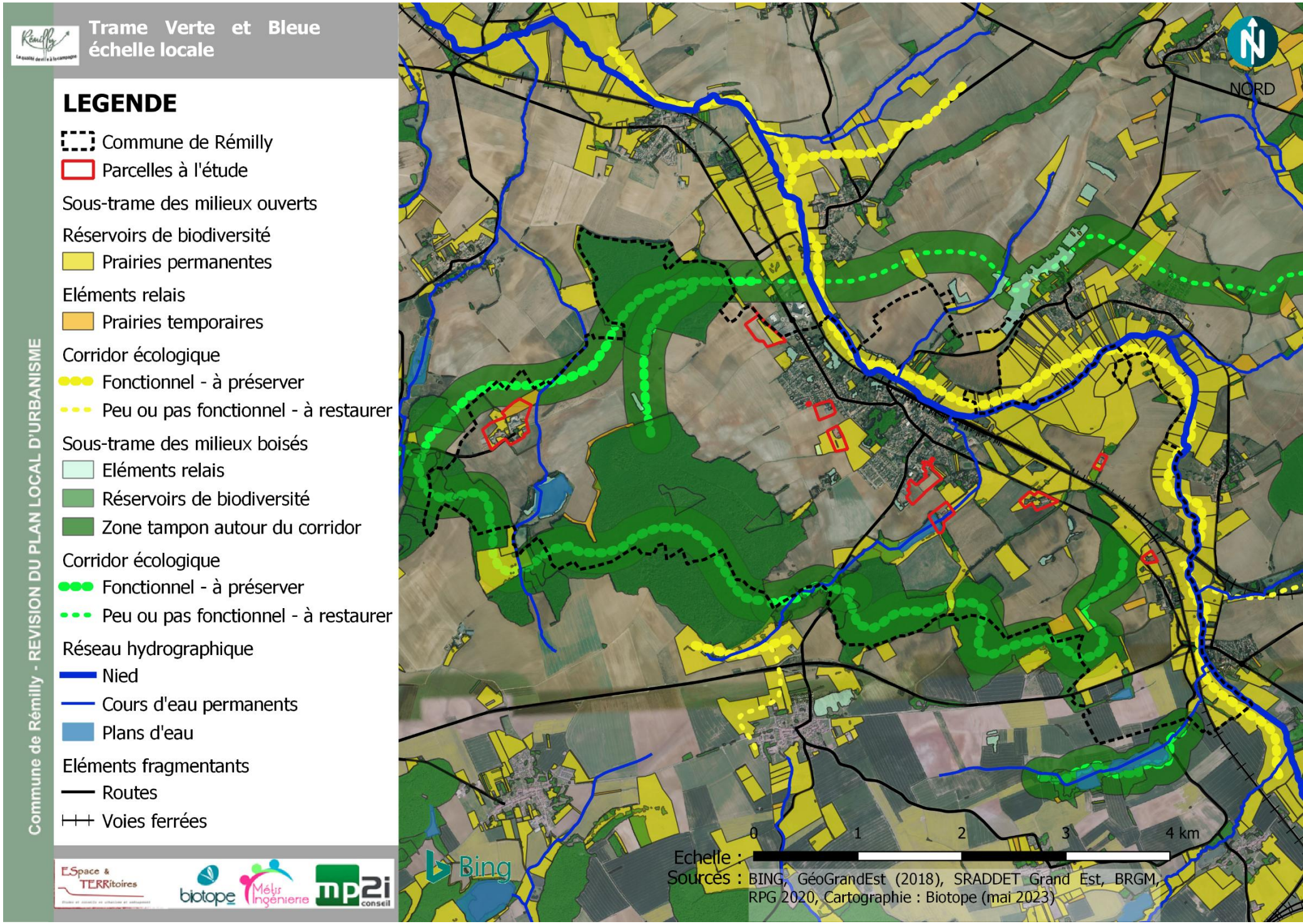


Figure 4 - Carte de l'environnement global des parcelles prospectées - Thématique « Trame Verte et Bleue à l'échelle locale »

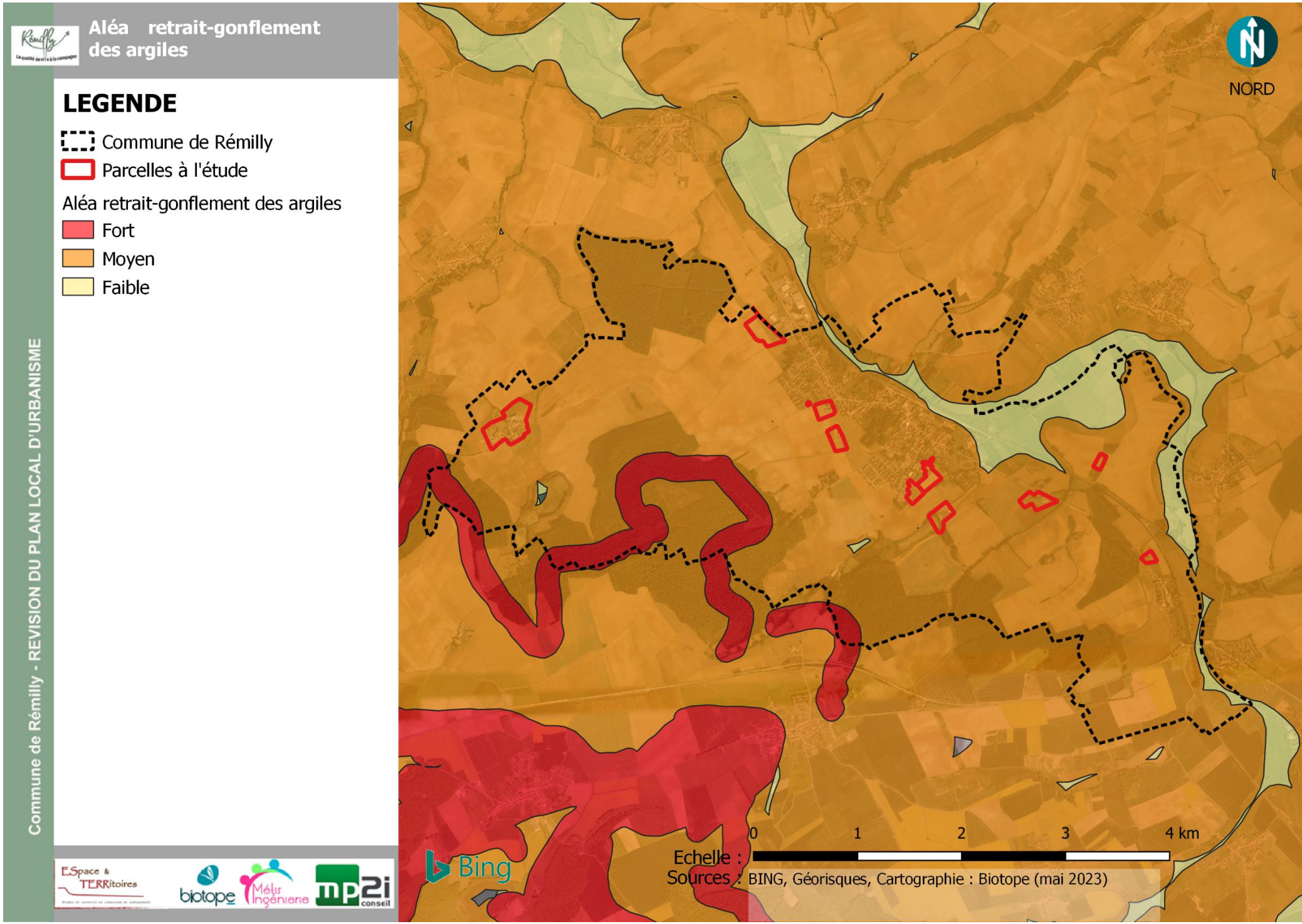


Figure 5 Aléa retrait gonflement des argiles sur le territoire de Rémilly



Figure 6 Sondages pédologiques réalisés dans le cadre des inventaires de terrain

Parcelle 1

Surface : 0,085 ha

Zonage au PLU : Dent creuse





Contexte écologique	Enjeu
	Faible

Lors de la visite de terrain, cette parcelle était déjà construite. L'expert ne s'est pas rendu sur la parcelle, il est resté à l'extérieur.

Périmètres réglementaires ou d'inventaire : /
Trame Verte et Bleue :

- TVB SRADDET Grand Est : /
- TVB locale : /

Zones humides :

- **Bibliographie :** La parcelle n'est pas concernée par la pré-localisation des milieux humides en France, la probabilité d'y observer des zones humides y est inférieur à 50% (PatriNat,2023).

Parcelle déjà aménagée, la terre a certainement été remaniée sur l'ensemble de la surface lors de la construction.

Proximité d'un cours d'eau : Aucun cours d'eau à proximité de la parcelle.

Inventaire terrain :

	Habitat 1	Habitat 2
Type d'habitat	**Villages**	**Jardins**
Espèces végétales observées	-	-
Zones humides	Imperméable (NC(I))	Non caractéristique (NC)
Enjeux écologiques pressentis	Nul	Faible

Au regard des habitats présents et fortement dégradés par l'aménagement, les enjeux potentiels faunistiques sont considérés comme faibles.

Risques, nuisances (Source BRGM) et santé humaine	Enjeu

Proximité d'une zone de captage d'eau potable : / **Risque inondation (débordement de cours d'eau et remontée de nappes) : /** **Aléa mouvement de terrain :** Cette parcelle présente un risque existant modéré en matière de retrait gonflement des argiles (voir cartographie globale de l'aléa ci-dessus). **Pollution des sols** : / Autres : /	**Moyen**
Incidences prévisibles notables liées à l'urbanisation de cette zone	
Enjeu global : Moyen	• Zone sujette à une exposition modérée en matière de retrait gonflement des argiles ;
Démarche d'évitement et préconisations	
Zone aménagée en cours d'élaboration du PLU. Aucune séquence Eviter-Réduire n'a pu être déployée pour prévenir des impacts.	

Parcelle 2

Surface : 0,096 ha

Zonage au PLU : Dent creuse





Contexte écologique	Enjeu
Périmètres réglementaires ou d'inventaire : / **Trame Verte et Bleue :** • **TVB SRADDET Grand Est : /** • **TVB locale : /** **Zones humides :** • **Bibliographie :** La parcelle prospectée n'est pas concernée par la pré-localisation des milieux humides en France, la probabilité d'y observer des zones humides y est inférieur à 50% (PatriNat,2023). • **Terrain :** Un habitat pro parte (p.) a été observé sur la parcelle selon l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 : la prairie fertilisée eutrophe fauchée (p). Un sondage pédologique a été réalisé pour infirmer ou confirmer le caractère humide du sol (ci-dessous). **Le sondage (n°7) a été creusé dans la prairie fertilisée eutrophe fauchée (p) à une profondeur maximale de 80 cm. Aucune trace rédoxique n'a été relevée sur l'ensemble du profil de sol échantillonné. <u>Ce sondage a été classé Non Humide (NZH).</u>**  Photographie du sondage n°7 **Proximité d'un cours d'eau** : Aucun cours d'eau sur la parcelle.	**Faible**

Inventaire terrain :

	Habitat 1
Type d'habitat	**Prairies fertilisées eutrophes fauchées**
Espèces végétales observées	*Alopecurus pratensis* *Glechoma hederacea* *Geranium dissectum* *Anisantha sterilis* *Ranunculus acris* *Taraxacum sp* *Poa trivialis*
Zones humides	Pro parte (p.)
Enjeux écologiques pressentis	Faible

L'habitat observé correspond à l'évolution naturelle d'une pelouse et d'un potager laissé à l'abandon. Ceci explique la présence de deux espèces d'ourlets et de friches annuelles eutrophes : le Brome stérile (*Anisantha sterilis*) et le Lierre terrestre (*Glechoma hederacea*).

Au regard des habitats présents et de la localisation de la dent creuse au sein de l'enveloppe urbaine, les enjeux potentiels faunistiques sont considérés comme faibles.

Risques, nuisances (Source BRGM) et santé humaine	**Enjeu**
Proximité d'une zone de captage d'eau potable : / **Risque inondation (débordement de cours d'eau et remontée de nappes) : /** **Aléa mouvement de terrain :** Cette parcelle présente un risque existant modéré en matière de retrait gonflement des argiles (voir cartographie globale de l'aléa ci-dessus). **Pollution des sols** : / Autres : /	**Moyen**

Incidences prévisibles notables liées à l'urbanisation de cette zone

Enjeu global : Moyen	• Zone sujette à une exposition modérée en matière de retrait gonflement des argiles ;

Démarche d'évitement et préconisations

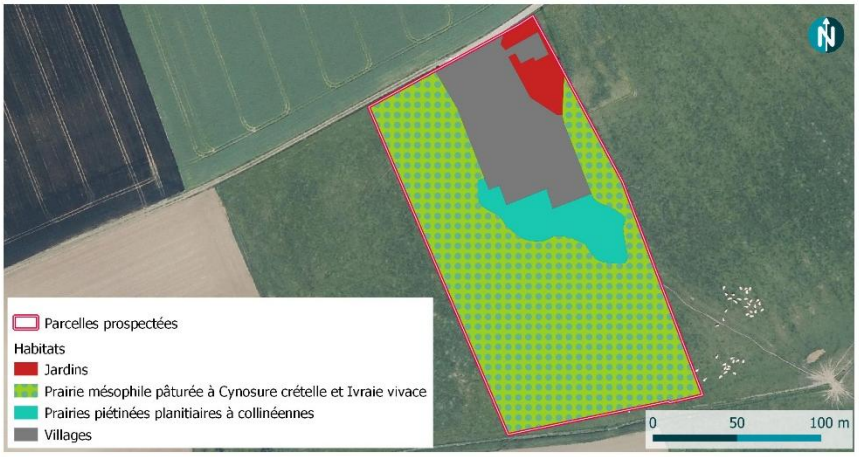
- Lutter contre l'artificialisation complète du site en mettant en œuvre un coefficient de surface pleine terre (à minima 30%) et en proposant la mise en place d'une bordure végétale de la parcelle pour une meilleure insertion paysagère et afin d'offrir de nouveaux refuges pour la biodiversité (règlement)
- Intégrer les espaces verts en zone Nj et prévoir des marges de recul de l'urbanisation par rapport à ces éléments.

Parcelle 3

Surface : 2,69 ha

Zonage du PLU : AC





*** le bâtiment agricole est décrit sous l'appellation « Villages » en référence au code et habitat CORINE BIOTOPE (code : 86.2).**

Contexte écologique	Enjeu
L'accès à la parcelle a été refusé. Les éléments ci-dessous ont été établis via la bibliographie. **Périmètres réglementaires ou d'inventaire : /** **Trame Verte et Bleue :** • **TVB SRADDET Grand Est : /** • **TVB locale : Prairies permanentes sur la quasi-totalité de la parcelle. Elles constituent ainsi des habitats intéressants pour une multitude d'espèces de milieux ouverts (insectes, petits mammifères, oiseaux, etc).** **Zones humides :** • **Bibliographie :** La parcelle prospectée est concernée par la pré-localisation des milieux humides en France, la probabilité d'y observer des zones humides atteint 70% au sud. (PatriNat,2023). Jusqu'à 2/10ème de la parcelle sont concernés par des potentielles zones humides, dans le coin nord-ouest de la parcelle et au sud.	**Moyen**

- **Terrain :** Aucun sondage pédologique réalisé sur la parcelle. L'accès n'a pas été possible.

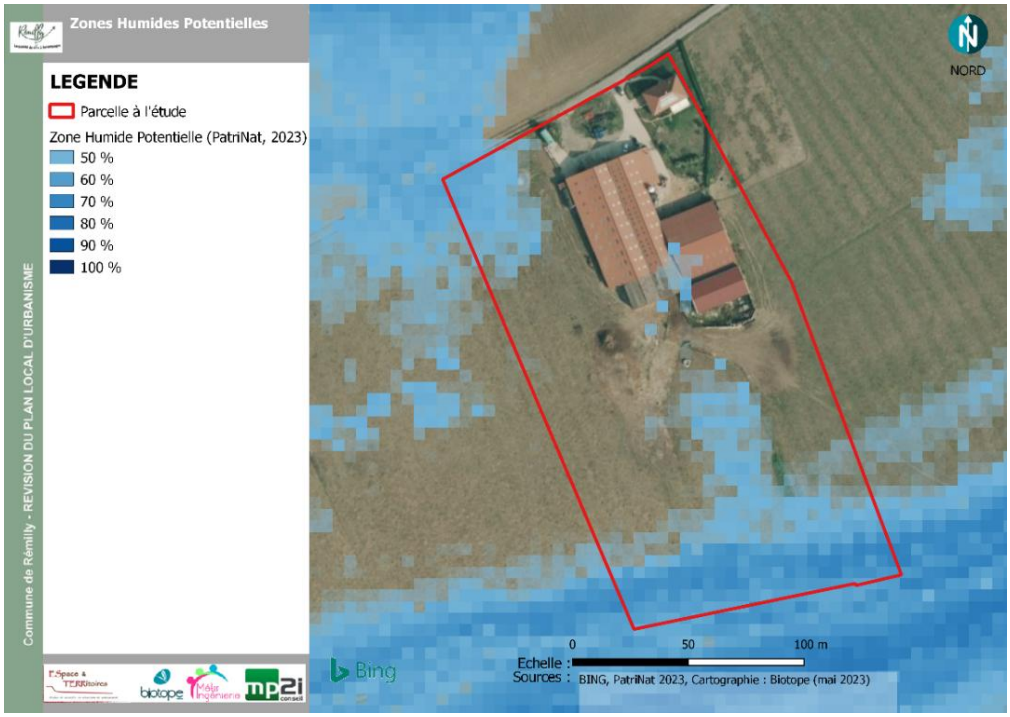


Figure 7 Zones Humides Potentielles de la parcelle 3

Proximité d'un cours d'eau : Présence d'un fossé à quelques mètres au sud de la parcelle.

Inventaire terrain :

	Habitat 1	**Habitat 2**	**Habitat 3**
Type d'habitat	**Prairie mésophile pâturée à Cynosure crételle et Ivraie vivace**	**Prairies piétinées planitiaires à collinéennes**	**Jardins**
Espèces végétales observées	*Taraxacum sp* *Bellis perennis* *Lolium perenne* *Capsella bursa-pastoris*	*Plantago major* *Poa annua*	-
Zones humides	Pro parte (p)	Pro parte (p)	Non caractéristique (NC)
Enjeux écologiques pressentis	Faible	Faible	Faible

	Habitat 4
Type d'habitat	**Villages**
Espèces végétales observées	-
Zones humides	Imperméable (NC(I))
Enjeux écologiques pressentis	Nul

Au regard des habitats présents sur le site d'étude, les enjeux **potentiels** faunistiques sont considérés comme moyens au niveau des prairies.

<table>
<tr><th>Risques, nuisances (Source BRGM) et santé humaine</th><th>Enjeu</th></tr>
<tr><td>Proximité d’une zone de captage d’eau potable : /
Risque inondation : Zone potentiellement sujette aux inondations de cave
Aléa mouvement de terrain :
Cette parcelle présente un risque existant modéré en matière de retrait gonflement des argiles (voir cartographie globale de l’aléa ci-dessus).
Pollution des sols : /
Autres : /</td><td>Moyen à fort (si risque inondation avéré)</td></tr>
<tr><th colspan="2">Incidences prévisibles notables liées à l’urbanisation de cette zone</th></tr>
<tr><td>Enjeu global : Moyen à fort (si risque inondation et intérêt faunistique des prairies avérés)</td><td>• Zone Humide Potentielle (PatriNat2023) ;
• Zone sujette à une exposition modérée en matière de retrait gonflement des argiles ;
• Zone potentiellement sujette aux inondations de cave ;
• Prairies permanentes potentiellement à enjeux moyens pour la biodiversité</td></tr>
<tr><th colspan="2">Démarche d’évitement et préconisations</th></tr>
<tr><td colspan="2">• Redéfinir le zonage pour éviter les zones humides potentielles ;</td></tr>
</table>

Parcelle 4

Surface
2,44 ha

Zonage du PLU : AC





Contexte écologique	Enjeu

Périmètres réglementaires ou d'inventaire : /
Trame Verte et Bleue :

- **TVB SRADDET Grand Est : /**
- **TVB locale :** Présence d'alignements d'arbres et de bosquets, relais aux corridors écologiques

Zones humides :

- **Bibliographie :** La parcelle prospectée est concernée par la pré-localisation des milieux humides en France, la probabilité d'y observer des zones humides atteint 65% au sud. (PatriNat,2023). Jusqu'à 2/10ème de la parcelle sont concernés par des potentielles zones humides, dans le coin nord-est de la parcelle et au sud.

- **Terrain :** Deux habitats pro-parte (p.) et non caractéristique (NC) ont été observés sur la parcelle selon l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009)**.** Parmi eux, seule la culture (p.) est concernée par la carte de prélocalisation des zones humides (PatriNat, 2023). Deux sondages pédologiques ont été réalisés pour infirmer ou confirmer le caractère humide du sol (ci-dessous).

Les sondages (n°10 et 11) ont été creusé dans la culture (p.) à une profondeur maximale respective de 70 et 60 cm. Aucune trace rédoxique n'a été relevée sur l'ensemble des deux profils de sols échantillonnés. Ces sondages ont été classés Non Humide (NZH).



Photographie du sondage n°10



Faible à moyen au niveau des arbres

Photographie du sondage n°11

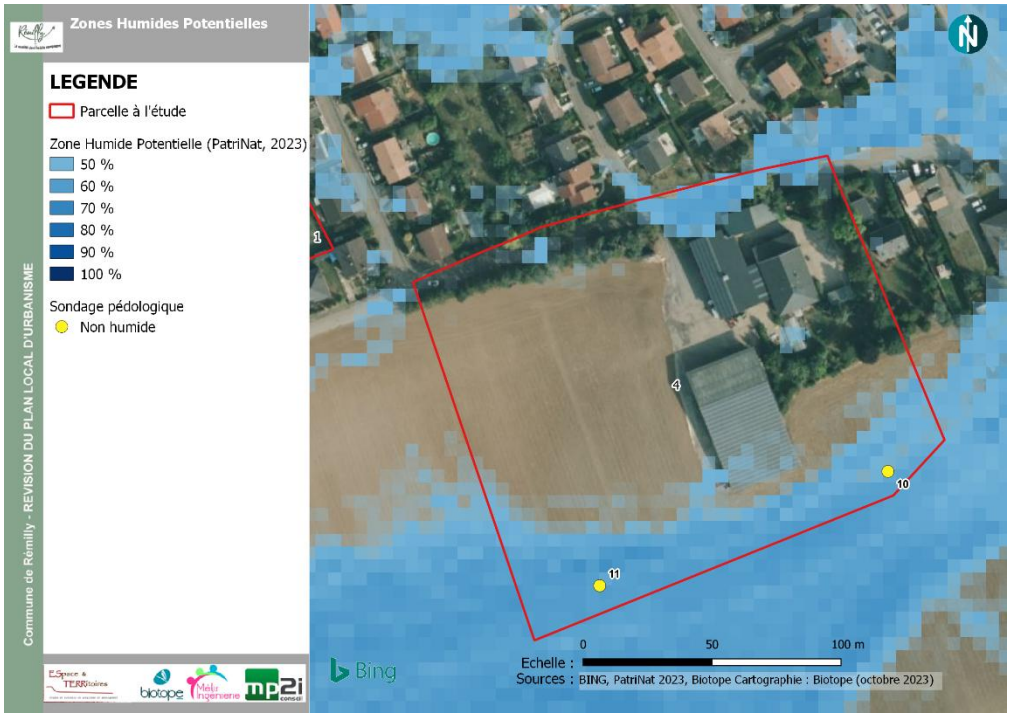


Figure 8 Zones Humides Potentielles de la parcelle 4 et sondages pédologiques

Proximité d'un cours d'eau : Aucun cours d'eau à proximité

Inventaire terrain des habitats naturels :

	Habitat 1	**Habitat 2**	**Habitat 3**
Type d'habitat	**Cultures**	**Alignements d'arbres**	**Jardins**
Espèces végétales observées	-	*Picea abies* *Pinus nigra* *Pinus sylvestris* *Anthriscus sylvestris* *Prunus laurocerasus* *Syringa vulgaris* *Urtica dioica*	-
Zones humides	Pro parte (p)	Non caractéristique (NC)	Pro parte (p.)
Enjeux écologiques pressentis	Négligeable	Faible	Faible

	Habitat 4
Type d'habitat	**Villages**
Espèces végétales observées	-
Zones humides	Imperméable (NC(I))
Enjeux écologiques pressentis	Nul

Au regard de la présence de haies et d'alignements d'arbres sur le site d'étude, des enjeux faunistiques peuvent être pressentis.

<table>
<tr><th>Risques, nuisances (Source BRGM) et santé humaine</th><th>Enjeu</th></tr>
<tr><td>Proximité d’une zone de captage d’eau potable : /
Risque inondation : /
Aléa mouvement de terrain :
Cette parcelle présente un risque existant modéré en matière de retrait gonflement des argiles (voir cartographie globale de l’aléa ci-dessus).
Pollution des sols : /
Autres : /</td><td>Moyen</td></tr>
<tr><th colspan="2">Incidences prévisibles notables liées à l’urbanisation de cette zone</th></tr>
<tr><td>Enjeu global : Moyen</td><td>• Pas de zone humide identifiée ;
• Zone sujette à une exposition modérée en matière de retrait gonflement des argiles ;
• Au regard de la présence d’alignements d’arbres sur le site, des enjeux en matière faunistique peuvent être pressentis, notamment concernant la présence potentielle d’avifaune nicheuse, de chauves-souris ou de petite faune comme des reptiles et des mammifères.</td></tr>
<tr><th colspan="2">Démarche d’évitement et préconisations</th></tr>
<tr><td colspan="2">• Lutter contre l’artificialisation complète du site en mettant en œuvre un coefficient de surface pleine terre ;</td></tr>
</table>

Parcelle 5

Surface
1,04 ha

Zonage du PLU : AC





Contexte écologique	Enjeu

Périmètres réglementaires ou d'inventaire : /
Trame Verte et Bleue :

- **TVB SRADDET Grand Est : /**
- **TVB locale : Présence de prairies mésophiles participant à la TVB locale.**

Zones humides :

- **Bibliographie :** La parcelle prospectée n'est pas concernée par la pré-localisation des milieux humides en France, la probabilité d'y observer des zones humides y est inférieur à 50% (PatriNat,2023).
- **Terrain :** Deux habitats pro-parte (p.) et non caractéristique (NC) ont été observés sur la parcelle selon l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009**.** Deux sondages pédologiques ont été réalisés sur chacun des deux habitats pour infirmer ou confirmer le caractère humide du sol (ci-dessous).

Les sondages (n°3 et 4) ont été creusé dans la culture (p.) et la prairie mésophile pâturée à Cynosure crételle et Ivraie vivace (NC) à une profondeur maximale respective de 95 et 85 cm. Le premier sondage présente des traces rédoxiques à 35 cm de profondeur : ceux-ci s'intensifient en profondeur mais aucun trace réductique n'apparait à 80 cm de profondeur. Sur le second, des traces rédoxiques apparaissent à partir de 45 cm et s'intensifient en profondeur jusqu'à 85 cm sans apparition d'horizon réductique à 80 cm de profondeur. Ces sondages ont été classés Non Humide (NZH).

Faible à moyen



Photographie du sondage n°3



Photographie du sondage n°4



Figure 9 Zones Humides Potentielles de la parcelle 4 et sondages pédologiques

Proximité d'un cours d'eau : Un étang à une centaine de mètres et un fossé à plus de 200 mètres.

Inventaire terrain des habitats naturels d'intérêt écologique :

	Habitat 1	Habitat 2	Habitat 3
Type d'habitat	**Prairie mésophile pâturée à Cynosure crételle et Ivraie vivace**	**Villages**	**Cultures**
Espèces végétales observées	*Bellis perennis* *Capsella bursa-pastoris* *Cerastium fontanum* *Taraxacum sp* *Cirsium vulgare* *Lolium perenne*	-	*Phacelia tanacetifolia*
Zones humides	Pro parte (p)	Imperméable (NC(I))	Pro parte (p)
Enjeux écologiques pressentis	Faible	Nul	Négligeable

Au regard des habitats présents sur le site d'étude, les enjeux potentiels faunistiques sont considérés comme faibles à moyens au regard de la prairie permanente.

Risques, nuisances (Source BRGM) et santé humaine	**Enjeu**
Proximité d'une zone de captage d'eau potable : / **Risque inondation :** / **Aléa mouvement de terrain :** Cette parcelle présente un risque existant modéré en matière de retrait gonflement des argiles (voir cartographie globale de l'aléa ci-dessus). **Pollution des sols** : / Autres : Nuisances sonores, zone concernée par la carte du bruit du réseau ferroviaire	Moyen

Incidences prévisibles notables liées à l'urbanisation de cette zone	
	• Pas de zone humide identifiée ; • Zone sujette à une exposition modérée en matière de retrait gonflement des argiles ;

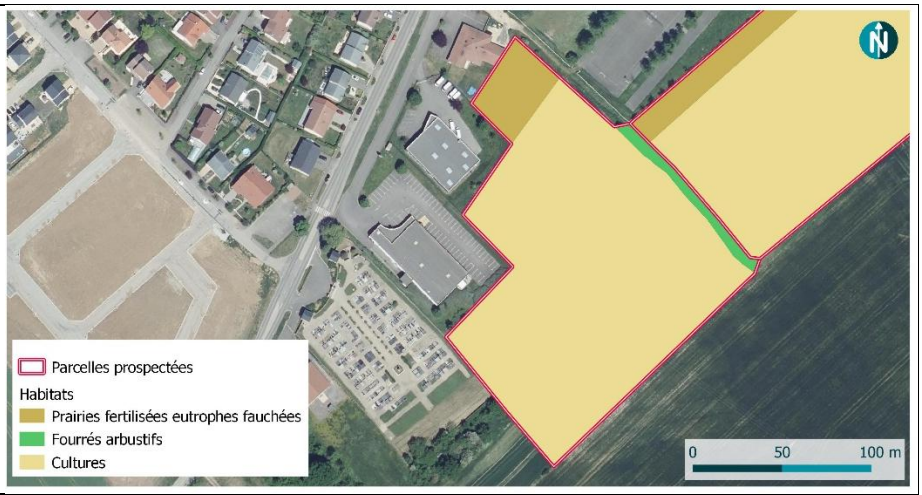
Enjeu global : Moyen	• Au regard de la proximité de boisements et d'alignements d'arbres ou de haies, des enjeux faunistiques peuvent être pressentis, notamment car c'est une prairie permanente qui peut proposer de la nourriture à tout type d'animaux (chauves-souris, oiseaux, petits mammifères) et être un refuge pour une diversité d'insectes.
Démarche d'évitement et préconisations	
• Conserver les prairies permanentes participant à la TVB locale → réduire donc le zonage ou durcir le règlement.	

Parcelle 6

Surface
2,16 ha

Zonage du PLU : 2AU





Contexte écologique	Enjeu
Périmètres réglementaires ou d'inventaire : / **Trame Verte et Bleue :** • **TVB SRADDET Grand Est : /** • **TVB locale : Présence de fourrés arbustifs** **Zones humides :** • **Bibliographie :** La parcelle prospectée n'est pas concernée par la pré-localisation des milieux humides en France, la probabilité d'y observer des zones humides y est inférieur à 50% (PatriNat,2023). • **Terrain :** Trois habitats pro-parte (p.) ont été observés sur la parcelle selon l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009**.** Un sondage pédologique a été réalisé sur la culture (p.) où la probabilité d'observer des zones humides est la plus importante (PatriNat, 2023) pour infirmer ou confirmer le caractère humide du sol (ci-dessous). **Le sondage (n°9) a été creusé dans la culture (p.) à une profondeur maximale de 70 cm. Aucune trace rédoxique n'a été observé sur l'ensemble du profil de sol échantillonné. Ce sondage a été classé Non Humide (NZH).**  Photographie du sondage n°9	**Faible à localement moyen au niveau des fourrés**



Figure 10 Zones humides potentielles sur la parcelle 6 et sondage pédologique

Proximité d'un cours d'eau : Aucun cours d'eau à proximité.

Inventaire terrain des habitats naturels d'intérêt écologique :

	Habitat 1	Habitat 2	Habitat 3
Type d'habitat	**Fourrés arbustifs**	**Prairies fertilisées eutrophes fauchées**	**Cultures**
Espèces végétales observées	*Rosa canina* *Crataegus monogyna* *Prunus spinosa* *Rubus sp*	*Taraxacum officinale* *Dactylis glomerata* *Ranunculus acris* *Heracleum sphondylium*	-
Zones humides	Pro parte (p)	Pro parte (p)	Pro parte (p)
Enjeux écologiques pressentis	Faible	Faible	Négligeable

Au regard de la présence de fourrés arbustifs sur le site d'étude, des enjeux faunistiques peuvent être pressentis sur cet habitat.

Risques, nuisances (Source BRGM) et santé humaine	**Enjeu**
Proximité d'une zone de captage d'eau potable : / **Risque inondation :** / **Aléa mouvement de terrain :** Cette parcelle présente un risque existant modéré en matière de retrait gonflement des argiles (voir cartographie globale de l'aléa ci-dessus). **Pollution des sols** : / Autres : /	Moyen

Incidences prévisibles notables liées à l'urbanisation de cette zone	
Enjeu global : Moyen	• Pas de zone humide identifiée ; • Zone sujette à une exposition modérée en matière de retrait gonflement des argiles ; • Au regard de la présence de fourrées arbustifs sur le site, des enjeux en matière faunistique peuvent être pressentis sur cet habitat (avifaune nicheuse, reptiles, et petits mammifères).
Démarche d'évitement et préconisations	

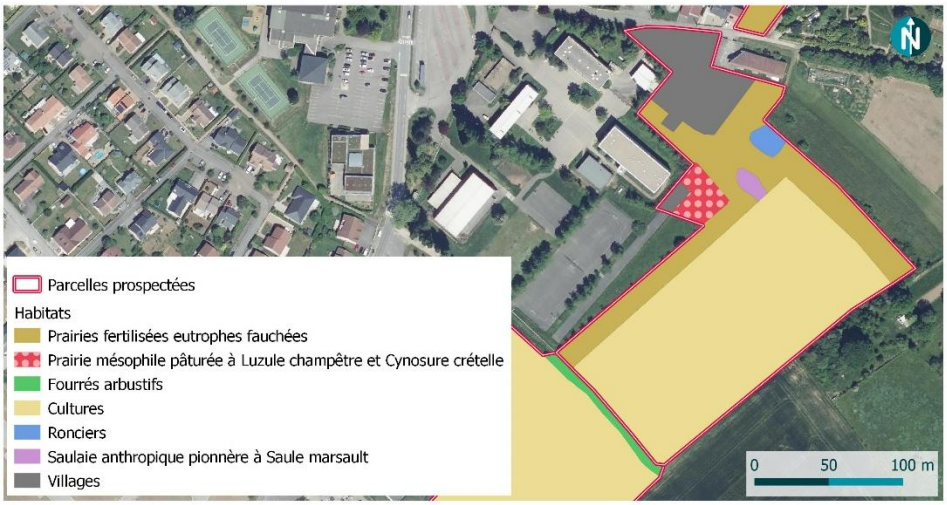
- Lutter contre l'artificialisation complète du site en mettant en œuvre un coefficient de surface pleine terre (à minima 30%) et en proposant la mise en place d'une bordure végétale de la parcelle pour une meilleure insertion paysagère et afin d'offrir de nouveaux refuges pour la biodiversité ;
- Protéger les fourrés : réaliser une identification visuelle dans l'OAP sectorielle et une orientation de préservation de la fonctionnalité ou alors les protéger au titre du L151-23 ;
- Renforcer les alignements de fourrés arbustifs déjà présents sur le site, notamment au sud-est (OAP sectorielle). Cette création de haies participerait également à l'aménagement d'une zone de transition entre le lieu de vie des habitants et le milieux agricole.

Parcelle 7

Surface
3,01 ha

Zonage du PLU : 1AU





Contexte écologique	Enjeu
Périmètres réglementaires ou d'inventaire : / **Trame Verte et Bleue :** • **TVB SRADDET Grand Est : /** • **TVB locale : Présence d'alignements d'arbres de prairies temporaires et permanentes** **Zones humides :** • **Bibliographie :** La parcelle prospectée est concernée par la pré-localisation des milieux humides en France, la probabilité d'y observer des zones humides y est supérieur à 50% sur une petite zone à l'est de la parcelle (PatriNat,2023). • **Terrain :** Cinq habitats pro-parte (p.) et non caractéristique (NC) ont été observés sur la parcelle selon l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009. Un sondage pédologique a été réalisé sur l'interface de culture (p.) et des prairies fertilisées eutrophes fauchées (p.) où la probabilité d'observer des zones humides est supérieur à 50% (PatriNat, 2023) pour infirmer ou confirmer le caractère humide du sol (ci-dessous). **Le sondage (n°8) a été creusé entre la culture (p.) et des prairies fertilisées eutrophes fauchées (p.) à une profondeur maximale de 70 cm. Aucune trace rédoxique n'a été observé sur l'ensemble du profil de sol échantillonné. Ce sondage a été classé Non Humide (NZH).**	**Moyen en bordure de culture**



Photographie du sondage n°8



Figure 11 Zones humides potentielles sur la parcelle 7 et sondage pédologique

Proximité d'un cours d'eau : Aucun cours d'eau à proximité de la parcelle

Inventaire terrain :

	Habitat 1	**Habitat 2**	**Habitat 3**
Type d'habitat	**Cultures**	**Prairies fertilisées eutrophes fauchées**	**Saulaie anthropique pionnière à Saule marsault**
Espèces végétales observées	***Ranunculus arvensis*** *Lepidium campestre*	*Arrhenatherum elatius Trifolium pratense Alopecurus pratensis Rumex obtusifolia Plantago lanceolata Dactylis glomerata Rubus sp*	*Salix caprea Betula pendula*
Zones humides	Pro parte (p)	Pro parte (p)	Non caractéristique (NC)
Enjeux écologiques pressentis	Moyen (présence d'une messicole menacée)	Faible	Faible

	Habitat 4	**Habitat 5**	**Habitat 6**
Type d'habitat	**Ronciers**	**Prairie mésophile pâturée à Luzule champêtre et Cynosure crételle**	**Villages**
Espèces végétales observées	*Rubus sp Sambucus nigra*	*Luzula campestris Anthoxanthum odoratum Rumex acetosa Ranunculus bulbosus Cardamine pratensis*	-
Zones humides	Non caractéristique (NC)	Non caractéristique (NC)	Imperméable (NC(I))
Enjeux écologiques pressentis	Négligeable	Faible	Nul



Figure 12 *Ranunculus arvensis* trouvée en bordure de culture sur Rémilly

La Renoncule des champs (*Ranunculus arvensis*), une espèce végétale jugée quasi-menacée (NT) sur la liste rouge de Lorraine a été observée en bordure de culture sur cette parcelle.



Au regard de la présence d'alignements d'arbres sur le site d'étude, des enjeux faunistiques peuvent être pressentis.

Risques, nuisances (Source BRGM) et santé humaine	**Enjeu**
Proximité d'une zone de captage d'eau potable : / **Risque inondation : /** **Aléa mouvement de terrain :** Cette parcelle présente un risque existant modéré en matière de retrait gonflement des argiles (voir cartographie globale de l'aléa ci-dessus). **Pollution des sols** : / Autres : /	Moyen

Incidences prévisibles notables liées à l'urbanisation de cette zone	
Enjeu global : Moyen	• Pas de zone humide identifiée ; • Présence d'une espèce messicole menacée en bordure de culture → enjeux écologiques moyens • Zone sujette à une exposition modérée en matière de retrait gonflement des argiles ; • Au regard de la présence d'alignements d'arbres sur le site, des enjeux en matière faunistique peuvent être pressentis, notamment concernant la présence potentielle d'avifaune (nicheurs, habitats) ou de petite faune

Démarche d'évitement et préconisations

- Présence d'une flore liée au culture et menacée en Lorraine → éviter la station de cette flore en réajustant le zonage ou l'intégrer dans une OAP sectorielle ;
- Lutter contre l'artificialisation complète du site en mettant en œuvre un coefficient de surface pleine terre (à minima 30%) et en proposant la mise en place d'une bordure végétale de la parcelle pour une meilleure insertion paysagère et afin d'offrir de nouveaux refuges pour la biodiversité.

Parcelle 8	
Surface 5,46 ha	
Zonage du PLU : 1AUX 	

Cette parcelle a fait l'objet d'une étude d'impact et d'un dossier loi sur l'eau dans le cadre d'un dossier de permis d'aménager (cf. « PA 14 – Etude d'impact et dossier loi sur l'eau. SEBL. BEREST / GEREEA / NINJA ARCHI / SLG PAYSAGE. Octobre 2022 ».

De plus, la Communauté de communes du Sud Messin (CCSM) a signé le 8 juin 2018 la décision d'élaborer une procédure de déclaration de projet pour l'extension de la Zone d'Activités des 5 Epis, pour le PLU de Rémilly.

Par conséquent, une évaluation environnementale de cette déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Rémilly a été finalisée en septembre 2022 par le bureau d'études l'Atelier des territoires pour le compte de la CC Sud Messin, notamment suite à l'avis émis le 24 février 2021 par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale Grand Est.

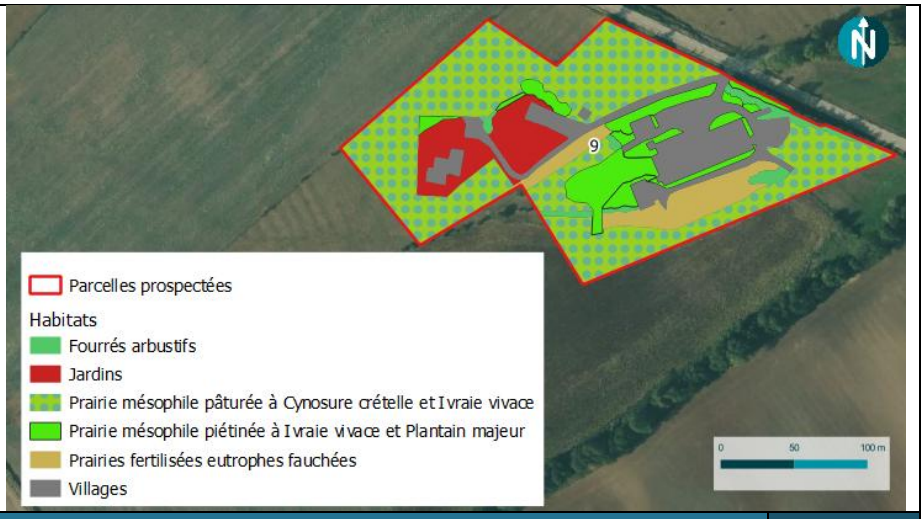
Dans le cadre de ces expertises menées par Biotope, l'accès à la parcelle a été refusé. De plus, au regard de tout le dossier qui avait été fait pour la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Rémilly en 2021-2022, **les enjeux environnementaux sont définis par ce dit dossier.**

Parcelle 9

Surface : 3,6 ha

Zonage du PLU : AC





Contexte écologique	Enjeu

Périmètres réglementaires ou d'inventaire : /
Trame Verte et Bleue :

- **TVB SRADDET Grand Est : /**
- **TVB locale : Présence de haies, d'arbres et de prairies permanentes participant à la trame verte et bleue locale.**

Zones humides :

- **Bibliographie :** La parcelle est concernée par la pré-localisation des milieux humides en France, la probabilité d'y observer des zones humides y est supérieur à 50% sur une partie de la parcelle (PatriNat,2023).
- **Terrain :** Dix habitats pro-parte (p.) et non caractéristique (NC) ont été observés sur la parcelle selon l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009**.** Deux sondages pédologiques ont été réalisés sur les zones de la prairie mésophile pâturée à Cynosure crételle et Ivraie vivace (NC) où les potentialités d'observer des zones humides sont les plus importantes pour infirmer ou confirmer le caractère humide du sol (ci-dessous).

Les sondages (n°5 et 6) ont été creusés dans la prairie mésophile pâturée à Cynosure crételle et Ivraie vivace (NC) à une profondeur maximale respective de 95 et 70 cm. Aucun de ces deux sondages ne présente de traces d'hydromorphies sur l'ensemble des deux profils échantillonnés. Ces sondages ont été classés Non Humide (NZH).

Moyen



Photographie du sondage n°5



Photographie du sondage n°6

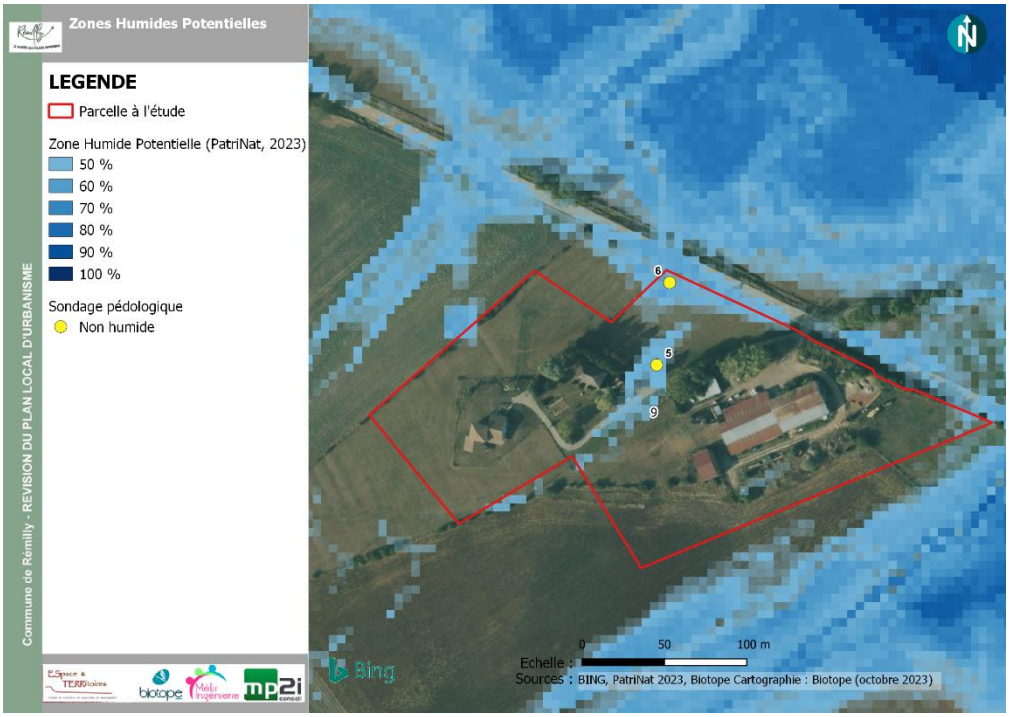


Figure 13 : Zones Humides Potentielles de la parcelle 9 et sondages pédologiques

Proximité d'un cours d'eau : Proximité d'un ruisseau temporaire à l'Est de l'aire d'étude

Inventaire terrain :

	Habitat 1	**Habitat 2**	**Habitat 3**
Type d'habitat	**Prairie mésophile pâturée à Cynosure crételle et Ivraie vivace**	**Prairies fertilisées eutrophes fauchées**	**Prairie mésophile piétinée à Ivraie vivace et Plantain majeur**
Espèces végétales observées	*Taraxacum sp* *Lolium perenne* *Bellis perennis* *Capsella bursa-pastoris* *Stellaria media*	*Dactylis glomerata* *Ranunculus bulbosus* *Festuca pratensis* *Rumex crispus* *Heracleum sphondylium* *Symphytum officinale*	*Plantago major* *Lolium perenne* *Polygonum aviculare* *Trifolium repens* *Capsella bursa-pastoris*
Zones humides	Non caractéristique (NC)	Pro parte (p)	Pro parte (p)
Enjeux écologiques pressentis	Faible	Faible	Faible

	Habitat 4	**Habitat 5**	**Habitat 6**
Type d'habitat	**Ronciers**	**Fourrés arbustifs**	**Haies et bosquets à Frêne élevé**
Espèces végétales observées	*Rubus sp* *Stellaria holostea* *Quercus petraea*	*Crataegus monogyna* *Rosa canina* *Prunus spinosa* *Cornus sanguinea*	*Fraxinus excelsior* *Prunus avium* *Prunus spinosa* *Rubus sp*
Zones humides	Non caractéristique (NC)	Pro parte (p)	Pro parte (p)
Enjeux écologiques pressentis	Faible	Faible	Faible

	Habitat 7	Habitat 8	Habitat 9
Type d'habitat	**Ourlets hémihéliophiles eutrophes**	**Zones rudérales**	**Villages**
Espèces végétales observées	*Urtica dioica* *Chelidonium majus* *Heracleum sphondylium* *Galium aparine*	*Polygonum aviculare* *Artemisia vulgaris*	-
Zones humides	Pro parte (p)	Pro parte (p)	Imperméable (NC(I))
Enjeux écologiques pressentis	Faible	Faible	Nul

	Habitat 10	Habitat 11
Type d'habitat	**Plantations de conifères**	**Jardins**
Espèces végétales observées	*Picea abies* *Pinus sylvestris*	-
Zones humides	Non caractéristique (NC)	Pro parte (p)
Enjeux écologiques pressentis	Faible	Nul

Au regard de la présence de prairies permanentes, de haies et d'alignements d'arbres sur le site d'étude, des enjeux faunistiques peuvent être pressentis. Ces enjeux sont potentiellement moyens sur ces éléments naturels cités.

Risques, nuisances (Source BRGM) et santé humaine	**Enjeu**
Proximité d'une zone de captage d'eau potable : / **Risque inondation :** / **Aléa mouvement de terrain :** Cette parcelle présente un risque existant modéré en matière de retrait gonflement des argiles (voir cartographie globale de l'aléa ci-dessus). **Pollution des sols** : / **Autres :** Nuisances sonores, zone concernée par la carte du bruit du réseau ferroviaire	**Moyen**

Incidences prévisibles notables liées à l'urbanisation de cette zone	
Enjeu global : Moyen	• Pas de zone humide identifiée ; • Zone sujette à une exposition modérée en matière de retrait gonflement des argiles ; • Au regard de la présence de haies, d'arbres et d'une prairie permanente sur le site, des enjeux en matière faunistique peuvent être pressentis, notamment concernant la présence potentielle d'avifaune (nicheurs, habitats) ou de petite faune

Démarche d'évitement et préconisations

- Lutter contre l'artificialisation complète du site en mettant en œuvre un coefficient de surface pleine terre (à minima 30%)

Parcelle 10	
Surface : 12,2 ha	
Zonage du PLU : AC	

Contexte écologique	Enjeu
Cette parcelle n'a pas pu être prospectée. L'accès a été interdit. **Périmètres réglementaires ou d'inventaire : /** **Trame Verte et Bleue :** • **TVB SRADDET Grand Est : /** • **TVB locale : Présence de haies, d'arbres et de prairies permanentes participant à la trame verte et bleue locale d'après la TVB locale du PLU (analyse par vue aérienne).** **Zones humides :** • **Bibliographie :** La parcelle est concernée par la pré-localisation des milieux humides en France, la probabilité d'y observer des zones humides y est supérieur à 50% sur **une petite partie au Nord de la parcelle (PatriNat,2023), en bordure.**	**Moyen**

- **Terrain :** Aucun sondage pédologique réalisé sur la parcelle. L'accès n'a pas été possible.



Figure 14 Zones Humides Potentielles de la parcelle 10

Proximité d'un cours d'eau : Ruisseau temporaire au Nord de l'aire d'étude et ruisseau de Dain à moins de 100m

<u>Occupation du sol :</u>

- Prairies permanentes selon RPG 2020 ;
- Prairies temporaires selon RPG 2020 ;
- Bâtiments agricoles ;
- Prairies temporaires selon RPG 2020 ;

- Haies selon la BD TOPO



Figure 15 Occupation du sol de la parcelle 10

Au regard de la présence de haies et d'alignements d'arbres sur le site d'étude, des enjeux faunistiques peuvent être pressentis. L'enjeu faunistique potentiel est considéré comme moyen.

Risques, nuisances (Source BRGM) et santé humaine	Enjeu
Proximité d'une zone de captage d'eau potable : / **Risque inondation :** Zone potentiellement sujette aux inondations de cave sur une bande traversante au nord. **Aléa mouvement de terrain :** Cette parcelle présente un risque existant modéré en matière de retrait gonflement des argiles (voir cartographie globale de l'aléa ci-dessus). **Pollution des sols** : / Autres : - Transport de Matières Dangereuses (canalisation d'hydrocarbures) qui traverse la parcelle au nord	**Moyen à fort localement**

Incidences prévisibles notables liées à l'urbanisation de cette zone	
Enjeu global : Moyen	• Zone Humide Potentielle (PatriNat2023) ; • Zone sujette à une exposition modérée en matière de retrait gonflement des argiles ; • Au regard de la présence de haies et d'arbres sur le site, des enjeux en matière faunistique peuvent être pressentis, notamment concernant la présence potentielle d'avifaune (nicheurs, habitats) ou de petite faune

Démarche d'évitement et préconisations

- Eviter les zones potentiellement humides ;
- Conserver les prairies permanentes participant à la TVB locale → l'inscrire dans le règlement des zones Ac ;
- Prendre en compte le risque inondation et faire un zonage d'information de cette couche d'alerte dans le PLU.

Parcelle 11

Surface : 1,1 ha

Zonage du PLU : AC





Contexte écologique	Enjeu
Périmètres réglementaires ou d'inventaire : / **Trame Verte et Bleue :** • **TVB SRADDET Grand Est : /** • **TVB locale : Présence de prairies permanentes participant à la TVB locale.** **Zones humides :** • **Bibliographie :** La parcelle est concernée par la pré-localisation des milieux humides en France, la probabilité d'y observer des zones humides y est supérieur à 50% sur une partie à l'Ouest de la parcelle (PatriNat,2023). • **Terrain :** Six habitats pro-parte (p.) et non caractéristique (NC) ont été observés sur la parcelle selon l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009**.** Deux sondages pédologiques ont été réalisés sur les zones de la prairie fertilisée eutrophe fauchée où les potentialités d'observer des zones humides sont les plus importantes pour infirmer ou confirmer le caractère humide du sol (ci-dessous). **Les sondages (n°1 et 2) ont été creusés dans la prairie fertilisée eutrophe fauchée (p.) à une profondeur maximale respective de 80 et 70 cm. Aucun de ces deux sondages ne présente de traces d'hydromorphies sur l'ensemble des profils échantillonnés. <u>Ces sondages ont été classés Non Humide (NZH).</u>**	**Faible**



Photographie du sondage n°1



Photographie du sondage n°2

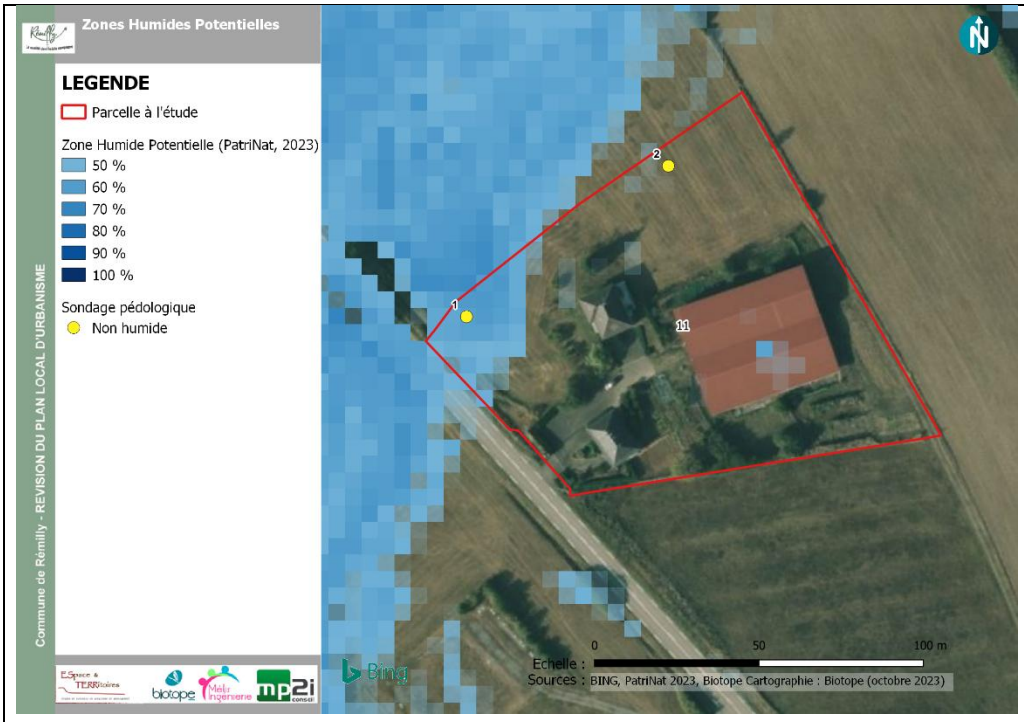


Figure 16 : Zones Humides Potentielles de la parcelle 11 et sondages pédologiques

Proximité d'un cours d'eau : Ruisseau temporaire à l'Ouest de l'aire d'étude

Inventaire terrain :

	Habitat 1	**Habitat 2**	**Habitat 3**
Type d'habitat	**Prairie mésohygrophile basiphile à neutrophile des vallées, bords de canaux et de routes**	**Prairies fertilisées eutrophes fauchées**	**Ourlets hémihéliophiles eutrophes**
Espèces végétales observées	*Symphytum officinale* *Shedonorus arundinacea* *Dactylis glomerata* *Ranunculus repens*	*Dactylis glomerata* *Rumex obtusifolius* *Heracleum sphondylium* *Ranunculus acris* *Galium mollugo*	*Urtica dioica* *Heracleum sphondylium* *Dactylis glomerata* *Glechoma hederacea* *Galium aparine*
Zones humides	Pro parte (p)	Pro parte (p)	Pro parte (p)
Enjeux écologiques pressentis	Faible	Faible	Faible

	Habitat 4	**Habitat 5**	**Habitat 6**
Type d'habitat	**Ronciers**	**Fourrés arbustifs**	**Jardins**
Espèces végétales observées	*Rubus sp*	*Juglans regia* *Rosa canina* *Prunus avium* *Salix caprea* *Rubus sp*	*Galinsoga ciliata*
Zones humides	Non caractéristique (NC)	Pro parte (p)	Pro parte (p)
Enjeux écologiques pressentis	Faible	Faible	Faible

	Habitat 7	Habitat 8
Type d'habitat	**Zones rudérales**	**Villages**
Espèces végétales observées	*Capsella bursa-pastoris* *Lamium purpureum*	-
Zones humides	Imperméabilisé (NC(I))	Imperméabilisé (NC(I))
Enjeux écologiques pressentis	Faible	Faible

Au regard des habitats présents sur le site d'étude, les enjeux potentiels faunistiques sont considérés comme faibles.

Risques, nuisances (Source BRGM) et santé humaine	**Enjeu**
Proximité d'une zone de captage d'eau potable : / **Risque inondation :** / **Aléa mouvement de terrain :** Cette parcelle présente un risque existant modéré en matière de retrait gonflement des argiles (voir cartographie globale de l'aléa ci-dessus). **Pollution des sols** : / Autres : Nuisances sonores, zone concernée par la carte du bruit du réseau ferroviaire	**Moyen**

Incidences prévisibles notables liées à l'urbanisation de cette zone	
Enjeu global : Moyen	• Pas de zone humide identifiée ; • Zone sujette à une exposition modérée en matière de retrait gonflement des argiles ;

Démarche d'évitement et préconisations

- Lutter contre l'artificialisation complète du site en mettant en œuvre un coefficient de surface pleine terre (à minima 30%).

Parcelle 12	
Surface : 3,6 ha	
Zonage du PLU : AC	

Contexte écologique	Enjeu
Cette parcelle n'a pas pu être prospectée. L'accès a été interdit. **Périmètres réglementaires ou d'inventaire : /** **Trame Verte et Bleue :** • **TVB SRADDET Grand Est : Recoupe des réservoirs de biodiversités liés à l'étang de Rémilly ;** • **TVB locale : Présence de haies, d'alignements d'arbres et de prairies permanentes participant à la TVB locale.** **Zones humides :** • **Bibliographie :** La parcelle est concernée par la pré-localisation des milieux humides en France, la probabilité d'y observer des zones humides y est supérieur à 50% sur la quasi-intégralité de la parcelle et atteint 70% à certains endroits (PatriNat,2023).	**Fort**

- **Terrain :** Aucun sondage pédologique réalisé sur la parcelle. L'accès n'a pas été possible.

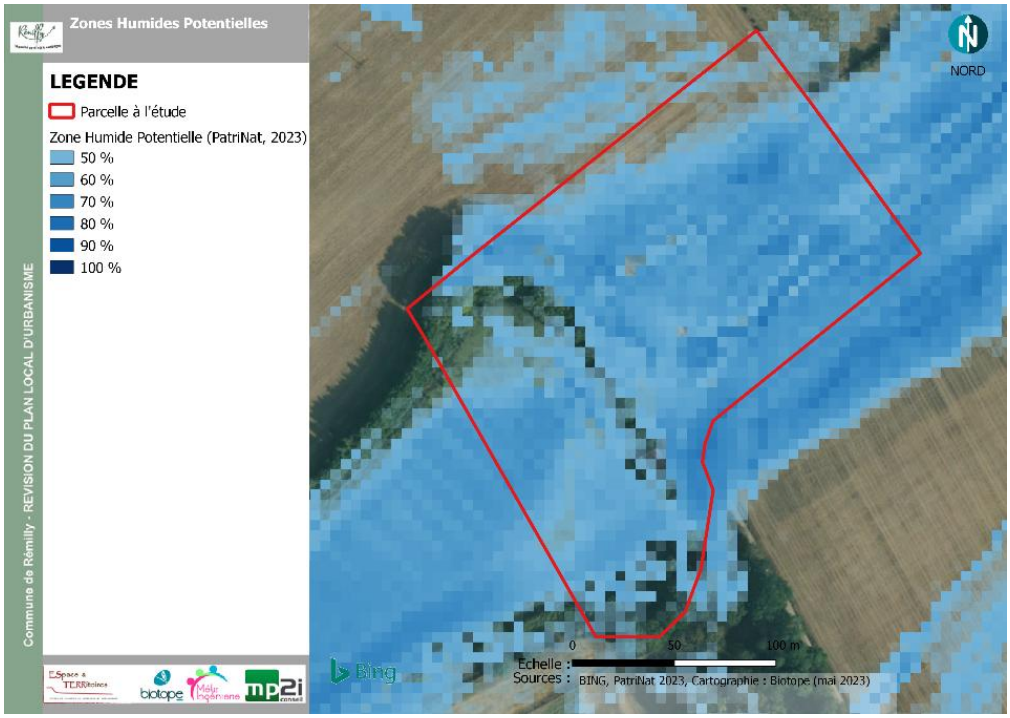


Figure 17 Zones Humides Potentielles de la parcelle 12

Proximité d'un cours d'eau : Présence du ruisseau de l'Etang du Moulin et étang de Rémilly en partie sur le site d'étude

<u>Occupation du sol :</u>

- Prairies permanentes selon RPG 2020 ;
- Prairies temporaires selon RPG 2020 ;
- Etang
- Haies et alignements d'arbres selon BD TOPO ;
- Bâtiments agricoles.



Figure 18 Occupation du sol de la parcelle 12

Au regard de la présence d'un cours d'eau, d'un étang, de haies et d'alignements d'arbres sur le site d'étude, les enjeux potentiels faunistiques sont considérés comme forts.

Risques, nuisances (Source BRGM) et santé humaine	**Enjeu**
Proximité d'une zone de captage d'eau potable : / **Risque inondation :** Zone potentiellement sujette aux inondations de cave **Aléa mouvement de terrain :** Cette parcelle présente un risque existant modéré en matière de retrait gonflement des argiles (voir cartographie globale de l'aléa ci-dessus). **Pollution des sols** : / Autres : /	**Moyen**

Incidences prévisibles notables liées à l'urbanisation de cette zone	
Enjeu global : Fort	• Zone sujette à une exposition modérée en matière de retrait gonflement des argiles ; • Au regard de la présence d'un cours d'eau, d'un étang d'alignements d'arbres et de haies sur le site, des enjeux en matière faunistique peuvent être pressentis.

Démarche d'évitement et préconisations

- Redéfinir le zonage et classer l'étang et les éléments boisés en zonage N.

Récapitulatif de mesures d'atténuation à généraliser pour l'ensemble des parcelles prospectées :

- Mettre en place des coefficients de surfaces en pleine terre pour éviter l'artificialisation complète des sites. Ces coefficients pourraient être différents en fonction de l'enjeu écologique / inondation / infiltration des eaux pluviales de la parcelle ;
- Inscrire dans le règlement la mise en place de clôtures perméables à la petite faune (grande maille, création de passage dans les murs, etc.) ;
- Globalement, la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a inscrit l'objectif de réduire à zéro la perte nette de biodiversité. Ainsi, il est essentiel de considérer le maintien et la préservation au maximum des éléments arborés sur chaque parcelle (petits boisements, haies, manteau forestier, alignement d'arbres, fourrées …) car ils présentent des enjeux faunistiques potentiels au moins moyen et sont des refuges pour de nombreuses espèces faunistiques dont des espèces patrimoniales et/ou protégées ;
- La loi ALUR renforce le principe d'une « utilisation économe des espaces ». Elle oblige également désormais à faire une analyse des dents creuses et des capacités de densification, notamment par l'application de l'article L 151-4 du Code de l'Urbanisme. En ce sens, il est conseillé de densifier en continuité des zones urbanisées et non en étalement urbain ;

Tableau 1 Choix de développement pour le projet de PLU sur les zones de développement

Code	Surface prospectée	Zonage du projet de révision initial	Synthèse de l'enjeu environnemental	Résultats des sondages pédologiques	Niveau de l'enjeu écologique (biodiversité)	Niveau de l'enjeu écologique (Risques, nuisances et santé humaine)	Incidence prévisible en cas d'absence de mesure(s)
1	0,085 ha	UB	**Site déjà aménagé lors des prospections**	/	/	Moyen (Aléa retrait-gonflement)	/
2	0,096 ha	UB	/	Sondage pédologique non humide	Faible	Moyen (Aléa retrait-gonflement)	Risque de dégradations des futures constructions Autre incidence prévisible : artificialisation des sols.
3	2,69 ha	Ac	**Parcelle non prospectée mais :** Zone Humide Potentielle (PatriNat2023) ; Zone sujette à une exposition modérée en matière de retrait gonflement des argiles ; Zone potentiellement sujette aux inondations de cave ;	Aucun sondage pédologique réalisé sur la parcelle. **L'accès n'a pas été possible.**	Moyen potentiellement	Moyen (Aléa retrait-gonflement) à fort (si risque inondation avéré)	Incidence prévisible sur des zones humides, potentiellement Autre incidence prévisible : artificialisation des sols.

			Prairies permanentes potentiellement à enjeux moyens pour la biodiversité				
4	2,44 ha	Ac	L'enjeu principal du site porte sur les arbres présents en bordure nord notamment, potentiels refuge pour plusieurs espèces faunistiques protégées et/ou patrimoniales.	Sondage pédologique non humide	Faible sur la majorité du site Moyen au niveau des arbres	Moyen (Aléa retrait-gonflement)	Incidence négative prévisible : artificialisation des sols.
5	1,04 ha	Ac	L'enjeu principal réside dans la prairie mésophile, potentiel refuge pour la biodiversité patrimoniale et/ou protégées (micromammifères, insectes, oiseaux de milieux ouverts).	Sondage pédologique non humide	Faible Moyen au niveau de la prairie	Moyen (Aléa retrait-gonflement)	Incidence négative prévisible : artificialisation des sols, perte d'habitats pour des espèces protégées potentiellement
6	2,16 ha	1AU	L'enjeu principal réside dans la haie au nord du site, potentiel refuge pour la biodiversité.	Sondage pédologique non humide	Faible sur la majorité du site Moyen au niveau des fourrés	Moyen (Aléa retrait-gonflement)	Incidence négative prévisible : artificialisation des sols, perte d'habitats pour des espèces protégées potentiellement (haies)
7	3,01 ha	1AU	L'enjeu principal réside dans les stations de Renoncule des champs, espèce végétale classée comme	Sondage pédologique non humide	Faible sur la majorité du site	Moyen (Aléa retrait-gonflement)	Incidence négative prévisible : artificialisation des sols, perte d'habitats pour des espèces

			quasi-menacée sur la liste rouge de Lorraine.		Moyen en bordure de culture		protégées potentiellement (haies), destruction d'une espèce végétale menacée
8	5,46 ha	1AUX	Cf PA 14 – Etude d'impact et dossier loi sur l'eau. SEBL. BEREST / GEREEA / NINJA ARCHI / SLG PAYSAGE. Octobre 2022 ; Evaluation environnementale de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU. AdT. Septembre 2022 Cf - Etude d'impact réalisée par les bureaux d'étude, Rainette, BEREST et Iris Conseil,2025-2026				
9	3,6 ha	Ac	L'enjeu principal réside dans les haies, arbres et dans la prairie pour certainement de nombreuses espèces patrimoniales et/ou protégées (oiseaux, micromammifère, reptiles, chiroptères ou encore insectes).	Sondage pédologique non humide	Faible sur la majorité du site Moyen au niveau des arbres, haies et de la prairie	Moyen (Aléa retrait-gonflement)	Incidence négative prévisible : artificialisation des sols, perte d'habitats pour des espèces protégées potentiellement (haies, arbres et prairie)
10	12,2 ha	Ac	**Parcelle non prospectée mais :** Zone Humide Potentielle (PatriNat2023) ; Zone sujette à une exposition modérée en matière de retrait gonflement des argiles ; Canalisation TMD souterraine traverse la parcelle Au regard de la présence de haies et d'arbres sur le site, des enjeux	Aucun sondage pédologique réalisé sur la parcelle. **L'accès n'a pas été possible.**	Moyen potentiellement	Moyen (Aléa retrait-gonflement) à Fort (au niveau de la canalisation souterraine)	Incidence négative prévisible : artificialisation des sols, perte d'habitats pour des espèces protégées potentiellement (haies, arbres et prairie), risque dangereux pour les habitations proches de la canalisation.

			en matière faunistique peuvent être pressentis, notamment concernant la présence potentielle d'avifaune (nicheurs, habitats) ou de petite faune				
11	1,1 ha	Ac	/	Sondage pédologique non humide	Faible	Moyen (Aléa retrait-gonflement)	Incidence négative prévisible : artificialisation des sols
12	3,6 ha	Ac	**Parcelle non prospectée mais :** Zone Humide Potentielle (PatriNat2023) ;	Aucun sondage pédologique réalisé sur la parcelle. **L'accès n'a pas été possible.**	Fort potentiellement (potentialité de présence de zones humides forte)	Moyen (Aléa retrait-gonflement)	Incidence négative prévisible : artificialisation des sols, destruction possiblement de zones humides

Siège social :
22 boulevard Maréchal Foch - BP58 - F-34140 Mèze
Tél. : +33(0)4 67 18 46 20 - Fax : +33(0)4 67 18 65 38 - **www.biotope.fr**